



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

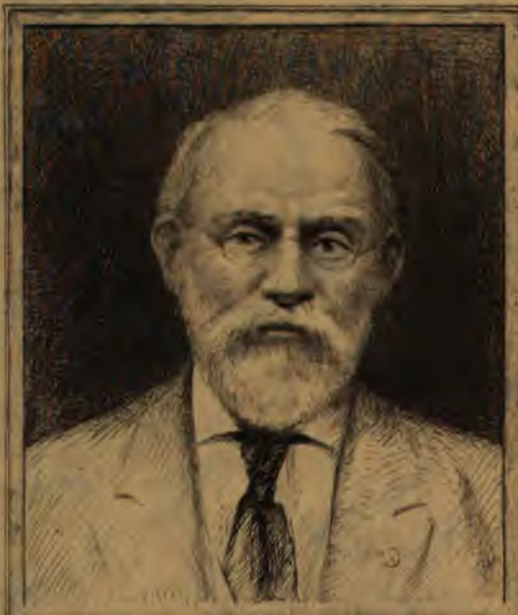
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

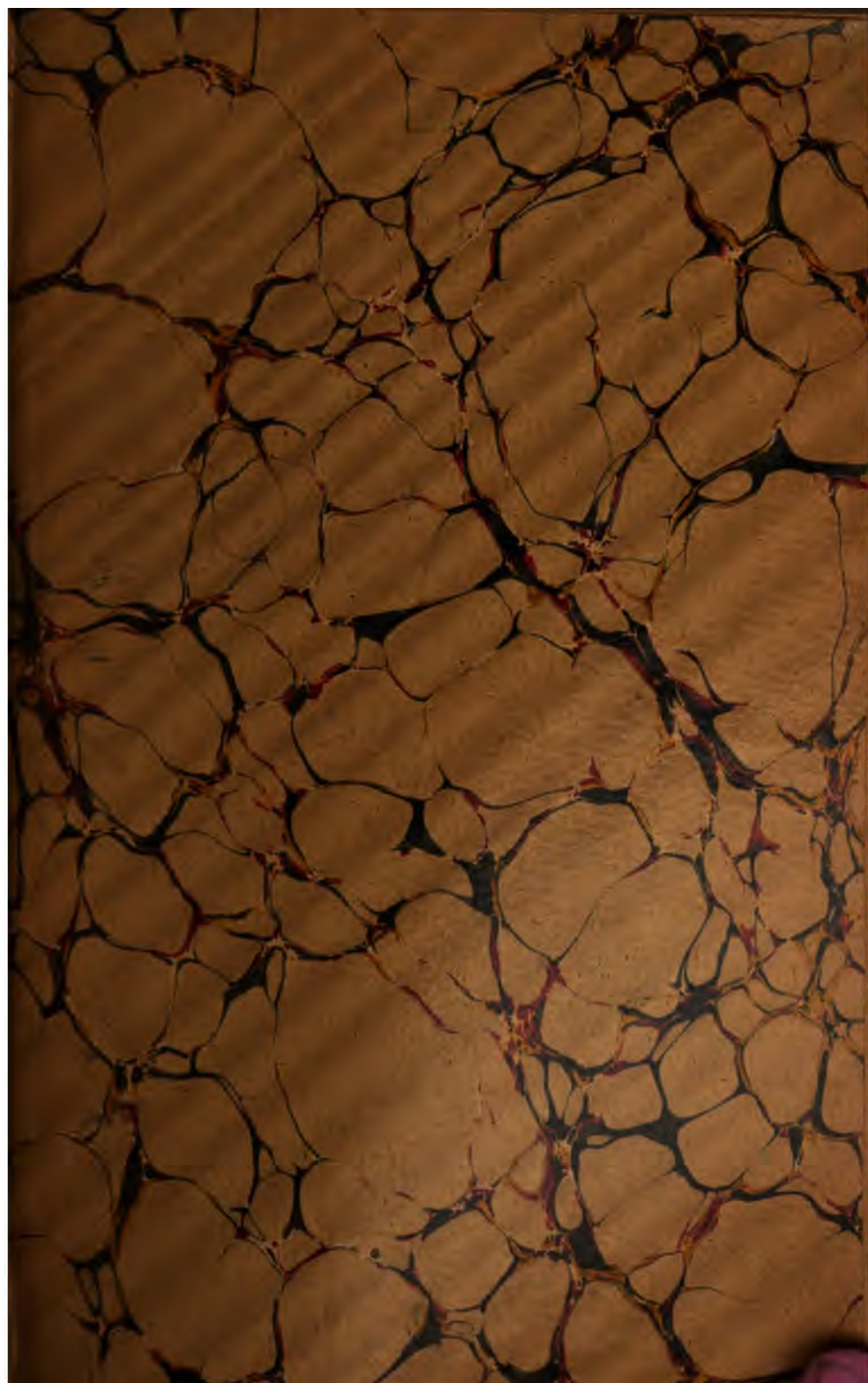
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

ACQUISITION IN TOUR DE FRANCE
BRISSE-LEQUEN
Rue des Cordeliers, 17
AMYEN 5
BOURNE, DUTRANCHE & SON S.A.S.



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



Let
me
know

100
111
120
130



BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES

DE PICARDIE.



BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

Tom. IX. — 1865-66-67.



PARIS.

Librairie de J.-B. DUMOULIN, 18, Quai des Augustins.

AMIENS,

Imprimerie CALLAUX, place Périgord, 3.

—
1867.

20

Dunning
Nicht
3-15-27
13603

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du 10 janvier 1865.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. Ognier, membre titulaire non résidant, offre, pour la souscription Bouvier, le prix de cinq exemplaires de son ouvrage sur Gouy et le Catelet. Des remerciements sont votés à M. Ognier, dont la proposition est acceptée.

— M. Peigné-Delacourt adresse une note qui complète sur quelques points sa lecture relative aux expéditions des Normands dans les années 890 et 891.

— M. le Secrétaire perpétuel donne la liste des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance.

— M. Dutilleux signale un puits très-remarquable qui existe dans l'une des maisons de la rue St-Martin à Amiens. La margelle et le couronnement sont en fer forgé et les ornements se rapprochent sensiblement du style Louis XIII. Il pense qu'une demande adressée au

propriétaire le déciderait à en faire don au Musée. La Société adopte cette proposition et désigne MM. Bazot et Dutilleux pour faire cette démarche.

— M. Rembault communique une note de laquelle il résulte que dans l'église d'Halloy, près de Grandvillers (Oise), l'inscription tombale de Claude de Bernay, seigneur de Favancourt, gouverneur de Doullens, a été rasée récemment à coups de bêche pour rendre la pierre plus unie. La compagnie s'associe aux regrets qu'inspire à M. Rembault cet acte de vandalisme.

— M. le Trésorier présente le compte-rendu financier pour l'année 1864.

La Société désigne pour l'examiner et en faire le rapport une commission composée de MM. Vien, Antoine et Darsy.

— M. Bazot continue la lecture de son rapport sur les fouilles de Noroy ; ce travail dont l'ensemble a été accueilli d'une manière très-favorable par la Société, est renvoyée par elle à la Commission d'impression.

— M. Darsy donne lecture de l'un des chapitres de l'introduction de son ouvrage sur les *Bénéfices du diocèse d'Amiens* actuellement en voie de publication.

« Après avoir, dans une autre lecture, étudié le diocèse dans son étendue, ses limites, ses divisions, son état topographique en un mot, l'auteur le montre aujourd'hui dans son clergé, ses dignitaires, ses fonctionnaires de tout rang, au commencement du XVIII^e siècle. D'abord, c'est l'évêque. Elevé par sa dignité, par ses vertus et souvent même, aux yeux du monde, par la noblesse de son origine, il marche de pair avec les grands de l'Etat

qu'il ose instruire de leurs devoirs et rappeler à la vertu. Puis vient son conseil, le Chapitre, chargé de faire dans la cathédrale des prières perpétuelles. Les dignitaires de la cathédrale, tels que le doyen, les archidiacres, le chancelier et autres, sont pris dans le sein du chapitre. Les attributions de chacun sont bien déterminées et leur origine est rappelée. Les nombreux chapelains réunis en corps sous le nom d'Université ne sont pas oubliés.

» Portant ensuite les regards sur toute l'étendue du diocèse, l'auteur montre les attributions des doyens de chrétienté et des curés, explique ce qu'on entendait par personnel, vicaire-perpétuel, etc. Le curé était ordinairement pris parmi les petits, lui qui devait se rapprocher des simples, les encourager par ses leçons et par son exemple, les soulager par ses bienfaits.

» Passant du clergé séculier au clergé régulier, l'auteur désigne l'abbaye, ses dignitaires et ses fonctionnaires. Viennent enfin les prieurés conventuel, simple et curat, toutes émanations de l'abbaye. Il termine par une explication du patronage et de la collation des bénéfices. Deux tableaux montrent à qui incombe le patronage de toutes les cures, prieurés et personnels du Diocèse. »

La Société entend avec un vif intérêt cette partie du travail de M. Darsy et prend acte de sa promesse de faire une prochaine lecture sur les biens, revenus et charges de l'ancien clergé du diocèse.

L'ordre du jour appelle l'élection de M. Pouy en qualité de membre titulaire résidant.

Il est procédé au scrutin secret conformément aux statuts.

M. Pouy est proclamé membre titulaire résidant et sa réception en cette qualité est fixée à la prochaine séance ordinaire.

La Société admet au nombre de ses membres titulaires non résidants M. Albert Renard.

Séance ordinaire du 14 février 1865.

Présidence de M. Durou, Président,

MM. Roze et Renard, membres titulaires non résidants, assistent à la séance.

— M. Alb. Renard remercie la Société de l'avoir admis au nombre de ses membres titulaires non résidants.

— M. le Ministre de l'Instruction publique annonce que la distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes aura lieu à la Sorbonne le 22 avril prochain. Il demande que la Société lui fasse connaître le plus tôt possible ceux de ses membres qui se proposent de prendre part aux lectures qui précéderont la distribution des récompenses.

— M. de Caumont annonce que le congrès des Sociétés savantes aura lieu à Paris du 20 au 27 avril, dans le local de la Société rue Bonaparte, 44.

— M. le Secrétaire perpétuel est chargé de répondre à ces deux communications.

La liste des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance est présentée. Des remerciements sont votés aux donateurs.

— Il est procédé à l'installation du bureau pour 1865.

— M. le Président prononce l'allocution suivante :

« MESSIEURS.

» Votre bienveillance m'appelle pour la troisième fois à occuper ce fauteuil, et en vous exprimant mes remerciements les plus profonds, surtout en raison de la presque unanimité des suffrages qui m'ont valu cet honneur, je suis frappé d'une heureuse coïncidence dont votre doyen d'exercice doit profiter pour consacrer dans cette réunion le 29^e anniversaire de votre fondation qui date en effet du mois de février 1836.

» Mais nos fondateurs ont-ils bien prévu les services de toute nature que pouvait rendre à la cause de l'art comme aux études historiques la modeste Société d'archéologie de la Somme, devenue quelques années après la Société des Antiquaires de Picardie, lorsque sa circonscription fut étendue aux limites de notre ancienne province ? Si nous n'osons l'affirmer, c'est que les résultats ont tellement dépassé les espérances générales que le programme tracé dans nos statuts a été singulièrement élargi.

» L'élévation de ce palais n'est assurément point rentrée dans les prévisions de ceux qui ont fondé notre compagnie, et ce fait seul, qui remplit 14 années de notre existence sociale, suffirait, en dehors de nos publications, de nos concours, des collections archéologiques que nous avons formées, à justifier notre raison d'être. Aussi quelle que soit la part d'inconnu que nous réserve l'avenir, il est permis de penser avec un légitime orgueil que la Société des Antiquaires de Picardie occupera une large place dans les fastes de cette cité, en raison du développement qu'elle aura imprimé à l'étude de l'art ancien et moderne.

» Après avoir été forcément retardée par les travaux d'abord et par d'autres circonstances que chacun de vous connaît, l'inauguration du Musée Napoléon ne peut manquer d'avoir lieu cette

année. Sous quelques jours, l'échafaudage du dôme doit enfin disparaître ; il ne restera plus que quelques peintures décoratives à faire dans l'une des galeries, et pour la fin de mai ce travail sera entièrement terminé. Nous aurons alors à attendre la belle saison pour solliciter l'auguste consécration à laquelle aspire ce monument et qu'il obtiendra, si nos espérances les mieux fondées se réalisent.

» Le concours spontané que nous a prêté l'administration des Musées Impériaux pour la décoration de nos galeries, confirme d'autant notre espoir ; et la Société n'est-elle pas en droit de se montrer justement fière d'être constituée dépositaire d'une partie des collections du Louvre ? Pour obtenir une si grande faveur, sans précédent aucun dans les actes de la liste civile, et qui ne pouvait manquer d'exciter la jalousie de quelques grandes villes au regret de ne pouvoir offrir, comme celle d'Amiens, une si splendide hospitalité aux plus belles productions de l'art, il n'a fallu rien moins que la haute bienveillance de M. le sénateur comte de Nieuwerkerke, surintendant des Beaux-arts, et le patronage éclairé dont M. le Conseiller d'État Cornuau encourage constamment notre œuvre.

» Je tiens, Messieurs, à les remercier en votre nom et à leur exprimer de nouveau combien leurs constantes sympathies nous donnent de force et nous inspirent de dévouement pour accomplir entièrement notre laborieuse entreprise.

» Comme M. le Maire d'Amiens le publiait récemment dans un avis officiel dont le langage élevé et chaleureux nous a pénétré de reconnaissance, nous avons à terminer, avant l'inauguration, la 3^e loterie que le gouvernement a bien voulu nous concéder. Le dernier tirage qui doit s'effectuer sous quelques mois commande le placement intégral des billets ; et, pour atteindre ce résultat, le concours de tous et de chacun devient plus que jamais nécessaire, non pas tant pour assurer le payement de nos travaux que nous

espérons toujours solder avec nos ressources actuelles et celles que nous avons encore à recueillir, mais pour pouvoir disposer, après la liquidation de nos dépenses, d'un capital sans emploi qui serait ainsi versé dans la caisse de la Société. Il résulte, en effet, d'un état de situation présenté à la Commission du Musée Napoléon dans l'une de ses dernières séances que si tous les billets sont placés dans de bonnes conditions, le règlement des travaux de construction, de décoration et d'ameublement laisserait disponible un boni de près de 50,000 fr. qui pourrait être immédiatement appliqué à l'acquisition de la collection Bouvier. Cette perspective excitera le zèle de plusieurs d'entre nous qui, par leurs relations, sont en mesure de recueillir des souscriptions de 50 fr. à la loterie, afin de diminuer d'autant les frais de placement des billets. En autorisant, après la nôtre, d'autres loteries qui ne présentent assurément pas le même caractère d'utilité, le gouvernement nous a créé une concurrence sans laquelle nous avions compté et dont nous triompherons cependant, si chacun se met à l'œuvre.

» Que notre collègue, M. Bazot, ne se décourage donc pas ; l'année ne se passera point, nous l'espérons du moins, sans que la collection Bouvier n'occupe dans nos galeries la place que nous lui destinons. Les œuvres de dévouement ne sont point faciles à Amiens, j'en sais personnellement quelque chose. Mon expérience des 14 dernières années peut même faire autorité en pareille matière ; mais avec de la persévérance, du zèle et de la prudence on parvient à s'assurer des sympathies chez ceux-là même qui, dès le principe, semblaient les plus indifférents.

» Ces divers actes d'administration ne doivent point détourner notre attention de nos travaux littéraires : le 20^e volume de nos mémoires sera publié sous quelques mois pour clore notre seconde série ; presque en même temps, nous serons en mesure de faire paraître 2 vol. in-4^e, l'un consacré au cartulaire d'Ourscamps,

l'autre à l'histoire de Doullens. La Société a en outre mis sous presse l'état des revenus du Diocèse d'Amiens, dont M. Darsy nous a présenté un intéressant aperçu ; enfin le travail de M. Garnier, impatientement attendu sur la géographie historique du département de la Somme, ne peut tarder à être livré à l'imprimeur. Au milieu des occupations toujours croissantes que lui donne la correction des épreuves de nos publications, travail éminemment fastidieux et dont plusieurs d'entre vous seraient bien vite effrayés, notre zélé secrétaire-perpétuel saura bien trouver encore le loisir de mettre la dernière main à une publication d'une incontestable utilité et qui marquera parmi celles dont la Société des Antiquaires de Picardie aura enrichi le domaine historique de cette province.

» Depuis sa fondation, notre compagnie n'avait point encore donné un pareil développement à ses impressions. C'est à nous croire dans un état d'opulence qui nous permet au moins de couvrir toutes ces dépenses ; mais, Messieurs, notre confiance dans l'avenir fait notre fortune et nous avons sagement raison de l'exploiter. Les établissements d'utilité publique, dans toutes les sphères où s'exerce leur action, ne peuvent que s'enrichir à faire le bien quelque dispendieux qu'il soit, ils attirent ainsi à eux toutes les sympathies générales et celles que nous avons déjà recueillies nous autorisent à attendre de nouveaux encouragements. Ayons donc confiance dans l'avenir ; il est à nous, comme le progrès qui ne s'arrête jamais. Une longue série d'efforts soutenus et d'initiative intelligente nous a mis en possession de la bienveillance de nos concitoyens.

» En terminant, je tiens à vous faire connaître un acte de la Commission du Musée Napoléon qui ne peut manquer de rencontrer ici une approbation unanime. Préoccupé de la vente prochaine des objets d'art qui ont appartenu à M^{me} la duchesse de Berry, j'ai dû solliciter le retour à Amiens des deux cadres de Notre-Dame-du-Puy

dont était décorée la galerie du Palais Vandramin à Venise ; mais des circonstances qui sont connues de la plupart d'entre vous ne permettaient point de disposer à titre gratuit de ces précieuses sculptures que les experts de Paris n'avaient pas estimées moins de 12,000 fr. Sur la communication que M. Salmon voulut bien me donner d'une lettre qui lui fut écrite à ce sujet, la Commission du Musée Napoléon a pensé qu'elle devait faire des démarches actives pour ne point laisser mettre aux enchères ces magnifiques boiseries du *xvi^e* siècle qui pouvaient atteindre un prix inabordable pour notre caisse affectée avant tout à l'achèvement du Monument. Il fallut bien cependant nous résigner à faire un sacrifice ; et, comme des négociations par correspondance devaient entraîner des lenteurs et pouvaient ne point aboutir, la Commission a délégué l'un de ses membres pour aller à Venise exprimer nos vœux et en même temps, notre impossibilité de couvrir le chiffre de l'estimation. Sur les instances de M. l'abbé Corblet, qui consentit, et vous l'en remercieriez vivement avec moi, à entreprendre, malgré la rigueur de la saison, un voyage si long et si fatigant, M. le comte de Chambord a bien voulu prendre notre demande en considération et, malgré de prudents conseils qui repoussaient toute pensée de libéralité, le Prince a daigné disposer en notre faveur et pour 5,000 fr. des deux cadres dont la provenance aurait considérablement augmenté la valeur dans une vente publique à Paris. Ces merveilles de l'industrie amiénoise sont actuellement en route pour leur dernière destination ; sous quelques semaines elles seront installées au Musée Napoléon dans le salon que nous avons consacré aux œuvres d'art de l'ancienne confrérie de Notre-Dame-du-Puy, et nous saluerons leur retour comme l'une des plus belles conquêtes que nous aura suggérées notre patriotisme.

Ses paroles sont accueillies avec un vif intérêt et suivies des applaudissements unanimes de l'assemblée.

L'ordre du jour appelle la réception de M. Pouy, élu, dans la dernière séance, membre titulaire résidant.

— M. Pouy donne lecture du discours dont la teneur suit :

« MESSIEURS,

» L'honneur de faire partie de la Société des Antiquaires de Picardie impose des devoirs et des obligations dont chaque membre doit chercher à se pénétrer. Selon son aptitude il faut savoir quelle part on pourra prendre à l'œuvre commune qui exige tant d'études sérieuses et tant de dévouement. On ne peut en effet se dissimuler les difficultés que présentent les questions nombreuses qui sont du ressort d'un archéologue, et combien il faut avoir de science et de connaissance pour les résoudre.

» Je suis loin d'être à la hauteur d'une pareille tâche.

» Ne pouvant m'appuyer que sur mon inclination pour des recherches qui ne se rattachent que bien faiblement à votre programme, mon hésitation à accepter le titre que vous avez bien voulu m'offrir se conçoit facilement.

» En venant dans vos rangs je n'ai pas vaincu tous mes scrupules, j'ai cédé à l'attrait que doivent offrir vos réunions, au désir de m'instruire au foyer de vos lumières, et de me rendre utile, par la suite, si je le puis.

» Mon goût pour les études bibliographiques me porte, depuis longtemps, à désirer une bibliographie générale de l'ancienne province de Picardie ; le besoin en est senti par tous les travailleurs, et M. Dufour, dans une excellente préface, a démontré tous les avantages que pourrait offrir un bon travail de ce genre ; il en a même posé les premières bases.

» La bibliographie est une science bien aride, mais elle n'est pas sans charme pour ceux qui ont l'amour des livres. Plusieurs

hommes distingués, trop tôt enlevés à votre Société, possédaient des bibliothèques estimées, utiles à leurs travaux, et qui leur procuraient aussi une agréable distraction. MM. Lemerchier, Rigollet et Guérard étaient du nombre de ces heureux possesseurs ; ce dernier songeait encore, au moment de mourir, à augmenter sa collection déjà si belle et si remarquable.

» Je me réjouis de compter encore aujourd'hui parmi vous, Messieurs, des amateurs de livres et des bibliographes ; avec de telles ressources, et sous les auspices d'hommes aussi compétents, la bibliographie picarde ne peut manquer de se faire dans les meilleures conditions. Pour l'accomplissement de cette œuvre patriotique, je puis offrir à la Société ma faible collaboration ; si la science me manque, j'espère que le zèle ne me fera pas défaut.

» Les arts que vous cultivez avec tant de succès ont aussi pour moi beaucoup d'attraits, mais, pour s'en occuper utilement, il faut des connaissances qui ne peuvent venir qu'à la suite d'une longue expérience. Je suis heureux cependant d'en avoir le goût, et il me sera agréable, lorsque j'en trouverai l'occasion, de grossir le nombre des objets remarquables et pleins d'intérêt renfermés dans le palais que vous avez élevé pour les conserver.

» Puisse ce splendide monument abriter aussi la riche collection Bouvier, digne à tant d'égards de figurer dans ses galeries !

» Je n'entreprendrai pas de donner à votre compagnie des éloges pour ses belles publications, le rang distingué qu'elle occupe parmi les Sociétés savantes est une preuve assez évidente de son mérite.

» Je termine, Messieurs, en vous remerciant de votre accueil si bienveillant et si flatteur pour moi. Je serais bien satisfait, si je pouvais y répondre un jour par quelque chose qui fût digne d'attirer votre attention. »

M. le Président répond en ces termes :

« MONSIEUR,

» En faisant appel aux hommes de bonne volonté pour compléter ses rangs, la Société des Antiquaires de Picardie ne pouvait manquer de penser à vous. Les publications intéressantes que vous avez consacrées aux Sociétés littéraires d'Amiens comme à la bibliographie picarde, appelaient naturellement notre attention sur la part active que vous pourriez prendre à nos travaux, et elles témoignent que votre concours nous sera infiniment plus utile que votre modestie ne vous a permis de le confesser dans les paroles que vous venez de prononcer.

» Vous n'êtes donc point un étranger parmi nous : nous connaissons votre goût ardent pour les études historiques. Voué comme nous au culte du passé, vous consacrerez vos constants efforts à étendre le domaine de la science, et nos mémoires recueilleront avec fruit les résultats de vos études bibliographiques sur la Picardie. Vous nous aiderez ainsi à donner à nos publications ce cachet d'intérêt local qui leur a fait conquérir dès le début un rang distingué. La Société le doit aux regrettés collègues que la mort a trop tôt ravés à notre estime et dont vous venez de rappeler les noms toujours chers à nos souvenirs.

» Dans la sphère d'action qu'elle a embrassée, la Société des Antiquaires de Picardie n'a point seulement à s'occuper de travaux littéraires. Pour mettre en quelque sorte en pratique le culte des arts, elle doit précieusement recueillir les épaves des siècles passés qui intéressent plus particulièrement l'histoire de notre province. Aussi, depuis 30 ans s'occupe-t-elle de réunir toutes les antiquités picardes ; et, comme dans l'ordre de l'activité humaine un projet en amène un autre, nous avons dû songer à donner à nos collections une splendide hospitalité sous les voûtes de ce Palais où nous sommes doublement heureux, Monsieur, de vous recevoir aujourd'hui. Vous êtes placé mieux que personne pour nous aider à

accroître nos richesses et nous ne doutons pas de votre empressement à nous seconder de tous vos efforts pour assurer la conservation de nos antiquités nationales.

• Veuillez donc bien, Monsieur, prendre place parmi nous. Les services que vous êtes appelé à rendre à notre Association vous assurent ici toutes les sympathies sur lesquelles vous êtes en droit de compter, et en échange des bons sentiments de confraternité qui saluent votre bienvenue, la Société attend de votre part une active coopération à ses travaux, comme à l'entreprise qu'elle a formée d'acheter la collection Bouvier. L'un des premiers, vous en avez senti la nécessité ; cette circonstance nous permet de compter tout particulièrement sur votre zèle pour faciliter la réussite de ce projet, véritablement digne du monument qui l'a inspiré. »

Les applaudissements de la Société accompagnent les allocutions prononcées par M. Pouy et M. le Président.

— M. Bazot propose d'adjoindre M. Pouy à la Commission nommée pour l'acquisition de la collection Bouvier. Cette proposition est immédiatement adoptée.

— M. Antoine présente un rapport au nom de la Commission du budget.

La Société en vote les conclusions.

M. le Président met successivement aux voix chacun des articles du budget proposé par la Commission ; ils sont adoptés. Toutefois, M. le Trésorier fait des réserves expresses en ce qui concerne un supplément de 500 fr. porté par la Commission à l'article concernant les impressions. A cette occasion on décide que pour éviter à l'avenir des modifications qui pourraient déranger l'économie du budget présenté par le Trésorier, cet officier de la

Société sera toujours appelé dans le sein de la Commission des comptes.

— Il est procédé ensuite à la reconstitution des diverses Commissions annuelles :

Sont nommés membres de la Commission d'impression : MM. Garnier, Breuil, Duval, Corblet et Salmon.

Délégués de la Société près le congrès des Sociétés savantes présidé par M. de Caumont : MM. Demarsy et Pécoul, auxquels on demandera un rapport sur les travaux de ce congrès.

Membre de la Commission administrative du Musée : M. Bazot, membre sortant d'exercice.

D'après le tirage au sort opéré à cette occasion, M. Garnier, membre de la même Commission, devra sortir d'exercice en 1866.

Membres de la Commission d'épigraphie : MM. Corblet, Darsy, Dutilleux, Garnier, Rembault et Salmon.

Membres de la Commission pour le concours des ouvrages imprimés : MM. Bazot, Darsy, Dusevel, Dutilleux et Vion.

Membres de la Commission pour le concours des ouvrages manuscrits : MM. Breuil, Corblet, Garnier, Rembault et Salmon.

Membres de la Commission pour l'acquisition de la collection Bouvier : MM. Bazot, Corblet, Dutilleux, Garnier, Pouy et Vion.

— M. Rembault annonce que, dans le bois de La Linette, au terroir de la Vacquerie (Oise), on a trouvé récemment une pièce d'or d'Antonin-le-Pieux d'une conservation parfaite et un grand bronze de Trajan un peu

fruste. La découverte de ces deux objets a été signalée par M. Daire, agent d'assurances à la Vacquerie.

— M. Dutilleux lit une note de laquelle il résulte que M^{me} Duvette, propriétaire de la maison de la rue St-Martin dans laquelle a été signalée l'existence d'un puits en fer du xvii^e siècle, a bien voulu faire hommage de ce puits au Musée Napoléon. Des remerciements sont votés à M^{me} Duvette.

Le même membre propose de dresser une statistique des œuvres d'art existant encore à Amiens et dans le Département et dont on pourrait espérer l'envoi plus ou moins prochain au Musée. La Société adopte cette proposition ; elle en confie l'exécution à la Commission administrative du Musée qui pourra s'adjoindre à cet effet tels membres résidants ou non résidants qu'elle jugera convenable.

Il demande également que la Société sollicite de M. De la Motte, inspecteur des haras, l'autorisation de fouiller une tombe en pierre existant dans la cave de son hôtel rue St.-Louis. L'existence de cette tombe a été signalée par M. Bouvier. La Société charge son Président de faire auprès de M. De la Motte les démarches nécessaires pour obtenir, s'il est possible, cette autorisation.

Séance ordinaire du 14 mars 1865.

Présidence de M. Ducroux, Président.

M. Antoine ayant fait observer qu'il y a erreur dans le chiffre de l'allocation portée au projet de budget en ce qui concerne la dépense des impressions pour l'année 1865, M. le Président expose que la Société s'est également

méprise sur d'autres points des prévisions présentées par M. le Trésorier dans son rapport du 10 janvier dernier. Il donne lecture d'un projet de budget rectifié qui concilie tout à la fois les propositions de M. Bazot et celles de la Commission des comptes.

Chacun des articles proposés est mis aux voix et adopté sans observations. Le vote de la dernière séance sur le projet de budget est en même temps annulé.

— M. le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance.

— M. Goethals, de Bruxelles, propose à la Société d'échanger ses ouvrages contre les mémoires publiés par elle. Il est décidé qu'on offrira à M. Goethals un nombre de volumes équivalents à ceux qu'il a déjà mis au jour.

— M. le Président fait connaître que M. Desmaze, juge d'instruction au tribunal de la Seine, lui a adressé pour la Société un exemplaire de son nouveau livre sur Ramus. La Société lui adresse des remerciements empressés. Dans une autre lettre M. Desmaze informait M. Dufour que M. Doublemard, sculpteur, se proposait d'exécuter le buste de Ramus. La Société charge en conséquence son Président de voir si M. Doublemard consentirait à en faire don au Musée Napoléon.

Le même membre lit une lettre par laquelle M. R. de Belleval annonce l'envoi de son ouvrage sur la bataille d'Azincourt et déclare qu'il serait heureux, le cas échéant, de prendre une part effective aux travaux de la Société.

— M. le Secrétaire perpétuel dépose sur le bureau les ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance. Des remerciements sont votés aux donateurs.

— M. Darsy demande que la Société émette le vœu, au moment où l'on s'occupe de la restauration du beffroy, que l'administration municipale fasse rétablir sur le cadran de cet édifice le nom de Monvoisin qui a construit l'horloge. La Société s'empresse de formuler un vœu en ce sens et charge son Secrétaire perpétuel de le transmettre à M. le Maire d'Amiens.

— M. Dutilleux lit une note dans laquelle M. Lombard, brigadier facteur des Postes, donne l'indication de différents objets d'art que leurs possesseurs offriraient au Musée si on les leur demandait. Des remerciements sont votés à M. Lombard et le Secrétaire annuel est chargé de s'entendre avec lui pour examiner ce qu'il y aurait lieu de faire à cet égard.

Le même membre dépose sur le bureau, au nom de M^{me} veuve Gorin, de St-Sauflieu, pour être offert au Musée, un huilier en terre vernissée assez ancien.

MEMBRÉS ADMIS.

Titulaire résidant :

M. POUY (Louis-Eugène-Ferdinand), commissaire-priseur à Amiens.

Titulaire non résidant :

M. RENARD (Albert), propriétaire-cultivateur à Molliens-Vidame (Somme).

OUVRAGES OFFERTS.

Pendant le 1^{er} trimestre de 1864.

I. Par S. E. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.
Revue maritime et coloniale, liv. 49, 50, 51.

II. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

- 1° Revue des Sociétés savantes. Novembre, décembre 1864. —
2° Voyage archéologique en Grèce et en Asie-Mineure, liv. 51, 52,
53, 54.

III. Par S. E. M. le Ministre des Beaux-Arts.

Dictionnaire de l'Académie des Beaux-Arts, tom. II, liv. 1.

IV. Par les Auteurs.

- 1° Le Musée Napoléon à Amiens, par J. Corblet. Arras, 1864, Rousseau Leroy, in-8°. — 2° Notice sur le village et le monastère de Saint-Paul-aux-Bois, par C. P. H. Martin-Marville. Laon, 1864, Coquet et Stenger, in-8°, pl. — 3° Comment peut-on fonder un Musée ? Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette, 45° liv. Liège, in-18. — 4° Promenades archéologiques. Indication de courses aux bords de mer et visites de Musées aux villes frontalières de France. Essai de tablettes liégeoises, par le même, 46° liv. Liège, in-18. — 5° École impériale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion 1863-64 pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe. Paris, 1864. — 6° Notice sur l'existence d'un cimetière franc et sur quelques objets mérovingiens découverts à Cuignières, près St.-Just-en-Chaussée (Oise), par M. Plessier (Léon). Beauvais, 1864, Desjardins, in-8°. — 7° Ancient meols : or some account of the antiquities found near Dove point, on the sea-coast of Cheshire ; including a comparison of them with relics of the same kinds respectively procured elsewhere. By Rev A. Hume. London, 1863, 1 vol. in-8°, fig. — 8° Collectanea antiqua. Part. II, vol. VI. By Ch. Roach Smith, in-8°, fig. — 9° A few words about fruit, garden, and other articles of produce and food. In a letter to. Jos. Mayer. — 10° On the growth of fruits. By the rev. Th.-F. Redhead, in a letter to Jos. Mayer. Liverpool, in-16. — 11° Munzen des sinder, par le baron de Kohne. — 12° Médaille du comte Jean de Tilly,

par le baron de Kohne. — 13° Lettre à M. le commandeur Basile Castellanos de Lozada sur quelques monnaies espagnoles du moyen-âge, par le même, in-4°. — 14° xvi^e siècle. P. Ramus, professeur au collège de France. Sa vie, ses écrits, sa mort (1515-1572), par Charles Desmaze. Paris, 1864. Cherbuliez, 1 vol. in-12. — 15° Aperçu du régime des eaux non navigables suivi d'un examen du projet de loi sur les associations syndicales, par Henri Hardouin. Paris, 1865, in-8°. — 16° Appréciation touchant l'Histoire des pauvres Clarisses anglaises de Gravelines de M. Raymond de Bertrand, par l'abbé Adolphe Bloëme, in-8°. — 17° Notice sur la guillotine, par l'abbé Adolphe Bloëme, 1865, in-8°. — 18° Recherches historiques sur la ville de Clermont (Oise), 22° brochure. Notice biographique sur Alphonse-Joseph Massé, par M. Féret. Clermont (Oise), 1865. Huet, pièce in-8°. — 19° Mahaud, comtesse d'Artois. Accusation de sortilège et d'empoisonnement. Arrêt d'absolution. Confédération des nobles du nord de la France, par M. de Godefroy-Méniglaize, in-8°. — 20° Extrait du complément au Nobiliaire des Pays-Bas et du comté de Bourgogne par le baron L. de Herckenrode. Notice généalogique sur la famille de Munck, par M. de Schoutheete de Munck. Gand, in-8°, fig. — 21° A propos des armes trouvées à Alise-Sainte-Reine, par M. Léon Fallue, 1865, in-8°. — 22° Infortunes et mésaventures. Lettre à M. le comte Achmet d'Héricourt, par M. D. Haigneré. Boulogne, 1865. Aigre, in-8°. — 23° Rapport sur les fouilles de Beuvraignes, par M. J. Corblet. Amiens, 1865. Lemer, in-8°. — 24° Rapport sur une collection d'antiquités recueillies à Waben en 1861, par M. J. Garnier. Amiens, 1864. Lemer, in-8°. — 25° Inscriptions inédites ou peu connues du Musée de Narbonne, par M. Tournai, 1864, in-8°. — 26° Notice historique sur la ville des Baux en Provence et sur la maison des Baux, par Jules Canonge, 3^e édit., 1864, 1 vol. in-16.

V. Par les Sociétés françaises.

1° Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer. nos 10, 11. — 2° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, n° 10. — 3° Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes. Revue, nos 4, 6, tom. xix, n° 1. — 4° Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses de la 30^e année 1863 et séance publique du 10 juillet 1864. — 5° Bulletin de la Société académique de Poitiers, n° 92. — 6° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, 1857, n° 12, 1863, n° 4, 1864, n° 12, 1865, n° 12. — 7° Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or. Tome vi, feuilles 10 à 63. — 8° L'agronome praticien, journal de la Société d'agriculture de Compiègne, nos 37, 38, 39. — 9° Annales de la Société académique de Nantes, 1864, 1^{er} semestre. — 10° Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique, liv. 51, 52. — 11° Bulletin de la Société académique de Boulogne-sur-Mer, n° 2. — 12° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, 2^e série, tom. xi^e. — 13° Bulletin de la Société archéologique de Nantes. 1^{er} et 2^e trimestre de 1864. — 14° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. Tom. iv, n° 1. — 15° Bulletin du Comice agricole de l'arrondissement de Saint-Quentin, publié pendant l'année 1864. Tom. xiii. Saint-Quentin, 1864. J. Moureau, 1 vol. in-8°. — 16° Travaux de l'Académie impériale de Reims. Tom. xxviii. Années 1862-63, nos 3, 4. — 17° Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace. 11^e série, tom. iii, liv. 1. — 18° Le Breviari d'amor de matfre Ermengaud, publié par la Société archéologique de Beziers. Tom. 1^{er}, 4^e liv. — 19° Institut impérial de France. Rapport fait à l'Académie des inscriptions et belles-lettres au nom de la Commission des antiquités de la France, par M. B. Hauréau, lu dans la séance du vendredi 29 juillet 1864, in-4°. — 20° Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie. 2^e et 3^e trim. de 1864. — 21° Mémoires de la Société des Antiquaires de

P'ouest. Tom. xxviii. Année 1863. — **22°** Bibliothèque de l'École des chartes. v^e série, tom. v, liv. 2. vi^e série, tom. 1^{re}, liv. 2. — **23°** Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire. 103^e année, tom. xliii, 1864. — **24°** Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. 7^e année. — **25°** Mémoires de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle, 1864. — **26°** Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. Tom. vii, 3^e cahier. — **27°** Bulletin de la Société académique de Laon. Tom. xiv.

VI. Par les Sociétés étrangères.

1° Annuaire de la Société liégeoise de littérature wallonne, 1864, 2^e année. — **2°** Bulletin de la Société liégeoise de littérature wallonne. 5^e, 6^e, 7^e années. — **3°** Mittheilungen an die Mitglieder des Vereins für Nassauische Alterthumskunde und Geschichtsforschung in Wiesbaden, n^o 3. — **1°** Annalen des Vereins für Nassauische Alterthumskunde. Band vii. Heft. 2. — **2°** Geschichte des Benedictiner Klosters Walsdorf... von Ad. Deissmann. — **4°** Par l'Université de Christiania. — Mindesmerker af Middelalderens Kunst i Norge. Udgione af foreningen til Norske Fortidsmindensmerkers. Bevaring med Text af N. Nicolaysen, 1, 2, 3, 4, 5 Heft. in-f^ot. — **5°** Bulletin de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg. Tom. v, f. 9 à 36. Tom. vi. Tom. vii, f. 1 à 11. — **6°** Sitzungsberichte der konigl. bayer. Akademie der Wissenschaften zu Munchen. 1864, Band 1. Heft. iii, iv, v. Band ii. Heft 1. — **7°** Reale Istituto Lombardo di scienze e lettere. Rendiconti. Classe di lettere e scienze morali e politiche. Vol. i, fasc. 7. Classe di scienze matematiche e naturali. Vol. i, fasc. 7, 8. Solenni adunanze. Adunanza del 7 Agosti, 1864. — **8°** Transactions of the historic Society of Lancashire and Cheshire. New series. Vol. iii. Session 1862, 1863. — **9°** Mémoires de la Société impériale d'archéologie de Saint-Pétersbourg, n^{os} 12, 14 et 16. — **10°** Revue de la

numismatique belge. 4^e série, tom. III, liv. 1. — 11^e Annales de la Société archéologique de Namur. Tom. VIII, 4^e liv. — Rapport sur la situation de la Société en 1864. — 12^e The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society, n^o 16. — 13^e Abhandlungen der philosoph-philologischen Classe der koeniglich bayerischen Akademie der Wissenschaften zu Munchen. VIII Band. III Abtheilung. — Sitzungsberichte, 1862. Heft. 1, 2, 3, 4, 1863. Heft. 3, 1864. Heft. 2.

VII. Publications périodiques.

1^o Revue de l'art chrétien, 1864, nos 11, 12, 1865, nos 1, 2. — 2^o L'Institut, nos 348, 349, 350, 351. — 3^o Journal des beaux-arts, nos 1, 2, 3, 4, 5. — 4^o Le Cabinet historique. Décembre 1854, janvier 1865. — 5^o Messenger des sciences historiques, 1864, 4^e liv.

OBJETS OFFERTS

1^o Par M^{me} Duvellet-Grandpré. Armature en fer d'un puits du XVII^e siècle, provenant d'une maison rue St.-Martin, à Amiens. — 2^o Par M^{me} veuve Gorin, de Saint-Saulieu, un huilier en terre vernissée du XVIII^e siècle. — 3^o Par M. Albert Renard, de Molliens-Vidame, memb. tit. non rés., une médaille en plomb de Notre-Dame de Liesse avec la sainte face de Laon au revers. — 4^o Par M. Mazières, de Ribecourt, memb. tit. non rés., une médaille en bronze frappée à l'occasion de la fête cantonale de cette commune. NAPOLEON III. EMPEREUR. Tête laurée à gauche, par Bescher. R. FÊTE CANTONALE DE RIBECOURT. Une couronne de laurier; au centre, 28 et 29 juin 1863. — 5^o Par M. Rumilly père, fabricant à Amiens. — 1^o Napoléon en Égypte, 24 juillet 1793. — 2^o Présentation du duc de Bordeaux. 29 septembre 1820. Grande médaille en bronze avec bellière. — 3^o Charles X. Tête à droite, gravée par Depaulis. — 4^o Charles X. Tête à gauche, légende latine, gravée par Gayrard. — 5^o Louis-Philippe. Tête à gauche, couronnée de chêne, gravée par Depaulis.

— 6° Louis-Philippe. Tête à gauche, couronnée de chêne, sans nom de graveur. — 7° Napoléon III. Tête à gauche, gravée par Barre ; au revers une couronne. Grand module. — 1° La même. Petit module. — 8° Napoléon III. Tête à gauche, gravée par Desbœufs. Revers : FÊTE DE L'EMPEREUR, 15 AOÛT. Une couronne de chêne et dans le champ : VILLE D'AMIENS. — 9° Napoléon III. Tête laurée à gauche, gravée par Bescher. Revers : les armes de la ville d'Amiens. Au-dessus : VILLE D'AMIENS. Grand module. — 10° Napoléon III. Tête laurée à gauche, gravée par Caqué. Revers : les armes de la ville d'Amiens. — 11° Passage à Amiens de l'Empereur et de l'Impératrice, le 28 et le 29 septembre 1853. — 12° Inauguration de la statue de Du Cange. Grand bronze, gravée par Depaulis. — 13° Inauguration de la statue de Gresset. Grand bronze, gravée par Rogat. — 6° Par M. Leblanc, propriétaire à Caix (Somme). — 1° CAESAR AUGUSTUS DIVI F. PATER PATRIAE. Tête laurée à droite. R. C. L. CAESARES AUGUSTI F. COS. DES.... Caius et Lucius, debout, tenant un bouclier. Argent. — 2° Médaille consulaire en argent. Fam. FLAMINIA. — 3° Médaille. Fam. SERVILIA. — 4° Médaille de Trébonien Galle. R. PAX AVGG. Billon. — 5° Julia Maesa. R. PUDICITIA. Billon. — 6° Gallien. R. IOVI CONS. AVG. Chèvre marchant à droite. Petit bronze. — 7° Par M. Chartier du Raincy, memb. tit. non rés. — 1° Un denier de Richard-Cœur-de-Lion. RICARDUS, en 2 lignes. R. AQUITANIE. Croix dans le champ. — 2° Un denier du même. RICARDUS REX. Une croix. R. PICTAVIESIS, en 3 lignes. — 8° Par M. Langignon (Camille), de Blangy. Une médaille petit bronze de Constantin-le-Grand. R. FIDES EXERCITUS. 2 soldats debout. — 9° Par M. Lamy-Candelier, membre du Conseil municipal d'Amiens. Un calice en bronze du xiv^e siècle. — Par l'Université royale de Suède, à Christiania, une médaille en bronze frappée à l'occasion du couronnement du roi et de la reine. Têtes du roi et

de la reine couronnées. CAROLUS ET LOUISA NORV. SUEC.
REX ET REGINA. — G. LOOS DEL. SUR LE BORD. C. SCHNITZSPANN
FEC. N Minerve casquée, marchant à droite, tenant une tablette;
auprès d'elle voltige un hibou. — Légende : VOVENS ET MEMOR.
UNIVERSITAS REGIA FREDERICIANA.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du 11 Avril 1865.

Présidence de M. Ch. Dufour, Président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations.

— M. Bazot fait connaître qu'il a tenté une démarche auprès du locataire de la maison de la rue des Orfèvres à l'effet de faire donner au Musée les deux bombardes qui servent de bornes à la porte cochère. Cette démarche est restée sans résultats. — M. Duvellet expose que cette maison appartient à l'un de ses parents, M. Renard, en ce moment à Amiens, et offre de se rendre auprès de lui pour lui faire connaître le vœu de la Société. Cette proposition est acceptée. Il quitte la séance et revient quelque temps après annoncer que M. Renard doit se concerter avec les autres propriétaires de la maison et qu'il donnera sous peu une réponse définitive. La Société

remercie M. Duvette de son empressement et de son utile intervention.

— M. Bazot communique des spécimens de chromolithographie exécutés avec beaucoup de talent par M. J. Moncourt, lithographe à Amiens, lesquels représentent différents objets trouvés dans les fouilles de Noroy. Il demande à cette occasion que le titre de « Lithographe de la Société des Antiquaires » soit conféré à M. Moncourt. — Il n'est point donné suite à cette proposition.

— M. le Président lit une lettre par laquelle M. le marquis de Rougé, propriétaire du château de Moreuil, annonce l'intention de faire don au Musée de différentes pièces d'artillerie conservées dans ce château. La Société charge son Président de remercier vivement M. de Rougé et de s'entendre avec lui pour faire transférer ces objets au Musée Napoléon.

— M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. de Fransure indique quelles sont les armes de sa famille pour le cas où la Commission du Musée se déciderait à faire peindre dans l'une des galeries du Monument les blasons des principales familles picardes.

— M. le Président fait connaître que M. le marquis de Pissy, Madame la comtesse de Choiseul et Madame la comtesse de Rencourt ont facilité la mission remplie par M. l'abbé Corblet auprès de M. le comte de Chambord pour faire revenir à Amiens les deux cadres de Notre-Dame-du-Puy, en confiant à M. Corblet des lettres de recommandation qui lui ont donné accès auprès du Prince. Il propose, en conséquence, de voter à Mesdames de Choiseul et de Rencourt et à M. de Pissy des re-

merciments empressés. La Société s'associe à la motion de son Président.

— M. Corblet offre au nom de M. Albert Renard, membre titulaire non-résidant, une médaille en plomb de Notre-Dame de Liesse et un fragment de poterie trouvés à St.-Aubin-Montenoy.

— M. Darsy offre au nom de Madame Dumay, à Maisnières, deux vases en terre rouge trouvés dans cette commune auprès de l'ancienne voie romaine.

— M. Garnier offre au nom de M. Rumilly, négociant à Amiens, et de M. Mazières, de Ribecourt, plusieurs médailles modernes.

Des remerciements sont votés aux donateurs de ces divers objets.

— M. Pouy donne lecture d'une notice sur la fondation de la chapelle du St.-Sépulcre en l'église de St.-Firmin-le-Confesseur d'Amiens et sur d'autres fondations faites par Simon le Bourguignon, bourgeois d'Amiens ; il donne l'analyse du testament fort curieux de cet Amiénois. Cette notice, écoutée avec un vif intérêt, est renvoyée à la Commission d'impression.

Il est procédé à l'élection d'un membre titulaire résidant. — M. Leleu, professeur d'histoire au Lycée, présenté en cette qualité à la dernière séance, est admis.

Séance du 9 Mai 1865.

Présidence de M. Durou, Président.

M. le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance.

— M. Ch. Desmaze remercie la Société de l'avoir

admis au nombre de ses membres titulaires non-résidants.

— M. Duleau, à Paris, annonce l'envoi d'un exemplaire de la médaille frappée à l'occasion de la jonction de l'Escaut à la Somme.

— La famille de M. le docteur Voillemier, de Senlis, fait part de la mort du savant numismate qui était l'un des plus anciens membres titulaires non-résidants de la Société. Celle-ci décide que mention de ses regrets sera inscrite au procès-verbal.

— Il est donné lecture d'une lettre circulaire de M. Saint-Joanny, de Thiers, relative à la conservation des Archives départementales et communales. Après une courte discussion, la Société, considérant que cet objet est du ressort de l'autorité administrative, passe à l'ordre du jour.

— Il est procédé à la réception de M. Leleu, nommé, dans la dernière séance, membre titulaire résidant.

M. Leleu prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

« En me trouvant au milieu de vous pour la première fois, j'éprouve un double sentiment dont je ne puis me défendre et que je tiens tout d'abord à vous exprimer : un sentiment de reconnaissance qui est bien naturel, et aussi un sentiment plus personnel et plus intime de satisfaction, légitime à mes yeux, que je tâcherai de légitimer aux vôtres.

» Ma reconnaissance doit être d'autant plus vive et doit avoir d'autant moins de bornes que vous avez moins pesé mes mérites et que vous vous êtes montré pour moi d'une bienveillance excessive.

» Nouveau venu dans cette ville et n'ayant eu encore ni le temps ni la possibilité de produire quoi que ce fût qui me rapprochât de vous et me rendît moins indigne de figurer dans cette Société d'élite, vous m'avez accueilli cependant comme un vétéran de la science archéologique de cette contrée. Je dois dire, il est vrai, ne serait-ce que pour votre justification, que j'ai consacré déjà bien des années à l'étude de l'histoire, et que je ne suis pas un étranger dans cette grande province qui est l'objet tout spécial de vos savantes recherches. Assez souvent même, je l'avouerai, j'ai essayé de porter mes investigations sur quelques points de l'histoire ou de la géographie de la Picardie, et s'il m'est arrivé parfois de fouiller dans les détails et les minuties de l'histoire, c'est surtout lorsque j'y ai été poussé comme par une ardeur de patriotisme local.

» Je me suis occupé de même des provinces voisines, de la Flandre, du Hainaut, de la Champagne, dont j'ai étudié les annales tout spécialement.

» Sont-ce là des titres suffisants à l'honneur que vous m'accordez aujourd'hui ? Je ne m'y trompe pas, Messieurs. Et plus vous avez été indulgents, plus vous aurez le droit d'exiger et d'être sévères pour moi à l'avenir. Mes titres, ils ne sont ni acquis, ni réels ; ce ne sont guère jusqu'ici que des espérances ; et il faut bien que je regarde comme un devoir de m'efforcer de les réaliser.

» J'ai parlé aussi, Messieurs, d'un sentiment de satisfaction que je ne cache pas, mais que je veux justifier devant vous. Oui, je me félicite de faire partie de cette Société ; je m'en félicite surtout parce que je trouverai ainsi le moyen d'approfondir plus facilement des questions que jusqu'ici je n'ai pu qu'effleurer à peine. L'ensemble des documents publiés par vous tous ou sous vos auspices, Messieurs, forme comme une grande histoire, sinon complète, du moins déjà bien vaste, et nécessaire à consulter quand on veut connaître en détail tout ce qui intéresse cette contrée. Ce sera donc dans vos écrits

que j'aurai le plaisir d'achever mon éducation archéologique, et dans vos entretiens que je la perfectionnerai.

» Je suis sur le grand chemin qui mène à l'archéologie, mais je n'ai pas encore parcouru, ou je l'ai fait très-incomplètement du moins, toutes les nombreuses voies qui se partagent cette science. L'histoire générale, telle que nous l'ont faite les siècles en s'amoncelant les uns sur les autres et les travaux de nos devanciers, est si étendue qu'elle suffit pour absorber à elle seule tous les efforts et toutes les études d'une seule vie ; et cela, sans qu'il soit besoin de creuser bien avant dans les détails et les profondeurs. Cependant telle est la tendance des études de notre siècle et de sa critique historique sévère, qu'on ne se contente plus, comme autrefois, de suivre à la remorque même les plus grands et les plus sérieux penseurs et que l'on dédaigne souvent la parole des historiens les plus autorisés — *Nullius addictus jurare in verba magistri*, — chacun sent le besoin d'être soi, de s'appuyer sur les documents originaux, d'asseoir ses idées autrement que sur les récits de tel ou tel : il faut connaître par soi-même les monuments, les preuves de toute nature qui justifient, qui contrôlent les événements passés, ou contribuent à leur donner leur vrai caractère. En un mot, il faut être archéologue pour être un historien complet.

» Bien plus, les études archéologiques ont fait de tels progrès dans notre siècle, les collections sont devenues si nombreuses, si riches, si intéressantes, je dirais presque si populaires, qu'aujourd'hui un historien ne pourrait pas, sans encourir le blâme d'ignorance au premier chef, ne pas être au moins un peu archéologue. — Et c'est justice : l'histoire et l'archéologie ont toujours marché ensemble et de concert. Déjà dans les histoires d'Hérodote et de Thucydide, à plus de 22 siècles de notre temps, vous trouverez maint passage attestant que ces grands hommes étudiaient déjà les vieux monuments, le sol, les ruines, pour fonder d'ingénieuses conjectures. Oui,

Hérodote, antiquaire ; Thucydide, archéologue ! Vous me direz qu'à cette époque il eût été difficile de remplir de vastes Musées. Qui sait ? Pour moi, je suis certain que les Sociétés savantes manquaient plutôt que les matériaux. Le monde avait déjà un âge quelque peu respectable, — bien des villes avaient disparu, bien des ruines s'étaient amoncelées, bien des peuples n'existaient plus que dans de lointaines traditions ; on pouvait en méditant parcourir les champs où fut Troie, rêver sur les bords de la mer morte, ou gémir sur les débris de cette grande ville qui avait été Ninive. Que dis-je, bien avant Hérodote, dans certaines régions, l'archéologie n'était-elle pas la source principale, la source à peu près unique de l'histoire, alors que les monuments étaient les grands livres toujours ouverts, où les peuples pouvaient lire, sculptées et inscrites, les annales de leur passé, où chaque monceau de rochers avait sa signification historique et devenait comme les pierres du témoignage ? — En suivant longtemps cette voie et ces coutumes, le monde ou du moins plusieurs de ses contrées ne couraient-elles point risque de devenir de vastes et magnifiques Musées en plein air ? Vous voyez, Messieurs, que nous pouvons remonter bien haut en poursuivant les origines d'une science qui a quelques aspects tout modernes. Et vraiment, on serait presque tenté, si l'on ne craignait de faire crier au paradoxe, de croire et d'avancer que la plus antique des sciences est la science des antiquités. Mais à coup sûr, c'est aussi la science caractéristique des temps de civilisation développée, je parle bien entendu ici de cette science si complexe de l'archéologie, telle qu'on l'a faite et comprise de nos jours ; et je dis que celle-ci est non-seulement une base, mais un luxe et comme un couronnement des sciences historiques, qu'il n'est pas donné à tous les esprits, ni à tous les peuples, ni à toutes les époques de pouvoir atteindre et réaliser.

» Avouons, Messieurs, que notre époque, au moins sous ce rapport, est singulièrement favorisée, et que ces études ont fait de notre

temps des progrès exceptionnellement remarquables. Les études historiques ont marché du même pas ; comment en pourrait-il être autrement. Les unes et les autres appartiennent au même ordre d'idées : elles ont même point de départ, même méthode, même but. A vrai dire, sont-ce des sciences distinctes ? Si tant est qu'elles soient deux, ce sont au moins deux sœurs indissolublement unies, qui s'entraident sans cesse, qui sans cesse ont besoin l'une de l'autre — *Alterius altera poscit opem res et conjurat amicè*. — L'une vit plus de faits, l'autre, d'idées, celle-ci élabore, celle-là discute, achève et conclut ; l'archéologie a pour objet plus spécial les œuvres de l'homme ; l'histoire, l'homme lui-même, la première s'occupe plus des choses, la seconde de la moralité des actions. Mais toutes deux viennent toujours converger à l'homme qui est plus ou moins directement le but de leurs travaux. L'historien qui fait de l'archéologie ne s'égare donc pas ; il solidifie au contraire les bases de ses connaissances, il élargit le cercle des études qui sont de son domaine, il approfondit enfin un ensemble de connaissances dont il ne possédait que les éléments généraux.

• Mais, pour en revenir à notre point de départ, si l'on peut trouver beaucoup à apprendre dans votre Société si active, Messieurs, si je suis heureux, quant à moi, de pouvoir m'instruire à votre école, ce n'est pas tout, je le sais. Il faut aussi payer de sa personne. Les Sociétés savantes en général ont cela d'excellent qu'elles forcent ceux qui en font partie à rester où à revenir souvent sur la brèche, elles stimulent et réchauffent les courages prêts à se refroidir ; et par une heureuse émulation elles entretiennent au milieu d'elles une constante activité.

• Être des vôtres, Messieurs, n'est pas seulement un simple honneur ; c'est un honneur qui oblige. Moins que personne, je n'ai le droit de me reposer sur des travaux et des mérites acquis.

• Quelles sont les études que je me propose de vous présenter

afin d'obtenir des suffrages qui me seraient si précieux ? Je ne puis pas sans doute les préciser par avance d'une manière bien certaine, toutefois j'espère soumettre à votre appréciation dans quelque temps un essai sur l'étymologie et les limites vraies de la Picardie avec la géographie comparée de cette contrée à ses différentes époques.

» Je voudrais pouvoir vous donner ensuite quelques études géographiques et historiques se rattachant à cette grande période du moyen-âge qui a été déjà bien explorée, mais qui présente encore bien des lacunes, des parties obscures ou trop incomplètement examinées.

» Probablement aussi, les circonstances, comme il arrive souvent, me pousseront à entreprendre sur tel ou tel point, des recherches qu'il m'est impossible même de prévoir aujourd'hui. Quoique la vallée de l'Oise ait déjà été le sujet de plusieurs travaux remarquables, je m'aventurerais très volontiers dans quelques détails topographiques concernant cette région, que je désire, dès que je le pourrai, observer aussi complètement que possible.

» Enfin, Messieurs, comme je ne suis point vis-à-vis de vous dans la position de marchand ni mon temps ni mes efforts, je me déclare tout disposé à accepter tel ou tel travail que vous croirez devoir être plus particulièrement de ma compétence, car je ne dois pas oublier que cet honneur anticipé que vous m'avez accordé avec tant de bienveillance et dont je ne saurais trop vous savoir gré, il me reste à le justifier plus pleinement, et que j'ai encore, maintenant plus que jamais, à m'efforcer de mériter d'être des vôtres.

La Société témoigne par des applaudissements unanimes du vif intérêt avec lequel elle a entendu le récipiendaire auquel M. le Président répond en ces termes :

Monsieur,

« La Société des Antiquaires de Picardie s'estime heureuse d'ou-

vrir ses rangs à un professeur distingué de l'Université. Attaché à l'enseignement de l'histoire au Lycée impérial d'Amiens, vous ne pouviez manquer d'appartenir à une institution exclusivement consacrée à recueillir les souvenirs du passé. Si, comme vous le dites trop modestement, vous n'avez point encore cultivé l'archéologie, vous avez au moins cet immense avantage de posséder la science qui y conduit; et, avec ce sentiment de patriotisme qui dirige nos investigations, vous aurez bien vite apprécié le charme d'une étude qui remet en valeur les vestiges de l'art ancien, en les rattachant à notre histoire nationale.

» Mais pour vous restreindre aux seules questions historiques, la Picardie vous offre déjà un champ assez vaste à explorer. L'origine du nom de notre province et son étendue à diverses époques demandent un sérieux examen; ces deux sujets n'ont encore été qu'effleurés : aucun auteur n'a jusqu'à présent entrepris de les étudier d'une manière approfondie et avec le développement qu'ils exigeraient. Nul plus que vous, Monsieur, n'est aussi compétent pour soulever un coin du voile qui recouvre l'origine de notre province, et si vous voulez bien, comme je crois pouvoir vous y engager au nom de la Société que j'ai l'honneur de présider, appliquer votre savoir et vos efforts à l'étude d'une question si intéressante pour nous, je ne doute point que vous ne parveniez à la résoudre ou au moins à asseoir sur des bases solides une opinion qui ne manquera point de faire autorité.

» Soyez d'ailleurs bien convaincu, Monsieur, du plaisir que nous causera chacune de vos communications. La Société poursuit un noble but, celui d'agrandir le domaine historique et elle ne pouvait rencontrer dans l'accomplissement de ses travaux un appui plus éclairé pour le cultiver avec fruit. Aussi, nous vous saurons gré de l'empressement que vous voudrez bien mettre à enrichir nos publications de vos savantes recherches sur l'un des sujets que vous

nous avez indiqués. En vous réservant un rôle actif parmi ceux de ses membres qui publient, la Société ne pouvait mieux vous souhaiter la bienvenue, ni vous exprimer de quel bon augure sont pour elle les paroles que vous venez de prononcer, et dont j'ai à cœur de vous remercier pour mes collègues comme pour moi-même. »

Les paroles de M. Dufour sont également suivies des applaudissements de la Société.

— M. le Trésorier annonce qu'on a découvert récemment à Glisy des monnaies carlovingiennes d'un assez grand intérêt. Il promet de faire à la prochaine séance une lecture sur cette trouvaille et demande l'autorisation, qui lui est accordée, de traiter au mieux des intérêts de la Société pour l'acquisition de tout ou partie de ces médailles.

— M. Jourdain lit un mémoire dans lequel il s'attache à défendre la *gloire* de la cathédrale d'Amiens contre certaines attaques dont ce morceau décoratif a été récemment l'objet dans un des journaux de cette ville. Il s'efforce de démontrer que cette *gloire* n'obstrue pas, ainsi qu'on l'a prétendu, la perspective du chœur et de l'abside, et qu'elle ne nuit en rien à cette perspective : qu'elle est empreinte d'un véritable sentiment artistique et chrétien et qu'on ne saurait rien imaginer qui pût la remplacer dans de meilleures conditions, si, comme on l'assure, M. Violet-le-Duc à l'intention de la faire enlever.

Les conclusions de ce mémoire sont l'objet d'une vive discussion à laquelle prennent part MM. Antoine, Vion et Corblet. M. Antoine, notamment, s'élève avec force contre le projet qu'on a prêté à M. Viollet-le-Duc de

détruire, au moins quant à présent, la gloire de la cathédrale : il affirme d'ailleurs et son avis est partagé par plusieurs membres, que la perspective générale ne pourrait que gagner à l'enlèvement du placage qui encombre l'arcade centrale du chœur ; assurément Robert de Luzarches n'avait pas prévu un pareil système de décoration et il ne se serait jamais avisé de détruire ainsi, de gaité de cœur, l'ensemble si harmonieux que forme le chœur en s'entrouvrant par des baies étroites pour laisser le regard plonger en toute liberté jusqu'au fond des chapelles absidales.

La Société vote des remerciements à M. Jourdain pour la communication qu'il vient de faire ; puis elle rappelle, à la majorité de 8 voix contre 4 la délibération prise par elle le 23 décembre 1852 en tant que cette délibération demande la conservation de la gloire et de la décoration du sanctuaire de la cathédrale d'Amiens.

— M. le Président annonce que les délégués des Sociétés savantes d'Amiens se sont réunis à l'effet de demander à M. de Caumont que le congrès scientifique de 1866 se réunisse en cette ville. Il annonce qu'une démarche officielle va être faite en ce sens auprès de M. de Caumont.

Séance ordinaire du 13 Juin 1865.

Présidence de M. Dufour, Président.

Le Secrétaire annuel donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

— A ce sujet M. Jourdain présente quelques observations qui sont de nature à modifier le texte du

procès-verbal en ce qui concerne les termes de la décision prise par la Société à l'occasion de la gloire du sanctuaire de la cathédrale. Le procès-verbal précédent sera rectifié dans le sens de ces observations.

— Le Secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance.

Il présente ensuite la nomenclature des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance. — Parmi ces ouvrages figure un exemplaire, orné de photographies, de l'histoire des « Intendants de la Généralité d'Amiens » par M. de Ste-Suzanne, membre titulaire non-résident.

— Des remerciements sont votés aux donateurs.

— M. Pouy informe la Société que M. Bouvier offre au Musée une meule romaine et une pétrification assez curieuse ayant la forme d'un chien et provenant de la vente de M. Giron, ancien Inspecteur des postes.

— M. Rembault lit une notice sur un recueil de figures et ornements gravés d'après les dessins de Blasset, récemment mis en vente par un libraire de Paris. Il exprime le vœu que la Société signale à l'occasion à l'administration municipale les œuvres des artistes picards dont il serait important de réunir la collection.

— M. Bazot lit une notice sur les monnaies carlovingiennes récemment découverte à Glisy.

— M. Garnier donne lecture d'une notice biographique sur M. Panier, Vice-Président de la Société d'Emulation d'Abbeville, auteur de plusieurs ouvrages estimés d'archéologie et d'histoire.

Ces diverses lectures sont accueillies avec un vif intérêt.

— M. le Président donne communication à la Société d'un travail de M. Hesse, membre du Conseil général, concernant l'assemblée provinciale de Picardie et l'organisation administrative de cette province en 1787.

— MM. Dufour, Garnier et Corblet présentent ensuite M. Hesse en qualité de membre titulaire résident.

— M. Bazot donne quelques détails sur les négociations entamées avec M. Bouvier pour l'acquisition de sa collection. Les experts désignés de part et d'autre vont incessamment commencer leurs opérations et on pourra plus facilement alors se rendre compte de la somme qu'il faudrait réunir pour terminer, s'il est possible, cette importante affaire.

NOTICE SUR M. PANNIER,

Par M. J. GARNIER.

Le jour de notre séance de mai, Abbeville rendait les derniers honneurs à l'un des hommes qui avait apporté dans l'administration de sa ville natale le plus d'intelligence, d'esprit d'initiative, d'activité et de modération tout à la fois.

M. Pannier (Louis Alexandre-Edmond), né à Abbeville le 1^{er} décembre 1805 et mort le 8 mai 1865, appartenait à notre compagnie depuis le 14 février 1854. La Société voudra, je n'en doute point, associer ses regrets à ceux de sa famille et de ses amis.

Si M. Pannier n'a point pris une part directe à nos travaux, nous n'avons point oublié qu'il se faisait un devoir de lui adresser ses publications sur l'histoire et l'archéologie dont l'étude occupait

avec succès ses loisirs. La Société d'émulation d'Abbeville dont il fut un des membres les plus actifs et les plus dévoués, devait tout naturellement recevoir ses œuvres. Elle les estimait justement et, les titres de Secrétaire et de Vice-Président dont elle l'honora pendant plusieurs années, en sont la preuve.

Permettez-moi, Messieurs, de vous rappeler les plus importantes.

M. Pannier, qui avait quitté l'administration des douanes en 1836, fut admis dans la Société d'émulation en 1842.

Dès le 20 octobre, il lui donnait lecture, en qualité de rapporteur, d'une statistique du commerce et de l'industrie d'Abbeville et des divers cantons de l'arrondissement, statistique dont le mérite fut alors vivement apprécié et qui servit utilement à l'établissement du chemin de fer d'Amiens à Boulogne.

En 1843, il l'entretint d'une découverte d'objets romains faite à Avellesges, et lui présenta une notice sur un tombeau antique que l'on avait découvert à Buigny-l'Abbé le 20 juillet de cette même année.

Appelé à faire partie de l'administration municipale, d'abord comme adjoint, puis comme maire, il publia, en cette qualité, à l'occasion du budget primitif de 1854, un travail tout à fait neuf et remarquable que l'histoire locale comptera parmi ses documents les plus intéressants. M. Pannier, en effet, ne s'est point contenté de donner les chiffres des recettes et des dépenses de la ville; il en indique l'origine et l'histoire abrégée. En consultant ce travail, on connaît donc non-seulement les revenus de la ville, mais les causes de ces revenus dont on suit les progrès ou le déclin, et l'on n'a plus à rechercher et à démêler dans des pièces anciennes des renseignements qui, sans rien perdre de leur authenticité, se trouvent là groupés avec autant d'ordre que de précision.

Le 12 avril 1855, M. Pannier lut une note sur 2 anciens canons faussement attribués au champ de bataille de Crécy. Notre collègue,

en montrant l'impossibilité de cette origine, fait remarquer tout l'intérêt qu'offrent néanmoins ces deux pièces d'artillerie qui sont contemporaines des temps voisins du premier emploi de ces engins de destruction.

La même année, M. James Yates avait, au nom de la Commission royale d'Angleterre, envoyé à la Société d'émulation une série de questions sur les avantages d'un système international de poids et mesures et les moyens de l'établir. M. Pannier fut chargé d'y répondre. Son rapport, qui se distingue par sa simplicité et sa clarté, fut inséré dans le compte-rendu de la Commission royale, et la plupart des journaux anglais partisans de cette grande et utile réforme en ont publié la traduction.

En 1856, M. Pannier s'occupa d'un projet de bibliothèque et de musée qu'il communiqua à la Société. Si nous en croyons le compte-rendu, il y réunissait toutes les conditions de commodité et d'espace nécessaires au logement de la bibliothèque et des diverses collections que possède la ville d'Abbeville et qu'elle est forcée de disperser dans des locaux à la fois insuffisants et indignes de richesses qui l'accroissent tous les jours. Peu de villes, en effet, ont été plus favorisées, et les legs de MM. de La Motte, de Clermont, et tout récemment de M. Lefebvre de Cérisy, puis les dons de M^{me} Baillon feront de son musée d'histoire naturelle l'un des plus riches, pour ne pas dire le plus riche de la province en oiseaux, en plantes, en insectes et en poissons.

Je citerai encore une notice sur une pirogue gauloise trouvée à Abbeville, dans les terrains dits de St.-Jean-des-Prés, le 6 janvier 1860, et qui diffère de celle qu'a fait connaître M. Ravin en 1834 par l'emplacement de son mât et la forme de son bordage.

Enfin la Société d'émulation imprime en ce moment un dernier mémoire ayant pour titre : Prix des grains depuis l'année 1590 et réduction des anciennes monnaies et mesures en monnaies et me-

sures nouvelles *et vice versa*, pour ce qui concerne les grains vendus sur le marché d'Abbeville depuis l'année 1590 jusqu'à nos jours. Ce travail, qui se compose surtout de tableaux dont les calculs ont demandé autant de patience que d'exactitude, est précédé d'une introduction qui montre l'utilité de ces recherches au point de vue de l'histoire et de l'économie commerciale.

Je ne vous parlerai point, Messieurs, des autres travaux de notre collègue, ils appartiennent à des questions d'économie, d'industrie ou d'administration dont nous n'avons point à nous occuper. J'ajouterai seulement que, dessinateur et musicien habile, M. Pannier contribua de tout son pouvoir, et dans la Société d'émulation et dans l'administration municipale, au développement de l'instruction et des beaux-arts dans les diverses écoles de la ville qui étaient de sa part l'objet d'une sollicitude toute particulière. Aussi la Société le chargea-t-elle presque constamment de la distribution des récompenses qu'elle accorde aux élèves les plus distingués.

Il m'a semblé, Messieurs, que la mort d'un collègue qui laisse tant de travaux si pleins d'intérêt pour nous, ne pouvait passer inaperçue, et qu'il y avait justice à les rappeler ; que l'oubli ressemblerait à de l'ingratitude, si les noms de ceux qui, comme M. Pannier, nous ont aidés à rassembler les documents relatifs à l'histoire de notre pays, ne recevaient point dans nos séances une mention particulière et comme un dernier adieu.

BIBLIOGRAPHIE.

1. Commerce et industrie (de l'arrondissement d'Abbeville). Statistique. (Mém. de la Soc. d'émul. d'Abbeville. — 1844, 1849, p. 519.)

2. Département de la Somme — Ville d'Abbeville — Origine et histoire des recettes et dépenses de la ville d'Abbeville, présentées au Conseil municipal, par M. E. Pannier, maire, à l'occasion du budget primitif de 1854. Abbeville, 1853. P. Briez, 1 vol. gr. in-8°.

3. Notice sur deux anciens canons faussement attribués au champ de bataille de Crécy. (*Mém. de la Soc. d'émul. d'Abbeville*, 1852, 1857, p. 285, 1 pl.)

4. Système international des poids, mesures et monnaies. — Réponse aux questions de la Commission royale d'Angleterre. Abbeville, 1857. P. Briez, in-8° (*Ibid.*, 1852, 1857, p. 595).

5. Pirogue gauloise trouvée à St.-Jean des-Prés. (*Ibid.*, 1857, 1860, p. 625, 1 pl.)

SOUSCRIPTION

Pour l'acquisition de la Collection Bouvier.

4^{me} LISTE.

M. Dufour, président de la Société, à Amiens, 100 fr. — M. l'abbé Corblet, chanoine, directeur de la *Revue de l'Art chrétien* à Amiens, 50 fr. — M. Antoine, architecte à Amiens, 50 fr. — M. Salmon (Charles), à St.-Fuscien, 20 fr. — M. Vion, chef d'institution à Amiens, 20 fr. — M. Dutilleux, chef de division à la Préfecture à Amiens, 25 fr. — M. Guilluy, propriétaire à Roye, 5 fr. — M. Derreulx, propriétaire à Roye, 5 fr. — M. Leroy, propriétaire à Roye, 20 fr. — M. Meurisse, propriétaire à Roye, 5 fr. — M. Nafteux, instituteur à Soupliecourt, 1 fr. — M. l'abbé Leroy, curé à Fourcigny, 1 fr. — M. l'abbé Douay, curé à Morvillers, 1 fr. — M^{lle} Dieulouard (Adèle, propriétaire à Amiens, 5 fr. — M. Bazot, notaire à Amiens, 500 fr. — M. Derouvroy, maire à Picquigny, 5 fr. — M. Sauvage, juge-de-paix à Picquigny, 5 fr. — M. Caron-Poitou, propriétaire à Picquigny, 3 fr. — M. Caron, vicaire à Picquigny, 3 fr. — M. Garnier, bibliothécaire à Amiens, 20 fr. — M. Darsy, directeur des prisons à Amiens, 20 fr. — M. Rembault (Gabriel), propriétaire à Amiens, 20 fr. — M. Navarre, membre du Conseil général, notaire à Amiens, 20 fr. — M. Langlois, notaire à Amiens,

20 fr. — M. Dècle (Alfred), propriétaire à Glisy, 20 fr. — M. l'abbé Jourdain, chanoine à Amiens, 25 fr. — M. Poulle, avoué de 1^{re} instance à Amiens, 10 fr. — M. Maincourt, huissier à Amiens, 5 fr. — M. Magnier, notaire à Conty, 20 fr. — M. le baron de Foucaucourt, au château de Belloy, par Estrées-Deniécourt, 200 fr.

5^{me} LISTE.

M. Herbet-Briez, propriétaire à Amiens, 100 fr. — M. Vincent (Henri), propriétaire à Amiens, 20 fr. — M^{me} Duneufgermain, propriétaire à Picquigny, 5 fr. — M. Flamant, négociant à Picquigny, 5 fr. — M. Niquet, percepteur à Picquigny, 2 fr. — M^{me} Blocquet, rentière à Picquigny, 2 fr. — M. Lefebvre (Jules), 1^{re} souscription, à Abbeville, 5 fr. — M. Vast-Matifas, à Albert, 10 fr. — M. Bourguet, juge-de-peace à Amiens, 10 fr. — M. Renard (Albert), à Moliens-Vidame, 10 fr. — M. Vagniez-Fiquet, négociant à Amiens, 50 fr. — M. Leroy-Latteuv, négociant à Amiens, 100 fr. — M. Romanet (Arsène), à Bovelles, 10 fr. — M. Delignières-Fréchon, négociant à Amiens, 40 fr. — Lycée impérial à Amiens, 180 fr. — M. Duflos (Alexandre), membre du Conseil général, 50 fr. — M. le comte de Chassepot, ancien maire d'Amiens, à Amiens, 50 fr. — M. l'abbé Decagny, curé d'Ennemain, 5 fr. — M. Greuet, notaire à Amiens, 20 fr. — M^{me} Guerard, à Amiens, 20 fr. — M. Ledieu, banquier à Amiens, 100 fr. — M. D'Anne, propriétaire à Amiens, 20 fr. — M. Bourdeaux (Léonce), négociant à Amiens, 50 fr. — M. Bourdeaux père, à Amiens, 20 fr. — M. Gossart, juge d'instruction à Amiens, 50 fr. — M. Morvillez, notaire à Corbie, 10 fr. — M. Rigant, ancien notaire à Querrieux, 5 fr. — M. Cosserat, député d'Amiens, à Amiens, 300 fr. — M. Cosserat fils, négociant à Amiens, 100 fr. — M..... A....., 50 fr.

6^{me} LISTE.

M. Vallois, sous-préfet à Péronne, 40 fr. — MM. Duthoit frères,

sculpteurs à Amiens, 40 fr. — M. Riquier, ancien notaire à Amiens, 50 fr. — M. Riquier, ancien notaire à Boulogne-sur-Mer, 50 fr. — M. Beaudouin, tanneur à Nesle, 1 fr. 50. — Anonyme, à Nesle, 1 fr. — M. Boullenger, fabricant de carreaux émaillés à Auneuil (Oise), 20 fr. — M. le comte de Riencourt, à Beaucourt-en-Santerre, 100 fr. — M. Jolibois (Eugène), cultivateur à Marieux, 2 fr. — M. Gosselin (François), cultivateur à Montplaisir-lès-Sarton, 2 fr. 50. — M. Boutmy (Auguste), négociant à Amiens, 10 fr. — M. Dancoisne, notaire à Hénin-Liétard, 20 fr. — M. de Chatenay, château de Bernicourt (Nord), 20 fr. — M. Dubas, propriétaire à Albert, 20 fr. — M. Binger, entreposeur de tabac à Amiens, 10 fr. — M. Leroy (Eugène), receveur à Nesle, 5 fr. — M. Varlet, menuisier à Nesle, 1 fr. — M. Gouy, ancien pâtissier-confiseur à Amiens, 20 fr. — M. Prarond (Ernest), propriétaire à Abbeville, 20 fr. — M. l'abbé Martin, curé au Pont-de-Metz, 5 fr. — M. Voiturier, fabricant de billards, rue des Cordeliers, à Amiens, 5 fr. — M. Martin, charpentier à Nesle, 1 fr. — M. Beauvais, sabotier à Nesle, 1 fr. — M. Magnier, quincaillier à Nesle, 1 fr. — M. Gosselin (Charles), cultivateur à Marieux, 2 fr. 50. — M. Corroyer aîné, rentier à Nesle, 10 fr. — Anonyme, à Nesle, 2 fr. — Anonyme, à Nesle, 1 fr. — M. Gosselin (Joseph), propriétaire à Marieux, 10 fr. — M. de Becquincourt, membre du Conseil général de la Somme, 20 fr.

7^{me} LISTE.

M. le baron de Septenville, à Paris, 50 fr. — M. Joseph Mancel, à Amiens, 50 fr. — M. Guenescourt, limonadier à Nesle, 1 fr. — M. Merlin, entrepreneur à Nesle, 1 fr. 50. — M. Boulembert-Gosselin, cultivateur à Marieux, 5 fr. — M. Dewailly, Auguste, à Amiens, 20 fr. — M. Larchet, propriétaire à Roye, 20 fr. — M. le comte de Chassepot, ancien maire d'Amiens (2^e souscription), 50 fr. — M. Duhamel-Duejan, négociant à Nesle, 5 fr. — M. Desmarquest, pharmacien à Nesle, 2 fr. — M. Loisel, rentier à Nesle, 2 fr. —

M^{me} de Becquincourt, à Nesle, 3 fr. — M. Trescon, rentier à Nesle, 3 fr. — M. Begue, boulanger à Nesle, 2 fr. — M. Begue, Constant, épicier à Nesle, 1 fr. 50. — M. Leleu, négociant à Nesle, 1 fr. — M. Morgand, curé doyen à Conty, 5 fr. — M. Lequien, maire de Conty, 5 fr. — M. Oger, curé au Bosquel, 2 fr. — M. Tourbier, curé à Fleury, 3 fr. — M. Guidet, curé à Oresmeaux, 3 fr. — M. le marquis de Landreville, à Amiens, 400 fr. — M. le marquis de Clermont-Tonnerre, 100 fr. — M. le baron de Mathan, à Amiens, 30 fr. — M. Hesse, à Amiens, 10 fr. — M. Levoir, à Amiens, 10 fr. — M. Féron, receveur général à Amiens, 100 fr. — M. Toiret, fondé de pouvoir à Amiens, 5 fr. — M. Julien de Thieulloy, à Amiens, 50 f. — Alfred de Puyraimond, à Amiens, 15 f.

S^{me} LISTE.

M. Paul De Nerville, Ed. Duvette et C^{ie}, banquiers, 100 fr. — M. Ognier, négociant à Gouy (Aisne), 10 fr. — M. Vast Magnier, négociant à Albert, 20 fr. — M. De Commynes de Marsilly, ingénieur des mines, 50 fr. — M. Gallet, Denis, banquier, 50 fr. — M. Taltegrain, conseiller à la Cour impériale, 50 fr. — M. X... à Amiens, 1 fr. — M. Delien, curé à Neuville-Namply, 2 fr. — M. Rouge, notaire à Nesle, 20 fr. — M. Charoy-Degove, banquier, 25 fr. — M. Laurent, percepteur à Sentelie, 5 fr. — Deux anonymes, 10 fr. — M. Gossolin, curé à Marquivillers, 5 fr. — M. le curé de Vaux-Fremont, 1 fr. — M. G... à Amiens, 1 fr. — Anonyme, à Amiens, 400 fr. — M. Morel-Delucheux, 25 fr. — M. Levoir, manufacturier, 25 fr. — M. Borely, artiste-peintre, 30 fr. — M. Labitte, notaire à Hangard (Somme), 5 fr. — M. De Boncourt (Olivier), 50 fr. — M. le comte Jude de Chassepot, à Avelesge (Somme), 20 fr. — M. De Nerville, à Boulan-lès-Albert (Somme), 20 fr. — M. Lefebvre, farinier, 10 fr. — M. Voillemier, docteur en médecine à Senlis, 10 fr. — M. l'abbé Cochet, correspondant de l'Institut, à Dieppe, 5 fr.

LOTÉRIE DU MUSÉE NAPOLEON.

LISTE OFFICIELLE DU DERNIER TIRAGE

Auquel il a été procédé publiquement le 4 JUIN 1865, sur la place de l'Hôtel-de-Ville d'Amiens,

Sous la présidence de M. le Maire d'Amiens et en présence des Autorités.

Le lot de 100,000 francs a été gagné par le 1^{er} numéro sortant :

874,328

Les deux numéros suivants ont gagné chacun un lot de 1,000 francs :

585,734

|

981,315

Ainsi que le dernier numéro sortant :

334,216

Les 147 numéros suivants, que nous donnons par ordre numérique pour rendre les recherches plus faciles, ont gagné chacun un lot de 100 francs :

21,673	653,077	1,269,269	1,920,309	2,859,016	3,547,023
37,410	674,624	1,296,253	1,974,087	2,868,120	3,547,765
48,173	687,553	1,338,574	2,027,917	2,876,958	3,549,268
66,097	690,127	1,353,086	2,110,330	2,919,042	3,566,463
139,993	740,307	1,440,336	2,146,434	3,017,557	3,578,311
148,854	761,585	1,442,917	2,228,408	3,027,086	3,623,189
161,849	766,636	1,448,420	2,256,556	3,118,959	3,682,319
192,972	775,301	1,489,376	2,349,629	3,140,024	3,713,976
231,764	778,480	1,491,494	2,335,292	3,179,343	3,715,186
386,962	782,857	1,528,108	2,347,622	3,211,118	3,727,836
387,091	844,061	1,536,740	2,356,522	3,212,234	3,732,996
415,070	874,978	1,542,218	2,362,781	3,222,858	3,777,932
420,230	896,675	1,562,219	2,373,597	3,236,780	3,778,802
440,836	915,255	1,614,837	2,379,697	3,257,609	3,816,140
444,088	916,646	1,630,615	2,421,366	3,261,881	3,827,589
460,715	939,298	1,633,635	2,481,371	3,276,311	3,863,355
465,745	988,181	1,637,279	2,519,052	3,293,779	3,863,945
476,959	1,042,413	1,661,996	2,577,822	3,335,047	3,892,001
530,785	1,052,154	1,723,273	2,617,423	3,365,907	3,896,257
539,775	1,071,404	1,725,236	2,647,658	3,373,731	3,910,032
541,333	1,081,040	1,794,783	2,751,875	3,382,340	3,945,914
542,654	1,183,251	1,829,419	2,770,852	3,398,908	3,952,626
586,766	1,196,877	1,840,245	2,776,904	3,448,848	
631,774	1,213,997	1,877,676	2,822,957	3,467,818	
652,537	1,247,686	1,896,052	2,813,649	3,479,126	

MEMBRES ADMIS.

Titulaire résidant :

M. LELEU (Maurice-Alexis), professeur agrégé d'histoire
au Lycée d'Amiens.

Titulaire non-résidant :

M. DESMAZE (Charles), *, conseiller à la Cour impériale
de Paris.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 2^e trimestre de 1864.

I. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Archives des missions scientifiques et littéraires, 2^e série.
Tom. 1^{er}, 3^e liv. — 2^o Mémoires lus à la Sorbonne. — Archéologie.
Paris, 1865, 1 vol. in-8^o. — Histoire, philologie et sciences morales.
Paris, 1865, 1 vol. in-8^o. — 3^o Discours prononcé par S. E. M. le Mi-
nistre de l'Instruction publique à la réunion des Sociétés savantes,
le 22 avril 1865, in-4^o.

II. Par S. E. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

1^o Revue maritime, liv. 53, 54.

III. Par les Auteurs.

1^o Qu'est-ce encore ? Des idées nouvelles sur des choses anciennes
ou archéologie de l'esprit et du cœur. Essai de tablettes liégeoises,
par M. Alb. d'Otreppe de Bouvette, 48^e liv. Liège, in-18. — 2^o
Vente de la galerie Pourtalès. Catalogue des objets d'art et de haute
curiosité antiques, du moyen-âge et de la renaissance. — Des tableaux
anciens et modernes qui composent les collections de feu M. le
comte de Pourtalès Gorgier, 1865, 2 vol. in-8^o. — 3^o Traités inédits
sur la musique du moyen-âge, par M. E. de Coussemaker, in-4^o.
— 4^o Faculté de droit de Paris. Thèse pour la licence, par L. M.

Albéric de Calonne. (De la contrainte par corps). Paris, 1865, in-8°. — 5° De la mâchoire humaine du moulin-Quignon. Nouvelles découvertes en 1863 et 1864, par M. Boucher de Perthes. Abbeville, 1864. Briez, in-8°. — 6° Rapport sur les fouilles faites en septembre 1863 à Audinbert et à Hervelinghem (Pas-de-Calais), par M. L. Cousin. Caen, 1865, in-8°. — 7° Discours de M. Thuillier, président de section au Conseil d'État, commissaire du gouvernement, dans la séance du Corps législatif du 28 mars 1865. Paris, in-8°. — 8° Histoire de la ville de Nice, par M. Armand Parrot. Paris, 1800, Dentu, in-8°. — 9° Notice sur le village, le château, les seigneurs, l'église et les tombeaux de Folleville, canton d'Ailly-sur-Noye, arrondissement de Montdidier (Somme), par A. Goze. Montdidier, 1865. Mérot-Radenez, 1 vol. in-8°, pl. — 10° Rapport lu en séance du Congrès des délégués des Sociétés savantes ouvert à Paris le 20 avril 1865. Essai de tablettes liégeoises, par M. Alb. d'Otreppe de Bouvette, 49° liv. — 11° L'administration sous l'ancien régime. Les intendants de la généralité d'Amiens (Picardie et Artois), par De Boyer de Sainte-Suzanne. Paris, 1865. P. Dupont, 1 vol. in-8°, pl. — 12° Notice biographique sur M. Chabaille, né à Abbeville en 1796, mort à Vincennes le 16 octobre 1863, par M. C. A. De Caën. Abbeville, 1865. Briez, in-8°. — 13° Forum Voconii. Réponse à la Notice de M. V. Thoron, président de la Société du Var, par Fréd. Aube, in-8°. — 14° Histoire des lettres, des sciences et des arts en Belgique et dans les pays limitrophes, par F. V. Goethals. Bruxelles, 1840, 1844, 4 vol. in-8°. — 15° Notice historique sur la vie et les travaux de Simon Stevin, de Bruges, suivie de remarques sur le Dodoens de M. Van Meerbeck, par M. F. V. Goethals. Bruxelles, 1841, 1 vol. in-8°, port. — 16° Dictionnaire généalogique et héraldique des familles nobles du royaume de Belgique, par M. F. V. Goethals. Bruxelles, 1849, 1852, 4 vol. in-4°. — 17° Miroir des notabilités nobiliaires de Belgique, des Pays-Bas et du Nord de la France, par M. F. V. Goethals. Bruxelles, 1852,

2 vol. in-4°. — 18° Onomasticon du dictionnaire héraldique des familles nobles du royaume de Belgique, par M. F. V. Goethals. Bruxelles, 1864, in-4°, 1^{re} liv. — 19° Archéologie des familles de Belgique, par M. F. V. Goethals. Bruxelles, 1864, in-4°, 1^{re} liv. — 20° Les Archives départementales et communales à propos du projet de loi sur les Conseils généraux et municipaux, par G. Saint-Joanny, 1865, in-8°. — 21° Curiosités numismatiques. Monnaies rares ou inédites. VIII^e article, par M. B. Chalon. — 22° Un aureus inédit de Lælianus (Lélien), par M. Renier Chalon. Bruxelles, 1865, in-8°. — 23° Par M. Rousseau-Leroy, éditeur à Arras. Histoire de la ville de Bapaume, depuis son origine jusqu'à nos jours, par l'abbé Bedu. Arras, 1865. Rousseau-Leroy, 1 vol. in-8°, pl.

IV. Par les Sociétés françaises.

1° Précis analytique des travaux de l'Académie de Rouen, pendant l'année 1863, 1864. — 2° Revue de la Société d'agriculture de Valenciennes. Tom. XVIII, n° 5. — 3° Bulletin de la Commission historique du département du Nord. Tom. VIII^e. — 4° L'investigateur, *Journal de l'Institut historique*, liv. 362, 363. — 5° Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny, 1865, n° 1. — 6° Société industrielle d'Elbeuf. Bulletin des travaux. Année 1864, n° 10. — 7° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, nos 3, 4, 5. — 8° Bulletin de la Société archéologique de Nantes. Tom. IV, 3^e et 4^e trim. de 1864. — 9° Bulletin de la Société historique et archéologique du Limousin. Tom. XIV, n^{os} 9 à 15. — 10° Bulletin de la Société d'agriculture de la Sarthe. Tom. IX, 2^e, 3^e, 4^e trimestre de 1864. — 11° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1864, 4^e trim. — 12° Annales de la Société académique de Nantes, 1864, 2^e sem. — 13° Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine et Marne fondée à Melun le 16 mai 1864, 1^{re} année. — 14° L'Agronome praticien, *Journal de la Société d'agriculture de Compiègne*, n° 40. —

15° Annales de la Société d'agriculture du Puy. Tom. xxv, 1861. — 16° Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie. Tom. viii. Atlas in-4°. — 17° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1^{er} trim. de 1865. — 18° Bulletin des travaux de la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. Année 1863, 1864. — 19° Bibliothèque de l'École des chartes. vi^e série. Tom. 1^{er}, 3^e liv. — 20° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, iv, 3. — 21° Cartulaire de l'église d'Autun. Première et deuxième parties. Publié par A. de Charmasse. (Publication de la Société éduenne), 1 vol. in-4°. — 22° Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan, 1864. — 23° Mémoires de l'académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, 1865, 1 vol. in-8°. — 24° Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse. Tom. iv, 1^{er} bull. — 25° Bulletin de la Société des Antiquaires de la Morinie, liv. 53, 54. — 26° Bulletin de la Société des sciences, belles-lettres et arts du Var séant à Toulon, 32° à 33° années, 1864, 1865. — 27° Bulletin de la Société académique de Poitiers, n° 95. — 28° Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, n° 46. — 29° Mémoires de l'Académie impériale de Metz, 45^e année 1863, 1864. — 30° Mémoires de la Société impériale archéologique du Midi de la France. Tom. viii, 6^e liv. — 31° Département de la Haute-Saône. Mémoires de la Commission d'archéologie et des sciences historiques. Tome iv. — 32° Bulletin de la Société académique de Boulogne. Année 1865, n° 1. — 33° Mémoire de l'Académie du Gard. Janvier, octobre 1863. — 34° Annales de la Société impériale d'agriculture, etc., du département de la Loire. Tom. viii, 3^e et 4^e liv., 1864.

V. Par les Sociétés étrangères.

1° Annuaire de la Société libre d'émulation de Liège pour l'année 1865. — 2° The numismatic chronicle and journal of the

numismatic Society, n° 17. — 3° Reale Istituto Lombardo di scienze e lettere. — Memorie. Classe di lettere e scienze morali e politiche. Vol. x, della III^a serie, fasc. 1. — Rendiconti. Classe di lettere e scienze morali politiche. Vol. I, fasc. 8, 9, 10. Vol. II, fasc. 2. — Rendiconti. Classe di scienze matematiche e naturali. Vol. I, fasc. 9, 10. Vol. II, fasc. 1, 2. — 4° Nachrichten von der Georg. Augusts. Universitat und der konigl. Gessellschaft der Wissenschaften zu Gottingen. Jahre, 1861, 1862, 1863, 1864. 4 vol. in-12. — 5° Compte-rendu de la Commission impériale archéologique pour l'année 1863. Avec un atlas. Saint-Petersbourg, 1864, 1 vol. in-4° et atlas in-f°. — 6° Mittheilungen des historischen Vereines für Steiermark. xii Hef. — Beiträge zur Kunde Steiermarkischer Geschichtsquellen herausgegeben von historischen Vereine für Steiermark. Jahrgang, 1864. — 7° Sitzungsberichte der konigl. bayer. Akademie der Wissenschaften zu München, 1864. Band II, Hef. 2, 3, 4. — 8° Revue de la numismatique belge, 2° liv. — 9° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande. Tom. xx. Histoire de la cité et du canton des Equestres, suivie de divers autres opuscules, par M. de Gingins la Sarra. Lausanne, 1865, 1 vol. in-8°.

VI. Publications périodiques.

1° Journal des beaux-arts, nos 6, 7, 8, 9, 10, 11. — 2° Revue de l'Art chrétien, nos 3, 4, 5. — 3° Le Cabinet historique, liv. 2, 3, 4. — 4° L'Institut, nos 352, 353. — 5° Messager des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique, 1865, n° 1.

OBJETS ACQUIS.

1° Un fer de lance trouvé dans les terrassements du port d'Aval ;
— 2° Trois haches en silex polies trouvées au même lieu ; — 3° Un

bracelet en jais et une aiguille en os trouvés au faubourg de Beauvais d'Amiens, au lieu dit le *Carcaillet*; — 4° Un style en bronze et une médaille grand bronze de Faustine, recueillis dans le marais de Hailles.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du 12 juillet 1865.

Le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance et donne ensuite la liste des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance.

—M. Jourdain fait connaître que M. Acar, de Ham, pharmacien de l'Empereur, possédait plusieurs objets ayant appartenu à Napoléon 1^{er}, à Napoléon III et à la reine Hortense ; il pense que peut-être une démarche faite auprès des héritiers assurerait au Musée Napoléon la possession de ces objets précieux par les souvenirs qu'ils rappellent. La Société charge son Président d'examiner ce qu'il y aurait lieu de faire à ce sujet.

— M. Bazot lit une délibération du Conseil municipal de Glisy qui fait don au Musée d'une partie des monnaies carlovingiennes trouvées récemment sur le territoire de cette commune, et fait connaître qu'une autre partie a

été acquise moyennant 200 fr. du vacher qui a fait cette découverte. Cette acquisition est ratifiée par la Société, qui décide que le Conseil municipal de Glisy sera remercié de sa libéralité.

— M. Salmon donne lecture, au nom de M. l'abbé Hénocque, doyen du Chapitre, d'une Notice sur saint Angilbert, abbé de Saint-Riquier.

— M. Rembault annonce que M. Vion veut bien entreprendre pour la Société de traduire la partie de la Topographie de Gaspard de Méryan, ayant trait à l'ancienne Picardie et publiée vers 1656. Des remerciements sont votés à MM. Vion et Rembault.

— M. Vion offre, au nom de M. N. de Mercey, une Notice géologique sur le département de la Somme, que ce dernier vient de publier dans le *Bulletin de la Société géologique de France*.

— M. Dufour expose qu'il est nécessaire de régulariser l'affaire du legs fait à la Société par M^{lle} Barni et demande à être autorisé à suivre cette affaire moyennant telles voies que de droit. Toute autorisation à cet égard est donnée au Président de la Société.

— M. Dufour rappelle qu'il y a 15 ans environ des travaux exécutés dans le marais de Longueau ont mis à découvert une voie romaine et des sculptures intéressantes qui depuis ont pris place au Musée. Sur sa proposition, la Société émet le vœu de voir continuer ces fouilles dans l'espoir qu'elles amèneront de nouvelles et fructueuses découvertes.

— M. Herbault, présente à la Société, en son nom et au nom de M. Daullé, architecte en chef du Département,

un Mémoire avec dessins et plans à l'appui proposant, en vue du dégagement complet du portail de la cathédrale d'Amiens, la suppression de tout l'ilot de maisons compris entre le parvis, les rues Basse-Notre-Dame, Basse-Saint-Martin et Henri IV, et la création, sur cet emplacement, d'un square de 5,500 mètres.

Des félicitations empressées sont à ce sujet adressées à MM. Herbault et Daullé. Sans s'arrêter aux avantages purement matériels qui doivent en résulter, tels que la régénération du quartier Saint-Leu, les communications plus faciles entre les nouveaux quartiers et la basse-ville, entre le chemin de fer et les marchés, la Société reconnaît que le dégagement complet du portail de la cathédrale est indispensable pour mettre en tout son jour cet admirable monument et donner un cadre vraiment digne de lui au chef-d'œuvre de Robert de Luzarches : en conséquence, se reportant à de précédentes délibérations qui concluent à l'isolement complet de la cathédrale sur toutes ses faces et principalement sur le portail, elle émet le vœu que le projet de MM. Herbault et Daullé soit pris en très-sérieuse considération par les diverses autorités et administrations dont dépendent l'examen et la solution de cette affaire.

Elle décide en outre qu'expédition de la présente délibération sera transmise à M. le Conseiller d'Etat, Préfet de la Somme, à Mgr l'Évêque et à M. le Maire d'Amiens.

— L'ordre du jour appelle le vote sur la présentation faite, à la dernière séance, de M. Hesse, membre du Conseil général, en qualité de titulaire résidant. Le

scrutin étant ouvert, M. Hesse est proclamé membre titulaire-résidant.

Séance ordinaire du 9 août 1865.

Présidence de M. Durou, Président.

M. le Président rappelle à la Société la perte qu'elle vient de faire en la personne de M. Breuil, dont les obsèques ont dû retarder le jour de la séance, il ne doute pas que la compagnie toute entière ne s'associe aux regrets si bien exprimés hier sur sa tombe par M. le Secrétaire-perpétuel. Il propose que l'expression de ces regrets soit consignée au procès-verbal, et qu'il soit écrit à Madame Breuil pour la lui transmettre.

M. le Président rappelle également que M. Breuil a été deux fois président de la Société et il lui paraît désirable que ses traits soient conservés ; il propose donc d'émettre le vœu que le portrait de M. Breuil soit placé dans la salle des séances.

La Société s'associant avec empressement aux sentiments de son Président, vote à l'unanimité ces deux propositions et le charge de les transmettre à Madame Breuil.

— L'ordre du jour appelle l'installation de M. Hesse en qualité de membre titulaire résidant.

— M. Hesse adresse à la Société les paroles suivantes :

« MESSIEURS,

« Les premières paroles qu'il m'est donné de prononcer dans ce magnifique palais élevé par vous aux arts, aux sciences, aux lettres, et à toutes les gloires de la Picardie, ne sauraient être que des paroles de remerciements. En m'ouvrant vos rangs avec tant de

bienveillance, en m'appelant par vos suffrages spontanés à siéger parmi vous et à prendre part à vos travaux, vous m'avez accordé un honneur inespéré. Veuillez donc, Messieurs, recevoir ici l'expression de ma vive et sincère gratitude.

» Je ne viens pas faire un discours, je n'en ai pas la prétention, et d'ailleurs les usages de cette assemblée me l'interdiraient ; les sujets ne manqueraient cependant pas ici ; il suffirait de rappeler l'origine de la Société, et la pensée qui a présidé à sa création : l'étude et le culte du passé, de nos antiques monuments, des hommes qui ont illustré le pays, et surtout notre province, n'est-ce pas là son but ? n'est-ce pas la tâche qu'elle s'est imposée ? Quelle source féconde d'heureux développements, quels enseignements, quelles magnifiques perspectives ? Mais la Société des Antiquaires de Picardie a la modestie de sa position, elle n'a pas l'habitude d'ouvrir, lors de la réception de ses membres, un tournoi littéraire, et de vous faire assister à ces joutes brillantes où les tenants et leurs parrains font assaut d'élégance et de souplesse ; elle vise moins à l'éclat qu'à l'utilité. Permettez-moi de vous dire toutefois, Messieurs, qu'en fuyant le bruit, vous n'avez pu échapper à la renommée, et que la gloire est venue vous entourer de son auréole, malgré l'obscurité dont vous avez toujours cherché à vous envelopper, et comment aurait-il pu en être autrement ? Si je jette les yeux sur les membres qui m'entourent, si ma pensée se reporte sur les absents, sur ces membres nombreux, qui sous des noms différents, titulaires non-résidants, correspondants, se sont groupés autour de vous comme les essaims d'une ruche, et viennent de tous les points de notre antique Picardie vous apporter le fruit de leurs recherches et de leurs travaux, cette réunion d'hommes studieux, instruits, distingués à des titres divers, n'explique-t-elle pas vos succès, et votre position si honorable en France et à l'étranger ! Près de moi j'aperçois des dignitaires du clergé de cette province, aussi

recommandables par leur savoir que par leurs vertus, qui ont trouvé au milieu des occupations incessantes de leur ministère sacré, quelques instants pour étudier dans ses détails notre admirable Cathédrale, et publier d'ingénieux et intéressants commentaires sur les stalles qui font l'ornement du chœur de cette basilique. D'autres qui ont vu confier à leur plume élégante et facile, l'histoire de notre province ecclésiastique et qui dirigent avec autant d'esprit que de goût un recueil artistique et chrétien. Des magistrats heureux d'employer leurs loisirs à mettre en relief les faits mémorables, ou les hommes illustres issus de notre Picardie, tantôt revendiquant comme deux de ses plus nobles enfants le promoteur et le héros des croisades, Pierre l'Hermite et Godefroy de Bouillon, immortalisés l'un et l'autre par l'histoire aussi bien que par les vers harmonieux du chantre de Clotinde et d'Herminie; tantôt discutant et fixant le point de nos côtes d'où le conquérant des Gaules s'était élancé jadis sur l'Angleterre. Des administrateurs qui ont remis sous nos yeux l'histoire de quelques uns de nos anciens intendants. Des poètes heureusement inspirés, qui nous ont prouvé que dans la patrie de Gresset, la grâce, la verve et l'esprit lui avaient survécu. Des archéologues qui sont allés dans nos bibliothèques, dans les archives de nos communes, de nos fabriques, exhumer notre histoire locale, et nous ont raconté, ceux-ci les conquêtes pacifiques des premiers apôtres du christianisme dans nos contrées, ceux-là les exploits et les fondations de ces hauts barons, bardés de fer, chevaliers sans peur, pas toujours sans reproche, mais qui du moins savaient combattre, vaincre, mourir pour la France et qui sous Charles V, sous Charles VII chassèrent l'étranger. Quelques uns versés dans la science des chartes et de notre vieux langage, d'autres dans la connaissance des langues modernes et s'empressant d'initier leurs collègues aux publications récentes venues des divers points de l'Europe. Près de ces littérateurs, de ces archéologues se groupent des artistes habiles, peintres, sculpteurs, architectes, dont

le patriotisme s'est imposé la mission de faire revivre par le pinceau, le ciseau, le crayon, le burin, ou par ces procédés nouveaux et merveilleux, une des découvertes les plus surprenantes de notre siècle, nos plus illustres compatriotes, d'embellir nos cités, ou de reproduire nos vieux monuments dont ils arrachent ainsi les ruines à l'oubli. Je serais infini, Messieurs, s'il me fallait énumérer les œuvres et les titres de chacun des membres qui m'environnent, mais malgré mon désir d'être court et de ne fatiguer ni votre attention, ni votre modestie, vous me reprocheriez de m'arrêter ici sans rendre un juste hommage à notre secrétaire-perpétuel dont l'esprit et la science égalent le zèle et la modestie, qui sait rendre attrayante l'analyse des publications soit des membres de la Société, soit de ses correspondants de France ou de l'étranger, à notre président enfin qui vient de recevoir de cette cité reconnaissante un témoignage éclatant et bien légitime de sa sympathie, dont le nom désormais associé à ce splendide palais, l'honneur éternel de la Société, grandira avec les années, sera pour nos descendants le sujet d'un légitime orgueil et un enseignement de ce que peut une volonté énergique, jointe à la persévérance et à la confiance dans le succès.

» Ne m'accuseriez-vous pas d'oubli, Messieurs, et d'ingratitude, si je ne mêlais à ces noms qui se pressent sur mes lèvres, un souvenir pour ceux que la mort nous a trop tôt ravis, pour les fondateurs de cette Société, pour ceux qui l'ont illustrée, enrichie, les Guerard, les Rigollot, les de la Roque, les de Betz, et cet Auguste Breuil dont nous suivions hier la froide dépouille, brillant poète, philologue ingénieux et instruit, cœur noble et loyal qui laisse ici tant de regrets, pour tant d'autres enfin qui furent vos collègues, nos modèles, nos amis. Que leur mémoire plane constamment sur cette enceinte; que leurs traits reproduits par le pinceau ou le ciseau de nos collègues en ornent les murs; qu'ils soient pour nous

un gage d'union, de douce confraternité, aussi bien qu'un exemple du zèle qui doit animer nos travaux.

» En prenant place aujourd'hui dans vos rangs, je me demande, Messieurs, à quel titre je dois cet honneur, et je n'en trouve d'autre que votre extrême bienveillance. Vous avez voulu encourager mes essais, et m'engager à persévérer dans la voie où j'étais entré. Appelé depuis bientôt vingt ans dans nos conseils électifs, j'ai dû faire des questions d'administration, de finances, l'objet de mes études habituelles. En assistant aux délibérations de nos assemblées départementales, ma pensée s'est reportée vers celles qui nous avaient précédés. C'est ainsi que j'ai été amené à retracer les travaux de l'assemblée provinciale de Picardie avant 1789, apparition éphémère, emportée par la tempête, mais dont l'institution et l'esprit ont survécu. Ce sont les premières pages de ces annales, écrites sur les procès-verbaux imprimés ou manuscrits du temps, conservés dans nos archives, que je vous ai offertes comme un hommage qui vous était dû ; elles ont attiré sur moi votre attention, et m'ont valu vos suffrages. Ils seront ma plus douce récompense et le plus puissant encouragement de l'œuvre que j'ai entreprise. En remettant sous les yeux de la génération actuelle les travaux de nos assemblées provinciales et départementales depuis près d'un siècle, en rédigeant ces fastes parlementaires de la Picardie, je suis resté fidèle à votre devise : *Nosce patriam*. J'ai cherché à faire connaître sous ce nouveau point de vue l'histoire de notre pays. Déjà un de nos collègues, administrateur distingué, me précédant dans cette voie, vous avait initié à notre ancienne organisation administrative, et avait fait revivre pour nous quelques-uns de nos anciens intendants. Il y a plus d'un point de contact entre l'œuvre de M. de Boyer de Sainte-Suzanne et la mienne, mais j'avais pour l'entreprendre un motif qui ne pouvait l'animer. Enfant de la Picardie, n'était-ce pas pour moi un bonheur, presque un devoir de lui con-

sacrer ces recherches et ces travaux ? Et puis, pourquoi ne vous l'avouerai-je pas, Messieurs ? le travail, qui est une loi de notre existence, n'en est-il pas en même temps le charme ? L'étude, qui, selon le grand orateur de la vieille Rome patenne, nourrit la jeunesse, réjouit la vieillesse, orne la prospérité, soutient dans les revers, n'est-elle pas pour nous, chrétiens, après la soumission confiante aux décrets de la Providende, un des adoucissements les plus puissants contre ces coups terribles et inattendus qui brisent et changent la vie ? Vous savez tout maintenant, Messieurs ; vous connaissez ma pensée, mon but, la tâche que je me suis imposée. Je viens, ouvrier inconnu, travailler avec vous à cet édifice immense que vos mains pieuses élèvent chaque jour en silence en l'honneur de notre commune patrie. »

M. le Président répond à M. Hesse en ces termes :

« Monsieur,

» J'ai fort à cœur de vous exprimer combien la Société des Antiquaires de Picardie se félicite de voir resserrer le lien qui, depuis des années déjà, vous associait à ses travaux. Je n'ai point oublié qu'en 1845 vous aviez bien voulu faciliter l'œuvre de la Commission chargée d'explorer à Tours les restes du temple de Cybèle, où fut découvert, il y a près d'un siècle, le beau buste en bronze que Caylus a publié et que possède le Cabinet des Antiques à la Bibliothèque impériale. Si mes souvenirs sont fidèles, c'est à la suite de cette exploration que la Société vous conféra le titre de membre titulaire non résidant pour vous remercier de l'intérêt que vous aviez pris à ses investigations et qui nous avait assuré de la part de M^{me} de Frières, l'accueil le plus gracieux et le plus sympathique. En vous fixant définitivement à Amiens, vous nous avez donné, Monsieur, la satisfaction de vous attacher d'une manière plus directe à notre association et nous ne devons pas laisser échap-

per une si bonne occasion de vous faire prendre une part plus large à nos études.

» Les paroles que vous venez de prononcer justifieraient déjà, s'il en était besoin, votre nouvelle nomination. En rendant justice au but noble et élevé de notre institution, en faisant l'éloge de ceux de nos collègues à qui nous devons nos plus intéressantes publications, vous avez manifesté tout le désir que vous aviez de marcher sur leurs traces et de consacrer votre esprit au culte de l'histoire, votre cœur à l'amour de notre province.

» L'intéressant travail que vous avez déjà entrepris sur l'assemblée provinciale de Picardie nous a donné, dans l'une de nos dernières séances, la mesure de ce que nous pouvions attendre de votre zèle et de vos connaissances administratives. C'est par le droit de réunion et de discussion que nos pères ont inauguré le régime politique qui constitue aujourd'hui en France l'administration financière des départements. Les intérêts collectifs que représente la circonscription départementale sont actuellement placés dans les attributions des conseils généraux ; mais ces corps délibérants ont eu, comme point de départ, dans quelques provinces privilégiées, l'assemblée provinciale que le Roi concédait autrefois à titre de faveur et que la loi nous assure aujourd'hui comme garantie d'une bonne et sage gestion de nos finances.

» La communication que vous avez bien voulu nous faire comblera un vide dans les annales de notre département et si, après l'avoir complétée, vous vous déterminez, en traversant les siècles, à nous faire connaître les diverses natures d'impôts qui se percevaient, soit à Amiens, soit dans la province de Picardie, sous les dénominations les plus variées et au profit de la royauté ou de l'échevinage, vous aurez encore acquis de nouveaux droits à notre reconnaissance.

» Cette matière qui entre particulièrement dans le goût de vos

études vous a valu dernièrement un succès dont je tiens à vous féliciter. Chaque année, au conseil général de la Somme, vous vous élevez avec autant de chaleur que de justice contre l'inégalité de l'impôt qui pèse si lourdement sur notre département. L'ardeur de vos convictions vous a porté à saisir de cette légitime réclamation le premier corps politique de l'Empire ; et, à la suite d'une discussion qui a démontré au Sénat que les impôts étaient illégalement répartis entre tous les départements et que ceux qui avaient été formés d'anciens pays d'État, tels que l'Artois et la Lorraine, se trouvaient à cet égard favorisés, votre pétition, tendante à arriver à une péréquation régulière, a obtenu les honneurs du renvoi au ministère des finances. Il faut donc espérer maintenant que la question du dégrèvement, qui s'agite depuis tant d'années, recevra enfin la solution désirée, et vous aurez largement contribué, Monsieur, à nous en assurer les bienfaits.

» En mettant au service de la Société vos études financières, vous pouvez agrandir notre domaine historique, car dans l'histoire tout s'enchaîne : le passé tient au présent, l'époque moderne à l'époque ancienne, et souvent il faut remonter le cours des siècles pour expliquer une institution nouvelle. Comme nous vivons ici dans un même sentiment d'amour pour la Picardie, dans une même émulation pour en rechercher et glorifier les souvenirs, tout ce qui se rattache à notre chère province a des droits égaux à notre attention comme à nos sympathies ; quel que soit donc le champ que vous cultiviez, il ne peut manquer, dans les mains d'un travailleur sérieux, de produire de bons fruits. Aussi, croyez-le bien, Monsieur et honorable collègue, vos travaux seront toujours accueillis avec l'intérêt et la bienveillance que commandent l'élévation de votre esprit et la distinction de votre caractère. »

Ces deux allocutions sont accueillies par de chaleureux applaudissements.

— L'ordre du jour appelle ensuite l'élection d'un membre titulaire résidant.

— Le dépouillement du scrutin constatant que M. l'abbé Hénocque, vicaire-général et doyen du Chapitre d'Amiens, a réuni la majorité des suffrages, M. Hénocque est proclamé membre titulaire résidant de la Société : il sera procédé à son installation dans la prochaine séance ordinaire.

— M. De Mercey, membre de la Société géologique de France, présenté à la dernière séance, est admis en qualité de membre titulaire non-résidant.

— M. Vion donne lecture d'un mémoire intitulé : « Considérations générales sur les études archéologiques » adressé à la Société par M. Julien (Olivier-Arthur) qu'il présente comme membre non-résidant.

— M. l'abbé Corblet informe l'assemblée qu'une lance a été trouvée, lui a-t-on dit, dans les travaux qui s'exécutent en ce moment sur le boulevard du Port à l'occasion de la remise en activité du Château-d'Eau ; il a engagé l'ouvrier à la porter au Musée.

— M. Garnier dit avoir reçu il y a quelque temps un fer de lance et acheté des haches en silex trouvés au même lieu ; il a aussi acquis un bracelet en jais et une aiguille en os trouvés dans la rue Laurendeau.

— M. l'abbé Corblet ajoute qu'il a également appris la découverte dans les mêmes travaux d'une statuette de bronze, laquelle aurait été achetée par M. Warin, entrepreneur des travaux. M. Corblet s'est présenté plusieurs fois pour voir M. Warin à ce sujet, mais infruc-

tueusement, et il est porté à croire qu'on évitait sa rencontre.

— M. Pouy a appris que la statue découverte est un Mercure. Elle a été offerte à M. Bouvier, qui a refusé d'en faire l'acquisition et a engagé à la porter au Musée. M. Pouy demande à ce propos si la Société ne croirait pas devoir réclamer auprès de la ville ; et si elle ne pourrait pas réclamer aussi auprès de la Compagnie du Chemin de fer du Nord pour les objets trouvés dans les travaux qui se font en ce moment sur le boulevard St.-Michel.

— La Société décide qu'il sera écrit à M. le Maire d'Amiens au sujet de la statuette trouvée et gardée au mépris des clauses du cahier des charges des travaux communaux qui portent que tous les objets trouvés dans ces travaux seront la propriété de la Ville.

— M. Peigné-Delacour, membre non-résident, met sous les yeux de la Société plusieurs photographies d'une chasse de bronze du v^e siècle, trouvée en Algérie dans un cubiculum, et représentant évidemment une chapelle chrétienne. Sur les côtés on voit des bras destinés à supporter les lampes qui éclairaient ce petit monument, dont la longueur est de 0^m 35^c, la largeur 0^m 25^c, la hauteur 18 à 20^c et le poids environ 15 kilogr.

Cette petite chapelle ou chasse était suspendue au-dessus de l'inscription tumulaire d'une chrétienne nommée Faustine.

M. Peigné ne peut donner de renseignements plus étendus sur ce précieux monument de l'art chrétien, de crainte de nuire aux pourparlers qui ont lieu en ce

moment pour son acquisition afin d'assurer sa conservation en France.

— Le même membre donne ensuite lecture d'une note sur un texte concernant la venue des Normands à Amiens et qui lui paraît confirmer l'opinion déjà émise par lui, que le camp des Normands près de cette ville était placé au confluent de la Somme et de la Selle.

Cette lecture est écoutée avec un vif intérêt.

— M. Garnier dépose sur le Bureau le premier exemplaire de l'Histoire de Doullens par M. Delgove, laquelle va être prochainement distribuée.

— M. Pouy offre de procurer à la Société le moulage d'un vase romain trouvé dans les ruines de Picquigny et un poids de Carcassonne trouvé à Crécy.

Cette offre est acceptée avec empressement.

— M. Peigné entretient l'assemblée du Cartulaire d'Ourscamp, dont l'impression va être terminée et du travail qu'il se propose d'y ajouter. Le Cartulaire, dit-il, contient les preuves de l'histoire d'Ourscamp, mais ce n'est pas l'histoire d'Ourscamp. C'est cette histoire que M. Peigné veut faire. Il en a déjà entretenu M. Garnier. Quand ce travail sera achevé, il le présentera à la Société et le lui soumettra ; et, si elle ne peut le publier, il le fera imprimer à ses frais. Il peut donc affirmer que d'une manière ou d'une autre l'histoire d'Ourscamp paraîtra.

— M. Garnier dit qu'effectivement M. Peigné l'a entretenu de ce travail, et qu'il a cru devoir lui répondre que la Société ne pouvait prendre aucun engagement pour un travail non rédigé ; que d'ailleurs l'impression ne pouvait jamais être autorisée par la Société que sur

le rapport de la Commission chargée spécialement d'examiner si les travaux doivent être publiés ; que lorsque M. Peigné aura terminé l'histoire dont il a conçu le projet, la communication qu'il donnera de son manuscrit à la Société pourra la déterminer à en voter l'impression, si toutefois ses finances le lui permettent.

OBSÈQUES DE M. BREUIL.

Le mardi 8 août, la Société s'est réunie pour assister au service funèbre de M. Breuil, l'un de ses membres, décédé le Dimanche 6 à la suite d'une cruelle maladie dont il souffrait depuis plusieurs mois.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Remy, en présence d'une assistance très-nombreuse, où l'on remarquait des magistrats, des fonctionnaires publics et la plus grande partie des collègues et amis que M. Breuil comptait dans les deux Sociétés savantes, l'Académie et la Société des Antiquaires, auxquelles il avait longtemps appartenu.

Le deuil était conduit par les frères du défunt : M. Edouard Breuil, président du tribunal civil de Laon, et M. Edmond Breuil, consul de France à Lisbonne.

M. Dufour, président de la Société des Antiquaires, M. le docteur Alexandre, chancelier de l'Académie, M. Bourguet, juge de paix, et M. Yvert, membre de l'Académie, tenaient les coins du drap mortuaire.

Après le service religieux, le cortège funèbre s'est dirigé vers le cimetière de la Madeleine où M. Yvert a prononcé un discours au nom de l'Académie d'Amiens.

M. GARNIER, secrétaire perpétuel de la Société des Antiquaires de Picardie, a pris ensuite la parole, et s'est exprimé ainsi :

« MESSIEURS,

» Quand la mort frappe ceux de nos amis qui ont fourni une longue et honorable carrière, nos cœurs s'attristent ; mais, quels que soient nos regrets, la raison en tempère l'amertume. Le terme fatal était arrivé. Qu'elle choisisse au contraire ses victimes parmi ceux que leur âge et leur organisation puissante semblaient mettre à l'abri de ses coups, est-il possible de résister au sentiment pénible qui nous oppresse, et de ne point céder autant à la tristesse qu'au découragement ?

» Aussi, alors même que les inquiétudes et les craintes qu'inspirait la longue et douloureuse maladie de M. Breuil eussent dû nous préparer à cette perte, nous nous sentons trop fortement ébranlés pour essayer de faire ici son éloge.

» Permettez donc à celui qui a le triste honneur de dire en votre nom un dernier adieu au collègue que nous avons perdu, de rappeler seulement en quelques mots la part qu'il a prise à nos travaux.

» M. Breuil fut admis dans la Société des Antiquaires en 1839. De 1843 à 1845, il y remplit les fonctions de secrétaire annuel. Vice-président en 1846, il passa en 1847 à la présidence. C'était la juste récompense du zèle et de l'impartialité avec laquelle il avait, pendant trois ans, résumé nos délibérations. Il fut appelé de nouveau à la vice-présidence en 1856 et à la présidence l'année suivante.

» Nul n'aimait plus sincèrement notre Compagnie, n'applaudissait plus franchement à nos succès et ne travaillait avec plus de zèle à lui concilier l'estime et la considération dont elle jouit.

» Modeste et désintéressé, il aimait à faire valoir les travaux de

ses collègues et s'effaçait volontiers pour leur faire la place plus large et les mettre en évidence.

» A un jugement sûr, à un goût exquis, il joignait la variété et la solidité des connaissances ; car, chez lui, les dons de la nature s'étaient enrichis des fruits de l'étude. Mais comme il avait la conscience du devoir et la dignité de sa personne, il travaillait lentement, comme s'il se fût défié de ses forces ; et, quand il pouvait se laisser aller à sa prompte imagination, aux faciles succès d'un esprit brillant, il voulait que l'étude et la méditation les rendissent plus brillants encore et donnassent à ses œuvres ce fini, cette perfection qui efface le travail et fait disparaître toute trace de fatigue et d'efforts.

» Familier avec la plupart des langues de l'Europe, M. Breuil en connaissait les chefs-d'œuvre et les avait étudiés au point de vue de l'histoire et de la poésie, de la philologie et des arts, contrôlant, dans ses nombreux voyages, ce que les livres lui avaient appris.

» Vous n'avez point oublié combien la députation de l'Institut, qui vint à Amiens en 1849, répondant pour la première fois à l'invitation d'une Société de province, applaudit au rapport qu'il nous présentait sur un *Glossaire picard* que nous couronnions, et comment elle le félicitait sur la finesse de ses observations, la justesse de ses critiques et la distinction de son style.

» Si le philologue fut applaudi, le poète ne le fut pas moins quand il glorifia notre savant Du Cange dans une ode aussi remarquable par la pensée que par la forme toujours pure, toujours élégante, et par sa noble élévation. Il semblait en effet que M. Breuil voulût justifier par l'inspiration qui l'animait, le vœu qu'il avait émis en 1842 et qu'il voyait réalisé, d'élever une statue au savant que l'Académie des inscriptions appelait si justement le génie de l'érudition.

» M. Breuil avait apporté dans la Commission Du Cange le

même dévouement dont il a fait preuve dans la Commission du Musée Napoléon, dont il partageait les travaux depuis l'origine. Que nous étions loin, quand, interprète des sentiments de la Société, il regrettait que M. Guérard ne pût voir achevé le monument qu'il élevait avec nous, que nous étions loin, dis-je, de penser qu'il nous faudrait ajouter son nom à la liste, hélas trop longue, de ceux de nos collègues qui n'ont eu que les fatigues et les ennuis de l'entreprise, et n'assisteront ni à l'achèvement ni à l'inauguration de ce palais des arts ! Nous qui avons vu à l'œuvre M. Breuil, nous n'oublierons jamais ni la sagesse de ses conseils, ni sa vigoureuse fermeté, et nous puiserons dans le souvenir de son intelligente collaboration une nouvelle preuve que l'unité de vue est une puissance et que l'union c'est la force.

» Plus tard, le poète chanta le traducteur des *Mille et une Nuits* ; l'orientaliste Galland ; Pierre l'Hermitte, le héros de la première croisade ; saint Martin, dont la charité légendaire marqua le passage à Amiens ; Jean de Luxembourg, le héros aveugle qui périt à la fatale journée de Crécy. Mais s'il contribua puissamment à l'éclat de nos séances publiques par le charme de ses poésies, M. Breuil enrichit aussi nos Mémoires de plus d'un travail d'une valeur incontestable.

» Rappeler ses recherches sur la mythologie germanique, sur la fête et les feux de la Saint-Jean, sur les francs-juges et les tribunaux vehmiques, sur le culte des eaux et le pèlerinage des fontaines, c'est vous rappeler les trésors d'érudition qu'il avait puisés dans les travaux des frères Grimm et des écrivains allemands qui s'étaient occupés de ces matières.

» Le premier il nous fit connaître les habitations lacustres de la Suisse, en nous traduisant le mémoire de M. Keller sur les curieuses découvertes qui passionnent si vivement aujourd'hui les archéologues et les naturalistes.

» N'allez pas croire qu'il n'ait touché qu'en passant aux choses de la Picardie. Sa notice sur la confrérie de Notre-Dame-du-Puy, cette antique association littéraire et artistique de notre ville, dont nous rassemblons avec tant de peine les rares souvenirs, restera comme une des meilleures pages de notre histoire littéraire. Aussi la Société chargea-t-elle M. Breuil de compléter le travail qu'avait commencé M. Rigollet sur les œuvres d'art de cette confrérie, tâche difficile dont il s'acquitta avec autant de dévouement que de succès.

» N'oublions pas non plus son discours sur les études hagiologiques dont il signale l'importance pour l'histoire locale des premiers siècles.

» Vous le voyez, Messieurs, M. Breuil a largement payé son tribut. Ailleurs, quand la douleur plus calme laissera plus de liberté à la réflexion, nous essayerons de faire connaître l'ensemble des travaux de notre collègue et de montrer, à côté de l'érudition, la finesse, la clarté, l'élégance soutenue qui était comme l'âme de son talent.

» Les qualités qui distinguaient l'homme vous sont trop connues. Vous savez tous, en effet, et ce concours nombreux et sympathique le dit assez, ce qu'il y avait de noble, de bon, de digne dans cette existence qui vient de s'éteindre. Affabilité naturelle, bienveillance pour tous, délicatesse de l'esprit et des sentiments, M. Breuil était homme de cœur comme il était homme de talent.

» Mais si c'est l'honneur et le devoir des sociétés de se souvenir de ceux qui les ont servies, puissent surtout nos regrets adoucir en même temps ceux d'un vieux père qui voit descendre son fils dans la tombe, de frères qui perdent un frère bien-aimé, d'une épouse séparée d'un époux qu'elle chérissait et qui l'aimait si tendrement, de jeunes femmes qu'il regardait comme ses enfants.

» Songeons enfin que si ce lieu laisse moins de place à l'admira-

tion qu'il n'inspire de douleur, les prières que nous venons d'entendre nous donnent cette consolante pensée qu'au-delà de cette vie terrestre il y a une autre vie où Dieu réunit ceux qu'unissait la foi chrétienne, et où il réserve des jouissances éternelles à ceux qui furent bons, justes et généreux comme l'ami et le collègue que nous pleurons. »

Après ces deux allocutions qui ont profondément ému les nombreux amis qui se pressaient autour de la tombe, l'assemblée s'est séparée dans le recueillement et le silence.

NOTICE.

BAZUL (Guillain-Joseph-Auguste) naquit à Amiens le 2 mars 1811.

— Avocat à la Cour royale de Paris le 22 mars 1834 ; à la Cour royale d'Amiens le 30 mars 1838. — Juge de paix à Amiens le 21 février 1844, il a prêté serment le 18 mars suivant et donné sa démission au mois de juin 1855.

— Membre titulaire de la Société des Antiquaires de Picardie le 13 décembre 1839 — Secrétaire annuel le 14 décembre 1843 ; continué dans ces fonctions le 13 décembre 1844 et le 11 décembre 1845. — Elu Président le 9 décembre 1847 ; Vice-Président le 11 décembre 1853 ; Président le 9 décembre 1856.

— Membre de la Commission du Musée Napoléon, nommé par arrêté du Ministre de l'Intérieur du 6 février 1855.

— Membre de l'Académie des sciences, agriculture, commerce, belles-lettres et arts du département de la Somme le 30 juillet 1842 ; il fut nommé Directeur le 9 novembre 1850.

— De la Commission administrative de la Bibliothèque communale le 30 janvier 1856.

• M. BREUIL a publié les travaux dont la liste suit :

I. Dans les Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie :

1. *Du Culte de Saint-Jean-Baptiste et des usages profanes qui s'y rattachent*. — Tome viii, pag. 155-244.
2. *Les Francs-Juges*. Discours prononcé à la séance publique du 18 juillet 1847. — Tome ix, pag. 357-379.
3. *Rapport sur le Concours de 1849* (Glossaire étymologique et comparatif du patois picard, par M. l'abbé J. Corblet), lu à la séance publique du 19 août 1849. — Tome xi, pag. 39-53.
4. *La Cathédrale d'Amiens*, vers lus dans la séance publique du 18 juillet 1852 (1). — Tome xii, pag. 45-48.
5. *Rapport sur le Mémoire de M. l'abbé Santerre, intitulé : Pélerinages aux fontaines ou Culte des eaux*. — Tome xiii, p. 61-98.
6. *La Confrérie de Notre-Dame du Puy d'Amiens*. — Tome xiii, pag. 485-662.
7. *Saint-Martin à Amiens* (337), vers lus dans la séance publique du 29 juillet 1855. Tome xiv, p. 701-708.
8. *Discours sur l'importance des études hagiologiques*, lu dans la séance publique du 12 juillet 1857. — Tome xv, pag. 1-19.
9. *Jean de Luxembourg, roi de Bohême* (1311-1346), vers lus dans la séance publique du 13 juillet 1856. — Tome xv, pag. 49-60.
10. *Les Œuvres d'art de la Confrérie de Notre-Dame du Puy d'Amiens*, Mémoire posthume de M. le Dr Rigollot, revu et terminé par M. Breuil. — Tome xv, pag. 391-582.

II. Dans le Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie :

1. *Sur la Mythologie germanique de Grimm*. — Bulletin i, pag. 187-190, 293-299.
2. Discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, le 13 janvier 1847. — Bull. iii, pag. 7-9.

(1) Imp. aussi chez M. Yvert. — Amiens, 18 juillet 1852. Yvert, in-8°

3. Réponse à M. Deschamps, récipiendaire. — Bull. III, pag. 13.
4. Allocution à la Séance générale du 18 juillet 1847. — Bull. III, pag. 88.
5. *Du Cange*. Vers lus à l'inauguration de la statue le 19 août 1849 (1). — Bull. III, pag. 381-385.
6. *Galland*. Vers lus à l'inauguration de son buste à Rollot le 29 juin 1851. — Bull. IV, p. 237-241.
7. *Pierre l'Ermite*. Vers lus à l'inauguration de la statue à Amiens le 29 juin 1854. — Bull. V, pag. 186-194.
8. Allocution en prenant possession de la présidence le 13 janvier 1857. — Bull. VI, pag. 290-292.
9. Réponse à M. Darsy, récipiendaire. — Bull. VI, pag. 298-304.
10. Discours prononcé aux funérailles de M. Guerard le 23 février 1857. — Bull. VI, pag. 316-318.
11. *Note sur un Missel d'Amiens*, manuscrit de la bibliothèque de La Haye. — Bull. VI, pag. 479-481.
12. Rapport sur une proposition relative à la reproduction par le dessin des Œuvres d'art de la Confrérie du Puy. — Bull. VI, pag. 471-462.

III. Dans les Mémoires de l'Académie d'Amiens.

1. *Le Maître au logis*, comédie en un acte et en vers, imitée de l'allemand (2). — 1^{re} série. Tome VII, pag. 157-205.
2. *La Vengeance des fleurs*, imitation de Ferdinand Freiligrath. — *Ibid.*, pag. 207-210.
3. *L'Éclair*, comédie en un acte et en vers, imitée de Müllner. — Tome VIII, pag. 451-488.
4. *La Garde nationale d'Amiens* (vers lus à la séance publique du

(1) Pièce imprimée aussi dans le format in-4°. — Amiens, 1849, E. Yvert. — Quelques exemplaires sur velin.

(2) Imp. déjà chez M. Yvert. — Amiens, 1844. E Yvert, in-8°.

- 27 août 1848.) — Tome viii, pag. 489-491 (1).
5. *Le Roi des Troubadours* (vers lus à la séance publique du 1^{er} septembre 1850.) — Tome viii, pag. 493-497.
6. *Étude sur Gresset* (Discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de la statue de Gresset, le 21 juillet 1851.) — Tome ix, pag. 122-139.
7. *Napoléon Bonaparte jugé par les poètes étrangers.* (Discours prononcé dans la séance publique du 9 novembre 1851.) — Tome ix, pag. 173-202.
8. *Le Bal*, vers lus dans la séance du 12 novembre 1853. — Tome ix, pag. 603-608.
9. *Treize à table*, vers lus dans la séance du 26 janvier 1856. — Tome x, pag. 287-291.
10. *Hector Crinon et ses Poésies picardes*, lu dans la séance du 8 avril 1859. — 2^e série. Tome i, pag. 311-337.
11. *Ma Captivité*, vers lus dans la séance du 28 janvier 1859. — Ibid., i, pag. 415-419.
12. *Il me faut trois francs douze sous !* vers lus dans la séance du 23 mars 1860. — Ibid., i, pag. 573-576.
13. *Le Mariage au petit pied.* (11 août 1861.) — T. ii, p. 357-359.
14. *Mémoires d'un Bibliophile*, par M. Tenant de Latour. (Compte-rendu lu dans la séance du 23 avril 1862.) — T. iii, p. 117-128.
- IV. Dans la *Revue de l'Art chrétien*, dirigée par M. l'abbé Corblet :
1. Notice archéologique sur Sainte Barbe. — Tome i, p. 561-566.
2. Napoléon I^{er} dans une fresque de la cathédrale Saint-Isaac. — Tome ii, pag. 32.
3. Cloches de Minden (Westphalie.) — Tome ii, pag. 124.
4. Lord Palmerston et l'architecture gothique. — T. iv, p. 100.

(1) Cette pièce fut aussi imprimée dans le format in-4°. — Amiens 1848. E. Yvert.

5. Le Trésor de la cathédrale de Gran, en Hongrie, d'après l'abbé Franz Bock (8 articles) — Tome III, pag. 391-495 ; IV, 25-62-131-367-441-496.
6. De quelques prétendues satires anti-cléricales dans les sculptures du moyen-âge. — Tome II, pag. 342-348.
7. Missel romain illustré publié à Vienne (Autriche), par M. Henri Reiss. — Tome V, pag. 5-11.
8. Châsse d'Albert-le-Grand à l'église Saint-André de Cologne, d'après une notice de M. l'abbé Franz Bock. — T. V, p. 393-400.
9. Monstrance gothique de l'église de Sinzenich, d'après une monographie de M. le Dr Franz Bock. — Tome V, pag. 113-117.

On trouve encore dans ce recueil quelques notices bibliographiques.

10. La Croix ou le dernier jour du Christ, par M. l'abbé Decorde. — Tome I, pag. 40.
11. Les insignes de couronnement des Empereurs d'Allemagne, par M. Franz Bock. — Tome I, pag. 137.

M. Breuil avait débuté par la publication suivante :

Lettres inédites de M^{lle} Philippon, M^{me} Roland, adressées aux demoiselles Cannet, de 1770 à 1780, publiées par M. Aug. Breuil. — Amiens, 1841. E. Yvert, 2 vol. in-8°.

NOTICE SUR M. VOILLEMIER,

Par M. J. GARNIER.

M. VOILLEMIER (Jean-Baptiste-Marie-Joseph), né à Chaumont (Haute-Marne) en 1787, eut pour premier maître son oncle maternel l'abbé Bouchel. Après avoir continué ses classes aux collèges de Chaumont et de Bar-sur-Aube, il commença à Langres l'étude de la pharmacie qu'il alla compléter à Paris en 1808. Admis bientôt

comme interne à l'hôpital Saint-Louis, il obtint, avec trois grands prix au concours, le diplôme de pharmacien. Encouragé par ce succès, il revint à l'idée qu'il avait toujours eue d'étudier la médecine ; mais ses cours furent interrompus. On se battait aux portes de Paris et l'étudiant, désigné par ses maîtres, dut aller remplir les fonctions de chirurgien. C'est ainsi qu'il assista au combat des buttes de Montmartre. Enfin il reprit le chemin de l'école et mérita le diplôme de docteur en médecine le 23 février 1816. Cette même année il vint s'établir à Senlis, qu'il ne devait plus quitter et où il passa 50 années d'une vie de labeur et de dévouement. Dès 1817, M. Voillemier était nommé médecin de l'hôpital et, peu de temps après, de l'institution fondée à Senlis pour l'éducation des enfants des chevaliers de Saint-Louis. En 1836, l'institution Saint-Vincent l'appelait au même titre.

Malgré ses nombreuses occupations qu'il ne négligea jamais, M. Voillemier sut encore trouver des loisirs pour l'étude des sciences et de l'archéologie et surtout de la numismatique. La démolition des murailles de Senlis vers 1820 développa, dit-on, en lui le goût des médailles et fut l'origine d'une collection connue comme l'une des plus remarquables par la rareté et la conservation des pièces qu'il décrivait en savant et dessinait en artiste. Aussi ses travaux étaient-ils appréciés et accueillis par les Revues numismatiques française et belge et les diverses Sociétés qui s'étaient empressées de l'admettre dans leur sein. M. Voillemier avait promis au comité archéologique de Senlis, dont il avait été l'un des fondateurs et dont il fut président le premier, une notice sur les monnaies de sa ville d'adoption, quand la mort l'enleva à ses nombreux amis le 5 avril 1865.

Le médecin appartenait comme correspondant à l'Académie de médecine depuis le 25 mars 1825 ; l'archéologue, à la Société française d'Archéologie (1833), à la Société de l'Histoire de France

(1835). La Société des Antiquaires de Picardie avait admis M. Voillemier au nombre de ses membres non résidants le 8 janvier 1836 et la Société académique de l'Oise parmi ses correspondants en 1838. Les deux Compagnies n'eurent qu'à se féliciter de son concours. Il entreteint la première des voies romaines de Senlis à Pompoint et de Senlis à Soissons, et enrichit ses Mémoires d'une excellente étude sur les monnaies de Soissons. La Société de l'Oise lui doit un remarquable travail sur les monnaies de Beauvais.

M. Voillemier avait obtenu en 1812 deux médailles, l'une d'or, l'autre d'argent, au concours de pharmacie; il reçut en 1854 une médaille d'honneur pour son dévouement pendant le choléra; en 1857 la décoration de la Légion-d'Honneur fut la récompense des services qu'il avait rendus dans sa longue carrière.

BIBLIOGRAPHIE.

Essai sur les bains de vapeur humide et sur leur emploi dans les affections chroniques spéciales et spécialement dans les rhumatismes. Thèse présentée et soutenue le 23 février 1816, pour obtenir le grade de docteur en médecine.

Paris, 1816. Didot jeune. — In-4° de 34 p.

1. Notice sur un sol d'or mérovingien.

Revue numismatique, v (1840), 29-38. — 1 pl.

2. Notice sur une monnaie de Navarre du roi René dit le Bon.

Ibid., v. 334-348. — Vignette.

3. Des premières monnaies d'or mérovingiennes, et spécialement de quelques-unes de Théodebert I.

Ibid. vi (1841). 91-123. — 2 pl.

4. Notice sur une monnaie inédite de l'un des comtes de Nevers.

Ibid. x (1845), 142-155. — Vign.

5. Notice relative aux triens de Choé.

Ibid. xi (1846), 90-106. — 1 pl.

6. Lettre à M. Cartier sur les monnaies de Choe.

Ibid. xv (1830), 326-338.

7. Restitution d'un denier de Charles II (le Chauve) à la ville d'Huy (7 mars 1851).

Revue de la Numismatique belge, 2^e série, 1, 99-104.

8. Essai sur la Numismatique de Beauvais.

Mém. de la Soc. acad. de l'Oise. — Tome III, p. 399-542. — 10 pl.

9. Essai pour servir à l'histoire de la ville de Soissons et de ses comtes.

Mém. de la Soc. des Antiq. de Picardie, XIX, 119-180. — 5 pl.

NOTICE

Sur une Inscription du XII^e siècle provenant de l'Abbaye
de Corbie,

Par M. J. CORBLET, membre titulaire résident.

Au moment où éclata la révolution, M. Leulier, curé de Saint-Albin de Corbie, fit transporter à son presbytère les nombreuses reliques de l'abbaye, pour les soustraire aux profanations. Il se retira plus tard à l'hospice de Corbie et y transporta dans treize sachets les corps de S. Précord, de S. Gentien, de Ste Laurienne, de Ste Agrippine, les chefs de S. Adhélard et de S. Valentin, des ossements de S. Paschase Radbert, de S. Brice et d'autres bienheureux. Ce précieux dépôt demeura dans cet asile provisoire jusqu'en 1820, époque où en eut lieu la recognition et où on le transporta solennellement à l'église paroissiale de St.-Pierre de Corbie.

On eublia alors à l'hospice une plaque de plomb avec inscription, à laquelle sans doute on attachait peu d'importance. Cette plaque a été retrouvée récemment par M. l'abbé Deuillet, curé-doyen de Corbie, qui a bien voulu me la communiquer. Je me suis empressé de la faire graver, non-seulement parce qu'elle précise la date de la translation

de S. Paschase Radbert, date qui pouvait être contestée en raison des variantes que nous offrent à ce sujet nos historiens locaux, mais aussi parce que l'enchevêtrement des lettres et des abréviations en font un curieux monument de l'épigraphie du XI^e siècle.

Cette plaque, pesant 648 grammes, a 0,111 m. de haut sur 0,219 de large et 0,002 d'épaisseur. L'inscription dont nous reproduisons ici le fac simile a été répétée derrière à une époque plus récente, mais d'une façon presque illisible.



Nous lisons ainsi ces 9 lignes :

Anno ab incarnatione dni (*domini*) MLVIII translatum est corpus
 ſcī (*sancti*) Ratberti IIII ed (*us*) julii regnante in Galliis rege Henrico
 hujus translacionis auctor fuit Wido presul Ambianensium primo
 ordinacionis sue anno procurator et minister Corbeiensium Fulco
 abb (*as*) iste est Ratbertus Pascasius discipulus et successor ſcī
 (*sancti*) Adalhardi qui de sacramentis dominici corporis libelum
 edidit mirificum.

La lecture que nous proposons ne pourrait être contestée que dans quelques menus détails. A la seconde ligne, on pourrait supposer que la lettre *R* de *Ratberti* a un double jambage, comme l'*A* de *Gallia*, et que l'abréviation de *sancti* ne se compose que des deux lettres *SC*; mais nous aimons mieux y voir un *I* réuni à l'*R* de *Ratberti*, d'autant plus que nous trouvons un *I* dans une autre abréviation de *sancti*, à l'avant-dernière ligne.

Au commencement de la troisième ligne, nous lisons *ED* pour *cidus* et non pas *ID* (*us*). Il est vrai que l'*E* est assez mal formé; mais en lisant *ID* (*us*), on ne pourrait expliquer la barre du *D* qu'en la prenant pour le sigle de *us*: or nous pensons qu'on ne la rencontre nulle part avec cette signification, et c'est en vain que nous l'avons cherchée dans le *Dictionnaire des abréviations* de M. Alph. Chassant.

On remarquera à la 7^e ligne que le *T* du mot *EST* est uni à la première lettre de *Ratbertus*. C'est un genre de licence que le graveur avait déjà pris trois lignes plus haut, en joignant le *T* final de *FOIT* à la lettre initiale de *WIDO*.

Ainsi donc, d'après cette inscription, ce fut le 4 des ides de juillet de l'an 1058 que fut transféré le corps de S. Paschase Radbert, sous le règne d'Henri I^{er}, par les soins de Guy ou Wido, évêque d'Amiens, qui avait pris possession de son siège cette même année, alors que Foulques, abbé de Corbie, était procureur et ministre de ce monastère. Comme la gloire de Radbert consiste surtout dans le traité qu'il écrivit sur l'eucharistie, l'inscription rappelle le titre de cet ouvrage qu'elle qualifie d'admirable.

Saint Paschase Radbert, par un sentiment d'humilité qui résume toutes les vertus de sa vie, avait ordonné que ses dépouilles mortelles fussent déposées, non pas dans l'église St.-Pierre de Corbie, à côté de ses prédécesseurs, mais dans l'église St.-Jean, lieu de sépulture des pauvres et des serviteurs de l'abbaye. Deux siècles ne s'étaient point écoulés que des guérisons miraculeuses vinrent illustrer ce

tombeau. Le bruit de ces prodiges arriva jusqu'aux oreilles du Pape qui chargea Guy, évêque d'Amiens, de procéder à l'élévation du corps et de le déposer à l'église Saint-Pierre, dans une chaise qui attirerait la vénération des fidèles.

Tous les auteurs qui ont fait mention de cette translation, équivalant à une canonisation, sont unanimes à la fixer au 12 juillet ; mais ils sont loin d'être d'accord sur l'année où elle s'est accomplie. Les Bollandistes (1) n'en précisent pas la date, mais ils la rejettent après 1038, par là même qu'ils disent que cette cérémonie eut lieu sous l'évêque Guy qui, selon eux, aurait siégé de 1059 à 1074.

Ce fut en 1073, d'après Mabillon (2), D. Rivet (3), Baillet (4), Godescart (5) ; en 1070, d'après dom Cocquelin (6) et les manuscrits de Caulaincourt (7), de Nerlande (8) et de De Court (9) ; en 1065, d'après l'*Histoire du Trésor de Corbie* ; en 1060, d'après le martyrologe gallican ; en 1058, d'après la *Gallia Christiana* (10), suivie par le P. Daire (11) que de Sachy (12) a été bien inspiré, cette fois, de copier mot pour mot, suivant son invariable habitude. J'avoue que sans

(1) T. III, *april.*, p. 462.

(2) *Act. SS. O. S. Ben.* sec. IV, p. 133, n° 43. Mabillon dit avoir puisé cette date dans un très ancien manuscrit de Corbie et qu'il faut par conséquent rectifier la date de 1060 que le Martyrologe gallican donne à cette translation.

(3) *Hist. littér. de la France*, t. v, p. 289.

(4) *Vie des saints*, 26 avril.

(5) *Vie des saints*, 26 avril.

(6) *Hist. reg. abb. S. Petri Corbeiens.* Mém. de la Soc. des Ant. de Picardie, t. VIII, p. 416.

(7) *S. Petri de Corbeia fundatio*, p. 35. Ms. 524 de notre Bibl. comm.

(8) *Dissertation sur saint Honoré.* Au dernier chapitre, *postilla hist.* Ms. 466 de la Bibl. d'Amiens.

(9) *Mémoires chronol.* t. I, p. 260.

(10) T. X, p. 1164 et 1274.

(11) *Hist. d'Amiens*, t. II, 25.

(12) *Hist. des évêques d'Amiens*, page 94.

la découverte de la plaque de Corbie, je me serais trouvé assez embarrassé pour assigner une date à la translation de S. Radbert, quand j'aurais rédigé sa vie, dans mon *Hagiographie du diocèse d'Amiens*. D'un côté, tout en me disant que la *Gallia christiana* pèche souvent dans la chronologie des détails, je me serais senti attiré par son indication, parce qu'elle mentionne l'existence d'une plaque de plomb trouvée le 3 septembre 1710 dans la chaise de S. Radbert et précisant le 4 des ides de juillet, comme date de son élévation. D'un autre côté, je me serais dit qu'on devait avoir une confiance toute particulière dans des chroniqueurs spéciaux comme D. Caulaincourt et D. Cocquelin, tous deux moines de Corbie et qui devaient attacher une importance toute particulière à un événement dont leur abbaye célébrait chaque année la commémoration (1). Je suis heureux que la découverte de M. l'abbé Douillet m'ait tiré d'embarras et m'ait évité les frais d'une dissertation où j'aurais peut-être, sans le vouloir, trahi la vérité.

Je crois devoir donner ici un aperçu biographique sur les personnages qui sont mentionnés dans notre plaque, tout en évitant les développements historiques qui seraient hors de proportion avec le but que je me propose. Le roi de France Henri I^{er} est trop connu pour que j'en dise rien ici, si ce n'est qu'au moment de la translation qui nous occupe il était âgé de 53 ans et entra dans la 28^e année de son règne, qu'il mourut en l'an 1060 et que par conséquent la *Gallia christiana* (2) se trompe en le faisant assister en 1065 à l'assemblée de Corbie où furent confirmés les privilèges de l'abbaye d'Hasson : ce qui ne peut s'appliquer qu'au règne de Philippe I^{er} qui, âgé de douze

(1) Fête double au 12 juillet dans l'*Ordo* de Corbie de 1787. Je suis étonné de ne pas voir mention de cette fête dans les *Officia propria S. Petri Corbeiensis* imprimés en 1677.

(2) T. X, 1274, c.

ans à cette époque, était sous la tutelle de Beandoin V, comte de Flandres.

Nous n'avons donc à nous occuper que de S. Paschase Radbert, 14^e abbé de Corbie, de Guy, 33^e évêque d'Amiens et de Foulques-le-Grand, 32^e abbé de Corbie.

Radbert naquit à Soissons ou dans les environs de cette ville vers la fin du viii^e siècle. Ce n'est que lorsqu'il entra dans la carrière littéraire qu'il prit le prénom latin de *Paschasius* — selon l'usage des écrivains de cette époque. Baillet (1) a donc commis un contre-sens onomatologique quand il a dit que Paschase avait été surnommé *Radbert* (2).

Le jeune Radbert, étant tombé dangereusement malade, fut exposé dans le monastère de Notre-Dame de Soissons, selon la coutume d'un siècle qui avait plus de confiance, pour la guérison des maux, dans l'intercession du ciel que dans la science de la médecine. L'enfant recouvra la santé, et les religieuses de Notre-Dame, touchées de la pauvreté de ses parents, se chargèrent de continuer à son égard l'œuvre de la Providence et confièrent son éducation aux moines qui desservaient l'église St.-Pierre. Après avoir reçu la tonsure dans ce pieux asile, il se sentit entraîné vers la vie du monde et mena pendant quelque temps une jeunesse toute séculière. Désabusé bientôt de ses illusions, il se réfugia à l'abbaye de Corbie, sous la conduite de saint Adhélard, qui devait lui porter un intérêt tout particulier, puisque c'était sa sœur Théodrade, abbesse de Notre-Dame de Soissons, qui avait protégé l'enfance et la jeunesse de Radbert. Le jeune religieux fit des progrès si rapides dans les sciences et dans la perfection monastique qu'il fut bientôt chargé d'enseigner aux autres ce qu'il savait si bien lui-même. Il ne se bornait pas à l'étude de l'Ecri-

(1) *Vie des saints*, 26 avril.

(2) Jadis on écrivait et on prononçait *Rabert*.

ture-Sainte et des Pères, comme beaucoup de ses contemporains ; il était également versé dans la connaissance de l'hébreu, du grec, de l'histoire et de l'antiquité profane. C'est une gloire pour lui que d'avoir formé à la science et à la vertu, des hommes qui devaient un jour rendre de si éminents services à l'Église, saint Anschaire qui porta le flambeau de la foi dans les contrées du Nord, Hildeman et Odon qui se succédèrent sur le siège épiscopal de Beauvais, Warin qui devait un jour devenir abbé de la nouvelle Corbie et y continuer les saintes traditions de l'abbaye picarde.

Radbert prêta son concours à Adhélard et à Wala pour la fondation de cette colonie monastique et se rendit avec eux à Corwey en 822. Quatre ans plus tard, après la mort d'Adhélard, il était député par la communauté de Corbie auprès de Louis-le-Débonnaire, pour lui faire agréer l'élection de Wala. L'Empereur apprécia si bien le mérite de l'habile ambassadeur qu'il l'employa plus tard dans diverses missions, en Saxe d'abord et plus tard à Genève, pour négocier des affaires où se trouvaient engagés les intérêts de l'Église et de l'État. En 834, il accompagna Wala dans son voyage à Rome, qui avait pour but de mettre un terme aux agitations qui troublaient la France et de réconcilier avec leur père les enfants de Louis-le-Débonnaire.

En 836, nous le voyons assister à l'assemblée où Pépin, roi d'Aquitaine et Louis-le-Germanique résolurent la ruine de Bernard, comte de Barcelone, favori de l'Empereur.

C'est en 844, alors qu'il était déjà avancé en âge, qu'il succéda à Isaac en qualité d'abbé de Corbie. Il n'était que diacre et il ne voulut jamais, par excès d'humilité, franchir le seuil du sacerdoce.

Radbert assista au concile de Paris tenu en 846 et y produisit les lettres de Louis-le-Débonnaire et de Lothaire, son fils, qui octroyaient au monastère de Corbie la liberté d'élire ses abbés et d'administrer

ses biens. Il obtint la confirmation ecclésiastique de ces privilèges et de diverses immunités.

L'amour de l'étude et peut-être aussi les déboires que lui causa l'opposition de quelques-uns de ses religieux le déterminèrent en 851 à se démettre de ses fonctions. Il alla chercher à l'abbaye de Saint-Riquier le calme et les loisirs que réclamait l'étude et se consacra tout entier à la composition des œuvres d'histoire et de théologie qui l'ont placé, à côté de Loup-de-Ferrières, au premier rang des écrivains de son siècle.

Paschase Radbert revint à Corbie quelque temps après, rappelé par les vœux de la communauté; il mourut le 26 avril 865, le jour de la fête de saint Riquier, pour qui il professait une si tendre dévotion. L'humilité qui anima tellement toute sa vie qu'il se proclamait *la tie des moines, peripsema monachorum*, dicta ses dernières volontés. Il supplia ses frères de l'oublier, de ne point écrire le récit de sa vie et d'ensevelir son corps, au milieu des pauvres et des serviteurs de l'abbaye, dans l'église Saint-Jean. Deux siècles s'étaient à peine écoulés que les miracles accomplis sur son tombeau vinrent entourer son nom d'une auréole de gloire. On transféra son corps à l'église Saint-Pierre dans une châsse d'argent dorée et c'est à cette occasion qu'une histoire fort abrégée de sa vie fut écrite par un religieux anonyme de Corbie. Ses reliques furent mises en 1710 dans une nouvelle châsse en bois d'ébène, ornée de bronze doré, où on déposa en même temps la plaque de plomb qu'on avait trouvée dans le reliquaire du XI^e siècle.

M. Danse, dans une lettre datée de 1758 et publiée dans le tome IX des *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, décrit ainsi le cénotaphe de saint Paschase Radbert : « Il y a plusieurs paroisies à Corbie. Dans celle de Saint-Jean a été enterré Paschase Radbert, au milieu du chœur. Quand on a levé son corps, ou plutôt depuis, on a changé la direction de la pierre noire qui couvrait son cer-

cueil ; elle est chargée d'une croix en bosse. Au-dessus de ce tombeau est posée, sur quatre soutiens, une pierre sur laquelle est présenté en relief le saint abbé ; mais le monument ne m'a paru que du siècle dernier : encore en est-il peu digne par sa forme et sa structure (1) ».

Les ossements de Paschase, sauvés du naufrage révolutionnaire, sont actuellement conservés dans l'église paroissiale de Corbie, avec les restes mortels d'autres saints qui ont porté si haut la réputation de l'abbaye fondée par sainte Bathilde. Si nous devons être fiers de posséder encore les reliques du corps de S. Paschase, nous ne devons pas moins nous féliciter d'avoir conservé les reliques de son génie.

Les ouvrages qui nous restent du saint bénédictin sont au nombre de dix dont nous nous bornons à indiquer les sujets :

1. Commentaire sur l'évangile, selon S. Mathieu, divisé en douze livres. Il y réfute les erreurs de beaucoup d'hérétiques et spécialement celles de Jean Scot Erigène sur la présence réelle. Les préfaces renferment de précieux avis sur la manière dont on doit étudier les livres saints. — Cet ouvrage est le résumé des exhortations que S. Paschase adressait à la communauté de Corbie, les dimanches et les autres jours de fête.

2. Une explication allégorique du psaume 44°, dédiée aux religieuses de l'abbaye de Notre-Dame de Soissons.

3. Un commentaire sur les lamentations de Jérémie qu'il explique en trois sens différents, par rapport à Jérusalem, par rapport à l'Église de son temps et par rapport à l'âme chrétienne.

4. Un traité du sacrement de l'autel, dont il dédia la seconde rédaction à Charles-le-Chauve (2). C'est de cet ouvrage, le plus important de toutes ses œuvres, qu'il est fait mention dans la plaque que nous avons décrite. Ce traité dogmatique souleva au 11^e siècle de vives controverses, non pas sur le fond du sujet, mais sur cer-

(1) Page 266.

(2) L'original est conservé à la Bibliothèque du Vatican.

taines expressions qu'on accusa de nouveauté, bien qu'elles aient été puisées dans les écrits de saint Ambroise (1). Les critiques protestants ont voulu démontrer que Paschase avait innové dans la foi ; mais cette accusation tombe devant cette simple remarque que, s'il en avait été ainsi, les adversaires de Paschase, Ratramne et Raban, qui blâmaient si vertement son prétendu néologisme, n'auraient pas manqué de signaler des erreurs fondamentales bien autrement importantes, et de déconsidérer ainsi dans l'opinion publique celui qu'ils poursuivaient de leur critique acharnée.

5. Une lettre à Frodegard, moine de la nouvelle Corbie, où il prouve sans peine que les doctrines de l'ouvrage précédent sont celles de l'Église catholique, dans tous les temps et dans tous les lieux. — Ce qui n'a pas empêché M. Michelet de se faire l'écho des auteurs protestants et de dire que c'est à S. Paschase que l'on doit « la sublime poésie d'un Dieu renfermé dans un pain ».

6. La vie de S. Adhélard, abbé de Corbie.

7. Une paraphrase des actes des saints martyrs Rufin et Valère qu'il composa à la prière des habitants de Basoches.

8. La vie de Wala qu'il rédigea sous le titre d'*Épithaphe d'Arène*.

9. Un traité de la foi, de l'espérance et de la charité.

10. Un traité de la naissance de Jésus-Christ, que quelques critiques ont attribué à tort à saint Hildefonse.

11. Enfin quelques poésies et une dédicace au roi Charles-le-Chauve.

(1) Saint Ambroise était l'auteur favori de Paschase Radbert. Sur un exemplaire des commentaires de ce père de l'église sur saint Luc, ms. latin n° 201, fonds S. Germain de la Bibl. impériale, on voit la signature de Radbert écrite en lettres capitales. Mabillon l'a fait graver dans son *De re diplomatica*, p. 360.

Ces nombreux ouvrages qui furent d'abord édités par Sirmond (1), mais d'une manière incomplète, témoignent d'une vaste érudition et d'un goût judicieux. Tout en traitant des sujets dogmatiques, Paschase reste préoccupé des conséquences qu'il faut en tirer pour la conduite de la vie chrétienne et ne néglige aucune occasion d'aborder les questions de pratique et de morale. On peut lui reprocher la diffusion de son style, mais on ne saurait méconnaître sa naïve élégance, ni l'onction de son mysticisme, ni la solidité de ses raisonnements (2).

Nous nous étendrons moins longuement sur la vie de Guy, évêque d'Amiens, et de Foulques-le-grand, abbé de Corbie, dont les noms figurent dans notre inscription. L'histoire d'ailleurs ne nous a laissé que peu de détails sur les actes de leur administration.

Guy ou Wido, 33^e évêque d'Amiens, était fils, non pas d'un comte d'Amiens, comme l'ont avancé La Morlière (3) et Moréri (4), mais d'Enguerrand I^{er}, comte de Ponthieu, comme l'ont bien fait obser-

(1) Les œuvres de S. Paschase Radbert remplissent le tome 120 de la *Patrologie* de Migne. On y trouve le texte du privilège accordé en 866 par le concile de Paris à l'abbé de Corbie.

(2) Nous avons puisé les éléments de cette notice biographique dans les ouvrages suivants : PASCHASII RADBERTI opera, édit. de Sirmond. — BOLLAND, t. III avril, p. 462. — *Gallia christ.* t. X, p. 1269. — MABILLON, *Act. SS. ord. S. Bened.* t. VI, p. 122. — BARONIUS, *Annal. ann. 771 et 822.* — D. CEILLIER, *Hist. des aut. sacrés*, t. XIX, p. 87. — *Hist. lit. de la France.* t. V, p. 287. — *Manuscrits* de DOM GRENIER, t. 47, p. 170 et tome 94, p. 179. — Les manuscrits de D. CAULAINCOURT et de D. COCQUELIN que nous avons cités plus haut. — *L'Histoire du trésor de Corbie*, p. 16 et 27.

(3) *Histoire d'Amiens*, t. II, p. 211.

(4) Ils ont été probablement induits en erreur par une lettre de 1073 où Guy prend la qualité de comte d'Amiens. Il eut en effet l'administration du comté pendant la minorité de Simon, fils de Raoul de Crespy. DAIRE, *Hist. d'Amiens*, t. II, p. 25.

ver Du Cange (1) et De Court (2). D'après le nécrologe de l'église d'Amiens, il aurait même hérité du comté de Ponthieu : mais cette circonstance est démentie par le catalogue dressé par Du Cange, dans son *Histoire manuscrite des comtes de Ponthieu* (3).

Après avoir étudié les humanités et la théologie à Saint-Riquier, sous la direction d'Angelran, Guy devint chanoine d'Amiens et ensuite archidiacre du diocèse en 1049. C'est en cette qualité qu'il fut envoyé à Rome par l'évêque Foulques II, pour accuser l'abbé de Corbie de se soustraire à la juridiction épiscopale. Il puisa dans cette mission les sentiments d'hostilité qui animèrent plus tard sa propre administration. Monté sur le siège d'Amiens en 1058 et non pas en 1056, comme le disent les Bollandistes (4), son premier acte fut de déférer à l'ordre du pape Nicolas II, en allant faire à Corbie la levée du corps de S. Paschase Radbert. Cette entrevue avec l'abbé Guy ne modifia point ses opinions sur les privilèges qu'il contestait au monastère de Corbie. Quelque temps après il n'hésita point à excommunier les curés des paroisses dépendant de l'abbaye, parce qu'ils ne s'étaient point rendus au synode général du diocèse, auquel il les avait convoqués. Le pape Alexandre II, saisi de ce conflit, reconnut la validité des exemptions et privilèges du monastère, et il écrivit en ce sens à l'évêque d'Amiens et au métropolitain de Reims. Rome avait parlé, le différend fut terminé.

Le 23 mai 1059 il assista, à Reims, au sacre de Philippe I^{er} âgé de 7 ans. L'année suivante, par un temps de sécheresse qui présageait les horreurs de la famine, il ordonna une procession générale avec la châsse de S. Honoré. C'est dans cette occasion qu'arriva la

(1) *Les Evêques d'Amiens*. Bibl. imp. Suppl. Fr. Ms. n° 1207.

(2) *Mémoires chronologiques*, t. I. p. 253. MS. de la Bibl. d'Amiens.

(3) Bibl. imp. suppl. fr. n° 1209.

(4) T. III avril. p. 462.

célèbre guérison du paralytique devant l'oratoire dédié à saint Martin.

Cette même année il donna 16 moulins qu'il possédait à Amiens : 4 à l'évêché et 12 au chapitre.

En 1066, il érigea en collégiale l'église paroissiale de Saint-Martin de Picquigny.

C'est à Guy que l'on doit l'érection de l'église de Saint-Martin-aux-Jumeaux sur l'emplacement où le célèbre thaumaturge partagea son manteau avec un pauvre. Le petit oratoire qui consacrait ce glorieux souvenir tombait en ruine. Guy ne se contenta point de le relever ; il assura l'avenir de la nouvelle église, en y plaçant des prêtres séculiers et en leur constituant un revenu pris sur les dîmes et les droits qui lui appartenaient.

Guy mourut en 1074, après avoir assisté à la dédicace de l'abbaye de Saint-Quentin de Beauvais. Il laissa une réputation de savoir et de piété et même un certain renom littéraire, à cause du poème qu'il avait composé sur les victoires de Guillaume le Conquérant (1).

L'antagoniste de Guy, Foulques le grand, 32^e abbé de Corbie, n'a pas laissé un souvenir moins honorable. Il n'était encore que diacre lorsqu'il succéda à Richard en 1048. La troisième année de son administration, il se rendit à Rome pour défendre auprès du Saint-Siège les immunités de son abbaye contre les entreprises de Foulques II, évêque d'Amiens. Le pape Léon IX confirma les privilèges contestés, conféra de ses mains la prêtrise à l'abbé Foulques et lui accorda pour lui et ses successeurs l'usage de la dalmatique et des sandales. L'évêque Foulques se soumit aux ordres du Saint-Siège : mais la querelle de juridiction renaquit sous l'épiscopat de

(1) Les détails que nous venons de donner nous sont principalement fournis par les manuscrits de Du Cange, de De Court, et de Nerlande, que nous avons cités plus haut, ainsi que par la *Gallia christiana*.

Guy, son successeur. Ce dernier irrité de voir que l'abbé Foulques avait refusé de se rendre à son synode prononça contre lui l'excommunication ; c'est alors que Foulques adressa une supplique au pape Alexandre qui, comme nous l'avons vu, réussit à réconcilier les deux adversaires en 1064. Le gage matériel de cette paix fut le village et le territoire de Naours dont l'abbaye de Corbie céda l'usufruit viager à l'évêque d'Amiens.

L'abbé Foulques trouva un adversaire bien plus redoutable encore, dans la personne de Robert, comte de Flandre. Leurs démêlés nous ont été racontés par un auteur anonyme du xii^e siècle (1). Le roi Henri I^{er}, celui là même qui est mentionné dans notre plaque de plomb, avait donné la ville de Corbie en dot à sa sœur Adèle, lorsqu'elle épousa Beaudouin, comte de Flandre. Philippe I^{er} désapprouva le don qu'avait fait son prédécesseur aux dépens de la couronne de France et il alla lui-même reprendre Corbie. Robert qui avait succédé à Beaudouin, en qualité de comte de Flandre, fut irrité d'apprendre que l'abbaye avait fait bonne réception au roi de France ; et, pour s'en venger, il confisqua le revenu de toutes les possessions du monastère qui se trouvaient dans ses états. Les plus importants étaient connus sous le nom de *territoire de S. Adhélard*, parce qu'ils provenaient de la libéralité du petit-fils de Charles Martel (2). L'abbé Foulques, après avoir imploré en vain à ce sujet l'intervention du roi de France, se décide, en 1074, à faire porter jusqu'au palais du comte de Flandre la châtée d'Adhélard, muet accusateur qui pourrait peut-être réveiller ses remords. Robert avait ordonné de fermer toutes les églises au passage de ces

(1) *Liber secundus miraculor. S. Adhalaridi*, apud Mabillon, *Act. SS. ord. S. Ben.* sec. IV, p. 4.

(2) Le patrimoine de saint Adhélard était situé à Huyse près d'Audenarde et à Berthem près de Louvain. Ce dernier domaine resta en possession des moines de Corbie jusqu'en 1562.

reliques ; mais les portes des lieux saints, dit la légende, s'ouvraient d'elles-mêmes à l'approche de la chasse que venaient vénérer les populations d'alentour. Le comte Robert finit par céder aux avis de ses conseillers ainsi qu'aux cris de sa conscience, et il promit de restituer tous les biens qu'il avait usurpés.

Foulques-le-Grand ne se borna point à défendre les intérêts temporels de son abbaye ; il se montra également zélé pour ses intérêts spirituels et pour le service de l'église. Il enrichit le trésor de Saint-Pierre des reliques de saint Anschaire qu'il obtint d'Albert, évêque de Hambourg ; il institua à Corbie le collège des Caritables ; il assista aux conciles de Reims (1049) et de Compiègne (1085). En 1093, il alla visiter la nouvelle Corbie de Saxe, pour resserrer encore les liens de charité qui l'unissaient à la Corbie picarde, et, en signe de ce pacte d'union et de prières, il en rapporta un candélabre et les vêtements sacerdotaux dont il s'était servi pour célébrer les saints mystères.

Foulques mourut en 1095 (1) et fut à bon droit surnommé *le Grand* par sa postérité monastique. C'est à partir de sa mort que Corbie entra dans sa phase de décroissance, comme l'ont fait remarquer ces deux vers du martyrologe de Névelon :

*Ut Corbeia bono caruit Falcone patrono
Capit destitui nobilitate sui.*

En terminant cette notice, nous concluons que l'inscription de Corbie n'a pas seulement un sérieux intérêt archéologique, en raison de sa date, du fait qu'elle constate et de ses bizarreries épigraphiques, mais qu'elle éveille de nobles souvenirs historiques, en nous

(1) C'est la date donnée par la *Gallia christiana*. D. Cocquelin recule sa mort à 1097.

Nous avons emprunté nos renseignements sur Foulques aux manuscrits de D. Cocquelin et de Caulaincourt, ainsi qu'à la *Gallia christiana*, t. X, p. 1274.

offrant réunis les noms d'un roi de France, d'un saint qui a été le premier écrivain de son siècle, d'un évêque d'Amiens et d'un abbé de Corbie qui furent longtemps séparés par leurs dissentiments, mais qui se trouvèrent toujours unis dans leur obéissance au Saint-Siège, dans leur zèle pour la gloire de l'Église et dans la pratique de toutes les vertus chrétiennes.

MEMBRES ADMIS.

1° Titulaires résidents :

M. HASSE (Ch.-Fr.-Alexandre), membre du Conseil général de la Somme.

M. HÉNOQUE (l'abbé Jules), doyen du Chapitre de la Cathédrale d'Amiens,

2° Titulaire non résident :

M. DE MERCEY (Napoléon), membre de la Société géologique de France, à Paris.

OUVRAGES OFFERTS.

Pendant le 2^m trimestre de 1865.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1° Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'état du cardinal de Richelieu, recueillis et publiés par M. Avenel. Tom. v, 1635-1637, 1 vol. in-4°. — 2° Revue des Sociétés savantes. Janvier, février, mars, avril 1865. — 3° Distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes le 22 avril 1865.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

Revue maritime et coloniale, nos 55, 56, 57.

III. Par les Auteurs.

1° Tout ce qu'on voudra, antiquités, sentiments, pensées diverses.

Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 50^e liv. Liège, in-12. — 2^e Relations inédites d'ambassadeurs vénitiens dans les Pays-Bas, sous Philippe II et Albert et Isabelle, par M. G. Hagemans. Bruxelles, in-8^e. — 3^e Histoire de Coincy, Fère, Oulchy et des villages, châteaux, monastères, hameaux environnants, ornées de dessins, par A. de Vertus. Laon, 1864. Coquet et Stenger, 1 vol. in-8^e. — 4^e Antiquités celtiques et anté-diluviennes. Mémoire sur l'industrie primitive et les arts à leur origine. Par M. Boucher de Perthes. Avec 12 planches représentant 104 figures. Tom. III. Abbeville, 1865. Briez, 1 vol. in-8^e. — 5^e Cathédrale d'Amiens. Projet d'un square au-devant du portail principal entre le parvis et les rues Henri IV, Basse-Notre-Dame et Basse-Saint-Martin. Mémoire démontrant l'opportunité et les facilités d'exécution de ce projet, avec dessins à l'appui, par MM. Daullé et J. Herbault. Amiens, 1865. Lenoel-Hérouart, et lithogr. Boileau, in-fol. 6^e Note sur les éléments du terrain quaternaire aux environs de Paris et spécialement dans le bassin de la Somme, par M. N. de Mercey. (Extrait du Bulletin de la Société géologique de France. Tom. XXII, 2^e série.) Paris, 1865, Martinet, in-8^e. — 7^e Recherches historiques sur la ville de Clermont (Oise). 23^e brochure. Notice biographique sur François-Zacharie Follet. Clermont (Oise), 1865. Huet, in-8^e. — 8^e Note sur une marque de faïence contestée, par le Dr Alph. Lejeal et par M. I. D.... Valenciennes, in-8^e. — 9^e Les cloches de Péronne, par G. Vallois. Péronne, 1865. Quentin. in-12, 1 pl. — 10^e Rapport sur les pierres tombales trouvées en 1860 dans l'ancien couvent des Carmes maintenant occupé par les dames Ursulines, par MM. le comte d'Héricourt et Alexandre Godin. Arras, in-8^e. — 11^e Nécrologie gallo-romaine ou excursions dans les musées lapidaires de France, par M. de Caumont. In-8^e. — 12^e Vieil-Hesdin, par Jules Lion. 2^e partie. Amiens, 1865. Lemer, 1 vol. in-18. — 13^e Quelques renseignements sur l'habillement d'une

dame noble au xvi^e siècle, par le C^{te} Le Clerc de Bussy. Amiens, 1865. Lenoel-Hérouart, in-8°. — 14° Souvenirs d'un vieux Picard ou particularités et anecdotes concernant la cathédrale, le clergé et plusieurs personnages importants de la ville d'Amiens, de 1771 à 1781, par M. l'abbé Tiron. Précédés d'une notice sur la vie et les écrits de l'auteur, par M. l'abbé J. Gosselin. Amiens, 1864, Lenoel-Hérouart, 1 vol. in-8°. — 15° Société industrielle d'Amiens. De la création des bibliothèques populaires à Amiens, lecture faite à la Société industrielle, par M. A^{te} Janvier. Amiens, 1865, Jeunet, in-8°. — 16° Quelques jetons des receveurs de Bruxelles au xiv^e siècle, par M. R. Chalon. In-8°. — Saint-Quentin. De son commerce et de ses industries, par M. Charles Picard. 1^{re} partie. Saint-Quentin, 1865. Moureau, 1 vol. in-8°.

IV. Par les Sociétés françaises.

1° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, n° 6. — 2° Société de statistique, sciences et arts des Deux-Sèvres. Explication des ouvrages de peinture, sculpture, gravure, architecture et autres objets d'art qui composent le musée de Niort. In-8°. — 3° Bulletin de la Société académique de Brest. Tom. III, 2° liv. — 4° Mémoires de la Société impériale d'émulation d'Abbeville, 1861, 1862, 1863, 1864 et 1865. 1^{re} partie, 1 vol. in-8°. — 5° Trente-neuvième année. Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie de Saint-Quentin. 3° série, t. v. Travaux de 1863 à 1864.

VI. Ouvrages périodiques.

1° Journal des Beaux-Arts, nos 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18. — 2° Revue de l'Art chrétien, nos 6, 7, 8. — 3° Cabinet historique, liv. 5, 6, 7, 8. — 4° L'Institut, nos 355. 356.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du 14 Novembre 1865.

Présidence de M. Duroua.

M. le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance.

M. le Ministre de l'Instruction publique annonce qu'il a compris la Société pour une allocation de 400 fr. dans la répartition des subventions aux Sociétés savantes pour 1865.

M. le Préfet fait connaître que, sur sa proposition, le Conseil général a voté une somme de 1,200 fr. sur le budget de 1866, à titre d'allocation en faveur de la Société.

— M. Cebe, photographe à Douai, fait hommage à la Société d'un album contenant la reproduction des principaux objets d'art conservés au Musée de cette dernière ville.

Des remerciements sont votés.

— Madame Breuil écrit qu'elle fait don au Musée de deux copies que son mari avait fait exécuter par

M. Crauk d'après les tableaux de Notre-Dame du Puy conservés à l'Evêché. La Société s'unit avec empressement aux remerciements que son Président se propose d'adresser à Madame Breuil.

— M. le Secrétaire perpétuel présente la liste des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance ; des remerciements sont votés aux divers donateurs.

— L'ordre du jour appelle l'installation de M. l'abbé Hénocque, nommé dans la dernière séance membre titulaire résidant.

Le récipiendaire prononce le discours suivant :

Messieurs,

« Vous avez voulu, en m'associant à vos travaux et à vos réunions, me donner un témoignage d'estime, une distinction dont j'étais loin de me croire digne. Je vous prie d'agréer l'hommage de ma profonde gratitude pour vos sympathies. Seulement je crains que vos suffrages ne se soient égarés. Dans cette société de savants, d'artistes, d'archéologues distingués, il n'y a de place, ce me semble, que pour le talent, la science et l'érudition. Je ne me reconnais aucune de ces qualités et je ne puis vous offrir que mon désir de devenir votre disciple, l'attrait que j'ai ressenti depuis longtemps pour vos études.

» J'ai grandi, Messieurs, à l'ombre d'une église célèbre que de grandes cités envieraient à la ville déchue dont elle fait encore le principal ornement et la gloire. La Providence a voulu que les plus belles années de ma vie se soient écoulées dans une paisible retraite au pied de cette majestueuse église de Saint-Riquier, dernier vestige de l'architecture monastique dans notre département. Je ne me présenterai point, avec le chroniqueur de l'ancienne Centule,

comme un rejeton de ce noble palmier: *Nobilis es palma, quia de te fructificavi*. Mais je me glorifierai d'avoir été nourri de ses fruits délicieux et je lui garderai un éternel amour pour ses bienfaits.

» C'est là, Messieurs, que j'ai compris comment des hommes doués d'une grande intelligence, cherchant dans leurs aspirations le beau idéal, qui s'illumine de toutes les clartés du vrai, selon la grande pensée d'un puissant génie, ont aimé avec passion nos cathédrales gothiques; comment les églises ogivales, avec leurs faisceaux de colonnes qui se détachent de la terre pour s'élancer jusques dans la nue et nous élever par degrés jusques vers le trône de Dieu, avec leurs gracieuses pyramides sous lesquelles s'abritent les saints protecteurs, avec l'encyclopédie religieuse et poétique de leurs portails, de leurs verrières, de leurs stalles, de leurs sanctuaires, de leurs reliquaires et de leurs tombeaux, les ont ravis dans ce saint enthousiasme dont les artistes nous donnent de si fréquents exemples. Je suivais avec une avide curiosité les récits de la nouvelle croisade des amis de l'art chrétien, et chaque jour m'apportait une preuve de la vérité de leurs assertions. Ils combattaient pour une sainte cause contre des préjugés dangereux. Il me semblait qu'ils relevaient le drapeau chrétien, qu'on avait trop inconsidérément abaissé devant l'art antique. Dominés par l'attrait irrésistible du beau idéal, emportés par un courant nouveau, éblouis par les vives lumières qu'on agit autour de ces questions, les littérateurs et les artistes de la Renaissance n'ont plus vu de perfection que dans la correction des lignes et l'expression native des beautés corporelles. Ils ont oublié que c'est l'âme qui vit, qui prie, qui médite dans nos monuments chrétiens, et que, s'il était juste d'admirer les œuvres que nous ont laissées les siècles les plus civilisés, c'était une faute en plein christianisme de donner la préférence à un art qui ne s'occupe que du monde visible et paraît ignorer les splendeurs du monde invisible réalisées dans les âges de foi.

» Vous comprenez, Messieurs, à mon langage, que je n'approuverais pas les archéologues qui blameraient les beaux-arts dans leurs manifestations les plus élevées et les plus savantes, parce qu'ils n'ont pas reproduit le type unique sur lequel ils ont concentré toutes leurs pensées. Chaque style a ses beautés, ses perfections, ses chefs-d'œuvres, ses ébauches ; le génie ne s'est point inféodé à une époque, à un genre ; sous quelque forme que se révèle sa radieuse empreinte, ses œuvres ont droit à notre admiration. Ainsi, pour choisir nos exemples dans l'enceinte même où nous sommes réunis, un étranger, après avoir visité la cathédrale d'Amiens, après avoir parcouru cette nef *toute en lumière*, dit un savant archéologue, *comme un globe de verre transparent soutenu dans les airs par une main invisible* (1) ; après avoir, atôme presque imperceptible, adoré l'Eternel sous ces voûtes qui emportent la pensée vers un autre temple, aimera encore à contempler et dans son ensemble et dans ses détails ce palais des beaux-arts, *la merveille du dix-neuvième siècle* pour la ville d'Amiens. Vous me permettez, Messieurs, d'insister sur cette dernière expression. Notre siècle qui ne croit pas ou qui croit peu aux miracles : placé en face de ce monument nouveau, sera bien forcé de reconnaître une autre puissance que celle de l'art et de convenir que les miracles sont non seulement possibles, mais encore croyables. Car si les habiles conceptions, l'infatigable énergie d'un homme ont pu créer les millions nécessaires pour ces vastes galeries, qui sera admis à nier que l'intelligence infinie du créateur des mondes soit impuissante à multiplier les pains entre ses mains bienfaisantes ? Pour ce glorieux présent, pour ce monument unique dans nos cités de France, la ville d'Amiens doit une éternelle reconnaissance à la Société des Antiquaires, à la Commission du Musée Napoléon et au très-honorable président de cette société une page brillante dans ses annales.

(1) De Laborde, *Monuments de la France*.

» Messieurs, si vous faites quelquefois appel à ma bonne volonté, je dois vous dire en quoi j'essaierai de vous être utile. L'archéologie est une science d'une compréhension presque infinie. On ne peut l'embrasser sous toutes ses faces, qu'autant qu'on a eu le bonheur de joindre à une intelligence supérieure des études très-spéciales. Quand d'autres travaux partagent les heures si fugitives de la vie, on est obligé de circonscrire ses recherches, de fixer son regard sur un seul point de cette immense circonférence. Voué par ma vocation à des études ecclésiastiques, j'ai vu dans l'archéologie l'histoire des bienfaits de l'Eglise prouvée par ses monuments.

» Nous pouvons le dire hautement, Messieurs, cette Eglise souvent calomniée, souvent outragée, est dignement vengée, même pour les siècles de fer et d'ignorance, par ses cathédrales, par ses collégiales, par ses églises monastiques. Dans ces augustes et indestructibles monuments elle écrit partout pour l'instruction de ses enfants les symboles de sa foi, les légendes de ses saints, les miracles de la bonté miséricordieuse de son Sauveur. Elle apprend ainsi aux sages du monde, aux siècles futurs, qu'elle a conservé le culte des beaux-arts avec celui des lettres, dont elle a seule recueilli les épaves au milieu du naufrage universel. Elle ne se contente pas seulement de mesurer avec le compas et d'imiter les maîtres de l'antiquité, elle possède aussi un génie créateur. C'est aux inspirations de la foi, à leur propre talent que ses architectes doivent leurs chefs-d'œuvres. On reproche à ses artistes de manquer de correction dans leurs dessins, mais ce qu'ils ont ignoré par le malheur des temps, ce qu'ils ont peut-être négligé, sous l'empire de préoccupations que nous condamnons et que nos pères pouvaient approuver, ils le rachètent par d'autres beautés ; ce sont eux qui ont, pour ainsi dire, dérobé le feu sacré que le ciel tenait caché, depuis que l'antique géant avait été foudroyé pour son audace. Ils ont animé leurs statues. La vie chrétienne y respire, l'âme se peint

dans les yeux et dans toute la physionomie. Il est vrai que les formes du corps sont voilées, mais c'était une prescription de la modestie chrétienne. Au dire de certains connaisseurs, ce fut une perte immense pour l'art. Nos pères s'en consolèrent ; ne faisant pas de l'art pour l'art, ils voulaient seulement des images dans la maison de Dieu pour recueillir les fidèles et les préparer à la prière.

» Autour de l'Eglise se groupent les monastères, les hôtels-Dieu, les confréries de charité ; des œuvres d'art sont multipliées dans les églises de ces communautés, sur les fresques de leurs cloîtres, à tous les angles de leurs portes et de leurs murailles.

» Leurs chartriers surtout nous montrent la salutaire influence de l'Eglise à l'origine des sociétés modernes. Ce n'est point l'archéologue, Messieurs, qui accusera cette noble institutrice du moyen-âge, cette protectrice des faibles et des orphelins ; il a lu dans les vieux parchemins ses luttes incessantes pour assouplir les natures les plus dures et les plus rebelles, pour réprimer les injustices, tristes fruits de la barbarie de ces siècles. Les innombrables donations *pro remedio animæ* sont le cri des remords qu'elle excite dans la conscience non-seulement du chrétien repentant, mais aussi du fier baron qui a souillé ses mains et son épée du sang innocent. Nous serions souverainement injustes, si nous lui jetions la pierre, parce qu'elle n'a point assuré l'impeccabilité aux grands coupables. Sont-ils seuls infidèles à de généreuses résolutions !

» Pourquoi, Messieurs, ceux qui ont des paroles si dures pour le moyen-âge et les cruels oppresseurs du petit peuple, n'ont-ils aussi que des malédictions pour l'Eglise et ses jugements sévères ? Pourquoi n'approuvent-ils pas la force et la sagesse de sa législation contre les ravisseurs des biens d'autrui, contre les meurtriers et les incendiaires ? Pourquoi ne voient-ils pas les réparations, les héroïques expiations dont les aumônes abondantes sont le signe et le gage. Considérer les institutions d'un siècle les unes après les autres, en

retrancher la liaison et les traduire isolément devant la postérité comme des attentats à l'ordre, à la liberté, c'est pécher contre les règles de la logique. Quand on est conséquent, quand on a conservé de l'amour pour la justice et un jugement droit, si on groupe en faisceaux tous les faits recueillis sur une période de l'Histoire ecclésiastique, on peut être certain qu'en les examinant de sang-froid, on y puisera des motifs de reconnaissance et de vénération.

• J'aime l'Eglise, Messieurs, comme une tendre mère, vous n'en serez pas étonné ; mon indifférence pour elle, vous éloignerait de moi. J'aime aussi le monastère chrétien ; j'ai si longtemps goûté le bonheur sous ses vieux cloîtres ! J'ai foulé avec respect ce sol où la cendre des religieux ne se refroidit point, où elle s'est ranimée, pour entretenir autour d'une ardente jeunesse une atmosphère de piété, de travail et de savoir. La grande église de St.-Angilbert et de Charlemagne, cette église qui n'avait point sa semblable dans le monde pour la mosaïque de ses pavés, s'est souvent, dans mes méditations, repeuplée de ses trois cents moines occupés à la louange perpétuelle (1). Je les voyais développant leurs mobiles colonnes sous les voûtes de leurs cloîtres, répétant leurs chants de pénitence et allant prier aux autels de la bienheureuse Vierge Marie et de leur patriarche Saint-Benoit. Que de souvenirs se rattachent à cette église monastique ! C'était leur musée et quel riche et précieux musée ! Des *ciborium* de marbre, revêtus de plaques d'or et d'argent, au milieu desquels sont suspendues des couronnes d'or enrichies de pierreries ; des chasses d'or, d'argent, d'ivoire ; des candélabres et des couronnes de lumière du travail le plus parfait, des calices d'or avec leurs immenses patènes destinées aux offrandes ; un évangélaire écrit en lettres d'or sur du velin teint en pourpre, renfermé dans un écrin d'argent avec incrustation de pierres précieuses ; les tapisseries les plus riches de l'Orient ; partout des métaux, des marbres, des boi-

(1) *Le laus perennis* des écrivains ascétiques.

travers le cours des siècles, à vous pénétrer de l'amour du pays et à glorifier notre chère province ? Les souvenirs historiques que vous venez d'évoquer et que réveillait déjà votre présence dans cette enceinte ne pouvaient rencontrer un interprète plus compétent, un admirateur plus dévoué du magnifique monument qui a heureusement survécu à toutes nos révolutions, pour nous révéler l'opulence de l'antique monastère de St.-Riquier.

» Mais ce qui m'a toujours frappé dans la physionomie de cette illustre abbaye, l'une des plus considérables du moyen-âge, ce n'est point seulement sa fondation royale ou le souvenir des princes qui vinrent s'humilier sous ses voûtes pour y finir leurs jours ; ce n'est point davantage la richesse de sa trésorerie qui en faisait un musée splendide où chaque siècle avait laissé son empreinte, ni l'importance des offrandes que de nombreux pèlerins déposaient chaque année sur le tombeau de l'apôtre du Ponthieu et que Châteaubriant (1), sur la foi d'une chronique ancienne, n'évalue pas à moins de 15,600 livres de poids annuellement, c'est-à-dire à près de deux millions numériques de notre monnaie actuelle. En dehors de ces intéressants détails qui se rattachent à sa monographie, la puissante abbaye de Centule a bien d'autres titres encore à notre vénération. N'a-t-elle pas été au moyen-âge le foyer de la science, le sanctuaire d'une école célèbre fondée par Charlemagne et dirigée par le savant Alcuin, l'une des plus vives lumières de cette époque ? Les ténèbres de la barbarie que l'invasion des Normands, des Saxons et des autres peuplades du Nord amoncelait sur la France, ne se sont-elles pas dissipées devant l'enseignement du droit civil, de la physique, de l'astronomie, de la grammaire, de tous les arts, en un mot, que de nombreux disciples, notamment les enfants des rois, des ducs et des comtes venaient de tous les points de l'Empire carlovingien, puiser dans l'enceinte de ce monastère ?

(1) Analyse raisonnée de l'histoire de France, éd. Didot, 1845, p. 40.

» La science, en se sécularisant et en devenant même l'une des puissances de l'Etat, ne saurait nous rendre injustes envers l'Eglise qui s'est faite, au moyen-âge, l'apôtre de la civilisation et le boulevard de l'humanité qu'elle a maintes fois protégée contre les agressions de la féodalité. Si j'avais à démontrer une vérité incontestable et à prouver ce que les ordres monastiques ont fait dans les siècles passés pour le développement de l'instruction, je rappellerais que tous nos classiques grecs et latins étaient copiés, expliqués, commentés par la savante congrégation de St.-Benoit dont les services rendus aux sciences, aux lettres et aux arts se résument en une immense collection d'ouvrages d'un mérite chaque jour mieux apprécié. C'est surtout dans les rangs d'une association exclusivement consacrée à l'archéologie et à l'histoire que les noms de dom Mabillon, dom Bouquet, dom Grenier, des frères Sainte-Marthe, de dom Luc d'Achéry et de tant d'autres savants compilateurs des derniers siècles excitent le respect le plus profond pour leur immense savoir et les travaux considérables qu'ils ont produits.

Vous le voyez donc, Monsieur, les sentiments que vous venez d'exprimer en termes si chaleureux et si convaincus concordent parfaitement avec ceux dont la Société s'inspire et sous le patronage desquels elle est même instituée. Aussi, en unissant nos efforts, parviendrons-nous à conserver les monuments historiques sur lesquels notre sollicitude doit veiller sans cesse. Le long séjour que vous avez fait à Saint-Riquier vous a assurément inspiré bien des regrets pour tant de richesses artistiques, maintenant détruites ou égarées; c'est un motif de plus pour sauver les rares vestiges de l'art ancien qui ont survécu à l'action du temps ou au vandalisme des hommes.

» Je ne puis songer à la magnificence de l'ancienne abbaye si richement dotée par Charlemagne, sans vous entretenir un instant de mon illustre ami Angilbert, qui avait été assez heureux pour

attirer sur sa communauté la protection et les bienfaits du puissant Empereur. Dans une récente communication que vous avez bien voulu nous faire à l'appui de votre candidature et que vous me reprocheriez à bon droit de ne point connaître, si je ne me permettais de vous communiquer les observations qu'elle m'a suggérées, vous discutez, Monsieur, la question de savoir s'il est vrai qu'Angilbert ait épousé la princesse Berthe, l'une des filles de Charlemagne. Ce mariage est affirmé par une chronique anonyme de Saint-Riquier qui date du ^{xii}^e siècle et se trouve, par cela même, postérieure de 300 ans à la mort de cet abbé qui ne suivit que de quelques jours celle de Charlemagne, décédé en 815. A la suite de plusieurs arguments que vous avez puisés dans l'histoire et la chronologie, vous vous inscrivez en faux contre cette alliance dont vous faites même un sacrilège. Dans votre pensée et en vous appuyant ici sur la chronique que vous refusez, Angilbert, élevé d'abord à la cour de Pépin-le-Bref, avait été invité par Charlemagne à se consacrer au sacerdoce dont il aurait même reçu la dignité.

» Quant au passage du manuscrit de Nithard où il se donne comme fils d'Angilbert et de la princesse Berthe, vous supposez qu'il a pu être intercalé par quelque main infidèle et qu'il ne mérite aucune confiance.

» Permettez-moi, Monsieur, de vous exposer humblement mon opinion sur la question si intéressante que vous avez soulevée, et de rechercher le moyen de concilier les invraisemblances qui vous ont justement indigné, avec des faits historiques qui me paraissent incontestables et devant lesquels nous devons, ce me semble, nous incliner.

» La première question, qui a dû vous frapper dans l'étude consciencieuse à laquelle vous vous êtes livré, est celle de savoir si Angilbert a bien été ordonné prêtre. Vous n'en doutez point d'après la chronique anonyme ; mais tout me porte à croire que l'obscurité

disparaîtra si nous attachons au mot *primicier* son véritable sens. Pour vous, c'est le chef d'un ordre ecclésiastique. Les fonctions de cette haute dignité, nous dites-vous, étaient attachées au sacerdoce ; le plus souvent encore, elles étaient un titre de l'abbaye ou de l'épiscopat.

» Votre interprétation est-elle exacte ? Tel est le premier point à examiner. Si j'ouvre le Glossaire de notre immortel Du Cange, je trouve au mot *primicerius* plus de vingt qualifications différentes dont la plupart rentrent dans un ordre d'idées absolument étrangères à l'Eglise. Ainsi on le prend tantôt pour *dux* ou *princeps alicujus negotii*, tantôt pour *dignitas militaris qui tubicinibus imperatoris præerat*, tantôt pour *primicerius classis*.

» Aussi M. Gaillard, dans sa vie de Charlemagne, loin de rattacher cette qualité de primicier au sacerdoce, fait-il d'Angilbert le premier ministre de Pépin-le-Bref. Mais nous savons que Charlemagne lui a confié des missions militaires importantes et que notamment, pour repousser les invasions des Normands, il l'éleva à la dignité de duc de la France maritime, en le chargeant ainsi d'en défendre les côtes, depuis l'Escaut jusqu'à la Seine. Comme je trouve dans le Glossaire de Du Cange *primicerius classis*, je me suis demandé si ces deux mots ne répondraient pas précisément au commandement qu'exerçait Angilbert.

» D'après la chronique anonyme de Saint-Riquier, il était en outre *silencieux* de Charlemagne. Cette fonction n'était autre que celle d'un secrétaire, qui doit conserver le silence sur les secrets qui lui sont confiés. Cette dénomination ne convient-elle pas à un premier ministre, à ce que nous appellerions aujourd'hui un secrétaire d'Etat ? Et, de fait, il est constant qu'Angilbert a bien occupé cette position à la cour de Charlemagne.

» Après avoir ainsi exposé mon système sur le premier point de votre thèse, j'aborde, Monsieur, la partie délicate du mariage d'An-

gilbert qui n'offre plus sans doute à la discussion le même intérêt, car, dès lors qu'il n'est pas engagé dans les liens du sacerdoce, peu importe au point de vue qui nous préoccupe, qu'il ait ou non contracté mariage. Mais dans ma pensée, s'il était parfaitement libre de se marier, je l'accuse d'avoir trop suivi les mœurs de son temps et les principes dissolus qui déshonoraient le palais de Charlemagne. Pour moi, il n'est point douteux qu'il n'ait séduit la princesse Berthe dont le mariage posthume est une pieuse et prudente invention que la chronique de Saint-Riquier devait nécessairement mettre en avant pour réparer l'honneur de son second fondateur et un peu, sans doute, celui de la princesse qui n'était guère moins compromis.

» Un auteur contemporain, qui a vécu à la cour de Charlemagne et qui, par un sentiment de reconnaissance, comme il nous le dit lui-même dans sa préface, a retracé la vie de cet Empereur, nous fournit sur cette question de précieux renseignements. Eginhard écrit en effet ceci, et c'est à l'ouvrage de M. Guizot que j'emprunte la traduction de ce passage (1).

» Ses filles (celles de Charlemagne) étaient fort belles, et il les
» aimait avec passion; aussi, à l'étonnement de tous, ne voulut-il
» jamais en marier une seule, soit à quelqu'un des siens, soit à
» quelque étranger; il les garda toutes chez lui et avec lui jusqu'à
» sa mort, disant qu'il ne pouvait se priver de leur société. Quoique
» heureux en toute autre chose, il éprouva dans ses filles la mal-
» gnité de la fortune; mais il dissimula ses chagrins et se conduisit
» comme si jamais elles n'eussent fait naître de soupçons injurieux
» et qu'aucun bruit ne s'en fût répandu. »

» Bien évidemment ce passage a trait à quelques aventures qui

(1) Histoire de la civilisation en France, éd. Didier, 1846. t. II, p. 222.

furent du bruit au palais et sur lesquelles le secrétaire de Charlemagne garde un discret silence. Mais ce contemporain dont l'autorité ne peut être révoquée en doute, tout en démontrant la fausseté du mariage de la princesse Berthe, prête le flanc à une explication qui ne satisfait guère la morale. Angilbert qui était revêtu des fonctions les plus élevées et qui occupait le poste important de duc de la France maritime, aura profité de son long séjour au palais de Charlemagne pour s'assurer les bonnes grâces de la fille de son bienfaiteur. Est-il possible un instant d'en douter, lorsque nous voyons Nithard lui-même déclarer qu'il est le fils d'Angilbert et de la princesse Berthe ; et quant à la supposition que ce passage du manuscrit pourrait être l'œuvre d'un faussaire, je le crois d'autant moins que l'histoire nous montre Nithard succédant à Angilbert dans son duché. Cette circonstance a une valeur décisive, car l'on sait que Charles-le-Chauve avait établi l'hérédité des bénéfices : « Si » après notre mort, dit-il, quelqu'un de nos fidèles à un fils ou tel » autre parent, qu'il soit libre de lui transmettre ses bénéfices et » honneurs comme il lui plaira (1). »

» D'ailleurs tous les historiens n'ont point d'autre généalogie à donner à Nithard ; et qu'il me soit permis d'invoquer ici l'opinion d'un savant écrivain que la Picardie se félicite d'avoir vu naître. Dans son histoire de France, M. Henri Martin, après avoir rapporté le passage d'Eginhard que nous avons cité plus haut, s'exprime ainsi : « Ces belles et vives princesses se dédommagèrent, en effet, » sans beaucoup de scrupule du refus que leur père faisait de les » marier ; elles avaient presque toutes des amants parmi les per- » sonnages les plus distingués du Palais. Angilbert, avant de » devenir abbé de Saint-Riquier, avait eu de la princesse Berthe » trois enfants dont l'un fut l'historien Nithard. Rotrude, sa sœur,

(1) Chateaubriant, op. cit., p. 84.

» fiancée dans son enfance à l'Empereur d'Orient, eut aussi un fils naturel (1). »

» J'ajouterai, pour mieux étayer encore ma démonstration, que Charlemagne, en dehors des deux femmes légitimes qui sont connues, n'a pas entretenu moins de six concubines, sans que l'histoire nous apprenne si c'est successivement ou simultanément. Un pareil désordre, qui s'explique jusqu'à un certain point par les mœurs de cette époque, ne pouvait engendrer que de pernicieux exemples, surtout dans l'esprit de jeunes princesses que l'amour paternel avait vouées au célibat.

» Sans vouloir m'étendre davantage sur ce sujet, je ne puis pas rappeler que la *Gallia Christiana*, l'*Art de vérifier les dates* et bien d'autres ouvrages que la science historique doit aux investigations de savants ecclésiastiques, ne manquent jamais d'allier les noms d'Angilbert et de Berthe. Le seul reproche qu'on puisse leur adresser, c'est de les unir en mariage légitime et de tronquer ainsi la vérité.

» Vous avez bien voulu, Monsieur, appeler la discussion sur ce point qui nous touche particulièrement, puisque l'histoire du splendide monastère où vous avez eu l'heureux privilège de méditer de longues années sur le moyen-âge, s'y trouve intéressée. Vous m'avez donc ainsi autorisé à peser les arguments par vous présentés avec un incontestable talent et une ardeur de conviction que vous a inspirée le respect des lois fondamentales de l'égfise. Veuillez donc me savoir gré des bonnes intentions qui m'ont porté à chercher la solution du problème historique que vous avez posé et surtout à concilier les règles du sacerdoce avec la vérité historique. Je résume mon système en ces divers points :

1° Angilbert, lorsqu'il fut nommé abbé de Saint-Riquier, ne s'était jamais consacré à l'état ecclésiastique.

(1) Edition Furne 1855, t. II, p. 337.

2° Il n'a point épousé la princesse Berthe, mais il l'a séduite.

3° Nithard n'a pas eu d'autre père qu'Angilbert.

4° Et enfin, après la vie aventureuse et toute mondaine qu'il avait menée, soit dans les camps ou à la tête de la flotte, soit dans les diverses légations dont il a été chargé, Angilbert s'est retiré à l'abbaye de Centule, d'après les tendances de son siècle, pour racher dans une vie de pénitences les fautes qu'il avait pu commettre. C'est à cette situation si fréquente au moyen-âge que se rattache cette formule des chartes que vous avez eu l'occasion de rappeler dans votre notice : *pro remedio animæ suæ*, et elle ne saurait être mieux appliquée qu'au second fondateur de l'abbaye de Centule.

» L'intéressant travail que vous avez élaboré sur ces divers points et votre réception dans cette compagnie qui a déjà le bonheur de compter trois autres membres distingués du chapitre d'Amiens, me rappellent les paroles que S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique prononçait dernièrement sous les voûtes de la Sorbonne au congrès des Sociétés savantes : « Je ne m'étonne pas, a dit » M. Duruy, de voir un si grand nombre de membres du clergé se » vouer avec autant de dévouement que de talent à l'archéologie » nationale. Il y a quelque chose de religieux dans le culte payé » par la science à la mémoire de nos ancêtres. »

» Permettez-moi, Monsieur, de résumer par cette citation notre bien vive satisfaction à vous voir partager nos travaux et notre entière confiance dans le concours efficace que nous garantissent l'étendue de vos connaissances et la position élevé que vous occupez dans la hiérarchie diocésaine. »

De vifs applaudissements accueillent le discours du récipiendaire et la réponse de M. le Président.

— Sur la proposition de M. le Président, la Société décide qu'il n'y aura point cette année de séance publique

et que cette solennité sera reportée au mois de mai prochain, époque à laquelle aura lieu l'inauguration du Musée Napoléon.

La Société, en vue de préparer cette inauguration, ad-joint à la Commission du Musée Napoléon MM. Bazot, Vion et Herbault.

— M. Pouy est nommé, en remplacement de M. Brouil, membre de la Commission chargée d'examiner les ouvrages envoyés au concours ouvert pour une histoire générale de la Ligue en Picardie.

— M. le Président expose que M. et M^{me} Peigné-Delacourt ont bien voulu réaliser le projet de donation qu'ils avaient conçu depuis plusieurs années en faveur de la Société des Antiquaires de Picardie ; que profitant des quelques jours que MM. Dufour et Garnier ont été passer pendant les vacances dernières au château de Marly, ces généreux bienfaiteurs ont fait dresser un acte notarié qui constate l'abandon d'un capital de 40,000 fr. dont l'usufruit est réservé sur la tête des donateurs et de leur survivant ; en sorte que la nue-propriété en est seule concédée actuellement à la Société, qui ne pourra entrer en jouissance du capital qu'après le décès de M. et de M^{me} Peigné-Delacourt.

Lecture est donnée de cet acte de donation passé le 16 septembre 1865 devant M^e Léon Mazière, notaire à Ribecourt, et dont expédition demeurera annexée à la présente délibération.

Sur cette communication et après avoir apprécié les diverses charges imposées dans l'acte et qui sont toutes de nature à favoriser le développement des études histo-

riques, notamment à compléter le Glossaire de du Cange, la Société prend la délibération suivante :

« 1° Est acceptée sous les charges, clauses et conditions qui y sont énoncées, la donation d'un capital de 40,000 fr. fait par M. et M^{me} Peigné-Delacourt, mais sous réserve d'usufruit, ainsi qu'il résulte de l'acte passé devant M^e Léon Mazière, notaire à Ribecourt, le 16 septembre 1865 ;

» 2° M. le Président est autorisé à faire toutes les diligences nécessaires auprès de l'autorité compétente pour obtenir du Gouvernement l'autorisation d'accepter définitivement la présente donation ;

» 3° Un crédit de 1,000 fr. est ouvert pour faire face aux frais notariés que pourront nécessiter la donation et son acceptation régulière ;

» 4° La Société se fait un devoir d'exprimer à M. et à M^{me} Peigné-Delacourt sa reconnaissance la mieux sentie pour cet acte d'intelligente libéralité ; et, pour perpétuer le souvenir de sa gratitude, elle décide que les noms de ces deux bienfaiteurs seront gravés sur l'une des tables de marbre dans le grand vestibule d'entrée du Musée Napoléon ;

» 5° Une expédition de la présente délibération sera transmise à M. le Conseiller d'Etat, Préfet de la Somme, et à M. et à M^{me} Peigné-Delacourt. »

Des applaudissements unanimes ont accompagné la lecture : des remerciements empressés sont votés à MM. Dufour et Garnier, à l'heureuse influence desquels est due la libéralité de M. et de M^{me} Peigné-Delacourt.

— M. Corblet fait un rapport verbal sur une inscription relative à St-Gentien, découverte naguère à Corbie.

Les caractères de ce monument épigraphique et les

documents hagiographiques portent M. Corblet à conclure que cette épitaphe ne peut avoir été gravée que du ^{iv}^e au ^{vi}^e siècle et que la plus grande probabilité milite en faveur de l'an 555, époque de la réinhumation des restes de St-Gentien dans l'église de Sains.

— M. Darsy fait remarquer que le nom de l'horloger qui a construit l'horloge du beffroy est *Mauvoisin* et non pas *Monvoisin*, ainsi qu'il a été porté par erreur au procès-verbal d'une séance précédente.

— M. le Président expose que l'inauguration prochaine du Musée rend toute son actualité à la question déjà souvent agitée des insignes. Sur sa proposition, la Société charge la Commission d'inauguration de préparer la conclusion définitive de cette affaire.

— M. Jullien, receveur de l'Enregistrement à Pas-en-Artois, est admis en qualité de membre titulaire non résidant.

— M. Garnier dépose sur le bureau :

1° Une notice de M. Vallois sur la pierre de Ste-Radegonde à Mesnil-Bruntel ;

2° Des renseignements sur les seigneurs de Famechon recueillis par M. le comte Charles Le Clerc de Bussy.

L'heure avancée ne permettant point d'entendre la lecture de ces mémoires, elle est renvoyée à la prochaine séance qui est fixée à quinzaine.

Séance du 28 novembre.

Présidence de M. Duroua.

M. l'abbé Delgove, membre titulaire non résidant, assiste à la séance.

— M. le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance.

— M. Advielle écrit au sujet d'une biographie de l'auteur dramatique Caigniez qu'il suppose avoir été publiée par la Société, pour avoir quelques renseignements sur cet écrivain.

M. le Secrétaire perpétuel pense qu'il y a erreur d'adresse, que Caigniez est né à Arras en 1662 et que c'est probablement l'Académie d'Arras qui s'est occupée de cette biographie.

M. Rembault ajoute que cette famille habita la Picardie, qu'elle y possédait la seigneurie de Brassy, et qu'un Caignet fut mayeur d'Amiens au xv^e siècle.

— M. l'abbé Delgove écrit pour informer de la découverte à Berneuil d'un tombeau en pierre avec son couvercle d'une seule pierre ; un squelette s'y trouvait en parfait état, qui a été malheureusement dispersé. M. Delgove demande si la Société ne trouverait point convenable de le faire transporter au Musée, le propriétaire étant disposé à en faire don.

— M. Dusevel demande la parole à cette occasion pour faire remarquer que le tombeau n'est pas romain, puisqu'on y a trouvé un squelette, attendu qu'on ne trouve que des débris d'ossements dans les tombeaux romains. Un membre fait remarquer que personne n'a fait l'attribution de ce monument à l'époque romaine ; mais que, suivant toute apparence, il serait mérovingien. Sur quoi M. Dusevel ajoute qu'on ne trouve pas non plus de squelette dans les tombeaux mérovingiens. M. Bazot réfute

cette assertion par divers exemples, notamment par les trouvailles toutes récentes qu'il a faites à Noroy.

— M. Garnier dit que M. Vion l'avait informé la veille de cette trouvaille et qu'il devait en entretenir l'assemblée ; il pense qu'il y aurait lieu de faire quelques recherches là où le tombeau a été découvert et que, peut-être, on y pourrait recueillir d'autres objets de nature à éclairer sur l'époque à laquelle il faut l'attribuer.

M. le Président, après avoir consulté la Société qui partage cet avis, nomme une Commission composée de : MM. BAZOT, DELGOVE, DUSEVEL, GARNIER et VION pour explorer les lieux.

— M. le Préfet écrit qu'il aurait besoin, pour donner suite à la demande d'acceptation du don fait par M. et M^{me} Peigné-Delacourt, d'une copie des statuts et du règlement. Ces pièces ont été transmises à ce Magistrat par M. le Secrétaire perpétuel.

— M. Pouy fait connaître qu'on doit vendre un mémoire autographié de Babeuf qui paraît important pour la biographie de ce citoyen ; il pense que la Société pourrait en faire l'acquisition. Cette proposition n'est point accueillie, mais avis en sera donné à M. le Conservateur de la bibliothèque communale.

— M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Maire d'Amiens transmet des recherches de M. Dubois sur la maison où naquit du Cange et que M. Dubois a trouvé être celle qui porte aujourd'hui le n° 40 rue de Metz. M. Dubois demande en conséquence que l'on y transporte l'inscription qui a été faussement placée sur une maison de la rue des Vergeaux.

— M. le Président lit une note sur la communication de M. Dubois dont il approuve toutes les conclusions. Il propose à la Société de remercier M. Dubois et d'insérer son travail dans le prochain bulletin.

— La Société adopte cette proposition ; elle vote à M. Dubois des remerciements unanimes et décide qu'il lui sera remis une médaille à l'effigie de du Cange comme témoignage de sa satisfaction pour le résultat heureux de ses recherches. (Voir page 123).

— M. le Secrétaire donne ensuite la liste des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance.

— M. l'abbé Corblet demande la parole et expose l'intérêt que présentent pour la Société les catalogues des Musées et des collections d'objets d'art. Chacun, dit-il, possède de ces catalogues qu'il a acquis dans ses voyages et dont au retour on fait peu de cas ; il engage ceux de ses collègues qui en posséderaient à en faire don à la bibliothèque de la Société et, comme exemple, offre le catalogue illustré de la collection Ebhriz de Cologne.

Il rappelle l'usage où l'on était autrefois de faire chaque année un rapport sur l'accroissement du Musée et pense qu'il conviendrait de le remettre en vigueur, comme aussi de faire connaître par la voie des journaux les objets offerts et les noms des donateurs. M. Corblet présente ensuite une liste d'objets que le Musée a reçus depuis quelques temps.

— M. Dusevel signale à Pernois, chez le sieur Breilly, une poutre avec devises, armoiries et ornements divers, portant la date de 1585 et provenant de l'ancien château des évêques d'Amiens. Il croit que l'acquisition pourrait

en être faite et enrichirait le Musée d'une œuvre d'art fort intéressante.

— M. Garnier lit au nom de M. Vallois, sous-préfet de Péronne, membre titulaire non résidant, une notice sur la pierre dite de S^{te}.-Radegonde, à Mesnil-Bruntel, qu'il considère comme ayant servi à aiguiser des hâches en silex dans les temps celtiques.

— M. Corblet lit au nom de M. Demarsy, membre non résidant, une note sur deux billets de mort concernant les évêques d'Amiens.

— M. Garnier présente de la part de M. le c^{te} Le Clerc de Bussy, membre non résidant, une notice généalogique de la famille de Famechon extraite d'un manuscrit de la bibliothèque Mazarine.

Ces diverses pièces sont renvoyées à la Commission d'impression.

— M. Garnier, au nom des secrétaires généraux chargés de l'organisation du congrès scientifique qui doit s'ouvrir à Amiens le 1^{er} août 1866, invite la Société à vouloir bien formuler les questions qu'elle croirait utile d'y traiter ou d'y voir traiter.

— M. le Président nomme à cet effet une Commission composée de MM. BAZOT, DUSEVEL, LELEU, REMBAULT et SALMON. Il engage ceux de ses collègues qui trouveraient quelques questions intéressantes à les remettre à la Commission.

— M. le Président informe ensuite la Compagnie que la Commission du Musée Napoléon s'est réunie et s'est tout d'abord occupée de la question des insignes. Elle a adopté une plaque en émail entourée de rayons qui lui

donnent une forme ovale et dont il espère pouvoir présenter le modèle à la première séance. Cette plaque porterait les mots NOSCE PATRIAM et au revers PICARDIA.

Séance du 12 décembre 1865.

Présidence de M. Ch. Durou.

— M. le Secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance.

— M. le Maire d'Amiens accuse réception de la délibération prise au sujet des recherches de M. Dubois établissant d'une manière positive que la maison rue de Metz n° 40 est le lieu où naquit Du Cange, et informe qu'il a ordonné, conformément à la proposition de la Société, que le marbre commémoratif de la naissance du savant amiénois y fût placé; il ajoute que des mesures seront aussi prises, suivant le vœu qu'a exprimé la Société, pour la restauration de l'inscription gravée sur le piédestal de la statue de Du Cange.

— MM. les Secrétaires généraux de la xxxiii^e session du congrès scientifique qui doit s'ouvrir à Amiens le 1^{er} août prochain, prient la Société de dresser le programme des questions d'histoire et d'archéologie qu'elle croirait utile de voir traiter.

— M. le Secrétaire perpétuel dépose la liste des ouvrages offerts. Des remerciements sont votés aux donateurs.

— M. le Président lit une lettre de M. de Ste-Suzanne qui offre tous les extraits des pièces inédites qu'il a utilisées pour son histoire des intendants de Picardie, ainsi qu'une

liste alphabétique complète des intendants pour toutes les généralités. — M. le Président est chargé de répondre que la Société sera heureuse de publier cette liste dans son bulletin.

— M. le Président fait connaître l'envoi fait par M. Peigné-Delacourt de divers objets antiques ou moulés sur l'antique pour le Musée Napoléon. La Société vote des remerciements à M. Peigné.

— M. le Président informe la Société que par l'entremise bienveillante de M. Mennechet il a acquit récemment pour le Musée plusieurs dessins manuscrits exécutés par Basire et représentant des vues d'Amiens dont quelques-unes ont été gravées. La Société le charge de remercier M. Mennechet de son obligeante intervention.

Le même membre donne lecture d'une lettre de M. Vallois, sous-préfet de Péronne, relative à des fouilles faites récemment à Fay, dans lesquelles on a trouvé plusieurs tombeaux en pierre dont un renfermant des ornements et des bijoux qu'il espère obtenir pour le Musée. M. le Président est chargé de remercier M. Vallois et de faire tous ses efforts pour obtenir du propriétaire tous les objets trouvés.

— M. Pouy annonce qu'il continue ses recherches bibliographiques sur la Picardie, et lit un fragment d'une notice sur Dourneau (Démophile), poète, à Roye en 1793.

— M. Renard demande s'il n'y aurait pas lieu de faire faire quelques fouilles dans l'endroit où ont été découvertes d'anciennes sépultures près de St.-Aubin-Montenoi. Il pense qu'une somme de 30 fr. serait suffisante et il s'engagerait à surveiller les travaux. La Société remercie

M. Renard de cette offre obligeante et vote le crédit de 30 fr. présumé nécessaire.

L'ordre du jour appelle le vote pour le renouvellement du Bureau. — Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Président : M. DUFOUR,
Vice-Président : M. SALMON,
Secrétaire annuel : M. DUTILLEUX.

RECHERCHES SUR LA MAISON OU NAQUIT DU CANGE.

1^e Lettre de M. le Maire d'Amiens.

Amiens, 22 Novembre 1865.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Sur des renseignements fournis il y a une trentaine d'années à l'administration municipale, une plaque indicative du lieu de naissance de Charles Dufresne Du Cange a été placée sur la façade d'une ancienne maison de la rue des Vergeaux ; mais de nouvelles et minutieuses recherches dont le résultat vient de m'être communiqué tendent à établir l'erreur de cette désignation. J'ai l'honneur de vous adresser une lettre que M. Dubois, auteur de ces recherches, vient de m'écrire à ce sujet, et je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien me donner votre avis sur la question.

» Veuillez agréer, etc. »

Le Maire,

DEAVERNAS.

2^e Lettre de M. A. Dubois.

« MONSIEUR LE MAIRE,

« Au commencement de l'année, je faisais connaître à l'administration municipale que j'avais acquit la certitude de la naissance de Du Cange dans la maison où demeure M. Labbé, sise rue de Metz, 40.

» Je demandais que la plaque commémorative placée par erreur rue des Vergeaux, disparût dans l'intérêt historique et fût placée sur la façade de la maison où naquit notre célébrité.

» Pour éclairer complètement la Mairie sur le bien fondé de mon assertion, je me suis livré avec ardeur à de nouvelles recherches et j'ai l'honneur de vous adresser le fruit de mes investigations.

» J'ai dû établir la propriété de trois maisons de la rue de Metz, et c'est celle de M^{lle} Moyècle qui a servi de base à mes opérations.

» Cette maison tient aujourd'hui d'un côté à M. Devieille, qui est propriétaire de la maison Dufresne, d'autre côté à M. Gaudefroy, marchand de laines.

» Je vais donc prendre la maison de M^{lle} Moyècle et suivre la propriété par tenants et aboutissants de 1576 à 1781.

» En 1576, elle tient d'un côté à M^e Michel Dufresne; d'autre à M. Augustin Desplanque (Desmerliers, notaire, dernier juillet).

» 1590, 3 juin (Buteux, notaire), tenant d'un côté à M^e Michel Dufresne; d'autre côté à Augustin Delavier.

» 1602. tenant d'un côté à M. Loys Dufresne (père de Du Cange), d'autre à Jacques de Louvencourt, sieur de Pissy (Registre aux saisines du 2 août).

» 11 juin 1603 (Acte chez de Guines, notaire à Doullens), tenant d'un côté à M. Loys Dufresne; d'autre à Jacques Gargaut.

» 12 mars 1605 (François Pécoul, notaire), tenant d'un côté à

M. Loys Dufresne, avocat; d'autre à Jacques de Louvencourt, sieur de Pissy.

» Un acte de François Debacq, notaire, du 12 juin 1611, la porte tenant d'un côté à **M. Loys Dufresne**, d'autre à Jean Levasseur.

» Déclaration de succession du 26 juin 1660; tenant d'un côté aux héritiers de **M. Loys Dufresne**, d'autre à la veuve de Morienviller.

» 30 août 1678 (François Lecaron, notaire), tenant d'un côté au sieur **Dufresne**, *prévost de Beauquesne*; d'autre à la veuve de Morienviller.

» 1743. Déclaration du 23 août, tenant d'un côté aux héritiers de **M. Dufresne de Fredeval**; d'autre aux héritiers de M. Pingré.

» 5 avril 1781 (Lefebvre le jeune, notaire), tenant d'un côté à **M. Debacq, avocat**, d'autre au sieur Frennelet l'aîné.

» Quittant alors la propriété de M^{lle} Moyècle, je continue l'établissement de la propriété Dufresne.

» **M. Lenoir Nicolas-Charles-François**, chanoine, la recueille dans la succession de son oncle Debacq, mort le 4 décembre 1790.

» Lenoir la revend moyennant 11,850 fr. le 25 germinal an XIII (Vassel, notaire), à François-Victor Dinocourt, défenseur officieux, et dame Marie Marcq, sa femme.

» Le 15 novembre 1825 (Delattre, notaire), elle passe à **M. Renard**, qui l'achète de Dinocourt.

» Elle est acquise le 11 janvier 1837, par **M. Lamy-Dhervillez**, puis vendue au Tribunal civil le 15 juin 1853, à **M. Devieille**, qui en est encore propriétaire.

» Louis Dufresne, père de Du Cange, eut neuf enfants; les deux premiers, Adrien et Jean, dont je n'ai pu trouver les actes de naissance sont certainement nés sur St.-Firmin-à-la-Porte.

» Les sept autres :

» Loys,	6 sept. 1599	} Sont tous nés sur St.-Firmin-à-la-Porte, dont cette portion de la rue de Metz faisait partie.
» Marie,	16 août 1601	
» Loys,	11 janv. 1604	
» Marguerite,	2 nov. 1607	
» Michel,	8 nov. 1608	
» Charles (notre Du Cange),	18 déc. 1610	
» Et François,	24 fév. 1618	

» Adrien Dufresne, qui succéda, en 1634, dans la charge de son père, comme prévost de Beaunesne, vint habiter la maison paternelle en 1637, après la mort de Louis.

» Il eût 4 enfants sur St.-Firmin-à-la-Porte :

Marie,	25 août 1639,
Jean,	16 juillet 1641,
Charles,	25 juillet 1644,
Marguerite,	16 février 1651.

» Louis Dufresne, fils d'Adrien, succède à son père, mort le 23 septembre 1666, suivant provision datée de Fontainebleau du 25 juillet 1666.^e

» Il a 6 enfants, tous nés sur St.-Firmin-à-la-Porte.

» Marguerite,	26 juillet 1667,
» Adrien,	15 mars 1668,
» Elisabeth,	1 janvier 1669,
» Marie,	28 mars 1671,
» Magdelaine,	19 juillet 1674,
» Louis,	20 octobre 1676.

» Etablissant maintenant le lieu de la naissance de Du Cange par d'autres actes authentiques : je trouve,

» Un partage du 4 juillet 1600 (Bazin, notaire), par suite du décès de Michel Dufresne. Loys Dufresne (père de Du Cange), a dans ses attributions ; le fief de Froideval, sis à Hangard ; la

maison ayant appartenu au défunt sise *rue de Metz*, et une mesure et terres labourables à Montières.

» Un acte du 7 septembre 1605 (Debacq, notaire), portant transport de rente à Loys Dufresne, prévost royal de Beauquesne (père de Du Cange), se termine ainsi : Fait et passé après midy pardevant notaires royaux, en la maison dudit Dufresne sise *rue de Metz*.

» 18 novembre 1610 (un mois juste avant la naissance de Du Cange), vente de cens par Antoine Trudaine, sieur de Dreuil et d'Oissy à Loys Dufresne, prévost de Beauquesne.

» Fait et passé à Amiens après midy pardevant notaires royaux, en la maison dudit Dufresne, sise *rue de Metz* (Debacq, notaire).

» Je termine mes citations par un acte de naissance qui se trouve à la mairie, au bureau des actes civils.

» Le 15 mars 1668, naquit et le même jour fut baptisé à St.-Aubin, près d'Amiens, ADRIEN, fils de M. Louis Dufresne, seigneur de Fredeval, conseiller du Roy, prévost de Beauquesne, à Amiens, et de dame Antoinette Le Caron, ses père et mère, parrain messire Adrien de Caumont, seigneur de St.-Aubin ; marraine, demoiselle Marie Dufresne. Le dit acte fut enregistré en cette paroisse (St.-Firmin-à-la-Porte) à la réquisition du sieur de Fredeval père, qui estoit pour lors allé chez ledit seigneur de St.-Aubin, pour ledit acte luy servir et aux siens au besoin, *sa maison estant la plus ancienne et de plus d'un siècle en ceste paroisse*.

(Extrait du registre de St.-Firmin-à-la-Pierre, 31 décembre 1668).

» Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mon profond respect.

» A. DUBOIS, »

Chef de bureau à la Mairie, Membre correspondant
de la Société d'émulation d'Abbeville, et de la
Société d'archéologie de Seine-et-Marne.

3^e Note de M. Dufour, Président de la Société.

« Messieurs,

» Par sa lettre du 22 novembre dernier, M. le Maire d'Amiens a bien voulu vous transmettre en communication des renseignements recueillis par M. Dubois dans un certain nombre de titres de propriété sur le véritable lieu de naissance de Charles Dufresne Du Cange, et vous demander votre avis sur cette question.

» Il y a une trentaine d'années, une plaque commémorative a été fixée dans la rue des Vergeaux, sur la façade de la maison dite de la Renaissance pour constater que l'auteur du Glossaire y aurait reçu le jour ; mais cette indication était bien certainement erronée. Pour s'en convaincre, il suffisait déjà de se reporter à la lettre que Etienne Baluze a publiée sur la vie et la mort de son ami Charles Du Cange en tête de son *Glossaire*. Voici comment il s'exprime :

» *Carolus in lucem editus est apud Samarobriam anno MDCX. XV Kal. januar. circa horam septimam matutinam ; eodemque die gratiam Christi consecutus est in Ecclesia parochiali sancti Firmini quam vocant ad Petram.*

» Ces détails, quant à la date et à la paroisse sur laquelle est né Charles Du Cange concordent parfaitement avec son acte de naissance que j'ai déjà eu l'honneur de vous communiquer précédemment et dont voici la teneur que M. Dubois a bien voulu me transmettre, d'après un registre de l'ancienne paroisse de St.-Firmin-à-la-Pierre :

« Le 18 décembre 1610, fut baptisé Charles, fils de Loys Dufresne, » avocat et prevost de Beauquesne, et de damoiselle Katherine » Drely. P. Charles Gorguette. M. damoiselle Marguerite Louvel.

» D'après ce premier document, il est constant que Charles Du Cange n'a pu naître dans la rue des Vergeaux, puisqu'elle dépendait de l'ancienne église de St.-Firmin-en-Castillon.

» Mais sur quel point et dans quel quartier de la paroisse de St.-Firmin-à-la-Pierre est donc né notre illustre compatriote ? M. Dubois, dans la lettre dont il vient de vous être donné lecture, s'est livré à cet égard à des recherches qui me paraissent entièrement décisives.

» En se reportant à d'anciens titres de propriété, il est parvenu à découvrir que la maison de Mlle Moyècle, maîtresse de pension dans la rue de Metz, tenait d'un côté en 1576 et en 1590 à M. Michel Dufresne, en 1603, 1605, 1611, c'est l'année qui a suivi la naissance de Du Cange, et en 1660 à M. Loys Dufresne.

» Plusieurs actes et notamment un partage du 4 juillet 1600 et un contrat de rente du 18 novembre 1610 qui se trouvent analysés dans la lettre qui nous est communiquée par M. le Maire, fixent dans la rue de Metz la maison de Loys Dufresne, le père même de Du Cange.

» En présence de ces documents authentiques, la lumière se fait sur le lieu de naissance du savant amiénois que Voltaire a si bien appelé le prince de l'érudition française.

» Nous devons donc solliciter de l'administration municipale la translation du marbre commémoratif de la naissance de Du Cange sur la façade de la maison n° 40 de la rue de Metz. Mais, en outre, il vous paraîtra convenable de remercier M. Dubois de ses investigations et de l'en féliciter. Depuis bien des années, ce zélé archéologue se livre à des études sérieuses sur nos antiquités locales : il nous prête un concours des plus utiles que vous tiendrez sans doute à reconnaître en lui décernant, à titre d'encouragement, une médaille en bronze à l'effigie de Dufresne Du Cange avec une légende qui constatera l'heureux résultat de ses recherches, et en votant l'insertion de sa lettre au Bulletin.

» Il vous semblera opportun, Messieurs, de rappeler en même temps à l'administration municipale notre désir de voir remettre en

état les inscriptions gravées sur le piédestal de la statue de Du Cange. Depuis 16 ans, les caractères ont perdu toute trace de dorure et les étrangers doivent maintenant s'approcher de la statue pour connaître le nom du célèbre amiénois qui se trouve honoré au milieu du square St.-Denis. Il y a près d'un an, j'ai, en votre nom, écrit à M. le Maire pour lui témoigner la nécessité de repolir les marbres et de ranimer la dorure des inscriptions ; mes instances sont demeurées infructueuses. Mais, si l'administration municipale a pu perdre de vue cette affaire, elle n'en saisira pas moins l'occasion de témoigner combien elle apprécie la valeur du beau monument dont vous avez doté, en 1849, la ville d'Amiens. »

Après diverses observations tendant à reconnaître la valeur des documents analysés dans la lettre de M. Du-bois, le rapport qui précède est mis aux voix et adopté. Il est en outre arrêté que la présente délibération sera transmise à M. le Maire d'Amiens.

RAPPORT DE M. BAZOT

SUR UNE

TROUVAILLE DE MONNAIES A GLISY.

Le 15 avril 1864, le vacher de la commune, surveillant les bestiaux au pâturage, aperçut de petites rondelles noires, poussées au-dessus des déblais que rejetait, près de lui, une taupe, pratiquant au beau milieu du marais communal, avec la merveilleuse activité qui lui est naturelle, une de ces galeries dont la combinaison m'étonne toujours. Entraîné par la curiosité, le vacher en ramassa quelques-unes et, après les avoir tournées et retournées, reconnut qu'il avait entre les mains de petites pièces de métal

d'un argent de mauvais aloi, sec, cassant ; il en brisa plusieurs en les manipulant. Quoique n'attachant pas une grande valeur à ce qu'il avait trouvé, il se munit d'une bêche et se mit à creuser. Arrivé à une profondeur de 50 à 60 centimètres, il en recueillit trois cents environ, sans restes de quoi que ce soit pouvant aider à reconnaître la nature de l'objet dans lequel elles avaient été contenues, ce qui donne à penser que ces monnaies ont été enveloppées dans un morceau d'étoffe ou de cuir ayant servi de bourse, détruit, par la grande humidité du sol tourbeux, sans laisser aucun vestige.

Aussitôt averti de cette trouvaille, je me rendis sur les lieux ; malheureusement j'arrivai trop tard pour avoir la totalité de la découverte et j'appris avec un grand chagrin qu'une moitié à peu près avait été éparpillée entre les habitants de Glisy et de Lamotte-Brebière.

Ces monnaies, d'un style assez pur, sont de la troisième des quatre périodes monétaires carlovingiennes, au monogramme cruciforme de Charles avec un K.

Au droit, dans le champ, croix grecque dans un cercle en grenetis.

Pour légende, de droite à gauche : *Le nom de la Ville*.

Au revers, monogramme enfermé dans un semblable cercle en grenetis.

Pour légende, de droite à gauche : *Gratia Domini* (en abrégé) *rex*.

Elles ont peu ou point circulé, elles sont plus ou moins bien marquées, plusieurs sont fleur de coin.

Souvent le K du monogramme a l'apparence du C de forme carrée.

Quelques légendes sont en lettres s'élargissant du sommet à la base, en caractères cunéiformes.

Sur certaines pièces les légendes circulaires ont été gravées contrairement au sens ordinaire de l'écriture.

Plusieurs lettres retournées, renversées, à rebours, constatent la grande incurie, peut-être l'ignorance, des graveurs, dans la confection des coins.

La syncope ou l'abréviation du mot *Domini* n'est pas toujours indiquée par un trait.

La totalité, à trois pièces près, appartient au dernier et au plus chéri des enfants de Louis-le-Débonnaire, à Charles-le-Chauve, au prince qui, faisant passer des chartes et diplômes sur ses monnaies la célèbre formule *Dei gratia rex*, familiarisa les peuples avec le principe contesté du droit divin ; au roi de la seconde race qui, sans contredit, frappa monnaie dans le plus grand nombre de localités.

On connaît de Charles II des monnaies sorties de plus de cent ateliers établis dans différentes parties de ses Etats.

Deux deniers ont été mis en circulation par Louis-le-Bègue.

Un demi denier revient, je pense, à Louis III.

Vous savez, Messieurs, qu'après de longues et patientes recherches, de sérieuses études et un examen plus attentif on est parvenu à distinguer les nuances qui caractérisent chaque monnayage carlovingien et qu'aujourd'hui les maîtres dans la science des monnaies et médailles attribuent d'un commun accord :

A Charlemagne, les pièces aux lettres ayant beaucoup de relief, offrant une certaine rudesse dans la forme et dans la manière dont elles sont taillées.

A Charles-le-Chauve, les deniers dont les lettres sont plus élégantes, dont les grenetis sont formés de points plus petits ; le métal est moins pur et plus cassant.

A Charles-le-Simple, les pièces plus plates, plus négligées dans le titre et dans la fabrique en général.

Les points ajoutés à la croix sont un indice et non une preuve, pour ce dernier roi.

C'est m'appuyant sur ces marques distinctives que je ne crains

pas d'affirmer que tous ces monogrammes, à l'exception signalée, sont de Charles II (840 à 877).

Au surplus, parmi ces monnaies, il y en a qui ont été frappées dans des villes que Charles-le-Simple n'a pas possédées, comme Saint-Quentin, Cambrai, Arras.

Tous ces deniers ou demi deniers, seules monnaies émises sous la seconde race, ont été frappés sans égard pour le type ordonné par l'édit qui veut :

Le nom du roi d'un côté, autour de son monogramme ; de l'autre, le nom de la ville autour de la croix.

Ut in denariis novæ nostræ moneta ex una parte nomen nostrum habeatur in gyro, et in medio nostri nominis monogramma ; ex altera vero parte nomen civitatis, et in medio crux habeatur.

Serait-ce témérité de protester contre cette expression de monogramme ; *μικρο* seul et *γρμμμ* lettre, ne désignent-ils pas très-improprement les cinq lettres KROLS très-distinctes, quoique liées ; et n'aurait-il pas été plus juste de nommer cette figure ou dessin un sigle, de *σινλα* abréviation ? Ceci dit sans m'arrêter et pour ordre.

Il est impossible de parler des monnaies de Charles II et de passer sous silence les règles qu'il imposa à leur fabrication ; mais, comme elles sont connues, je ne vous en entretiendrai que pendant quelques minutes.

Sous la race carlienne, la coutume était de tenir chaque année deux parlements ou placites, les résolutions prises dans ces parlements s'appelaient Placita. Dans le dernier on arrêtait les comptes et les états. A l'ouverture de chaque parlement, on rendait compte de tout ce qui s'était passé depuis la tenue du dernier. Si quelqu'un avait des plaintes à faire, des droits à réclamer, des abus à dénoncer, des établissements ou des réformes à proposer, c'était le moment : et c'est à une de ces assemblées, au parlement réuni à

Pistes-sur-Seine (1), que Charles signa le 7 juillet 864 l'ordonnance qui, depuis bien des années, a vivement préoccupé tous ceux qui ont écrit sur les monnaies de nos rois. Permettez-moi de vous rappeler en quelques lignes le sentiment de ceux qui font autorité dans la numismatique, et de vous dire ce que je pense des ordonnances de Charles II.

J'ai déjà dit (BEAUV, *Etudes et recherches historiques sur les monnaies de France*) qu'il était plus que probable que l'édit de Pistes n'avait pas été exécuté ou qu'un édit postérieur l'avait modifié ; cette dernière supposition trouve sa preuve dans l'existence des deniers de Charles-le-Chauve à un type qui est une modification de celui prescrit par l'édit de Pistes. Du côté droit on voit toujours le monogramme carlovingien ; mais la légende est toute différente. Ce n'est pas le nom du roi qui la compose, c'est la formule laudative GRATIA DOMINI REX qui remplace complètement CARLVS REX ; de sorte que le nom royal n'a d'autre expression que le monogramme placé dans le champ de la pièce. Au revers c'est toujours la croix grecque dans un cercle en grenetis, et le nom de la ville en légende.

Les lieux de fabrication ne se bornent pas aux dix villes désignées par le susdit édit.

Il faut en conclure que les monnaies frappées à un type non conforme à l'édit sont antérieures à cet édit, que c'est pour réduire le nombre exorbitant d'ateliers monétaires qui rendait la vérification et la surveillance du monnayage difficile, que l'édit de Pistes a été rendu, ou bien que cet édit n'a pas, comme tant d'autres, reçu son exécution ou enfin qu'il y a été dérogé par un édit postérieur qui ne nous est pas connu, car il n'est pas présumable que depuis 864 jusqu'en 877, c'est-à-dire pendant une période de treize années consé-

(1) Aujourd'hui Pont-de-l'Arche, *Pons de Arcis*.

cutives, toute la monnaie du roi ait été fabriquée et mise en circulation contrairement à l'édit publié précisément dans le but d'assurer l'exactitude et l'uniformité du type.

Le Blanc nous dit :

« Il faut remarquer qu'il ne nous reste aucun denier dont la marque soit conforme à celle qui est décrite dans cet édit ; et par la grande quantité de monnaies ayant autour du monogramme *Gratia Domini rex*, autour de la croix le nom de la ville, on serait tenté de voir les véritables prescriptions de l'édit de Pistes, mal conservées dans les anciens manuscrits, car les monnaies marquées selon les prescriptions de cet édit sont d'une excessive rareté. »

En 1830, au château de Courbantou, Sologne Blésoise, dans un des fossés, douze cents pièces de monnaies de la deuxième race furent trouvées. M. De la Saussaye en rendant compte de cette trouvaille (*Revue numismatique française*, 1838, p. 343), fait remarquer que dans les deniers il ne s'en est pas trouvé un seul de semblable à ceux désignés par l'ordonnance de Pistes. Ces monnaies, dit-il, continuent à être d'une grande rareté et je crois qu'il vaut mieux supposer avec Le Blanc que le règlement de l'édit de Pistes fut abrogé par un autre qui n'est pas venu jusqu'à nous, que de penser, avec plusieurs Antiquaires, que les véritables prescriptions de cet édit auraient été mal conservées dans les manuscrits.

Moi je pense que l'édit de Pistes est resté à l'état de lettre morte.

Charles avait la volonté de réformer les abus, de réprimer les désordres qui désolaient le royaume, mais il n'en avait pas les moyens. Les forces dont il pouvait disposer se trouvèrent paralysées par l'esprit changeant de ce prince et son déplorable défaut d'aimer mieux faire des conquêtes éloignées, de porter le trouble dans les états limitrophes que de gouverner paisiblement son royaume et d'écraser les Normands ; ce qui lui aurait été facile si, prévoyant toutes les conséquences de ses résolutions, il se fût borné, n'entreprenant

rien mal à propos, à gagner l'amour de ses sujets, l'estime de ses voisins. Hors d'état de chasser les pirates, il ne rougissait pas de faire lui-même avec eux des traités moyennant de fortes sommes d'argent qu'il leur donnait.

En ces temps malheureux, son royaume penchait vers sa ruine. Renfermé dans St-Denis, Charles abandonnait en quelque sorte la France au pillage des Danois et des Norvégiens, il ne savait défendre ses états contre l'invasion normande ni maintenir son autorité contre les prétentions des grands laïques, et autres, qui le méprisaient. Comment aurait-il, n'ayant aucune puissance morale, employé ses troupes à réprimer un abus qui en définitif ne mettait pas son trône en péril.

Charles n'a pu faire exécuter son édit à cause de l'impuissance à laquelle le pouvoir royal était déjà réduit.

Sous Charlemagne, dit l'abbé de Mably, le gouvernement se formait, sous Louis-le-Débonnaire il se déformait, sous Charles-le-Chauve il n'existait plus.

Antérieurement à l'édit de Pistes, Charles II avait ordonné, sans être obéi, la réforme des monnaies frappées à son coin.

L'édit d'Attigny de juin 854 n'avait pas été mis à exécution, un second signé à Crécy-sur-Oise en 861 avait été considéré, aussi, comme non avenu, un même sort était réservé au troisième, celui de 864.

Toujours par l'impuissance du signataire devenu en outre ridicule par le costume grec qu'il avait adopté. « *Il se vestissoit à la mode des Grecs, portant une longue dalmatique qui lui venoit jusques aux talons, avoit la tête enveloppée d'un couvre-chief de soie, comme on peint le grand Soudan de Babylone et portoit une couronne dessus, et toujours avoit à son côté un grand badelair turquois (sabre à la turque).* » (*Chroniques de France*, par Nicole Gilles, xv^e siècle.)

Cet habillement parut si étrange, si bizarre en France que Meze-

rai a écrit qu'il faisait peur jusqu'aux chiens qui hurlaient quand ils le voyaient passer.

Il en a été des édits sur les monnaies comme des réglemens des capitulaires sur l'observation du bon ordre dans la marche des troupes, si souvent répétées, notamment dans l'assemblée tenue par Charles à Coblenz en 860, et si peu suivies. En effet il n'était pas possible qu'une bonne police fût observée dans ces temps de troubles et de désordres continuels.

N'est-il pas évident que si l'édit de Pistes avait eu la force pour lui, on aurait exécuté les dispositions suivantes qui en sont extraites.

Après la messe de Saint Martin toutes les monnaies seront décriées, exceptés les deniers d'argent fin et de poids nouvellement fabriqués, et celui qui en donnera d'autres dans le commerce les perdra : et ils seront saisis par le comte et par ses officiers, suivant l'article 10 du 2^e livre des Capitulaires.

Ut ab ipsa missa sancti Martini per omne regnum nostrum non nisi istius nostræ novæ monetæ veri et bene pensantes denarii accipiantur. Et quicumque ab illa die alium denarium negotiandi causa protulerit, à Comite et à ministris ejus auferatur ab eo, sicut in libro capitulorum secundo, decimo octavo capitulo continetur.

Toutes sortes de personnes seront obligées de porter aux hôtels des monnaies tout ce qu'elles auront d'argent pour être changé en espèces nouvelles, etc.

Aujourd'hui, les pièces rares ne seraient pas celles faites en conformité à l'ordonnance, mais bien celles qui démonétisées et n'ayant pas été refondues seraient parvenues jusqu'à nous.

J'ai donné, dans une note publiée par les journaux d'Amiens le 30 avril 1865, pour cause et pour date à cet enfouissement les courses des Normands et le règne de Charles II, c'est à cette époque qu'Amiens et plusieurs autres villes de la Picardie furent successi-

vement et à diverses reprises pillées et dévastées. J'ai même indiqué, désirant mieux préciser, l'an 853, année dans laquelle les Sarrasins, selon l'expression du chroniqueur David Aubert, ayant fait une nouvelle incursion, furent battus par les nombreux vassaux du comté de Corbie, commandés par Odon, abbé de Corbie. J'ai supposé que les Normands, remontant sur leurs bateaux la rivière de Somme comme ils remontèrent la Seine, la Garonne, la Loire, l'Escaut et le Rhône, se répandirent dans Amiens et les environs ; que chacun effrayé du sort qui l'attendait, cacha son petit trésor avec l'intention de venir le reprendre, le fléau passé. J'étais dans le vrai, quant au fait, les chroniques des ix^e et x^e siècles parlent souvent des descentes de ces barbares qui remontaient la Somme jusque vers Péronne et Saint-Quentin sur de petites barques propres à porter huit à dix hommes : mais je me suis trompé quant à la date. Dans mon empressement à remercier publiquement les personnes qui m'ont aidé à rendre la Société propriétaire du petit trésor, j'ai passé trop rapidement sur quelques pièces et ce n'est qu'après les avoir reprises une à une que j'ai reconnu un demi denier de Louis III.

Il faut donc rajeunir ce dépôt confié à la terre de vingt-six ans, et le reporter au règne des deux fils de Louis-le-Bègue, Louis et Carloman, à l'année 879. Cette date paraît d'autant plus certaine qu'en cette année même, Corbie si près de Glisy, soutenait un nouveau siège contre les Normands.

Les fortifications de Corbie furent démolies sur l'ordre de Le Tonnellier de Breteuil, intendant de la généralité d'Amiens.

Les pièces en notre possession s'élèvent à 170, dont 153 deniers, 17 demi deniers, provenant de trente-deux ateliers au moins : Deux au nom de Louis II. — Cent soixante-six au nom de Charles II. — Un au nom de Louis III. — Un inconnu, indéchiffré.

Voici l'état détaillé des pièces devenues la propriété de la Société :

INVENTAIRE.

Je suivrai l'ordre alphabétique, cependant je fais passer en première ligne Amiens :

1^{re} Amiens.

AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*
AMBIANISCVIT* GRATIADIREX*

2^{me} Aire ou Arras.

ARRASCVIT* GRATIADIREX*

3^{me} Arras.

ARRASCVIT* GRATIADIREX*

4^{me} AULNAH.

AVTISTYDERGIVLT GRATIDIREX

5^{me} BAYUX.

IBATGASCIVITAST GRATIDIREX

6^{me} BRAUVAN.

BELEVAGVSGIVIT CAROLVSREX
BELEVAGVSGIT CAROLVSREX

7^{me} CARRAI.

CAMARACVSCIVIST GRATIDIREX
CAMARACVSCIVIT GRATIDIREX

8^{me} CASTRES.

CASTRALOCIMO CAROLVSIMPAT

Charles étant parvenu à l'empire fit fabriquer sa monnaie avec le titre d'empereur, et ce jusqu'à la fin de son règne, c'est-à-dire pendant les deux années qu'il vécut encore.

Il mourut au passage des Alpes le 5 ou le 6 octobre 877, empoisonné, dit-on, par le médecin juif Sédécias, charlatan et intrigant auquel il prodiguait sa confiance.

9^{me} CASSEL.

CASSELOMOAN GRATIDIREX

Croix cantonnée de deux globules.

10^{me} CHELLES.

KALAMONATHEX GRATIDIREX

11th Component.

CONFIDENTIAL AND CRISTIAN PREX

12-month Cond.

CONDATOMONE+ CκTIPD=IREX+

13^{me}: DUBUIS (SAINT).

SCIAIONYSIIM† CRATIAD-IREM†

14^{ment} LAON.

LYGDYNICLAVATI* GRATIA D'IREX*
 LYGDYNICLAVATI* CDEXITADTIDES*
 IVDYNICLAVATI* GRATIA D'IREX**

18^{me} LE MARS.

CINQMANISCIVITAS* GRATIAD*IREX*
CINQMANISCIVITAS* GRATIAD*IREX*

16^{me} MEAUX.

IN BELDIS CIVITAS GRATIA ET BEATITUDO

17^{me} Mousson-sur-Meuse.

НЛОПЛОМОНН* СРАТЛО-Р*Р

18th NEVERS.

NEVERNISCVITVS+ GRATIAD-IRE**

19-cent ORLEANS.

ZATTVTQ 011 ANDOKA V F CRVHT AD-11 BE XX

20^{me} PALAIS (Monnaie du).

PALATINOMONET CRATIA D'ITRE
 PALATINOMONET CRATIA D'ITRE
 PALATINOMONET CRATIA D'ITRE
 PALATINOMONET CRATIA D'ITRE
 PALATINOMONET CRATIA D'ITRE

Ce denier, frappé au palais du roi, est une preuve sans réplique que le règlement de Pistes n'a pas été suivi; il ne peut être admis que, sous les yeux même de Charles, ses ouvriers monétaires aient méprisé sa volonté aussi effrontément.

21^{me} PARIS.

PARISI CIVITATE CRATIA D'ITRE

22^{me} QUENTIN (SAINT)

SCHEVITENWIDHOIEZ CRATIA D'ITRE
 SCHEVITENWIDHOIEZ CRATIA D'ITRE
 SCHEVITENWIDHOIEZ CRATIA D'ITRE

23^{me} QUENTOVIC.

QUENTOVIC CRATIA D'ITRE
 QUENTOVIC CRATIA D'ITRE
 QUENTOVIC CRATIA D'ITRE

Le Blanc pense que Quentovic était situé à l'embouchure de la Canche, vis-à-vis d'Étaples, sur l'emplacement où s'est élevé ensuite le monastère de Saint-Josse. Ce lieu est fort célèbre pour les monnaies, comme il résulte de cette ordonnance de Charles-le-Chauve :

Ut in nullo loco alio in omni regno nostro moneta fiat nisi in palatio

nostro et in Quentovico ac Rotomago, et fort ancien, où la monnaie était établie depuis longtemps, comme le constate cette autre ordonnance : *Quæ moneta ad Quentovicum ex antiqua consuetudine pertinet.*

La croix cantonnée en points est un indice qui se rapporte plus spécialement à Charles-le-Simple. Je l'ai déjà dit ; mais, comme ces pièces ne sont pas d'un flanc large et mince, que la fabrication est loin d'en être négligée, je maintiens ces pièces à Charles II.

24^{me} Ruims.

REMYSCIVITAS* GRATIADIRE*
GRATIA D'IRE
REMYSCIVITAS* GRATIADIRE*

25^{me} Rennes.

HEREDNE'SCIVITAS* GRATIADIRE*

26^{me} Rouen.

ROTHACVS CIVIT* GRATIADIRE*
ROTHACVS CIVIT* GRATIADIRE*
ROTHACVS CIVIT* GRATIADIRE*
ROTHACVS CIVIT* GRATIADIRE*

27^{me} Soissons.

SVESSESCIVITAS* GRATIADIRE*

28^{me} Tours.

TVRONESCIVITAS* GRATIADIRE*

29^{me} Troyes.

TROYESCIVITAS* GRATIADIRE*

30^{me} VALENCIENNES (port sur l'Escaut).

VALENTIANISPORT* CRATIADWIR*

M. Piot, numismatiste belge distingué, est d'avis que la qualification de *portus* ne s'applique pas uniquement à des villes situées sur des rivières, comme le pense M. de Longpérier; elle s'applique à toute ville entourée de fortifications, d'où est dérivée la dénomination flamande *poorter*, bourgeois par excellence (*R. N. belge*, 1848, p. 366).

31^{me} VISÉ.

IN VICO VICO CATO* HLVDOWVICWSTB*

Les mots *in vico* sont tous usités sur les monnaies lotharingiennes : *in vico Namuco*, *in vico Trijecto*, *in vico Boio*, *in vico Deont*.

L'attribution de cette dernière pièce, frappée à Visé, Viset ou Weset, ville de Belgique à trois lieues de Liège et à deux lieues et demie de Maestricht, sur la droite de la Meuse, a été l'objet de contestations sérieuses entre les numismatistes. Je me range du côté du savant M. Piot, qui l'attribue à Louis II, dit le Bègue (877 à 879).

32^{me} (Sans nom de ville).

Du côté de la croix :

CAIROVSNER*

Du côté du monogramme :

CRATIADWIR*

C'est un type que Berry appelle de transition, sans pouvoir préciser l'époque à laquelle il se produisit. Ce doit être, dit-il, peu d'années avant la fin du règne de Charles-le-Chauve.

Cette explication concorde avec la pièce de Charles avec le titre d'empereur, comprise sous le numéro d'ordre 8 ci-dessus.

33^{me} (Sans nom de ville).

Du côté de la croix :

LVDOVICVS REX

Du côté du monogramme Carolin :

CAROLVS REX

Louis III probablement (879 à 884).

Le monogramme des Charles se trouve quelquefois dans le champ, avec le nom de Louis en légende. Ce monnayage a cela de singulier, qu'il est marqué du monogramme de Charles-le-Chauve son grand-père. (LE BLANC.)

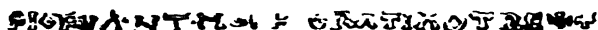
Cette particularité s'explique par l'adjonction de Carloman, son frère, au pouvoir royal.

Il semble étrange, au premier abord, que Louis III, ayant un monogramme qui lui est propre, ait signé une monnaie portant au revers le monogramme de Charles qui devait lui être étranger ; mais il faut se rappeler que Louis-le-Bègue, en mourant, laissa ses États à Louis et Carloman ; qu'au commencement, Louis n'était pas seul roi en France ; il partageait la royauté avec son frère Carloman ; qu'ainsi le droit de signer seul la monnaie ne lui appartenait pas, que Carloman avait, comme lui, le droit de mettre son nom sur la monnaie émise en commun. (Beaury.) Cette manière de faire indique que notre monnaie est antérieure au partage du royaume, resté indivis jusqu'en 880.

34^{me} (Monnaies indéchiffrées).

EVIIQATVDO++DVVICINSVT+

36^{me} (Monnaies de frappe douteuse).



Il a été en outre trouvé une paire de boucles d'oreilles, en tout semblables aux boucles d'oreilles recueillies dans le cimetière franck ou mérovingien de Neroy, sauf la nature du métal.

Grands cercles en argent fondus, forgés et tirés à la filière, se fermant par un crochet introduit dans une boucle, le tout grossièrement contourné;

Un reste de disque très-mince en argent sur lequel sont encore visibles des traits faits au burin, provenant sans doute d'une fibule;

Deux fragments d'argent dont l'usage m'est inconnu.

Apprécier au juste la valeur extrinsèque de nos deniers me serait assez difficile ne connaissant pas exactement leur degré de rareté, mais cet ensemble de monnaies picardes est précieux pour nous et je m'estime heureux d'avoir conservé à la Société une bonne partie de ce trésor.

NOTICE

SUR

La Vie de S^t-ANGILBERT, VII^e Abbé de Saint-Riquier,

D'APRÈS UNE CHRONIQUE DU MONASTÈRE,

Par M. l'Abbé HÉNOUCQUE, membre titulaire résident.

Saint Angilbert est sans contredit l'un des hommes les plus célèbres de la cour de Charlemagne, une des plus grandes figures monastiques de cette époque. Ami et confident de Charlemagne, son conseiller le plus intime, archichapelain de son fils Pépin, roi d'Italie, ambassadeur auprès des saints papes Adrien et Léon, il est mêlé à

ous les événements de la fin du VIII^e siècle. Il se rencontre en Italie avec saint Adhélard, abbé de Corbie, autre gloire de notre Picardie ; il assiste au couronnement de Charlemagne à Rome en 800 avec Jessé, évêque d'Amiens. Alcuin le compte au nombre de ses élèves les plus dévoués : il est membre de cette illustre académie du Palais qui donna une si vive impulsion aux études. Son glorieux nom d'Homère nous révèle un grand helléniste, un poète distingué pour l'époque.

Les moines de Centule ont célébré saint Angilbert comme leur second fondateur. En effet, il agrandit le monastère de Saint-Riquier ou plutôt il le réédifia avec une magnificence vraiment royale. L'église qu'il éleva à la gloire du Sauveur et du bienheureux patron du monastère est citée comme une des plus belles, des plus riches de ce long règne, si fécond en chefs-d'œuvre d'architecture. Trois cents moines y célébraient le jour et la nuit les louanges divines, le *laus perennis*, pour parler le langage du temps.

La légende de saint Angilbert nous a été transmise par les moines de l'abbaye de Saint-Riquier ; elle se compose d'un livre sur la vie du saint abbé et de trois livres de ses miracles opérés au commencement du XII^e siècle. Il faut toutefois reconnaître que cette légende omet beaucoup de faits historiques. En s'inspirant des chroniques et des écrits des auteurs contemporains, un historien consciencieux ne manquerait pas d'embellir ce récit et de le compléter : il ferait aussi quelques réserves sur plusieurs faits (1).

(1) Voir Mabillon, *Act. Sanc.*, t. 5, p. 51 et suiv.

Voici le récit de la vie de saint Angilbert d'après la chronique de Centule.

L'an 754 de l'incarnation, Pépin fils de Charles Martel régnait sur les Francs avec ses deux fils Charles et Carloman ; il avait pour conseiller et ministre Angilbert, personnage non moins remarquable par sa dextérité dans les affaires que par sa haute naissance. Ce grand homme avait su tellement plaire aux princes, qu'ils l'aimaient comme un frère ou comme un fils. Il avait en effet beaucoup d'aménité dans le caractère, de grandes connaissances dans les arts libéraux, une science extraordinaire, une taille élégante, une belle figure. On ne pouvait le considérer sans se sentir rempli pour lui d'une vive affection. Joignez à toutes ces qualités les dons surnaturels de la grâce de Dieu, et vous vous le représenterez comme un homme accompli. Cédant aux conseils de ses parents et de ses amis, aux exhortations des princes, il reçut la tonsure des clercs ; et, sous l'habit ecclésiastique qu'il honorait par une vie édifiante, il devint la lumière du Palais.

Pépin mourut après douze ans de règne. Charles et Carloman héritèrent de son vaste royaume ; mais ce dernier ne survécut que peu de temps à son père, et *Charles-le-Grand* (1) se trouva maître de tous les Etats possédés par Pépin, son père. (Le nom de Grand fut donné à ce prince soit à cause de sa rare sagesse et de son incomparable activité, soit à cause de ses nombreuses conquêtes et de sa vaillance à la guerre.) Charles s'attacha fortement Angilbert, vu que c'était un homme de haute nais-

(1) On a uni ces deux noms pour en former celui de Charlemagne.

sance et d'une conduite irréprochable. En effet, toute sa famille a toujours joui de la plus haute considération à la cour des rois Francs. Ses aïeux et ses ancêtres occupèrent les principales dignités et furent unis par les liens du sang à tous les grands officiers de la couronne. Charles se faisait accompagner partout par Angilbert. Ses sages conseils dont il se servit si souvent, sa fidélité inaltérable lui rendirent des services infiniment utiles. Pour lui prouver toute l'étendue de sa confiance, il le fit son secrétaire, son primicier, son silentiaire. C'est ainsi qu'après avoir essayé sa rare prudence, il ne voulut plus régler les affaires du royaume sans sa participation.

Comme les dons du ciel embellissaient chaque jour son âme, pressé par les inspirations du divin amour et les exhortations du roi, Angilbert reçut le sacerdoce pour se préparer plus prochainement à l'épiscopat par l'exercice de ce sublime ministère : car le roi avait l'intention de l'élever à quelque métropole, sa noblesse et sa science extraordinaire lui méritant certainement cette distinction. Mais il en arriva tout autrement que le roi tout rempli d'idées terrestres l'avait disposé dans ses habiles combinaisons.

Charles avait eu trois filles de la reine Hildegarde, savoir : Rotrude, Berthe et Gisèle. La seconde des royales princesses fut éprise d'amour pour Angilbert : elle voulut pour époux le noble dignitaire qu'elle savait entrer le plus avant dans la confiance du roi. Elle n'osa point d'abord révéler à son père les penchants secrets de son cœur ; mais elle sut si bien le battre en brèche, qu'elle parvint à lui faire connaître ses désirs. Le roi apprit avec peine les

vœux que formait sa fille : craignant toutefois les suites facheuses d'un refus, considérant d'ailleurs la noblesse d'Angilbert, il consentit enfin à la demande de Berthe. Après s'en être entendu avec les principaux officiers de son palais, il unit sa chère fille avec Angilbert, à la grande satisfaction de tous ceux qui formaient sa cour. Ainsi le seigneur Angilbert, infidèle aux saints engagements du sacerdoce, devint le gendre du roi. De ce mariage naquirent deux fils, Nithard et Harnide. On lui donna aussi le gouvernement d'une partie de la France maritime ; il était convenable en effet que le gendre du roi fût élevé à un poste digne d'un si haut rang.

On se tromperait si l'on croyait qu'Angilbert se fût laissé prendre à l'appât des honneurs du monde. Dieu qui connaît les siens, envoya dans des vues de miséricorde une grande maladie à ce futur athlète du Christ. Se voyant près de sa fin, il rentra en lui-même et il fit avec beaucoup de ferveur le vœu de se consacrer à la vie religieuse, si la santé lui était rendue.

En ce temps-là le monastère de Centule, fondé par saint Riquier et enrichi du précieux dépôt de son corps, était devenu célèbre par des miracles souvent renouvelés et par ses nombreuses phalanges de moines pressées autour de la glorieuse dépouille du serviteur de Dieu. Angilbert, en visitant sa province, entendit parler des prodiges qui s'opéraient au tombeau de saint Riquier, ce qui lui inspira une grande estime pour ce lieu vénérable. La suite de son histoire le prouvera, puisque c'est là qu'il vint, après sa conversion, prendre le saint joug de la vie pénitente.

Pendant qu'il délibérait en lui-même et avec la princesse Berthe de ses projets de quitter le siècle et de se rendre esclave de la sainte religion, il apprit tout-à-coup qu'une grande multitude de Danois (1) venaient d'envahir les bords de la Seine et de la Somme et pénétraient dans les ports de la France maritime. A cette nouvelle son âme est saisie de douleur et de crainte. Sa conscience lui reproche le crime de son mariage sacrilège, les entraînements de sa passion, le changement qui s'est opéré en lui depuis qu'il a quitté la sainte milice de Dieu pour la milice du siècle et les pompes mondaines de la dignité ducal. Cependant il ne perdit point courage. La raison triompha de ses appréhensions, et il s'en alla annoncer au roi Charles les périls qui le menaçaient de la part des pirates. Le roi lui donna plusieurs milliers de soldats bien équipés et il l'envoya avec ce secours combattre contre l'ennemi. Pendant qu'on s'occupe des préparatifs nécessaires à une grande guerre, Angilbert s'en vient en pèlerinage au tombeau de saint Riquier ; il prie avec beaucoup de larmes et de profonds soupirs ; il frappe avec instance à la porte de la miséricorde divine ; il fait violence au ciel ; il s'engage par un vœu irrévocable à se revêtir immédiatement de l'habit monastique, s'il lui est donné d'échapper aux périls de cette guerre meurtrière. Ses vœux et ses prières furent promptement exaucés. A peine était-il rentré au camp, qu'il s'éleva un grand orage accompagné de tonnerres, d'éclairs, de grêles, de pluies impétueuses. Les Danois furent tellement épouvantés de

(1) C'est ainsi qu'on appelle les Normands dans plusieurs chroniques.

ce déchainement des éléments conjurés contre eux, qu'ils se précipitèrent sur leurs vaisseaux et prirent promptement la fuite. On dit même qu'il y eut tant de trouble et de confusion dans ce départ, qu'ils s'embarrassèrent les uns les autres et qu'il en périt un grand nombre.

Ainsi le Sauveur des hommes, touché des prières d'Angilbert, son futur soldat, et voulant glorifier le bienheureux Riquier, son athlète émérite, assura aux Francs une victoire vraiment miraculeuse : car non seulement aucun d'eux ne fut atteint par l'ennemi, mais encore, grâce à la dispersion subite des Danois, ils ne coururent point le moindre danger et pas un cheveu ne tomba de leur tête.

C'est au tombeau de saint Riquier qu'Angilbert vint rendre grâces à Dieu de sa victoire, puis il porta au roi la grande et heureuse nouvelle de la fuite des Danois. Charles n'écoula point sans étonnement le récit de cette incroyable campagne et il mêla ses chants de reconnaissance à ceux du vainqueur. Ensuite Angilbert entretint en secret le roi Charles de ses desseins et le supplia de lui permettre d'abandonner les honneurs du siècle pour servir Jésus-Christ et marcher dans les sentiers d'une vie plus parfaite. Il ajouta que sa conscience l'obligeait à prendre ce parti, et qu'il sentait que la pénitence était le moyen le plus sûr de réparer les pertes que son âme avait subies dans le monde. Le roi franc fut comblé de joie en entendant ce langage et en voyant ces désirs ardents de pénitence ; il consentit volontiers à la demande de son gendre et il le pressa même d'exécuter son vœu.

Angilbert se rendit donc à Centule avec l'approbation du roi pour renoncer solennellement à toute la pompe des

dignités du monde. Et d'abord il consacra à Dieu sa très-noble épouse la princesse Berthe ; on lui mit sur la tête le voile des religieuses et on lui prépara une retraite convenable dans l'enceinte du monastère. Après avoir ainsi rompu ses chaînes, Angilbert, à genoux sur le pavé du chapitre au milieu des moines, demande humblement le saint habit religieux (1) ; et, quoique les frères de ce lieu fussent tous remplis de la plus profonde vénération pour lui, cependant il fut ajourné et éprouvé selon les prescriptions de la règle. Quand le temps nécessaire fut écoulé, on le revêtit de l'habit monastique, qu'il reçut avec une grande piété et tous les caractères d'une véritable humilité. »

Or aucun mortel ne saurait redire avec quelle austérité il traita son pauvre corps ; à quelles croix, à quelles tortures le condamna son nouveau genre de vie où il fut son propre bourreau. Il n'était plus question pour lui d'habits somptueux, de lits moelleux, de sommeils prolongés, de délicatesse dans la nourriture et la boisson. Armé contre lui même d'une sainte colère, il lave ses fautes anciennes dans des torrents de larmes. Consacrant le jour et la nuit à la prière, au chant des psaumes, à de fréquentes lectures, il retrempait son âme dans la ferveur de la componction, afin d'offrir sans cesse à Dieu, selon la parole du Prophète, *le sacrifice d'un esprit contrit et humilié*. Ainsi par ces expiations héroïques et par d'autres qu'il serait trop long de raconter ici, ce digne athlète de Jésus-Christ se présenta à Dieu comme une victime d'a-

(1) *Habitum sanctæ conversationis.*

gréable odeur. Mort au péché, aux vanités du siècle, il mérite d'être de nouveau compté au nombre des enfants d'adoption, de devenir un vase d'honneur dans le temple du seigneur, d'entendre au fond du cœur ces consolantes paroles : *Votre péché vous est pardonné*. Le figuier stérile comme amendé par le souvenir de ces iniquités était devenu un fertile olivier, digne d'être transplanté dans la maison du Seigneur.

Cependant l'abbé Symphorien qui marchait d'un pas ferme dans les sentiers de la vie monastique et parcourait avec une extrême précaution la lice ouverte devant lui, touchait au terme de sa course et allait recevoir le prix du combat. Il s'endormit du sommeil des justes et, le front couronné des palmes de la victoire, il commença à goûter les ineffables délices promises aux athlètes chrétiens. Sans chef, sans distributeur des dons célestes, son armée de moines n'aurait pu marcher à l'ennemi : on fit donc une nouvelle élection et Angilbert fut nommé abbé d'une voix unanime. Sa naissance illustre, sa science extraordinaire et sa vie déjà si riche en fruits de salut, le rendait bien digne de cette haute dignité. Mais comme c'était alors la coutume dans les abbayes royales de n'installer un nouveau pasteur qu'après avoir obtenu le consentement du roi, on députa vers Charles des moines de bonne vie et mœurs pour l'informer et de la mort de Symphorien et de l'élection de son successeur. Quand il eut ouï leur message, Charles se hâta d'approuver leur choix ; il les pressa même d'achever l'œuvre du ciel, afin d'assurer à leur monastère tous les avantages d'une si heureuse conquête. C'est pourquoi les pieux enfants de Centule

firent bénir immédiatement le nouvel abbé, le reconnurent pour leur père, leur maître et leur modèle et l'envoyèrent vers le roi avec un grand cortège. Charles le reçut avec beaucoup d'empressement et de joie, et se montra très-affable et très libéral : il l'exhorta en termes pleins de dignité et de grandeur à persévérer dans la résolution de mener une vie sainte et parfaite, de combattre constamment pour établir le règne de Dieu. Il lui promit en même temps que les richesses de son royaume, que ses conseils ne lui feraient jamais défaut. Angilbert dans sa réponse ne resta point au-dessous de son roi; il déclara que toute son ambition était de restaurer le monastère de Centule, de le mettre dans un meilleur état, d'ajouter à la splendeur des édifices, à la régularité de la discipline, d'augmenter le nombre des religieux, de renouveler tout, s'il était possible, à l'intérieur et à l'extérieur. Il ajouta ensuite : Puissant Roi, pour l'exécution de mes desseins, j'ai besoin de l'appui de votre bras ; si je puis avec votre aide faire quelque chose qui soit digne de Dieu, mes travaux vous seront comptés pour le salut de votre âme au grand jour des récompenses. Le bon roi lui fit entendre qu'il le traiterait en véritable ami et qu'il seconderait tous ses desseins (1).

Je ne suivrai point le chroniqueur dans la description des travaux exécutés à Centule. Angilbert fut magnifique dans ses restaurations. Après l'an 800 il sembla concentrer ce qui lui restait d'énergie dans l'administration de son monastère. Il ne reparut auprès de Charlemagne que

(1) Mabillon. *Acta Sanct.*, t. 5, in *vita S. Angilberti*.

pour signer son testament, et il le suivit de près au tombeau ; car il mourut le 18 février 814, vingt-deux jours après le puissant Empereur des Francs.

Je me suis fait un devoir de reproduire le ton et la couleur de cette chronique. On y respire ce parfum d'ascétisme monastique qui ne se produit qu'à l'ombre du cloître. On peut donc conjecturer que l'auteur est un moine ; il exprime dans ce tableau la vie dont il est le témoin et dont il a goûté les charmes.

Mais je laisserai à d'autres le soin de faire l'éloge de cette légende. Je me rangerai volontiers au sentiment de Mabillon.

Le savant auteur des *Acta Sanctorum* à qui la chronique de saint Riquier, plus tard imprimée dans le *Spicilège* (1) était pour lors inconnue, attribue d'abord cet ouvrage à Hariulfe sur la foi de P. Petau et de Guillaume Peyrat. Mais comme Hariulfe avait consacré un livre entier de sa chronique à la vie et aux travaux du Saint, Mabillon admit plus tard une autre opinion et s'en expliqua en ces termes : « Il n'est pas probable que notre histoire (2) ait écrit deux fois la vie du saint. C'est pour-
» quoi je présume que l'abbé Anscher, son contem-
» porain, est l'auteur de la seconde, et voici mes raisons :
» à cette époque le seigneur laissa tomber un regard d'a-
» mour sur le tombeau de saint Angilbert ; des miracles
» nombreux révélèrent au monde chrétien sa puissance
» et sa sainteté. Anscher composa trois livres sur ces

(1) *Spicilège* de d'Achery, t. 4.

(2) Hariulfe.

» miracles : on les trouve à la suite de cette vie. Comme
» il voulait obtenir sa canonisation de l'archevêque de
» Rheims et du pape Pascal II, il est tout naturel qu'il
» leur ait fait connaître l'illustre serviteur de Dieu dont
» les œuvres éclatantes réjouissaient le cœur des reli-
» gieux de Centule trois cents ans après sa mort.

» Une autre raison pour refuser cette production à Ha-
» riulf, c'est que le nouvel auteur paraît moins judi-
» cieux, moins exercé que notre célèbre annaliste, et que
» son œuvre n'indique point un parfait discernement
» dans le choix des matériaux (1). »

Mais ce livre est-il vraiment d'Anscher ? Je me permets encore d'en douter après l'assertion de Mabillon. *L'auteur n'est point judicieux*, il y a dans cet ouvrage des invraisemblances qui ne soutiennent pas un instant la critique. Or l'abbé Anscher a laissé une réputation de sagesse et de science qui serait fortement compromise par une production de ce genre.

Mais il est temps de poser la question que j'ai à examiner ici et dont le récit qu'on vient de lire n'est pour ainsi dire que la préface. *Est-il vrai qu'Angilbert ait épousé la princesse Berthe, fille de Charlemagne, et qu'il soit le père de Nithard et d'Harnide ?* Si on ajoute une foi pleine et entière aux chroniques de saint Riquier, rien n'est plus certain ; mais si l'on consulte l'histoire générale, les écrivains contemporains d'Angilbert et de Charlemagne, si l'on rattache ce chaînon composé de faits obscurs et ignorés aux ouvrages des grands auteurs qui ont

(1) *Acta Sanct.*, t. 5.

imprimé le mouvement à la science, on voit surgir des doutes sérieux, des impossibilités que le chroniqueur n'a point soupçonnées au fond de sa solitude ; et, soit qu'on descende des hautes régions où planent les savants qui analysent les événements célèbres d'un glorieux règne, soit qu'on remonte de la cellule de l'anonyme vers les palais de Charlemagne où son pieux ami eut un accès si facile pendant sa jeunesse, on se trouve en face d'un grand problème que des critiques de premier ordre, comme les Bollandus et les Mabillon, ont entrevu, mais qu'ils n'ont peut-être pas sondé dans ses dernières profondeurs, pressés qu'ils étaient par leurs immenses recherches et par les découvertes qu'une science encore nouvelle proposait à leurs méditations. Un historiographe de l'abbaye de Saint-Riquier ne peut reculer devant cette difficulté, et s'il laisse à l'avenir, à de nouvelles révélations, la solution de ses doutes, il doit au moins proposer la question et chercher à répandre quelques clartés sur les points les plus obscurs.

La tradition de Centule sur le mariage de saint Angilbert est constante, incontestée. C'est elle qui a formé l'opinion publique. En comparant les auteurs entre eux, on s'aperçoit que tous les témoignages historiques ont été empruntés aux chroniques et aux traditions du monastère de Saint-Riquier. Les premiers investigateurs des faits du moyen-âge ont compilé les récits manuscrits des anciens moines. Ainsi *Guillaume Peyrat* dans son *Histoire des Chapelains du Palais*, le *P. Pétau* dans son *Syntagma sur la vie et les écrits de Nithard*, le *P. Ignace* dans son *Histoire d'Abbeville*, le *P. Malbrancq* dans l'*Histoire des*

Morins, Dom Hugues Ménard dans son *Martyrologe bénédictin*, ne sont que des copistes de *Jean de la Chapelle* (1). C'est à sa chronique manuscrite qu'ils renvoyent le lecteur.

Le torrent des auteurs marche à leur suite et, s'il est un fait historique qui paraisse reposer sur des bases solides et inébranlables, c'est le mariage de saint Angilbert avec la fille de Charlemagne. Du reste, cet accord peut s'expliquer jusqu'à un certain point. Il est peu d'auteurs qui recherchent les origines de l'histoire, surtout quand un personnage n'occupe qu'une place secondaire dans un tableau ou une description. On cite la source où l'on puise le fait pour se mettre à l'abri de tout reproche, et on continue sa narration en pleine sécurité. C'est ainsi qu'Angilbert est mentionné dans toutes les histoires de Charlemagne et les histoires locales, dans les compilations monastiques, dans les abrégés de toute espèce où il doit nécessairement figurer dans sa catégorie et sous son numéro d'ordre. En outre Jean de la Chapelle dépouille son récit de l'alliage impur dans lequel l'anonyme a noyé son histoire, sans assez remarquer qu'il souillait son héros et qu'il ternissait sa dignité sacerdotale.

Quand on parcourt l'abrégé du chroniqueur du *xv*^e siècle, on est tout disposé à admettre le fait d'un mariage qui a été contracté dans les conditions les plus honnêtes et les plus légitimes. « Saint Angilbert, dit Jean de la » Chapelle, fut le septième abbé de Saint-Riquier. Il florissait en 754, sous le règne de Pepin, fils de Charles-

(1) Le manuscrit de Jean de la Chapelle a été édité par M. Prarond dans les *Mémoires de la Société d'Emulation d'Abbeville*, t. 6.

» Martel. Il était chéri de tous et surtout du roi. Angilbert était d'une grande naissance. Pendant sa jeunesse » il étudia les sciences et les arts libéraux. Il devint le » principal conseiller et le secrétaire de Charlemagne, et » le roi le prit en telle affection, qu'il lui donna pour » épouse Berthe, la seconde de ses filles, avec une grande » partie de la France en duché. Il eut deux fils de Berthe, » Nithard et Harnide. Mais, dans la suite, du consentement de son épouse et de Charlemagne, il se fit moine » à Saint-Riquier, et Berthe elle-même fit profession religieuse dans le même monastère. »

Qui ne l'ouerait une semblable conduite, et qui songerait à accuser Angilbert après un renoncement si héroïque. Les compilateurs n'ont guère connu que ce récit du mariage que je conteste en ce moment : ils sont de bonne foi ; ils n'ont point soupçonné, ils ne pouvaient facilement soupçonner que la narration de Jean de la Chapelle jetait des fleurs sur un sentier fangeux et dissimulait les traces d'un crime que condamnent et la sainteté sacerdotale et la religion et le respect qu'on doit à la mémoire de Charlemagne. Que si nous cherchons à approfondir cette tradition ; chose étonnante, nous nous trouvons en présence de notre anonyme seul ; il ose, après trois-cents ans, affirmer un fait grave, scandaleux même, sans produire aucun témoin, aucun garant de son récit. Il est en contradiction avec Eginard, avec d'autres auteurs et il ne paraît guère s'en douter. Une histoire de saint Angilbert avait été découverte au monastère de Gorze (1) quelque temps

(1) Hariulf. Spicilège, t. 4, p. 602.

auparavant. Que disait-elle ? Nous ne le savons, elle est perdue depuis longtemps ; du reste notre chroniqueur ne cherche point à se couvrir sous l'autorité de ce témoignage plus ancien, il veut que nous croyions sur son affirmation.

Mais, dira-t-on, est-ce qu'Hariulf, auteur du *xii^e* siècle, qui a composé un livre sur saint Angilbert, n'apportera point un témoignage décisif dans cette question ? Interroger Hariulf sur le mariage d'Angilbert ? mais c'est soulever une autre difficulté insurmontable. On sent, quand on lit Hariulf, que le terrain manque sous les pieds ; on roule au fond d'un abîme d'où l'on ne peut sortir qu'en intentant une accusation contre les faussaires et les faiseurs de généalogies royales aux abbés et aux saints du moyen-âge. Qu'on juge plutôt !

Hariulf commence son récit par l'histoire de la famille carlovingienne ; puis, arrivant à Pepin, il continue en ces termes : « Pepin, après un règne de douze ans, laissa son » royaume à ses deux fils et bientôt après Charles, par » la mort de son frère, resta seul maître de la France. » Le très-illustre Angilbert lui était infiniment cher soit » à cause de la distinction de sa naissance, soit par sa » sagesse, et il devint son plus intime confident. Telle fut » même son amitié pour lui qu'il lui donna en mariage » sa fille Berthe. De cette union naquirent deux fils, » Nithard et Harnide. Pour l'honorer encore davantage » il lui confia le duché de toute la France maritime (1). »

Je lis dans Mabillon la note suivante au sujet de ce passage :

(1) Hariulf. Chron., lib., 2, cap. 2.

Dans le manuscrit il y a des ratures en cet endroit et ces lignes ont été écrites d'une autre main : en outre on a arraché deux feuillets du chapitre deuxième au chapitre septième : la vie de Saint Angilbert est supprimée. La rature a fait aussi disparaître à la table l'indication de ces quatre chapitres. Il y a encore d'autres changements ailleurs (1).

N'est-ce point là un fait extrêmement grave pour la question qui nous occupe. Peut-on se défendre du soupçon de fraude. Il est évident qu'une main criminelle a voulu ôter tout terme de comparaison, effacer toute dissemblance avec une autre version. Le chapitre onzième du même livre révèle également un cachet d'interpolation et c'est toujours à l'occasion de ce même mariage. Le manuscrit d'Hariulf fut inconnu à Centule même pendant plusieurs siècles : il était nouvellement découvert quand Mabillon signalait cette altération capitale sur un fait déjà contesté pour des invraisemblances; et sa réapparition dans les bibliothèques, loin de servir l'opinion du mariage, ne nous apporte que des indices accusateurs. On a essayé, pour se concilier une autorité imposante, de falsifier l'histoire authentique du monastère; et voilà qu'on a anéanti toute preuve par excès de précaution et aggravé les charges. Jusqu'ici nous n'avons vu dans l'anonyme qu'un auteur peu judicieux : maintenant nous sommes portés à ne plus reconnaître dans ces pages malsaines à force de vanité, qu'un misérable imposteur qui se joue également des lois divines et humaines, afin de grandir outre-mesure son héros et son monastère.

(1) Mabillon, *Act. Sanct.*, t. 5, p. 51 et suiv.

Après l'examen des diverses raisons qui tendent à affaiblir l'argument tiré des traditions de Centule, nous serons beaucoup plus forts pour traiter l'autre côté de la question et démontrer que l'assertion du mariage de saint Angilbert est en opposition complète avec l'histoire du règne de Charlemagne.

D'après le chroniqueur anonyme dont il faut ici rappeler les principaux traits, Angilbert n'est qu'un instrument passif des volontés de Charlemagne, il reçoit le sacerdoce dans la vue de se préparer à l'épiscopat : son cœur s'ouvre avec une égale soumission aux inspirations de l'amour divin et aux propositions ambitieuses du roi qui dispose des bénéfices ecclésiastiques dans l'intérêt de sa politique terrestre. La jeune fille de ce puissant monarque s'est éprise pour le ministre de son père d'une sacrilège passion, il faut la satisfaire à l'instant même, pour éviter, dit-on, un autre déshonneur, et toute la cour applaudit à ce mariage. Notre auteur avoue ingénument qu'Angilbert est infidèle à ses premiers engagements envers Dieu et envers l'Eglise ; mais c'est pour épouser la fille d'un roi, il devient le gendre de Charlemagne, la plus grande faveur qu'un courtisan puisse ambitionner ; qu'il vive en paix dans sa nouvelle condition ; notre docteur lui pardonne sa faute.

Est-ce donc là de l'histoire ou le rêve aussi bizarre qu'indécent d'un halluciné ? Quel enchaînement d'idées et de propositions qui heurtent le bon sens d'un lecteur catholique ! Vraiment Mabillon avait bien raison d'accuser ce chroniqueur d'incapacité et d'inexpérience. Il ignore tout et les hommes et les choses, et les lois divines

et les lois ecclésiastiques, et l'histoire et la chronologie. Que d'invéraisemblances dans cette seule page ! 1° invraisemblance du mariage d'un prêtre avec la fille de Char-magne : 2° invraisemblance du mariage de Berthe avec Angilbert ; 3° invraisemblance de la réclusion de Berthe au monastère de Centule. Reprenons.

1° La loi du célibat fut obligatoire pour les prêtres de l'Eglise latine dès les premiers siècles de l'Eglise : c'est un fait incontestable. Chez les Grecs même où les prêtres peuvent conserver leurs femmes, lorsqu'ils entrent dans les saints ordres, le mariage n'est jamais permis après l'ordination. Jetons un voile sur les scandales de quelques ministres de l'Eglise, infidèles à leurs missions, à leurs serments. Gémissons avec les serviteurs de Dieu sur ces sacrilèges que l'Eglise a solennellement condamnés, que les pontifes les plus vénérés ont combattus avec un courage héroïque au prix de leur liberté, de leur repos, de leur vie même. Mais gardons-nous surtout de croire avec notre chroniqueur que cette inique pratique fut tolérée, encouragée, applaudie à la cour de Charlemagne. Le défenseur des saints canons, le vengeur des droits de l'Eglise, ne fut jamais assez faible pour se rendre complice de ces révoltes contre Dieu et la religion. Il y eut cependant des faiblesses autour de Charles-le-Grand et à sa cour. Nous l'avouons, et l'on en comprendra peut-être plus loin la cause, dans les raisons mêmes qui donnent à l'anonyme de Centule le démenti le plus formel ; mais il est certain que le crime n'y resta point impuni et ne s'y étala point avec une impudence aussi notoire.

Est-il donc permis d'écrire qu'Angilbert, le premier

ministre de Charlemagne, viole ses engagements les plus sacrés, à la satisfaction générale des hauts officiers de cette époque, des guerriers, des abbés, des évêques, d'Adhélard qu'on jugerait bien relâché de sa première ferveur (1) ? Est-ce que notre conscience ne réclame point avec l'histoire contre une pareille imputation ? Un auteur ne mérite-t-il pas d'être rejeté pour une semblable invention dont il ne donne point les preuves et dont, au jugement des Mabillon et des Bollandus, il ne reste aucune trace dans les écrivains antérieurs ?

Dira-t-on avec quelques critiques qu'Angilbert n'était point prêtre ? Mais les garants de cette assertion ? Si toute l'histoire du mariage de saint Angilbert ne repose que sur l'anonyme de Centule, il est nécessaire d'accepter le fait avec toutes ses circonstances ; il serait vraiment commode de diviser les divers membres d'un même corps, d'adopter une partie d'un récit, d'en rejeter une autre, parce qu'elle contrarie une idée préconçue. C'est le reproche qu'on pourrait adresser à *Jean de la Chapelle*, à *Guillaume Peyrat*, au *P. Petau* qui gardent le silence sur la consécration sacerdotale de saint Angilbert, à *Malbrancq* qui ne reconnaît que le désir du sacerdoce. Tous les auteurs, même les contemporains, s'accordent à dire qu'Angilbert fut primicier, non de Charlemagne, mais de Pepin établi roi d'Italie vers 781. Or les fonctions de cette haute dignité ecclésiastique étaient à cette époque attachées au sacer-

(1) Il est dit dans la vie de saint Adhélard que ce jeune prince s'enfuit de la cour, parce que Charlemagne avait répudié une femme légitime. *Acta Sanct.*, ord. S. B., t. 2, in vita S. Adh.

doce et plus souvent encore à un titre d'abbé ou à l'épiscopat, témoins les primiciers de Pepin, de Charlemagne, et des autres rois de cette époque. Le redoutable honneur de diriger les clercs du Palais conférait une autorité indépendante de tout pouvoir terrestre. Des talents, des vertus inhérentes au caractère sacerdotal ou épiscopal consacraient cette mission vénérée et de ce fait nous concluons encore à l'invraisemblance du mariage. Angilbert était primicier du Palais, donc il n'a point dû épouser la fille de Charlemagne.

II° On dit que l'histoire a deux yeux pour lire dans les faits passés : la géographie et la chronologie. Invoquons donc à notre secours la chronologie et établissons quelques dates admises jusqu'ici. Nous ne pourrons sortir de ce cadre, sans nous jeter dans des hypothèses que la critique historique condamne *a priori*. Toute conséquence d'un syllogisme repose sur des principes incontestés. La nôtre se déduira des dates proposées par les historiens anciens et modernes.

1° Pépin-le-Bref monta sur le trône en 752 et il reçut l'onction royale des mains de saint Boniface; en 754 il se fit sacrer de nouveau par le pape Etienne II; il mourut le 24 septembre 768. Ses deux fils Charles et Carloman lui succédèrent ; ils sont sacrés l'un et l'autre, mais Carloman mourut en 771.

2° Charlemagne naquit, selon le sentiment le plus probable, en 742, il fut marié d'abord à une princesse dont on ne dit point le nom ; on pourrait penser que ce fut *Himiltrude*, mère de Pépin-le-Bossu. Ce mariage n'aurait point été conforme aux lois, d'après Eginard,

A cette époque, cependant, le pape l'exhorte à ne point quitter son épouse pour s'allier à la fille du Lombard ; il n'en tient point compte, puisque l'histoire affirme qu'en 769 *Désirée*, fille de Didier selon les uns, *Hermengarde* selon les autres, était unie à Charlemagne par les liens du mariage et qu'elle fut ensuite répudiée. En 771 ou 772, le roi des Francs avait épousé *Hildegarde*, princesse saxonne qui mourut en 683. On sait que Charlemagne eut encore d'autres épouses, mais il est inutile de nous en occuper ici.

3° On donne à Hildegarde au moins six enfants, trois princes et trois princesses : (1) savoir *Carloman* surnommé *Pépin* à son baptême et roi d'Italie, *Louis* roi d'Aquitaine et depuis empereur, *Charles*, *Rotrude*, *Berthe* et *Gisèle*. Berthe, d'après la chronologie, est la troisième et la quatrième des enfants d'Hildegarde ; elle ne peut venir au monde avant 775 et 776.

4° On ignore la naissance d'Angilbert et son âge à l'époque de sa mort. On sait seulement, d'après une lettre du pape Adrien, qu'il a été élevé dans le palais des rois de France. On pense communément qu'il fut primicier du jeune roi d'Italie en 784 ou 783 ; qu'il resta auprès de lui avec saint Adhéland son premier ministre. C'est ce qui est établi assez clairement d'après les lettres d'Alcuin.

5° La retraite de St. Angilbert à Centule est fixée en l'an 790. Au témoignage de Mabillon et de la plupart des auteurs ecclésiastiques, on peut joindre celui de la *Bio-graphie universelle* (2). « Nithard était fils du célèbre

(1) Eginard. D'autres auteurs en comptant neuf et ils ont raison.

(2) Article Nithard.

Angilbert et de Berthe fille de Charlemagne. L'année de sa naissance est ignorée, mais on est certain qu'elle est antérieure à l'an 790, époque à laquelle son père renonça au monde et devint abbé de Centule ou de Saint-Riquier. »

En 792, deux ans après son entrée au monastère, Angilbert conduit à Rome Félix d'Urgel. En 794 il porte encore au Pape les actes du concile de Francfort. Il est dit dans quelques annales de l'époque que ces actes ont été confiés à l'abbé Angilbert. En 796, des documents authentiques le citent sous le nom d'abbé de Saint-Riquier ou Centule. Tous ces chiffres font foi et ne peuvent être modifiés sans nouvelles indications historiques au moins équivalentes (1).

Rapprochons maintenant la chronologie admise par notre anonyme du ^{xii}^e siècle. C'est en 754 qu'Angilbert apparaît sur la scène politique. Les importantes fonctions qu'on lui a confiées demandent une habileté consommée. En consultant les pièces diplomatiques du temps, on ne trouve dans les plus hautes dignités que des abbés d'un grand mérite, des laïques d'une capacité incontestable. Angilbert, dont l'influence est si puissante à la cour de Pépin, sera au moins âgé de trente ans ; ne lui donnons que vingt-cinq ans, si on aime mieux. Ce jeune homme de 25 ans en 754, sera donc un vieillard de près de *soixante ans en 787*, époque présumée de son mariage avec Berthe agée de *onze à douze ans*; et c'est au terme de sa carrière, après une vie sans tache, au dire de notre chroniqueur, qu'un prêtre honoré de la confiance d'un

(1) Mabillon *Act. S. t.*, 3, *ibid.*

royaume trahit ses engagements pour satisfaire un caprice d'un enfant de douze ans !

Mais non : Angilbert n'est point le ministre de Pépin-le-Bref, il n'est point né vers 730, douze ans avant Charlemagne ; il est plus jeune qu'Alcuin, que son royal ami ; et, en 796, le grand monarque peut encore, dans ses innocentes badineries, l'appeler *son petit Homère*, *Homèriane puer*, comme aux jours de son éducation, lorsqu'il parcourait le stade des arts libéraux sous ses yeux, dans son palais, probablement avec Adhélard, avec Vala et quelques autres fils des leudes francs que nous retrouvons ailleurs.

En 787, Angilbert était jeune encore ; mais Berthe n'était point nubile. Si l'on cherche avec le P. Lecoinge (1) à reculer l'époque de ce mariage présumé, on ne s'appuie plus que sur des conjectures dénuées de tout fondement, démenties par les successions des faits historiques. Il faudrait, dans l'hypothèse la plus favorable au mariage, qu'avant l'âge de vingt ans, c'est-à-dire avant 795, la princesse Berthe eût non-seulement obtenu le consentement de son père, mais qu'elle eût déjà passé au moins trois ans dans les devoirs qu'impose cette condition ; qu'en outre il y eût place pour qu'Angilbert fit son noviciat monastique, remplît les missions qui lui sont confiées et fût élevée à la dignité abbatiale. Or c'est ce qu'on ne démontrera jamais par l'histoire. Est-ce qu'il n'est pas plus raisonnable de condamner les renseignements défectueux d'un anonyme, que de torturer les

(1) *Annales eccles.*, 794.

textes les plus authentiques et de les plier à une solution douteuse pour les motifs déjà exposés et pour d'autres qu'on examinera plus loin. Je prierai le lecteur qui ne serait point convaincu par le raisonnement chronologique qui précède, de méditer sérieusement cette réflexion d'Eginard, l'historien de Charlemagne, auteur d'un grand poids, témoin oculaire des événements qu'il raconte, familier de la maison impériale ; rien n'est plus précis. « Les filles de Charlemagne étaient très-belles, tendrement aimées de leur père. Ce qui est étonnant, c'est qu'il ne voulut en donner aucune en mariage, soit aux siens, soit aux étrangers ; il les garda dans son palais jusqu'à sa mort, en disant qu'il ne voulait point se passer de leur société ; et pour cela, quoiqu'il fût heureux en toute circonstance, il fut en butte aux traits de la malignité ; ce qu'il dissimula avec tant d'habileté, qu'il ne parut jamais avoir conçu le moindre soupçon ni avoir recueilli un seul bruit injurieux (1). »

III. D'après les saints canons, quand un chétien engagé dans les liens de mariage se sent pressé de désir d'embrasser la vie religieuse, il doit obtenir le consentement libre de son épouse, et elle de son côté est obligée d'abriter sa vertu et son honneur derrière les grilles d'une maison religieuse. C'est pourquoi notre chroniqueur ne manque point, en racontant la profession de son héros, d'ajouter qu'avant même de dire un éternel adieu au monde, Angilbert plaça sa royale épouse au monastère de

(1) Eginard, cité par Mabillon.

Centule, et qu'il la laissa dans sa retraite appliquée aux chants des saints cantiques et à toutes les pratiques de la pénitence chrétienne.

Les écrivains postérieurs ont tous brodé sur ce thème. Ainsi, d'après le P. Malbrancq, Berthe, transportée de désir d'imiter son époux, se présente devant les moines de Centule, leur demande la permission de prendre le voile et déclare qu'elle ne franchira plus le seuil du monastère avant d'être exaucée : elle reçut donc le voile des mains de l'évêque et avec une grande solennité, comme l'exigeait la dignité de sa naissance. D'après Jean de la Chapelle et Hugues Maynard, la princesse Berthe se fit recluse à Saint-Riquier. Guillaume Peyrat n'hésite pas à créer pour elle un second monastère à Centule. Berthe, dit-il, devint religieuse à Centule ; car il y avait alors en ce lieu, selon la coutume de ces temps, un double monastère ; l'un d'hommes et l'autre de femmes.

Hâtons-nous de dire que ce ne sont là que des suppositions ; il nous reste encore assez de documents du siècle de Charlemagne pour rétablir la vérité des faits. La princesse Berthe, sans jouer un grand rôle politique ou historique, a cependant été nommée dans quelques chroniques. Elle est présente à plusieurs cérémonies religieuses avec ses sœurs. Ainsi Berthe, après 796, accompagne l'empereur Charlemagne dans sa triomphante entrée à Rome. Un poète contemporain, et ce poète serait bien Angilbert lui-même, la représente au milieu de ses filles d'honneur, la tête couverte d'un voile élégamment brodé, le front couvert d'un diadème ; ses magnifiques atours sont enrichis de mille pierres précieuses et de plusieurs rangs de

rubis. C'est le portrait de son père dans le regard, dans les traits, dans tout l'extérieur (1).

Théodulfe, évêque d'Orléans, fait ailleurs un semblable portrait de Berthe. Certes ce n'est point là l'idée que nous nous formons d'une recluse ni d'une femme totalement séparée du monde et se dévouant aux œuvres de pénitence. Sa sœur Gisèle au contraire, consacrée à Dieu, bien qu'elle vive dans le palais de son père, nous apparaît avec des chœurs de vierges, sous l'extérieur le plus simple, avec des habits de laine et le front orné d'un voile de pourpre symbole de la chasteté (2).

Angilbert qui se dirigeait vers Rome au moment où son royal pupille, Pépin roi d'Italie rentrait à la cour chargé des dépouilles des Huns, composa à ce sujet un petit poème, ou, si l'on aime mieux, adressa un compliment au vainqueur. Dans ses vers où il envie le bonheur de tous les princes et de toutes les princesses de la cour qui sont admis à féliciter Pépin, il a un mot gracieux pour chacun des enfants de Charlemagne, qu'il semble avoir

- (1) *Proxima Bertha inter, multis sociata puellis,
Voce virile, animo, habitu, vultuque corusco
Os, mores, oculos, imitantia pectora patris
Fert : caput aurato diademate cingitur alnum :
Aurea se niveis commiscent fila capillis :
Lactea quippe ferunt preciosam colla murinam :
Ornatur vestis variis speciosa lapillis ,
Ordine gemmarum numerosa luce coruscat.
Brachia chrysolithis ornantur tegmina gemmis.*

(MABILLON, *Acta S.*, t. 5.)

(2) Mabillon *Act. S.* t. 5, loco citato.

élevés. La royale Berthe, qu'on dit recluse à Centule, est bien au palais. Angilbert n'oublie ni son impatience d'entretenir son bienaimé frère, ni l'immensité de sa joie (1).

Après la mort de Charlemagne, ses filles, dit Eginard, furent disgraciées par Louis-le-Pieux. On les força de quitter le palais et on les renvoya à leurs monastères : sans doute aux monastères qu'elles avaient fondés ou dotés ; mais l'exil fut de courte durée. Plusieurs des princesses sont nommées en diverses chroniques à l'occasion de donations ou de cérémonies religieuses. En 823, le 4 janvier, Berthe donne une terre à saint Médard de Soissons, en mémoire de son père, pour y instituer un anniversaire ; elle reçoit elle même une terre en bénéfice, à condition de payer 12 sous de redevance ou de cens annuel pour le luminaire de l'église, à la fête de saint Médard. En 826, la princesse Berthe est présente à la translation des reliques de saint Sébastien à Saint Médard de Soissons. L'auteur anonyme et presque contemporain de cette translation s'étend avec quelque complaisance sur cet incident : « Berthe, l'illustre sœur de l'empereur, était présente à cette auguste cérémonie, ne cessant point de louer et d'admirer tout ce qui s'était passé. Sur l'invitation de l'évêque, elle s'approche de l'autel. Elle compte elle même un certain nombre de guérison miraculeuses ; elle examine les causes des infirmités, afin d'en pouvoir rendre compte en son nom à l'empereur son frère et aux grands

(1) *Quid Condradis agat ? quid Berta et Regia fari
Expectans poterit, gaudia tanta ferens ?*

de la cour (1). Dans le nécrologe de Saint-Denis et d'Argenteuil où Theodrade, fille de Charlemagne, était abbesse, en place la mort de Berthe au 3 des ides de mars, parce quelle avait donné *Conseveaux* à Saint-Denis. Ajouterai je avec M. Harbaville dans son *Mémorial du Pas-de-Calais* que Berthe était à Blangy en Artois en 790. « Une autre Berthe, fille de Charlemagne, qui avait épousé le célèbre Angilbert, se retira en 790 au monastère de Blangy en même temps que son mari était à la tête de l'abbaye de Saint-Riquier. » (*Extrait de Henry : Essai sur l'arrondissement de Baulogne. M. Cousin, Mémoires de la Société des Antiquaires de la Morinie.* »

Ainsi Berthe est partout, excepté à Centule. Ne lit-on pas aussi dans une malencontreuse chronique que Berthe fut demandée en mariage après 787 par le fils d'Offa, roi des Merciens, mais que Charlemagne ne voulut pas consentir à cette union.

Ce n'est point que ces citations aient toutes une valeur irréfragable ; non : elles témoignent seulement des obscurités répandues sur cette question et elles infirment singulièrement le récit du chroniqueur. La réclusion de Berthe à Centule n'est donc point un fait patent, évident pour l'histoire; elle n'est même pas vraisemblable.

Il n'est pas inutile d'écouter sur cette grave question deux grands hagiographes du xviii^e siècle. Bien que leur conclusion ne soit pas tout-à-fait conforme à celle que je veux établir, leurs arguments ont néanmoins une grande portée. Mabillon résume l'opinion de Bollandus et la

(1) Bolland. 30 jan.

commente en ces termes : « on lit dans la vie de saint » Angilbert que Berthe éprise d'amour pour ce ministre » de Charlemagne, obtint de son père la permission de » s'unir à lui. *Ce passage a bien tourmenté Jean Bollandus*. Il voyait, cet homme si perspicace, qu'aucun auteur avant l'anonyme de Centule, c'est-à-dire *pendant plus de trois cents ans*, n'avait fait mention de ce mariage ; que la princesse Berthe, issue de Charlemagne » et d'Hildegarde après Pépin et Rotrude, n'était point » vraiment nubile avant 792, époque à laquelle Angilbert étoit déjà moine à Centule. Il avait recueilli les » louanges prodiguées à Angilbert par Alcuin, par le » pape Adrien, par Eginard et par Charles lui-même ; » mais nulle part il n'avait rencontré le nom de gendre » de Charlemagne. Il connaissait le texte d'Eginard sur » les filles du grand empereur. Puis, d'un autre côté, il » ne pouvait nier le témoignage de Nithard qui se proclamait fils d'Angilbert et de la princesse Berthe. Re- » jeter les traditions des moines de Centule, mettre en » suspicion l'auteur de la vie de saint Angilbert, est une » hardiesse dont il ne se sent point capable. Si l'idée » d'une faute lui vient à l'esprit, il la repousse bien vite. » Comment accuser la fille d'un si grand roi, un prêtre » revêtu de dignités si éminentes. C'est donc pour lui » *un dédale inextricable*. Et certes on ne peut disconvenir » *qu'il y a là de sérieuses difficultés*. »

Je ne suivrai pas Mabillon dans la solution qu'il essaie de donner à ces sérieuses difficultés ; l'esprit n'est pas satisfait. Mais je ne puis m'empêcher de confirmer la remarque de Bollandus par celle de ce grand prince de

la critique. « *Un soupçon d'infidélité ne pourrait s'allier
» avec l'attachement si vif et si constant que le grand
» Empereur avait voué à Angilbert ni avec sa réputation
» sans tache et la considération dont ce confident jouissait
» auprès de tous, ni avec ses diverses légations ou ses
» autres dignités. Qui se persuaderait que Charlemagne
» dont tout le monde admire la sagesse et l'habileté, ait
» comblé d'honneurs un indigne séducteur.* » Mabillon objecte aussi le mariage d'Emma avec Eginard. Ce mariage raconté dans les annales de Lauresham, serait une conséquence d'une faute commise par Eginard et Emma.

Les circonstances de cette faiblesse ont été merveilleusement exploitées par les romanciers de tous les temps, qui n'ont pas manqué de chanter dans Eginard un amant aussi intéressant qu'heureux, et de présenter dans la personne de Charlemagne le type du père complaisant capable de rire d'un tour de galanterie. Mais cette Emma qui aide si spirituellement Eginard à cacher son crime, n'est point même nommée par l'écrivain parmi les filles de Charlemagne, et toute l'histoire de l'époque, à l'exception de la chronique, conspire au même silence. N'en déplaît à Mabillon, tous les écrivains sérieux rejettent cette anecdote parmi les contes de cette période héroïque que les siècles suivants ont chargée de tant d'inventions fabuleuses. On a dit qu'Eginard appelait Lothaire son neveu ; ce qui confirme le mariage (1). Il est facile de répondre que la parenté pouvait dériver d'une autre alliance. Mabillon lui-même le reconnaît en un

(1) *Admonendam censui neptitatem vestram.*

autre endroit de ses volumineux écrits. Ensuite au lieu de *neptitatem* on devrait lire *pistatem*, comme dans d'autres lettres. Ainsi pensent des auteurs qui accusent la maladresse d'un copiste et se récrient contre la barbarie et la singularité de l'expression qu'on ne lit nulle part ailleurs. Pour quelques philologues, le mot *neptitatem* à sa racine dans la langue teutonique et se traduirait par *principalitatem*. Pagius ne veut pas qu'on restreigne cette expression à l'idée seule de neveu ; elle peut embrasser plusieurs degrés plus éloignés.

C'est ainsi que les arguments sur lesquels repose l'hypothèse du mariage d'Angilbert et de Berthe se détruisent successivement, et que les exemples apportés pour l'appuyer sont également ruinés dans leurs bases. De quelque côté qu'on se tourne on ne rencontre qu'incertitude, et la pensée est obligée de se replier sur l'anonyme du *douzième* ou du *quinzième siècle*, car rien n'indique l'époque de cet écrit.

Si on l'interroge sur son nom, il répond timidement qu'il s'appelle Anscher, abbé de Centule ; qu'il a composé cette légende pour édifier l'archevêque de Rheims et le pape Pascal sur les vertus et la sainteté d'un thaumaturge ; qu'il a compilé dans les gestes des Francs, dans les chroniques, les divers traits de ce tableau.

Quoi ! Cet écrivain si maladroît serait le docte et saint religieux qu'on nous représente quelque part comme l'ami et le conseiller de Saint Bernard, un des instigateurs de la première croisade ! Quoi ! L'abbé Anscher aurait l'audace de proposer aux premiers pasteurs de l'Eglise le déshonneur d'un prêtre sacrilège ; il parleroit sans confu-

sion de ces abominations ; il en ferait presque une gloire à son monastère ! Il y a dans la trame de ce récit un alliage trompeur : l'auteur porte au front la marque d'un faussaire ; il est de l'école des apocryphes qui sous un nom célèbre glissent de pitoyables rapsodies. Après avoir dressé à Saint-Riquier une généalogie royale (1), on a imaginé pour le second père du monastère une alliance avec la fille de Charlemagne. Il était pourtant déjà bien noble, ce vénérable confident des papes et des rois : on a voulu l'élever d'avantage ; on ne s'est pas contenté de ses seize quartiers de noblesse inscrits sur les blasons de ses aïeux, il a fallu retremper Angilbert dans le sang des empereurs. Le véridique Hariulfe était un embarras ; on a biffé et déchiré ses écrits. L'absence de cette chronique au moment où renaissaient les études historiques accrédita une erreur qu'on pouvait propager sans danger pour la foi et pour les mœurs.

Il est cependant un recueil qu'on n'a point osé corrompre, c'est le martyrologe de Centule. Cet antique dépositaire des traditions du monastère signale saint Angilbert comme septième abbé, mais il tait son illustre alliance. Les modernes compilateurs de martyrologes qui ont lu les chroniques apocryphes s'empressent de louer le gendre de Charlemagne. N'a-t-on pas inséré plusieurs fois dans la chronique d'Hariulfe, que Nithard succéda à son père dans le gouvernement du monastère ; mais qu'après quelques jours il fut tué dans un combat. Saint Angilbert meurt en 814 ; Nithard ne lui survit que de

(1) Bolland. 26 aprilis.

quelques jours, et cependant son ouvrage *sur la division des fils de Louis-le-Débonnaire* est écrit de 840 à 843 ! *Mentita est iniquitas sibi.*

Mais tous les arguments proposés ne viennent-ils pas échouer devant l'ouvrage de Nithard. Voici ce qu'il dit à la fin de son quatrième livre de *l'histoire des divisions des fils de Louis-le-Débonnaire*.

« Aux nones de novembre jour où une trêve se conclut
» entre les trois frères, en 842, en attendant le traité final
» de paix, il y eut un grand tremblement de terre dans
» toute la Gaule. Ce même jour on fit à Centule une
» translation d'Angilbert qui avait été un personnage
» très remarquable en son temps, et même son corps fut
» trouvé sans corruption, quoiqu'il n'eût point été em-
» baumé dans les aromates : *Il était issu d'une famille*
» *qu'on sait être assez célèbre.* Magelhaud, Richard et lui
» étaient frères ; et ils jouissaient d'une *grande considé-*
» *ration auprès de Charlemagne.* Uni à la fille de ce grand
» roi nommé Berthe, il me donna la vie à moi et à mon
» frère Harnide ; il bâtit à Centule en l'honneur de Dieu
» et de saint Riquier un monastère vraiment magnifique ;
» il régit admirablement la famille qui lui était confiée,
» et après une vie heureuse il reposa en paix à Centule.
» Mais c'est assez parler de ma famille, je reprends le
» fil de mon histoire. »

On ne peut nier qu'un auteur aussi grave que Nithard ne mérite créance, quand il parle de sa généalogie et de son père. Loin de nous le moindre soupçon sur ce brave guerrier, sur cet habile négociateur ; et, puisqu'on le répète partout, sur un abbé savant et un historien éclairé : mais

toutes ces belles qualités pourraient-elles empêcher qu'après lui ses écrits n'eussent été tronqués ou altérés par les mains d'un faussaire, et qu'on eût glissé une phrase qu'on avait intérêt de cacher dans un coin du récit. Le lecteur s'explique-t-il bien cette digression sur la famille noble de Nithard et cette subite intervention d'Angilbert. Ce hors-d'œuvre fait mal au cœur.

Le même passage se lit également et dans la chronique d'Hariulf et dans l'ouvrage de Nithard ; mais il est bon de remarquer avec dom Rivet que le quatrième livre de Nithard n'est plus tel qu'il sortit des mains de l'auteur (1). « Malheureusement nous n'avons pas ce dernier » livre en son entier ; il y manque visiblement quelque » chose à la fin , et peut-être ce qui manque est considérable. »

Ne pourrait-on pas se demander avec quelque probabilité, si la note sur l'origine d'Angilbert qu'on retrouve en entier dans la chronique d'Hariulf (2) n'aurait pas été intercalée dans les œuvres de Nithard par un copiste de Saint-Riquier ? Pithou qui a tiré Nithard de la poussière, ne lui donne pas de nom. Le P. Petau remarque que dans une chronique de Saint-Riquier, cet ouvrage est appelé *Chronique* ou *Gestes des Francs* (3). Les religieux de Saint-Riquier ont donc été en possession de ce manuscrit. Qui sait s'il ne fut pas déposé entre leurs mains et s'il ne fut pas transmis par eux aux autres bibliothèques ? Tout

(1) Hist. litt. de la France t. 5. Article Nithard.

(2) Hariulf, lib. 3 cap. 5.

(3) Syntagma Nithardi.

ce qui précède autoriserait cette hypothèse. Toutefois il n'y a là qu'une conjecture dont la vérification est impossible aujourd'hui. Il ne reste plus qu'un manuscrit de Nithard. Toutes les éditions imprimées lui sont conformes dans les choses essentielles. Mais en présence des difficultés si graves que soulève la chronologie suivie par tous les historiens, comment ne pas suspecter un témoignage qui se produit dans de si singulières conditions et ne pas chercher à expliquer les contradictions ?

Que si la question doit être résolue d'après l'affirmation écrite au quatrième livre *de la division des fils de Louis-le-Débonnaire* ; si c'est là le dernier mot de cette controverse, il faut alors reviser toute l'histoire d'Angilbert, effacer ce qu'ont écrit les religieux de Centule et ne plus voir dans ce grand personnage qu'un Abbé-Comte, *Abba-Comes*, c'est-à-dire un laïque bénéficiaire ou commendataire de l'abbaye de Saint-Riquier, dont il s'est du reste montré le dévoué protecteur et le restaurateur. En outre comme le récit d'Eginard sur l'histoire de Charlemagne mérite toute créance et l'emporte sur les chroniques anonymes, on devra associer Berthe à Rotrude dans ses égarements, flétrir d'une accusation d'incontinence l'Abbé-Comte de Saint-Riquier, et imprimer sur le front de Nithard lui-même le stigmate du déshonneur. Quant à expliquer comment après cette vie mondaine, après une transgression si grave des commandements de Dieu, on a pu songer à décerner à Angilbert un culte public, c'est une tâche que je ne veux point assumer.

Mais il est inutile de pousser plus loin ces déductions, j'en ai dit assez pour former l'opinion d'un lecteur impar-

tial. Ce travail peut appeler la discussion ; je la souhaite, je la désire : j'applaudirais au triomphe d'un adversaire. Je serais heureux de voir la vérité affirmée par des arguments contradictoires et par un solennel examen. Dieu m'est témoin que je n'ambitionne point d'autre récompense qu'une solution claire et évidente d'un doute qui m'a souvent préoccupé.

MEMBRES ADMIS.

Titulaires non résidants :

- M. DUTHOIT (Edmond), architecte du gouvernement, à Paris.
M. JULIEN (Olivier-Arthur), receveur d'enregistrement, à Pas-en-Artois, (Pas-de-Calais).

OUVRAGES OFFERTS.

Pendant le 4^me trimestre de 1865.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine :

Revue maritime et coloniale, n^{os} 53-54-55.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts.

1^{re} Monographie de la cathédrale de Chartres, n^o 8. — 2^e Histoire de l'art égyptien, par Prisse d'Avennes, n^{os} 17-18-19. — 3^e Revue des Sociétés savantes, mai-juin-juillet-août. — 4^e Archives des missions scientifiques, 2^e liv.

III. Par les Auteurs.

1^{re} Souvenirs du calendrier français, par M. E. De la Quérière. Rouen, in-12. — 2^e Les symboles antiques. L'Oeuf, par P.-N.-

O. Dognée. Bruxelles, in-8°. — 3° Armorial des Evêques de Laon, par Arthur Demarsy. Paris, 1865, Dumoulin in-8°. — 4° Armorial des Evêques de Beauvais, par Arthur Demarsy. Paris 1865. Dumoulin, in-8°. — 5° De l'usage de rouelles chez les Gaulois, par M. Charles Cournault. Nancy, in-8°. — 6° Transmission du château, de la seigneurie de Woerde et des fiefs d'Ast, de Leen et de Lykschoot, sis au pays de Waes, par M. le chevalier de Schontheete de Tervarent. In-8°. — 7° Le pour et le contre sur la culpabilité des Templiers, par l'abbé J. Corblet. Arras, 1865, in-8°. — 8° Souvenir de l'érection de la statue de Jenner à Boulogne-sur-Mer. Notice par Alph. Lefebvre. Boulogne-sur-Mer, 1865, Aigre, in-8°, 1 pl. — 9° Une supercherie littéraire. Les lettres de Louis XVI, par G. Du Fresne de Beaucourt. In-8°. — 10° Paris. Essai de tablettes ligégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 51° liv. — 11° Curiosités historiques de la Picardie, d'après les manuscrits (857 à 1802), par Ch. Desmaze. Paris, 1865, Dupray de la Maheirie. 1 vol. in-8°. — 12° Notice sur la vie et les ouvrages de Titien, par E. Breton. In-8°. — 13° Notice sur l'origine des testaments sur un testament militaire du xvi^e siècle et sur son auteur, lue à Noyon, le 9 septembre 1865, dans la séance publique du Comité de la Société des Antiquaires de Picardie, par Ad. de Grattier. Noyon, 1865, Andrieux Duru, in-8°. — 14° Catalogue illustré des objets d'art qui composent la collection de M. Ant.-Jos. Essingh, rentier à Cologne, mort le 2 août 1864, vente à Cologne le 18 septembre 1865. 1 vol. in-8° (Don de M. l'abbé Corblet). — 15° Campagne de Jules César contre les Bellovaques. 1^{re} étude, par Ad. de Grattier. Noyon, 1863, Andrieux Duru, in-8°. — 16° Marèche, par M. A. d'Héricourt. In-8°. — 17° Cour impériale d'Amiens. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée, le 3 nov. 1865, par M. Gesbert de la Noë-Seiche, avocat-général (Étude sur Du Cange, sa vie et ses œuvres). Amiens, 1865, Lemer, in-8°. — 18° Recherches sur l'année égyptienne, par M. A.-J.-H. Vincent. In-8°. — 19° Sceau du magistrat

de Saint-Pierre à Maestricht, par M. R. Chalon. In-8°. — 20° Chapelle votive et statuette de Notre-Dame-de-Lorette à Woorhout sous Kemseke. — Un jugement au xvi^e siècle en matière d'injures. Par M. le chevalier de Schoutheete de Tervarent. — 21° Nouveau dictionnaire d'histoire et de géographie anciennes et modernes, par MM. Ed. d'Ault-Dumesnil, Louis Dubeux et l'abbé A. Crampon. Paris, 1866, Lecoq, 1 vol. in-8°. — 22° Quel est le résultat logique des doubles propositions suivantes qui se trouvent dans le 1^{er} volume des annales du diocèse de Soissons? Par M. Marville. Noyon, 1865, Andrieux Durn, in-8°.

IV. Par les Sociétés françaises.

1° Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie. 3^e série, v^e vol. (xxx^e de la collection). — 2° Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire, tom. 1 à xvi (1857 à 1864). — 3° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 2^e série, tom. ix. — 4° Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny, n^{os} 4, 7, 8. — 10° Mémoires de la Société archéologique de Touraine, tom. xv et xvi. — 5° Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard. 2^e série, tom. 1^{er}, pag. 127 à 402. — 6° Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Séance générale du 14 juin 1865. — 7° Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, xiii^e vol. — 8° Bulletin de la Société académique de Poitiers, n^{os} 96-97, 98, 99, 100. — 9° Bulletin de la Société archéologique de Nantes. Tom. v, 1^{er} trim. de 1865. — 10° Annales de la Société académique de Nantes. 1865, 1^{er} semestre. — 11° Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, n^o 47. — 12° Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise. Tom. v, 3^e partie. — 13° *L'Investigateur*, journal de l'Institut historique, n^{os} 367, 368, 369, 370. — 14° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, n^{os} 8, 9, 10, 11. — 15° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de

l'Yonne. 1865, 1^{er}, 2^e trim. — 16^e Mémoires de la Société impériale des Antiquaires de France. 3^e série, tom. viii. — 17^e Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France. 1865, 1^{er} trim. — 18^e Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers. 2^e série, tom. iii, 3^e liv. — 19^e Revue de la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, n^{os} 7, 9, 10. — 20^e Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente. 4^e série, tom. 1^{er}, année 1863. — 21^e Mémoires de l'Académie d'Arras, tom. xxxvii. — 22^e Recueil de Notices et Mémoires de la province de Constantine. 1865. — 23^e Recueil des travaux de la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure. 3^e série, tom. viii, années 1862-1863. — 24^e Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres, arts, agriculture et commerce du département de la Somme. 2^e série, tom. iv. Amiens, 1865, E. Yvert, 1 vol. in-8^o. — 25^e Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 2^e et 3^e trim. de 1865. — 26^e Institut impérial de France. Rapport fait à l'Académie des inscriptions et belles-lettres au nom de la Commission des antiquités de la France, par M. B. Haureau, lu dans la séance du vendredi 7 juillet 1865. Paris, in-4^o. — 27^e Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, n^{os} 5, 6. — 28^e Mémoires de la Société académique du département de l'Aube, tom. xxviii^e, tom. 1, 3^e série, 1864. — 29^e Almanach de l'Archéologue français, publié par les membres de la Société française d'archéologie. 2^e année, 1866, in-12. — 30 L'Agronome praticien, journal de la Société d'agriculture de Compiègne, n^o 42. — 31^e Bulletin du Comité flamand de France, n^{os} 15, 16. — 32^e Mémoires de l'Académie de Stanislas, 1864. — 33^e Bibliothèque de l'école des chartes, 26^e année, liv. 4, 5, 6. — 34^e Mémoires de la Société d'agriculture de Normandie. 3^e série, 3^e vol., 2^e part. — 35^e Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai. Tom. xxvii, 2^e partie. Tom. xxviii, 2^e partie. — 36^e Mémoires de l'Académie impériale des sciences, inscriptions

et belles-lettres de Toulouse, 6^e série, tom. III. — 37^e Annales de la Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire. Tom. IX, 1^{re}, 2^e liv. — 38^e Mémoires de la Société d'agriculture, d'industrie, des sciences et des arts de l'arrondissement de Falaise, année 1864. — 39^e Bulletin de la Société de statistique, sciences et arts du département des Deux-Sèvres, 2^e trim. 1865.

V. Par les Sociétés étrangères.

1^o Par l'Académie royale des sciences de Madrid : Resumen de los actos de la real Academia de ciencias exactas, físicas y naturales de Madrid en el año academico de 1862 à 1863, por el secretario perpetuo Dr. D. Antonio Aguilar y Vela. — Memorias, tomo VI, 2^a serie. Ciencias físicas, tomo 2^o, 1^a et 2^a parte. — Libros del saber de astronomia del rey D. Alfonso X de Castilla, compilados, anotados y comentados por Don Manuel Rico y Sinobas. Obra publicada del real orden. Tomo III. Madrid, 1864, 1 vol. in-fol. — 2^o Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, tom. XV. — 3^o Par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique : 1^o Annuaire. 1865, XXX^e année, 1 vol. in-18 ; — 2^o Bulletins. 2^e série, tom. XVIII, 1864. Tom. XIX, 1865 ; — 3^o Mémoires couronnés et autres Mémoires. Collection in-8^o, tom. XVII, 1 vol in-8^o ; — 4^o Mémoires couronnés et Mémoires des savants étrangers. Tom. XXXII, 1864-1865, 1 vol. in-4^o. — 4^o De l'Académie impériale des sciences de Vienne : 1^o Denkschriften. Philosophisch-historische Classe. XIII Band ; — 2^o Sitzungsberichte philos. hist. Classe. Band. XLIV, Heft 1, 2, 3. Band. XLV, Heft 1, 2, 3. Band. XLVI, Heft 1, 2, 3. Band. XLVII, Heft 1 ; — 3^o Archiv für Kunde Österreichischer Geschichts. — Quellen. Band. XXX, Heft 2. Band. XXXI, Heft 1, 2 ; — 4^o Fontes rerum austriacarum. Band. VI, Theil II. — 5^o Annales de la Société archéologique de Namur. Tom. IX, 1^{re}, 2^e liv. — 6^o Messenger des

sciences historiques, 2^e liv. — 7^e Wiener numismatische monatshefte redigirt und herausgegeben von Dr Egger, 1 Band. 1 Heft, 1863, juliheft. — 8^e Revue de la numismatique belge. 4^e série, tom. III, liv. 3, 4. — 9^e Inscriptions funéraires et monumentales de la Flandre orientale, publiées par un Comité central, liv. 40-41. — 10^e Archaeologia or miscellaneous tracts relating to antiquity published by the Society of Antiquaries of London, vol. xxxix, part. II. — 11^e Proceedings of the numismatic Society of London, vol. II, n^o III. — 12^e The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society, n^o xviii. — 13^e Annual report of the Board of Regents of the Smithsonian Institution, showing the operations, expenditures, and condition of the Institution for the year 1863. Washington, 1864, 1 vol. in-8^o. — Results of meteorological observations made under the direction of the United States Patent Office and the Smithsonian Institution, from the year 1854 to 1859 inclusive. Being a report of the Commissioner of patents made at the first session of the thirtysixth congress. Washington, 1864, 1 vol. in-4^o. Vol. II, part. 1. — 14^e Bulletin de l'Académie impériale des sciences de St.-Petersbourg. Tom. VII, n^{os} 3, 4, 5, 6. Tome VIII. — 15^e United States. Report of the Commissioner of patent for the year 1859-1860-1861-1862. Washington, 1860-1864, 8 vol. in-8^o, pl. — 16^e Par la Société provinciale des arts et des sciences établie à Utrecht (Pays-Bas): Verslag van het verhandelde in de algemeene vergadering, 1862-63-64-65. — Anteekeningen van het verandelde in de sectie-vergaderingen... 1860-61-62-63-64. — Bijdragen tot de ontwikkelings-geschiedenis der zoetwater-planarien door dr B. Knappert. In-4^o, 2 pl. — Appareil épisternal des oiseaux décrit par P. Harting. In-4^o, pl.

VI. Publications périodiques.

1^o Journal des Beaux-Arts, n^{os} 19-20-21-22-23-24. — 2^o Revue de l'art chrétien, n^{os} 9-10. — 3^o L'Institut, n^{os} 357-358. — 4^o Le

cabinet historique, septembre-octobre. — 6^e Messager des sciences historiques, 3^e livraison.

OBJETS OFFERTS.

1^o Par un anonyme. Une plaque de garde aux armes du Chapitre d'Amiens. — 2^o Par M. Ed. Barbier, d'Amiens. Une assiette en faïence de Delft. — 3^o Par M. Bouvier, d'Amiens. Une meule romaine. — 4^o Par M. Ern. Brelay, artiste-peintre. Un paysage, dont il est l'auteur. — 5^o Par M^{me} Auguste Breuil. Copies de deux tableaux de la confrérie de Notre-Dame-du-Puy, conservés à l'évêché d'Amiens. Elles ont été exécutées par M. Crauck, sur la commande de feu M. A. Breuil. — 6^o Par M. Chartier du Raincy, de Cauvigny (Oise). Deux deniers de Richard-Cœur-de-Lion. — 7^o Par la commune de Glisy. Sa part de droit dans la découverte d'une collection de monnaies carlovingiennes trouvées dans les marais de ce village par le vacher de la commune. — 8^o Par M. Defrance. Grand plat ovale avec armoiries, en faïence de Rouen. — 9^o Par M^{me} Duvette-Grandpré. Armature en fer d'un puits du xvi^e siècle, provenant d'une maison située rue St.-Martin, à Amiens. — 10^o Par M. Dulau, de Paris. Médaille frappée à l'occasion de la jonction de l'Escant à la Somme. — 11^o Par M^{me} Dumay, de Maisnière. Deux vases en terre rouge trouvés à Maisnière, près de l'ancienne voie romaine. — 12^o Par la famille Gérard-Madaré. Statuette en bois représentant saint Sébastien, provenant de l'ancien hôtel des Archers d'Amiens. — 13^o Par M. Gide, artiste-peintre. Un tableau dont il est l'auteur, représentant les adieux d'un homme d'armes à son frère, moine italien. — 14^o Par M^{me} veuve Gorin, de St.-Sauflieu. Un huilier en terre vernissée, du xviii^e siècle.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

(ERRATA: Page 118, ligne 19, au lieu de *autographié*, lisez *autographe*).

Séance du 9 janvier 1866.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. le Président exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance, et prie la Société de fixer à quinzaine une séance extraordinaire afin d'y pouvoir statuer sur quelques affaires urgentes.

— La Société, informée de la mort de M. Thuillier, président de section au Conseil d'Etat, et l'un de ses membres honoraires, décide que mention de ses regrets sera inscrite au procès-verbal.

— La Société impériale des sciences de Lille annonce qu'elle vient de faire paraître l'inventaire des archives de la Chambre des comptes de Lille et demande une souscription. En raison de l'importance de ce travail, la Société vote l'acquisition de cette publication.

— La Commission des brevets d'invention des Etats-Unis d'Amérique ayant adressé le recueil des brevets pour 1861-62-63, la Société décide, afin que ce recueil puisse être consulté par les négociants et les industriels de notre cité, qu'une note insérée dans les deux journaux donnera avis au public que ces volumes leur seront communiqués à la Bibliothèque communale.

— M. l'abbé Hénocque dépose une seconde dissertation sur le mariage de saint Angilbert avec la reine Blanche, en réponse aux observations que la première avait suggérées à M. Dufour.

— M. l'abbé Decagny adresse un rapport sur les découvertes d'objets antiques faites à diverses époques à Genermont, commune de Fresnes. (Voir p. 198.)

— MM. Leroy, curé de Molliens-Vidame, Hamet, de Paris et Vallois, sous-préfet de Péronne, adressent diverses communications relatives aux objets antiques découverts récemment à Fay, canton de Chaulnes. La Société décide que la notice de M. Vallois sera insérée dans le prochain bulletin. (Voir p. 201.)

— M. le Maire d'Amiens transmet une lettre de M. Dubois, chef de bureau à la Mairie, concernant le lieu précis où est né en cette ville Vincent Voiture. La Société, en raison de l'intérêt que présentent ces recherches, décide que la lettre de M. Dubois et celle de M. le Maire seront insérées au bulletin. (Voir p. 204.)

— M. Dufour énumère la liste des dons faits au Musée depuis la dernière séance. Des remerciements empressés sont votés aux donateurs.

— M. Dutilleux dépose sur le bureau 150 empreintes

de sceaux envoyés au Musée par M. Delattre, de Cambrai. La Société examine cet envoi avec intérêt et décide que des remerciements seront adressés à M. Delattre. En même temps, sur la proposition de M. Dutilleux, elle charge ce dernier d'écrire aux collectionneurs du nord de la France pour les engager à compléter la partie du Musée consacrée à la sigillographie. Une démarche sera également faite dans le même sens auprès de M. le Directeur général des archives de l'Empire.

— Le même membre signale la mise en vente chez un libraire de la ville d'un manuscrit de Bernard ayant trait à l'histoire locale. La Société charge M. Garnier de s'occuper, s'il y a lieu, de cette affaire.

— M. le Trésorier présente ses comptes pour l'exercice 1865. Une Commission composée de MM. REMBAULT, LELIEU et HÉNOQUE, est nommée pour les examiner et faire, suivant l'usage, un rapport à ce sujet à la prochaine séance.

— Parmi les ouvrages déposés sur le bureau, et dont la liste est donnée par M. le Secrétaire perpétuel, se trouve un dictionnaire d'histoire et de géographie dont la rédaction est due en grande partie à M. d'Ault-Dumesnil, membre non résidant de la Société. M. Lelieu veut bien se charger de l'examiner et d'en rendre compte.

Séance extraordinaire du 23 janvier.

Présidence de M. DURON.

En l'absence de M. le Secrétaire perpétuel, M. le Président dépose la correspondance.

— M. Tailliar, président honoraire à la cour de Douai,

membre correspondant, fait remarquer qu'il met la dernière main à son travail ayant pour titre : *Essai sur les origines et le développement du christianisme dans les Gaules*. L'honorable collègue sera remercié de cette communication et invité à réserver à la Société son mémoire sur un sujet qu'elle a mis à l'étude, et qui ne peut manquer d'être traité avec une grande érudition par l'auteur de *l'Histoire du Royaume municipal romain dans le nord de la Gaule*.

— M. Hahn, membre titulaire non résident, annonce l'envoi d'une notice sur l'abbaye royale de Royanmont, diocèse de Beauvais.

— M. Costa, membre correspondant, à Dunkerque, promet de donner au Musée Napoléon quelques objets faisant partie de sa collection archéologique.

— M. le Ministre de l'Instruction publique annonce que la réunion des Sociétés savantes aura lieu à la Sorbonne les 4, 5, 6 et 7 avril prochain. La Société décide qu'elle désignera dans l'une de ses prochaines séances ceux de ses membres qui devront la représenter à cette réunion.

— M. le C^{te} de Laborde, directeur général des archives de l'Empire, écrit que, sur la demande de la Société, il veut bien lui accorder à titre gratuit un certain nombre de reproductions en soufre de sceaux appartenant aux archives impériales. — Des remerciements sont votés à M. le C^{te} De Laborde.

— M. le Président donne la liste des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance. Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Président informe que la Commission des insignes a porté son choix sur une sorte de médaille entourée de rayons rappelant celle que portaient autrefois les juges de paix dans l'exercice de leurs fonctions, mais que la Commission est partagée sur divers points que la Société sera appelée à résoudre dans une prochaine séance.

Séance du 20 Février.

Présidence de M. Durou.

M. Rembault présente le rapport de la Commission nommée pour l'examen des comptes de M. le Trésorier pendant l'année 1865.

Après cette lecture, la Société consultée vote successivement chacune des propositions du rapport et chacun des articles du budget de 1866. En conséquence la gestion de M. Bazot est approuvée et des remerciements unanimes lui sont adressés pour l'ordre et la bonne direction qu'il apporte dans les délicates et pénibles fonctions dont il est chargé.

— Sur la proposition de M. Dutilleux, la Société décide que le Bureau avisera à donner à l'avenir la plus grande publicité possible aux diverses publications de la Société.

— M. Rembault présente, au nom d'une Commission spéciale, une liste de questions qui pourraient être mises à l'étude ou soumises à la discussion dans la réunion prochaine à Amiens du Congrès scientifique de France. Cette liste est adoptée après quelques modifications de détail.

— M. Pouy offre au nom de M^{lle} Bourdon une tête en pierre du ^{xv}e siècle et plusieurs briques émaillées.

— Is the other person a man or a woman?
 He is a man, and he is very young.

— I am sorry to hear that the "American" has been
 taken out of the market. It was a very good paper and
 was one of the best in the country. It was a very
 good paper and was one of the best in the country.
 It was a very good paper and was one of the best in the country.
 It was a very good paper and was one of the best in the country.

— A longer offer is a war in the family. I have always
tried to make things as easy as possible for my family. I
have always been on the side of the family.

1. The Government shall not discriminate on the basis of race, color, or national origin in the provision of services.

Singer died early 1966

President of U. C. S. S. T. Presidents

M. Kozak prit crux de ses collègues qui auraient
quelques documents sur Charles Deane de vouloir bien lui
en fournir copie.

Charles Maure, chanoine honoraire de l'église d'Amiens, professeur émérite en l'Université de Paris, procureur et conseiller de la Nation de Picardie, doyen de la Tribu d'Amiens et chapelain du Collège Mazarin, mourut à Paris le 7 août 1749 à l'âge de 84 ans.

M. Rambault fait don d'un portrait carte lithographié de Charles Dallery, né à Amiens le 4 sept. 1754. Il rappelle que Ch. Dallery est, suivant toute apparence, l'inventeur de l'hélice navale et de la chaudière tubulaire, et qu'aucun monument ne fait encore connaître dans sa ville natale les services qu'il a rendus à l'industrie.

L'ordre du jour appelle le renouvellement des Commissions.

Le scrutin étant demandé, il est procédé au vote pour la Commission d'impression. MM. GARNIER, CORBLET, DUVAL, SALMON et VION, qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, sont nommés membres de cette Commission.

— M. GARNIER, membre sortant de la Commission du Musée, est réélu par acclamation.

— La commission des inscriptions et la Commission Bouvier sont maintenues telles qu'elles étaient composées.

— En ce qui concerne la Commission des concours, la Société est d'avis qu'il y a lieu d'en ajourner la nomination jusqu'à la réception des mémoires, la Commission devant être nécessairement formée suivant la nature des ouvrages à juger.

— Un membre demande s'il ne conviendrait point de nommer, comme on l'a déjà fait, une Commission de recherches. Un autre fait observer que cette Commission est inutile, et qu'il est beaucoup plus convenable, quand une trouvaille est signalée, que le Président désigne ceux des membres de la Compagnie qui, par leurs études, sont, dans chaque occasion, les plus compétents.

— M. Garnier fait connaître qu'il a été trouvé tout récemment à St-Marguerite, près Doullens, un certain nombre de pièces en argent et en cuivre de Philippe II, roi d'Espagne, qu'il n'a pas cru devoir acquérir, attendu leur peu d'intérêt et leur très médiocre conservation.

— M. l'abbé Corblet lit un rapport sur une collection de fayences patriotiques composées de 133 pièces fabriquées de 1789 à 1795, données par M. Labitte, directeur

de la maison d'aliénés de Clermont, au Musée Napoléon. M. Vion fait observer qu'il n'a point seulement, comme le dit M. Corblet, signalé l'importance de cette collection, mais la disposition où se trouvait M. Labitte de faire don au Musée de cette suite curieuse, ainsi qu'on peut le voir au procès-verbal du 10 novembre 1863. (Voir p. 210.)

— La Société vote à l'unanimité des remerciements à M. Labitte, pour la générosité avec laquelle il a bien voulu contribuer à l'accroissement de la partie céramique du Musée Napoléon.

— M. Garnier lit une notice sur Pierre Burry, chanoine, né à Bruges le 4 juin 1420, mort à Amiens le 25 avril 1504. Après avoir décrit le monument élevé au savant chanoine dans la cathédrale d'Amiens, il donne sa biographie et l'analyse des poésies dont il est l'auteur. Ce travail, dit M. Garnier, est la première d'une suite de notices sur les tombeaux de la cathédrale d'Amiens qu'il a entreprise et qu'il se propose de communiquer à la Société au fur et à mesure qu'il les aura terminées.

— La Société remercie l'auteur de cette communication et l'engage à continuer ses recherches.

Séance du 13 mars 1866.

Présidence de M. DUFOL.

M. le Secrétaire perpétuel dépose sur le bureau le premier exemplaire du Cartulaire d'Ourscamp, publié par M. Peigné-Delacourt.

A cette occasion M. Dutilleux fait remarquer qu'il est regrettable que ce volume ne contienne ni notes ni introduction, ce qui en diminue singulièrement la valeur au

point de vue historique. — M. le Président répond que M. Peigné-Delacourt s'occupe de préparer une histoire d'Ourscamp qui aura pour objet de combler la lacune signalée par M. Dutilleux.

— M. Rembault offre une empreinte ancienne en cire rouge qu'il croit être celle du sceau de la communauté de Prémontré d'Amiens.

— M. le Président fait connaître que les fouilles faites par ses soins dans le marais de Longueau sur le passage de l'ancienne voie romaine d'Amiens à Noyon n'ont amené d'autres résultats que le déblayement de quelques mètres cubes de grès et de cailloux. — Sur la proposition qui en est faite par M. Antoine, la Société décide qu'elle abandonne à la commune de Longueau les matières dont il s'agit et qui sont d'ailleurs de peu de valeur.

— M. Vion informe la Société que depuis quelque temps on a trouvé dans les environs d'Amiens et notamment au lieu dit *le Carcaillot*, plusieurs poteries et objets antiques qui ont été acquis par un des collectionneurs les plus connus d'Amiens. Il demande s'il n'y aurait pas opportunité à reconstituer la Commission des recherches qui existait il y a quelques années. — Cette proposition étant prise en considération, M. le Président nomme membres de cette Commission : MM. BAZOT, POUY, VION, REMBAULT et CORBLET.

— M. Dufour offre au nom de M. Alfred Vasseur, inspecteur des lignes télégraphiques à Constantine, deux photographies représentant une vue du prétorium de Lambessa (Algérie).

— M. Corblet fait une lecture au sujet de 32 cartes à

jouer d'origine allemande données au Musée par M. Lefebvre de Picquigny. Ces cartes lui paraissent de la fin du xvii^e ou du commencement du xviii^e siècle. — Des remerciements sont votés à M. Lefebvre.

— M. le Président présente la liste des dons faits au Musée depuis quelque temps par plusieurs personnes d'Amiens et du Département auxquelles la Société vote des remerciements empressés.

Rapport fait à la Société des Antiquaires de Picardie

par M. l'Abbé P. DUCASNY,

Curé d'Ennemain, membre titulaire non résidant.

Près de Fresnes et Berny (canton de Chaulnes) se trouve un hameau appelé aujourd'hui *Génermont*, vraiment digne d'attirer l'attention des archéologues, et sur lequel néanmoins les annales du pays gardent un silence mystérieux. Le seul document authentique où il en soit fait mention est un relief peu intéressant, du 23 juin 1723, fait du fief de Génermont relevant du château de Péronne, par Charles d'Hennault, écuyer, comme mari et bail de Françoise Vitasse, son épouse. A cause de cette dépendance même de la châtellenie de Péronne, il serait peut-être permis d'attribuer à ce hameau dont la dénomination aura été altérée depuis, la citation suivante d'une bulle de Pascal II (1106) confirmative des possessions de l'abbaye du Mont Saint-Quentin. Au nombre des donations de Robert de Péronne, on lit : *apud Agerimontem* (lieu inconnu d'ailleurs) les terres possédées par Enfroï, Reguault et Hugues; *et octava pars de porium (vel porum) valle*, c'est-à-dire la 8^e part de la vallée des bois, ou de l'enceinte. Dans deux dénombrements (1216 et 1230) des seigneurs de Nesle, est rappelé comme un de leurs fiefs

Nefermont et Hotermont après Meseincourt, localité du voisinage. Un village du Ponthieu s'appelle encore aujourd'hui Hiermont, parce que sans doute il s'y trouvait autrefois un temple de quelque divinité payenne, etc.

A défaut de documents bien positifs, la topographie même de cette localité, les mines archéologiques renfermées dans son sein, sont venues révéler qu'à l'époque où ils traçaient près de là leur vole secondaire d'Amiens à Vermand, les Romains ont établi un poste assez important dans cet endroit. Générmont, surnommé les *Grands Vaux*, s'élève sur un point culminant entouré, à l'Est, au Sud et à l'Ouest, par des vallées profondes qu'arrosait anciennement un ruisseau descendant de Lihons. Au nord, il était abrité par un bois défriché depuis moins de cent ans : on y verrait même les traces d'un fossé artificiel qui en complétait l'enceinte. Dans cette enceinte, bien modifiée depuis près de 14 siècles, on aperçoit encore la place d'une éminence assez étendue, près des lieux dits : le *Cortil bleu* et le chemin *Tapied* conduisant à la chaussée Brunebault. *Iter lapetum* est cité comme synonyme de *via strata*.

C'est en cet endroit qu'à différentes époques, et surtout dans ces derniers temps, on a découvert à peu de profondeur et au milieu d'importantes substructions, des fragments nombreux de larges briques, de tuiles à rebords, de poteries en terre rouge, de sarcophages de pierres meulières, etc., de l'époque romaine et portant la trace d'une grande ruine, d'un vaste incendie. Voici la nomenclature des principaux objets trouvés au milieu de ces débris épars. 1° De nombreuses médailles, dont plusieurs en argent, de Jules César, d'Auguste, d'Adrien, de Néron, de Caligula, de Claude I^{er}, de Decentius Magnus, de Valens, de Tibère, de Domitien, de Carus, de Constantin, etc. 2° Une belle clé en bronze. 3° Un bijou en or représentant la déesse Pomone dont la main gauche entoure une corbeille de fruits. 4° Une bague de jeune demoiselle, également en

or et portant gravée sur le châton une abeille, symbole de l'ordre et de l'activité. Ce bijou, acquis par M. le duc de Vicence, orne aujourd'hui la main d'une petite fille d'un grand général de l'Empire. 3^e Une médaille fort intéressante en cuivre, trouvée récemment et remontant, ce me semble, aux premiers siècles du christianisme. Elle a environ 3 centimètres de diamètre et porte 4 lobes excédants en forme de croix dont l'inférieur et le supérieur, qui est plus aigu, sont percés d'une ouverture pour la suspension. On y voit représentée la Sainte Vierge au milieu des nuages, un sceptre à la main, le croissant de la lune sous les pieds, la tête couronnée et nimbée, la partie supérieure du corps environnée de rayons et portant sur ses genoux l'Enfant-Jésus dans une complète nudité. On y lit cette inscription où se trouvent deux H grecs : ✱. † SEDS ✱ ✱ SAPIBINTIAN. Au revers est figuré Saint Michel, revêtu d'une robe frangée, armé d'un bouclier et d'une lance avec laquelle il transperce le dragon infernal. Autour est la légende : CONSTITUI TE PRINCIPEM.

La tradition locale énonce qu'un établissement de Templiers aurait succédé à celui des Romains sur l'emplacement de Générumont, si bien disposé à cet effet. On y rencontre les lieux dits : le poste et l'église brûlée ; et on y a découvert des objets d'une époque plus récente, comme un sou tournois de 1180, une monnaie de Ottokar II de Bohême au millésime de 1253, et un teston de Henri II, 1548 ; mais un manuscrit du xvi^e siècle, énumérant toutes les dépendances de la commanderie d'Eterpigny, ne fait aucune mention de cette localité. Toutefois, j'en ai déjà fait la proposition à la Société, des fouilles faciles et intelligentes seraient de nature à jeter un nouveau jour sur l'état primitif de ce lieu ; elles pourraient avoir des résultats intéressants. C'est du moins le but et le motif de cette communication.

De l'autre côté, vers le nord de la voie romaine, près d'Assévil-

lers, on a aussi découvert certaines antiquités témoignant que les romains ont séjourné dans cet endroit. Le seul et le plus intéressant de ces objets qui ait été conservé, est une statuette en cuivre du dieu Bacchus. Il est difficile de trouver une figure comme celle de cette statuette, où soit mieux reproduite l'expression de l'ivresse et de l'abrutissement. Il est heureux que le possesseur de cette statuette et aussi de la médaille ci-dessus et de plusieurs des monnaies de Générmont soit bien décidé à ne pas s'en dessaisir entre les mains des commis-voyageurs en vieilles faïences, etc., pour les collections particulières.

NOTE DE M. VALLOIS

Sur une Trouvaille faite à Fay.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Suivant le désir exprimé dans vos lettres des 7 et 16 de ce mois, je me suis rendu dans la commune de Fay pour visiter les tombeaux récemment découverts par M. Dhilly, maire de cette commune, dans une de ses propriétés. Mais ce n'est pas sans une certaine désillusion que j'ai accompli ce voyage, car ces sépultures, tout en étant fort anciennes, ne remontent certainement pas à l'époque mérovingienne. Tant il est vrai qu'il n'est rien de tel que de voir par ses propres yeux pour être moins exposé à commettre des erreurs.

« C'est ainsi que je me trompais lorsque je vous annonçais que les tombes en pierre de Fay étaient munies à l'intérieur d'oreillers destinés à soutenir la tête (1), et que les couvercles affectaient la

(1) Ce qui est cause de cette méprise, c'est que l'un des cercueils a été trop profondément creusé à la place des épaules, en sorte que la tête reposait sur une petite banquette de 30 centimètres de large sur

forme de dos d'âne. Il n'y a rien de tout cela, et c'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'en n'ait point trouvé de débris de poteries.

« Je ne veux pas dire cependant que ces découvertes sont sans intérêt. Loir de là, mais elles n'ont pas l'importance que je leur supposais tout d'abord.

« Le champ où se trouvent ces tombes appartient à M. Dhilly, maire de Fay. Il est situé environ à un kilomètre du village, dans la direction de Fontaine et figure au plan cadastral sous le numéro 31, au lieu dit le Bois Bourdon. En ce lieu, le terrain qui, un peu plus à l'est forme un plateau assez étendu, s'abaisse rapidement et se trouve ensuite soutenu par un rideau abrupt au-dessus d'une vallée sèche alimentée autrefois par une petite rivière, suivant ce que rapporte une antique tradition locale. Le ravènement des eaux, facilité par l'inclinaison de la pente, s'est fait ressentir particulièrement à la suite des orages de cette année ; et, de toute l'épaisseur de la terre végétale, il ne reste plus maintenant qu'une mince couche de 20 centimètres. C'est dans la craie, et à 30 centimètres environ au-dessous de la surface, que le hasard a fait trouver la première sépulture. La curiosité fit ensuite découvrir les autres. Ces tombes sont formées d'auges en pierre (de Creil probablement). Elles ont en dehors 1^m 95 de long, 70 centimètres de large à la tête et moitié moins aux pieds, soit 35 centimètres (1). Les couvercles sont plats, d'une épaisseur de 13 centimètres, et présentent sur toute la longueur, et au milieu de la partie supérieure, une ligne légèrement renflée. Les angles inférieurs sont un peu abattus afin de permettre à ces couvercles de se maintenir sur les tombes sans risquer de s'en échapper. Ces blocs de pierre, d'une seule pièce, taillés au marteau, n'ont point été polis. Le fond de chaque tombe possède à l'intérieur

3 ou 4 centimètres de hauteur. Mais cette banquette n'est pas plus élevée que le fond même du cercueil.

(1) Les parois ont 9 centimètres d'épaisseur.

un trou conique de 3 ou 4 centimètres de profondeur qui a fort intrigué la curiosité publique. Ce trou ne se trouvant pas à la même place dans chaque tombe, je pense que ce doit être la trace d'un coup de tarrière trop profondément entrée pendant l'opération du creusement de l'auge.

« Les cercueils en pierre étaient au nombre de quatre, orientés à peu près de l'ouest à l'est, la tête à l'ouest. Trois d'entre eux se touchaient complètement. Dans le second, ouvert le premier, on a trouvé une fibule fort remarquable. Elle se compose d'une plaque de bronze revêtue d'une mince feuille d'or qui se trouve rivée par douze clous d'argent. Neuf pierres en verroterie rouge y sont serties en saillie; seulement celle du milieu manque. L'intervalle des pierres est rempli par des fils d'or formant des dessins en relief. La broche était en fer et a été brisée.

Le quatrième cercueil était séparé des autres par un espace de 30 centimètres. Puis immédiatement après on a trouvé les fragments de plusieurs cercueils en bois, au nombre de deux probablement, si j'ai bien jugé l'espace qu'ils occupaient. A la tête de ces derniers se trouvaient encore les fragments d'un cercueil en pierre, ainsi qu'une grande quantité d'ossements humains. Trois des cercueils sont entièrement brisés, le quatrième en entier, mais il est fêlé. Tous les couvercles sont brisés.

« Dans le tombeau où se trouvaient la fibule, deux clous de bronze et les fragments d'une fiole de verre, étaient aussi deux anneaux en fer passés l'un dans l'autre et un couteau en fer. Dans les tombeaux en bois, on a trouvé un assez grand nombre de petits fragments de fer de formes méconnaissables ainsi que : un clou en fer provenant de l'un des cercueils même, et deux pointes de flèches en fer composées d'un fer de lance plat s'épaississant progressivement vers le manche, de manière à former une douille ronde et creuse, au milieu de laquelle se trouvent encore des fragments décomposés du bois qui formait la flèche.

« M. Dhilly, maire de Fay consent à offrir au Musée la charmante fibule dont j'ai eu l'honneur de vous adresser précédemment la description et le dessin.

« Il désire toutefois conserver cet objet pendant quelques jours encore, afin de le montrer à différentes personnes du voisinage qui ont exprimé le désir de le voir. Je ne suis donc pas en mesure de vous le faire parvenir en ce moment; mais très prochainement il sera à votre disposition. »

**Recherches sur la Maison où naquit à Amiens
VINCENT VOITURE,**

Par M. A. DUBOIS.

1^o Lettre de M. le Maire d'Amiens.

Amiens, le 20 décembre 1865.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Il me paraît résulter de renseignements puisés à des sources authentiques, que la plaque commémorative de la naissance de Vincent Voiture a été indûment placée sur une maison de la rue des Crignons et devrait être transférée rue St.-Germain n^o 23.

» J'ai l'honneur de vous communiquer la lettre que vient de m'écrire à ce sujet M. Dubois, auteur de précédentes recherches du même genre, en vous priant, M. le Président, de vouloir bien me donner votre avis, comme vous l'avez fait à l'égard du lieu de naissance de Du Cange.

» Veuillez agréer, etc. »

Le Maire,

FEUILLOY, Adjoint.

2^e Lettre de M. A. Dubeis.

Amiens, le 18 décembre 1865.

« MONSIEUR LE MAIRE,

» Encouragé par les sympathies de l'Administration municipale et par celles de la Société des Antiquaires de Picardie dans mes recherches sur le lieu de naissance des hommes célèbres de la ville d'Amiens, j'ai dû, après Du Cange, m'occuper de Vincent Voiture dont une inscription commémorative indique le lieu de naissance rue des Criguoins en 1598, quoique ce grand homme soit né le 24 février 1597 sur la paroisse St.-Germain, ainsi que le constate son acte de naissance.

Extrait du registre aux actes de naissance de la paroisse St.-Germain pour l'année 1597.

« Le xxiiii^e jour de fevrier a esté baptizé Vincent fils de Mons^r
» Vincent Voiture, les parrins M^{re} Nicolas de Lam et Jean Deherite,
» trésoriers généraux de France ; les marrines damoiselle Fran-
» çoise Blancfort et Marie Sacquespée. »

« L'erreur existe, elle est patente, ainsi que le prouveront les documents dont je vais avoir l'honneur de vous donner connaissance.

Preuves quant à la Paroisse :

» Vincent Voiture, notre savant écrivain, est fils de Vincent Voiture, marchand de vins, saiterie et autres marchandises (acte du 21 avril 1598 de Myraulmont, notaire) et de Jeanne de Collemont (mariés dans l'église St.-Martin le 7 juillet 1580).

» Son aieul s'appelait Noël. Il fut reçu bourgeois d'Amiens en 1563. (Registres aux comptes de l'Hôtel-de-Ville.)

» Ce même Noël était marguillier de St.-Germain en 1570. (Registres de St.-Germain.)

» Suivent maintenant une série de documents qui établissent

parfaitement que la paroisse St.-Germain a toujours été le domicile du père de Voiture.

» 1 janvier 1583 (de Myraulmont, notaire), obligation par Nicolas Mallet, prieur du prieuré de Contre, à Vincent Voiture, marchand, paroisse St.-Germain.

» 21 janvier 1583 (de Myraulmont, notaire), obligation envers Vincent Voiture, marchand et receveur de l'abbaye de St.-Fuscien, demeurant à Amiens, paroisse St.-Germain.

» Dernier janvier 1583 (de Myraulmont, notaire), obligation par Michel Barbier, tavernier, à Vincent Voiture, marchand, demeurant paroisse St.-Germain, pour vente de deux pièces de vin clair.

» 4 avril 1588 (Quignon, notaire), obligation par François Hea et Jacques Caron à Vincent Voiture, demeurant paroisse St.-Germain.

» Lundi 12 septembre 1588 (Martin, notaire). Vincent Voiture, marchand, demeurant paroisse St.-Germain, est chargé par Firmin Pingré et Robert de Collemont de faire, pendant les mois de septembre et octobre, le voyage du pays de Guyenne et Bordelois pour acheter tous les vins qu'il rencontrera. Si à cause des troubles qui sont par terre et par mer, le dict Voiture était pris prisonnier, ses deux associés promettent de payer sa rançon.

» 6 décembre 1593 (Martin, notaire), transport à Vincent Voiture, marchand, demeurant paroisse St.-Germain.

» 2 janvier 1594 (de Myraulmont, notaire), Vincent Voiture, marchand, paroisse St.-Germain, vend à Louis Devauzelles et Charles Dufresne 15 tonneaux de vin de Gascogne, moyennant 1,500 escus. Cette somme est remboursable, savoir : lorsque Barbe Voiture sa fille se mariera et au cas où elle décède auparavant, lorsque Jehenne Voiture, sa seconde fille, prendra estat ou se mariera.

» (Cet acte me donne les noms de deux sœurs de notre homme célèbre, que je ne connaissais pas).

» 8 janvier 1594 (de Myraulmont, notaire), obligation à Vincent Voicture demeurant paroisse St.-Germain.

» 28 décembre 1595 (de Myraulmont, notaire);

» Jean de Collemont (paroisse St.-Remi);

» Marie de Collemont, veuve de Jean Hérison (paroisse St.-Martin);

» Vincent Voicture et Jeanne de Collemont (paroisse St.-Germain);

» Adrien de Barastre et Isabelle de Collemont (paroisse St.-Martin);

» Catherine Gannet, veuve de Robert de Collemont;

» Vendent à Charles Dufresne et Isabelle Danez, sa femme, la maison du Blanc Pignon située sur le marché aux herbes (paroisse St.-Firmin-en-Castillon);

» Et le 1^{er} janvier 1597 François de Collemont vend aussi sa part dans cette maison provenant de la succession de Robert de Collemont, beau-père de Voicture, père.

» 15 avril 1596 Vincent Voicture est nommé marguillier de St.-Germain. (Registres de l'église St.-Germain.)

» 21 février 1597 (trois jours avant la naissance de Voicture) (Quignon, notaire), fondation par Martin Joren à l'église St.-Germain, cette fondation est acceptée par les marguilliers au nombre desquels se trouve Vincent Voicture, demeurant paroisse St.-Germain.

» 28 août 1597 (de Myraulmont, notaire). Vincent Voicture, dans cet acte, est désigné comme eschevin demeurant paroisse St.-Germain.

» 9 octobre 1597 (Martin, notaire), François de Saucourt, sieur de Contre, Belleuse, etc., s'oblige pour 282 escus envers Vincent Voicture, bourgeois d'Amiens, demeurant paroisse St.-Germain.

25 octobre 1597 (Martin, notaire), marché entre Laurent Beq-fèvre, griblonnier à Abbeville, et Vincent Voicture, bourgeois d'A-

miens y demeurant paroisse St.-Germain.

» 23 décembre 1597 (de Myraulmont, notaire), accord entre Jean Hémart et Vincent Voiture, bourgeois d'Amiens, demeurant paroisse St.-Germain.

» 21 avril 1598 (Martin de Myraulmont, notaire), partage entre Vincent Voiture, bourgeois d'Amiens, demeurant paroisse St.-Germain, et Catherine Gonnet, veuve de Robert de Collemont, son ancien associé pour la vente des vins, mort le 19 juillet 1598.

» Deux lots sont faits des bonnes dettes.

» Voiture a 4,914 escus 16 sols 6 deniers pour sa part, et la veuve de Collemont 4,913 escus 53 sols 9 deniers.

» 23 décembre 1598 (Jean Martin, notaire), acte entre la veuve de Jehan de Villers et Vincent Voiture, demeurant paroisse St.-Germain.

» 26 janvier 1599 (Martin de Myraulmont), marché entre le comte de St.-Pol et Vincent Voiture, demeurant paroisse St.-Germain, pour la fourniture de tout le vin de bouche dudit comte.

» Dans le courant de 1599, Vincent Voiture cesse d'habiter Amiens, il va résider à Paris, car dans un acte du 4 avril 1600 (Martin, notaire à Amiens), transport à Vincent Voiture, bourgeois de Paris, y demeurant paroisse St.-Merry.

» Ainsi qu'on peut le voir, depuis 1583 jusqu'en 1599 Voiture père n'a jamais cessé d'habiter la paroisse St.-Germain et il y a une certaine distance de la paroisse St.-Germain à la paroisse St.-Remy d'où dépendait la rue du Crinon ou Despreaux, cette dernière paroisse était séparée de la paroisse St.-Germain par celles de St.-Martin et de St.-Firmin-en-Castillon.

Maison où est né Voiture.

» Je rencontre dans les registres aux comptes de l'Hôtel-de-Ville, à la date du 18 mars 1567 : « Reçu de Noël Voiture, marchand, » pour les droits seigneuriaux de la somme de 250^l tournois à

» quey a esté estimée la moitié d'une maison séans *rue St.-Germain*
» à lui appartenant entrautres choses vendues par M^e Michel
» Carette à sa femme 12^l 10^s.

» Enfin l'acte du 4 avril 1596 (Delattre, notaire), fixe définitivement la demeure de Voicture père et par conséquent le lieu de naissance de notre homme célèbre.

» Vincent Voicture, marchand et eschevin, demeurant paroisse St.-Germain, et Charles Dufresne, marchand, paroisse St.-Firmin-en-Castillon, empruntent à Pierre Bultel, bourgeois, paroisse St.-Martin, 1,600 escus sols.

» Vincent Voicture affecte et hypothèque sa maison *rue St.-Germain* à laquelle pend pour enseigne *le Chapeau de Roses*, tenant d'un côté à Pierre Duquen, boulanger, d'autre costé et par-derrière à la rue du Chapeau de Violettes.

» Dufresne donne hypothèque sur sa maison de la Louche d'or, rue des Vergeaux.

» Voicture à la fin de l'acte fait élection de domicile en sa dicté maison du Chapeau de Roses.

» Or la maison du Chapeau de Roses (Capel de Roses) est désignée dans le *Cartulaire de St.-Jean* « au coing de la rue Cocquerel (rue St.-Germain) et de la rue des Pots (rue des Doubles Chaises).

» En 1459 (Registres aux saisines) le Chapeau de Roses, rue St.-Germain au coing de la rue des Viesiers (rue des Doubles Chaises).

» Enfin, le 14 août 1596 (registres aux saisines), vente à Nicolas Couvreur d'une maison portant pour enseigne les *Trois bons Garçons*, rue des Pots, autrement dicté de la Double Cayelle, tenant d'un costé à Jehan Forestier, d'autre costé et parderrière à Vincent Voicture.

» Il résulte donc clairement des pièces ci-dessus citées que Vincent Voicture n'est pas né rue des Crignons, mais bien dans la maison actuellement subdivisée, où se rencontrent encore les restes

d'une maison opulente et qui porte actuellement les n^{os} 21, 22, 23 de la rue St.-Germain, le n^o 22 de la rue des Doubles Chaises et 14 de la rue du Chapeau de Violettes, et que la plaque commémorative doit être placée au-dessus de la porte plate-bande en pierres de taille, n^o 23 de la rue St.-Germain qui est encore un reste de la maison où est né Voiture.

» Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mon profond respect.

» A. DUBOIS, »

Chef de bureau à la Mairie, Membre correspondant
de la Société d'émulation d'Abbeville et de la
Société d'archéologie de Seine-et-Marne.

RAPPORT

SUR UNE COLLECTION DE FAIENCES PATRIOTIQUES

DONNÉES PAR M. LABITTE

AU MUSÉE NAPOLEON.

Par M. l'Abbé CORBLET, membre titulaire résidant.

Messieurs,

Vers la fin de l'an dernier, notre zélé Président me pria de me rendre à Clermont pour examiner une collection de faïences patriotiques formée par M. Labitte, directeur de la maison de santé, collection dont M. Vion nous avait fait espérer le don, il y environ deux ans. Sur la demande que je fis en votre nom, M. Labitte a bien voulu se déposséder de ces faïences populaires qu'il avait réunies, pièce à pièce, depuis de longues années, et qui devaient lui être d'autant plus précieuses, qu'il est rare de pouvoir collectionner autant de types différents.

Le généreux don de M. Labitte se compose de trois saladiers et 133 assiettes ; en laissant de côté quelques sujets doubles, nous arrivons au chiffre de 135 décors différents. L'atlas de chromo-lithographies publié par M. Maréchal n'en contient que cent.

Ces faïences patriotiques, fabriquées de 1789 à 1795, ont été longtemps négligées par les amateurs qui prisaient avant tout les beautés de l'art ornementatif et qui trouvaient une ample satisfaction dans les chefs-d'œuvre céramiques de Nevers, de Rouen, de Sinceny et de Moustiers. Depuis une dizaine d'années, cependant, l'attention des curieux s'est portée sur ces modestes faïences de la Révolution où se trahissent les goûts, les aspirations, les tendances, les sentiments de toute une époque, ou tout au moins les opinions d'une partie de la population. Ces fragiles monuments d'un art souvent grossier ont leur place marquée dans un Musée, qui ne doit point s'en tenir exclusivement au point de vue de l'esthétique, mais accueillir tous les témoignages de l'histoire. « Cet art populaire, a dit avec raison M. Champfleury (1), sera étudié comme les légendes, les traditions, les noëls et les chansons ; il est de la même famille ; il possède la même saveur. »

Tout en reconnaissant que la plupart de ces faïences pâchent considérablement par le dessin, il faut cependant admettre que beaucoup d'entr'elles se recommandent par une coloration franche et harmonieuse.

On sait que Nevers fut le berceau de la faïence révolutionnaire et que c'est de là qu'elle se répandit à profusion sur tous les points de la France. D'autres fabriques entrèrent bientôt en concurrence, surtout à Paris, à Rouen, à Sinceny, à Beauvais, à Arras, à St.-Pol, à St.-Omer, à Hesdin, à Rennes, à Auxerre, etc.

S'il est parfois difficile d'assigner une provenance certaine à

(1) *Revue des Provinces*, 1865, page 436.

des faïences qui ont un véritable cachet artistique, à plus forte raison quand il s'agit de ces décors populaires souvent informes. En attendant que la lumière se fasse à ce sujet, bornons-nous à rappeler que les recherches de M. le Dr Warmont tendraient à démontrer que nos ouvriers picards se sont presque toujours bornés à imiter l'imagerie de Rouen.

Il est peu de nos assiettes qui portent une date : mais on peut deviner celle de presque toutes les autres, par l'examen de leurs emblèmes, qui forment une espèce de blason révolutionnaire et chronologique. Les plus anciennes faïences nous offrent une ou plusieurs fleurs de lys, avec ou sans couronne royale. C'est l'époque où tout se résume dans la royauté. Bientôt, nous voyons s'ajouter à la couronne les symboles des trois ordres ; la croix ou la crosse représente le clergé ; l'épée, la noblesse ; la bêche, le tiers-état. On souhaite une indissoluble union à toutes ces puissances réunies : *Tres in uno*, dit une de nos assiettes ; à sa durée tout le bonheur public, ajoute une autre datée de 1789. Cependant, dans le cours de cette même année, nous voyons disparaître la couronne et la fleur de lys, ce qui n'empêche pas toutefois les vœux d'union de se produire. Ici la crosse, la bêche et l'épée sont confondues dans un seul cœur ; là, l'épée et la croix sont enserrées par un ruban dans une gerbe de blé, avec cette inscription : *Vis unita fortior* 1789. Mais la bêche grandit d'importance vis à vis des deux autres symboles ; elle tient bientôt la place d'honneur et se fait parfois escorter du râteau et du fléau. Voici que mise dans un plateau de balance, avec un marteau, elle fait un contrepoids exact avec la crosse et l'épée. Elle n'est plus le tiers de nation, c'en est la moitié ; bientôt elle croira la représenter tout entière. Dès 1791, mais surtout en 1792, la crosse et l'épée sont presque toujours exclues au profit de la bêche, qui finit par se glorifier hautement de son triomphe. Voici une bascule qu'un homme du peuple abaisse avec son pied, et, en voyant s'élever dans les airs,

veuves de leur poids antique, la croisée et l'épée, il s'écrie : *le plus fort l'emporte*. C'est la même pensée qui nous montre un gentil-homme et un ecclésiastique se donnant la main et disant : *le malheur nous réunit*. Mais il y a là une nuance d'expression qui pourrait s'interpréter par un regret sympathique.

Ce qui domine le plus, après les symboles des trois ordres, c'est l'idée de la liberté, qui alors était interprétée de façons si diverses. La liberté est figurée par une cage vide d'où s'échappe un oiseau, par un ballon qui s'élève majestueusement dans les airs, par la bastille où flotte le drapeau national, par le coq gaulois grimpant à un bâton que couronne le bonnet phrygien, par l'arbre de la liberté, par un génie assis sur un tambour ou planant sur la cité parisienne, ou s'écriant, près d'un canon : *je garde la nation*.

Les idées de guerre et de victoire ont aussi leurs symboles : c'est l'aigle qui tient une couronne dans son bec ; ce sont les faisceaux de la république surmontés du bonnet phrygien ; ce sont des drapeaux tricolores, des canons, des tambours, des boulets. Ces préoccupations belliqueuses n'étouffent point pourtant les aspirations vers la paix. Voici une maison qui porte pour enseigne : *hôtel de la paix* ; un voyageur épuisé par la fatigue la contemple en s'écriant : *Je désire y arriver*.

A côté des symboles, apparaissent les réalités historiques, où l'inhabileté du pinceau se trahit plus que partout ailleurs. Rien de plus grotesque que ce prétendu portrait de la princesse de Lamballe, si ce n'est ce portrait de Gobel, s'écriant : *Je jure de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution*, ou ce tombeau de Mirabeau, avec cette inscription : *Aux mânes de Mirabeau la patrie reconnaissante*.

Outre les inscriptions que nous avons citées, nous devons encore mentionner les suivantes que nous classerons simplement par ordre alphabétique :

A Dieu. — Constitution. — Fidelitas, pax et concordia. — La liber-

14. — La liberté ou la mort. — La loi et la paix. — La loi, la nation. — La nation, la loi, le roi. — L'équité. — Réunion. — Union, force. — Union, force, liberté, patrie (1791). — Vive l'agriculture (1792). — Vive la nation (parfois en abrégé v. l. n.). — W. la nation, la loi et le roi. — V. la montagne. — Vive la liberté. — W. les bons citoyens. — Vivre libre ou mourir. — Et enfin, sur une seule de nos assiettes, le hideux refrain des tricoteuses : Ah ça ira.

Cette curieuse collection qui vient d'être rangée avec goût dans une vaste vitrine du salon Du Cange, pourra se compléter plus tard. Espérons que nous pourrions rencontrer certains types rares, comme le trophée de feuilles de chêne et de fleurs de lys, avec l'inscription : *Vive la liberté sans licence*, pièce de la fabrique d'Olivier de Paris, et la faïence artésienne où les trois états sont figurés par un prêtre, un noble et un bourgeois.

M. Labitte à qui nous devons cette collection, remarquable par le nombre et la bonne conservation des pièces, est un amateur éclairé des arts, qui possède d'admirables gravures de l'école française et de nombreux tableaux signés de grands maîtres. Il m'a promis de nous les confier pour l'époque où nous ferions une seconde exposition de peintures anciennes. Vous pourrez alors apprécier les œuvres remarquables de son cabinet qui sont attribuées à Brauwer, Bibbiena, Breughel de Velours, Boucher, Fictoor, Hubert-Robert, Lantara, Largillière, B. Monoyer, Mignard, Pater, Patel, Van Ostade, Van Helmont, Van Goyen, Velasquez, Vien, Watteau, etc.

Je ne terminerai point ce rapport, Messieurs, sans vous dire que j'ai visité une autre curieuse collection clermontoise, celle de notre collègue M. Ferret. J'y ai remarqué une petite peinture sur parchemin datée de 1610, donnant une vue d'Amiens. Vous devinez que je l'ai sollicitée pour le Musée. M. Ferret a résisté à mes instances, mais il m'a promis qu'en venant à l'inauguration du monument il nous apporterait sa miniature. Aussi, Messieurs, en même

temps que je vais au devant de vos désirs en vous proposant un vote de gratitude pour M. Labitte, je vous demande pour M. Ferret, en raison de sa promesse.... une promesse de remerciement.

BATAILLE DE CRÉCY,

Copie communiquée par M. J. LION, membre non-résident.

Le manuscrit n° 8311-2621 de la Bibliothèque impériale contient un récit de la bataille de Crécy qui relate quelques particularités qu'on ne rencontre pas dans Froissart et constate en outre la présence de l'artillerie dans l'armée de Philippe de Valois ; nous avons pensé qu'il pouvait être de quelque intérêt de publier ce document dont l'auteur nous est inconnu ; mais qui, dans tous les cas, faisait partie de la cour du duc de Bourgogne Philippe-le-Bon (1). — L'écriture du manuscrit est du xv^e siècle.

J. LION.

« Que feras tu roy Philippe. En quoy te poelz tu confier, sur
» quoy prenderas tu coraige. Deibs tu tout abandonner et par pusil-
» lanimite te rendre hermite ou moisne ou fuir morir en exil en
» terre incogneue comme homme defait et dechassier du monde.
» Non Dieu ten garde. Mais comme preux qui en peril ou dangier
» quant besooing est se adventure et apres que par la puissance de
» son ennemy il a recue des cops et plaies en moult grande abon-
» dance et souvent abattu a terre prest de soy rendre ou morir par la
» magnanimite de son coraige qui lui reveille ses espritz, il se

(1) « Mesmes par environ quatre ans avant sa mort a certain propos me conta cette histoire en disant (Philippe-le-Bon, duc de Beurgogne) a grant regret que sil y eust esté (à la bataille d'Azincourt,) il lui semble que il eust rallye les nobles, etc. »

» relieve et souet en lair oublie ses plaies et douleurs et plus ne les
» sent et bien voit son sang respandu qui en vengeance le pro-
» vocque et fiert a dextre et a senestre maintenant destocq et puis
» de taille et sil rechoit nouvelles plaies ou se rengerevent les pre-
» mieres receues il ne les sent. Ainsi feras tu Philippe de Vallois.
» Ainsi fit il pour certain. Car combien quil veist sa puissance
» fort disperse et diminuee et la multitude de ses ennemis tant
» subiectz rebelles que estrangers conquerans qui maillent et frap-
» pent sur lui commé abattu et prosterne par terre sa magnani-
» mite pourtant ne diminue. Mais manda de toutes pars ses allies
» et bien vœullans desquelz furent le roi de Behaigne (1), levesque
» de Liege et plusieurs princes d'Allemagne qui en moult puis-
» sante armee lui vindrent en secours. Or lui donna fortune une
» cruelle plaie. Car en ce temps que lui venoit ce secours, les
» Liegeois se rebellerent contre leur evesque et lui firent guerre.
» Il assambla contre eulx Charles filz du roi de Behaigne, le duc de
» Brabant, le conte de Jullers, le conte de Namur, le duc de Guel-
» dres, le conte de Metz, le conte Sauvaige quil loine Longuespée,
» le comte de Lancetourne, Regnault de Faulquement et autres ses
» amys jusques a lx^m combatans. Ledict evesque livra la bataille a ses
» rebelles lan mil m^c xlvi (1346) en laquelle il fut desconfit et la
» moururent plusieurs princes et nobles hommes de lamistie et
» alliance du noble roy Philippe de Vallois qui lui fut plaie moult
» cruelle veu laffaire qui lavoit lors. Neant moins apres ceste ba-
» taille le roy de Behaigne rassambla plusieurs princes et cheva-
» liers pour aller en son ayde et ce temps pendant il tira vers Nor-
» mendie ou estoit la guerre. Le roy Edouard de son coste se
» eslargis fort par le pays car il ne trouvoit gaires de resistance et
» se determina de assallir le pont de larche lequell il trouva si
» garni de gens quil se deporta de son emprise et adonc retour-

(1) Bohême.

» nerent les anglois la teste contre Paris et sen allerent gastant
» pays au long et contre mont la riviere de Saine. Le roi Philippe
» le poursievoit doutre les de leane et tant alla avant le roy
» Edouard qui se loga en labeye des dames a Poissy a six lieues
» pres de Paris. Adonc Philippe roy de France manda au roy
» Edouard que peu de proesse estoit de bruller maisons gaster pais
» et destruire poure pœuple et lui requist bataille par laquelle se
» peussent decider leurs querelles, de ce fut ambassadeur levesque
» de Meaulx. Le roy l'accorda au jœudi ensievant en une place entre
» Paris et Baulgerat. La responce de Edouard eue le roy Phi-
» lippe alla passer Saine a Paris et vint logier pres de la place
» acceptee pour batailler. Mais Edouard fist cette nuyt reffaire le
» pont de Poissy que les Francois avoient rompu et passa daultre
» part par la riviere et desconfit la commune d'Amiens qui gardoit
» ce passaige et de la se tira Edouard vers Beauvois et ne compa-
» rut point le jour a la bataille. Quant le roy Philippe de Vallois
» veit que Edouard avoit failly a tenir la promesse il le poursievit
» hastivement et Edouard chevaulchoit fort gastant pays et vint
» jusques a Araines et la se arresta et envia de x a xij^m combatans
» au long de la riviere de Somme pour querre passaige. La fut
» acertene le roy Edouard que le roy Philippe le sievoit si pres quil
» estoit a l'entree de la ville de Araines si se parti en telle haste et
» tout son ost quilz abandonnerent leur disner qui estoit prest. Les
» Francois se arresterent illec pour mengier ce que les Anglois y
» avoient apresté. Ce temps pendant le roy Edouard chevaucha si
» diligamment quil vint passer à la blanche taiche alheure que leane
» estoit basse et la passerent paisiblement. O gloutonnerie et lecherie
» des gens de (un mot surchargé) pour ung disner vous perdes vos
» ennemis qui fuyent devant vous en desroy et sans ordre vous leur
» dones tel loisir que ce disner vous sera chier vendu. Les Fran-
» chois repeux oublies que en guerre nest rien qui passe diligence
» et en chose necessaire nest rien de plus grant fruit. Les Francois

» vindrent apres albeure que leue commenchoit a monter et ne
» peurent passer il fallit aller passer a Abbeville. Si entra le roy
» Edouard le pays de Ponthieu fist ardoir la ville du Crotty et la
» ville de Dommart et plusieurs aultres et moult gasta le pays, et
» quant il veit que Philippe roy de France si chaudement le sievoit
» il alla logier a Cressy et fist enclore son ost de son charroy car
» moult ressongnoit la bataille touteffois il voit quil ne pœut evicter.
» Car le roy Philippe tant ardamment le pressoit quil ne lui souffroit
» avoir repos et tant l'approcha Philippe quil veist aux yeux
» ses ennemis. Lors tant se multiplia et acrut sa magnanimité que
» par lardeur de son coraige il ne volut attendre la multitude qui le
» sievoit ne son artillerie ne prendre loigir de meurement soy
» conduire parquoy je suis contraint de confesser que par le
» default de prudence il exceda les termes de magnanimité. Car
» tant oultrement (sic) se fia en sa force et en son trop ardent
» coraige que par indiscretement assaillir son ennemy mal lui en
» prinst. Les Anglois estoient dune part clos de leur charroy daultre
» part de fortes haies et en lieu avantageux pour eulx et par
» loisir prins et choisi. Le roy Philippe fist marchier devant lui
» ij= arbalestriers genevois et il marchait apres atout sa bataille.
» Les Genevois tirerent de leurs arbalestres quarreaux et viretons
» et les Anglois flesches a multitude infinie. Les Genevois estoient
» descouvers car leurs targes estoient sur les chariotz qui venoient
» derriere et les Anglois estoient couvers de leurs charrois comme
» dit est.

» Ainsi les Genevois ne peurent soustenir la multitude des flesches
» qui cheirent sur eulx et les Anglois se garandissoient contre le
» trait des Genevois par leur charroy a ceste cause les Genevois
» prindrent a fuir et les Frantois cuidans quilz le feissent par
» trayson frapperent sur eulx et les tuoient.

» Quant les Anglois veirent les Frantois se combatre aux Genevois

» ils saillirent hors de leurs enclos une moult puissante compaignie
» d'archiers et de leur trait occirent et percerent moult grande
» multitude de Francois. A ceste heure chey une pluye du ciel
» tres grosse et espesse laquelle empeschoit les Francois a plainement
» veoir leurs ennemys combien que si pres deulx estoient que
» leur trait cheoit sur eulx espes comme la pluye. La tomboient
» par terre gens et chevaux mors et navres du trait quil fist aux
» francois tel esbaïssement quilz se mirent en fuite sans ordre et
» sans arroy. Le pœuple qui sievoit la bataille du roy veant ce des-
» roy fuirent comme les autres mais ce non obstant le magnanime
» roy Philippe demoura piet ferme avec certaine compaignie de
» princes et la commune d'Orleans avec lui. Lors le roy Edouard
» veant les Francois fuir en diverses parties saillit en moult bel
» ordre de son fort et vint combattre le roy Philippe qui assez peti-
» tement estoit accompagnee. Avec le roy Edouard estoit le prince
» de Galles son filz, le duc de Glocestre, le conte de Lancastre, le
» conte de Norwich, le conte de Norwiche (ou Noretone) et Godef-
» froy de Harcourt et generalement toute la chevalerie et noblesse
» dengleterre qui estoit en sont ost. La fut dure et longue bataille
» et tant que par le conte de Flandre fut prins le prince de Galles,
» mais il fut par force rescoup et le conte de Flandre tue. Tant
» magnanimement se paradvantura et combati en ceste bataille le tres
» preux Philippe de Vallois roy de France que deux fois fut des-
» monte et eut deux chevaux occis soubz lui et par deux fois se
» remonta par laide de Jehan de Haynault qui a ceste heure nestoit
» que son sauldoier. Finablement les Anglois obtindrent la place
» et la victoire, plusieurs princes et barons d'une part et d'autre
» mortz et occis, entre lesquelz morurent du parti de France, le
» roi de Behaigne, le duc de Lorraine, le duc d'Alençon, le conte
» de Blois, le conte de Harcourt, le conte de Sanserre et plusieurs
» autres et plus de xii^e chevaliers. Ceste lamentable journée fut le
» samedi apres la Saint Barthemieu lan mil iiii^e xlvj.

» Après ceste bataille ensievrent deux choses dignes de recom-
» mandicion lune faicte par le roy Philippe, l'autre par le roy
» Edouard. Le roy Philippe vint a Amyens cuidant empeschier le
» passaige affin que ceulx qui sen estoient fuitz ne passaissent la
» riviere de Somme pour retourner en France perseverant dans son
» magnanime propos de livrer nouvelle bataille au roy Edouard
» mais il trouva que desia tout estoit oulthe. Le roy Edouard fist
» enterrer les mors, et sur les cors des princes et seigneurs fist
» mettre enseignes telles et si cleres que si leurs gens venoient
» pour les querir que facilement les peussent trouver pour porter
» en leur pays. Ainsi est Philippe a loer par sa magnanimité et
» Edouard par sa pitie. »

LA PIERRE DE SAINTE RADEGONDE

A MESNIL-BRUNTEL,

Par M. G. VALLOIS, membre titulaire non résidant.

Le sol de la Picardie, si souvent étudié par les Antiquaires, renferme un grand nombre de monuments, les uns soigneusement décrits, d'autres à peine connus. Il en est aussi qui sont tombés dans l'oubli. La pierre de sainte Radegonde à Mesnil-Bruntel est du nombre de ces derniers.

Nous explorions un jour, dans les environs de ce village, d'anciens sentiers auxquels notre imagination s'efforçait de prêter le caractère de la plus haute antiquité. Les lieux-dits, le nom des calvaires ou des vieux arbres, tout était pour nous un sujet d'examen, lorsqu'à propos de la croix sainte Radegonde, on nous fit le récit d'une curieuse légende qui devint pour nous l'occasion d'une nouvelle étude.

Les *Acta Sanctorum* donnent sur ce sujet la version suivante :

Sainte Radegonde, au milieu même de la cour de son royal époux, ne cessait de consacrer ses efforts au triomphe des idées chrétiennes. Un jour de l'année 577, elle se rendait à une fête où l'avait invitée une dame nommée Sifride, habitant à quelque distance. Elle s'avancait entourée d'un somptueux cortège, lorsqu'elle apprend qu'à un mille plus loin sur sa route se trouve un temple d'idoles adorées par les Payens (1). Aussitôt elle ordonne à ses serviteurs d'y mettre le feu, trouvant impie que des hommes osassent braver le Dieu du ciel en adorant les machinations du démon. Les idolâtres accourent de toutes parts et s'efforcent à coups d'épées et de bâtons de défendre le seuil de leur temple. Mais l'intrépidité de la sainte reine n'en fut point ébranlée. Immobile sur son cheval et la foi dans le cœur, elle attendit que le temple fût entièrement consumé et que ses prières eussent désarmé la colère de la multitude envers ses serviteurs. Tous alors admirèrent la vertu et le courage de la bienheureuse reine et adressèrent au Seigneur d'unanimes actions de grâces.

Cette légende se trouve en partie reproduite par Dom Grenier, dans son *Introduction à l'Histoire de Picardie*, page 300.

L'*Histoire de l'Eglise gallicane* (2), près d'un siècle plus tard, la raconte aussi à peu près dans les mêmes termes.

M. l'abbé Decagny (3), ajoute à ce récit la variante suivante :

« Cette démarche de sainte Radegonde attira sur elle toute l'indignation des aveugles payens ; mais elle reçut leurs outrages »

(1) *Fanum quod a Francis colebatur, in itinere B. Reginae, quantum militario uno proximum erat..... Regina immobilis..... equum quem sedebat inantea non movit, antequam..... Acta Sanctorum ordinis S. Ben.* tom. I, page 325, § 2.

(2) Paris, Pierre Simon, 1730, tom. II, p. 453.

(3) *L'arrondissement de Péronne*, 1^{re} édition, 1844, p. 403.

» à genoux et avec une patience héroïque qui désarma leur colère.
» La légende ajoute que ce fait arriva près de Péronne, dans un
» lieu où l'on voyait encore l'empreinte des genoux de la sainte
» sur une pierre où elle les avait posés, au milieu de ces insultes. »

La pierre dont il s'agit existe en effet, près Péronne, sur le territoire de Mesnil-Bruntel, dans la direction d'Athies. On distingue facilement, à une centaine de mètres de la route de Ham, un calvaire en bois vermoulu qui la surmonte.

La légende rapportée plus haut s'est sensiblement altérée en se transmettant jusqu'à nos jours. Voici comment on la raconte aujourd'hui à Mesnil-Bruntel :

« Sainte Radegonde se rendant un jour à pied, avec son enfant,
» d'Athies à Péronne, voulut se reposer sur une pierre ; mais son
» pied vint à glisser, et en tombant, ses genoux creusèrent leur
» empreinte sur le grès. »

La piété des habitants a depuis longtemps consacré ce lieu au culte de sainte Radegonde. Les jeunes mères portent encore sur la pierre merveilleuse les épingles qui doivent attacher les langes du nouveau né, et en rapportent en échange celles qu'une pieuse dévotion y a fait précédemment déposer.

C'est sans doute un sentiment touchant qui a fait placer l'enfance sous le patronage de la sainte reine ; mais ce n'est point ici le moment d'examiner le côté moral ou religieux de cette tradition, et nous ne voulons nous en occuper qu'au point de vue archéologique.

La pierre de sainte Radegonde ne présente pas du tout l'empreinte de formes humaines, quoiqu'en dise la légende. L'examen le plus superficiel suffit pour s'en convaincre. C'est un grès brut, d'une extrême dureté, de forme à peu près cubique, mesurant environ cinquante centimètres en tous sens, et dont la surface supérieure est creusée de plusieurs sillons. M. Fournier, ancien maire de Mesnil-

Brutel, a pensé le premier que ce grès avait pu servir, du temps de l'Âge de pierre, au polissage des armes et des outils en silex. Fortifié par l'opinion de quelques antiquaires, et confirmé plus que jamais dans cette conjecture par la lecture de l'ouvrage de M. Meillet sur les silex du Grand Pressigny, il résolut de fouiller les alentours de sa pierre, car, disait-il, si elle a servi au polissage, il faut trouver des silex polis. Les efforts de cet ardent et intelligent chercheur sont restés à peu près infructueux. Ses fouilles minutieuses ne lui ont procuré jusqu'à présent que de rares silex à peine ébauchés, dont la forme n'est pas assez déterminée pour leur mériter une valeur archéologique.

La découverte des gisements du Poitou a été accueillie avec tant de méfiance par une partie du monde savant, qu'il faut une conviction profonde et des preuves irréfutables pour oser produire en public les éléments d'une discussion nouvelle sur le même sujet. Ces preuves, elles résident toutes dans l'aspect de la pierre elle-même ; dans cinq sillons parallèles plus ou moins larges, et trois stries profondes, qui n'ont pu être creusés que par le frottement de corps durs, affectant tout à la fois, comme les haches en silex, des parties tranchantes et des surfaces plus ou moins arrondies.

La lithographie se prêterait mal à la reproduction d'une surface de ce genre, inconnue jusqu'à présent, et dont la forme fait tout le mérite. Nous avons cru aller au-devant des désirs de tous les savants en moulant la pierre avec le plus grand soin, afin d'en offrir des épreuves en plâtre à toute personne qui en fera la demande (1). Ce moyen nous a paru le plus simple pour populariser une découverte

(1) Ecrire franco à M. Charles Dufour, sculpteur à Péronne et envoyer une somme de trois francs en timbres-postes, pour le prix du moulage et de l'emballage, le port restant à la charge du destinataire. — M. Blanger, photographe à Péronne, vend des reproductions photographiques de cette pierre au prix de un franc.

nouvelle et convaincre quiconque verra la pierre de sainte Radegonde, qu'elle a dû servir au polissage des haches.

Il nous reste encore à examiner par quel enchaînement de circonstances, ce monument d'un autre âge s'est conservé jusqu'à nos jours abrité sous un emblème religieux.

Il est hors de doute que les peuples conquérants ont constamment associé aux noms de leurs propres dieux les temples ou les divinités des peuplades conquises, afin d'opérer une fusion utile à la propagation de leur religion. C'est ainsi que l'administration romaine s'efforça sans cesse d'assimiler dans les Gaules les personnages de la mythologie aux divinités celtiques. « La religion était » à Rome un moyen de civilisation, mais surtout de gouvernement (1), » et les dieux de tous les pays reçurent l'hospitalité au Capitole, parce que c'était le plus efficace de tous les modes de domination.

La religion catholique n'en agit point autrement à son tour pour se substituer au paganisme. Nous citerons à ce sujet quelques exemples extraits de l'*Introduction à l'Histoire de Picardie*, par Dom Grenier (2).

« Dans les derniers temps, l'Eglise ne pouvant extirper, dit le » pape Innocent III, la coutume qu'avaient les payens, au commencement de février, de chercher pendant la nuit, avec des » flambeaux allumés, Proserpine enlevée par Pluton, changea cette » superstition en une illustration chrétienne, c'est-à-dire qu'elle » substitua la cérémonie des cierges de la Chandeleur à celle des » Brandons (3). »

« Les processions des Rogations ont succédé à une autre » cérémonie appelée Ambarvales, parce que les frères Arvales

(1) *Histoire de Jules César*, par l'Empereur Napoléon, t. I, p. 14.

(2) Pages 216, 217, 268, 266.

(3) *Sermo Innoc. PP III*, de purification.

» conduisaient autour des champs la victime qu'ils devaient immoler
» à Cérès (1). »

» Le culte rendu aux arbres y avait été ramené par les
» Francs. L'évêque saint Berchoud crut que le meilleur moyen de
» le détruire était d'en sanctifier l'objet en y attachant des reliques..
» Il attacha à ce gros arbre des reliques des saints, pour changer
» l'objet du culte idolâtrique (2). »

» Le lieu où était l'arbre superstitieux a été converti en
» une église bâtie en l'honneur de saint Valéry (3). »

» Le second concile de Tours, en 567 (4) enjoint aux pasteurs de
» chasser de l'église quiconque ira porter ses vœux aux pierres,
» aux arbres, aux fontaines. Le second concile d'Arles, de 452,
» avait déjà déclaré la même chose (5). Deux capitulaires de Char-
» lemagne défendent d'allumer des chandelles, des flambeaux, et de
» rendre un culte religieux aux arbres, aux fontaines et aux
» pierres (6). Des pasteurs zélés substituèrent aux arbres et aux
» cailloux, des croix et des petites chapelles : on en voit encore un
» très grand nombre sur les bords des grands chemins de Picar-
» die (7). »

Nous pourrions multiplier à l'infini ces citations s'il n'était surabondamment démontré qu'à toutes les époques, les différentes religions, pour se substituer les unes aux autres, ont fréquemment emprunté à leurs rivales leurs divinités, leurs cérémonies et même leurs temples. Encore aujourd'hui ne voyons-nous pas le culte

(1) *Sulp. Sévère. Vita S. Martini, C. 12.*

(2) *Acta SS. Bened. sæculi, 11, p. 88. n° 25.*

(3) *Acta SS. Bened. sæculi, 11, p. 80, n° 14.*

(4) *Concil. Lab. t. v, col. 862, c. 22.*

(5) *Concil. Lab. t. iv, 1012, c. 23.*

(6) *Capitul. Carl. mag. l. 1, tit. 62, col. 325 et l. 7, tit. 216, col. 1094.*

(7) *Dom Grenier, Introduction à l'Histoire de Picardie, p. 410.*

protestant se célébrer sous les voûtes d'anciennes églises catholiques ?

Si l'on admet, et cela nous paraît indiscutable, que la pierre de sainte Radegonde a servi de meule à silex, que doit-on penser de la pieuse supercherie qui transforma les dépressions de sa surface en empreintes sacrées, et de la légende qui l'offre aux chrétiens comme un objet de vénération ? Faut-il en conclure, qu'au temps des peuplades de l'âge de pierre, la fabrication des armes était revêtue d'un certain caractère religieux, et que ce fut pour modifier un culte trop persistant que le paganisme peut-être, et le catholicisme ensuite, vint sous le couvert d'un nouveau symbole, distraire ce lieu consacré de la vénération dont il était primitivement l'objet ?

Nous n'avons pas la prétention d'oser trancher du premier coup une aussi grave question, alors que tant de discussions s'élèvent encore sur les silex travaillés de main d'homme, leurs usages et leur mode de fabrication. Du moins nous espérons que cette étude attirera l'attention des archéologues sur les nombreuses pierres légendaires qui conservent des empreintes miraculeuses, et que des recherches multipliées aideront à résoudre le problème qui s'élève aujourd'hui devant nos efforts isolés.

MEMBRES ADMIS.

Titulaire non résidant :

M. l'abbé DERGNY, vicaire à Abbeville.

Correspondant :

M. Léonce LEFEBVRE, négociant à Vignacourt (Somme).

OUVRAGES OFFERTS.

Pendant le 1^{er} trimestre de 1866.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique :

1^o Revue des Sociétés savantes. 1865, septembre, octobre, novembre, décembre. 1866, janvier. — 2^o Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane, t. III. — 3^o Archives des missions scientifiques et littéraires, t. II, 3^e liv. — 4^o Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes tenues les 19, 20 et 21 avril 1865. Histoire, philologie et sciences morales, 1 vol. in-8^o.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des colonies :

1^o Revue maritime et coloniale, n^{os} 61, 62, 63. — 2^o Tableau de population, de culture, de commerce et de navigation, fermant, pour l'année 1863, la suite des tableaux insérés dans les notices statistiques sur les colonies françaises. Paris, 1865, imprimerie impériale, 1 vol. in-8^o.

III. Par les Auteurs :

1^o Exposition de peintures anciennes au Musée Napoléon, par M. l'abbé J. Corblet. Arras, 1865, Rousseau Leroy, in-8^o. — 2^o De la valeur de l'os épactal ou partie supérieure de l'écaille occipitale restée distincte, comme caractère de race en anthropologie, étude de cette pièce chez les animaux sous le nom d'os interpariétal, par M. le d^r Henri Jacquart. Paris, in-8^o, pl. — 3^o Mémoire sur la déglutition chez les ophidiens, par MM. Aug. Duméril et Henri Jacquart, in-8^o, pl. — 4^o Catalogue des inscriptions du Musée gallo-romain de Sens, par M. G. Julliot. Sens, in-8^o. — 5^o Suppression de la citadelle d'Amiens, par M. Bazot. Amiens, 1866, Lambert Caron, in-8^o. — 6^o Histoire de France depuis les temps les plus reculés

jusqu'à 1739, par Henri Martin. 4^e édition. Paris 1863-65, Furne, 17 vol in-8°. — 7^e Les litres et les ceintures funèbres, par Arthur Demarsy. Paris, 1865. — 8^e Sceaux des évêques de Noyon, communication faite au comité archéologique de Noyon, par Arthur Demarsy. Noyon, 1865, Andrieux. — 9^e Armorial des évêques d'Amiens, par Arthur Demarsy. Paris, 1865, Dumoulin, in-8°. — 10^e Miscellanea. Essai de tablettes liégeoises par A. d'Otreppe de Bouvette, 54^e liv. — 11^e Œdipe et le sphinx. Etude mythologique par H. Dauphin. Amiens, 1866, in-8°. — 12^e Société des Antiquaires de l'Ouest. Rapport sur les travaux de la Société pendant l'année 1865, lu dans la séance publique du 26 décembre 1865, par M. Ménard, secrétaire. in-12. — 13^e Etat et progrès des sciences historiques au XIX^e siècle, par J. Belin de Launay. Paris, in-8°. — 14^e Les pénalités anciennes. Supplices, prisons et grâce en France d'après des textes inédits, par Charles Desmaze. Paris, 1866, in-8°. — 15^e Les trois journées. Essai de tablettes liégeoises par Alb. d'Otreppe de Bouvette, 55^e liv. Liège, in-18. — 16^e Voyage dans l'Amérique du Sud, Pérou et Bolivie, par M. Ernest Grandidier. Paris 1861, 1 vol. in-8°. — 17^e L'abbaye de la Thure (de l'ordre de St.-Augustin) en Hainaut, par M. Th. Lejeune. Anvers, in-8°. — 18^e Histoire de l'école épiscopale et de l'université d'Angers au moyen-âge, par M. Armand Parrot. Angers, in-8°, pl. — 19^e Souvenirs d'un voyage dans l'isthme de Suez et au Caire, par M. C. David. Paris 1865, in-8°.

IV. Par les Sociétés étrangères :

1^o De l'Académie royale des sciences de Bavière, à Munich. — 1^o Abhandlungen der philosophisch-philologischen Classe. x Bandes 2 Abtheilung. — 2^o Sitzungsberichte. 1865, 1, Heft, 1, 2, 3, 4, II, Heft, 1, 2. — 3^o Chinesische Texte zu Dr J. H. Plath's Abhandlung. Abtheilung 2 der Cultus der alten Chinesen, in-4°. — 4^o Die Stellung Venedigs in der Weltgeschichte. Rede gehalten in der öffentlichen

Sitzung der K. Akademie am 25 Juli 1864, von Dr G. Martin Thomas, in-4°. — 5° Ueber den Begriff der bürgerlichen Gesellschaft. Vortrag in der öffentlichen Sitzung am 30 März 1864, von Dr W.-H. Riehl, in-4°. — 6° König Maximilian II und die Wissenschaft. Rede gehalten in der Festsitzung der Akademie am 30 März 1864, von J.-V. Dollinger, in-8°. — 2° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society, n^{os} 19, 20. — 3° Memorie del Istituto reale lombardo di scienze e lettere. Classe di lettere e scienze morali e politiche, vol. x, fasc. 2. — Rendiconti. Classe di lettere e scienze morali e politiche, vol. II, fasc. 3, 4, 5, 6, 7 — Rendiconti. Classe di scienze matematiche e naturali, vol. II, fasc. 3, 4, 5, 6, 7, 8. — 4° De l'Académie impériale des sciences de Vienne. — Sitzungsberichte. Band. x, H. 4, 5. B. xxxiii, H. 1, 2. B. xxxiv, H. 1. — B. xlvii, H. 2. — B. xlviii, H. 1, 2. B. xlix, H. 1, 2, 3. — Archiv für Kunde österreichischer, B. xxxii, H. 1, 2. — B. xxxiii, H. 1, 2. — Fontes rerum austriacarum. Band. vi-xxi-xxiii. — 5° De l'Université royale de Christiania : — Foreningen til norske fortidsmindesterkers bevaring. Aarsberetning for 1863 — Aarsberetning for 1864 ; — De prisca re monetaria Norvegiæ, et de numis aliquot et ornamentis, in Norvegia repertis. Scripsit C.-A. Holmboe, 2° edit. Christiania, 1854. — Pavelige nuntiers reynskabs-og dagbøger forte under tiende-opkræveningen i norden 1332-1334. Med et anhang of diplomer. Udgivne efter offentlig foranstaltning ved P. A. Munch, 1864, 1 vol. in-8°. — Norske fornlevninger. En oplysende fortegnelse over Norges fortidslevninger, selvede end reformationen og henforte tilhver sit sted, af N. Nicolaysen. 3. 4 hefte, in-8°. — Norske bygninger fra fortiden (Norwegian buildings from former times, 4, 5. Hefte, in-4°). — 6° Inscriptions funéraires et monumentales de la province de la Flandre orientale, publiées par un Comité central, liv. 42, 43, 44. — 7° Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie (de Belgique). Août à décembre 1864. — Janvier à septembre 1865. — 8° Revue de la numisma-

tique belge, 1^{re} liv. — 9^e Nachrichten von der K. Gesellschaft der Wissenschaften und der Georg-Augusts. — Universität aus dem Jahre 1865. Gottingen, 1865, 1 vol. in-12.

V. Par les Sociétés françaises :

1^o Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 1865, 3^e trim. — 2^o Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et commerce de Puy, tome xxvi, 1855. — 3^o Procès-verbaux de la Commission départementale des antiquités de la Seine-Inférieure, t. 1^{er}, 1812-1848. — 4^o Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny, n^o 9, 11, 12. — 5^o Revue agricole, industrielle, littéraire et artistique de la Société impériale d'agr. de Valenciennes, n^o 11, 1866, n^o 1, — 6^o Bulletin du Comice d'Abbeville, n^o 11, 1866, n^o 1, 2. — 7^o *L'Investigateur*, journal de l'Institut historique, n^o 371, 372, 373. — 8^o Bibliothèque de l'école de Chartres. 6^e série, t. II, 1^{re} liv., 2, 3. — 9^o Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest, tome xxix, année 1864. — 10^o Mémoires de l'Académie impériale de Metz. XLVI^e année, 1864-1865. — 11^o Publication de la Société éduenne. Mémoires d'histoire naturelle, tome 1^{er}. Plantes, poissons, oiseaux. — 12^o Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, t. III, 2^e liv. — 13^o Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, tome v, n^o 1, 2. — 14^o Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers, tome VIII, 2^e cahier. — 15^o Annales de la Société impériale d'agriculture, industrie, etc., du département de la Loire, tome 1^{er}, 1^{re} liv. Tome VII, 3^e et 4^e liv. — 16^o Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et art du département de Seine-et-Marne, 2^e année. — 17^o Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts. 1864-1865, x^e volume. — 18^o Bulletin de la Société académique de Brest, tom. 4, 1^{re} liv. — 19^o Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer, n^o 5, 6, 7, 8. — 20^o Bulletin de la Société académique de Bou-

logne, n° 4. — 21° Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, nos 48, 49, 50. — 22° Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 2°, 3°, 4° trim. de 1865. — 23° Mémoires de la Société archéologique du Midi. Tom. VIII, liv. 7, 8. — 24° Travaux de l'Académie impériale de Reims, 39° vol., années 1863-1864, nos 1, 2. — 25° Association normande. Congrès provincial de 1865 à Coutances. Clôture de la session le 16 juillet 1865, in-8°.

VI. Ouvrages périodiques.

1° L'Institut, nos 359, 360, 361. — 2° Revue de l'art chrétien, nos 11-12, 1866, n° 1. — 3° Journal des beaux-arts, nos 1-2-3-4-5. — 4° Le cabinet historique, nos 11-12, 1866, n° 1. — 5° Revue critique d'histoire et de littérature publiée sous la direction de MM. P. Meyer, Ch. Morel, G. Paris, H. Zotenberg, nos 1-2-3. — 6° Messager des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique, 4° liv.

OBJETS OFFERTS.

1° Par M. Hazard (rue de Beauvais, n° 61) : 1° Une monnaie d'Hieron, roi de Syracuse. — 2° Quarante-et-une monnaies romaines en bronze. — 3° Neuf monnaies romaines en argent. — 4° Vingt-cinq jetons ou médailles en cuivre d'époques diverses; — 5° Cinq jetons en argent du règne de Louis XV, dont trois des corporations suivantes : *Distillateurs marchands d'eaux-de-vie*. — *Greffiers du Châtelet*. — *Barbiers-perruquiers de Paris*; — 6° Une monnaie des évêques des fous; — 7° Une médaille de la confrérie de Notre-Dame-de-Liesse; — 8° Cinq anciens poids; — 9° Un couteau celtique en silex. — 10° Fragments de flûtes gauloises. — 11° Un petit cube en grès trouvé avec des médailles romaines, à une grande profondeur, à St.-Sauveur. (On suppose que c'est une pierre à broyer des couleurs). — 12° Quatre vases gallo-romains en terre blanche, trouvés rue de la Vallée, à Amiens. — 13° Carreau vernissé en

forme de losange, représentant une fleur de lys. — 14° Une ancienne clé en fer ; — 15° Un grand démoloir en corne portant ces deux inscriptions ajourées : I. M. W. 1785 et MAGISCHU. — 16° Une lampe gallo romaine à pied trouvée dans les marais de Glisy. — 2° Par M. le chanoine Jourdain. Fragments de stalles provenant de l'ancienne église des Jacobins. — 3° Par M. Lamy-Candelier, d'Amiens. Un calice en bronze du xiv^e siècle. — 4° Par M. Leblanc, de Caix. Six médailles romaines (bronze et argent). — 5° Par M. Lefebvre, de Vignacourt. Une salière en faïence, provenant de l'ancienne abbaye de Dammartin. — 6° M. Lombard, brigadier-facteur. Un plat de la fabrique d'Esmerly-Hallon. — 7° Par M. Langignon, de Blangy. Une médaille de Constantin-le-Grand. — 8° Par M. Mathon, pharmacien à Beauvais. Un écusson armorié en chêne, sculpture du xvii^e siècle. — 9° Par M. Mazières, de Ribécourt (Oise). Médaille en bronze frappée en 1863 à l'occasion de la fête cantonale de Ribécourt. — 10° Par M. Albert Renard, de Moliens-Vidame. Médaille en plomb de Notre-Dame-de-Lieusse, avec la Sainte-Face de Laon au revers. — 11° Par M. le marquis de Rougé, de Moreuil. Quatorze pièces d'artillerie provenant de son château de Moreuil. Sept d'entr'elles portent cette inscription : *Les sept frères de Moreuil*. — 12° Par M. Rumilly père, fabricant à Amiens. Treize médailles en bronze frappées en commémoration de divers événements historiques ou littéraires, sous la Révolution et les règnes de Charles X, Louis-Philippe et Napoléon III. — 13° Par M. Terral, docteur en médecine. Fragment de cilice provenant d'une abbaye d'Arras. — 14° Par l'Université royale de Suède. Médaille en bronze frappée à l'occasion du couronnement du roi et de la reine de Suède. — 15° Par M. Vallois, sous-préfet de Péronne. Moulage de la pierre dite de Sainte-Radegonde, à Mesnil-Bruntel, que M. Vallois a adressé à l'appui d'un mémoire où il a pour but de démontrer que cette pierre est d'origine gauloise et qu'elle a servi à aiguiser des haches celtiques. — 16° M^{lle} Baillet, propriétaire à

Amiens. Une pièce de faïence de Rouen et deux pièces de porcelaine de vieux Japon. — 17° M. Bizet, entrepreneur de travaux publics à Amiens. Deux boulets en grés, fort calibre, trouvés dans des terrassements à Amiens (xv^e siècle). — 18° M. Benjamin Bonavoine, propriétaire à Amiens. Un plat en faïence hispano-arabe, à reflets métalliques. — 19° M. Ch. Borély, peintre d'histoire à Amiens. Un coin celtique en silex trouvé sur le terroir de Bacouel, au lieu dit le Mont-Bart ; — une lampe funéraire en terre cuite et une fiole lacrymatoire en verre (époque gallo-romaine), trouvées dans la même commune. — 20° M. Coënen, marbrier à Amiens. Deux inscriptions sur marbre (xviii^e siècle) provenant de l'église de Mailly-Maillet (Somme) ; — une inscription sur pierre, même époque. — 21° M. Victor Dècle, propriétaire à Glisy. Deux fibules romaines en bronze trouvées dans les tourbières de cette commune. — 22° M. Victor Delattre, receveur municipal à Cambrai. Une collection d'empreintes de sceaux intéressant particulièrement la sigillographie picarde et le Nord de la France. — 23° M. Delpech, avoué à la cour impériale d'Amiens. Deux pièces de faïence, l'une de Rouen et l'autre de Sinceney (fabrique picarde). — 24° M. Dupetit-Lamarre, vitrier à Amiens. Un vitrail du xvi^e siècle, représentant le Christ sur la croix, entouré des saintes femmes et provenant de l'abbaye de Corbie. — 25° M. Hazard-Morel, négociant à Amiens. Deux menles romaines trouvées dans des fondations, rue Dufour, à Amiens ; — deux vases en terre cuite trouvés dans des tombeaux (xiv^e siècle. — 26° M^{lles} Madaré, propriétaires à Amiens. Une vierge en terre cuite émaillée (xvii^e siècle), provenant d'une ancienne abbaye d'Amiens. — 27° M. Massenot, architecte diocésain à Amiens. Cinq panneaux de carreaux émaillés (xiii^e siècle), provenant de l'ancienne trésorerie de la Cathédrale d'Amiens, et une colonne sculptée en pierre (xvi^e siècle), ayant appartenu à l'ancienne clôture de l'une des chapelles de ce monument. — 28° M. Peigné-Delacourt, propriétaire à Ribecourt. L'inscription sur

à Breilly. — 56° M. Tillette-d'Acheux, ancien négociant à Amiens. Diverses tuiles romaines recueillies dans le quartier Saint-Louis et une statue en marbre provenant d'un ancien tombeau. — 51° Le Conseil municipal et le Conseil de Fabrique de Tilloy-lès-Conty. Un tableau de l'ancienne Confrérie de Notre-Dame-du-Puy, offert à la Cathédrale d'Amiens par François Postel en 1629. — 51° Un anonyme. Un vase en verre et une urne en terre noire de l'époque gallo-romaine, trouvés à Daours.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du 10 avril 1866.

Présidence de M. BAZOT, membre plus ancien présent, en l'absence de MM. les Président et Vice-Président.

M. Renard, de Molliens-Vidame, adresse un rapport sur les fouilles exécutées cette année sous sa direction, à l'argilière de St.-Aubin-Montenoy. Le résultat en a été à peu près nul.

— M. Pouy écrit pour réclamer certaines rectifications sur des points qui le concernent, au compte-rendu des séances imprimé dans le Bulletin.

— M. le Secrétaire perpétuel expose que M. Kervin de Lettenhove, qui se propose de publier une édition de Froissart, lui a écrit pour lui demander la copie du manuscrit de ce chroniqueur qui existe à la bibliothèque d'Amiens. M. Garnier demande à cette occasion si la Société est toujours dans l'intention d'imprimer cette version manuscrite auquel cas il répondrait par une fin de non recevoir à la requête de M. de Lettenhove.

Quelques membres proposent de commencer immédiatement l'impression dont il s'agit.

— M. Darsy proteste contre l'impression immédiate demandée, en tant qu'elle aurait pour effet de retarder encore celle de son travail sur les *Bénéfices du diocèse*. Il y a deux ans, dit-il, que la Société en a voté aussi l'impression immédiate, et cependant la priorité a été donnée de fait à d'autres travaux, de telle sorte que jusqu'aujourd'hui, malgré ses instances, il n'a pu obtenir encore de l'imprimeur qu'une vingtaine de feuilles.

La Société, à la suite de cette discussion, exprime de nouveau son intention formelle de terminer aussitôt que possible l'impression du travail de M. Darsy ; et, désireuse de voir également publier, dans un délai rapproché, le manuscrit de Froissart dont l'impression a été préparée par M. Garnier, elle charge la Commission d'impression de proposer, dès la prochaine séance, les voies et moyens nécessaires pour assurer l'exécution de ses vues à cet égard.

— M. Garnier signale à la Société un compte-rendu du xx^e volume de ses mémoires présenté par M. Desnoyers, membre de l'Institut, et publiés dans la Revue des Sociétés savantes, et il en donne lecture.

— A cette occasion, M. le Président demande s'il ne conviendrait pas de revenir à l'ancien usage qui avait pour but de rendre compte des ouvrages les plus importants offerts à la Société.

Cette proposition est adoptée unanimement, et quelques membres acceptent la mission de rendre compte de divers volumes déposés sur le Bureau.

— M. Corblet présente deux clefs anciennes offertes par M. Hazard et signale l'existence, chez M. Benoit, filateur, d'un bénitier assez curieux ayant appartenu à l'église des S^{tes} Claires d'Amiens.

— M. Dutilleux lit la note suivante relative à la visite qu'il a faite récemment du cabinet de M. Terninck, à Bois-Bernard.

« MESSIEURS,

» Vous vous rappelez que M. Terninck, de Bois-Bernard (Pas-de-Calais), avait offert de céder au Musée Napoléon une collection d'empreintes de sceaux formée par lui.

» M. le Président m'ayant chargé de voir cette collection, je me suis rendu le lundi de Pâques chez M. Terninck qui a bien voulu, avec une obligeance parfaite, me faire les honneurs de sa collection.

» Nous examinâmes d'abord la partie sigillaire qui faisait le principal objet de mon voyage. M. Terninck, en puisant dans les archives d'Arras, de Lille, de Cambrai et dans les collections particulières, a réuni 1,000 à 1,200 empreintes en gutta-percha classées avec ordre et généralement bien conservées. Plusieurs suites sont assez complètes : il a réuni tous les types que l'on connaît des évêques d'Arras et de Cambrai. Malheureusement pour nous, la plupart de ces sceaux concernent exclusivement le Pas-de-Calais et la Flandre ; 40 à 50 peut-être intéressent notre Picardie, mais je n'ose vous proposer l'acquisition de toute la collection, d'autant que le prix qu'en demande M. Terninck, 50 centimes par exemplaire, me semble trop élevé.

» Je dois ajouter que ce collectionneur possède encore 20 à 25 cires originales anciennes, parmi lesquelles plusieurs des rois de France et des évêques d'Arras ; il offre également de s'en défaire, mais, naturellement, moyennant une somme plus forte.

» M. Terninck me fit voir ensuite ce qui forme véritablement son cabinet d'antiquités et qui, au point de vue historique et archéologique, présente un bien plus grand intérêt que sa collection de sceaux.

» Depuis 20 ans, ce zélé archéologue fait entreprendre des fouilles dans les villages de l'Artois qui entourent les localités qu'il habite. Ces fouilles ont été très-fructueuses en objet de toute nature provenant des peuples qui ont successivement vécu dans ce pays depuis les temps les plus reculés jusqu'aux VII^e et VIII^e siècles. Ainsi des haches en silex ébauchées, des pierres de fronde, des flèches en pierre et en os barbelées et dentelées indiquent les traces de l'homme primitif. Dans une autre vitrine, les Gaulois ont apporté leurs instruments de silex taillés, leurs épées, leurs coins de bronze, leurs colliers d'ambre et de pâte de verre et leurs premiers essais de poterie grossière ; aux Romains et aux Gallo-Romains appartiennent une mosaïque assez belle provenant de Bavay, des statuettes en bronze, des poteries de toute forme et en terre fine rouge et noire. A cette série appartient une urne cinéraire de verre de grande dimension, munie d'un couvercle également en verre, trouvée à Vimy (Pas-de-Calais), découverte qui vient détruire l'opinion des personnes qui pensent qu'on ne rencontre point dans notre pays d'objets de cette nature avec leur couvercle.

» La plus grande partie du cabinet est occupée par les vestiges, rangés par siècles, laissés par les Francs, depuis la conquête jusqu'à Charlemagne. Le nombre des vases en terre et en bronze, d'armes de toute nature, de colliers, de bracelets, de fers de chevaux, de bijoux, etc., y est extrêmement considérable, et présente, en même temps qu'une grande variété, plusieurs échantillons fort remarquables. Je citerai entre autres une plaque de ceinturon en bronze incrustée de dessins en argent ou plutôt en étain, qui dépasse par ses dimensions tout ce que j'ai vu en ce genre dans aucune collection.

» J'ajouterai qu'à Vimy, siège des principales découvertes de M. Terninck, on a trouvé il y a quelques années des bijoux mérovingiens en or ornés de cabochons d'une beauté et d'une conservation exceptionnelle. Cette remarquable trouvaille appartient aujourd'hui au Musée d'Arras dont elle forme à mon avis la partie la plus curieuse.

» Les objets antiques qui composent le cabinet de M. Terninck lui ont servi d'éléments pour le travail considérable dont il a déjà mis au jour une partie et qui a pour titre *l'Atrébatie avant le vi^e siècle*. Cet ouvrage est accompagné de plusieurs photographies qui reproduisent les objets décrits. Il est encore auteur d'une monographie de l'ancienne ville d'Arras en un vol. in-4^e, orné de planches, et de plusieurs ouvrages d'histoire et d'archéologie. Bien que sa bibliothèque soit bien fournie, elle ne possède point la collection de nos mémoires et M. Terninck m'a chargé de vous demander si vous vouliez échanger contre ses publications tout ou partie des volumes que vous avez déjà édités. Je satisfais avec empressement à ses désirs, en vous priant de les examiner avec intérêt. Vous donnerez ainsi un témoignage d'estime et de sympathie à un savant modeste qui a déjà rendu des services signalés à l'Histoire et à l'Archéologie. »

— A la suite de cette lecture, la Société décide qu'il n'y a pas lieu de faire acquisition de la collection sigillaire de M. Terninck, en raison de ce qu'elle n'offre qu'un médiocre intérêt au point de vue spécialement picard. Quant à l'échange proposé par cet archéologue des ouvrages publiés par lui en retour de tout ou partie des mémoires de la Société, MM. Garnier et Dutilleux sont chargés d'examiner cette affaire et d'en référer ensuite à la Compagnie.

— Sur la proposition de M. Dutilleux, une Commission composée de MM. Antoine, Le Tellier et Dutilleux est nommée pour rechercher s'il y aurait lieu de demander à l'Administration municipale d'Amiens de faire déposer au Musée de cette ville la façade encore existante d'une partie de l'ancien bailliage.

— M. Garnier annonce que grâce à l'intervention de notre collègue M. Vallois, sous-préfet de Péronne, M. le maire de Fay a consenti à faire don à la Société d'une broche émaillée trouvée dans sa commune. Des remerciements sont votés à M. Vallois et à M. le maire de Fay.

— M. Vion informe la Société qu'on a découvert ces jours derniers dans le faubourg Noyon un miroir romain, un instrument d'usage indéterminé, des pierres tombales gallo-romaines et un rétable en pierre du xvi^e siècle. Ces objets ont été acquis par M. Bouvier et font actuellement partie de sa collection.

— M. de Calonne lit la note suivante :

« MESSIEURS,

» Je crois utile de signaler à l'attention de la Société la découverte que j'ai récemment faite d'une œuvre d'art présentant, pour l'histoire de la sculpture en Picardie, un intérêt tout particulier.

» Dans la modeste église du village de Buisseauville, où Rame-
lin II, sire de Créqui et de Fressin, fonda au x^e siècle une abbaye
devenue célèbre, j'ai rencontré une statue de la St^e-Vierge en
marbre blanc et du travail le plus remarquable. Elle mesure 1 m
15^e de hauteur et porte cette inscription :

ANTONIUS TAMAGNINUS DE PORTA
ET PAXIVS DE GAZINO
MEDIOLANENSIS FACERANT.

» Or, Messieurs, ce sont précisément les mêmes artistes milanais qui ont sculpté le tombeau de Raoul de Lannoy et ont laissé dans l'église de Folleville l'un des plus remarquables chefs-d'œuvre que la renaissance nous ait légués en Picardie.

» Si nous nous reportons aux travaux de MM. Bazin et Goze qui ont décrit le magnifique mausolée du seigneur de Morvilliers, nous verrons que le nom des artistes qui l'ont signé rappellent et complètent par une indication de parenté ceux des auteurs de la statue de Ruisseauville :

» Du côté de Raoul de Lannoy est écrit :

ANTONIUS DE PORTA TAMAGNINVS
MEDIOLANENSIS FACIEBAT

Et plus loin :

ET PAXIVS NEPOS SVVS.

» Du côté de Jeanne on lit :

ANTONIO TAMAGNINO DE MILANO FACIEBAT.

» M. Rigollet, dans son Essai sur les arts du dessin en Picardie, mentionne cette famille de Porta comme ayant eu, parmi ses membres, des sculpteurs très-distingués au xv^e et au xvi^e siècle, et il se demande si Antoine de Porta n'a pas été l'élève de l'habile « Augustino Busti » dit Bambaja ou Bambara qui exécuta à cette époque et avec un talent merveilleux le mausolée destiné à Gaston de Foix. »

— M. l'abbé Hénocque donne lecture d'un second mémoire ayant pour objet de réfuter l'opinion généralement admise du mariage d'Angilbert, abbé de St.-Riquier, avec la princesse Berthe, fille de Charlemagne.

Ce second mémoire sera, comme le premier, inséré dans le Bulletin. (Voir page 230.)

Séance ordinaire du 8 mai 1866.

Présidence de M. Durou, Président.

M. Vallois écrit pour faire connaître quelques travaux manuscrits sur Péronne qui lui paraissent assez intéressants pour être publiés. Il est sursis à statuer à cet égard jusqu'à ce que M. le Président ait eu sur ce sujet une conférence avec M. Vallois.

— Une lettre de M. Dumoulin, propriétaire de la maison renaissance sise à Amiens, rue des Vergeaux, est renvoyée avec recommandation à l'Administration municipale de cette ville.

— M. Lefebvre, d'Abbeville, offre à la Société une suite de médailles provenant de son cabinet. Cette offre est acceptée avec empressement et des remerciements sont votés à M. Lefebvre.

— M. le Maire d'Amiens demande le concours des membres de la Société pour le Congrès scientifique qui doit se tenir en cette ville au mois d'août.

— M. le Secrétaire perpétuel donne la liste et le titre des ouvrages offerts à la Société depuis la dernière séance, et signale dans un rapport spécial les « Recherches bibliographiques sur le département de l'Aisne, par M. Périn. » Des remerciements sont votés aux donateurs.

— M. Bazot communique une proposition faite par M. Charvet, de Paris, relativement à l'échange des doubles compris dans les trouvailles de Glisy. La Société renvoie cette proposition d'échange à l'examen de la Commission administrative du Musée avec mission de l'examiner et de faire prochainement un rapport.

Le même membre expose que les fouilles faites à Beuvraignes ont donné lieu à une dépense de 50 fr. — Cette somme est votée par la Société.

— M. l'abbé Delgove lit l'introduction de son nouveau travail sur l'abbaye du Gard.

— M. Corblet fait une lecture sur la communauté des Filles de la Croix de Roye.

Ces deux lectures sont écoutées avec un vif intérêt.

— M. le Président, au nom de la Commission d'impression, propose de fixer ainsi qu'il suit la composition du prochain volume des mémoires de la Société :

- 1° Rapport de M. Bazot sur les fouilles de Noroy ;
- 2° Notice sur Pierre Bury, par M. Garnier ;
- 3° Histoire de l'abbaye du Gard, de M. l'abbé Delgove ;
- 4° La communauté des Filles de la Croix de Roye, par M. l'abbé Corblet ;

5° Le travail de M. Garnier sur la topographie du département de la Somme, lequel formerait un volume in-8° portant le n° 22 de la tomaiison ordinaire des mémoires.

Ces diverses propositions sont adoptées.

— Sur la proposition de M. le Président, un diplôme de membre correspondant de la Société est décerné gratuitement à M. Desnoyers, membre de l'Institut, qui a fait un rapport si favorable sur les travaux de la Société au Comité historique établi près le ministère de l'Instruction publique.

— M. Dufour, après avoir fait connaître que M. Lévêque, sculpteur, a fait don au Musée Napoléon d'un buste en plâtre de Dallery, demande s'il n'y aurait pas lieu de faire reproduire en marbre les traits de notre célèbre

compatriote. Cette proposition est écartée, en raison de la situation des finances de la Société.

— M. Vion demande si M. Cocheris aura bientôt terminé son travail sur les documents manuscrits concernant la Picardie, travail depuis si longtemps commencé dans les publications de la Société. — M. le Président répond qu'il a vu dernièrement M. Cocheris, qu'il lui a parlé de cette affaire et que M. Cocheris a promis de s'en occuper incessamment.

Séance ordinaire du 12 Juin 1866.

Présidence de M. Durou, Président.

M. Peigné-Delacourt demande à la Société de faire imprimer dans ses Mémoires in-4° le second volume du Cartulaire d'Ourscamp, comprenant l'histoire de l'abbaye, accompagnée de planches lithographiées, lesquelles sont déjà prêtes.

Cette proposition est renvoyée à la Commission d'impression.

— Le même membre annonce le prochain envoi par M^{me} la comtesse de l'Escalopier de deux sceaux de l'abbaye d'Ourscamp, et promet de donner également au Musée ceux qui sont en sa possession.

— Lecture est donnée d'une lettre de M. Fournier, maire de Mesnil-Bruntel, concernant les trouvailles d'objets celtiques et mérovingiens faites dans sa commune à diverses époques, et la probabilité de résultats heureux si des fouilles y étaient pratiquées avec soin. — M. Garnier y ajoute quelques détails qui lui ont été fournis par M. Vallois, et qui confirment l'opinion de M. Fournier.

MM. Bazot et Garnier sont en conséquence chargés d'exécuter les fouilles et de s'entendre à cet effet avec M. Vallois et M. le maire de Mesnil-Bruntel.

— M. Salmon présente un fac-simile de la page du manuscrit de la bibliothèque de Florence découvert par le P. Maceda en 1798 et où il est question des actes de S. Firmin le martyr.

— M. Pouy lit la note suivante sur le don d'une peinture byzantine faite au Musée par M. le comte Legrand, propriétaire à Paris :

Messieurs,

Une peinture de l'école byzantine, sur fond d'or, représentant une visitation à la Vierge. La Mère de Dieu porte un voile noir, laissant à découvert la tête et une partie du buste; elle reçoit une fleur que lui présente la sainte femme qui vient la visiter.

A la gauche sont deux évêques ou patrons : l'un porte un livre dans la main droite; de la main gauche il soutient sa crosse; l'autre patron tient de la main gauche contre sa poitrine un livre sur lequel il appuie la main droite.

Encore bien que cette peinture ait souffert dans quelques parties, elle n'est pas sans mérite à cause de la rareté des œuvres qui datent de cette époque, c'est-à-dire de la fin du ^{xiii}^e siècle ou du commencement du ^{xiv}^e, comme je le crois.

Cette peinture, sur panneau, porte 30 centimètres sur 19; elle est depuis plus de 50 ans dans la famille de M. le comte Legrand. Le célèbre peintre Gros qui l'a possédée, en avait fait hommage à M. Legrand père.

M. Legrand, notre donateur, est fils de M. Claude-Just-Alexandre

Legrand, l'un des plus célèbres généraux de la République et du premier Empire.

Né au Plessier, près St.-Just (Oise), le 23 février 1762, M. Legrand père partit comme soldat dans le régiment dauphin-infanterie, le 16 mars 1777 ; marié à Metz en 1786, il quitta l'armée avec le grade de sergent-major. Il reprit du service en 1790 et fut nommé chef de bataillon de volontaires de la Moselle. En 1793, il fut élevé au grade de général de brigade, et à partir de cette époque son nom figure avec honneur dans presque tous les bulletins de nos glorieuses conquêtes. Il se distingua notamment par la prise de Dusseldorf, ce que mentionne en ces termes le rapport de Jourdan : « *La conduite du général Legrand et son intrépidité sont au-dessus de tout éloge.* »

A la bataille d'Austerlitz, avec une faible partie de sa division, il tint pendant plus de 12 heures tous les efforts de l'aile gauche Russe, lui fit 4,000 prisonniers et enleva 12 pièces de canon. Il en fut récompensé par le grand cordon de la Légion-d'Honneur et le titre de comte.

Il fit des merveilles à Lubeck, à Iéna, à Eylau, à Kœnisberg, à Essling, à Wagram, etc.

Ce fut surtout dans la campagne de Russie, en 1812, que le général Legrand se fit le plus d'honneur, en combattant sous les ordres du duc de Bellune. En forçant le passage de la Bérézina, le 24 novembre 1812, il sauva, par son intrépidité, les débris de l'armée française et l'empereur Napoléon lui-même. Dans ce désastre il reçut la blessure dont il mourut à Paris, le 8 janvier 1815. Sa famille conserve précieusement le chapeau qu'il portait alors et qui fut percé d'un biscaïen. Louis XVIII avait créé le général Legrand pair de France, en 1814. Ses dépouilles mortelles ont été déposées au Panthéon.

M. Legrand avait épousé en secondes noces la fille du ministre

Schérer, admirable personne dont le portrait en pied est cité comme une des œuvres les plus parfaites du peintre Gros. Le général Legrand était un fort beau militaire ; ses traits nous ont été conservés par le même peintre ; ses manières nobles et gracieuses le distinguaient de la foule des généraux de son temps ; il était très-aimé non-seulement des autres généraux, mais encore des soldats ; blessé comme il le fut, il n'échappa aux désastres de la Bérézina que par l'amour de ses grenadiers, qui le portèrent longtemps sur un brancard.

Parmi les nombreux témoignages qui peuvent mettre en évidence les belles qualités du général Legrand, il faut citer celui-ci, émanant du maréchal Soult, daté d'Erfurtz, en 1808 :

« J'ai appris avec plaisir, mon cher général, que l'Empereur de Russie et le grand-duc Constantin avaient été infiniment satisfaits de la belle conduite de votre division ; quoique je ne doutasse aucunement de cet effet, j'ai été flatté de me l'entendre répéter à Erfurtz, et de savoir que Sa Majesté, notre auguste souverain, en avait éprouvé du contentement. »

Tels sont, Messieurs, les principaux traits de la vie du vaillant général Legrand. Peut-être me sera-t-il possible de vous faire connaître un jour avec de plus grands détails, tout ce qui touche à la vie militaire de cet illustre enfant de la Picardie.

A la suite de cette lecture des remerciements sont votés à M. le comte Legrand.

— M. le Président annonce que la Commission du Musée a eu l'honneur d'être reçue dernièrement par l'Empereur et que tout fait espérer que S. M. daignera, dans un avenir très-prochain, venir inaugurer le monument.

— M. Garnier lit, au nom de M. Peigné-Delacourt,

une note sur un porte-lampe du ^v^e siècle, représentant une basilique.

— Les membres présents indiquent les lectures qu'ils se proposent de faire au Congrès.

— M. Garnier présente la liste des objets offerts au Musée depuis la dernière séance.

NOTICE SUR SAINT-ANGILBERT,

ABBÉ DE SAINT-RIQUIER ⁽¹⁾.

Mariage de St.-Angilbert avec la Princesse Berthe.

RÉPONSE A M. DUFOUR,

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ.

Par M. l'Abbé HÉROQUE, membre titulaire résidant.

J'ai eu l'honneur de présenter à la Société des Antiquaires une légende sur saint Angilbert, suivie d'une dissertation sur son mariage avec la princesse Berthe, fille de Charlemagne. Dans la séance où j'ai été reçu membre titulaire résidant, M. le Président de la Société a voulu me prouver qu'il avait fait attention à mon travail : il m'a même opposé des objections sérieuses, en soulevant des difficultés qui ne lui paraissaient pas résolues. Je dois à la vérité, à mes convictions, de reprendre cette discussion et d'établir ma thèse par de nouveaux arguments. J'espère bien faire luire quelques rayons de

(1) Voir le Bulletin de 1855, n° 4.

lumière sur une question obscure et amener tôt ou tard notre honorable Président à mon sentiment.

Avant d'entrer en matière je dois expliquer comment j'ai été conduit à examiner cette question et la circonscrire en même temps dans ses limites naturelles.

Après de sérieuses recherches sur l'histoire de Saint Riquier, après de longues lectures, je suis resté convaincu que les anciennes chroniques avaient été altérées, qu'on avait même introduit dans la bibliothèque monastique des écrits pleins d'invraisemblance, contraires à la vérité historique. J'ai vu ces écrits cités partout, faisant autorité et jetant quelquefois les critiques modernes dans des embarras inextricables. Les Vies de saint Riquier et de saint Angilbert ont été spécialement remaniées et c'est un motif de vanité ridicule qui a dirigé les faussaires. Non contents de voir les fondateurs du monastère inscrits au livre de vie, couronnés de la gloire des élus, ils ont rêvé pour eux la gloire mondaine d'alliances royales ; ils ont du reste suivi le torrent qui emportait les corps monastiques de cette époque comme les séculiers. Le ^{xii}^e siècle surtout est fécond en inventions de ce genre. C'est l'âge des premiers romans de chevalerie et par contre-coup des légendes héroïques, dans lesquelles on s'attache à environner le berceau des monastères de toutes les illustrations possibles.

Qu'on ne pense pas toutefois qu'en écrivant ces lignes j'aie l'intention de jeter le discrédit sur les histoires des Saints. Non : je les aime, je les vénère et je cherche à venger ces récits si chers à la piété chrétienne. Mais je ne puis donner mon assentiment aux récits fabuleux.

C'est pourquoi je m'appuie sur le *criterium* philosophique de la science historique pour séparer l'or de l'impure scorie. Je fais la guerre aux légendes interpolées, pour mieux faire triompher les traditions qu'on a déshonorées par passion ou par esprit de parti.

A ceux qui s'étonneraient de cette espèce de paradoxe historique sur un fait affirmé depuis des siècles, je dois répondre qu'on ne peut s'occuper de l'histoire de saint Riquier sans aborder de front le grand problème du mariage de saint Angilbert, posé par de savants et célèbres critiques, étudié sous plusieurs de ses faces, mais non résolu. Les Mabillon et les Bollandistes, dans leurs précieuses collections qu'on ne consulte point assez, même quand on fait de la science, ont soulevé à peu près toutes les objections qu'on peut opposer au sentiment commun (1). Ils ont eu peur de heurter des opinions déjà accréditées et ils n'ont point tiré les conséquences de leurs prémisses. J'ai été moins réservé, plus téméraire, si l'on veut : j'ai conclu contre le mariage et par là même contre ce qui est écrit dans tous les livres. Je sais que c'est une chose grave : mais je prie ceux qui ne seront pas de mon sentiment de se souvenir que dans une *question douteuse* il est permis à chacun de suivre sa conviction. Un doute en histoire, en théologie, en droit — M. le Président le sait mieux que moi — suppose des opinions contradictoires appuyées sur des arguments probables et propres à faire impression sur un homme

(1) Mabillon. *Acta Sanctorum*, T. V, in *vita Sancti Angilberti*. Boll., 18 februarii. *Ibid.*

instruit. Les dissertations sur les questions douteuses comme les plaidoiries ont pour but de déterminer la partie adverse à abandonner peu à peu sa première conviction ou d'amener le juge à reconnaître la valeur de ses raisons. C'est ce que j'essaie dans la thèse proposée. Pour moi il y a *doute* sur le mariage de saint Angilbert avec la fille de Charlemagne. J'ai vu de puissantes raisons contre la possibilité de ce fait, reproduit partout sur le témoignage de chroniques dénuées d'autorité : je l'ai nié, j'ai développé ma proposition, mais sans prétendre qu'on en tire d'autres conclusions que celles que je tire moi-même. Ma solution ne sort pas des *limites de la probabilité* : il est donc permis à d'autres de croire que les historiens ne se sont pas prononcés témérairement. Je respecterai l'opinion de ceux qui préfèrent suivre des traditions consacrées par le temps.

J'arrive maintenant à l'examen de la thèse de M. le Président de la Société des Antiquaires.

Après avoir traduit une légende sur la vie de saint Angilbert imprimée dans les Actes des Saints de Maillon (1), j'ai posé cette question : *Est-il vrai qu'Angilbert ait épousé Berthe, fille de Charlemagne et qu'il soit le père de Nithard et d'Harnide ?* J'ai résolu la question négativement pour les raisons suivantes : 1° Invraisemblance du mariage d'un prêtre avec une fille de Charlemagne ; 2° Invraisemblance du mariage de Berthe, jeune fille de 12 ans au plus, avec Angilbert, âgé de près de 60 ans ; 3° Invraisemblance de la réclusion de Berthe

(1) Tom. V.

au monastère de Centule après son mariage et après la profession d'Angilbert. J'ai montré en même temps comment ce fait, impossible moralement et physiquement, s'était propagé dans les compilations historiques du xvi^e et du xvii^e siècle, grâce au récit tronqué et honnête de Jean de la Chapelle, seul garant de cette tradition aux yeux des premiers historiens (1).

M. le Président m'a accordé la première partie de ma thèse : il reconnaît avec moi que le mariage d'Angilbert dans les conditions posées n'est point soutenable. C'est un premier triomphe qui m'encourage dans mon travail et me promet un succès complet après ma seconde démonstration.

M. le Président se sépare donc comme moi des nombreux historiens qui ont introduit dans leurs récits cette royale alliance : il est forcé de convenir qu'ils se sont trompés et que cette page d'histoire est à refaire. Mais il s'arrête là. La seconde partie de ma thèse, qui établit qu'*Angilbert n'est point le père de Nithard et d'Harnide*, lui paraît contraire à la vérité, opposée (2) à *des faits incontestables devant lesquels nous devons nous incliner*.

C'est ce que je vais examiner avec toute la liberté que notre honorable Président me laisse dans cette discussion : mais auparavant j'ai encore à résoudre quelques difficultés relatives au récit de la chronique sur les dignités de saint Angilbert.

M. le Président conteste à notre saint abbé sa dignité

(1) Bulletin de 1865, n° 4.

(2) Discours de M. le Président. Bulletin de 1865, n° 4.

sacerdotale, sa dignité de primicier ecclésiastique, il soutient que le nom de *primicier* (2) a beaucoup d'acceptions et qu'ici il doit être pris dans le sens de *primicier de la flotte* ou commandant de la flotte envoyée contre les Normands : et la raison, c'est que le primicier Angilbert est aussi appelé *duc de la France maritime*. Je sais que ce titre de *duc de la France maritime* est généralement attribué à l'illustre ami de Charlemagne. Je l'ai lu moi-même dans une multitude de livres. Mais quelle est l'origine de cette assertion historique ? La chronique que je combats. Il faut une dot à la fille de Charlemagne pour son mariage : l'auteur donne pour apanage le *duché de la France maritime, afin que le gendre du roi ait un poste digne d'un si haut rang*. Suivez la trace de ce fait historique à travers les divers méandres par lesquels il passe pour arriver à nous, vous ne rencontrerez point d'autre source que la légende anonyme de saint Angilbert : c'est elle aussi qui, trois cents ans après l'événement, a produit l'anecdote d'une invasion normande vers 790, afin de décerner à son héros les honneurs d'un triomphe miraculeux. Tous les historiens anciens et modernes se taisent sur cette première descente des hommes du Nord, dont les excès épouvantables ont été cependant si longuement racontés dans nos chroniques et nos annales ; preuve que le fait est controuvé. Dans ce siècle si reconnaissant pour les faveurs du ciel, on n'eût pas manqué de signaler cet éclatant témoignage de divine protection et de le publier dans tout le royaume, afin d'en rendre gloire à Dieu.

(2) Discours de M. le Président.

Ce titre contredit tout le passé de saint Angilbert qui est vraiment *primicier ecclésiastique*, non du palais de Charlemagne, mais du palais de Pépin, roi d'Italie vers 784. Qu'on se rappelle ici que Charlemagne fit sacrer par le pape Adrien ses fils Pépin et Louis, l'un roi d'Italie et l'autre roi d'Aquitaine, qu'il leur composa une cour royale, une administration souveraine et qu'il les obligea à se montrer de temps en temps à leurs peuples : Adhélard, abbé de Corbie, fut le premier ministre du roi enfant et Angilbert son primicier : il existe dans les œuvres d'Alcuin une lettre à Angilbert ou Homère, *primicier du palais de Pépin* (1). C'est là que j'ai pris cette expression de primicier ; car si j'avais traduit littéralement ma chronique j'aurais appelé Angilbert le *primat ou premier des chapelains, primas capellanorum* ; ce qui signifie la même chose. Comme cette dignité ne se donnait qu'à des évêques, des abbés et des ecclésiastiques engagés dans les saints ordres, c'est une grave raison pour affirmer de nouveau, malgré la dénégation de M. le Président, qu'Angilbert était prêtre. En veut-on une autre preuve non moins convaincante ? Je la tire d'un capitulaire de Charlemagne que M. Henri Martin lui-même indique sous l'an 789 (2). On y lit ce qui suit : *que les évêques, les abbés ou abbesses n'aient ni couples de chiens, ni faucons, ni éperviers, ni jongleurs*. Écoutons Alcuin sur ce canon disciplinaire. Il écrit ainsi à Adhélard : « Je crains qu'Homère (3) ne soit fâché de la lettre qui

(1) Mabillon. *Acta Sanctorum*, tom. V.

(2) *Histoire de France*, tom. II.

(3) Surnom littéraire d'Angilbert.

» défend les spectacles et les représentations diaboliques
» que les Saintes-Ecritures ont si fortement défendues.
» Je lisais encore dans St. Augustin : il ne sait pas celui
» qui introduit dans sa maison des histrions, des comé-
» diens et des danseurs, quelle troupe innombrable d'es-
» prits immondes il reçoit avec eux. A Dieu ne plaise
» que le démon exerce quelque empire dans une maison
» chrétienne. Je vous ai écrit autrefois à ce sujet avec le
» plus vif désir du salut de mon cher fils, espérant
» gagner par votre entremise ce que je ne pouvais obte-
» nir par moi-même (1). »

La condition sociale d'Angilbert me semble établie par ces paroles. En 789 il est abbé : ce qui lui suppose le caractère sacerdotal, au moins le vœu de chasteté perpétuelle comme religieux. Ce titre seul doit l'éloigner de la dignité de primicier de la flotte (2).

M. le Président ajoute pour confirmer son assertion que *l'histoire montre Nithard succédant à Angilbert dans son duché, que cette circonstance a une valeur décisive : car l'on sait que Charles-le-Chauve avait établi l'hérédité des bénéfices.*

Sans m'arrêter à rechercher si le capitulaire de Charles-le-Chauve est applicable à Nithard, je sou mets à M. le Président le récit de l'historien qui a dit le premier que Nithard avait succédé à son père (3).

(1) *Alcuini opera*, tom. I, p. 462 dans la *Patrologie*.

(2) Du Cange. *Primicerius palatii*. Vide : *Capellani*. Ainsi, d'après Du Cange lui-même, le primicier du palais est le même personnage que l'archichapelain.

(3) *Chronicon centulense, liber II, cap. ultimum*.

« A la fin de ce livre il est nécessaire de mentionner
» qu'après la mort d'Angilbert son fils Nithard, qu'il
» avait eu de Berthe, fille du roi, fut placé à la tête
» des moines de Centule avec les droits qu'on donne aux
» abbés. Après quelques jours d'administration, il per-
» dit la vie dans un combat et fut inhumé auprès de son
» père et y repose en paix. »

Nithard tué en 814, quelques jours après la mort d'Angilbert ! M. le Président ne reconnaîtra-t-il pas avec Mabillon une interpolation dans le texte d'Hariulf, une main criminelle qui a altéré l'histoire ? Il y a, il est vrai, un replâtrage quelques pages plus loin : on dit là que Nithard fut abbé après Louis, petit-fils de Charlemagne. Mais le stigmatisme de l'interpolation n'est pas effacé : nous le retrouverons même ailleurs.

Arrivons au point le plus délicat de notre controverse. C'est ainsi que M. le Président établit sa thèse :

« Après avoir exposé mon sentiment sur le premier
» point de votre thèse, j'aborde, Monsieur, la partie
» délicate du mariage d'Angilbert qui n'offre plus sans
» doute à la discussion le même intérêt : car dès lors
» qu'il n'est pas engagé dans les liens du sacerdoce, peu
» importe au point de vue qui nous préoccupe qu'il ait
» ou non contracté mariage. Mais dans ma pensée s'il
» était parfaitement libre de se marier, je l'accuse d'a-
» voir trop suivi les mœurs de son temps et les principes
» dissolus qui déshonoraient le palais de Charlemagne.
» Pour moi il n'est pas douteux qu'il ait séduit la prin-
» cesse Berthe dont le mariage posthume est une pieuse
» et prudente invention que la chronique de Saint-Ri-

» quier devait nécessairement mettre en avant pour
» réparer l'honneur de son second fondateur et un peu
» sans doute celui de la princesse qui n'était guère moins
» compromis. » Il ajoute un peu plus loin : « Charle-
» magne, en dehors de deux femmes légitimes qui sont
» connues, n'a pas entretenu moins de six concubines,
» sans que l'histoire nous explique si c'est successive-
» ment ou simultanément. Un pareil désordre qui s'ex-
» plique jusqu'à un certain point par les mœurs de
» cette époque, ne pouvait engendrer que de pernicious
» exemples surtout dans l'esprit de jeunes princesses que
» l'amour paternel avait vouées au célibat. »

La question ainsi posée offre à la discussion, quoi-
qu'en dise M. le Président, le plus haut intérêt ; l'intérêt
d'une grande controverse historique sur la plus brillante
époque du moyen-âge, sur le plus grand des princes
orthodoxes, que l'Eglise a permis d'honorer du culte des
Saints, que son siècle a salué du titre de défenseur de
l'Eglise, que les Souverains Pontifes ont comblé des plus
magnifiques éloges.

Je ne puis l'aborder : l'examen de cette thèse me con-
duirait trop loin. Je fais donc mes réserves sur les impu-
tations dont beaucoup d'historiens modernes ont chargé
la mémoire de Charlemagne. Je suis prêt à démontrer,
quand on me le demandera, qu'il n'a pas violé la loi im-
muable de l'Eglise sur *l'unité et l'indissolubilité du ma-
riage*, et qu'une faute passagère — à laquelle il fut en-
traîné par sollicitation de sa mère — a été promptement
réparée. Mais si je puis venger l'honneur du père, je n'ai
aucun intérêt à couvrir les fautes de ses filles : je les

flétris avec l'histoire contemporaine. J'ajoute avec elle que ces désordres ont fait une blessure cruelle au cœur de Charlemagne, et que c'est en vain qu'il essaie de dissimuler sa douleur. On sent même dans le récit d'Eginard qu'il est humilié aux yeux de Dieu et des hommes.

L'histoire signale les fautes de plusieurs des filles de Charlemagne et les noms de leurs séducteurs. On veut y mêler le nom de Berthe. Quels sont, pour cette dernière, les garants de cette inculpation ? Deux auteurs seulement. L'un postérieur de 300 ans, un anonyme qui raconte une union sacrilège de saint Angilbert avec cette princesse ; l'autre contemporain, qui se donne pour le fils d'Angilbert et de Berthe et que tout le monde sait être l'historien Nithard.

Or, pour expliquer ce fait, trois hypothèses sont en présence : un mariage légitime, un crime de séduction, une interpolation des écrits de Nithard. La première est jugée : M. le Président adopte et défend la seconde. La troisième, à mon avis, offre la seule solution raisonnable et possible.

Je ne rentre plus dans la discussion de la première hypothèse ; je ne veux ajouter qu'un mot de réponse aux faux exposé de Gaillard sur le mariage de saint Angilbert (1). Il n'est pas vrai du tout que Charlemagne ait rétabli la loi du célibat ecclésiastique. Cette loi ne fut jamais violée impunément dans l'Eglise latine. La main ferme et vigoureuse de Charlemagne a pu châtier des

(1) Gaillard. *Histoire de Charlemagne*, tom. I, p. 895.

coupables, impunis dans des époques de trouble et de guerre, mais en tout temps l'Eglise a protesté contre ces scandales et déposé ces sacrilèges ministres, quand elle a pu les atteindre par sa justice. On ne peut donc nullement excuser Angilbert et Berthe par cette considération plus politique que religieuse.

J'arrive à la seconde hypothèse. Il m'est dur de penser que Charlemagne ait comblé d'honneurs le séducteur de sa fille. Cet ami élevé dans son palais, comme un de ses fils, devenu assez ingrat pour empoisonner le bonheur de sa vie et le déshonorer dans ses filles qui sont son orgueil et son plus cher trésor, n'aurait point, ce me semble, trouvé grâce à ses yeux. Il n'est pas possible d'admettre que le sage auteur de tant de capitulaires qui condamnent la licence des mœurs, ait confié à un séducteur les missions les plus honorables, les plus délicates ; se soit fait représenter auprès des Souverains Pontifes, ces gardiens incorruptibles de la morale chrétienne, par un prêtre ou un abbé prévaricateur et scandaleux. Cette hypothèse répugne à ma foi, à ma conscience de chrétien.

Je laisse ensuite à tous ceux qui soutiennent les rapports criminels d'Angilbert avec Berthe, à établir leur opinion sur une base tant soit peu solide. Sans vouloir suivre la légende apocryphe qui lui donnerait en 790 près de 60 ans, nous sommes forcés de convenir qu'en 796, époque où la princesse est à peine nubile, il avait passé l'âge dangereux des passions et il était parvenu à toute la maturité de l'âge viril.

Or, d'après des pièces diplomatiques et des annales diverses de l'époque, Angilbert est certainement abbé en

786, en 794, en 792, en 789 (1). Qu'on me démontre donc comment Berthe, née en 779 ou 780, peut former une union légitime ou illégitime dans la période de temps assignée par tous les historiens, sans qu'Angilbert viole ses engagements, comme on le suppose généralement. Cette impossibilité est radicale et elle repose sur des faits incontestables, inconnus probablement à notre légendaire, dont la fraude eut tant de succès.

Voilà une barrière infranchissable : je défie mes contradicteurs de passer outre, sans démolir pièce à pièce l'histoire d'Angilbert, les monuments historiques du temps, les lettres des papes. Il faut aussi compter avec les écrits d'Alcuin : car ce grand instituteur de Charlemagne et de toute sa cour est encore ici notre oracle. Peu d'écrivains se sont donnés la peine de rechercher ce témoignage.

Vers 790 environ Alcuin écrit ce passage à Antoine ou Adhélard dans une réponse à une de ses lettres : « Quant à ce que vous me mandez du changement opéré dans la conduite d'Homère (Angilbert), c'est pour moi une agréable nouvelle. Quoiqu'il ait été toujours de *mœurs irréprochables*, cependant il n'est personne ici-bas qui ne doive oublier ce qui est en arrière et s'étendre en avant pour atteindre la couronne de la perfection. Je ne regrettais pour lui qu'une seule chose, c'est qu'il se laissât séduire par les vaines représentations des histrions, si dangereuses pour les âmes. C'est pourquoi je lui avais écrit de manière à lui ouvrir les yeux et à lui prouver la

(1) Mabillon. Bollandus, *ibid.*

sollicitude de mon amour. C'était vraiment une chose étonnante pour moi qu'un esprit si sage ne comprit pas qu'il faisait des choses répréhensibles, opposées à *sa dignité* et qu'on ne pouvait excuser en aucune manière (†).

Je laisse à M. le Président le soin de tirer la conclusion. Il me semble que je puis l'inviter à faire encore un pas vers moi et même à s'établir sur le terrain où je me suis placé moi-même.

Les écrits de Nithard ont été interpolés : on ne plus en douter. M. le Président s'inquiète parce qu'il voit que les historiens n'ont point d'autre généalogie à donner à Nithard. Je répondrai à cette difficulté que l'historien Nithard aura le sort de bien d'autres grands hommes, qui sont les fils de leurs œuvres. Combien d'illustres personnages, dont la gloire n'a point rejailli sur les auteurs de leurs jours, dont on ne connaît pas, dont on ne nomme pas le père, à commencer par Angilbert lui-même. Nithard nous signale ses frères, mais il oublie son père et sa mère, bien remarquables cependant, nous dit-il, par leur origine.

Examinons le texte de Nithard et celui de la chronique de Saint-Riquier : nous découvrirons peut-être de singulières anomalies.

TEXTE DE NITHARD.

Et hoc fieri posse in Nonis
Novembris visum est; usquequò
pacis termino constituto disco-

TEXTE D'HARJULFE.

Ribbodo abbas levavit Angil-
berti sancti membra, et trans-
tulit ea intra basilicam sancti

(†) *Alcuini opera*, tom. I, p. 464. *Patrologie*.

TEXTE DE NITHARD.

dunt (reges filii Ludovici Pii). Quā quidem die terræ motus magnus per omnem pene hanc Galliam factus est, eādemque die Angilbertus, vir memorabilis, Centulo translatus, et anno post decessum ejus xxviii (1), corpore absque aromatibus indissoluto, repertus est.

Fuit hic vir ortus eo in tempore haud ignotæ familiæ. Madhelgaudus autem, Richardus et

TEXTE D'HARULFE.

Richarii die Nonarum Novembrium. Requieverat in loco prioris annus xxviii et tamen, Deo faciente, qui servi sui meritum ostendebat, ita integrum et absque corruptelâ sanctum ejus corpus inventum est, ac si eā horâ anima illud deposuisset. Odor etiam miræ suavitatis ibidem exuberasse asseveratur.

Huic certæ rei testimonium ferunt Francorum historiæ; eæ scilicet quæ illius temporis facta commendant. Nam cū aliquandō quidam libellus in manus nostrorum devenisset, post quædam alia de sancto Angilberto hæc inibi scripta notaverunt. Mortuo Hludogvico imperatore Karoli Magni filio, tres ejus filii, etc... indissoluto repertus est. (*Hic aliqua desunt*, dit l'éditeur).

Idem etiam liber superiùs aliquid repetens, de ejusdem nobilitate pauca subinfert, dicens : Fuit hic eo tempore ortus haud ignotæ familiæ, Madhelgaudus autem, Richardus, et hic de unâ

(1) L'éditeur porte xxix en marge, ce qui est plus vrai.

TEXTE DE NITHARD.

hic ex una progenie fuere, et apud Magnum Karolum merito magni habebantur. Qui ex ejusdem magni regis filia nomine Beretha, Harnidum, fratrem meum, et me Nithardum genuit. Centulo opus mirificum in honore omnipotentis Dei sanctique Richarii construxit : familiam sibi commissam mirifice rexit. Hinc post vitam cum omni felicitate defunctam, Centulo in pace quievit. His paucis de origine mea delibatis, ad historiæ seriem redeo.

Nithardus, lib. 4, versus finem.

TEXTE D'HARULFE.

progenie fuerunt, et apud Magnum Karolum meritò magni habebantur ; qui Angilbertus ex ejusdem regis filiâ nomine Berethâ, Harnidum fratrem meum et me Nithardum genuit. Centulo opus mirificum in honore omnipotentis Dei sanctique Richarii construxit ; familiam sibi commissam mirificè rexit : hinc post vitam omni felicitate defunctam in pace quievit.

Is ipse Nithardus domni Angilberti filius cœnobio huic præfuisse asseveratur post decessum patris : quique cum paucissimis diebus ministrassct, bello interfectus, juxta patrem sepulturam meruit.

Chronicon centulens. Spicileg.

t. IV, p. 491.

Remarques sur ces textes : 1° Revenons sur une observation déjà faite et signalons encore une énorme faute. La chronique de Centule dit ici pour la seconde fois que Nithard, abbé de Saint-Riquier, fut tué dans un combat peu de jours après la mort de son père, et placé dans le tombeau auprès de lui. Comment donc ce Nithard, tué en 814, peut-il être l'historien des discussions des fils de Louis-le-Débonnaire en 844 ?

Notre chroniqueur, ou plutôt son interpolateur, nous propose cependant cette absurdité, puisqu'il dit que le même Nithard est fils d'Angilbert et de Berthe. Il y a donc altération évidente du texte : nous savons pourquoi.

2° L'auteur de la France littéraire (1) nous apprend que le quatrième livre de Nithard a été tronqué : « Mal- » heureusement, dit-il, nous n'avons pas ce dernier livre » en son entier : il y manque visiblement quelque chose » et peut-être ce qui manque est considérable. » Nous ne savons qui a lacéré cette fin du livre : est-ce une main coupable ? Est-ce le temps ? Question insoluble aujourd'hui. Toutes les éditions actuelles proviennent d'un seul manuscrit, celui de la bibliothèque de Saint-Victor de Paris ; c'est le seul qui restait au ^{xviii} siècle (2). Mais ce qui est certain, c'est qu'un manuscrit de Nithard fut apporté dans la bibliothèque de Saint-Riquier. C'est même là qu'il dut être déposé, si cet historien fut moine ou abbé de Saint-Riquier, comme on le dit généralement. Est-ce que la plume qui a surchargé le texte d'Hariulf de cette incroyable apostille, n'aurait pas pu glisser à la dernière page de l'ouvrage précité la très-singulière note que nous avons relevée ? Ce soupçon que j'é mets avec toute la réserve possible, en l'absence d'autre preuve, ne me paraît pas aussi déraisonnable que l'affirmation de la chronique.

3° L'esprit de la note n'aura pas échappé à la sagacité de M. le Président. C'est encore la noblesse de saint

(1) Tom. V, *article Nithard*.

(2) *Syntagma Nithardi*, par P. Petau.

Angilbert qui est mise en avant. *Il dit ce qui suit sur sa noblesse : Angilbert n'était point d'une famille inconnue, il était considéré à la cour de Charlemagne, etc.* En outre est-ce qu'on ne souffre pas de voir Nithard se vanter de sa naissance illégitime et essayer d'en perpétuer le souvenir ? Son ouvrage est adressé à Charles-le-Chauve dont il est comme l'historiographe et qui l'emploie dans les missions les plus importantes. Sa royale origine le rend le cousin-germain de ce neveu de Berthe et de ce petit-fils de Charlemagne. Charles ignore-t-il donc comme nous, comme les moines du ^{xii}^e siècle, quel est ce personnage et qu'il appartient à la famille du grand empereur ? Pitoyable vanité d'un chroniqueur ignorant et menteur !

4° C'est Pierre Pithou qui a tiré Nithard de la poussière : il n'y avait point de titre, point de nom d'auteur (1). Pithou remarque que dans une chronique de Saint-Riquier — et ce n'est point celle d'Hariulfé ici citée avec des divergences de style et d'antécédents qui indiqueraient un texte torturé — cet ouvrage est appelé : *Chronicum seu gesta Francorum*. Pourquoi, dans les temps modernes, porte-t-il le nom de Nithard ? A cause de la note sur saint Angilbert. Mais si ce passage est supposé, comme tout le prouve si manifestement, quelle raison spéciale aura-t-on de le lui attribuer ? Restera-t-il même un Nithard, fils de saint Angilbert ? Au ^{xvii}^e siècle, on a élevé déjà, presque en présence de son acte de naissance, un doute sur son existence. Il y a en effet,

(1) *Syntagma Nithardi...*

à cette époque, d'après des historiens véridiques, un Nithard, moine de Prum, et on s'est demandé si ces deux Nithard, dont les noms surgissaient de divers points de l'horizon, n'étaient pas un seul et même personnage. La question n'a pas été clairement résolue.

5° De tout ce qui précède et de la lecture de *l'écrit sur les divisions des fils de Louis-le-Débonnaire*, on serait porté à conclure que l'auteur n'est ni un abbé ni un religieux, mais un ambassadeur des rois Francs, un officier de leurs armées, dont la vie est inconnue en dehors des circonstances qu'il mentionne lui-même. Cet écrit, d'abord anonyme, ne pourrait-il pas, sans porter atteinte à la vérité, être encore rangé au nombre des anonymes ? Je ne veux pas donner dans cette assertion le dernier mot de l'histoire de Nithard et de son livre ; mais plus je m'en occupe, plus je me sens porté à soutenir cette opinion.

Ma conclusion vraie et officielle est celle de ma première dissertation (1). Toutefois je prie mes honorables contradicteurs, s'il m'en reste, de refaire l'histoire d'Angilbert sur ces données nouvelles. J'ai la présomption de croire qu'ils s'en tireront beaucoup moins facilement que l'auteur de ce paradoxe historique ; car c'est ainsi que je me permets d'appeler cette question, jusqu'à ce qu'une discussion loyale ait changé les idées sur le mariage de saint Angilbert et la généalogie de Nithard.

Je rends grâce à M. le Président de la Société des Antiquaires. En appelant mon attention sur ce singulier

(1) Bulletin de 1865, n° 4.

problème, il m'a procuré l'occasion de corroborer mon premier travail par de nouveaux arguments.

RECHERCHES BIBLIOGRAPHIQUES SUR LE DÉPARTEMENT DE L'AISNE,

Par M. C. PÉRIN.

Soissons, 1866, CERVAUX, 1 vol. in-8°.

R A P P O R T

PAR M. J. GARNIER.

Permettez-moi, Messieurs, d'appeler votre attention sur l'un des ouvrages que je dépose sur le bureau, et qui intéresse tout particulièrement notre Picardie. Il a pour titre : *Recherches bibliographiques sur le département de l'Aisne*.

L'auteur, M. Ch. Périn, juge au tribunal de Soissons, qui nous l'a offert, appartient à la Société en qualité de titulaire non résidant.

Cette publication diffère totalement de la bibliographie picarde que notre honorable président a entreprise, dont il a donné deux parties déjà, l'une dans le x^e, l'autre dans le xiv^e volume de nos Mémoires, et que maintenant, grâce à ses loisirs, il pourra, nous devons l'espérer, bientôt mener à bonne fin. M. Dufour embrassait dans son plan la Picardie toute entière ; M. Périn s'est borné au seul département de l'Aisne. M. Dufour a rédigé un catalogue d'ouvrages spéciaux, qu'il accompagne de notes critiques, historiques ou bibliographiques ; M. Périn se contente de relever des titres sans commentaires d'aucune sorte. Mais, d'un autre côté, il a considérablement élargi le cadre que s'était tracé son devancier ; et, sans s'arrêter seulement aux livres et aux plaquettes, il indique les chartes, les lettres-patentes, les édits, les arrêts, les lois, les règlements, les biographies, les notices, enfin tous les documents

imprimés qui touchent par quelques points, si petits qu'ils soient, au département qui fait l'objet de ses études.

L'Aisne, vous le savez, qui se distingue aujourd'hui par son industrie et son agriculture, si actives et si intelligentes, a joué autrefois dans l'histoire un rôle immense. Il est formé en effet de petits états qui ont compté un grand nombre de hauts et puissants seigneurs, le Soissonnais, le Vermandois, le Valois, le Laonnois, le Tardenois, la Thiérarchie et une partie de la Champagne ont servi à sa formation. Que de faits importants ne rappellent point ces noms ! Que d'histoires, que de dissertations, que de factums, que d'ouvrages divers enfin ont été publiés sur ces différentes parties de notre Picardie qui fut, si je puis ainsi parler, le principal berceau de la monarchie française. Vous ne serez donc point étonnés, si je vous dis que le nombre des pièces enregistrées déjà par M. Périn s'élève à 3,853.

N'allez pas croire qu'il a suffi, pour exécuter un pareil travail, de feuilleter des catalogues et d'y pointer tout ce qui avait rapport, de loin ou de près, au département de l'Aisne, de faire ensuite copier les titres et de classer les bulletins. Les recherches de l'auteur ne sont pas d'un collectionneur seulement, elles annoncent au contraire de longues et fructueuses lectures. Je l'ai dit, il ne s'agit point seulement de livres proprement dits, mais de documents imprimés. M. Périn a donc compulsé toutes les grandes collections historiques, les histoires générales, les mémoires des Sociétés savantes, les journaux, les annuaires, les recueils de documents, le Mercure de France, les Mémoires de Trévoux et de Verdun, les ordonnances de nos rois, les recueils d'édits et d'arrêtés, les actes de l'église de Reims, etc., etc., et il en a extrait les titres des chartes, des notices et des œuvres de toute sorte qui concernaient son département. Comme le sol est aussi des plus intéressants au point de vue géologique ou minéralogique, et qu'il a dès-lors

fourni matière à de nombreuses études ou scientifiques ou industrielles, M. Périn a puisé aussi dans les Mémoires de l'Académie des sciences, dans les Annales du Muséum, dans le Journal des Mines et dans les publications de Férussac et de la Société géologique, l'indication de matériaux qui fussent peut-être demeurés là cachés pendant bien longtemps pour de moins habiles explorateurs. L'Histoire généalogique du P. Anselme, les Nobiliaires d'Handicquer de Blancourt et de Villers de Rousseville, et les biographies sont entrés aussi pour une large part dans le travail de notre collègue. Les placards, les proclamations, les arrêtés, les professions de foi électorales elles-mêmes n'ont point été négligés; de ces pièces, en effet, les unes peuvent servir à l'histoire des communes dont elles ont réglé les intérêts; les autres à la biographie des hommes qui les ont publiées.

M. Périn n'a pas seulement cité les personnages illustres nés dans l'Aisne, il a considéré comme appartenant au département *tous ceux dont les vertus, les talents ou les services ont laissé dans le pays un souvenir qui ne doit pas se perdre*. Je suis, pour moi, tout-à-fait de cet avis. Tel fonctionnaire, tel administrateur appartient bien plus au pays qu'il a servi utilement que telle autre célébrité qui lui doit le jour et ne s'en est peut-être jamais souvenu.

Vous le voyez, Messieurs, l'œuvre de M. Périn est un travail considérable, éminemment utile, et, j'ajouterai, fait avec un grand soin. Dans une courte préface, M. Périn en expose l'origine et déclare modestement qu'il n'a pas la prétention d'avoir fait un catalogue complet de tous les ouvrages publiés sur cette partie de la France et que son intention est de le continuer. C'est une bonne pensée dans laquelle nous devons l'encourager autant que nous le pouvons.

Un mot maintenant sur la disposition du recueil qui nous occupe. M. Périn l'a divisé en deux paragraphes; le premier, qui comprend

534 pièces, est relatif au département de l'Aisne en général ; le second, aux communes qu'il renferme, et qui sont rangées par ordre alphabétique de Acy à Wimpy. Quant aux pièces, elles sont, pour chaque commune, classées suivant la date de leur publication. La division par commune est la seule qui pouvait être adoptée ; elle est à la fois commode et rationnelle. Mais il me semble que dans la classification des pièces qui appartiennent au département en général, et aux villes de Laon, de St.-Quentin et de Soissons, qui sont fort nombreuses, la distribution eût pu être faite d'une façon plus méthodique, en groupant toutes celles qui avaient rapport à un même sujet, et en établissant des sous-titres qui eussent rendu les recherches plus faciles et rendu aussi plus appréciables les richesses des sources à exploiter dans un but spécial. Je reprocherai aussi à l'auteur d'avoir quelquefois écourté les titres ; d'avoir dit, par exemple : *Description géologique et minéralogique* (n° 208), sans avoir ajouté : *du département de l'Aisne*, comme cela est. Mais, peut-être, est-ce ici une faute d'impression, comme dans le nom de l'auteur de ce même numéro, que l'on appelle *Coquebert de Monibert*, au lieu de *Coquebert de Montbret*. L'ouvrage n° 1609 a-t-il bien pour titre : *Építome de l'Histoire de Laon, par Jean Laurent*, ou *Abrégé de l'Histoire de Laon, fait par le sieur Laurent*, comme l'exemplaire de la Bibliothèque d'Amiens et celui de la Bibliothèque impériale. Évidemment, le sens des deux titres est le même. Si cependant le premier est exact, une petite note eût été agréable aux bibliophiles qui alors auraient eu à chercher deux livres rares au lieu d'un seul qu'ils connaissaient.

J'ai dit plus haut que M. Périn mentionnait tous les livres, si peu qu'ils touchassent au département de l'Aisne. J'admets volontiers ce mode, car il vaut mieux ici pécher par excès que par défaut, mais encore faut-il qu'il y ait un intérêt quelconque pour l'histoire de l'Aisne. Or la *Satyre d'un Curé picard* (n° 85) ne me paraît ni his-

toriquement ni philologiquement avoir aucun trait avec le département. J'en dirai autant du n° 300 : *Description des Monuments les plus curieux anciens et modernes de la Picardie*, par Lombart. Cet ouvrage inachevé ne parle que du département de la Somme et même seulement de l'arrondissement d'Amiens. M. Périn aura peut-être été trompé par le titre.

Je ne veux pas poursuivre plus loin ces observations critiques. Je ne terminerai point cependant sans signaler à l'auteur deux pièces qu'il n'a point mentionnées et qui rentrent tout-à-fait dans son sujet. La première a pour titre : *Notice historique sur La Fère*, par M. Rousselle. Elle a été publiée dans le tome v du Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie ; elle contient un tableau des maires de La Fère depuis le xv^e siècle. La seconde est pour l'article Laon : *Le Polyphème ou apologie en la cause de la vérité*. C'est un factum des plus amphigouriques sur un appel comme d'abus du chanoine Claude Chambellan, contre le Chapitre de Laon, en 1628. J'ajouterai que j'ai cherché vainement les diverses éditions de l'Histoire de N.-D.-de-Liesse, par Villette, et que je n'en ai trouvé qu'une seule, celle de 1769, qui n'est pas assez remarquable pour faire oublier les autres.

Enfin j'exprimerai un regret, c'est que M. Périn n'ait point cru devoir ajouter à son livre une table des noms d'auteurs. C'est, à mon avis, le complément indispensable de toute publication et surtout d'une publication comme la sienne. La mémoire fait souvent défaut ; le nom de l'auteur reste et le titre de l'ouvrage est oublié, ou vice versa. Une bonne table eût donc été un secours de plus pour le travailleur.

Quoiqu'il en soit, et malgré les observations que j'ai pu faire, (je ne connais d'ailleurs qu'une seule espèce de gens qui aient la chance assurée de ne se point tromper, ce sont ceux qui ne font rien), je ne puis qu'applaudir à la manière remarquable dont l'au-

teur a rempli la tâche laborieuse qu'il s'était imposée. Je vous demanderai donc, Messieurs, ce qui me paraît justement mérité, de remercier M. Périn d'avoir bien voulu enrichir notre bibliothèque de cet excellent travail, et en même temps de le féliciter d'avoir rendu, en le publiant, un véritable service à tous ceux qui voudront étudier l'une quelconque des localités du département de l'Aisne dont il a si bien mis au jour les sources et les documents historiques.

8 mai 1866.

MEMBRE ADMIS.

Titulaire non résidant :

M. LABITTE (Auguste), Directeur de la Maison de santé,
à Clermont (Oise).

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 2^m trimestre de 1866.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Revue des Sociétés savantes. Février, mars, avril. — 2^o Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes tenues les 19, 20 et 21 avril 1865. Archéologie, 1 vol. in-8^o.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

Revue maritime et coloniale, nos 64, 65, 66.

III. Par les Auteurs.

1^o Les anciens vignobles de la Normandie, par M. l'abbé Cochet. Rouen, 1866, in-8^o. — 2^o Étude sur les lieux où s'est arrêté Charles-le-Chauve pour ses chasses en 867, par C.-P.-H. Martin-Marville. Laon, 1865, Coquet et Stenger, in-8^o. — 3^o Notice sur une médaille de dévotion présumée d'origine amiénoise, par

M. l'abbé J. Corblot. Arras, 1866, Rousseau-Leroy, in-8°. — 4° L'ancienne Église de France ou état des archevêchés et évêchés de France avant la constitution civile du clergé de 1790, sommaire et complément de la *Gallia christiana*, par L. Sandret. 1^{re} liv. — 5° Notice raisonnée sur des instruments inédits de l'âge de pierre, un tranche-tête et une lancette, par M. Peigné-Delacourt. Paris, 1866, Claye, in-4°. — 6° Spa en 1584, par Ulysse Capitaine. Liège, 1866, in-12. — 7° Recherches bibliographiques sur le département de l'Aisne. Catalogue et table des livres, chartes, lettres-patentes, édits, arrêts, lois, biographies, notices et documents imprimés concernant le département de l'Aisne, par C. Périn. Soissons, 1866, Cerveaux, 1 vol in-8°. — 8° Rien ne palt, rien ne meurt. La forme seule est périssable, par M. Boucher de Perthes. 1865, in-12. — 9° Couvent des Pères capucins à Bourbourg, par E. de Couesemaker. In-8°. — 10° Petite galerie morale. Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 57^e liv. Liège, in-18. — 11° De l'armement des Romains et des Celtes à l'époque de la guerre des Gaules, d'après les Commentaires de César. A propos des armes antiques postérieures de plusieurs siècles à la conquête trouvées devant Alise-Ste-Reine, par Léon Fallue. Le Havre. 1866, in-8°. — 12° Études sur les terrains quaternaires du Boulonnais et sur les débris d'industrie humaine qu'ils renferment, par MM. Em. Sauvage et E.-T. Hamy. Paris, 1866, Lacroix, 1 vol. in-8°. — 13° Histoire et archéologie. Lettre par M. Schuermans. Anvers, in-8°. — 14° Histoire de la maison de Wavrin et de quelques familles qui en sont issues, par F.-V. Goethals. Bruxelles, 1866, 1 vol. in-8°. — 15° Nomenclature sommaire des archives du greffe de Laon, par Amédée Combier. Paris, 1866, Paul Dupont, 1 vol, in-4°.

IV. Par les Sociétés étrangères,

1° Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut, 1865. — 2° Annuaire de la Société

libre d'émulation de Liège, pour l'année 1866. — 3° Revue de la numismatique belge, 2° liv. — 4° Mittheilungen der kaiserlich-königlichen geographischen Gesellschaft. Jahrgang 1857-58-59-60-61-62-63 et 1864. Heft. 1, in-8°, cartes. — 5° De l'Académie impériale de Vienne : Sitzungsberichte. Philosophisch-historische Classe. I. Band. II. Band, Heft 1. — Denkschriften. Philosophisch-historische Classe. XIV. Band. — Archiv für österreichische Geschichte. XXXIV. Band. XXXV. Band, Heft 1. — Fontes rerum austriacarum. Diplomataria et acta. XXIV. Band. — Register zu den Banden 41 bis 50 der Sitzungsberichte der philosophisch-historischen Classe. v.

V. Publications périodiques.

1° Journal des Beaux-Arts, n° 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12. — 2° Le Cabinet historique, février, mars, avril. — 3° Revue de l'Art chrétien, n° 2, 3, 4, 5. — 4° Revue archéologique du midi de la France, n° 3. — 5° L'Institut, n° 362, 363, 364, 365.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du 24 Juillet.

Présidence de M. BAZOT, doyen des membres présents.

M. le Secrétaire perpétuel analyse la correspondance.

— M. le marquis de Laborde, directeur général des archives de l'Empire, annonce qu'il accorde et tient à la disposition de la Société 239 sceaux et 131 contre-sceaux relatifs à la Picardie. L'empressement, ajoutait-il, avec lequel j'ai accueilli votre demande, vous prouve combien j'avais à cœur de témoigner, tant à vous, M. le Président, qu'à M. le Préfet de la Somme, ma reconnaissance pour les facilités qu'a rencontrées à Amiens l'archiviste chargé de mouler dans votre musée et au dépôt de vos archives départementales, les sceaux de la Picardie qui étaient nécessaires pour compléter nos séries.

— M. Valois fait connaître que M. Lefebvre, de Mazancourt, a découvert dans sa commune des haches en silex et des agrafes en bronze, dont il fait don au Musée.

— S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique accorde à la Société l'ouvrage intitulé : *Catalogue des Imprimés de la Bibliothèque impériale (Histoire de France)*. Des remerciements sont votés à S. Excellence.

, — Le Comité archéologique de Senlis invite la Société à déléguer deux de ses membres pour assister à la séance extraordinaire qu'il tiendra le 31 juillet.

MM. Bazot et Garnier sont délégués.

— M. le Secrétaire dépose sur le bureau les ouvrages qu'il a reçus depuis la dernière séance.

Il présente ensuite, de la part de M. Le Blanc, de Caix, une hache en bronze à double aileron avec anneau latéral, un fourreau ayant la forme d'une pyramide quadrangulaire tronquée, et un fourreau conique aussi en bronze, trouvés à Caix, au bois de la Wannerie.

M. Garnier donne lecture d'une notice sur ces divers objets en bronze qui appartiennent à l'époque celtique.

— M. Bazot remet deux petites cuillères en bronze connues sous le nom de lingula, trouvées à Glisy et qu'il a acquises pour le Musée; la queue de l'une est pliée, celle de l'autre, brisée.

— M. Herbault demande que le nom du donateur de l'arcade de Sarcus soit inscrit sur ce monument. Cette mention, en témoignant de la reconnaissance de la Compagnie, lui paraît de nature à attirer de nouveaux dons.

— M. Bazot lit la première partie d'une étude sur les basoches, dont la pensée lui a été suggérée par un travail sur la basoche de Chambéry, contenu dans le dernier volume de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

Séance du 14 Août 1866.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. le Secrétaire perpétuel dépose sur le bureau les ouvrages offerts depuis la dernière réunion et donne lecture de la correspondance.

— Le Comité du Congrès scientifique de France, qui doit s'ouvrir à Aix au mois de décembre prochain, donne avis de cette session et invite à lui adresser, avant le 20 août, les questions que l'on croirait utile de porter dans le programme qui sera publié incessamment.

— M. Julien, membre titulaire non résidant, écrit de Pas la lettre suivante, pour informer d'une découverte de médailles faite à Mondicourt.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

« Le sieur Damar, habitant la commune de Mondicourt, a découvert, il y a trois jours, en creusant les fondations d'un ancien mur attenant à son habitation, vingt-huit pièces de monnaie en or en bon état de conservation et une trentaine de pièces de monnaie en argent. Aussitôt que j'ai été informé de cette découverte, je me suis rendu à Mondicourt, village situé à peu de distance de Pas, dans le canton d'Avesnes-le-Comte (Pas-de-Calais), et j'ai constaté que les pièces d'or et d'argent étaient enfermées au moment de leur découverte dans un pot de grès qui a été brisé par l'ouvrier qui fouillait le sol. Aucun morceau de ce vase n'a pu m'être représenté.

» Les monnaies d'or sont au nombre de 28 ; elles sont assez minces et leur valeur intrinsèque peut être fixée à dix francs pour chaque pièce. En voici le détail :

1^o Jean de Portugal et des Algarves. 4 pièces.

2° Charles-Quint	2 pièces.
3° Charles-le-Téméraire	3 —
4° François I ^{er}	14 —
5° Louis XII	1 —
6° Charles VIII.	1 —
7° Maximilien I ^{er}	1 —
8° Henri VIII d'Angleterre (douteux)	1 —
9° Une pièce de monnaie anglaise portant en face un navire surmonté d'une croix et de l'autre côté S. Georges terrassant le dragon.	

» Les pièces d'argent sont mal conservées, la surface a été oxidée; c'les sont presque toutes espagnoles ; leur valeur peut être de six réaux ; sur deux ou trois de ces pièces mieux conservées, on lit la date de 1523 ; leur revers porte les armes d'Espagne.

» Le propriétaire se montre très-disposé à s'en défaire, mais il désire les vendre en bloc et moyennant le prix exagéré de 400 francs; il est ouvrier employé à l'usine de M. Ibled, à Mondicourt.

» J'ai cru devoir porter ces faits à votre connaissance en vous assurant de mon dévouement constant aux intérêts de la Société. »

— M. Garnier rend compte de la réunion archéologique de Senlis à laquelle il avait été délégué avec M. Bazot. (Voir page 282.)

La Société s'intéresse vivement au passage relatif à la découverte des arènes. Plusieurs membres demandent si l'on y a rencontré des objets de nature à fixer l'époque de cette construction, si des dessins, coupes et élévations en ont été pris, et si le Comité de Senlis a les ressources nécessaires pour continuer les fouilles et compléter le déblaiement.

M. Garnier répond que non-seulement tous les détails ont été relevés avec soin, mais qu'une réduction en terre

plastique présente l'état des travaux au fur et à mesure de leur avancement, que des médailles du II^e, du III^e et du IV^e siècle ont été recueillies dans les fouilles en même temps que des fragments de bas-reliefs, voire même une inscription, et que des allocations et de généreuses offrandes permettent à la Société de disposer encore de quelques milliers de francs, après avoir payé le terrain dans lequel les arènes se trouvent enfouies.

— Un Membre fait connaître que M. Cornuau, Conseiller d'État, Préfet de la Somme, président honoraire de la Société, vient d'être nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il propose, puisque la Société se trouve réunie, d'aller féliciter ce magistrat qui lui a donné en tant d'occasions des témoignages du bienveillant intérêt qu'il porte à ses travaux.

La Compagnie s'associe unanimement à cette proposition et décide qu'elle ira immédiatement complimenter M. Cornuau d'une distinction qui est la juste récompense du dévouement dont il a fait preuve pendant l'épidémie cholérique qui, depuis deux mois, afflige notre malheureuse cité.

MEMBRES ADMIS.

Titulaires non résidant :

MM. LEFEBVRE-MARCHAND, propriétaire à Mazancourt
(Somme).

D'ABLAINCOURT, propriétaire à Ablaincourt (Somme).

UNE SÉANCE DU COMITÉ DE SENLIS,

(31 juillet 1866.)

Par M. J. GARNIER, Secrétaire perpétuel.

Vous vous rappelez, Messieurs, que le Comité archéologique de Senlis vous avait demandé de déléguer deux d'entre vous pour assister à la réunion extraordinaire qu'il devait tenir le 31 juillet, avec le concours de la Société française d'archéologie.

M. Bazot et moi que vous aviez bien voulu désigner pour cet honneur, nous sommes rendus à Senlis. Mais les exigences de nos fonctions ne nous ont permis que d'y passer une journée, ce que nous avons vivement regretté. Vous le comprendrez par ce compte-rendu sommaire que je vais vous présenter et dans lequel je ne puis cependant qu'indiquer le sujet des lectures qui ont été entendues dans cette première journée.

Le lieu choisi pour la réunion était l'Institution St.-Vincent, ancienne abbaye de chanoines de St.-Augustin fondée au XI^e siècle, mais reconstruite au siècle dernier avec de vastes et magnifiques cloîtres de l'aspect le plus imposant. Rien de gracieux comme l'entrée de cette maison d'éducation créée par l'abbé Poulet et que M. l'abbé Magne, président du Comité, dirige avec un talent qui lui assure chaque jour de nouveaux succès. De beaux et vastes jardins, entretenus avec une entente et un soin parfaits, présentent à la fois des plates-bandes richement fleuries, des planches de légumes sans cesse renouvelées, des arbres à fruit d'une tenue irréprochable et dans tous

les genres de taille. Nous concevons qu'avec une pareille école on puisse enseigner utilement l'horticulture. Là en effet se voit la leçon mise en pratique.

Mais revenons à la séance avant laquelle nous avons pu serrer la main de quelques-uns de nos collègues et saluer plusieurs notabilités archéologiques, MM. de Caumont, Egger, Huillard-Bréholles, etc.

M. le Sous-Préfet, qui présidait la réunion, a exposé, dans un discours aussi bien écrit que bien pensé, ce que c'est que l'archéologie et le secours qu'elle apporte à l'histoire; il a félicité le Comité de ses travaux et de ses succès. Il était facile de voir que ce jeune magistrat parlait en homme qui les aime, d'études qu'il savait si convenablement apprécier.

Le discours de M. l'abbé Magné a été en même temps un remerciement pour les encouragements qu'a reçus le Comité depuis son origine et un compte rendu de ses travaux. Il a su, avec beaucoup d'habileté, énumérer les recherches de ses collègues et faire ressortir le prix des faveurs qu'elles avaient méritées, comme si les résultats heureux qu'il constatait ne pouvaient être rendus féconds que par la continuation des témoignages de sympathie qui déjà les avaient accueillis.

M. Egger, de l'Institut, a exposé dans une simple causerie les divers modes d'écriture employés par les anciens, et s'est attaché surtout aux inscriptions qu'ils nous ont transmises sur des poteries et même des tessons. Le savant professeur du Collège de France a instruit et amusé son auditoire par des faits nouveaux pour la plupart et l'a tenu captif, pendant plus d'un quart d'heure, sous

le charme de sa parole et d'une improvisation pleine de finesse et d'esprit.

M. Peigné-Delacourt a pris pour texte de sa lecture un buste en marbre qu'il a découvert à Senlis et qu'il offrait au Musée naissant du Comité. Notre collègue a établi que la tête est celle de l'empereur Vespasien, qu'elle est romaine, et qu'elle a été remontée sur un buste dans les temps modernes, ce dont on trouve de nombreux exemples.

M. l'abbé Dhamme, qui remplaçait M. l'abbé Gérin inscrit au programme, car ce programme, comme toujours, n'était point une vérité, a passé en revue les monuments archéologiques de l'arrondissement de Senlis, depuis le dolmen de Chamant, les arènes et le château romains de Senlis, jusqu'aux châteaux féodaux, aux églises et aux abbayes les plus remarquables. Cette énumération rapide de ce que chaque époque a laissé dans le pays, lui a permis de rappeler les points étudiés déjà par le Comité, et de faire voir quel vaste champ lui restait encore à explorer. En entendant cette lecture, nous sommes restés convaincus que l'intelligence et le savoir ne feraient point défaut aux travailleurs, et nous n'avons trouvé qu'une précaution oratoire dans l'indulgence réclamée par l'orateur pour un mémoire que nous savions presque improvisé.

M. Petit a décrit l'ancien château et les murs romains de Senlis si bien conservés encore dans quelques parties; il a reconstruit l'enceinte formidable alors des Sylvanectes, indiqué les remaniements qu'ils ont subis à travers les âges, et accompagné tous ces détails de considé-

rations historiques et de rapprochements ingénieux et piquants dont rehaussaient encore le mérite un style élégant et solide et une diction qui appartiennent à la meilleure école.

M. Bourgeois a pris ensuite la parole pour faire connaître les monuments anciens de Crépy et de ses environs. Le débit trop rapide de l'auteur nous a empêché de le suivre parfaitement. Nous avons remarqué cependant quelques observations d'anatomie pathologique faites sur les ossements recueillis dans les sépultures antiques qui nous ont semblé de nature à appeler l'attention de ceux qui font marcher de front les études archéologiques et ethnographiques. Nous espérons pouvoir lire bientôt ce travail, et nous n'y manquerons point, car autour de nous on qualifiait M. Bourgeois de savant et habile investigateur.

M. l'abbé Legoux, qui a exploré en archéologue et en artiste toutes les caves de Senlis, a décrit les plus remarquables. Là, comme chez nous, les tailleurs de pierre ont laissé des preuves de leur habileté, et montré, dans ces constructions souterraines, le même goût et la même richesse d'ornementation qu'ils avaient déployés dans les églises et dans les châteaux qu'ils bâtissaient.

Une discussion qui allait s'engager sur l'usage de ces substructions a été ajournée au lendemain. On s'est borné à citer quelques villes qui possédaient des caves pareilles, et un membre à émettre l'opinion que ces caves servaient autrefois d'ateliers.

Enfin une dernière lecture a été faite au nom de M. Alfred Paisant sur l'origine et l'administration des

biens des évêques et du clergé dans le Nord de la France, du v^e au x^e siècle; mais l'heure avancée n'a permis d'entendre que l'introduction d'un travail qui promettait un grand intérêt.

Une partie de l'assemblée s'est alors rendue aux arènes. Comme nous les avons vues le matin, nous avons employé le temps qui nous restait en attendant le diner, à visiter les principaux monuments, l'Hôtel-de-Ville avec sa façade renaissance plusieurs fois remaniée, le château de St.-Louis assis sur une tour romaine parfaitement conservée; la belle cathédrale avec son portail de diverses époques, magnifique église dont la restauration est confiée à l'un de nos jeunes collègues, M. Edmond Duthoit; puis St.-Pierre, transformé en caserne de cavalerie, nous a montré sa riche et élégante façade et sa tour carrée de la fin du xv^e siècle; nous sommes ensuite revenus à St.-Vincent.

Nous avons de nouveau passé en revue l'exposition qui y avait été organisée. Ce serait un beau commencement de collection, si tout ce qui a été prêté pouvait rester, ce que nous souhaitons de tout cœur. Nous y avons remarqué des silex de Pressigny qui ont donné lieu à tant de débats, des couteaux et des haches en silex, des haches en bronze de diverses formes, une très-curieuse ceinture du même métal, des grains de colliers, des agrafes et des fibules mérovingiennes, puis une foule d'autres objets de toutes les époques, parmi lesquels une réduction des arènes en terre plastique, qui me ramène à ce monument dont j'oubliais de vous parler.

Senlis, ville romaine, devait nécessairement posséder

un théâtre. Aussi le disait-on. Mais où ? voilà ce que nul ne disait. Une fontaine, *fons arenarum*, était mentionnée dans de vieux titres, mais de là à des arènes, il y avait loin. Un membre du Comité, M. Vernois, la conformation du terrain aidant, en tira cette conséquence. Au commencement de 1865, il fit des sondages et trouva deux murs. Il appela sur ce fait l'attention du Comité qui déblaya, et les arènes étaient découvertes. On s'intéressa à l'œuvre, les souscriptions arrivèrent, le terrain fut acheté, de grands travaux entrepris. Aujourd'hui on voit un grand couloir formant un demi-ellipse de 30 mètres environ, qui entourait le *podium*, des gradins et les escaliers qui y conduisaient, puis pêle-mêle, des débris de colonnes et de corniches. Les bases des murs sont formées de larges pierres bien taillées, les murs d'échiffre de petites pierres comme celles du théâtre de Champlieu. Enfin, ce qui a fixé surtout l'attention des savants, c'est, au bas de l'un des escaliers, une petite chambre carrée, un *sacellum* avec trois niches à plein ceintre, où se logeaient sans doute quelques divinités topiques. Ce *sacellum* ne se retrouve nulle part. Il ne faut point s'attendre à trouver là un cirque pareil à ceux de Nîmes ou d'Arles. Mais tel qu'il est, c'est une ruine remarquable et qui mérite d'être étudiée. Nous ne doutons pas qu'elle n'attire à Senlis, quand elle sera entièrement débarrassée, les archéologues désireux d'examiner un monument que nous croyons du III^e ou du IV^e siècle.

Mais le diner sonne et chacun se dirige vers la salle du festin. Une table de 100 couverts était préparée dans la cour du cloître, richement enguirlandée par les vignes

vierges qui croissent au pied de chacun des piliers. Vos délégués avaient été placés à la table d'honneur. A la fin du diner que nous trouvâmes charmant, grâce aux aimables voisins qui nous avaient été donnés, des toasts furent portés par M. l'abbé Magne, président, M. de Caumont, M. Egger et M. le Maire de la ville. Le nom de la Société avait été plusieurs fois prononcé et je désirais, à mon tour, remercier nos hôtes de l'accueil qui nous avait été fait, de ce qui avait été dit de flatteur pour notre Compagnie, et surtout féliciter hautement le Comité de Senlis de ses travaux et de ses succès. Mais le devoir nous rappelait, et les chemins de fer ont des exigences qu'il faut subir. Pour la première fois, peut-être, nous qui sommes amis de tous les progrès, nous nous sommes pris à nous plaindre de celui-ci. Nous avons regretté, l'avouerai-je, ces lourdes diligences qui, si elles voituraient lentement, avaient du moins la complaisance de laisser aux amis le temps de se serrer la main à loisir et de se dire adieu, en se quittant, aussi longuement qu'ils le désiraient.

RAPPORT

sur un ancien Jeu de Cartes allemandes

Offert au Musée Napoléon.

Par M. J. CORBLET, membre titulaire résidant.

MESSIEURS,

« M. E. Dantin de Picquigny a bien voulu offrir au Musée Napoléon un ancien jeu de cartes numérales allemandes que je vais faire passer

sous vos yeux. Je ne veux point abuser de cette occasion pour remonter à l'origine des cartes, et démêler ce qu'il y a de plus plausible dans les divers systèmes historiques du P. Daniel, du P. Ménéstrier, de l'abbé Bullet, de l'abbé Bettinelli, de Gabriel Peignot, de MM. Paul Lacroix, Duchesne, Leber et de Reiffenberg. Je me bornerai simplement à vous décrire en quelques mots les gravures coloriées que vous avez sous les yeux et qui composent un jeu de piquet de 32 cartes.

» Comme dans tous les jeux de cartes allemands, les couleurs sont ici représentées par les cœurs, les grelots, les glands et les lierres. Les cœurs ne diffèrent guères de ceux de nos cartes françaises que par la nuance de la couleur rouge. Toutefois le 8 et le 10 nous offrent dans la colonne centrale des cœurs mi-partie jaune et rose, traversés par une barre rouge. Les grelots qui, du XI^e au XIII^e siècle, furent un signe de distinction pour les barons d'Allemagne, sont jaunes et entourés d'un cercle rouge. Les glands, assez dédaigneux de la réalité, pour la forme et la couleur, sont vert, jaune et rouge. Le lierre, plus respectueux pour la vérité, affecte la forme d'une pomme verte.

» Les savants allemands, qui sont très-friands de symbolisme, ont voulu assigner à ces quatre couleurs des significations allégoriques. Selon les uns, le cœur, le grelot, le lierre et le gland représentent l'église, la noblesse, la bourgeoisie et le peuple ; selon d'autres, elles figurent, en suivant le même ordre, l'Asie, l'Amérique, l'Europe et l'Allemagne. Enfin d'autres érudits y voient l'Amour, la Folie, la Science et l'Agriculture. J'ai bien examiné les figures accessoires qui accompagnent chacune des couleurs et je crois qu'il faudrait une énorme dose de bonne volonté pour y trouver une application constante de l'une des séries d'idées que je viens de rappeler.

» Les quatre rois couronnés et armés du sceptre sont assis sur des sièges armoriés. Deux d'entr'eux sont coiffés de turbans, ce qui pourrait peut-être fournir un argument à ceux qui sont partisans de l'origine orientale des cartes à jouer.

» Nous n'avons point de dames : on sait qu'elles sont d'invention française et qu'on n'en rencontre point dans les anciens jeux d'Allemagne et d'Espagne.

» Dans les jeux allemands, les as n'apparaissent qu'au *xviii^e* siècle, au *xvii^e* selon d'autres. Notre exemplaire n'en contenant point, pourrait donc être assigné pour son origine soit au *xvi^e* soit au *xviii^e* siècle. Mais certains costumes ne permettent point de le reporter au-delà du *xviii^e* siècle. Les as sont remplacés par une seconde série de valets qui diffèrent uniquement des autres par la couleur, qui est placée en bas, au lieu de l'être en haut. Des auteurs spéciaux disent que les uns sont des écuyers et les autres des valets inférieurs. En considérant notre jeu, il nous paraît bien difficile d'établir une différence dans les conditions des deux valets de chaque couleur. On pourra, si l'on veut, reconnaître la prééminence du valet de lierre qui joue de la flûte sur celui qui joue du tambour ; mais comment distinguer l'écuyer dans ces deux valets de gland qui manient également des fleurets ou dans ces deux valets de grelots qui vont chacun se servir de leur épée ?

» Les cartes numériques se composent du deux, du sept, du huit, du neuf et du dix. Cette dernière série porte seule un chiffre, en caractère romain. Des sujets variés, assez grossièrement dessinés accompagnent les cartes numériques. Nous nous bornerons à indiquer deux lions, un Bacchus, une femme qui tient un cœur, un Cupidon aux yeux bandés, une femme qui s'éventaille et tient un chien en laisse, l'aigle de l'empire d'Allemagne escortée d'une licorne et d'un cerf, deux chiens, des lapins, un sanglier, un cerf poursuivi par un chien, etc.

» En terminant cette note, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer de voter des remerciements à M. Emile Dantin pour le don qu'il vient de faire au Musée. »

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 3^m trimestre de 1866.

I. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Archives des missions scientifiques et littéraires. Tom. III, 1^{re} liv. — 2^o Bibliothèque impériale. Département des imprimés. Catalogue de l'Histoire de France. Tom. I à IX. Paris, 1855-65, 9 vol. in-4^o. — 3^o Revue des Sociétés savantes. 1866, mai, juin. — 4^o Distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes le 7 avril 1866. Paris, 1866, Impr. imp., 1 vol. in-8^o.

II. Par S. E. M. le Ministre de la Marine.

Revue maritime et coloniale, liv. 67, 68, 69.

III. Par les Auteurs.

1^o Sur quelques tournois en Picardie, par M. A. Janvier. Amiens, 1866, Lemer, in-12. — 2^o Notes pour servir à un armorial des évêques de Soissons, par Arthur Demarsy. Paris, 1866, Dumoulin, in-8^o. — 3^o Notes pour servir à un armorial des évêques de Senlis, par Arthur Demarsy. Paris, 1866, Dumoulin, in-8^o. — 4^o M. Laimant, par L. de Pontaumont. Cherbourg, in-8^o. — 5^o Banc paroissial du général Dumouriez, par L. de Pontaumont. Cherbourg, in-8^o. — 6^o Discours prononcé par M. Achille Jubinal dans la séance du Corps législatif du 25 juin 1866. In-8^o. — 7^o Découverte des restes du Dante à Ravenne. Notice par M. E. Breton. In-8^o. — 8^o Essai sur la domination française en Syrie durant le moyen-âge, par E.-G. Rey. Paris, 1866, 1 vol. in-4^o. — 9^o Quelques études sur les biens communaux à Abbeville, par A. Courbet-Poulard. Abbeville, 1866, Briez, 1 vol. in-8^o. — 10^o Recherches sur les monnaies des comtes de Hainaut, par Renier Chalon. 3^e supplément in-4^o, pl. — 11^o Héron d'Alexandrie. La Chirobaliste. Restitution et traduction par A.-J.-H. Vincent. Paris, 1866, in-8^o, pl. — 12^o Maison de

lépreux lès Bourbourg, par E. de Coussemaker. Lille, 1866, in-8°.
— 13° Ancienne basilique et nouveau cimetière de San-Miniato-al-Monte (près Florence), par Ernest Breton. Arras, 1866, in-8°. —
14° Notice sur des antiquités celtiques ou gallo-romaines du nord de la France, par M. L. Cousin. Dunkerque, 1866, in-8°. —
15° Charles Desmaze. Maurice Quentin de la Tour, peintre du roi Louis XV. Paris, 1854, Michel Lévy, in-18. — 16° Le Parlement de Paris, son organisation, ses premiers présidents et procureurs généraux, avec une notice sur les autres Parlements de France et le tableau de MM. les premiers Présidents et Procureurs généraux de la Cour de Paris (1334-1859), par Charles Desmaze. Paris, 1859, 1 vol. in-8°. — 17° Les ouragans du 7 mai et du 17 juillet 1865, particulièrement dans l'arrondissement de St.-Quentin, par A. Ognier. St.-Quentin, 1866, Hourdequin, in-8°. — 18° Guide de l'étranger au Musée Napoléon d'Amiens, par J. Corblet. Amiens, 1866, Lemer, in-12. — 19° Transmission de la chatellenie de Bourbourg, par le marquis de Godefroy-Mesnilglaise, et note par E. de Coussemaker. Lille, 1866, in-8°. — 20° La croix de Saint-Ulrich d'Augsbourg, par M. R. Chalon. Bruxelles, in-8°, pl.

IV. Par les Sociétés étrangères.

1° Par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique : 1° Mémoires. Tom. xxxv, 1 vol. in-4°. — 2° Annuaire 1866. xxxii^e année. — 3° Bulletins. 34^e année, 2^e série, tom. xx. 35^e année, 2^e série, tom. xxi. — 4° Mémoires couronnés et autres Mémoires. Collection in-8°, tom. xviii. — 5° Les Vieux, par M. Ad. Mathieu. 1866, in-8°. — 2° Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique. xxi, 2^e série, tom. 1^{er}. — 3° Verhandlungen des Vereins für Kunst und Alterthum in Ulm und Oberschwaben. xvii Veröffentlichung. — 4° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society. 1866, part. 1, II. — 5° Nachrichten von der Georg-Augusts Universität und der Königl. Gesellschaft

des Wissenschaften zu Göttingen. Vom Jahre 1862. — Vom Jahre 1863. — 6° Bulletin de la Société liégeoise de littérature wallonne. Tom. vii, 3° liv. Tom. viii, 1° liv. — 7° Annales de la Société archéologique de Namur. Tom. ix, 3° liv. — Rapport sur la situation de la Société en 1863. — 8° Messenger des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique. 1866, liv. 1. 2. — 9° Sitzungsberichte der Königl. bayer. Akademie der Wissenschaften zu München. 1861, I, Heft, 1, 2. — 10° Bulletin de l'Académie impériale des sciences de St.-Petersbourg. Tom. iv, nos 7, 8, 9. Tom. v, nos 1, 2. Tom. ix, nos 1, 2, 3, 4. — 11° Revue de la numismatique belge. Tom. iv, 3° liv.

V. Par les Sociétés françaises.

1° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. 4° trim. 1863, 3°, 4° trim. 1865, 1°, 2° trim. 1866. — 2° Bulletin de la Société académique de Poitiers, nos 69, 85, 90, 93, 101, 102, 103, 105, 106, 107. — 3° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, nos 3, 4, 5, 6, 7, 8. — 4° Congrès scientifique de France. Trente-et-unième session tenue à Troyes au mois d'août 1864. Troyes, 1865, 1 vol. in-8°. — 5° Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, tom. ix. — 6° Bulletin du Comice agricole de l'arrondissement de St.-Quentin pendant l'année 1865, tom. xiv. — 7° Mémoires de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. 1865. — 8° Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. viii^e année, 1865. — 9° Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire. xvii^e et xviii^e vol. — 10° Bulletin du Comité flamand de France. Tom. iii, nos 6, 11, 12, 13, 14, 17, 18, et janvier, février, mars 1866. — 11° Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny. 1864, nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 11 et 12. 1865, nos 2, 3, 5, 6, 10, 11, 12. 1866, nos 1, 2, 3, 4. — 12° Revue de la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, nos 2, 3, 4. — 13° Bulletin de la

Société académique de Laon, tom. xv. — 14° Annuaire historique pour l'année 1863, publié par la Société de l'Histoire de France. 1 vol. in-18. — 15° Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France. Année 1863. Année 1864. 2 vol. in-8°. — 16° L'Investigateur, journal de l'Institut historique, nos 374, 375, 376, 377, 378, 379. — 17° Bulletin de la Société historique et archéologique du Limousin, tom. xv. — Registres consulaires de la ville de Limoges, f. 1 à 12. — Nobiliaire du Limousin, f. 10, 11. — 18° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. 1866, nos 3, 4. — 19° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Caen. 1 vol. in-8°. — 20° Mémoires de la Société littéraire de Lyon. 1865. — 21° Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France. 1865, 3^e et 4^e trim. — 22° Rapport sur les comptes de la dernière loterie du Musée Napoléon. Amiens, 1866, Lemer, in-8°. — 23° Précis analytique des travaux de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, pendant l'année 1861-1865. 1 vol. in-8°. — 24° Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais, tom. viii. 1 vol. in-8°. — 25° Journal de la Société d'archéologie lorraine, tom. i, v, vii, viii, 1^{re} série. 2^e série, tom. i, ii, iii, iv, v, vi, vii. — 26° Journal de la Société d'archéologie et du Comité du Musée lorrain, tom. v, vi, vii, viii, ix, x, xi, xii, xiii, xiv. — 27° Annales de la Société historique et archéologique de Chateau-Thierry (Aisne), année 1865, in-8°. — 28° L'Agronome praticien, journal de la Société d'agriculture de Compiègne, nos 46, 47, 48, 49, 50. — 29° Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire, tom. xlv. Tom. xlv, liv. 1, 4, 5, 6. — 30° Compte-rendu des travaux de la Commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils du département de la Gironde, pendant les exercices de 1843 à 1864, 49-50, 52-53, 53-54, 54-55, 62, 64. — Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les comptes-rendus de la Commission de 1840 à 1855. — 31° Bulletin de la Société

départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 1^{re} année, 1866, 1^{re}, 2^e liv. — 32^e Bulletin de la Société académique de Boulogne, 1866, n^o 1. — 33^e Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, n^{os} 10, 11, 12, 13, 14, 15. — 34^e Mémoires d'histoire naturelle. tom. II. — Catalogue des lépidoptères du département de Saône-et-Loire, par A. Constant. Publication de la Société éduenne. — 35^e Annales de la Société académique de Nantes, 1865, 2^e semestre. — 36^e Mémoires de la Société académique de Touraine, tom. xv. — 37^e Annales de la Société d'émulation du département des Vosges, tom. XII, 1^{er} cahier. — 38^e Annales de la Société impériale d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire, tom. IX, 3^e et 4^e liv. — 39^e Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, tom. XIII, 4^e trim. Tom. XIX, 4^e trim. — 40^e Bulletin de la Société archéologique de Nantes, tom. VI, 1^{er} et 2^e trim. 1866. — 41^e Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers, tom. VIII, cahiers 3, 4. — 42^e Mémoires de la Société de statistique, sciences et arts du département des Deux-Sèvres. 2^e série, tom. V. 2^e série, tom. VI, 1^{re} part. — 43^e Mémoires de la Société archéologique de Touraine, tom. XVI. — 44^e Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard. 2^e série, vol. II, pag. 1 à 107. — 45^e Annales du Comité flamand de France, tom. VIII, 1864-1865. — 46^e Mémoires de la Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube. 3^e série, tom. II. — 47^e Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers, tom. III, 4^e liv. Tom. IV, 1^{re} liv. — 48^e Le Breviari d'Amor de maltre Ermengaud, suivi de sa lettre à sa sœur, publié par la Société archéologique de Béziers, tom. II, 1^{re} liv. — 49^e Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 2^e trim. 1866. — 50^e Bibliothèque de l'école des chartes, 1866, mars, avril, mai, juin. — 51^e Bulletin de la Société agricole et industrielle du canton de Calais, n^o 1, 2^e série de 1865. — 52^e Bulletin

de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, tom. iv, 1^{re} liv. — 53^e Bulletin des travaux de la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure, année 1864-1865. — 54^e Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, tom. vii, 1865. — 55^e Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, n^o 51 — 56^e Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, 5^e année, 4^e trim. 6^e année, 7^e année, 1^{er} trim. — 57^e Bulletin de la Société historique et archéologique de la Charente, 4^e série, tom. ii, année 1864. Tom. iii, année 1865. — 58^e Académie des sciences et lettres de Montpellier. Mémoires de la section des lettres, tom. iii, 1 vol. in-4^e. Tom. iv, 1^{er} et 2^e fascicule. — Section des sciences. Extrait des procès-verbaux des séances, années 1863, 1864. — 59^e Mémoires de la Société historique et archéologique de Langres, tom. 2, n^o 4. — 60^e Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise, tom. vi, 1^{re} part. — 61^e Mémoires de la Société académique de Boulogne-sur-mer, 1864-1865. — 62^e Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, xiv^e vol. — 63^e Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres, arts, agriculture et commerce du département de la Somme, 2^e série, tom. iv.

VI. Publications périodiques.

1^o Revue de l'Art chrétien, n^{os} 6, 7, 8. — 2^o Journal des Beaux-arts, n^{os} 13, 14, 15, 16. — 3^o Le Moniteur de l'archéologie, paraissant le 1^{er} de chaque mois, sous la direction de M. J.-G. Cous-
toul, 2^e série, tom. 1^{er}, n^{os} 1, 2. — 4^o Le Cabinet historique, n^{os} 5, 6, 7, 8. — 5^o L'Institut, n^{os} 366, 367.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du 13 Novembre 1866.

Présidence de M. Ch. Durou, Président.

M. l'abbé Roze, membre titulaire non résidant, assiste à la séance.

Lecture est donnée de la correspondance.

— S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique informe que, par arrêté en date du 13 août, il a attribué à la Société une allocation de 400 fr. à titre d'encouragement.

— M le Conseiller d'État, Préfet de la Somme, fait connaître que le Conseil général, sur sa proposition, a voté, en faveur de la Société, une allocation de 1,200 fr.

— S. E. M. le Maréchal-Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts annonce qu'à l'occasion de la fête de S. M. l'Empereur et d'après ses ordres, les ouvrages suivants sont accordés à la Bibliothèque de la Société : 1° *Nécropole de Camiros* ; 2° *L'Art Gaulois* ;

3° *Bronzes antiques* ; 4° *L'Art harmonique aux XII^e et XIII^e siècles* ; 5° *Les Gemmes du Musée Campana*.

Des remerciements sont votés à S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique, à S. E. M. le Maréchal-Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts et à M. le Conseiller d'État, Préfet de la Somme.

— M. Peigné-Delacourt donne quelques éclaircissements sur la manière dont il entend composer l'*Histoire d'Ourscamp*, qui doit faire suite au Cartulaire qu'il a publié. — Cette communication est renvoyée à la Commission d'impression.

— M. Auguste Dubois, ancien professeur, à Paris, propose de publier, dans les Mémoires de la Société, un poème latin sur Jeanne Darc, de Valerand de la Varane, d'Abbeville. — Cet ouvrage ayant été publié déjà en 1516, à Paris, l'Assemblée décide qu'il n'y a point lieu d'accueillir cette proposition.

— M. Henri Bordier demande si la Société serait disposée à admettre dans ses publications une notice sur Philippe de Beaumanoir, fameux jurisconsulte beauvaisien. — La Société renvoie cette affaire à l'examen de la Commission d'impression.

— M. le Conseiller d'État, Préfet de la Somme, remercie la Société de la démarche qu'elle a faite auprès de lui pour le féliciter à l'occasion de sa promotion au grade de grand-officier de la Légion-d'honneur.

— M. Le Fèvre-Marchand remercie la Société de son admission en qualité de titulaire non résidant et adresse deux notes, l'une sur un reste de fétichisme dans le

Santerre, l'autre sur les armoiries de la maison et des anciens seigneurs de Chaulnes.

— M. le Président fait connaître que le prix d'histoire fondé par la Société au Lycée d'Amiens, a été remporté cette année par l'élève Aubey, de la classe de Philosophie.

— Sur la proposition de son Président, la Société décide qu'elle accorde gratuitement un exemplaire de ses publications à M. De Grattier, membre honoraire, qui a été l'un des membres fondateurs de la Compagnie.

— M. le Président annonce que le Musée Napoléon a récemment acquis de M. le marquis de Landreville plusieurs bois sculptés provenant pour partie du chemin de croix de l'ancienne abbaye de Corbie.

— M. le Président, rappelant les paroles flatteuses prononcées par M. Fleury, recteur de l'Académie de Douai, dans son discours à la distribution des prix du Lycée, propose de conférer à ce fonctionnaire le titre de membre honoraire. M. le recteur est présenté pour être admis en cette qualité.

— M. Dutilleux lit une note publiée dans la *Revue de la Chronique des Arts*, dans laquelle il est dit que le Musée Napoléon vient d'acquérir, au prix de trois cents et quelques mille francs, la collection de M. Bouvier.

— M. l'abbé Corblet appelle l'attention de la Société sur la traduction de la *Légende dorée* faite par M. l'abbé Roze; il dit que, pour satisfaire au vote de la Société, M. Rousseau-Leroy, éditeur probable de cet ouvrage, est décidé à tirer 200 exemplaires accompagnés du texte latin de Jacques de Voragine. Il demande si, moyennant cette disposition, la Société entend toujours allouer, pour

cette publication dudit ouvrage, la subvention de 500 fr. votée conditionnellement dans une séance précédente. La Société, s'en référant à sa délibération antérieure, déclare qu'elle consent à cet arrangement, à la condition du dépôt par l'éditeur entre les mains de la Société d'un certain nombre d'exemplaires contenant le texte latin et la traduction française.

— M. l'abbé Roze donne lecture d'un fragment d'un travail par lequel il se propose de continuer jusqu'à nos jours, pour le diocèse d'Amiens, les biographies épiscopales données dans la *Gallia Christiana*. La notice de M. Roze est consacrée à M^{sr} Demandolx.

— M. le Secrétaire perpétuel lit les deux notices de M. Le Fèvre-Marchand dont il est parlé plus haut.

— M. Antoine signale à l'attention de la Société la publication faite par M. Éd. Gand, d'Amiens, sous le titre : *Archives industrielles du département de la Somme*. Indépendamment de la partie technique, cet ouvrage renferme un ensemble de recherches historiques très-intéressantes et qui rentrent dans le cercle des études de la Société. La Compagnie décide qu'elle souscrira pour la partie historique à cette œuvre que recommandent suffisamment le talent bien connu et les connaissances spéciales de son auteur.

— La Société s'ajourne à quinzaine pour l'examen de diverses affaires.

Séance extraordinaire du 27 Novembre.

Présidence de M. Ch. Duvoua, Président.

M. Vion fait remarquer, au sujet de la délibération

concernant l'ouvrage de M. Gand sur l'industrie amiénoise, que la partie historique ne fait pas l'objet de tel volume particulier, mais est répandue çà et là dans tout le livre. Il demande que la Société souscrive en conséquence à l'ouvrage entier. La Société se rallie à cette proposition et vote l'acquisition de l'ouvrage de M. Gand.

— M. le Secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance.

— M. l'abbé Gosselin, de Marquivilliers, rappelle une note sur une trouvaille de monnaies d'or du ^{xiv}^e et du ^{xv}^e siècle, faite à Warsy, qu'il avait adressée le 2 juin.

— M. Picart, de Luchaux, remercie la Société de l'avoir admis au nombre de ses membres titulaires non résidants, et fait connaître un tableau qui de l'église d'Humbercourt (Somme) est passé dans celle de Coulemont (Pas-de-Calais), et qu'il croit provenir de la confrérie de N.-D.-du-Puy d'Amiens.

— M. Le Fèvre-Marchand adresse une note sur divers objets antiques trouvés à Genermont, dépendance de Fresne-Mazancourt.

— M. J. Lion envoie une notice sur la voie romaine d'Amiens à Boulogne, d'après la Table théodosienne.

— M. le Président expose que M. du Sommerard, venu récemment à Amiens sur l'invitation de M. le Préfet, a procédé à l'estimation de la collection d'objets d'art de M. Bouvier, et que cette estimation monte à plus de 300,000 fr. Il demande à la Société si elle serait d'avis de poursuivre l'acquisition de cette collection et de chercher les moyens nécessaires pour acquitter cette somme

considérable. La seule voie qui lui paraisse convenir est celle de la concession d'une nouvelle loterie. — Après quelques observations de M. Vion et une discussion à laquelle prennent part le plus grand nombre des membres présents, la Société décide à l'unanimité : 1° Qu'il y a lieu d'acquérir pour le Musée Napoléon la collection Bouvier ; 2° de solliciter la concession d'une loterie à un capital suffisant pour acquitter la dépense qui doit résulter de cette acquisition ; 3° de demander à M. Bouvier le dépôt provisoire de sa collection dans l'une des Salles du Musée ; 4° de renvoyer l'exécution de ces diverses propositions à la Commission nommée pour le même objet le 25 octobre 1864, à laquelle sont adjoints trois membres nouveaux et qui est en conséquence composée ainsi : MM. Bazot, président ; Corblet, Dutilleux, Garnier, Vion, Pouy, Herbault, Crauk et Jourdain.

— M. Corblet donne lecture de la seconde partie de la notice sur les origines de l'Institut des Filles de la Croix de Roye. — Cette lecture entendue avec un vif intérêt, est renvoyée à la Commission d'impression.

— M. Garnier lit, au nom de M. Lion, membre titulaire non résidant, une notice sur la voie romaine d'Amiens à Boulogne.

— M. le Président dépose sur le bureau et signale à l'attention de la Société une brochure contenant le compte-rendu, par M. l'abbé Corblet, de l'exposition de peintures anciennes organisée dans le Musée Napoléon par les soins de la Commission du monument.

Séance extraordinaire du 4 Décembre.

Présidence de M. Ch. Duroua, Président.

M. Bazot présente un rapport verbal sur le résultat de la mission confiée dans la dernière séance à une Commission spéciale pour traiter avec M. Bouvier de l'acquisition de la collection d'objets d'art appartenant à ce dernier, qui a signé à cet égard un compromis. — M. Bazot demande si la Société entend ratifier ce traité.

Après quelques observations de détail, la Société, consultée par son président, décide à l'unanimité : 1° Qu'elle approuve dans toute sa teneur le traité passé avec M. Bouvier, pour l'acquisition de sa collection ; 2° qu'elle donne à la Commission nommée spécialement à cet effet les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la teneur de cette convention et en poursuivre par tels voies et moyens qu'il appartiendra la réalisation ; 3° qu'elle commet aux fins de donner à cet effet toute signature au nom de la Société, les membres composant ladite Commission ; 4° qu'elle autorise la Commission à emprunter ainsi qu'elle avisera et aux conditions que celle-ci jugera les plus avantageuses, la somme qui doit, aux termes de l'acte, être mise dans le délai d'un mois à-mains de M. Bouvier.

Après le vote de ces diverses propositions, M. Bazot expose que la garde et la conservation de la collection actuellement déposée au Musée impose à la Société une responsabilité qu'il importe d'atténuer autant que possible. Il demande à ce que ladite collection soit renfermée dans un endroit spécialement affecté à cette desti-

nation, que les portes et fenêtres soient solidement fermées, en un mot, qu'on adopte toutes les sûretés et précautions nécessaires.

La Société charge la Commission de prendre sur ce point toutes les mesures qu'elle avisera.

La Société décide en outre qu'un recolement général sera fait de tous les objets composant la collection, en présence du président de la Société et du président de la Commission et que ce recolement aura lieu sur la minute de l'inventaire dressé pendant l'exposition à la Préfecture par l'un des membres de la Société.

Séance ordinaire du 11 Décembre.

Présidence de M. Ch. DUBOIS, Président.

M. le Secrétaire perpétuel dépose sur le bureau les ouvrages offerts et donne lecture de la correspondance.

1^o M. Dupuis, secrétaire du Comité archéologique de Senlis, écrit que le Comité a entrepris la publication d'un travail sur les monnaies de Senlis, que la mort a empêché M. le Dr Woillemier d'achever. Il désirerait connaître si la Société possède des pièces de Senlis et des bons de confiance émis par cette ville.

M. le Secrétaire perpétuel a répondu que le médaillier fort pauvre de la Société ne possédait point de monnaies de Senlis non plus que des bons de confiance. Que la collection d'assignats de M. Lagrené à laquelle M. Dupuis semble faire allusion, n'a point été donnée à la ville d'Amiens, mais à M. le commandant Colson, qui en a fait don, il pense, à la ville de Nîmes. Que dans une note sur

les papiers-monnaies des départements du Nord, publié par M. Lagrené, dans le bulletin de la Société, en 1848, il ne se trouve aucun papier de Senlis. — M. le Secrétaire perpétuel invite ceux de ses collègues qui en connaîtraient, à en faire part à M. Dupuis.

— M. le Président et M. le Secrétaire de la Société d'archéologie, sciences, arts et belles-lettres de la Mayenne, adressent le premier volume des travaux de cette Compagnie et demandent l'échange des publications. — Cette proposition est acceptée et la Société de la Mayenne sera inscrite sur la liste des Sociétés auxquelles les Mémoires sont adressés.

— M. Forceville écrit qu'il a fait frapper, d'après son modèle, pour perpétuer et représenter le prix Lhomond qu'il a fondé au Lycée d'Amiens, une médaille spéciale à l'effigie du savant et modeste professeur, et en adresse un exemplaire en bronze pour être déposé dans les collections de la Société. — Des remerciements sont votés à M. Forceville.

— L'ordre du jour appelle le renouvellement du bureau. A la suite du dépouillement du scrutin, M. Dufour est proclamé président; M. Salmon, vice-président; M. Dutilleux, secrétaire annuel. — M. Dutilleux remercie la Société de l'honneur qu'elle lui a fait en le confirmant dans les fonctions de secrétaire annuel, et l'invite à lui donner un successeur. La Compagnie n'accepte point cette démission; elle espère que M. Dutilleux voudra bien la reprendre et continuer de lui prêter le concours dévoué dont elle s'est plu, par son vote, à le remercier.

Le Bureau se trouve, en conséquence, ainsi composé pour 1867.

Président : M. DUFOUR.

Vice-Président : M. SALMON.

Secrétaire perpétuel : M. GARNIER.

Secrétaire annuel : M. DUTILLEUX.

Trésorier : M. BAZOT.

MEMBRES ADMIS.

Membre honoraire :

M. FLEURY, recteur de l'Académie, à Douai (Nord).

✓ Titulaire non résidant :

M. PICART, percepteur des contributions directes à Lu-cheux (Somme).

NOTICE

Sur une Trouvaille de Monnaies faite à Warsy (Somme)

EN MAI 1866,

Par M. l'Abbé J. GOSSELIN, membre titulaire non résident.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« On m'apprenait lundi dernier qu'une découverte de monnaies anciennes avait été faite, le vendredi de la semaine précédente, dans la commune de Warsy, par des ouvriers occupés à débarrasser un terrain des débris d'une vieille maçonnerie qu'on voulait relever. Cette nouvelle piquait naturellement ma curiosité. Mais, n'ignorant pas que, en matière de trouvaille, nos bons villageois ne se laissent questionner qu'avec une extrême méfiance, ne concevant pas qu'on

puisse rechercher dans leurs écus autre chose que la matière dont ils sont composés, je pris le parti de m'adresser à M. le curé de Lignières qui connaissait particulièrement les heureux possesseurs du trésor en question.

» Il était déjà trop tard pour le retrouver dans son entier. Il avait été divisé en deux parties, et l'un des propriétaires s'était hâté de porter la sienne au *beau premier lapidaire*, pour en avoir le prix en bons Napoléons. Cette précipitation s'expliquait assez, car il ne s'agissait de rien moins que d'une quantité de 72 ou 73 écus d'or, dont la valeur matérielle, estimée à première vue par l'orfèvre, pouvait dépasser 700 francs. Il me fallait donc me contenter d'examiner la partie restante que M. le curé de Lignières s'empressa de me communiquer lui-même. C'est le résultat de cet examen, Monsieur le Président, que j'ai cru devoir adresser à la Société, non pas que j'aie la prétention de lui révéler l'existence de types inconnus, mais parce que toutes les découvertes de ce genre, lors même qu'elles ne présenteraient pas un intérêt historique ou artistique bien évident, peuvent toujours offrir à la Société l'occasion d'acquérir quelques exemplaires assez rares et d'une conservation parfaite, destinés à compléter ses collections.

» Avant de faire l'énumération des trente-six pièces que j'ai pu examiner, et dont aucune n'est antérieure au *xiv^e* siècle, ni postérieure au *xvi^e*, il ne sera pas inutile de dire un mot de l'endroit où elles ont été trouvées.

Les villages de Guerbigny et de Warsy sont bâtis, comme on le sait, sur la rive droite de l'Avre, et une grande partie de leurs habitations sont assises, d'une manière assez pittoresque, sur le versant des falaises au pied desquelles coule cette petite rivière. Cette situation rend difficile l'accès des maisons, et les perrons sont nécessaires pour leur enlever une partie de leur contre-bas. C'est sous un de ces perrons que les monnaies étaient enfouies.

» Parmi les démolitions que l'on conduisait aux décharges de la commune, le charretier remarqua une pierre de petite dimension qui avait été taillée d'une manière particulière: et, en la considérant attentivement, il s'aperçut qu'un trou y avait été pratiqué; il fit sauter la terre qui en fermait l'orifice, et les 73 pièces d'or s'en échappèrent, aussi brillantes qu'au sortir du creuset.

» Pour expliquer la présence en ce lieu d'une somme aussi considérable, pour y compter surtout, au milieu d'un certain nombre de monnaies françaises, une aussi grande quantité de pièces étrangères, d'Espagne, de Portugal, d'Angleterre, des Pays-Bas, etc., il faut nécessairement se reporter au milieu du *xvii^e* siècle, à cette funeste époque où les factions de cour prêtaient main-forte aux ennemis de l'Etat pour ruiner la Picardie. En 1653, l'armée Espagnole, commandée par le prince de Condé, après avoir emporté la ville de Roye, avait établi son camp à Guerbigny, et ruiné entièrement le village de Warsy. Les populations n'étaient pas plus favorables aux soldats de Condé qu'elles ne le furent plus tard aux Prussiens et aux Cosaques de 1814, et il ne faut plus douter, après les découvertes de cadavres qui ont été mis à jour, il y a plusieurs années, en différents endroits de ces villages, et notamment dans le jardin de la maison même où ces monnaies viennent d'être trouvées, que les pillards castillans n'aient été fréquemment les victimes de ces mystérieuses exécutions qu'on vit se renouveler dans nos campagnes à l'époque de l'invasion. Dans la supposition donc que tous ces beaux écus d'or auraient primitivement garni l'escarcelle d'un aventurier de Jean de Wert ou d'un partisan de Condé, se trouverait tout à la fois et la raison de la présence en ce lieu de tant de monnaies étrangères, et celle de leur enfouissement sur place, par crainte de représailles.

» Quoi qu'il en soit, je ne tiens pas autrement à cette explication, qui, fût-elle vraie, n'ajouterait à la découverte aucun intérêt

nouveau. Je l'abandonne à l'appréciation de la Société, et je passe à l'énumération et à la description des pièces.

(ANGLETERRE).

» 1. La plus importante, selon moi, et la première par ordre de temps, est un de ces *nobles à la rose* qui, par leur date et leur inscription, nous rappellent une des époques les plus malheureuses de notre histoire.

» Au droit : Un vaisseau gréé, sur lequel paraît un prince couronné, tenant de la main droite une épée, de la gauche, en guise de bouclier, un écu penché écartelé de France et d'Angleterre; à droite du guerrier est un étendard portant un E, à gauche, l'oriflamme de St.-Denis; autour on lit : EDWARE + DI + GRA + REX : ANG + & FRAN... » Une espèce de rose des vents autour de laquelle se voient des léopards couronnés alternant avec des fleurs de lys; autour on lit ces mots qui respirent la fierté, et qui font manifestement allusion à la marche des Anglais à travers nos provinces : IHC : AVT : TRANSIENS : PER : MEDIVM : ILLORVM : IBAT. — Cette pièce qui est parfaitement conservée, est d'un diamètre assez grand, et pèse environ 8 gr.

» 2. La seconde pièce, que j'ai prise aussi pour une monnaie des rois d'Angleterre, représente au droit une espèce de navire sur le bord duquel se trouve un écusson dont je n'ai pu reconnaître les figures, et de chaque côté d'une ligne verticale que j'ai prise pour un mât, les lettres H et B. Autour, on lit ces mots dont je n'ai pu, à cause de mes connaissances fort restreintes en numismatique, trouver la signification : MONE . NO . HE (ou FIE) DO . D . BRE . AL . D . VIA . — » Un S. Michel terrassant le démon; autour on lit : QVOD IVSTVM EST IVDICATE (1).

(1) Ce qui me fait penser que le personnage représenté sur cette monnaie est St. Michel et non St. Georges, c'est qu'il combat à pied, et qu'il porte des ailes.

(PORTUGAL).

» 3. La troisième pièce est une monnaie de Jean III, roi de Portugal. Au droit : un écu chargé de 5 écussons posés en croix, chacun chargé de 5 besans mis en sautoir, à la bordure chargée de 7 châteaux ; autour on lit : IOHANNES III REX : PORTVG : et AL (G). — R Un diacre martyr debout, tenant de la main droite une palme, et de la gauche un vaisseau. La figure se trouve accostée de deux étoiles, et la légende porte ces mots : VSQVE AD MORTEM ZELATOR FIDEI.

(FLANDRE).

» 4. La quatrième est une monnaie de Philippe, duc de Bourgogne. Au droit : le lion de Flandre assis, la patte droite levée, sous une arcade géminée formée de deux ogives en accolade ; on lit : PHS : DEI : GRA : DVX : BVRG : COMES : FLAND. — R Un écusson écartelé, au 1 et 4 de France à la bordure componée ; au 2 et 3, parti : au 1 bandé de 6 pièces : au 2 chargé d'un lion ; sur le tout de Flandre. Autour on lit : SIT : NOMEN : DOMINI : BENEDICTVM : AMEN (1).

(ESPAGNE).

» 5. Monnaie de Ferdinand et d'Isabelle. Au droit : deux têtes affrontées, celle du prince tournée de droite à gauche, celle de la reine de gauche à droite, Autour on lit : FERNAN^o DVS^o ET^o ELISABT^o DEI^o. — R Un aigle tenant un écusson écartelé : au 1 et 4 contr'écartelé au 1 et 4 au château ; au 2 et 3, au lion ; au 2 et 3, parti, etc... Autour on lit : SVB : VMBRA : ALARVM^o

» 6. Même monnaie que la précédente ; l'inscription du droit est plus complète. Après les noms des archiducs, tels qu'ils se trouvent

(1) Je ne désigne point les émaux ; ils sont imperceptibles, et se retrouvent au reste dans tous les armoriaux.

au n° 5, on lit : PER : D : GRA : les légendes sont en caractères romains.

» 7. Même que les deux précédentes. La légende du  est plus complète, on y lit : SVB : VMBRA : ALARVM : TVARVM : PR :

» Je crois que les deux monnaies suivantes sont de Philippe I^{er}.

» 8. Au droit, une croix semblable à celle du n° 12 excepté qu'elle est cantonnée au 2 et 4 de deux lions, un à chaque canton ; autour on lit : PHS : D : G : HISP • REX : DVX : BRAB. —  Un écusson sommé d'une couronne fermée, entouré du collier de la Toison d'or, et accosté de deux P. La légende : DOMINVS : MICHI : ADIVTOR.

» 9. Le droit présente une tête couronnée, tournée de droite à gauche. On lit autour : PHS · D · G · HISP · AN · z REX · DVX · GER(?). —  Le revers est le même que celui du n° précédent, sauf que l'écusson ne s'y trouve pas accosté des deux P.

» Viennent ensuite sept pièces de Charles-Quint.

» 10 et 11. Au droit : un guerrier revêtu de son armure, et couronné, tenant de la main droite une épée, et de la gauche un monde ; autour on lit : KAROLVS : D : G : ROM : IMP : et HISPA : REX : —  L'aigle à deux têtes portant en cœur un écusson aux 16 quartiers du prince. Autour on lit : DA : MIHI : VIRTUTE : COTRA : HOSTES : TVOS :

» 12. Au droit : un écu écartelé : au 1 fascé de 6 pièces ; au 2 de France à la bordure componée ; au 3, bandé ; au 4... sur le tout de Flandres (S) ? Autour on lit : CARO : D : G : RO : IMP : HISP : REX : DVX : BVRG : et BRA. —  Une croix portant un petit quatrefeuille au centre, terminée à chacun de ses bras par une fleur de lys, et cantonnée au 1 et 4 de l'aigle à deux têtes ; au 2 et 3, d'un château. On lit autour : DA MIHI, comme plus haut, et le millésime de 1543.

» 13 et 14. Exactement conformes au précédent.

» 15. Conforme au n° 12, millésime de 1543.

» 16. Conforme au n° 12, millésime de 1545.

(FRANCE).

» 17 et 18. Monnaies de Charles VIII ; écus d'or *au soleil*. Au droit : l'écusson de France, surmonté d'une couronne ouverte au-dessus de laquelle est un soleil, avec cette inscription : KAROLVS : DEI : GRA : FRANCORVM : REX : ↻ Une croix simple portant un quatrefeuille en cœur, et une fleur de lys à chaque bras. On lit : XPS : VINCIT : XPS : REGNAT : XPS : IMPERAT.

» 19, 20 et 21. Monnaies de Louis XII, écus d'or *à la couronne*. Au droit : l'écu de France surmonté de la couronne et une deuxième petite couronne qui précède les premiers mots de la légende : LVDOVICVS : DEI : GRA : FRANCO : REX. — ↻ Le revers présente la même croix et la même inscription que le n° 17.

» 22. Un écu d'or. Au droit : l'écu de France surmonté de la couronne et accosté de deux fleurs de lys. La légende est la même qu'aux précédents. — ↻ Une croix circonscrite par un trèfle à quatrefeuille, et cantonnée de quatre couronnes avec l'inscription ordinaire : XPS etc...

» 23. Un écu au *porc-épic*, que Louis XII, comme on le sait, avait pris pour armes avec cette devise : *cominus et eminus*. Au droit : l'écu de France surmonté d'une couronne et soutenu par deux porcs-épics ; l'inscription : LVDOVICVS : DEI : GRACIA : FRANCORVM : REX. — ↻ Une grande croix pattée et échancrée sur chaque bout, cantonnée au 1 et 4 de deux L ; au 2 et 3 de deux porcs-épics. Légende ordinaire.

» Toutes les monnaies suivantes sont de François 1^{er}.

» 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30. Au droit : l'écu de France avec l'inscription : FRANCISCVS : DEI : GRA : FRANCORVM : REX. — ↻ Croix semblable à celle du n° 17, cantonnée au 1 et 4 d'une F ; au 2 et 3 d'une fleur de lys, avec la légende ordinaire.

» 31. Un écu à *la salamandre*. Le droit porte un écusson écartelé au 1 et 4 de France ; au 2 et 3 de la salamandre. Abot de Basinghem ne parle pas de cet écusson ainsi écartelé ; les figures que j'ai prises pour deux salamandres seraient-elles deux dauphins ? Je ne le crois pas, car le *h* porte une croix cantonnée, en deux de ses cantons seulement, de deux véritables salamandres.

» 32. Même monnaie. Elle est semblable, pour le droit, au n° précédent ; on y lit : FRANCISCVS · DEI · GRA · FRACOR · REX. Le *h* porte la même croix que le n° 17, avec la même inscription.

» 33. Même monnaie que les précédentes. Le droit a la même inscription et le même écusson écartelé. Le *h* porte une croix fleurdelysée, chargée en deux de ses cantons de F couronnées.

» 34 et 35. Ces n° sont des exemplaires de ces écus que le peuple appela *écus à la croisette*, à cause de la croix carrée qu'ils ont au *h*. Le droit présente l'écu de France, avec l'inscription : FRANCISCVS : DEI : G : FRACOR : REX : D : La croisette du *h* est entourée d'une bordure denticulée avec la légende ordinaire.

» 36. La dernière pièce ne diffère des deux précédentes que par le *h* qui porte une grande croix fleuronée et tréflée, les vides de la croix remplis par des fleurs de lys.

» Tel est, Monsieur le Président, le petit trésor de Warsy. Peut-être ai-je attribué à cette trouvaille plus de valeur archéologique qu'elle n'en a réellement, vous en serez juge. Dans tous les cas, j'aurais cru manquer à mon titre d'antiquaire, si je ne l'avais au moins signalée à votre appréciation. Je n'ai pas été assez heureux pour obtenir à titre gratuit, les quelques pièces qui pourraient manquer aux collections du Musée. L'aveugle fortune a, cette fois, trop bien placé ses dons, et le possesseur de ces vieilles monnaies a été trop heureux de ses faveurs pour s'en dessaisir de la même manière qu'il les a reçues. Si donc la Société pensait que quelques-

uns de ces écus valussent la peine d'être achetés, je vous prierais, Monsieur le Président, de ne pas trop attendre, et de m'en donner bientôt avis. Je ne connais pas le nom du détenteur, mais si vous le désirez, je pourrai m'en informer et vous l'écrire.

Marquivillers, 4 juin 1866.

NOTE POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU DIOCÈSE D'AMIENS,

Par M. LE FÈVRE-MARCHANT, membre titulaire non résidant.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

En compulsant les Archives de la famille Le Jeune de Mazancourt, qui descend de Robert Le Josne, bailli d'Amiens en 1420, ce que constate la généalogie de cette maison rapportée à la p. 171 de la nouvelle édition de l'histoire de l'arrondissement de Péronne, en ce moment en cours de publication, nous avons trouvé, entre autres documents, la pièce suivante, que M. l'abbé P. De Cagny, n'a pas jugé à propos de produire dans la biographie qu'il donne du chanoine Le Jeune, à la page 728 du même ouvrage.

Croyant ce document de quelque intérêt, vu qu'il a rapport à l'histoire de la ville d'Amiens, à l'époque du célèbre traité de ce nom, entre la France et l'Angleterre, en 1802, nous nous empressons de le soumettre à la Société des Antiquaires pour qu'elle en juge.

M. Le Jeune, ancien chanoine titulaire du chapitre de la Cathédrale d'Amiens, dont il est ici parlé, naquit à Barleux près Péronne le 20 septembre 1750, il descendait de Robert Le Josne, qui fut bailli de l'évêché d'Amiens en 1418, bailli de cette ville en 1420, et dont un des fils, Jean Le Jeune, qui avait embrassé l'état ecclésiastique, fut nommé évêque d'Amiens en 1433. (Voir la nouvelle édition de l'histoire de l'arrondissement de Péronne, par M. l'abbé

Paul De Cagny, curé d'Ennemain, page 171, — 172 — et 728. —
Ouvrage encore en cours de publication.)

Charles Le Jeune, fut admis à la prêtrise le 23 mars 1776 et de suite habitué à la paroisse de St.-Jean-Baptiste de la ville de Péronne, où il fut 6 ans; puis on le nomma curé de la paroisse de St.-Médard de Fresnes.

Il en prit possession le 4 septembre 1782; et, après un séjour de 8 années dans cette cure, pendant lequel il défendit avec succès, dans un procès resté célèbre dans le pays, les intérêts de son Église qui étaient menacés par les prétentions de M. Le Vaillant de Brusle, lieutenant-général au bailliage de Péronne et acquéreur depuis peu de la seigneurie de Fresnes-Mazancourt vendue par les ducs de Chaulnes, il fut nommé, le 22 juillet 1790, chanoine titulaire et préchantre de la Cathédrale d'Amiens, secrétaire général du Chapitre et administrateur de la Fabrique;

Il mourut à Amiens, le 25 novembre 1822. On lit sur son tombeau, au cimetière de la Madeleine, où il est enterré :

D. O. M.

Ici repose le corps d'un digne prêtre,

M. Charles Le Jeune, ancien curé de Fresnes, chanoine titulaire et préchantre de l'église Cathédrale d'Amiens, secrétaire général du Chapitre et administrateur de la Fabrique, né à Barleux, le 20 septembre 1750, décédé à Amiens, le 25 novembre 1822, etc....

Le Miroir, journal de la Somme, dans son numéro du jeudi 5 décembre 1822, rapporte cet article nécrologique :

— AMIENS. — M. le chanoine Lejeune est décédé dans le courant de la semaine dernière. L'Église regrette en lui un ecclésiastique vénérable, les pauvres un père, les condamnés un consolateur. Son zèle, ses vertus, sa sagesse, la modération de son caractère et de ses principes lui avaient acquis l'estime générale. En 1793, lorsque tout le clergé était émigré, M. Lejeune, resté dans ses foyers, contribua

puissamment à préserver la Cathédrale des fureurs d'une populace égarée.

Historique de l'Audience accordée par JOSEPH BONAPARTE aux prêtres de la Cathédrale d'Amiens, le 12 Nivose an 10, (2 Janvier 1802) par M. Le Jeune, ancien chanoine titulaire du chapitre cathédral.

Lorsque les ambassadeurs Français et Anglais furent arrivés à Amiens pour le Congrès, toutes les autorités constituées furent admises à l'audience de Joseph Bonaparte, conseiller d'État et ministre de France au Congrès.

Les anciens vicaires épiscopaux, Delignières et Le Jeune, le premier archidiacre, le second promoteur du diocèse, demandèrent une audience au ministre de France par une lettre du 27 Frimaire an 10, conçue en ces termes :

« CITOYEN MINISTRE,

» Les prêtres qui, depuis 1791, exercent le culte catholique dans l'église Cathédrale et dans plusieurs autres de cette commune, prennent la liberté de vous demander un instant d'audience.

» Comme tous leurs concitoyens, ils sont jaloux de vous offrir leurs hommages et de vous témoigner l'expression de leur amour envers le premier Consul.

» Veuillez, Citoyen Ministre, leur accorder cette faveur, qu'ils s'efforceront toujours de mériter par leur attachement aux lois et leur dévouement à la République.

» Salut et profond respect..... Signé :

» DELIGNIÈRES, prêtre à la Cathédrale et notable Départemental.

» LE JEUNE, prêtre à la Cathédrale et notable Départemental.

» Bis, prêtre à St.-Leu et notable communal.

» BEUSGNET, habitué à la Cathédrale, prêtre. »

Le 6 Nivose suivant, le ministre nous écrivit une lettre conçue en ces termes :

« CITOYENS,

» Je vous recevrai très-volontiers, le jour que vous choisirez, à midi.....

» Signé..... BONAPARTE. »

Le 12 Nivose suivant, correspondant au 2 Janvier 1802,

Nous, Delignières, Le Jeune, Bis, Marseille, Beusgnet, Cartié et Flet, à St.-Pierre, faubourg de ce nom, nous transportâmes chez le Ministre à midi précis; on nous annonça, nous fûmes introduits au salon.

Le Ministre descendit et nous lui adressâmes le discours suivant. Moi, Le Jeune, je lui portai la parole de mémoire, en ces termes :

« CITOYEN MINISTRE,

» Les Prêtres qui, depuis 1791, exercent le culte catholique dans l'église Cathédrale et dans plusieurs autres de cette ville, ont l'honneur de paraître devant votre Excellence.

» Ils sentent tout le prix de la faveur qu'elle leur accorde en les admettant à son audience.

» C'est pour eux et pour leurs confrères, dont ils sont les organes, un devoir bien doux, d'offrir leurs hommages au ministre de France et de déposer dans son sein l'expression de leur amour envers le premier Consul.

» Ils n'ont cessé de former des vœux et de faire des prières pour obtenir du ciel le triomphe de la République; ils ne cesseront encore, à l'exemple des premiers chrétiens, de le supplier d'accorder des jours longs et prospères au héros qui l'a assise sur des bases inébranlables, et au sage et habile Ministre qui sait veiller avec tant de sollicitude à la défense de ses droits et à la conservation de sa gloire.

» Le burin de l'histoire gravera en caractères ineffaçables tout ce que le premier magistrat de la République a fait pour donner à

la France une paix glorieuse et à l'humanité entière le repos après lequel elle soupirait.

La postérité la plus reculée ne verra pas sans attendrissement nos temples saints relevés de leurs ruines, le commerce vivifié, les sciences et les arts encouragés, les talents récompensés, et dans les transports de sa reconnaissance, elle érigera dans tous les cœurs cette inscription mille fois plus durable que le marbre et l'airain. »

Le Ministre écouta ce discours avec beaucoup d'attention : il applaudit même par un signe d'approbation à plusieurs endroits et y répondit aussitôt de la manière suivante :

« CITOYENS,

» Je ferai part au gouvernement des sentiments que vous venez d'exprimer ; il n'a jamais douté de votre attachement à ses intérêts. Il n'a pas oublié les services que vous lui avez rendus dans la Révolution. Il sait que vous avez toujours tout fait pour conserver la paix dans l'intérieur. Bien différents d'une autre classe de prêtres envers lesquels le gouvernement a usé d'une grande indulgence, il n'a pas à vous reprocher d'avoir fomenté les divisions ; vous avez toujours été les amis de la paix. Aussi dans les arrangements arrêtés entre le souverain Pontife et le gouvernement Français, le gouvernement a cru devoir reconnaître les services que vous lui avez rendus, vous y avez la première part ; vous serez parfaitement satisfaits du sort qu'on vous destine. Je puis vous parler sagement et avec connaissance de cause ; j'ai assez longtemps travaillé à ces arrangements ; vos droits politiques vous sont de plus assurés.

» J'ignore le parti que prendra le gouvernement à cet égard envers les autres, je vous exhorte à les voir et à les recevoir volontiers ; sous peu toute différence d'opinions va disparaître.

» Il n'en est pas ainsi que des personnes intéressées se sont plu à le répandre dans le public.

» Jamais, non jamais, le souverain Pontife ne nous a regardés ni

comme hérétiques, ni comme schismatiques, ni comme excommuniés ! Le mensonge va disparaître.

» Emportez les marques de mon estime particulière. »

Cette réponse nous a été faite avec tant d'aménité, tant d'affabilité, qu'elle nous a tous comblés de la joie la plus parfaite, elle nous a paru un présage heureux de notre destinée prochaine, et bien certainement un Ministre ne tiendrait pas un pareil langage s'il n'était bien sûr de son fait.

D'après cela, nous attendons avec confiance la publication du Concordat religieux et la nouvelle constitution du Clergé.

NOTE

Sur quelques Trouvailles faites à Générmont,

Par M. LE FÈVRE-MARCHAND, membre titulaire non résidant.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

« Depuis que j'ai eu l'honneur de vous envoyer pour le Musée quelques haches en silex, j'ai continué mes recherches sur l'emplacement dont Générmont occupe une faible partie, mais principalement à l'ouest de cette position au lieu dit l'Arche (Arx, forteresse) où déjà j'avais recueilli nombre d'objets de l'époque romaine.

» J'ai été assez heureux pour y trouver encore plusieurs haches malheureusement moins bien conservées que les premières et des fragments de lames tranchantes aussi en silex, ayant la forme de flèches ou de lances, un petit grès rond, mais un peu aplati « peut-être une pierre de fronde » et des oursins fossiles.

» Les habitants de Générmont prétendent que leur localité était autrefois une ville. On pourrait croire à l'existence dans le principe

d'un camp romain en cet endroit, auprès duquel existe le chemin dit *Tapied* « *tapeta vel strata viarum* (1) » qui vient en ligne droite de Roiglise, Tilloy, Seffourt, Etalon, Curchy, Hyencourt-le-Petit, Omiécourt, Hyencourt-le-Grand, Gomiécourt, *Génermont*, Berny, où se trouve un lieu dit le *Marca*, qui désigne certainement l'emplacement d'une pierre milliaire que l'on retrouverait peut-être en la cherchant dans le cimetière de ce village, ou plutôt dans l'ancienne habitation des Saint-Simon, occupée aujourd'hui par Monsieur Pigeon, maire du pays ; après Berny, cette voie se dirige vers Cléry, par Belloy, les Proyes, Flaucourt où, dit-on, elle s'appelle le chemin des Garguaises (des Etrangers) et Cléry.

» L'existence de ce camp nous serait prouvée non-seulement par sa position favorable (*locum excelsum, circumdatum palude*) auprès de profondes vallées autrefois marécageuses, mais encore par son nom primitif d'Agerimont (*aggeris mons*) les Grands Vaux, (*retranchements importants*). Cette épithète qualificative a surnagé sans altération à travers les siècles. Mais où trouver mieux la cause de cette conversion d'Agerimont en Génermont, si ce n'est dans la manière dont les habitants du pays prononcent en patois le nom de leur localité : Ch'narmont, disent-ils. — On avouera sans peine que de Ch'narmont à Génermont l'erreur fut facile de la part de scribes étrangers à la langue picarde appelés à écrire ce nom qui frappait leur ouïe pour la première fois.

» Les légions de César ont visité, sinon occupé Génermont, ce que vient confirmer la découverte qu'on y a faite de plusieurs médailles antérieures à l'arrivée des Romains dans les Gaules, entre autres une médaille consulaire en argent de Q. Lutatius Catullus, qui vivait l'an 78 avant J.-C.

» Nous avons vu en 1854 un beau médaillon en bronze de Jules

(1) Les tapis, les lits des chemins.

César, du poids de 30 grammes, trouvé aussi en cet endroit par un ouvrier de Fresnes. M. Bondonis, percepteur d'Estrées-Deniécourt, dont chacun connaît la fin si malheureuse, s'en rendit acquéreur.

• Nous citerons encore quelques autres médailles :

ÈRE DES AUGUSTES ANTÉRIEURE A J.-C.

— Caesar. Augustus. Pater Patriae, Argent. R. Principi Juventutis..... an 27.

ÈRE CHRÉTIENNE.

— Tiberius Caes. Imp. Aug. P. Tri. Cos. vi. Censor. Moyen bronze. R. Pat. Aug. — S C..... An 14.

— Tiberius Claudius Nero. Argent. R. Principi Juventutis. An 14.

— Diva Faustina. Moyen bronze. R. Pax Aug.

— Posthumus Augustus. Petit bronze. R. Pax Aug. An 261.

— Imp. Maximianus Aug. Moyen bronze. R. Genio populi Romani. Exergue. P, L C. An 286-305.

— Constantinus Aug. Petit bronze. Ex : P, T R..... An 306.

— Constantinus Junior. Petit bronze. R. Beata tranquillitas Ex : P, T R. *Constantin tient dans la main une statue de la Victoire qui le couronne.* An 337.

— D. N. Decentius Caesar. Ex. P. T R. Moyen br. An 351.

— Valentinianus. Petit bronze. R. Securitas Reipublicæ. An 364.

• Nombre d'autres objets et monnaies, mais frustres, ont été déjà cités dans le rapport présenté par M. De Cagny, curé d'Ennemain.

• Nous terminons en répétant ce qu'il disait si bien à la Société des Antiquaires de Picardie, dans le premier bulletin, année 1866 ; oui, des fouilles seraient faciles à Générmont, et peu coûteuses parce que rien autre chose que les récoltes ne pourraient en empêcher l'exécution.

Mazancourt, 23 novembre 1866.

UN RESTE DE FÉTICHISME DANS LE SANTERRE

AU XIX^e SIÈCLE,

Par M. LE FÈVRE-MARCHAND, membre titulaire non résidant.

On sait que de nos jours encore, chez les peuples les moins civilisés de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique, chaque tribu, chaque famille, chaque individu, se choisit un fétiche, c'est-à-dire, une divinité tutélaire, parmi les pierres, les arbres, les animaux. Dans nos villages du Santerre, il n'est pas rare non plus de voir, en entrant dans la cour des vieilles habitations, un gros caillou pendu aux murs des étables et formant à son centre ou auprès un œil à jour, par lequel il est accroché. (J'ai vu il y a quelques jours plusieurs de ces cailloux à Fresnes, à Générumont, à Mazancourt.) Si vous demandez au maître de la maison ce que fait là cette pierre, il vous répond : — Je l'ai trouvée en cet endroit, je l'y ai laissée, parce que mon père m'a dit autrefois que mon aïeul lui répétait souvent que cela portait bonheur ; je vous avoue que les vieilles femmes du pays racontent aux veillées d'hiver que ces sortes de cailloux sont un préservatif contre les sorts que l'on pourrait jeter aux animaux ; mais, Dieu merci ! je n'en crois rien. Je la conserve seulement parce que de génération en génération elle a été un objet de respect, et je n'y veux rien changer.

Les vieilles femmes disent : — « Pour préserver vos bestiaux des sortilèges, il faut trouver sur votre chemin, mais sans aller à sa recherche, un caillou ayant à son centre ou auprès un trou à jour simulant un œil, par lequel vous l'accrocherez aux murs de vos étables, comme préservatif contre les maléfices, car les sorciers, qui sont doués de la faculté de porter malheur à ceux qu'ils regardent, n'ont aucun pouvoir dans les lieux où se trouve cette pierre tutélaire douée du bon œil, laquelle, en sa qualité de protectrice, se tient toujours vigilement sur ses gardes ; mais, malheur à vos

bestiaux, si un sorcier entre chez vous et bouche le tron de votre caillou avec un galet ou une autre pierre; hâtez-vous, si vous vous en apercevez, d'ôter ce dernier, car votre talisman n'a plus aucun pouvoir, sa vigilance est endormie et le sorcier est le maître de vous faire tout le mal possible. »

Nous croyons avoir rencontré dans cette coutume antique que nous signalons à l'appréciation de la Société, un reste du culte superstitieux de nos ancêtres ramené dans les Gaules par les Francs et que le Christianisme n'a pu extirper des croyances populaires.

LES ARMOIRIES DU DOMAINE DE CHAULNES

et celles de ses anciens Seigneurs,

Par M. LE FÈVRE-MARCHAND, membre titulaire non résident.

La terre de Chaulnes portait pour armes propres et particulières *d'or à trois lions de sable lampassés de gueules*, l'un sur l'autre, celui du milieu contre-passant.

Nous allons prouver que, même en remontant assez loin dans les siècles passés, ces armoiries n'ont appartenu à aucune des familles qui possédèrent cette riche seigneurie, et nous croyons que la petite ville de Chaulnes a le droit de les faire sculpter sur le fronton de ses édifices; en un mot, d'en user, comme font des leurs les autres villes.

L'an 1280 (Adrien de la Morlière en son recueil des *Maisons illustres de Picardie*) vivait Messire Michel, seigneur d'Ognies ou d'Ongnies, aux Pays-Bas, qui a donné commencement à cette famille; de lui et de N. de Caumesnil, sa femme, naquit Collard, seigneur d'Ognies, marié avec Marie de Molembais, dont Baudouin d'Ognies puisné qui a produit la branche *des comtes de Chaulnes*, et Robert seigneur, d'Ognies, époux de Marguerite de Créquy, duquet

mariage sont issus les autres seigneurs d'Ognies gouverneurs de Tournay, la famille desquels s'éteignit en Marguerite, dame d'Ognies, héritière, mariée premièrement à Richard de Mérode, deuxièmement à Baudouin de Montmorency, seigneur de Hubermont.

Cette branche a donné un évêque à l'Eglise de Tournay. (Claud. Robertus).

Baudouin d'Ognies (*Gallia Christ.* 1565), seigneur d'Estrées, gouverneur de Lille, fils puisné de Collard seigneur d'Ognies, épousa Péronne de Gillebaut; de cette alliance sortirent Charles d'Ognies seigneur d'Estrées, d'où sont issus les comtes de Villerval aux Pays-Bas, les seigneurs de Coupigny (1) et :

1. Antoine d'Ognies, seigneur de Chaulnes, marié avec Jeanne de Brimeu, fille de Jean de Brimeu, bailli d'Amiens et de Marie de Boissy, dame de Chaulnes. (Monstrelet. Liv. 1 chap. XCL). Jean de Chanle et Messire de Boissy, seigneur de Chaule, sont cités au nombre des gentilshommes picards morts à Azincourt en 1415.

La maison de Brimeu, originaire de la terre de Brimeu-sur-Canche en Ponthieu, portait pour armes : *d'argent, à trois aigles de gueules, deux et un, membrées et becquées d'azur.*

Du mariage d'Antoine d'Ognies et de Jeanne de Brimeu naquit :

2. Gilles d'Ognies, seigneur de Chaulnes, tué à la journée de Monthéry en 1465; il laissa d'Antoinette de Beaufort, son épouse :

3. Philippes d'Ognies, qui eut de Susanne Lhuillier, fille du seigneur de Manicamp :

4. Louis d'Ognies, premier comte de Chaulnes (*la terre ou baronnie de Chaulnes fut érigée en comté en 1563 par lettres-patentes enregistrées le 20 janvier 1574*), lequel fit paraître son courage aux

(1) Charles d'Ognies, seigneur d'Estrées, deuxième fils de Baudouin d'Ognies et de Marie de Molembais, espousa Jacqueline de Rubempré, duquel mariage sortent les comtes de Villerval, les seigneurs de Coupigny, de Paresis, de Beaumont, de Beaurepaire, etc., aux Pays-Bas.

sièges et prise de Boulogne, de Calais et de Dunkerque, puis à la journée de Dreux, 1562.

Il était commandant de 50 hommes d'armes des ordres du roy, et eut aussi le gouvernement de St.-Quentin.

Il fit construire le magnifique château de Chaulnes par l'inspiration d'Antoinette de Rasse, son épouse, qui était veuve en premières noces d'un membre de la famille des Belleforière de Tilloloy (1), avec lequel elle avait, dit-on, déjà fait édifier le beau château de ce pays. (*Renseignements tirés des écrits du dernier Soyecourt.*)

Antoinette de Rasse, était héritière de François, seigneur de la Hargerie. De son mariage avec Louis d'Ognies, premier comte de Chaulnes, vinrent :

5. François d'Ognies, tué à la bataille de St.-Denis, 1567.

6. Charles d'Ognies, comte de Chaulnes, chevalier des ordres du roy, marié avec Anne des Ursins-Trainel, dont :

7. Louis d'Ognies, comte de Chaulnes, aussi chevalier des ordres du roy, lieutenant-général en Picardie, et gouverneur des villes de Péronne, Roye et Moutdidier en 1600, qui mourut en 1604, sans laisser d'enfants d'Anne d'Humières, son épouse.

Il laissa seulement deux sœurs, Louise et Magdelaine d'Ognies, cette dernière mariée avec Charles d'Humières, mourut bientôt sans laisser de postérité. La première, femme de Philibert-Emmanuel d'Ailly, baron de Picquigny, vidame d'Amiens, devint donc la seule héritière de sa maison.

La maison d'Ognies portait pour armes : *de sinople à la fasce d'hermine.*

Philibert-Emmanuel d'Ailly et Louise d'Ognies, son épouse, étant morts sans enfants, Claire-Charlotte d'Ailly, sœur de Philibert, recueillit la riche succession d'Ailly et de Chaulnes.

(1) Jean III de Belleforière-Soyecourt.

MM. de Sainte Marthe disent que Marguerite, héritière de Picquigny, issue des anciens barons de ce nom, vidames d'Amiens, épousa Robert d'Ailly, l'an 1342, lequel n'était pas d'une maison moins noble que la sienne. De ce mariage vint Baudouin d'Ailly, qui mourut à Azincourt; Jean d'Ailly, son petit-fils, fut fait chevalier à la prise de Pont-Audemer, l'an 1449, et eut séance après les princes du sang aux Etats tenus à Tours en 1468. Jean épousa Iolande de Bourgogne. De ce mariage sont sortis les vidames d'Amiens seigneurs de Picquigny dont Charlotte d'Ailly était héritière; elle épousa, en 1619, Honoré d'Albert dit Cadenc', frère de Charles d'Albert, duc de Luynes et favori de Louis XIII; mais à la condition que lui et sa postérité prendraient le nom, les armes et le cri de la maison d'Ailly qui portait : *de gueules à l'alisier d'argent, passé en couronne et en sautoir, au chef échiqueté d'argent et d'azur, de trois traits*, devise : *Ailly*. On se rappelle ce proverbe autrefois si connu en Picardie :

*Des maisons d'Ailli, Mailli et Créqui,
Tel nom, telles armes et tel cri.*

Honoré d'Albert fut créé duc de Chaulnes en 1619, et pair de France en 1621. Les armes du duché-pairie de Chaulnes furent dès lors jusqu'en 1710 : *écartelé, au 1 et 4 d'or, au lion de gueules, armé lampassé et couronné de même* (qui est d'Albert), *au 2 et 3 de gueules, l'écu diapré de deux rinceaux d'alisier d'argent passés en sautoir et en couronne, au chef échiqueté d'argent et d'azur* (qui est d'Ailly.)

En 1710, Louis XIV, rétablit le duché-pairie de Chaulnes en faveur de Charles-Honoré d'Albert, duc de Luynes et de Chevreuse, petit-fils du connétable, à qui la succession de Chaulnes était échue en 1698 par la mort de Charles d'Albert d'Ailly, 3^{me} duc de Chaulnes, en qui s'était éteinte la branche puînée de la maison d'Albert.

Charles-Honoré d'Albert prit aussi le nom d'Ailly et de vidame

d'Amiens et adopta pour armes : *de gueules aux deux rinceaux d'alisier d'argent passés en sautoir et en couronne, au chef échiqueté d'argent et d'azur de trois traits, et sur le tout, d'or au lion de gueules armé, lampassé et couronné de même.*

D'après une gravure tirée de l'ancienne bibliothèque du château de Chaulnes, le sceau des ducs, qui est en notre possession, et une magnifique assiette en vieux chêne sur laquelle sont représentés les écussons accolés de Louis-Auguste-d'Albert d'Ailly, cinquième duc de Chaulnes, et de Marie-Anne-Romanie de Beaumanoir, l'écu est ovale, couvert de la couronne ducale, posé sur un manteau d'hermine et entouré des grands cordons des ordres du roi, de St.-Michel et du St.-Esprit.

Seules les armes de création moderne de M. le comte de Beaumont, sénateur, dernier possesseur du château de Chaulnes, rappelaient le lion de sable des armoiries qui étaient propres et particulières à la terre de ce pays ; elles étaient : *écartelé au 1 et 4 d'argent, aux 5 fusées de gueules accolées et rangées en fasce ; au 2 et 3 d'or au chevron d'azur chargé de 7 besants d'argent et accompagné en chef de deux étoiles du même et en pointe d'un lion de sable.*

Nous venons de voir encore dans le premier volume du nouvel ouvrage de M. l'abbé P. De Cagny (*Histoire de l'arrondissement de Péronne*, pages 607-608) : « — Dans un ancien Armorial on lit : » Le seigneur de Chaulle porte : *d'or, à 3 lions de sable, lampassés de gueules.* L. de Chaulnes, rappelé en 1576 au nombre des signataires de la Ligue, était vraisemblablement un membre issu des familles de Boissy, de Brimeu et d'Ongnies, dans lesquelles ce domaine était passé successivement. »

Nous avons passé en revue les armoiries de ces différentes familles, elles nous confirment que la terre de Chaulnes possédait des armes propres et particulières. Nous lisons aussi dans la science du Blason du Père Anselme que Scudier dit que lorsqu'il y a quelques pro-

vinces, châteaux, seigneuries, ou fiefs nobles qui ont armoiries propres et particulières, les seigneurs qui en deviennent les maîtres peuvent en adopter le nom et les armes à la place des leurs, mais qu'alors les armes sont dites substituées.

LA VOIE ROMAINE D'AMIENS A BOULOGNE

D'APRÈS LA TABLE THÉODOSIENNE.

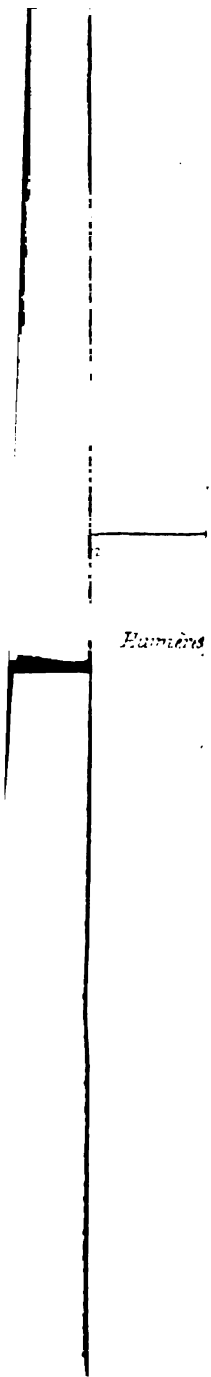
Par M. J. LION, membre titulaire non résidant.

I.

Les Gaulois eurent des voies de communication avant l'invasion romaine (1); César vint modifier ces chemins, d'après les besoins de sa politique ou suivant que les événements l'appelèrent sur tel ou tel point de la Gaule; les successeurs de César nous donnèrent les voies magistrales dont les nombreuses traces existent encore de nos jours, en empruntant soit des tronçons gaulois, soit des tronçons romains et en rectifiant leurs chaussées

(1) Au livre VI de ses Commentaires, César dit : que les Gaulois font de Mercure l'inventeur des arts et le guide des chemins et des voyages.

M. de Caumont dit, au reste, dans son cours d'antiquités monumentales (tome I. p. 201) : « On ne peut douter que les Gaulois, qui transportaient leurs denrées et leurs marchandises sur des chevaux ou des chariots, n'eussent des routes pour communiquer d'une contrée à l'autre, et pour accéder aux établissements de quelque importance; mais il est bien difficile aujourd'hui de reconnaître ces anciennes voies faites sans art et qui n'avaient pas de caractères tranchés comme les voies romaines. »



Humilis



suivant l'importance que prirent les divers centres de population existants; les premiers rois francs vinrent encore modifier les tracés antérieurs; ils firent en un mot ce que nous faisons encore aujourd'hui quand il s'agit de la construction ou de la rectification d'une grande voie de communication. — Delà ce dédale de chemins dans lequel on ne peut rien débrouiller sans un examen long et pénible et sans une parfaite connaissance du terrain. (2)

(3) Malbrancq, l'historien de la Morinie, et après lui Hennebert donnent le tracé d'une voie d'Amiens à Boulogne: « Par Doudeauville, Herli, Créqui, Sains, Fressin, Auchy-les-Moines, Marconne, Ste.-Austreberthe, Capelle, le voisinage de Fontaine-l'Étalon, Auxi-le-Château, Maizerolles et Montrelet.

M. Walckenaer dit que cette voie passait par Doulens et St.-Pol. — M. Fortia d'Urban est du même avis, et, dans son recueil des itinéraires anciens, il donne le tracé de la voie d'Amiens à Boulogne :

	Distances mesurées par M. Lapie. Ligues gauloises.—Ligues gauloises.—Milles romains.		
Samarobriva			
Duroicoregum (Doulens)	14	18	19
Adullia (St.-Pol)	11	11	17
Lintomagi, al. Luttomagi (au Sud de Ligny.)	7	8	12
Castello Menapiorum (Cassel)	14	14	21
Gesogiac	24	30	45

L'examen de la carte jointe au présent mémoire fera voir que ce tracé est faux; une voie ayant cette direction couperait certainement la voie d'Arras à Théroutanne. — La table théodosienne n'indique rien de semblable.

Je ne cite pas ici les opinions diverses émises sur le tracé de la voie d'Amiens à Boulogne d'après l'itinéraire d'Antonin. — Je ne m'occupe que de la table théodosienne.

J'ai donné, dans diverses publications, mon avis sur le tracé de la voie romaine de Boulogne à Cassel d'après la table de Peutinger, ainsi que sur le point d'embarquement de Jules César. — Je me propose, dans le présent travail, de fixer la direction de la voie romaine d'Amiens à Boulogne d'après la table théodosienne, en faisant ressortir le rapport que pouvaient avoir les deux chemins dont je viens de parler, avec le Portus Itius, avec Sangatte.

II.

Deux voies anciennes se dirigeaient sur Sangatte; on les retrouve encore sur beaucoup de points de leurs anciens parcours, l'une de ces voies était la Lelenne, l'autre était l'Alequine. (1) Une troisième chaussée, partant d'Amiens et passant par Montrelet (Monstrata), Autheux (ou les Auteux) et Mezerolles, arrivait à Thérrouanne. — Comme les deux premières, elle était en ligne droite sur la presque totalité de son parcours,

Ces trois chemins mettaient en communication, *on ne peut plus directe*, Amiens, Thérrouanne et Arras avec Sangatte; et, tout porte à croire que ce furent les pre-

(1) « Alquines, — Alekina en 651, était, avant les courses des Normands au IX^e siècle, la maison de plaisance des évêques de Thérrouanne. Louis VII dit le Jeune accorda, en 1156, au chapitre de cette église, l'exemption de toutes les redevances pour la ville et comté d'Alquines (*Alekina vetustum oppidulum et comitatus*, dit Meyer). Le château était situé au nord du village, au lieu nommé le *Fort-la-Motte*. » Harbaville. — *Mé-morial historique et archéologique du département du Pas-de-Calais*.

mières voies du pays des Belges (1) parcourues par l'armée victorieuse de Jules César.

Deux autres voies, construites d'après les mêmes règles, allaient de Théroouanne à Cassel et de Cassel à Boulogne. — Ces dernières chaussées, dont la seconde fut très-probablement suivie par les troupes confiées à Aurunculeïus Cotta et à Titurnus Sabinus lors de l'expédition dans le pays des Ménapiens et les bourgades non encore soumises de la Morinie, sont contemporaines des trois premières (2).

Les Morins résistèrent longtemps aux armées romaines, et leur soumission au peuple conquérant ne fut jamais bien sincère. — Dans ces circonstances, des besoins nouveaux, une plus parfaite connaissance du pays, durent à chaque instant faire modifier la direction des voies stratégiques, qui primitivement, selon moi, aboutirent toutes à Sangatte, en empruntant une certaine partie de la Liolenne, comprise entre Sangatte et le point de rencontre de cette voie avec la rivière de Hem, à *Tournehem* (3).

III.

La table théodosienne ne parle pas d'Itius et ne fait

(1) Les Morins étaient Belges et j'ai de fortes raisons de penser que les Meldes étaient Morins. — On sait, au reste, que les Oromansagues et les Gessoriaques faisaient partie de la Morinie.

(2) J'éviterai des redites en renvoyant le lecteur aux mémoires que j'ai publiés précédemment.

(3) Thurnehemum, Thurnemus.

pas mention de la Lelenne. — Les temps ont changé.... Le port Itius, comblé par les terres et les sables est désormais délaissé. — La carte de Peutinger apprend qu'au moment de sa rédaction, Gessoriacum est le *port militaire* fréquenté (1).

Cependant, qu'on le remarque bien, les chaussées indiquées sur cette carte ne se composent que de tronçons romains primitifs.

Ainsi est la voie d'Arras à Boulogne par Théroouanne et Cassel. — Théroouanne n'a pas alors de communication stratégique directe sur Boulogne, et le chemin de la Lelenne, que le moyen-âge utilisera plus tard en modifiant la direction de son extrémité, n'est plus fréquenté par les armées des Césars.

Ainsi est aussi la voie d'Amiens à Boulogne.

IV.

Examinons attentivement la carte de Peutinger.

Ce document indique qu'une voie partant de Samarobriua aboutissait à la chaussée qui conduisait de Castello Menapiorum à Gesogiaco, à peu distance de ce dernier point; il dit aussi que cette voie (2) formait trois coudes

(1) Il semble que les voies stratégiques qui traversaient la Morinie aient été faites plutôt en vue des expéditions dans la Grande Bretagne, que pour la conquête de ce pays. — Ce que la carte de Peutinger nous révèle par rapport à Sangatte, l'itinéraire d'Antonin nous le dit par rapport à Boulogne.

(2) Il n'y avait pas encore à cette époque, dans la Morinie, de ces voies larges, construites avec luxe, comme on les voit plus tard. — On profitait des voies existantes.

principaux ; puis il donne le nom des stations importantes intermédiaires :

	Lieues gauloises.	Kilomètres d'après le chemin réellement parcouru. (1)
Samarobriva		k
Duroicoregum	XIV	38,818
Adullia	XI	30,500
Lintomagi	VII	19,409
Gesogiaco	XIV	38,818
Totaux	XLVI	127,545

Ainsi, à XIV lieues gauloises de SAMAROBRIVA, on rencontrait DUROICOREGUM ; XI lieues plus loin se trouvait la station de ADULLIA ; VII lieues seulement séparaient cette dernière station de LINTOMAGI ; puis enfin, après un nouveau parcours de XIV lieues, on arrivait à GESOGIACO.

La carte de Peutinger indique encore que c'est *entre Lintomagi et Gesogiaco*, que la voie de Samarobriva rencontrait la chaussée de Castello Menapiorum.

V.

Il suffit donc d'appliquer ces données sur le terrain.

Une partie de la voie d'Amiens à Théroutanne et l'Alequaine modifiée à son extrémité vers Boulogne donnent une solution dont l'exactitude peut se vérifier sur la carte qui est jointe à ce mémoire. — C'est évidemment la chaussée indiquée par la table théodosienne.

(1) Il est certain que la table théodosienne, comme tous les itinéraires, ne donne pas les distances horizontales, mais les longueurs réelles à parcourir en suivant le développement des pentes et rampes. — Il est donc téméraire de vouloir donner, d'après un itinéraire quelconque, le nombre de lieues au degré.

Je donne ici, à la lieue gauloise, une longueur de 2772^m.78.

La voie, en partant d'Amiens, se dirigeait sur Montrelet (*Monstrata*), Autheux (ou les Auteux) et Mezerolles. — Delà, elle allait par Bonnières (1) jusqu'à Ligny-sur-Canche (2); puis, empruntant l'Alequine, elle passait par Flers (3), OEuf (4), Humières (5), Blangy (6), Maisoncelle (7), le voisinage d'Azincourt (8), Canlers (9), Ren-

(1) Bunaria.

(2) Ligniacum existait sous Charles-le-Chauve; un prieuré y fut fondé en 1104.

(3) Baronnie, pairie d'Artois en 1259.

(4) Hofa, Ovis. — « Une partie du cierge d'Arras donnée en 1105 CereVM, et appelée le *Joyau d'Arras*, fut donnée à l'église d'OEuf, où l'on distribue de petits cierges ou pains de cire que l'on conserve avec vénération. — Ce qui donna lieu à la confrérie de Notre-Dame du Joyer. — Joyau. » Note manuscrite de l'abbé Mille. — Un prieuré fut fondé à OEuf en 1104.

(5) Humeriæ.

(6) Blangidum fut érigé en comté par Clovis II, en 644. — Ste.-Berthe, veuve de Sigisfroy, y fonda une abbaye en 882.

(7) Mansionis cella relevait en 1230 de la baronnie de Rollencourt. — Une notice manuscrite sur Rollencourt dit que « dans l'église succursale de cette commune existoit un monument en marbre d'une sculpture très-simple, dont l'épithaphe attestoît qu'en ce lieu reposoient les dépouilles mortelles d'un seigneur de la maison de Chatillon dangereusement blessé à la bataille d'Azincourt. Ce brave guerrier étoit représenté expirant de ses blessures. » — La liste des principaux seigneurs tués à la bataille d'Azincourt donne les trois roms suivants : Jacques de Chatillon, amiral de France; Gaspard de Chatillon et son frère Hugues.

(8) Azincurtum en 655, Asincurt en 1150.

(9) Salerciaum en 665.

ty (1); Thiembronne (2), Vaudringhem (3), Quesques (4),

(1) Rentia, Rentiacum. — Voir mon opusculc sur le combat du bois Guillaume. (Bataille de Renty).

(2) Thinnebruna en 987. — Une des douze baronnies du Boulonnaie.

(3) Waldringahem au ix^e siècle. — Il y a quelques années, on découvrit un ossuaire sur le territoire de Vaudringhem. — La Société des Antiquaires de la Morinie rendit compte de cette trouvaille d'une grande quantité de squelettes ayant tous la tête tournée vers l'Orient. — Au dessus d'un squelette complet on trouva une petite monnaie à l'effigie de Philippe de Valois. — Philippe de Valois avait suivi en 1349, pour aller au secours de Calais assiégée par le roi d'Angleterre, la chaussée nommée l'Alequine. Le roi de France revint par la même route, et Froissart dit que quand les Anglais s'aperçurent que les Français avaient abandonné le campement du mont de Sangatte, ils coururent inquiéter les derrières de l'armée de Philippe, et qu'ils ramenèrent à Calais, bon nombre de prisonniers et une assez grande quantité de munitions.

Le rapprochement de ces divers documents me fait penser que le *mornier* de Vaudringhem date de 1349 et que les squelettes trouvés sont ceux des soldats de l'armée de Philippe de Valois tués dans la rencontre dont je parle plus haut. — Le terrier de Vaudringhem désigne un lieu dit sous le nom de : « *Le Mornier*. » (Ce mornier ne contenait que des ossements d'hommes)

(4) Ne serait-ce pas le Kessiaco d'un acte du temps de Charlemagne ? — Quoiqu'il en soit, ce pays fut une station, au temps de la domination romaine; il y a quelques années, des fouilles faites dans cette commune, à son extrémité vers Brunembert et le long du ruisseau du bois *Lalleu*, ont mis à découvert des sépultures gallo-romaines. — Sur cette même commune de Quesques, un terrassement très-ancien, fait dans le flanc d'un coteau, présente la forme d'un théâtre romain. Près de là, un chemin porte encore, sur le plan cadastral, le nom de chemin du palais.

Brunembert (1), Longueville (2) et Colembert (3). — Un peu avant le village de le Waast, la voie dont j'indique le tracé rencontrait le chemin de Cassel à Boulogne.

Duroicoregum serait ainsi dans les environs de Mezerolles, Adullia à Blangy-sur-Ternoise et Lintomagi près de Renty.

Paris, le 17 novembre 1866.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 4^{me} trimestre de 1866.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Revue des Sociétés savantes. Juillet, août, septembre, octobre.
— 2^o Dictionnaire topographique du département de la Nièvre, par Georges de Soultrait. 1 vol. in-4^o. — 3^o Dictionnaire topographique du département de l'Hérault, par M. Eug. Thomas. 1 vol. in-4^o. — 4^o Répertoire archéologique du département du Tarn, par M. Hippolyte Crozes. 1 vol. in-4^o. — 5^o Archives des missions scientifiques et littéraires, tom. III, 2^o liv.

(1) Brunembert qui existait au temps de Charles-le-Chauve, faisait partie de l'ancien domaine du Boulonnais. Louis XI en fit don à Notre-Dame de Boulogne. — L'évêque de Boulogne, François-Joseph-Gaston de Partz de Pressy posséda ensuite ce village et y eut une maison de campagne.

(2) Longa villa, existait en 878.

(3) Colembert, une des douze baronnies du Boulonnais, fut érigée en marquisat en 1691. — Le château de Colembert appartient aujourd'hui à l'illustre famille de Cossé-Brissac.

II. Par S. Exc. M. le Ministre des Beaux-Arts et de la Maison de l'Empereur.

1^o Musée impérial du Louvre. Les Gemmes et Joyaux de la couronne, publiés et expliqués par Henri Barbet de Jouy, dessinés et gravés à l'eau forte d'après les originaux par Jules Jacquemart. Paris, 1865, 1 vol. in-fol. — 2^o L'art harmonique aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, par E. de Coussemaker. Paris, 1865, 1 vol. in-4^o. — 3^o Mémoire sur les bronzes antiques de Neuvy-en-Suillas, par P. Mantellier. Dessins par Charles Pensée. Paris, 1866, 1 vol. in-4^o, pl. — 4^o L'Art gaulois ou les Gaulois d'après leurs médailles, par M. Eugène Hucher. Le Mans, 1865, in-4^o. Liv. 1, 2, 3, 4, 5. — 5^o Histoire de l'Art égyptien d'après les monuments, par Prisso d'Avennes. In-fol. Liv. 20, 21, 22, 23, 24.

III. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine.

Revue maritime et coloniale, nos 70, 71, 72.

IV. Par M. le Conseiller d'État, Préfet de la Somme.

Département de la Somme. — Conseil général. Session de 1866. 1 vol. in-8^o.

V. Par M. Rousseau-Leroy, imprimeur à Arras.

L'Alesia de César près de Novalaise, sur les bords du Rhône en Savoie, par Théodore Fivel. Étude historique et topographique à rapprocher du chapitre x, livre III, du tom. II^e de l'histoire de Jules César. Chambéry. 1866. Arras. Rousseau-Leroy, 1 vol. in-8^o, pl.

VI. Par les Auteurs.

1^o Recherches historiques sur les seigneurs, châtelains et gouverneurs de Cassel des ^{xi}^e, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, par le Dr P.-J.-E. de Smyttère. 1866, in-8^o. — 2^o Recueil de poésies calvinistes (1550-1566), publié par P. Tarbé. Reims, 1866, 1 vol. in-8^o. — 3^o Saint-Laurent, église paroissiale de Rouen supprimée en 1791 ;

par M. E. de la Quérière. Rouen, 1866, in-8°. — 4° Notice sur Jean Rotthier, voyageur et écrivain flamand au XVIII^e siècle, son livre et sa famille, par le chevalier de Schontheete de Tervarent. St.-Nicolas, in-8°. — 5° Anciens jetons des receveurs de Bruxelles, par M. R. Chalon. 3° article. — 6° Notice généalogique sur la famille de Maillefeu, par le c^{te} Ch. Le Clerc de Bussy. Amiens, 1866, Lenoel-Hérouart, in-8°. — 7° Exposition rétrospective de 1866 au Musée Napoléon d'Amiens, par M. l'abbé J. Corblet. Arras, 1866, Rousseau-Leroy, in-8°. — 8° Porte-lampes du V^e siècle de l'ère chrétienne représentant une basilique, par M. Peigné-Delacourt. Arras, 1866, in-8°. — 9° Compté-rendu des tom. I et II des archives industrielles de M. Édouard Gand, lu à l'assemblée générale de la Société industrielle d'Amiens, le 7 octobre 1866, par M. Alphonse Fiquet. Amiens, 1866, Jeunet, in-8°. — 10° Notice nécrologique sur l'abbé Ch. Berton, chanoine honoraire, supérieur de l'école de St.-Martin, par l'abbé J. Corblet. Amiens, 1866, Challier, in-8°. — 11° Les trois chapitres. Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 63° liv. in-18.

VII. Par les Sociétés étrangères.

1° Nachricht über den historischen Vereins für Niedersachsen. 1845-46-48-50-51-52-66. — Zeitschrift der historischen Vereins für Niedersachsen. Jahrgang 1863. — Jahrgang 1865. — 2° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society. N° XXIII. — 3° Revue de la numismatique belge. 4° liv. — 4° Par l'Académie royale d'Amsterdam : 1° Processen-verbaal. Afdeeling natuurskunde. Von januarii 1863 tot an met april 1866 ; — 2° Verslagen en mededeelingen. Afdeeling natuurskunde. II Reeks I Deel ; — 3° Verslagen... Afdeeling letterkunde. IX Deel ; — 4° Jarboek voor 1865 ; — 5° Catalogus van de Boekerij. II Deels I Stuk. — 5° Société des sciences de Leide : 1° Handelingen en Mededeelingen. Over het janv. 1865 ; — 2° Levensberichten. Bijlage tot de

Handelingen van 1865. — 6° Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. Tom. vi, 3° liv. — 7° United States Sanitary Commission bulletin : 1863-1865. Three volume in one. New-York, 1866, 1 vol. in-8°. — 8° Documents of the U. S. Sanitary Commission. Vol. 1, 2. — 9° Annual report of the board of regents of the Smithsonian Institution showing the operations, expenditures, and condition of the Institution for the year 1864. — 10° Par l'Université de Christiania. Foreningen til norske fortidsminnesmerkers bevaring. A arsberetning for 1865. Kristiania, 1866, in-8°. — Norske fornlevninger. En oplysende fortegnelse over Norges fortidslevninger aeldre end reformationen og henforte til hver sit sted af V. Nicolaysen. v Hefte. — Norske bygninger fra fortiden (Norwegian buildings from former times), udgivne af foreningen til norske fortidsminnesmerkers bevaring met text af N. Nicolaysen. iv Række. In-fol.

VIII Par les Sociétés de France.

1° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1866, 1^{er} et 2° trim. — 2° Bulletin du Comice d'Abbeville, n° 9, 10, 11. — 3° Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France, 2° trim. 1866. — 4° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, n° 5, 7, 8. — 5° Société impériale d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes. Revue agricole, industrielle, littéraire et artistique, n° 7. — 6° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3° trim. 1866. — 7° Annales de la Société historique et archéologique de Châteaun-Thierry (Aisne), année 1866, 1^{er} sem. — 8° Recueil des publications de la Société havraise d'études diverses de la 31^e et de la 32^e année (1864-1865) et séance publique du 26 juillet 1866. — 9° Annales de la Société d'émulation du département des Vosges. Tom. xii, 2° cahier. — 10° Séance publique de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix (22 avril 1866).—

11° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme. 1^{re} année, 1866, 3^e liv. — 12° Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire. N° 8, août et septembre 1866. — 13° Bulletin du Comité flamand de France, n° 3. — 14° Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne, fondée à Melun, le 16 mai 1864. 3^e année, 1^{re} fascicule. — 15° Mémoires de l'Académie d'Arras. Tom. xxxviii. — 16° Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest. Tom. xxx, année 1865. — 17° Mémoires de la Société impériale des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille. Année 1865, 3^e série, tom. II. — 18° *L'investigateur*, journal de l'Institut historique. Nos 380, 381. — 19° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. Tom. v, n° 5. — 20° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. 3^e trim. de 1866. — 21° Bulletin de la Société archéologique de Nantes. 3^e trim. 1866. — 22° Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, arts et belles-lettres de la Mayenne. Année 1865. — 23° Bibliothèque de l'école des chartes. Juillet, août 1866. — 24° *L'Agronome praticien*, journal de la Société d'agriculture de Compiègne. N° 51. — 25° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse. 6^e série, tom. IV. — 26° Mémoires de la Société archéologique de Touraine. Tom. x, 4^e trim. Tom. XIV, f. 26 à 47. — 27° Journal des règnes de Louis XIV et Louis XV, de l'année 1701 à l'année 1744, par Pierre Narbonne, premier commissaire de police de la ville de Versailles, recueilli et édité avec introduction et notes par J.-A. Le Roi (Publication de la Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise. Versailles). 1866, 1 vol. in-8°. — 28° Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-mer. Nos 16, 17, 18, 19, 20, 21. — 29° Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or. Tom. VII, 1^{re} liv. — 30° Commission des antiquités du départe-

ment de la Côte-d'Or. Répertoire archéologique du département. Introduction. — 31° Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. Tom. ix, 1^{re} partie. — 32° Bulletin de la Commission historique du département du Nord. Tom. ix. — 33° Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais. Tom. ix. 1 vol. in-8° et atlas in-4°.

IX. Recueils périodiques.

1° Journal des Beaux-Arts. Nos 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24. — 2° L'Analyse, n° 9. — 3° L'Institut, nos 368, 369, 370. — 4° Revue de l'Art chrétien, nos 9, 10. — 5° Le Moniteur de l'archéologie, sous la direction de M. J. Coustou, nos 3, 4, 5. — 6° Le Cabinet historique, nos 9, 10. — 7° Messenger des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique, n° 3.

OBJETS OFFERTS.

1° Par le Comice agricole d'Amiens : huit médailles en bronze de divers modules, frappées pour être distribuées dans les concours. — 2° Par M^{lle} Anquetin, à Amiens : Une ancienne fontaine en faïence de Rouen. — 3° Par M. Belval, instituteur communal à Campenuseville (Seine-Inférieure), deux coins celtiques en silex trouvés dans cette commune et une meule romaine en grès découverte à Formerie (Oise). — 4° Par M. Bourgeois de Saint-Riquier, à Amiens : une tête de statuette grecque en marbre blanc. — 5° Par M. Bourgeois, arpenteur à Beaucamps-le-Jeune : une meule romaine en poudingue, trouvée sur le terroir de cette commune. — 6° Par M^{me} Brunel-Julien, à Amiens : une soupière ancienne en faïence de Marseille. — 7° Par M. L. Challier, rédacteur du *Mémorial d'Amiens* : une médaille en bronze de l'empereur Marc-Aurèle, trouvée dans un jardin, rue Saint-Geoffroy, à Amiens. — 8° Par M. de Chauvenet, président du tribunal civil de Saint-

Quentin : une soixantaine d'empreintes sigillaires intéressant l'histoire de la Picardie et du Nord de la France. — 9° Par M. Cuvillier, rue du Petit-Saint-Roch, à Amiens : un reliquaire du dix-huitième siècle, provenant d'une ancienne communauté religieuse d'Amiens. — 10° Par M. Emile Dantin, tailleur d'habits à Picquigny : un jeu de cartes allemandes du dix-huitième siècle. — 11° Par M. Delpech, avoué à la Cour impériale d'Amiens : une pièce de faïence de l'ancienne fabrique de Sinceny (Aisne). — 12° Par M. Dilly, maire de Fay (Somme) : une fibule en or de l'époque mérovingienne, recueillie dans un tombeau sur le terroir de cette commune. — 13° Par M. Dubois, chef de bureau à la Mairie d'Amiens : un fragment de poterie romaine sigillée du nom du fabricant ATEI. — 14° Par M. Herbet fils, à Amiens : un jeton en argent de l'extraordinaire des guerres, à l'effigie de Louis XVI et au millésime de 1779. — 15° Par M. le marquis de Lahorde, directeur général des archives de l'Empire, membre de l'institut de France : une collection de 370 empreintes de sceaux picards. — 16° Par M. Le Blanc, cultivateur à Caix (Somme) : une hache en bronze et deux fourreaux d'épée de même métal. Ces objets de l'époque celtique ont été trouvés dans le bois de la Wannerie, à Caix. — 17° Par M. le comte Legrand, à Paris : une peinture sur fond d'or, représentant la Visitation de la Vierge; quinzième siècle. — 18° Par M. Lefebvre, commissaire priseur à Amiens : trois vases gallo romains en terre cuite trouvés à Bavelincourt. — 19° Par M. Emile Levoir, à Amiens : un bracelet de jais trouvé dans le balnéaire romain de Fouencamps. — 20° Par M. l'abbé Merchiez, vicaire à Saint-Germain : deux panneaux en chêne sculpté provenant du château d'Heilly et représentant saint Pierre et saint Jacques; seizième siècle. — 21° Par M. Massenot, architecte d'océsain à Amiens : deux dais gothiques en chêne sculpté; deux consoles en chêne sculpté provenant d'une ancienne maison de la rue

des orfèvres, à Amiens ; la réduction en acajou de la flèche de la cathédrale d'Amiens, l'élévation en bois de l'une des colonnes de cet édifice, avec coupe des galeries supérieures. — 22° Par M. Plebeaux, menuisier à Amiens : une collection de panneaux en chêne rubannés, trouvés dans une maison de la Place de l'Hôtel-de-Ville, à Amiens. — 23° Par M. Siffait de Moncourt, secrétaire-général de la Préfecture d'Indre-et-Loire : deux bas reliefs en marbre blanc provenant du cabinet de feu M. Rigollot et représentant l'un, l'arrestation du Christ, l'autre, l'apparition du Christ à la Madeleine ; quinzième siècle. — 24° Par M. Alfred Vasseur, sous-inspecteur du service télégraphique à Constantine : huit lampes en terre cuite et deux fragments de mosaïque. Ces diverses Antiquités de l'époque romaine proviennent des fouilles pratiquées à Lambessa (Algérie). — 25° Par M. Dailliard Herby, d'Albert : 1° Une masse d'armes trouvée à Albert dans des terrassements. — 2° Antonin le pieux, grand bronze. — 3° Marc-Antoine, G. B. — 4° Marc-Aurèle, G. B. — 5° Domitien, M. B. — 6° Neron, M. B. — 7° 4 Constantin, P. B. — 8° Valens, P. B. — 9° Trajan, M. B. — 10° Faustine, M. B. — 11° Salonine, P. B. — 12° Tetricus, P. B. — 13° Plusieurs jetons en bronze. — 26° Par M. Roger, chef d'institution à Amiens : 1° Hache en silex ébauché. — 2° Instrument en silex à demi brut. — 3° Vase gallo-romain en terre grise. — 4° Épingle en os. — 5° Miroir métallique entouré d'un cercle de petits trous. — 6° Bague avec clef. — 7° Fragment de bracelet en verre. — 8° Fragment de bracelet en bronze. — 9° Moule en pierre pour deux monnaies des évêques des innocents : au centre le mouton portant l'oriflamme (*Agnus Dei*) ; légende *MONEX DE LEVEQ INO.* — *MONOIE DE LEVE.* — 10° Pièces romaines, françaises et anglaises. — 11° Assignats de 100 fr. — de 25 fr. — de 10 fr. — de 5 fr. — de 50 sous — de 25 sous — de 10 sous — 1 d'Abbeville de 15 sous. — 12° 14° bulletin de la grande armée. — Nouvelle de la grande

armée du 11 mai 1813. — 27° Par M. le Conseiller d'État, Préfet de la Somme : une pièce d'or de Charles IX, trouvée dans les environs d'Amiens. — 28° Par M. Fournier, agent-voyer en chef du département ; une épée du xvi^e siècle trouvée à Bertaucourt-lès-Dames. — 29° Par M. Forceville-Duvette : une médaille en bronze à l'effigie de Lhomond, d'après le modèle par lui exécuté. — 30° Par M. Abel Terral, artiste peintre attaché au Musée de Versailles : assignats d'Abbeville de 10 sous et de 15 sous. — Assignats de 10 sous, de 50 sous, de 25 livres, de 100 francs ; promesse de mandat territorial de 25 francs.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE,

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du 8 Janvier 1867.

Présidence de M. Ch. Dufour, Président.

M. Dutilleux rappelle que dans la dernière séance il a donné sa démission de secrétaire annuel, et déclare la maintenir. Les instances de ses collègues ne pouvant vaincre sa détermination, la Société décide qu'il sera procédé immédiatement au choix de son successeur. M. Darsy, ayant réuni la majorité des voix, est nommé secrétaire annuel.

— M. Dufour, réélu président à la dernière séance, adresse à ses collègues l'allocution suivante :

« MESSIEURS,

» Pour la cinquième fois, je reprends possession de ce fauteuil où me maintiennent de précieux témoignages de sympathie qui m'honorent et dont je suis profondément touché. Si j'accepte la continuation de mon mandat, malgré le besoin de repos qui me domine, après quinze années d'une existence beaucoup trop agitée et con-

sacrée presque exclusivement à notre entreprise, c'est que je crains de n'avoir point encore suffisamment payé ma dette à la Société et qu'il reste beaucoup à faire dans le cours de l'exercice qui s'ouvre.

» N'avons-nous pas, en effet, à recevoir sous quelques mois le Congrès scientifique de France, et à faire tous nos efforts pour lui témoigner que la Picardie n'est pas restée en arrière des autres provinces dans le mouvement littéraire qui se propage sur tous les points de l'Empire. Mais nous n'aurons pas été les derniers à apporter notre pierre à l'œuvre commune de la décentralisation intellectuelle ; et, si les travaux d'érudition occupent uniquement les sociétés savantes dans les autres départements, notre compagnie aura sur toutes l'avantage d'avoir fait pour l'art ancien et moderne ce qui n'a encore été tenté nulle part ailleurs.

» Le Musée Napoléon, que je m'applaudis plus que jamais d'avoir élevé et achevé avec la participation d'estimables collègues qui m'ont toujours soutenu dans le sein de la Commission de leurs confiantes sympathies, n'est-il pas appelé en effet à honorer les arts à Amiens, avec non moins de dignité qu'ils le sont à Paris, et à en répandre le goût dans notre contrée ?

» Son inauguration, qui devait se faire l'année dernière dans des conditions qui auraient répondu aux aspirations de tous et de chacun, s'est trouvée forcément ajournée par les circonstances funestes que la ville d'Amiens a traversées. J'ose espérer cependant que la cérémonie qui s'accomplira sous quelques mois et sans doute au moment du Concours régional, ne perdra rien du caractère de solennité qui est entré si avant dans la confiance publique de ce département.

» Déjà la Commission, à qui il tarde tant de voir arriver le terme du mandat que lui a conféré l'arrêté ministériel du 6 février 1855, s'occupe de compléter la liquidation de cette longue et laborieuse entreprise, en cherchant le moyen de couvrir les dernières dépenses,

effectuées par suite d'une administration qui déjà s'est trop prolongée au-delà de nos prévisions.

» Après vous avoir ainsi exposé l'état actuel des choses, j'arrive à vous entretenir d'un projet qui depuis longues années me préoccupe, et qui seul a pu me donner la force de poursuivre l'œuvre au milieu de difficultés qui ne m'ont pas été ménagées et que je suis heureux d'avoir pu surmonter.

» La Commission du Musée Napoléon aurait manqué de prévoyance, si, en élevant à grands frais ce splendide monument, elle ne s'était pas inquiétée des charges considérables que son entretien devait entraîner. Confiante dans l'avenir, elle n'a point cessé un seul instant de compter sur le concours du Gouvernement qui a tant fait pour nous et dont les sympathies devaient nous être plus fortement acquises, lorsque l'œuvre serait entièrement achevée sans l'intervention financière de l'État. Il était donc entré dans ma pensée de lui proposer à un moment donné l'abandon du monument, à la charge par lui de l'ériger en succursale du Louvre et de supporter toutes les dépenses que comporte une semblable transformation.

» Vous apprendrez sans doute avec plaisir que mes premières démarches à ce sujet m'en ont fait entrevoir le succès, et que mes propositions pourraient être définitivement accueillies, si toutefois vous voulez bien donner votre sanction au projet de traité que j'aurai l'honneur de vous communiquer dans un instant.

» Vous en apprécierez bien vite tous les avantages, lorsque j'aurai fait passer sous vos yeux le budget d'entretien du monument, lorsque vous aurez vu par les chiffres que je produis sur des données certaines et positives, que la caisse de la Société, quelque richement dotée que vous la supposiez pour l'avenir dans vos rêves dorés, sera à toujours impuissante à supporter d'aussi lourdes charges. Il faut considérer d'ailleurs, que les Domaines sont en droit de reprendre le terrain du fond qui ne nous a point été concédé et qu'une gracieuse

tolérance, provoquée, je ne crains pas de le dire, par l'esprit entreprenant de votre président, nous a permis d'annexer, temporairement du moins, au monument. Personne de vous n'est sans doute disposé à croire que la ville d'Amiens ou le département de la Somme consentirait à grever leur budget de 20,000 fr. annuellement de frais d'entretien, en dehors des frais considérables de donation, alors surtout que l'Etat ne reculerait sans doute pas devant toutes ces charges.

» Loin donc de faire un sacrifice, notre compagnie recueillera un immense avantage à concéder au Gouvernement la propriété d'un édifice qu'il nous est impossible d'entretenir et qui ne peut que gagner à passer dans les attributions de la direction des Beaux-Arts.

» Le Musée Napoléon, en devenant ainsi une annexe du Louvre, donnera à la ville d'Amiens un nouveau relief, et la Société aura à s'applaudir d'avoir contribué largement à la prospérité du chef-lieu de l'ancienne Picardie, tout en consacrant ses efforts aux progrès de l'art et de la science. En effet, si notre magnifique cathédrale, qui appartient exclusivement à l'État et dont la jouissance profite cependant à cette cité sans aucune charge pour elle, attire ici de nombreux étrangers, leur curiosité ne trouvera-t-elle pas un nouvel aliment dans les galeries d'un Musée impérial où la liste civile tiendra assurément à exposer des chefs-d'œuvre dignes de son administration éclairée. A cet égard, la décoration du Musée Napoléon gagnera considérablement dans le changement de service qui résultera de notre projet de donation.

» Dégagée des préoccupations de l'avenir, affranchie désormais de frais considérables, la Société consacrerait librement ses modestes ressources aux travaux d'érudition pour lesquels elle est spécialement instituée et qui recevront, je l'espère du moins, dans un palais dépendant du ministère de la maison de l'Empereur et des Beaux-Arts la plus noble hospitalité, comme les collections dont nous ne

sommes que les simples conservateurs et qui appartiennent en toute propriété à la ville d'Amiens, ainsi que cela résulte de conventions que plusieurs d'entre vous me semblent ignorer.

» Ai-je besoin de vous dire, Messieurs, que pour ce projet de donation du Musée Napoléon au Gouvernement, j'ai la confiance de rencontrer dans M. le Conseiller d'État Cornuau le chaleureux appui que j'aurais de son attachement à la chose publique dans ce département. M. le Préfet qui n'a cessé de nous secourir puissamment dans l'élévation comme dans l'achèvement de ce monument, craindrait sans doute de laisser son œuvre imparfaite, s'il ne nous aidait à en assurer l'avenir. Les ouvertures qu'il était de mon devoir de lui faire, ont été accueillies, comme je l'espérais. La haute sollicitude qu'il a toujours manifestée dans notre laborieuse entreprise produira donc jusqu'à la fin les meilleurs résultats ; et, comme je le lui exprimais ces jours-ci, en lui demandant un projet de traité avec le Gouvernement, l'heureuse solution qu'il sera donner à l'affaire du Musée Napoléon ne sera pas le moindre des bienfaits que lui devra le département de la Somme.

» Puisque j'en suis à vous parler des témoignages de sympathie qui entoureront et protègent l'œuvre dont la direction m'est confiée, laissez-moi, en terminant, vous en communiquer quelques autres qui méritent de vous être signalés. Il y a, quelque temps, vous refusiez par suite de l'état obéré de vos finances, la faible subvention qui vous était demandée pour exécuter en marbre le buste de notre célèbre compatriote Charlesallery, l'inventeur des chaudières tubulaires qui ont fait faire à la locomotion de véritables prodiges. Mais M. le Surintendant des Beaux-Arts, toujours si bienveillant pour nous, depuis le jour où il a pu apprécier le résultat inespéré de nos constants efforts, a bien voulu commander à M. Levéque, élève de Pradier, le buste de l'illustre Amiénois, pour en décorer la galerie de sculpture du Musée Napoléon.

» De son côté, Madame Vinchon, attachée de cœur et d'affection à une œuvre que sa famille peut à bon droit revendiquer comme siennne, vient de nous faire donner par M. Nanteuil fils, une empreinte de la belle statue d'Eurydice, exécutée par son père pour le jardin du Palais-Royal, mais que l'on a dû transférer au Luxembourg, dans la crainte des dégradations que l'intempérie de l'air aurait fait subir au marbre.

» Les bons exemples sont contagieux. Vous en aurez, Messieurs, une nouvelle preuve dans la lettre que je recevais ces jours-ci et par laquelle M. Félix Herbet, tenant à réaliser les généreuses intentions de son père, si justement regretté par les arts dont il était à Amiens un fervent adepte, fait hommage à notre Société de l'un des bons tableaux du fameux paysagiste, P. Thuillier, notre compatriote décédé, lequel représente une *vue prise de Corpo di Cara*.

» J'ajouterai enfin que M. Goupil, éditeur à Paris, vous fait don de deux magnifiques gravures, et M. Cibot, d'une excellente peinture représentant la Charité. Nous la devons aux sollicitations bienveillantes de M. Horsin-Déon, le correspondant du Musée Napoléon à Paris.

» Vous le voyez, Messieurs ; notre œuvre est justement appréciée au dehors et les encouragements ne nous manquent pas pour le prouver. Travaillons donc avec zèle, avec ardeur et surtout avec cet esprit d'union qui fait la force, pour remplir le programme scientifique que nous tracent nos statuts, et ne doutons pas de la reconnaissance de l'avenir pour glorifier et récompenser par cela même nos travaux.

» Si j'ai la témérité de compter sur une parfaite communauté de sentiments pour me seconder dans la lourde tâche qui m'incombe cette année, la Société ne se montrera pas moins confiante dans le dévouement assidu de son secrétaire-perpétuel, qui, après bientôt 30 ans de services, a acquis des droits particuliers à la gratitude de

ses collègues, comme à l'affection toute sympathique de votre président. »

Cette lecture est entendue avec intérêt et suivie de marques unanimes d'approbation.

— M. le Président donne ensuite verbalement l'analyse d'un projet de cession du Musée Napoléon à l'État.

— M. Vion pense qu'il n'y a point lieu de s'occuper de ce projet, parce que la Société serait engagée déjà vis-à-vis de la ville d'Amiens.

Une discussion s'engage à la suite de laquelle on propose la nomination d'une commission de cinq membres.

MM. Hesse, Jourdain, Duval, Vion et Bazot sont proclamés membres de la commission.

— M. le Secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance.

— M. le Président de la Société française de Numismatique et d'Archéologie envoie un extrait des tables du 4^e annuaire publié par cette Compagnie, et demande des renseignements sur la partie numismatique des collections de la Société, ses accroissements depuis l'année dernière et les trouvailles récemment faites.

— M. Peigné-Delacourt communique une lettre de M. le Secrétaire général du ministère de l'Instruction publique, faisant connaître que le Ministre ne peut donner suite à la demande d'approbation de la libéralité faite par M. Peigné à la Société, la réserve d'usufruit étant prohibée par l'ordonnance royale du 14 janvier 1831.

— M. Garnier fait connaître que M. Peigné-Delacourt est disposé à tout faire pour que sa libéralité ait effet.

— M. le Chevalier de Sailly offre une médaille du xvi^e siècle. — Des remerciements lui sont adressés.

— La Société d'Emulation de Cambrai envoie le programme des questions mises au concours de 1867.

— Le cercle archéologique de Mons (Belgique) demande que la Société fasse échange de ses publications contre les siennes. — La Société consultée accepte cet échange.

— M. Lion adresse un récit de la bataille de Mons-en-Vimeu, extrait d'un Ms. de la Bibl. imp. (Voir p. 370.)

— M. Souquet envoie la lithographie de vases en terre et en verre trouvés dans les ruines du château d'Etaples. — Il est voté des remerciements.

— La Société passe au renouvellement des Commissions.

La *Commission d'impression*, nommée au scrutin secret, est composée, pour 1867, de : MM. Vion, Garnier, Duval, Salmon et Corblet.

Commission du Musée. M. Dutilleux, membre sortant, est réélu.

La *Commission des recherches* est maintenue.

— M. Garnier demande si la Société veut consentir à publier l'*Histoire de l'Abbaye d'Ourscamp* de M. Peigné-Delacourt qui livrerait, dans ce cas, les planches, au nombre de 50, à ses frais.

La Société regrette que l'état de ses finances et les travaux en cours de publication ne lui permettent pas cette dépense quant à présent.

Séance extraordinaire du 22 janvier 1867.

Présidence de M. Ch. Durou, Président.

M. Dutilleux demande qu'il soit fait mention au procès-verbal de la remise qui a été faite à M. Bouvier de tous les objets confiés par lui à la Société et déposés momentanément dans le Musée. Adopté.

— M. le Secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance.

— M. le Secrétaire de la Société d'Histoire et d'Antiquités Frisonnes demande le complément de nos publications et met les siennes à la disposition de la Société.

— M. le Secrétaire de la Société de Nassau adresse les publications de cette Compagnie.

— M. le Secrétaire général de la Société impériale des Sciences, de l'Agriculture et des Arts de Lille, envoie le programme des concours ouverts pour différents prix.

— M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie royale des sciences de Madrid accuse réception des volumes envoyés par la Société.

— M. Fleury, recteur de l'Académie de Douai, accuse réception de son diplôme de membre honoraire et remercie la Société de l'avoir admis au nombre de ses membres.

— M. Danicourt, de Péronne, signale une trouvaille de statuettes et de vases de l'époque romaine ; il envoie la photographie de l'une des statuettes en terre cuite, et offre une notice et le dessin des objets trouvés.

M. le Secrétaire perpétuel écrira à M. Danicourt pour le prier d'envoyer cette notice avec les dessins.

— M. Bazot fait, au nom de la Commission spéciale nommée le 8 janvier, le rapport sur le projet de donation du Musée à la ville d'Amiens.

Une discussion, à laquelle la plupart des membres prennent part, s'engage à ce sujet.

M. le Président, appelé au sein de la Commission des finances du Conseil municipal, se retire et cède le fauteuil à M. Salmon, vice-président.

La discussion continue. — Enfin le rapport de la Commission est mis aux voix et adopté.

Séance ordinaire du 12 février 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. le Secrétaire perpétuel analyse la correspondance.

— L'Académie royale de Gottingue adresse le tome XII de ses Mémoires et remercie la Société de l'envoi de son tome V in-4°.

— M. Victor Delattre, de Cambrai, membre non résidant, adresse un exemplaire de la 1^{re} partie des inscriptions funéraires et monumentales de son cabinet, publiée dans le tome IV du Bulletin de la Commission historique du département du Nord.

— M. de Nieuwerkerke, surintendant des beaux-arts, président de la Commission de l'histoire du travail pour l'exposition universelle de 1867, a fait connaître à M. le Conseiller d'Etat, Préfet de la Somme, que cette Commission serait heureuse de pouvoir exposer un ou plusieurs des tableaux de N.-D.-du-Puy qui appartiennent à la Société. Ce haut fonctionnaire, chargé d'intervenir à cet effet

auprès de la Société, prie M. le Président de lui faire connaître la décision qu'elle aura prise. Il lui adresse un exemplaire du programme rédigé par la dite Commission.

Un membre fait observer que les principaux tableaux de N.-D.-du-Puy sont à l'Evêché et que la Société n'en possède que les cadres.

La Société consultée par le Président décide qu'elle sera heureuse de mettre à la disposition de M. le Surintendant les cinq cadres qu'elle possède pour y placer les tableaux, si ceux-ci sont envoyés à l'Exposition.

— La parole est ensuite donnée à M. Bazot, pour le compte-rendu de sa gestion.

Une Commission composée de MM. Rembault, Hesse et Poy, est nommée pour l'examen de ce compte.

— M. Rembault lit quelques passages d'une brochure très-rare, intitulée: *Mémoire de la vie de Messire François Faure, évêque d'Amiens*, écrite par lui-même, du 3 août 1668; suivie d'un autre *Mémoire de la vie du même évêque*, écrite le 11 mai 1687, jour de sa mort, par son neveu François Joyeux, prévôt du chapitre.

— M. Delignières, secrétaire de la Société d'Emulation d'Abbeville, présenté dans la séance du 22 janvier, est admis en qualité de membre non résident.

— La Société s'ajourne au mardi 26 février, pour entendre diverses lectures.

Elle met à l'ordre du jour de la séance ordinaire du mois de mars la proposition des questions pour les prix Ledieu et Le Prince.

Séance extraordinaire du 26 février 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

Le Secrétaire annuel, en l'absence de M. le Secrétaire perpétuel, donne lecture de la correspondance.

— S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique fait connaître que la distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes des Départements aura lieu à la Sorbonne le 27 avril prochain. Elle sera précédée de quatre jours de lectures publiques.

— M. Delignières remercie la Société de l'avoir admis au nombre de ses Membres.

— Le Comité du Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique envoie son règlement et le programme des questions pour sa deuxième session, qui s'ouvrira à Paris le 17 août prochain.

— M. Bazot donne lecture d'une note sur la date de naissance à Amiens du célèbre physicien Jacques Rohault, et sur celle de sa mort arrivée à Paris en 1672.

La Société entend cette lecture avec intérêt et décide que la note sera insérée au Bulletin. (Voir page 372.)

— M. l'abbé Corblet lit le troisième chapitre de ses *Origines royennes des Filles de la Croix*. Il raconte la fondation du séminaire de la Croix de Paris ; la part qu'y prirent M^{me} de Villeneuve, la duchesse d'Aiguillon, sainte Chantal et S^t.-Vincent-de-Paul ; les causes qui amenèrent cet institut à se séparer de la branche royenne ; l'auteur termine sa lecture en énumérant les communautés qui doivent leur naissance à l'institut de Paris, communautés dont un certain nombre existent encore aujourd'hui, mais

dont bien peu connaissent les origines de leur histoire, qui n'avait pas encore été écrite et dont M. Corblet a puisé tous les éléments dans des documents inédits.

— M. Rembault signale un opuscule en vers qu'il pense assez rare, intitulé : *le Triomphe de la Croix*, par Catherine Levesque de Péronne, imprimé à Paris en 1668. Ce vol. in-8° de 266 pages contient environ 35 vers à la page ; ce qui donne un total de plus de 9,000 vers.

Séance ordinaire du 12 Mars 1867.

En l'absence de M. le Président et de M. le Vice-Président,
M. Bazor, Trésorier, doyen d'âge, prend place au fauteuil.

Le Secrétaire annuel, en l'absence de M. le Secrétaire perpétuel, analyse la correspondance.

— M. Michel fils, d'Angers, envoie l'empreinte d'un cachet épiscopal, aux armes de Gaucourt. Il pense qu'il peut provenir de l'un des deux évêques de ce nom qui ont occupé successivement le siège d'Amiens, de 1474 à 1485. Dans le cas où le sceau pourrait convenir à la Société, M. Michel est prêt à en faire l'échange contre un objet angevin.

M. Dutilleux est chargé de rechercher si ce sceau offre de l'intérêt, et s'il y aurait lieu de l'acquérir.

— M. Lefèvre-Marchand, membre titulaire non résidant, adresse une note sur le grès de St.-Martin à Assevillers, commune du canton de Chaumes. La lecture de cette note est entendue avec intérêt. (Voir page 360.) *

— M. le Maire de la ville d'Amiens écrit en réponse à l'envoi qui lui a été fait d'une ampliation de la délibé-

ration du 22 janvier dernier, qui a pour objet d'offrir à la ville d'Amiens le Musée Napoléon.

Une discussion s'engage à ce sujet.

La Société consultée décide que la lettre de M. le Maire sera renvoyée à la Commission spéciale du Musée, laquelle fera son rapport dans une des prochaines séances.

— M. Dutilleux fait observer que la réponse formulée dans la séance du 12 février, à la demande de tableaux faite par M. le comte de Nieuwerkerke, surintendant des beaux-arts, par l'intermédiaire de M. le Préfet, n'a point encore été adressée à ce haut fonctionnaire.

La Société invite son Président à répondre sans retard.

— L'ordre du jour appelle le rapport de la Commission des insignes. M. le Président en donne lecture.

Après une discussion à laquelle plusieurs membres prennent part, un règlement est adopté.

— M. Pouy fait connaître qu'il existe chez M. Cordier un portrait, peint à l'huile, réputé être celui du P. Daire. — Une Commission composée de MM. Duval, Jourdain, Corblet, Pouy, Le Tellier et Crauck, est nommée pour juger si ce portrait est bien celui du savant Célestin et s'il y a lieu de l'acquérir.

— Une séance est indiquée à quinzaine pour entendre le rapport sur la dépêche de M. le Maire d'Amiens et une lecture de M. Vion, destinée à la Sorbonne.

Séance extraordinaire du 26 Mars 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. Jourdain demande la parole sur le procès-verbal. Il ne croit pas que la Société ait entendu fixer une époque

aussi rapprochée pour le rapport de la Commission de cession du Musée. S'il l'avait compris ainsi, il aurait fait remarquer que la chose ne se pouvait pas. Il y a un certain nombre de recherches et de démarches à faire, de documents à consulter ; il importe donc que la Commission ait tout le temps nécessaire.

La Société, consultée à ce sujet, décide que le rapport de la Commission sera déposé aussitôt que possible.

Le procès-verbal est ensuite adopté.

— M. le Secrétaire donne lecture de la correspondance.

— M. Vion s'excuse par écrit de n'avoir pu terminer le travail qu'il se proposait de lire à la Société.

— La Société décide qu'à la prochaine séance ordinaire elle fixera l'époque de l'assemblée générale.

— M. Pouy lit une note sur les thèses historiées. (Voir page 364)

La Société entend cette lecture avec intérêt et décide que la note sera publiée dans le bulletin.

— M. Pouy propose ensuite que la Société fasse collection des portraits photographiés de tous ses membres.

M. Dutilleux fait observer que déjà M. Duvette a proposé de faire lui-même ces photographies. Il est toujours dans la même intention, et se tient à la disposition de chacun de ses collègues.

M. Vion ajoute que M. Duvette désire employer un procédé sur émail. — Il est donné des détails sur ce procédé par M. Le Tellier.

— M. Salmon signale un feuillet petit in-4°, imprimé

des deux côtés, sans nom d'imprimeur, intitulé : « Éloge funèbre de M^r l'Évêque d'Amiens » et suivi d'une complainte. Il s'agit de M^r Louis-François-Gabriel d'Orléans de la Motte. Il est probable que cet imprimé se vendit dans les rues d'Amiens le jour de l'enterrement du prélat, le 13 juin 1774.

— M. Dutilleux lit un rapport sur le sceau de Gaucourt dont M. Michel a entretenu la Société.

La Société remercie M. Dutilleux et vote l'insertion de son rapport au bulletin. (Voir page 366.)

LE GRÈS DE SAINT MARTIN, A ASSEVILLERS,

COMMUNE DU CANTON DE CHAULNES.

Par M. LEFÈVRE-MARCHAND, membre titulaire non résidant.

La mémoire de saint Martin, évêque de Tours, qui vivait au iv^e siècle, a été fort célèbre et l'est encore de nos jours ; longtemps en France on a compté les années à partir du jour de son décès qui arriva l'an 400 alibi 402, et pendant plus de six cents ans, de 498 à 1224, on porta sa chape bleue à la guerre en forme de bannière, *les François se tenant asseurez de la victoire sous un tel défenseur.*

Quoique le théâtre du zèle apostolique de saint Martin, des miracles et des conversions qu'on lui attribue, ait été plus particulièrement la Touraine et la Bourgogne, les habitants de la Picardie n'ont cependant pas mis en oubli le trait fameux de charité qu'il accomplit un jour d'hiver à la porte de la ville d'Amiens, lorsque simple soldat alors (337) il fit deux parts de son manteau pour couvrir un pauvre qui avait froid et dont la nudité l'affligeait ; aussi, dit-on, cent quarante-cinq églises et chapelles de notre diocèse l'ont choisi pour leur patron ; et, il n'est pas rare encore

de trouver aujourd'hui son souvenir et son nom attachés à nombre de lieux et de monuments de nos pays, à cause de l'honneur et de la dévotion qu'ils lui portaient.

A un kilomètre environ, au nord du village d'Assevillers, on trouve, auprès du chemin qui conduit à Flaucourt, un monolithe connu sous le nom de Grès de Saint-Martin ; deux arbres qui l'ombragent, un orme et un platane, indiquent l'emplacement qu'il occupe sur un point culminant. Il mesure deux mètres soixante-dix centimètres de longueur, sur un mètre dans sa plus grande largeur, mais son épaisseur est en partie cachée sous terre.

A première inspection, on pourrait se croire en présence d'un de ces grès appelés *Borne haute*, *grosse Borne*, etc... En effet ce monolithe est grossièrement équarri et à l'aspect d'un *Menhir* renversé, dont la face supérieure ou tabulaire présente d'un côté un bassin rempli d'eau..... Comme il a aussi sa légende, on nous l'a racontée en ces termes :

« Lorsque saint Martin vint dans nos contrées, il passa par ce » chemin ; son cheval ayant soif, il le fit boire dans l'espèce d'auge » toujours pleine d'eau pluviale que l'on remarque dans ce grès et » qui, bien antérieurement à la venue de ce saint, avait servi à un » usage resté inconnu du culte de nos pères ; par cette action saint » Martin fit voir à nos ancêtres que le respect qu'ils professaient » pour cette pierre n'était que pure idolatrie ; et, depuis cette » époque, la coutume s'est conservée presque jusqu'à nos jours d'y » mener les chevaux du village quand ils étaient atteints de *tranchées* » ou coliques intestinales..... Arrivé là on faisait faire au cheval » malade trois fois le tour du grès et boire quelques gorgées de » l'eau du bassin ; après cette visite, l'animal guérissait, grâce à la » vertu que cette eau doit à saint Martin ; cure merveilleuse » qu'attribuaient plutôt ceux qui n'y ajoutaient aucune foi, à la » promenade de deux kilomètres qu'il avait faite. »

Il y a une trentaine d'années ou plus, on voulut convertir en pavés le Grès de Saint-Martin, mais la population d'Assevillers qui lui a toujours conservé un respect traditionnel s'y opposa, il fut donc épargné ; sa forme seule pouvant nous indiquer sa véritable signification, nous osons avancer que, malgré sa ressemblance avec un *Menhir renversé*, c'est, nul doute, la table grossière d'un *Dolmen* qui servait d'autel et sur lequel on sacrifiait des victimes à Esus ou Hésus, Dieu féroce qui protégeait les forêts et qui était aussi le Mars ou le Dieu des combats chez les Gaulois. Ce nom d'Esus vient, dit-on, du mot celtique *Goez* forêt, qui fait *Es* par contraction, ou du mot *Euz* terreur ; — on avouera que le radical du nom du pays (*Asse Villers*) se rapproche singulièrement de ces deux derniers mots celtiques. — Le bassin creusé dans son épaisseur était certainement destiné à recevoir les libations ou le sang des victimes qui trop souvent pouvait être du sang humain. César, dans ses Commentaires, dit au livre vi, chap. xvii : « *Martem bella gerere. Huic, quum prælio dimicare constituerunt, ea, quæ bello ceperint, plerumque devovent. Quæ superaverint, animalia capta immolant.* » Chez les Gaulois, Mars préside à la guerre : quand ils ont résolu de livrer bataille, c'est d'ordinaire à lui qu'il s'voient ce qu'ils pourront prendre. Ils immolent les êtres vivants dont ils ont pu s'emparer.

On remarque aussi de chaque côté de cette espèce de récipient, deux empreintes ou usures formées par le frottement de corps durs ; là encore le christianisme a substitué sa légende au souvenir des coutumes primitives des Gaulois : « C'est le cheval de saint Martin, » dit naïvement la tradition locale, qui les a creusées en se frottant. » Quant à nous ; nous croyons que le Grès de Saint-Martin à Assevillers, comme la Pierre de Sainte-Radegonde à Mesnil-Bruntel, servait encore au polissage des silex, armes et instruments des premiers âges ; peut-être aussi le hideux Dolmen était-il de même la pierre à aiguiser du couteau qui frappait la victime.

Il provient sans doute de la montagne des *Proyes* ou *Proïes* (*præda* butin, dépouilles des ennemis) qui est située auprès.

On appelle de ce nom à Bayonvillers, à Mons-en-Chaussée, à Belloy-en-Santerre, des côtes arides, d'où surgissent des grès énormes. César continue au même chapitre xvii du livre vi, cité plus haut : — « *Reliquas res in unum locum conferunt. Multis* » *in civitatibus harum rerum exstructos tumulos locis consecratis cons-* » *picari licet : neque sæpe accidit ut, neglecta quispiam religione, aut* » *capta apud se occultare, aut posita tollere auderet ; gravissimumque ei* » *rei supplicium cum cruciatu constitutum est.* » Les Gaulois déposent en un même endroit les dépouilles des ennemis qu'ils ont vaincus. Plusieurs cités ont des lieux consacrés, où l'on peut voir d'énormes monceaux de ces effets ; et il n'arrive guère qu'au mépris de la religion on ose cacher chez soi une portion de butin, ou soustraire rien de ce qui a été mis en commun. La peine établie pour ce crime est le dernier supplice accompagné de tortures.

Ces lieux nommés les *Proyes* ou *Proïes*, remarquables par leur isolement, leur aridité et par un grand nombre de grès, objet du culte des premiers hommes, étaient-ils les endroits où les habitants primitifs, de nos contrées déposaient le butin qu'ils enlevaient aux ennemis ? de nouvelles recherches de la part d'archéologues plus compétents viendront, nous l'espérons, confirmer cette supposition, qui n'a pas la prétention d'être le dernier mot sur cette question. Puisse aussi la Société des Antiquaires de Picardie vouloir bien accueillir cette simple note consacrée principalement au Dolmen d'Assevillers qui, avec la Pierre de Doingt, est, dans l'arrondissement de Péronne, un des rares monuments de l'âge celtique.

LES THÈSES HISTORIÉES.

Par M. POUY, membre titulaire résidant.

Au xvii^e siècle, les thèses de théologie, de philosophie, de jurisprudence et de médecine, ornées de dessins et de gravures, étaient fort en vogue. Les récipiendaires ne manquaient jamais de les présenter à leurs patrons, à leurs familles, à leurs amis. Ces thèses, le plus souvent imprimées, quelquefois manuscrites, s'étaient en tableau sur vélin, sur satin, sur papier de divers formats, variant du très-grand au petit in-folio. Elles étaient décorées de dessins peints à la gouache, ou de gravures de maîtres, tels que Vouet, Lebrun, Mignard, Sébastien Bourdon, Le Pautre et autres. — Parfois elles reproduisaient des tableaux de Raphaël, de Poussin, de Lesueur ou d'autres grands génies.

Les thèses étaient toujours dédiées à un parent, à un ami. Des billets d'invitation pour les voir soutenir étaient envoyés à toutes les personnes qui pouvaient s'intéresser au candidat.

Molière, qui parle de tout, a cité les thèses historiées que les amants offraient à leurs belles : « Donnez, donnez, la thèse est toujours bonne à prendre pour l'image, dit Toinette, dans le *Malade imaginaire*. »

Toinette avait raison ; ces images étaient souvent fort belles, et méritaient bien un bon accueil, soit qu'elles représentassent un sujet historique, des figures allégoriques, comme celle faite pour le célèbre Talon, par Mellan, le graveur Abbevilleois, et qui portait l'effigie du cardinal Mazarin ; soit qu'elles offrissent aux regards un simple portrait de Louis XIV, de Colbert, de quelque saint ou d'autres personnages, avec de riches accessoires, tels qu'on les voyait sur les thèses gravées par De Poilly, autre Abbevilleois célèbre. Ce dernier artiste a gravé un grand nombre de sujets de thèses pour des récipiendaires picards, pour les abbés de St.-Acheul, de

Boves, etc. On remarque surtout parmi ses nombreux burins un Saint François en prière, sujet fort rare et superbe.

Édelinck et Nanteuil ont laissé des chefs-d'œuvre en ce genre.

Les récipiendaires dont la bourse était légère et qui ne pouvaient songer à faire les frais d'une gravure inédite, pouvaient se procurer des planches toutes faites chez Vallet, graveur du roi, rue Saint-Jacques, et chez Gautret, dans la même rue.

Jean-François Cars, qui s'est fait remarquer pour l'un des plus habiles burins du temps de Louis XV et de Louis XVI, gravait de superbes thèses et les vendait dans sa boutique, rue Saint-Jacques, à l'enseigne du *Nom de Jésus*. C'est de cet artiste que provient la belle thèse de philosophie sur double feuille très-grand in-folio que j'ai l'honneur de remettre à la Société et qui a pour sujet la scène de l'Écriture sainte, où l'on voit David présentant la tête de Goliath au roi Saül. Cette thèse est celle de Jean-François Morel, clerc Montdidérien.

Dans ce temps-là, les graveurs les plus célèbres avaient boutique sur rue.

De Poilly avait la sienne rue St.-Jacques, *A l'Espérance*, ou bien encore *A l'image St. Rouise*, et y débitait ses productions.

Toujours recherchées, ses gravures d'ornements et ses vues d'optique étaient pour lui une branche lucrative ; j'en offre un spécimen à la Société, c'est un genre qu'il exploitait avec privilège du roi, circonstance peu connue de la vie de cet artiste et qui prouve que même en ce temps là de grands maîtres alliaient à l'art l'industrie commerciale.

J'offre également .

1° La thèse *Utriusque juris* de J.-L. Duflos, d'Amiens, imprimée chez la veuve Ballard, en 1779, sur papier in-folio, texte sur deux colonnes, et dont le sujet est Saint Luc, sans nom de graveur ;

2° Deux thèses de théologie, d'un genre plus rare, manuscrites et sur velin in-folio, de Frédéric Liénard.

Le texte en latin est entourée de dessins à la gouache, et on a pris soin d'orner les lettres capitales.

Une collection un peu complète de thèses historiées serait précieuse à conserver. C'est une voie peu explorée, digne de provoquer les recherches.

Une telle collection peut avoir sa place au Musée d'Amiens, surtout si elle était composée d'œuvres rappelant le souvenir d'artistes et de personnages picards. C'est pour propager cette idée que j'ai voulu fournir mon petit contingent à ce genre de documents historiques et biographiques.

RAPPORT

sur une Lettre adressée par M. MICHEL fils, d'Angers,

A LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

Par M. DUTILLEUX, membre titulaire résidant.

MESSIEURS,

» Vous avez bien voulu, dans votre dernière séance, me charger de faire quelques recherches au sujet d'une lettre qui vous avait été adressée par M. Michel fils, d'Angers, et qui a trait à deux questions de sigillographie picarde.

» Dans la première partie de sa lettre, M. Michel soumet à votre examen l'empreinte en cire d'un sceau qu'il croit avoir appartenu soit à Jean de Gaucourt, évêque d'Amiens de 1474 à 1476, soit à Louis de Gaucourt, qui occupa le même siège de 1476 à 1485.

» Ce sceau est ovale ; dans le champ est un écu armorié portant 2 bars adossés sur un fond d'hermine ; l'écu est sommé, à gauche

d'une mitre, à droite d'une crosse dont la volute est tournée à gauche ; enfin il est accompagné par deux palmes qui se réunissent sous la pointe.

» Les armes gravées sur cet écu sont bien celles de la famille de Gaucourt, originaire de Picardie et qui portait : d'*hermines à 2 bars adossés d'or*. Mais je ne pense pas que le sceau que je viens de décrire puisse être attribué à l'un ou l'autre des deux évêques de cette famille qui ont successivement administré le diocèse d'Amiens.

» Il ne présente, en effet, aucun caractère des sceaux épiscopaux de la fin du xv^e siècle. Les sceaux ecclésiastiques de cette époque sont fort ornés, le champ est ordinairement occupé par une figure de la Vierge ou de saint, sous un dais à dentelles ; souvent l'effigie de l'évêque à genoux est inscrite sous la figure principale et ses armes sont gravées tout au bas du sceau ; une légende en belle écriture gothique indique presque toujours le nom et la qualité du prélat.

» Dans le sceau qui nous occupe, rien de tous ces détails qui donnent aux sceaux du xv^e siècle une élégance parfois trop recherchée. Son langage, si je puis m'exprimer ainsi, est réduit à sa plus simple expression : les armes du propriétaire, la mitre et la crosse distinctives de sa dignité, voilà tout ; d'ailleurs le style, ce caractère distinctif des œuvres d'art d'époques différentes, n'est pas du tout celui du xv^e siècle ; il est très-sobre de détail, assez rude et grossier, et je ne pense pas qu'on puisse faire remonter cette pièce plus haut que la fin du xvi^e siècle ; probablement même elle date du commencement du xvii^e siècle. Remarquons en outre que la volute de la crosse est tournée à gauche, ce qui indiquerait plutôt un abbé qu'un évêque, les crosses épiscopales étant le plus souvent représentées tournées à droite.

» Ce sceau aura donc probablement appartenu à un membre de

la famille des Gaucourt, qui était à la tête de quelque abbaye dans les premières années du xvii^e siècle.

» J'ai vainement cherché, dans les catalogues des Collections publiques, les sceaux des deux évêques de ce nom ; ni le Musée Napoléon, ni les Archives du département, ni les Archives de l'Empire n'en possèdent aucun ; je n'en ai pas davantage parmi ceux que j'ai réunis, et M. Demarsy n'en cite également aucun dans son Armorial des Évêques d'Amiens. — Les Archives de l'Empire conservent les empreintes de sceaux de deux membres de cette famille, l'un de Raoul de Plessis de Gaucourt, 1314 ; l'autre de Raoul de Gaucourt, chambellan du roi, 1446. Ce dernier est armorial et porte les armes ci-dessus décrites.

» En résumé, bien que le sceau de M. Michel ne puisse être attribué à l'un de nos deux évêques, je vous proposerai, Messieurs, puisque la famille de Gaucourt appartient à la Picardie, de prier notre correspondant de vouloir bien s'en dessaisir en faveur de notre collection. Mais, comme nous ne possédons point de pièce de la même nature se rapportant à l'Anjou, cette cession, de la part de M. Michel, ne pourrait être que toute gratuite. Nous ne lui en serions d'ailleurs que plus reconnaissants de son obligeant procédé à notre égard.

» Dans la seconde partie de sa lettre, M. Michel demande si l'orthographe du nom d'Amiens s'est écrit au moyen-âge AMBIETVIXI. Ce nom, dit-il, figure sur un sceau du xv^e siècle qu'il possède.

» J'avoue que j'étais assez embarrassé pour répondre à cette question, ne connaissant guère d'autre forme régulière du nom de notre ville que *Ambianum*, en latin ; *Amyens*, *Amiens*, en français, lorsque me revint en mémoire un travail que j'ai eu l'honneur de lire à la Société, il y a trois ou quatre ans, et qui est aujourd'hui presque complètement oublié, même de son auteur. Je me rappelai que parmi les sceaux qui nous ont été donnés, en 1863, par

M. Ratel, de Valenciennes, figure un sceau d'Amiens, portant également une légende fort singulière, et, me reportant à la description que j'en ai faite, je trouvai que cette légende se compose de caractères gravés en quelque sorte au hasard, parmi lesquels on peut à grand peine distinguer des lettres que je crois lire AMIANVAMI : Ne serait-ce pas là le AMBIETVIXI de M. Michel ? Dans tous les cas, l'une de ces deux formes est aussi barbare que l'autre ; mais elles peuvent aisément s'expliquer si l'on remarque que, dans le sceau donné par M. Ratel, on retrouve encore un certain nombre de lettres de la légende primitive, et, en outre, dans le champ, quelques-unes des têtes gravées sur le sceau de la commune d'Amiens au XIII^e siècle. D'après le chanoine La Molière, le sceau des *Marmousets*, comme il le nomme assez irrévérencieusement, ou bien encore, le scel *aux Testes*, ou le scel *de la Communauté*, comme on disait en style officiel, ce sceau dis-je, gravé au XIII^e siècle a servi jusqu'à la fin du XV^e. Pendant cette existence de trois siècles le temps lui aura fait subir bien des outrages ; mais les magistrats municipaux d'Amiens ont voulu conserver quand même ce monument de leurs vieilles franchises ; ils se sont bornés à faire, de temps à autre, graver à nouveau quelques lettres de la légende qui, devenue de plus en plus illisible, confiée à des mains de plus en plus ignorantes, a donné au nom latin d'Amiens, ces formes barbares que je me garderai bien de répéter pour n'en point offenser davantage vos doctes oreilles.

» Nous pouvons donc, je pense, répondre sur ce chef à M. Michel, que très-probablement le sceau dont il parle est une empreinte du grand sceau communal d'Amiens ; il pourra d'ailleurs facilement s'en assurer en examinant le champ qui, si ma supposition est fondée, doit encore porter les traces des six bustes séparés par des fleurs de lys, qui y étaient gravés. La légende complète devrait être : † SIGILLVM : CIVIVM : AMBIANENSIVM : Le contre-sceau

porte au centre une fleur de lys et autour ces mots : † SECRETVM : MEVM : MICHI : — M. Michel pourra trouver une représentation de ces sceau et contre-sceau en tête du 1^{er} volume de l'édition in-4^o des « Documents inédits pour l'Histoire du Tiers-État » d'Augustin Thierry. »

BATAILLE DE MONS-EN-VIMEU.

(Extrait du Ms. n° 2691 de la Bibliothèque impériale.)

Par M. J. LION, membre titulaire non résidant.

« A ceste magnanimité a succédé le très reluisant duc Philippe son filz qui na point seulement voulu estre héritier des biens mondains mais des vertus du très excellent duc son père. Lesquelles vertus et bonnes mœurs il a plus estimées que quelques principautés et seignouries. Et pour monstrier que ainsi soit commençons au temps quil vint a seignourie. Lui nouveau seigneur et eage de xxij ans ou environ se trouva enveloppé en guerre de toutes pars. Car après la mort du duc Jehan son père son pays de Bourgongne fut envahy de toutes pars aquoy après la mort de son père il mist hastivement si bonne prouvision que peu y eurent ses ennemis de prouffit. Il se tira par decha es marches de Picardie lesquelles furent invahies par ses adversaires qui avoient prins Saint Riquier et tennoient aultres places qui fort grevoient le pays. La magnanimité qui journellement croissoit en lui le incita a non souffrir ses subietz estre opprimés parquoy il assiegea Saint Riquier. Trois grans capitaines de France cest assavoir le s^r de Conflans, Potton de Sainte Treille et Jehan Raullet vindrent agrant puissance résolus de lever le siège. Mais la magnanimité de ce jone et très coraigeux prince ne leur en donna le loisir car il leur alla au devant et combien quilz fussent en multitude de gens trop plus que lui touteffois il leur livra la bataille. Vray fut que d'une part et daultre y eut desroy, car la bataille fut a cheval et de chacune partie y

eut des fuyans. Et en ce desroy ne furent nulz indiscretz mouvemens ou chaleur de jonesse ne pusillanimité ou paour pour non avoir veu le samblable. Mais son magnanime coraige le conduisi par telle moderacion quil ralia ses gens gaigna la bataille et lui demoura la place. Et pour ce quil fut ad ce iour chevalier il lui sambla que honneur vouloit quil gaignast les esperons d'ores. Pour laquelle chose il monstra merveilleuse magnanimité veu son jone eage. Car lui enferre de trois lances de ses ennemis tenu par la teste du mje qui lui tenoit la teste soubz le bras acernemuse despourveu de sa lance son espee en sa main par coraige de proesse se deflist deulx. Et non content proceda oultre en combatant ses fors ennemis tant quil les mist en desroy et en fuitte et en creanta trois a ceste heure de sa main. Puis veit en fuitte les trois dessus qui estoient cappitaines lesquelz fuyoient ensamble et les congnt parce que lun diceulx quil avoit creante si lui declaira. Lui seul picquant de lesperon les poursievi ei ratendi premiers le Sr de Conflans et le creanta. Apres poursievi Potton et pareillement le creanta. Puis chassa de force Jehan Raullet qui estoit le tiers et qui se sauva par la vaillance de son cheval qui plus avoit de coraige a fort fuir que son maistre navait a soy desfendre. Cette histoire je nay prins en eronicques nen escript ne le scay ne ne le tien daultre que de lui meismes qui autrefois en ses privees devises le ma conte non par jactance vanitise ou vaine gloire. Car chacun scet qui de lui avoit cognoissance que en telz cas qui redondoient en sa loenge il eust ainchois dit mains que plus. Tous ses prisonniers tindrent leur foy fors lun qui fut des trois premiers creantes. Il se monstra en eulx vraiment magnanime. Car la propriété du magnanime est de estre liberal. Il les festoia grandement et fist festoier en sa court. Puis leur donna grans dons et les quitta franchement de leur foy et promesse et par ceste liberalité prindrent congie de lui et sen retournerent en leurs hostelz joieux francz et quittes. »

NOTE SUR JACQUES ROHAULT

Par M. BAZOT, trésorier.

Messieurs,

J'apporte à la Société des notes d'une entière exactitude sur la date de la naissance et sur le jour de la mort d'un savant amiénois.

Je viens rectifier les erreurs commises par tous les biographes, anciens et modernes, qui se sont occupés des grands hommes de notre province.

C'est au hasard, ce dieu aveugle et capricieux, que je dois ma découverte : il me mit sur la voie, je la suivis avec l'ardeur d'un fureteur pur sang et j'obtins un résultat que vous jugerez comme moi, je pense, des plus heureux.

Vers la fin du mois dernier, à Amiens, rue Porte-Paris, un bon gros in-quarto du dix-septième siècle provenant de la bibliothèque *ex libris*, de M. Marié de Toulle, était piteusement mis à l'encan sur le prix de cinquante centimes. Le crieur s'exténua en vain à provoquer des enchères, le commissaire-priseur, recommandable par d'autres connaissances que celles de sa profession, tâchait de faire valoir l'objet de la crie, en rappelant sans succès aux personnes venues à la vente que le nom de l'auteur était donné depuis quelques années à une des rues d'Amiens. Amateurs, marchands, spectateurs, tous restaient froids, personne ne se souciait du malheureux in-quarto.

Comme les autres je laissais l'officier ministériel et son crieur s'évertuer à relever la valeur peu appréciée de l'objet exposé, lorsqu'enfin je fus honteux de voir une illustration picarde, toute vieille qu'elle soit, rester aussi longtemps gisant sur la table du commis par la loi aux ventes de meubles.

Si toutes les sciences sont sœurs, il en est qui ne se ressemblent en rien, la physique et la numismatique par exemple.

La première pense au présent, cherche à déchirer le voile de l'inconnu, de l'avenir.

La seconde s'occupe du passé, emploie ses facultés à dissiper les ténèbres des temps anciens.

Sans avoir le désir de rester acquéreur, je portai une enchère de dix centimes et faute de mieux le volume me fut adjugé.

Pour soixante centimes je devins propriétaire du traité de Physique de IACQUES ROHAULT, Paris, chez la veuve Charles Savroux, libraire juré, au pied de la Tour de Nostre-Dame, à l'enseigne des Trois Vertus.

Traité qu'on ne lit plus, traité entièrement délaissé, après avoir obtenu un succès immense à l'étranger comme en France, après avoir servi de livre classique dans l'Europe entière, pendant une longue suite d'années.

Mon bouquin sous le bras, regagnant mon logis, je réfléchissais aux illusions de chacun de nous et tout bas je disais : Il est heureux que les morts ne reviennent pas. S'ils revenaient, et si Jacques Rohault, dans un moment de cette délicieuse flânerie qui délasse avec bonheur le corps et l'esprit fatigués d'un travail intellectuel, avait eu la fantaisie d'assister à la vente du fruit de son labeur, de ses veilles, il serait resté confondu d'avoir si bien compris qu'il n'était qu'un jalon planté sur la ligne à suivre par la physique, ainsi qu'il le reconnaît dans l'excellente préface de son traité, en s'exprimant en ces termes :

« Il y a déjà quelques années que faisant réflexion sur les différens effets du temps, comme il est favorable à certaines choses, dont il avance toujours la perfection, et comme il est nuisible à d'autres, qu'il dépouille des beautés et des grâces qu'elles avoient dans leur commencement, je conclusois que les Arts et les

Sciences ne pouvoient estre de ces dernieres, et que le temps au contraire, bien loin de leur faire outrage, ne leur pouvoit estre que très-avantageux, etc... »

En effet les découvertes continuelles, résultat d'expériences et d'observations incessantes, ont fait faire à la physique de très-grands progrès. Depuis moins d'un siècle cette science a marché avec une telle vitesse qu'elle a laissé loin d'elle dans l'ombre et parfaitement oubliés ses disciples les plus dévoués les Mersenne, les Mariotte, les Amontons, les Lahire, les Jacques Rohault et autres.

Sans nul doute, malgré toute sa philosophie, Jacques Rohault aurait été profondément humilié de voir son œuvre mise aujourd'hui en balance avec le poids du vieux papier, lui qui fit au témoignage de tous les contemporains, le meilleur traité qui eût paru jusqu'alors.

Quelque peu satisfait que je fusse de mon acquisition, rentré dans mon cabinet, je fis l'inspection de ma modeste emplette que je n'avais pas regardée jusques là. Tout d'abord, au dedans la couverture, à droite, en haut, au-dessus des armes de M. Marié de Toulle, je lus cette note manuscrite que je reproduis textuellement.

« feu jacques rohault est décédé a paris la nuit du 26^e au 27 decembre 1672 il a été inhumé le jedy 29^e du mesme mois il demeueroit rue quinquempoix paroisse de..... assez pres de l'ancien hostel de beaufort et du mesme rang allant vers s^t josse »

Ces lignes n'ont pas été écrites par l'académicien Marié de Toulle, elles lui sont antérieures, et viennent d'un homme ayant peu connu l'usage de l'apostrophe, l'emploi des lettres majuscules, la force de la virgule, le pouvoir du point.

Cette mention me frappa, elle donne des particularités qui n'ont pu être connues que d'une personne ayant vécu dans l'intimité de notre savant, ou qui assistait à ses derniers moments. Je crus à sa sincérité, et me rappelant vaguement que les rédacteurs de la

Biographie des Hommes célèbres du département de la Somme, (Amiens MDCCCXXXVII chez Machart) assignaient à la mort de notre compatriote une autre année, je m'empressai de vérifier le fait ; je m'assurai qu'ils indiquaient, comme F. X. de Feller dans son Dictionnaire biographique qu'ils ont exactement copié, l'année 1675.

Nous savons tous par expérience que les chroniqueurs, annalistes et biographes, ont souvent le grand tort de prendre pour constants les faits énoncés par ceux qui ont écrits avant eux sur des points historiques qu'ils traitent à leur tour ; sans remonter, paresseux qu'ils sont, à la source où leurs devanciers ont puisé, ils perpétuent ainsi les erreurs qui ont été commises à l'origine. Ne voulant pas les imiter, je consultai d'abord les ouvrages qui ont parlé de Jacques Rohault, pour m'assurer de leur exactitude. Tous ont une phrase en quelque sorte stéréotypée pour nous dire :

Rohault (Jacques) philosophe cartésien, fils d'un marchand d'Amiens, né à Amiens en 1620, décédé à Paris en 1675, âgé de 55 ans, fut enterré à Ste-Geniève-du-Mont à côté de Descartes, son maître.

La nouvelle Biographie de Firmin Didot frères.

La Biographie universelle de Michaud.

Moreri.

Le Dictionnaire des Dates.

Le Dictionnaire des Sciences philosophiques.

Tous sont unanimes et d'accord avec Feller ; cependant le Dictionnaire des Sciences philosophiques affirme que Rohault mourut en 1672 tout en reproduisant les autres erreurs.

Bien plus un compatriote, un enfant d'Amiens, le père Daire lui-même, dans son Histoire littéraire de la ville d'Amiens, MDCCCLXXXII, commet les mêmes fautes.

Rohault, dit-il, mourut à Paris en 1675 à l'âge de 55 ans. Comme il avait été fidèlement attaché à Descartes pendant sa vie, il ne

s'en sépara pas même à sa mort : Il repose près de lui dans l'église St.-Etienne-du-Mont.

Son père marchand de vin de profession à Amiens, c'était à l'enseigne de l'Etoile d'Or, vis-à-vis le grand portail de l'église de St.-Germain, Jacques y prit naissance en 1620.

Ainsi tout a contribué à nous entretenir dans l'erreur, rien n'a manqué aux années 1620 et 1675 pour les accréditer et les donner comme ayant marqué dans leur cours l'une la naissance, l'autre le décès du plus chaud des partisans du système de Descartes.

Une fausse date pour le décès me fit craindre une date erronée pour la naissance, et désireux d'avoir des chiffres incontestables, j'eus recours aux connaissances spéciales de M. Dubois, chef de bureau à la Mairie. Cet employé, qui se distingue de ses collègues par de sérieuses et longues recherches sur le vieux Amiens, que vous connaissez déjà par ses publications ou par les communications qui vous ont été faites de sa part, répondit à ma question : vous aviez bien raison de vous méfier, Jacques Rohaut n'est pas né en 1620 mais en 1623. Puis, il se mit à ma disposition et m'offrit de me conduire tout de suite là où se trouvait la preuve, j'acceptai, comme vous le pensez bien, son offre obligeante et nous allâmes tous deux au greffe du tribunal civil, lieu du dépôt. La pièce qui me fut représentée est un cahier, quoique qualifié de registre, composé tout simplement de plusieurs feuilles de papier de la grandeur d'un petit in-folio, pliées en long et en deux, sans aucune signature, sans aucun paraphe, soit pour coter les feuillets, soit pour attester la sincérité des mentions écrites par le prêtre desservant la paroisse. Je pris de la pièce probante ceci :

Extrait du Registre des baptêmes fait en l'église de St.-Germain en Amiens de l'année 1623.

Jacque fils de Ambroise Rohaut et de Antoinette de Pothieu a

este baptisé le 23^e jour du dict mois (may) ses parrains siré Jacques Bultel et Mademoiselle de Villers.

Vous remarquerez comme moi, Messieurs, que le nom patronymique de Rohault est écrit sans l, l'omission de cette lettre s'explique par la négligence de celui qui écrivait le prénom de Jacques tantôt avec un s tantôt sans s avec la plus calme indifférence. Cependant la suppression de l m'inspirait quelques soupçons sur l'identité de personne. Je fis part de mes craintes à M. Dubois qui lui ne doute pas que ce soit bien l'acte de baptême de notre philosophe, convaincu qu'il n'existait pas d'autres Jacques dans la famille, à cette époque; et, il me proposa, pour me tranquilliser, de me produire un registre de la fabrique de St.-Germain où je trouverais la signature avec un l de Rohault le père, en qualité de trésorier. Le lendemain M. Dubois eut la complaisance de me montrer chez moi le registre en question coté O, dont j'ai extrait ce qui suit :

« Compte que faict et rend Ambroise Rohault bourgeois et marchand de cest ville d'Amyens marguillier de l'Eglise de Dieu et Monsieur Saint Germain au dict Amyens des receptes et mises qu'il a faict durant l'an de ce present compte commencé le dimanche jour de Pacques close dix huitiesme apvril mil six cens trente deux et finissant le lundi vingt huitiesme mars mil six cens trente troys à Messieurs le curé et marguilliers paroissiens d'icelle. Signé : A. Rohault. »

A la vue de ce document je ne doutai plus.

M. Dubois me dit ensuite, Rohault fils s'est marié en 1648, il est certainement décédé en 1672; comme preuve je vous donne à lire la lettre que M. Rohault Fleury, architecte à Paris, m'a écrite le 26 décembre 1862 à propos des recherches que je faisais alors sur cette famille picarde.

Voici le passage de cette lettre qui nous intéresse :

« Extrait des actes de décès de la paroisse de St.-Mery.

Jacques Rohault professeur de mathématiques décédé en sa maison rue Quincampoix ce..... décembre 1672 a été inhumé le lendemain dans cette église où ont assisté M. Cerselier son beau père et.....

C'est le dernier enregistré de ce mois et l'on suppose, d'après l'inspection du registre, que ce devait être le 31. »

Il résulte de ces documents puisés à différentes sources, de ces renseignements donnés par des personnes étrangères les unes aux autres, à des époques éloignées les unes des autres, que :

Jacques Rohault est né en 1623, qu'il est mort en 1672 et qu'alors il n'a vécu que 49 ans.

Que c'est à tort et par erreur si jusqu'à ce jour on a fait naître Rohault en 1620 et mourir en 1675, à l'âge de 55 ans.

Reste à reconnaître le lieu de la sépulture, il sera facile de l'établir en s'adressant à Paris.

Si petit que soit le mérite de mes rectifications, il vaut bien, je pense, les soixante centimes que j'ai payés pour l'acquérir.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 1^{er} trimestre de 1867.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Archives des missions scientifiques et littéraires, tome III, 3^e livr. — 2^o Revue des Sociétés savantes. Novembre-Décembre 1866. — 3^o Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes tenues les 4, 5 et 6 avril 1866. Histoire, philologie et sciences morales, 1 vol. in-8^o. — 4^o Monographie de la cathédrale de Chartres, liv. 9, in-fol.

II. Par S. Exc. le Ministre de la Marine.

Revue maritime et coloniale, nos 73, 74, 75.

Tableaux de population, de culture, de commerce et de navigation formant, pour l'année 1864, la suite des tableaux insérés dans les notes statistiques sur les colonies françaises.

III. Par les Auteurs.

1° Prix des grains sur le marché d'Abbeville depuis l'année 1590. Extrait des mémoires de la Société d'Emul. d'Abbeville, 1865, in-8°. — 2° Inauguration du Palais de Justice de Loches. Loches, 1866, in-8°. — 3° La princesse de Condé à Valenciennes. 1653-1654. Par M. le d^r Lejeal. Valenciennes, 1865, in-8°. — 4° Les travaux historiques de la ville de Paris. Etude critique sur les deux premiers volumes de la collection, par Urbain Deschartes. Paris, 1866, in-8°. — 5° Rapport sur la boulangerie de MM. Macron, à Warloy, par M. Moullart. Amiens, 1866. Jeunet, in-8°. — 6° Matériaux pour l'histoire positive et philosophique de l'homme, par Gabriel de Mortillet. 2^e année. Septembre 1865. — 7° Etude sur les plombs ou enseignes de pèlerinage et en particulier sur ceux de Notre-Dame de Boulogne-sur-Mer, à propos de quelques nouveaux types et d'un moule découvert récemment dans cette ville. Par Alph. Lefebvre. Boulogne-sur-Mer, 1865. Aigre, in-8°, pl. — 8° Catalogue raisonné de l'œuvre gravé de Jean Charles Le Vasseur d'Abbeville, précédé d'une notice sur sa vie et ses ouvrages, par Em. Delignières. Abbeville, 1865, Briez, in-8°, port. — 9° Restauration de St.-Vulfran d'Abbeville. Par Em. Delignières. Abbeville, 1865, Gamain, in-8°. — 10° Notice sur une inscription du du xi^e siècle provenant de l'abbaye de Corbie, par M. l'abbé J. Corblet. Arras, 1866, Rousseau-Leroy, in-8°. — 11° Société des Orphéonistes d'Amiens. Rapport présenté par le Vice-Président (M. A. Janvier), à l'assemblée générale du 13 janvier 1867. Amiens, 1867, Lemer, in-8°. — 12° Voyageurs célèbres au pays de

Waës. Notes d'Emmanuel Van der Vynckt, publiées par le chev. de Schoutheete de Tervarent. St.-Nicolas, 1866, Edom, in-8°. — 13° Commission historique du département du Nord. Inscriptions funéraires et monumentales, par M. V. Delattre. Avec notices historiques d'après les monuments et documents de sa collection cambrésienne. Rapport sur cette communication, par M. A. Desplanques. Lille, 1866, in-8°. — 14° Quelques méreaux et plombs de marque relatifs à l'Artois, par M. L. Deschamps de Pas. Bruxelles, 1866, in-8°. — 15° Des origines du pouvoir ministériel en France. Des secrétaires d'Etat sous le règne de Louis XIV, par M. le v^o H. de Lucay. Paris, in-8°. — 16° Le Compiégnois, almanach de Compiègne et du département de l'Oise pour 1866. 2° année — pour 1867. 3° année. Compiègne, 1866-67. Delhaye, 2 vol. in-12 carré. — 17° Les inventaires des archives de l'Empire. Réponse à M. le marquis de Laborde, directeur général, contenant un errata pour ses préfaces et ses inventaires, par Henri Bordier. Paris, 1867, in-8°. — 18° Saint-Quentin. De son commerce et de ses industries, par M. Charles Picard. Volume II, 2° partie. Saint-Quentin, 1867, Moureau, 1 vol. in-8°. — 19° Nouveau recueil de pierres sigillaires d'oculistes romains pour la plupart inédites, extrait d'une monographie inédite de ces monuments épigraphiques, par J. Sichel. Paris, 1866, in-8°. — 20° Les archives départementales. Leur avenir. Par Jules Périn. Paris, 1866, in-8°. — 21° Association polytechnique de Boulogne-sur-Mer. Cours gratuits élémentaires principalement destinés aux ouvriers. Compte-rendu de la séance publique d'ouverture. Extrait de *l'Impartial de Boulogne-sur-Mer* du 7 février 1867. Boulogne, 1867, Ch. Aigre, in-8°.

IV. Par les Sociétés étrangères.

1° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, tome XXI. — Glossaire du patois de la Suisse romande, par le doyen Bridel, le tout recueilli et annoté par L.

Favrat. — 2° Die Abteikirche zu Marienstat bei Hachenburg. Im Auftrag des Vereins für Nassauische Alterthumskunde und Geschichtsforschung herausgegeben von R. Goerz mit 11 Tafeln. Wiesbaden, 1866, in-fol. — 3° Revue de la numismatique belge, tome V, n° 1. — 4° Par la Société des Antiquités et des recherches historiques de Nassau : 1° Annales. VIII Band ; 2° Geschichte und Genealogie der Dynasten von Westerburg. Von J.-G. Lehmann ; 3° Urkundenbuch der Abtei Eberbach, von d^r Karl Rossel. Zweiter Band. I Abtheilung. — 5° Abhandlungen der historisch-philologischen Classe der Königl. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. XII Band. — 7° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society. N° XXIV. — 7° De l'académie impériale de Vienne : 1° Sitzungsberichte philos. hist. classe. Band LI. Heft, 2, 3. Band LII. Heft, 1, 2, 3, 4 ; 2° Archiv für Kunde osterr. Geschichtsquellen. B. XXXV. H. 2. Band XXXVI, Heft 1 ; 3° Register zu den Banden I. XXXIII des Archiv. ; 4° Register zu den Banden I. XIV der Denkschriften der philosophisch. historischen Classe ; 5° Fontes rerum austriacarum. Scriptores. Band VII. — Diplomataria et acta. Band XXV. ; 6° Bulletin des commissions royales d'art et d'archéologie (de Belgique), 4^e année. Oct., nov., déc. 1863. 5^e année. Janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet, août 1866. — 7° Annales de la Société l'Union des artistes liégeois. Tome second, 1864-65 — 8° Mittheilungen der kaiserlich-königlichen geographischen Gesellschaft. IX Jahrgang 1865. Redigirt von Franz Foetterle. Wien 1865, 1 vol. in-8°.

V. Par les Sociétés Françaises.

1° L'Investigateur, journal de l'Institut historique de France. Septemb., octob., novemb., décemb. — 2° Bulletin des travaux de la Société libre d'Emulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. Année 1865-66. — 3° Bulletin du Comité flamand de France, n° 4. — 4° Bulletin du Comité agricole d'Abbeville, 1867,

n^{os} 1, 2, 3. — 5^e Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, t. V, n^o 6 — VI, n^o 1, 2. — 6^e Mém. de l'Académie du Gard, nov. 1863, août 1864. — 7^e Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 1866, 3^e trim. — 8^e Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drome, 1867, 4^e liv. — 9^e Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire, n^{os} 9, 10, 11. — 10^e Bulletin des travaux de la Société libre d'Emulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure, n^o 1 janvier, n^o 2 février 1867. — 11^e Résumé des observations météorologiques faites à St.-Romain de Melle (Deux-Sèvres), par M. le d^r Chabot, depuis le 1^{er} janvier 1837 jusqu'au 31 décembre 1863. (Publication de la Société de statistique des Deux-Sèvres. — 12^e Annales de la Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, 1^{er} semestre 1866. — 13^e Mémoires de la Société d'agriculture, d'industrie, des sciences et des arts de l'arrondissement de Falaise, année 1865. — 14^e *L'Agro-nome praticien*, journal de la Société d'agriculture de l'arrondiss. de Compiègne, n^{os} 52, 53, 54. — 15^e Mémoires de l'Académie de Stanislas, 1865. — 16^e Recueil des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1866, X^e vol. — 17^e Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, t. IV, 2^e liv. — 18^e Bulletin de la Société de statistique, sciences et arts du département des Deux-Sèvres. 1^{er} et 2^e trimestres 1866. — 19^e Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, n^o 52. — 20^e Revue de la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, 1865, n^{os} 3, 4, 5, 6, 8, 12, 1866, n^{os} 5, 6, 11, 12. — 21^e Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, n^{os} 9, 10. — 22^e Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts, 1865-66, XI^e vol. — 23. Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, 2^e, 3^e trim. de 1866, 1^{er} trim. de 1862, 1^{er}, 2^e, 3^e trim. 1863. — 24^e Répertoire des travaux

de la Société de statistique de Marseille, tom. XXVIII, 2^e fasc., tom. XXIX, 1^{er} et 2^e fasc. — 25^e Association polytechnique fondée en 1830 par d'anciens élèves de l'école polytechnique. Section de Sceaux. Année scolaire 1865-66. Distribution des prix sous la présidence de M. de Boyer de Ste-Suzanne, le dimanche 12 août 1866. — 26^e Section de Vincennes. Année scolaire 1865-66. Distribution des prix sous la présidence de M. de Boyer de Ste-Suzanne, le dimanche 4 novembre 1866, in-8^e. — 27^e Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. 4^e trim. de 1866. — 28^e Mémoires de la Société littéraire de Lyon, année 1866. — 29^e Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 4^e trim. 1866. — 30^e Rapport sur les travaux de la Société des Antiquaires de l'Ouest pendant l'année 1866, par M. Nénard, secrétaire. — 31^e Bulletin du Comité archéologique de Noyon. Comptes-rendus et travaux lus aux séances, t. II. Noyon, 1867, Andrieux, 1 vol. in-8^e. — 32^e Bibliothèque de l'école de Chartes. 6^e série, tome III, 1^{er} liv. — 33^e Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique, liv. 53, 56, 57, 58, 59, 60. — 34^e Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire, xix et xx^e volume.

VI. Recueils périodiques.

1^o Le Moniteur de l'archéologie, sous la direction de M. J.-G. Coustou, n^o 6. — 2^o Journal des Beaux-Arts, n^{os} 1, 2, 3, 4, 5. — 3^o Le Cabinet historique, nov., déc. 1866; janv., fév. 1867. — 4^o Revue de l'Art chrétien, n^o 12. — 5^o L'Institut, nov., déc. 1866; janv., fév. 1867. — 6^o Messenger des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique, n^o 4.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du 9 Avril 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. Albert Albria, de Dijon, envoie une note sur les familles nobles de Picardie qui ont siégé aux états de Bourgogne. (Voir p. 394.)

— M. Hesse, au nom de la Commission des comptes, lit son rapport sur la gestion du trésorier en 1867 et présente le projet de budget de 1868. La Société, appelée à voter les différentes propositions de la Commission, les adopte successivement, notamment celles où elle demande des remerciements pour l'honorable M. Bazot, à raison des services qu'il a rendus depuis un si grand nombre d'années à la Société, en remplissant, avec autant de zèle que de désintéressement, les délicates et quelquefois pénibles fonctions de trésorier.

— M. l'abbé Duval donne lecture du rapport de la Commission pour la cession du Musée Napoléon à la ville

d'Amiens. M. Hesse lit ensuite un projet de délibération proposé par la même Commission.

Après un débat auquel prennent part un membre pour combattre les conclusions du rapport, et divers autres pour l'appuyer, la Société passe au vote sur le projet de délibération formulé, lequel est adopté par tous les membres, un seul excepté.

La Société décide ensuite que ce rapport sera transmis par M. le Président à l'Administration municipale.

— M. Dutilleux, au nom de M. Dubois, fils de M. Dubois, secrétaire perpétuel de l'Académie impériale de médecine, offre une lampe, un vase et une médaille antiques.

Le même membre signale des pierres mise récemment à découvert par des travaux de terrassement exécutés dans l'ancienne église St.-Etienne de Corbie, depuis longtemps employée à un usage profane.

Séance du 14 Mai 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. Garnier lit une note sur un jeu de cartes donné au Musée par M. Caron, d'Auxy-le-Château. La Société en décide l'insertion dans le bulletin. (Voir p. 393.)

Le même membre donne lecture d'une note sur l'emploi des jetons frappés par la Société depuis que le droit de présence a été institué. Il termine par la proposition suivante : A l'avenir, le trésorier conservera dans sa caisse les jetons, et en fera la distribution dans la première séance de janvier, suivant le tableau de présence

dressé d'après le registre aux procès-verbaux des séances, lequel tableau lui sera remis par le secrétaire perpétuel à la fin de l'année. — Cette proposition est adoptée par la Société, qui vote en même temps l'impression de la note. (V. p. 399.)

— M. Dutilleux voudrait que l'on changeât le type du jeton, et que d'un côté on mit l'effigie de notre illustre Du Cange et de l'autre les armes adoptées par la Société.

Plusieurs membres, et notamment le trésorier, font remarquer que ce serait une lourde dépense.

M. Dutilleux répond que la question pourrait être décidée en principe, et que la Société ferait exécuter ce travail quand l'état de ses finances le lui permettrait.

La proposition est prise en considération.

— M. Bazot donne lecture d'une note insérée dans le Journal de l'Oise, n° du 26 mars, relative à une trouvaille de monnaies faite sur le terroir d'Hétomesnil. Toutes portent à l'avvers ces mots : HVGO . REX . HERVEVS . tracés autour du monogramme de Charles-le-Chauve, et au revers : BELVACVS . CIVITAS . autour de la croix qu'on trouve sur les monnaies de cette époque.

M. Bazot ajoute que toutes ces monnaies d'Hervé ou Hervée, quarantième évêque de Beauvais, longtemps mêlé aux affaires publiques (sa signature se trouve au bas d'une charte accordée en 987 par Hugues-Capet à l'abbaye de Corbie), furent apportées par un laboureur à M. Vasselle, qui, sans attacher malheureusement aucun intérêt à cette trouvaille, les abandonna à son ouvrier. Partie a été achetée par le conservateur du Musée

monétaire, partie par M. Ponton d'Amecourt, président de la Société de Numismatique qui vient de se former à Paris, enfin une troisième partie, la moins importante, par M. Garnier ou Garier, rue de Lille. — Toutes ces monnaies appartiennent au prélat de Beauvais, car, sans vouloir critiquer l'article de M. le Dr Leroy, les pièces trouvées aux noms réunis de l'évêque Hervé et de Hugues-Capet sont purement épiscopales et fort rares. Elles ne peuvent cependant pas combler les lacunes qui existent dans les cabinets des amateurs en ce qui touche le roi de France. Il est bien regrettable, dit M. Bazot, que nos efforts pour réunir toutes les antiquités du pays ne soient pas mieux connus, au moins dans la Picardie, car Beauvais est picard. S'il nous avait été donné d'être prévenus, comme nous l'avons été pour Glisy, nous serions aujourd'hui possesseurs de ce nouveau trésor.

M. Bazot propose que l'on avise à acquérir une partie de cette trouvaille au moyen d'échanges avec les détenteurs actuels. Lors du prochain congrès scientifique, il serait peut-être possible de s'entendre avec ceux de nos collègues du dehors qui ont des rapports dans l'Oise. — La Société prie M. le Trésorier de se charger de ce soin.

— L'ordre du jour appelle la fixation de l'époque où devrait se tenir l'assemblée générale de la Société. Plusieurs membres proposent de profiter de la présence des membres étrangers appelés par le congrès scientifique, pour les convoquer pendant cette réunion. — Cette proposition est agréée et l'assemblée générale fixée au vendredi 7 juin à 7 heures 1/2 du soir. L'ordre du

jour en est ainsi fixée : Lectures diverses, choix des questions de prix à mettre au concours.

Assemblée générale du 7 Juin 1867.

Présidence de M. BAZOT, Doyen, en l'absence de MM. le Président et le Vice-Président.

M. le Président fait placer à sa droite M. de Caumont.

Assistent à la séance MM. De Bailliencourt, l'abbé Delgove, Demarsy, Dognée, Le Proux, Peigné-Delacourt, l'abbé Roze, membres titulaires non-résidants, de Caumont, Tailliar et Dubois, membres correspondants.

— M. Lefèvre-Marchand adresse au nom de M. Capelle, à qui des remerciements sont votés, le diplôme de bachelier en théologie accordé à Lhomond par la Sorbonne en 1752.

— M. de Vertus, vice-président de la Société Archéologique de Château-Thierry, annonce qu'il a retrouvé la langue primitive et reconstruit une grammaire druidique.

— MM. les Secrétaires généraux du Congrès Archéologique d'Anvers adressent une circulaire indiquant l'ouverture de la session au 25 août prochain.

— M. Thaurin-Lavoisier de Rouen adresse diverses notices sur les découvertes par lui faites dans le sol de l'antique Rotomagus et sollicite le titre d'associé.

— M. De Caumont offre le 5^e volume de la Statistique du Calvados qu'il vient de publier et promet à la Société, qui ne les possède pas, les quatre premiers volumes, plus le 3^e de l'Almanach de la Société française d'Archéologie.

— Il regrette que les sociétés savantes négligent d'an-

noncer leurs travaux dans cet almanach qui a été fait spécialement pour elles et comme moyen de publicité.

— M. Leleu rend compte de l'ouvrage de MM. D'Ault-Dumesnil, Dubeux et Crampon, ayant pour titre : Dictionnaire d'histoire et de géographie. (V. p. 444.)

— M. Dubois, répondant à une observation faite sur l'orthographe du nom de Blasset ou Blassel, explique comment il résulte de titres authentiques signés Blassel que cette dernière forme est la véritable.

M. Rembault dit qu'il a vu un buste et une statue de ce célèbre sculpteur signés : *Blasset*.

M. Dusevel a lu dans les archives de Doullens une quittance donnée à la ville par Blassel. Dans le corps de l'acte le nom est écrit Blassel, mais à la signature on pourrait lire Blassel, si toutefois la dernière lettre n'est pas un t finissant en paraphe et par conséquent imparfait.

M. Dutilleux pense que l'on aurait tort de fixer l'orthographe d'un nom par la signature. Il aurait plus de foi dans le nom gravé sur un marbre sculpté par l'auteur ; il doit être le véritable.

— M. Dubois lit une notice pleine de recherches intéressantes sur les mayeurs d'Amiens.

— L'ordre du jour appelle les questions à mettre au concours aux termes de l'article 34 du règlement, pour les prix Le Prince et Ledieu, lesquels consistent chacun en une médaille de la valeur de 500 francs.

— M. Garnier propose de décerner le prix Le Prince à l'auteur du meilleur mémoire sur un sujet relatif à

l'histoire de la Picardie laissé au choix des concurrents ; le prix Ledieu à l'auteur du meilleur mémoire sur un sujet d'archéologie relatif à la Picardie, également laissé au choix des concurrents.

— M. l'abbé Duval trouve qu'il est bien de laisser la liberté du choix aux travailleurs, et qu'il y a des inconvénients très-sérieux à restreindre trop les sujets. Il appuie donc la proposition.

— M. Vion pense qu'il y a des inconvénients non moins grands à ne pas guider les concurrents.

— M. Delgove voudrait que l'on fixât un point restreint de la Picardie, afin que l'on continuât les études spéciales qui ont été commencées.

— M. Dusevel partage cet avis.

— Après de nouvelles explications de M. Garnier, qui fait voir comment les concours sur des sujets donnés ont été trop souvent infructueux, M. Dusevel se rallie à cette opinion.

— M. Vion persiste à croire qu'il serait mieux de déterminer le sujet, ne fût-ce que pour rendre plus facile le travail d'appréciation entre les concurrents.

— l'Assemblée passe au vote par assis et levés, et adopte successivement les deux propositions de M. Garnier telles qu'elles sont formulées ci-dessus.

— Sur la proposition de M. Demarsy, la Société décide que les deux prix dont il s'agit seront décernés en l'année 1868, et que les mémoires devront être adressés au secrétaire perpétuel avant le 1^{er} mai.

NOTE SUR UN JEU DE CARTES.

Par M. J. GARNIER, Secrétaire perpétuel.

M. l'abbé Delgove, notre collègue, m'a remis pour le Musée, de la part de M. Caron d'Auxi-le-Château, un jeu de cartes sur lequel je vous demanderai à dire quelques mots.

Je ne veux vous entretenir ni de l'origine des cartes ni des transformations qu'elles ont subies et dans leur forme et dans leur nombre, mais seulement vous faire connaître celles que nous avons reçues.

Ce jeu est incomplet, il ne contient que 42 cartes au lieu de 78 dont il devait se composer. Les tarots ou atouts fixes, qui sont des figures allégoriques, religieuses et morales, devaient être au nombre de 22 dont 21 numérotées, car le fou ne porte point de chiffre. Nous en avons 5, qui sont les numéros I. III. V. VIII. XVI, à savoir le Bateleur; l'Impératrice, portant le sceptre fleurdelisé et s'appuyant sur un écu à l'aigle; le Pape, qui a remplacé le Jupiter des jeux plus anciens; l'Ermite qui a succédé à Saturne et qui tient dans la main droite non point un sablier, mais une lanterne; enfin la maison de Dieu dont les habitants sont culbutés et du toit renversé de laquelle s'échappent des flammes.

A ces 22 cartes il en fallait joindre 56 autres formant 4 séries de 14 cartes chacune et qu'on appelle l'épée, le bâton, la coupe et le denier. Chaque série se composait de 4 figures, le roi, la reine, le cavalier et le valet, avec l'enseigne de leur couleur, et de 10 cartes numérotées de I à X, en chiffres romains, en même temps qu'elles portaient le nombre d'épées, de bâtons, de coupes ou de deniers qu'indiquait le chiffre inscrit à droite et à gauche sur le côté de chaque carte et qui ne se trouve ici que pour les épées et les bâtons. Nous possédons de la 1^{re} suite, l'épée, le roi, le cavalier, le valet

et les cartes 1. II. III. V. VI. VII. VIII et X ; de la 2^e, le bâton, le cavalier et les cartes III. IIII. VI. VII. VIII et X ; de la 3^e, la coupe, le cavalier et les cartes 1. II. III. VI. VIII et X ; de la 4^e enfin, le denier, la reine, le cavalier, le valet et les cartes 1. IV. VI. VII. VIII. IX et X.

Toutes ces pièces sont d'une bonne conservation ; on voit que ces cartes ont été considérées comme une curiosité et qu'on ne s'en est jamais ou presque jamais servi.

Ces cartes ne sont point anciennes, elles datent tout au plus de la fin du siècle dernier. Les légendes françaises nous montrent qu'elles ont été fabriquées chez nous, et très-probablement à Paris où l'on en vend encore du même genre. On les retrouve dans nos départements méridionaux, vers la frontière d'Espagne. Elles sont aujourd'hui d'un usage très-peu répandu, pour ne pas dire nul. A Paris, on ne les vend plus guère que pour les diseurs de bonne-aventure. Le grand nombre de figures et l'étrangeté de la forme doivent en effet ajouter un prestige de plus aux yeux des gens assez crédules pour demander aux cartes les secrets de l'avenir.

Les lettres JB, qui se lisent au centre d'une sorte de médaillon couronné, sur le IIII de denier, sont probablement les initiales du fabricant. Le revers est en papier chamois de l'espèce dite tarotée.

Ce jeu de cartes est moins ancien et moins intéressant que celui dont nous a parlé M. l'abbé Corblet, mais il est curieux pour nous qui ne l'avions point, aussi vous prierai-je de voter des remerciements à M. Caron, qui a bien voulu en enrichir notre collection, et à M. l'abbé Delgove par l'entremise de qui nous l'avons obtenu.

LA NOBLESSE DE PICARDIE AUX ÉTATS DE BOURGOGNE.

Par M. ALBERT ALBERTIA.

Il y a cinq cents ans, la Picardie et la Bourgogne étaient unies par des liens intimes ; les chevaliers picards s'établissaient en Bour-

gogne, les nobles bourguignons se fixaient en Picardie. Il n'est donc pas étonnant que plusieurs maisons aient passé de l'un dans l'autre pays, à cette époque surtout, ainsi les de Croy ; d'autres familles ne firent plus tard que traverser la Picardie ou la Bourgogne, ainsi les d'Ailly. Il nous a semblé qu'il serait peut-être agréable à la Société des Antiquaires de Picardie de connaître ceux de leurs compatriotes qui ont figuré aux Etats de Bourgogne.

La famille d'Ailly, portant d'azur à deux branches d'alisier d'or, passées en double sautoir, au chef échiqueté d'azur et d'argent de trois traits, est l'une des plus illustres de la Picardie ; — La branche de Bourgogne est celle des seigneurs de Louville, marquis d'Amery. En 1401 Bourgeois d'Ailly, vidame d'Amiens, reçoit une pension du duc de Bourgogne (1) ; en 1468 Antoine Rolin épouse Marie d'Ailly, sœur de Jacqueline femme de Jean de Bourgogne, comte d'Etampes, et fille de Raoul d'Ailly, vidame d'Amiens, et de Jacqueline de Béthume (2). — En 1729, le 5 août, reprise de fief du marquisat de Senecy par Pierre-Louis d'Ailly, chevalier, comte d'Ailly, à lui appartenant selon le testament de Guillaume-Alexandre de Vieux-Pont en date du 11 juin 1727 (3). C'est ce Pierre-Louis qui entra aux Etats de Bourgogne de 1736 ; il avait épousé le 3 août 1733 Marie-Louise-Madeleine de Beauveau, dont il eut Louis-Joseph, né à Paris le 29 octobre 1735, reçu aux Etats de 1763, seigneur de Senecy dont il reprit de fief le 3 juillet 1764 (4) et qu'il vendit le 12 mai 1777 à Henriette-Madeleine-Fabrice-Olivier de Senozan de Virville (5). — Pierre-Louis d'Ailly, né en 1716,

(1) Voir aux Archives de Bourgogne, à Dijon, Peincedé. Recueil dit de Bourgogne, tome XXII. Page 335.

(2) Voir Peincedé tome XVII. Page 615.

(3) Voir Archives de Bourgogne. Chambre des Comtes B, 10982.

(4) Voir Archives. Chambre des Comtes B, 11053.

(5) Voir Archives. Chambre des Comtes B, 11094.

était fils de Messire Jacques d'Ailly, chevalier, marquis d'Amery et de Marie-Thérèse de Charlots, et petit-fils de Charles d'Ailly, chevalier, seigneur d'Amery, maréchal des camps et armées du roi et de Reine de Vieux-Pont.

La maison d'Aumont est comme la précédente l'une des plus célèbres de Picardie. Ses armes sont d'argent au chevron de gueules accompagnée de sept merlettes de même, quatre en chef et trois en pointe. Elle remonte à Jean I^{er}, sire d'Aumont, chevalier, croisé en 1248, et elle s'établit en Bourgogne à la suite du mariage de Jean VI, sire d'Aumont, avec Yolande de Chateaufort en 1405. Le fils aîné de ce dernier, Jacques, fut conseiller de Philippe le Bon. On trouve ensuite Jacques d'Aumont marié en 1453 à Catherine d'Estrabonne, dame de Noy ; César d'Aumont, chevalier, marquis de Clervaux, marié à Renée de Laval, fille de Renée de Laval, marquis de Nesles, et de N. de Montluc ; Jean, maréchal de France, marquis de Noy (1522-1595) ; Antoine, gouverneur de Boulogne, chevalier du Saint-Esprit, marquis de Noy, mort en 1635 ; Jean reçu aux Etats de 1551 ; Antoine, marquis de Noy, maréchal de France (1601-1669).

Outre Noy (1), les d'Aumont ont possédé Aubigny, Molenot, Mussy-la-Fosse, Thury, Couches, Estrabonnes, etc , etc.

Portant de gueules à la fasce d'argent, accompagnée de trois châteaux d'or, girouettés de même et maçonnés de sable, alias crencés et maçonnés de sable, la famille du Chatelet, entrée aux Etats de Bourgogne de 1751 en la personne d'Alexis-Jean du Chatelet, chevalier, marquis du Chatelet, seigneur dudit lieu, de St.-Riquier et de Vermanton, grand voyer de Picardie, gouverneur

(1) Voir Peincedé. Recueil de Bourgogne tome VII. P. 823, 896, 633, 634, 636, 815.

de Bray-sur-Somme, remonte par titre à l'an 993 (1). — Camille du Chatelet, écuyer, seigneur dudit lieu en Picardie, épousa le 8 février 993 Anne de Willebeck. On trouve ensuite Robert, écuyer, seigneur dudit lieu, époux d'Isabeau de Fienne le 20 novembre 1063 ; Pierre, écuyer, seigneur du Chatelet, mari de Catherine d'Hallwin ; Pierre, écuyer, seigneur du Chatelet, époux de Marie de Fienne le 10 novembre 1210 ; Gouy, écuyer, marié le 5 mars 1302 à Marie d'Allesne ; Hugues, écuyer, mari le 8 juin 1369 de Marguerite de La Rachei ; Georges, écuyer, seigneur de la ville d'Aire et de Colomby, époux de Marie de Commenis ; Jacques, écuyer, marié le 13 mars 1460 à Jeanne de Conty ; Jean, écuyer, marié le 8 juin 1501 à Jeanne Fleschen ; Charles, chevalier, époux d'Antoinette de Moyencourt le 11 octobre 1553 ; Claude, chevalier, seigneur du Chatelet et de Fresnier, marié à Louise de La Chaumée ; Laurent, chevalier, seigneur des mêmes lieux, époux de Catherine Favier le 5 septembre 1627 ; Jacques, chevalier, seigneur de Fresnier, conseiller du roi au grand conseil, mari de Catherine du Verdier le 10 mai 1660 ; Jean, chevalier, comte du Chatelet, marié le 11 janvier 1689 à Geneviève Talon, et père d'Alexis Jean, marquis du Chatelet, reçu aux Etats de 1731 et marié à Jeanne Regnaut le 3 mars 1741.

Les de Croy, que l'on croit issus d'André III, roi de Hongrie (1290-1301), tirent leur nom de la terre de Croy en Picardie. Ils portent d'argent à trois fascés de gueules. Jean de Croy, chevalier, appelé à la Cour de Philippe de Bourgogne, devint son conseiller et son chambellan ; Antoine, son fils, ministre du duc Philippe le Bon, entra aux Etats de 1460. Cette famille a fourni deux cardinaux, deux archevêques, cinq évêques, un maréchal de France, plusieurs

(1) Voir les Preuves de noblesse pour entrer aux Etats, tome II, Archives de Bourgogne.

maréchaux de l'Empire , 28 chevaliers de la toison d'or, des ambassadeurs , des ministres, etc. Les de Croy se sont divisés en plusieurs branches : 1° Les sires de Croy et de Renty, éteints en 1612 ; 2° Les marquis d'Havré, éteints en 1700 ; 3° Les comtes de Roeux, en 1585 ; 4° Les princes de Croy et du Saint-Empire, en 1702 ; 5° Les princes de Chimay, en 1521 ; etc. Les de Croy subsistent dans les de Croy-Chanel.

Les sires de Fontaines, portant d'or à trois écussons de vair, sont sortis des pulnés des comtes d'Abbeville ; leur filiation est établie depuis Guillaume, chevalier, seigneur de Fontaines en Picardie, vivant en 1119. Ce n'est qu'en 1769 que les de Fontaines entrèrent aux Etats de Bourgogne, en la personne de Charles-Philippe Aymard, marquis de Fontaines, seigneur de Sancy et de la Faulle, fils de Charles-Louis de Fontaines de Serisy et de Marie-Madeleine Vincent et petit-fils de Nicolas-Joachim de Fontaines et de Françoise-Eléonore d'Amerval.

De gueules à trois maillets d'or, telles sont les armes des sires de Mailly, qui sont entrés aux Etats de Bourgogne de 1460. En 1050, Anselme de Mailly commandait les armées de la comtesse de Flandres. Humbert de Mailly défendit Dijon contre le roi Robert 1003, il fut seigneur d'Arceau en 1015 ; Garnier de Mailly fut abbé de St.-Etienne de Dijon en 1050 ; Robert de Mailly, chevalier, conseiller et chambellan de Philippe le Hardi ; Africain, baron d'Espots, conseiller d'honneur au Parlement de Dijon ; Heglon, seigneur d'Arc-sur-Tille, de Floigny et de Savigne, aussi conseiller d'honneur au même Parlement. Cette famille subsiste. Elle est alliée aux Baudot, Anglure, Teutigny, Perrigny, Conflandé, Villers, etc.

Les de Mello avaient pour blason d'or à deux fasces de gueules à un orle de neuf merlettes de même ; ils furent reçus aux Etats de Bourgogne de 1355. En 1207, Dreux de Mello, connétable de France, était seigneur de Saint-Bris-lès-Auxerre ; Guillaume,

surnommé Porte-Paix, épousa vers 1220 N. de Mont-Saint-Jean ; Guy, évêque d'Auxerre en 1247 ; Dreux épouse Elves de Montbard d'Epoisses ; Dreux, seigneur d'Epoisses ; Guillaume inhumé à La Bussière en 1284 ; Guillaume, mari d'Agnès de Saint-Verain 1235 ; Guillaume époux d'Albertine de Torrette 1274 ; Guillaume, marié à Marie de Château-Villain, seigneur d'Epoisses, en 1298 ; Gebaut, seigneur d'Epoisses en 1387, marié en 1335 à Isabelle de La Tour ; Guillaume, seigneur d'Epoisses en 1412, mort en 1419 sans alliance ; Jeanne, dame d'Epoisses, sa sœur, avait épousé Jean de Montagu.

La maison de Vidal, qui a possédé Cruzilles, Senecey, Chassilly et Fleury, portait : d'or à un dragon parti de sinople et de gueules, écartelé d'azur à deux vaches d'or accornées, clarinées et onglées d'argent, posées l'une sur l'autre, alias d'or à deux vaches de gueules accornées, clarinées et onglées d'azur à un dragon d'argent. En 1576 elle entra aux Etats de Bourgogne. En 1668 Jean-Baptiste de Vidal de Crusilles vint y siéger. C'est lui qui vendit toutes ses terres de Bourgogne : aussi quitta-t-il bientôt après cette province, et sa famille disparut de notre Bourgogne.

NOTE SUR L'EMPLOI DES JETONS DE PRÉSENCE.

Par M. J. GARNIER, Secrétaire perpétuel.

Depuis l'institution des jetons de présence, le mode suivant a été adopté. Le trésorier achète les jetons quand le besoin lui en est signalé par le secrétaire perpétuel, il les remet à ce dernier qui en fait la distribution d'après un tableau des présences relevé sur le registre aux délibérations et qui est joint ensuite au compte annuel du trésorier.

Il me semble qu'il y a dans cette manière de procéder une ano-

malie, sinon une irrégularité. Notre trésorier, en effet, qui est chargé de garder la caisse de la Compagnie et d'en payer les dettes, devrait aussi payer celles-là. Le secrétaire perpétuel dresserait l'état des ayant-droits, le viserait et le trésorier payerait : de cette façon la dépense ne figurerait pas seule dans son compte, on y trouverait aussi l'emploi des jetons et le reliquat, après chaque distribution, augmenterait d'autant l'actif où jamais on ne l'a vu. On éviterait ainsi deux caisses distinctes, ce qui est toujours un embarras. Je vous signale bien tard peut-être cette réforme, mais il n'est jamais trop tard pour faire bien, et, à plus forte raison, pour faire mieux.

Je profiterai de cette occasion pour vous rendre compte de l'emploi des jetons jusqu'à ce jour.

L'usage en fut établi par l'article 47 du règlement du 11 janvier 1840. La distribution s'en fit, à la fin de cette même année, conformément aux dispositions arrêtées dans la séance du 11 mars. Il y était dit : il sera fait une première distribution dans la séance de juin. La fraction qui sera acquise sera reversible sur les derniers six mois. Dans la séance de décembre une seconde et dernière distribution aura lieu. Alors le membre qui se trouvera avoir un nombre impair de droits de présence, ne pourra réclamer que le nombre pair. La fraction de jeton profitera au fond de la caisse.

Cet état de chose dura jusqu'au 14 février 1844. M. Lefebvre en ayant signalé les inconvénients dans son rapport sur l'exercice de 1843, la Société décida qu'à l'avenir il ne serait distribué de jetons de présence qu'aux membres qui auraient assisté à 4 séances, que les fractions de jeton pourraient être reportées d'un exercice sur un autre et que cette mesure serait mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1844.

Mais, cette même année, vu l'état des finances, les membres renoncèrent à leurs jetons et il ne fut fait aucune distribution. Cet

abandon des droits de présence fut l'objet d'une souscription le 21 février 1844.

Le 13 mars 1835, sur le rapport de M. Magdelaine, fait au nom de la commission des finances, l'art. 47 du règlement de 1840 fut remis en vigueur ; et, à dater du mois d'avril, il fut accordé un jeton pour deux présences.

Le 10 mars 1863 une nouvelle modification fut introduite. Il fut décidé, sur la proposition du président, que, pour assurer l'assiduité des membres, la présence aux séances extraordinaires donnerait également droit à un demi jeton. Cette disposition, introduite dans le règlement publié le 1^{er} octobre 1863, est celle qui continue d'être suivie. Seulement, au lieu de faire comme en 1840 deux distributions par année, on n'en fait qu'une seule, ce qui revient au même.

Enfin, le 10 mars 1843, la Société, pour stimuler le zèle des membres non-résidants qui assisteraient aux séances générales, décida que chacun d'eux recevrait un jeton de présence.

Cet usage fut conservé pendant les années 1843, 44, 45, 46, 47; il coûta à la Société 43 jetons. Pourquoi ne fut-il point continué ? aucune délibération ne l'a abrogé.

Les jetons n'ont jamais changé de forme. La monnaie a fourni pour l'avvers une tête de Minerve casquée ; la Société a payé le coin du revers 60 fr., le 15 avril 1840 ; il a été gravé par M. Dubois. Un nouveau dut être refait pour remplacer le premier qui avait été brisé ; le même artiste le reproduisit au prix encore de 60 fr., le 22 juin 1843.

En dehors des distributions qui se sont faites par prescription réglementaire, la Société, par délibération spéciale, a, dans certaines circonstances, donné des jetons. Ainsi elle en a donné 1 à M. Bigant, qui assistait à la séance du 8 juin 1842, 5 à M^{re}. Guérard en 1857, et 2 au Comité de Beauvais en 1851. Elle en a échangé 4 en 1848, placé 2 dans son médaillier en 1846, 2 sous le piédestal de Du

Cange en 1849 ; elle en a vendu 6, savoir 2 en 1851 et 4 en 1853 ; 2 enfin ont été placés le 16 février 1866 dans un cadre qui orne notre salle des séances. En tout 24 n'ont point passé entre les mains des membres.

Si donc de 1465, nombre des jetons acquis, on en retranche 46 donnés aux non-résidents, 24 dépensés par applications diverses et 12 restant en caisse actuellement, total 79, il aura été distribué 1384 jetons entre les membres résidents de 1840 à 1866 inclusivement, c'est-à-dire dans l'espace de 26 ans, ce qui donne un peu plus de 53, 23 par année.

J'ai voulu savoir le nombre de membres qui avaient assisté aux séances pendant cette période de 26 ans. J'en ai fait le relevé, comptant comme présents tous ceux dont les noms se trouvaient inscrits au procès-verbal, alors même qu'ils n'avaient point assisté à la séance toute entière. J'ai compté 4114 membres présents ce qui fait en moyenne 158, 23 par chaque année, et, comme il n'y a guère que 10 séances, 15, 823 par chaque séance.

Si maintenant on ajoute le nombre des membres dont la Société se composait chaque année, on trouve en somme 709, ce qui donne en moyenne 27, 27 par an. Le plus grand nombre a été de 29 en 1840, 43, 44, 45, 54 et 55 ; le plus petit de 21 en 1864. Je ne parle point des années antérieures, car la Société ne comptait que 23 membres en 1836, 37 et 39 et 26 en 1838.

Si nous divisons 53, 23, droits acquis par année, entre 27, 27, nombre des membres, nous trouvons qu'ils ne reçoivent pas en moyenne 2 jetons, mais seulement 1, 952.

Si l'on compare ensuite le nombre des jetons 53, 23 à celui des présences annuelles 158, 23 on trouve que chaque présence a été payée par 0, 3364, c'est-à-dire par un peu plus d'un tiers de jeton.

La dépense faite pour achat de jetons a été de 6311 fr. 15, ce qui porte le prix de chacun à 4 fr. 314. Il faut en déduire le

coût de 79 jetons qui, vous vous le rappelez, n'ont point été distribués entre les membres; il reste donc net pour la dépense une somme de 5970 fr. 33 qui, divisée par 26 ans, donne 229 fr. 63. Le nombre des membres ayant été en moyenne de 27, 27, chaque membre aurait reçu 8 fr. 42.

Calculant de la même manière pour obtenir le prix versé en vue des jetons qui est de 10 fr. par personne, nous multiplierons 27, 27 par 10; nous aurons 272, 70 par an et pour 26 ans 7090, 20, or il n'a été dépensé que 5970, 35, la caisse sociale a donc bénéficié de 1119 f. 85 c.

Vous voyez, Messieurs, que la création des jetons n'a point été une mauvaise affaire pour la Compagnie, tout en paraissant onéreuse; elle lui a été au contraire doublement avantageuse. D'une part en effet elle assurait aux séances un plus grand nombre d'assistants, d'autre part elle procurait un boni dont tout le monde a profité.

Vous trouverez les résultats de cette statistique résumés dans les tableaux qui accompagnent cette note et qui augmentent hors de propos, trouverez-vous peut-être, une simple proposition que je voulais vous faire.

J'y reviens, Messieurs, et je la formule en ces termes :

A l'avenir : M. le Trésorier conservera les jetons dans sa caisse et il en fera la distribution dans la première séance de janvier, suivant un tableau des présences qui sera dressé sur le registre aux procès-verbaux des séances et lui sera remis à la fin de l'année par le Secrétaire perpétuel.

En conséquence, M. le Secrétaire perpétuel remettra à M. le Trésorier les 12 jetons dont il restait détenteur au 31 décembre de l'année 1866.

ÉTAT DES ACHATS ET DISTRIBUTIONS.

1840.

15 avril. Achat	100	»	467 75.
Distribution	58		
Reste	42		

1841.

En caisse	42
A distribuer	61
Déficit.	19

1842.

25 janvier. Achat	100	100	400 00.
Distribution, 1841	19	} 90	
M. Bigant, (8 juin 1842)	1		
Distribution, 1842	70		
Reste	»	10	

1843.

En caisse	10	} 110	456 60.
24 janvier. Achat	100		
Distribution aux résidants	84		
Distribution aux non résidants . .	10	} 94	
Reste	»	16	

1844.

En caisse	16
Distribution aux non résidants . .	2
Reste	14

1845.

En caisse	»	14	
Distribution aux non résidants	6		35
A distribuer aux résidants	29		
Déficit.	»	21	

1846.

14 mars. Achat	»	100	400 53.
Distribution pour 1845.	21		62
Pour la collection de la Société.	2		
Distribution aux résidants	28		
Distribution aux non résidants	11		
Reste	»	38	

1847.

En caisse	»	38	
A distribuer aux résidants	25		39
Distribution aux non résidants	14		
Déficit.	»	1	

1848.

12 décembre. Achat.	»	100	400 70.
Payé pour 1847	1		32
Echangé contre des jetons de la			
Chambre de Commerce d'Am.	4		
Distribution	27		
Reste	»	68	

— 146 —

1850.

En caisse	69	
Pour le président de Du Camp	2	22
Distribution	37	
Reste	35	

1850.

En caisse	36	
Distribution	31	
Reste	5	

1851.

En caisse	3		
24 février. Reçu pour columban	5	10	20 00.
10 janvier. Comité de Beauvais	2		
10 mars. Vente	2	35	
A distribuer	30		
Déficit	21		

1852.

12 février. Achat.	3		12 00.
15 décembre. Achat.	100	103	510 70.
Distribué pour 1851.	24	52	
Distribué pour 1852.	23		
Reste	51		

1853.

En caisse	51	
Distribution	29	
Reste	22	

— 407 —

1854.

En caisse	22
A distribuer	43
Déficit	21

1855.

10 mars. Achat	»	100		394 80.
Distribué pour 1854	21	}	79	
Distribué pour 1855	58			
Reste	»	21		

1856.

En caisse	21
A distribuer	53
Déficit	32

1857.

29 mai. Achat.	»	100		398 15	
Distribué pour 1856.	32	}	95		
Distribué pour 1857.	58				
A M ^e Guérard. Délib. 8 Déc.	5				
Reste	»	5			

1858.

En caisse	5
A distribuer	68
Déficit	63

— 1015 —

1900.

15 février. Achat	42			258 00.
4 novembre. Achat	100	162		358 80.
Distribué pour 1900	63			
Distribué pour 1901	70	117		
Vendu	2			
Reste			25	

1901.

En caisse	25			
15 Décembre. Achat	240	113		258 70.
Distribution		31		
Reste			61	

1902.

En caisse	64			
Distribution	54			
Reste			10	

1903.

En caisse	10			
12 décembre. Achat	52	71		205 00.
16 décembre. Achat	12			48 00.
Distribué		63		
Reste			11	

1903.

En caisse	11			
A distribuer	75			
Déficit			64	

1864.

22 janvier. Achat	»	200		981 65.
Distribué pour 1863	61	} 153		
Distribué pour 1864	89			
Reste	»	47		

1865.

En caisse	47	} 76		
16 décembre. Achat	29			116 00.
Distribution	»	76		
Reste	»	00		

1866.

Achat	100	»	189 75.
Cadre de la salle des séances. 2	} 88		
Distribution		86	
Reste	12		
		Total. . . .	6,311 ^r 15.

Comparaison des Présences et des Distributions.

	Présences.	Nombre de jetons distribués.	Nombre de membres.
1840	143	58	29
41	151	61	27
42	173	70	27
43	208	84	29
44	146	00	29
A reporter . . .	821	278	141

	Présences.	Nombre de jetons distribués.	Nombre de membres.
<i>Report . . .</i>	821	273	111
1845	155	29	29
46	135	28	28
47	110	25	26
48	115	27	22
49	129	30	23
1850	138	31	24
51	129	30	25
52	135	28	27
53	131	29	25
54	172	43	29
55	170	58	29
56	127	53	26
57	147	58	26
58	160	68	26
59	161	70	27
1860	145	57	27
61	145	58	27
62	156	63	26
63	179	75	26
64	196	89	21
65	166	76	25
66	192	86	24
	4114	1384	709

JETONS.

	Nombre.	Prix.
1840	100	467,75.
42	100	400,00.
43	100	456,60.
<i>A reporter. . .</i>	300	1324,35

	Nombre.	Prix.
<i>Report.</i> . .	300	1324,85.
1846	100	400,55.
48	100	400,70.
1851	5	20,00.
52	103	422,70.
55	100	394,80.
57	100	398,15.
59	162	647,80.
1860	100	458,70.
62	64	256,00.
64	200	981,65.
65	29	116,00.
66	100	489,75.
	1463	6311,15.

RAPPORT SUR LE DICTIONNAIRE D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

DE

MM. D'AULT-DUMESNIL, DUBEUX ET CRAMPON.

Par M. LELEU, membre titulaire non résident.

MESSIEURS,

Avant de vous parler du nouveau *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie* de MM. d'Ault-Dumesnil, Dubeux et Crampon, dont je me propose de faire ici la critique, je ne puis m'empêcher de rendre hommage tout d'abord à quelques ouvrages du même genre qui depuis longtemps déjà ont conquis un succès aussi remarquable que mérité. Ai-je besoin de vous nommer les excellents dictionnaires de M. Bouillet, de MM. Dezobry et Bachelet, que tous nous avons consultés avec fruit, nous félicitant de trouver réunies, condensées

de la manière la plus intelligente toutes les notions indispensables que, privés de leur secours, nous aurions souvent cherchées fort longtemps, quelquefois même sans résultat. Il n'est personne qui n'ait reconnu l'utilité, la nécessité de dictionnaires historiques, personne qui n'ait apprécié par expérience le précieux avantage d'avoir sous la main une science toute préparée, et si complexe, si multiple dans ses détails que les têtes les mieux pourvues, les mémoires les plus encyclopédiques n'y pourraient suffire. Je vous avoue que, pour ma part, je me croirais coupable d'ingratitude, si, en venant vous faire l'éloge d'un nouveau dictionnaire d'histoire, je ne proclamais en même temps toute ma reconnaissance et mon estime pour les deux ouvrages qui m'ont rendu et me rendent tous les jours tant de services. Le premier en date, celui de M. Bouillet, qui parut en 1842, répondait à un besoin généralement senti. Aussi fut-il accueilli avec empressement par tous. Populaire pour ce motif, il le fut encore et surtout pour l'exactitude, la précision, la solidité de la science. Il semblait impossible de mieux réunir dans un cadre aussi restreint tant de documents, et parmi tant de documents de mieux réussir à élaguer le superflu, à se contenter du nécessaire, à échapper aux incorrections, à éviter les erreurs, à donner enfin à chaque article la mesure proportionnée à son importance. Ajoutons à ces mérites que, revêtu de l'approbation de l'archevêque de Paris, cet ouvrage, dans l'édition de 1855, reçut la sanction si précieuse de Rome. Si j'insiste tout particulièrement sur le dictionnaire de Bouillet, c'est qu'il est le premier de ces ouvrages du même titre vraiment complets et universels, destinés à la jeunesse studieuse et aux travailleurs sérieux. Ceux qui vinrent ensuite, plus étendus ou plus abrégés, ont leur caractère particulier, leur originalité, un point de vue différent qui justifie leur raison d'être ; mais enfin leurs auteurs ont eu pour contrôler leurs recherches et leurs travaux individuels, un guide sûr ou au moins bien rarement en défaut.

MM. Dezobry et Bachelet publièrent en 1857, avec la collaboration d'un grand nombre de savants et de professeurs éminents de l'Université, un dictionnaire général de biographie, d'histoire et de géographie, plus volumineux d'un tiers que le précédent. C'est une véritable encyclopédie historique. Craignant la sécheresse qui résulte d'une concision excessive, les auteurs ont élargi leur cadre, ils ont tracé le tableau des institutions anciennes et modernes, ajouté de précieux détails historiques et géographiques, d'excellentes appréciations qui toutes se lisent avec intérêt, et réussi à faire d'un dictionnaire un ouvrage aussi attrayant qu'instructif, sans réellement outrepasser la mesure d'un livre classique. L'ouvrage comprend deux volumes de plus de 1400 pages chacun, assez semblables aux dictionnaires latins et grecs auxquels sont habitués les élèves de tous les établissements d'instruction. Cet ensemble peut-il paraître d'un maniement difficile? Je ne le crois pas. En tout cas, l'on est désarmé pour le reproche quand on parcourt toutes ces notices si instructives, et pour mon compte je me ferais un scrupule d'en retrancher le moindre document. Dirai-je un mot de l'esprit qui préside à ce grand et remarquable travail? Les auteurs déclarent qu'ils n'ont pas oublié la destination de ce dictionnaire qui est un livre d'éducation comme un livre de science : Ainsi, impartialité prudente, grande réserve sur les questions délicates de biographie et d'histoire.

Si l'ouvrage de M. Bouillet ne peut être en cause quand on parle de ces dictionnaires dans lesquels *l'impiété moderne attache à chaque mot, à chaque définition un blasphème contre Dieu, une calomnie contre l'Eglise*, pour me servir des expressions du cardinal Donnet, je ne pense pas non plus que Son Eminence range dans cette catégorie le dictionnaire estimable de MM. Dezobry et Bachelet. « Il y a, dit M^{gr} l'évêque de Moulins, de ces endroits décisifs qui donnent leur marque à tout le reste. » Ce sont ces questions délicates dont nous

parlions tout-à-l'heure. Eh bien, Messieurs, jugez d'après cette appréciation que je trouve à l'article *Voltaire* : « Il faut mentionner » y est-il écrit, sa correspondance, recueil de plus de 20 volumes. » On y trouve l'homme même avec ses injustices, ses inimitiés, » ses impiétés poussées jusqu'à la rage, ses excès de jalousie, ses » mensonges, mais aussi sa générosité, son courage, son humanité. » Vous voyez qu'on ne plaint pas ici la part du blâme. Je pourrais vous citer maint autre passage où l'on ne trace pas avec moins de netteté et de décision le bon et le mauvais côté d'un personnage, la part du bien et du mal.

Après ce long préambule que je vous prie de me pardonner, je me sens plus à l'aise pour entrer en matière et aborder directement mon sujet.

Les auteurs du nouveau Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ont fait une œuvre dont le principal caractère est d'être essentiellement catholique. A côté des ouvrages d'édification de tout genre que publient les écrivains amis de la religion, et pleins de zèle pour ses progrès, il fallait le dictionnaire historique pénétré du même esprit, animé du même souffle chrétien.

L'ouvrage de M. Bouillet, avec ses hautes et respectables approbations, ne pouvait donc pas suffire ? Il faut le supposer. Il faut supposer que les auteurs du nouveau Dictionnaire se sont dit et ont pensé qu'il ne suffit pas d'exposer simplement ce qui est et ce qui a été, avec une telle exactitude, avec tant d'impartialité et de mesure qu'on échappe à toutes les accusations et à toutes les attaques. C'est beaucoup, cela. M. Bouillet, en y parvenant, pouvait croire toutes les difficultés vaincues et son ouvrage arrivé à la perfection. Mais avait-il entièrement satisfait tout le monde ? Non, répondront assurément nos auteurs. C'est à lui qu'on pourrait appliquer ces mots du poète : *Vitavit culpam, non laudem meruit*. Il a fait beaucoup, mais cependant nous n'y trouvons point l'essentiel. L'essentiel pour

nous, même dans un livre qui doit être composé de notices si courtes et si sèches, c'est la fétrissure énergique des ennemis de la foi catholique ; c'est la défense, c'est l'attaque ; c'est la lutte contre tant d'idées, tant de principes hostiles avec lesquels nous ne pouvons pactiser ; c'est l'ardeur qui combat et le zèle qui excite. Un livre que les protestants, que les indifférents pourront lire comme nous ne nous convient point. Nous pourrions ne pas condamner ; mais nous ne pourrions jamais favoriser cette impartialité qui est pour nous de l'indifférence. Il manque à vos ouvrages, d'ailleurs irréprochables, une nuance, un parfum, un souffle ; rien, direz-vous. Mais cette nuance, ce parfum, ce souffle, ce rien, sont pour nous la chose indispensable. Voilà, n'est-il pas vrai, les réflexions qui ont dû suggérer et démontrer aux auteurs du nouveau Dictionnaire l'opportunité de leur ouvrage. Je trouve là leur programme tout entier, j'y trouve également l'essence et le résumé des approbations et des félicitations qu'ils ont reçues des membres les plus éminents du clergé, comme des organes principaux de la Presse catholique.

Au reste, les auteurs eux-mêmes, dans leur introduction assez courte, mais substantielle, ont précisé leur but, indiqué l'ensemble et les garanties de leur travail, mieux que je ne saurais le faire.

Après avoir cité cette phrase de Joseph de Maistre : « Depuis trois siècles, l'histoire entière semble n'être qu'une grande conjuration contre la vérité, » phrase excessive et injuste, si on la prend dans un sens général et absolu, ils continuent ainsi : « Persuadés que c'est par les livres dangereux et par les livres inexacts que la société a reçu ses plus cruelles blessures, et que c'est par les livres exacts qu'il faut travailler à la guérir, les trois auteurs de ce nouveau Dictionnaire d'Histoire et de Géographie anciennes et modernes ont réuni leurs efforts pour coopérer, dans la mesure de leurs facultés, aux progrès de la restauration de l'histoire, et pour aider à la purger des altérations qui la dénaturaient, faire monnaie intellectuelle dont

1849.

En caisse	68	
Pour le piédestal de Du Cange	2	} 32
Distribution	30	
Reste	36	

1850.

En caisse	36
Distribution	31
Reste	5

1851.

En caisse	5	} 10	 20 00.
24 février. Reçu pour cotisation	5		
10 janvier. Comité de Beauvais	2	} 31	
10 mars. Vendu	2		
A distribuer	30		
Déficit	24		

1852.

12 février. Achat	3	} 103	 12 00.
15 décembre. Achat	100		
Distribué pour 1851	24	} 52	
Distribué pour 1852	28		
Reste	51		

1853.

En caisse	51
Distribution	29
Reste	22

— 407 —

1854.

En caisse	22
A distribuer	43
Déficit	21

1855.

10 mars. Achat	»	100	394 80.
Distribué pour 1854	21	} 79	
Distribué pour 1855	58		
Reste	»	21	

1856.

En caisse	21
A distribuer	53
Déficit	32

1857.

29 mai. Achat	»	100	398 15
Distribué pour 1856	32	} 95	
Distribué pour 1857	58		
A M ^e Guérard. Délib. 8 Déc.	5		
Reste	»	5	

1858.

En caisse	5
A distribuer	68
Déficit	63

1859.

19 février. Achat	62	}	162		248 00.
4 novembre. Achat	100				
Distribué pour 1858	63	}	137		
Distribué pour 1859	70				
Vendu	4				
Reste					25

1860.

En caisse	25	}	125		458 70.	
15 Décembre. Achat	100					
Distribution			57			
Reste			68			

1861.

En caisse	68
Distribution	58
Reste	10

1862.

En caisse	10	}	74	. . .	208 00.
12 décembre. Achat	52				
16 décembre. Achat	12				
Distribué	»	63			48 00.
Reste	»	11			

1863.

En caisse	11
A distribuer	75
Déficit.	64

1864.

22 janvier. Achat	»	200		981 65.
Distribué pour 1863	64	} 153		
Distribué pour 1864	89			
Reste	»	47		

1865.

En caisse	47	} 76		
16 décembre. Achat	29			116 00.
Distribution	»	76		
Reste	»	00		

1866.

Achat	100	»	489 75.
Cadre de la salle des séances. 2	} 88		
Distribution		86	
Reste	12		
		Total. . . .	6,311 ^f 15.

Comparaison des Présences et des Distributions.

	Présences.	Nombre de jetons distribués.	Nombre de membres.
1840	143	58	29
41	151	61	27
42	173	70	27
43	208	84	29
44	146	00	29
A reporter . . .	821	273	141

placé à leur ordre alphabétique, marqués d'une astérisque, ces noms auxquels je n'aurais accordé que la petite notice proportionnée à leur importance absolue. Le lecteur eût cherché les détails au supplément ; et le dictionnaire eût conservé toute la régularité de son plan, sans rien perdre de son caractère religieux et catholique.

Je me permettrai maintenant de signaler quelques-unes de ces incorrections auxquelles, dans un si long ouvrage, il n'est guère possible d'échapper. Les auteurs le savent bien : « Un ouvrage, disent-ils eux-mêmes, dont chaque ligne présente au moins un fait ou une date, ne peut pas prétendre être exempt des erreurs inévitables à l'imperfection humaine. » Je suis persuadé, comme ils le déclarent dans leur introduction, qu'ils ont travaillé presque tous les articles sur des documents originaux. Cependant il arrive quelquefois que tel article insignifiant n'a pas l'air de mériter l'honneur d'un travail spécial. On passe sans s'y arrêter. Mais le petit mot, le petit article sans importance et à l'air inoffensif se venge traitreusement. Ainsi, à l'article *Wattignies*, je trouve dans le dictionnaire Dezobry : « Village (Nord), arrond. et à 7 kilom. « Sud de Lille — 1520 hab. — Jourdan y défit les Autrichiens, « 1793, et par cette victoire fit lever le siège de Maubeuge. » Qui croirait que ce petit article a été une pierre d'achoppement pour 2 ou 3 dictionnaires ? Bouillet en effet avait dit la même chose ; et le nouveau Dictionnaire imite. Or, il y a 2 Wattignies, 1^o le bourg situé près de Lille, 2^o un tout petit village de 230 habitants près de Maubeuge. — Et c'est ce petit village non mentionné qui donne son nom à la célèbre victoire de Jourdan.

Je lisais l'article *Silésie* dans le nouveau Dictionnaire ; et je suis frappé de trouver ceci : « Superficie : 4,025 kil. c. — Popul. 3,269,602 hab. dont 1,593,000 cathol. » La Silésie prussienne 4,025 kil. c. ! Je crois à une faute d'impression. Malheureusement les 2 dictionnaires de Bouillet et Dezobry avaient la même faute !

On avait accepté de confiance ce renseignement très-fautif, quoique pour la population on eût fait des recherches réelles et incontestables. Je dois déclarer que ce sont là les 2 seules imperfections de ce genre que j'ai trouvées communes aux trois dictionnaires. Et ce sont très-probablement les seules.

J'ai vu avec plaisir le nom de *Blasset* figurer dans le nouvel ouvrage. C'est justice. Seulement, il est écrit *Blassel*. On eût pu croire à une inexactitude. Mais il paraît que les deux manières d'orthographier le nom du célèbre sculpteur Amiénois ont leurs partisans et peuvent également se soutenir. Dans ce cas, le dictionnaire ne devrait-il pas indiquer l'une et l'autre ?

Je trouve à l'article *Jésuites* : « Ordre religieux dont les fondements furent posés à Paris le jour de l'Assomption de l'année 1597 dans l'église de l'abbaye de Montmartre. » Ici évidemment il y a une faute d'impression ; c'est en 1534, le jour de l'Assomption, que S. Ignace de Loyola et ses compagnons prononcèrent les vœux qui inaugurèrent la Société. — Je signalerai encore à l'attention des auteurs cette inexactitude de date, (page 497.) « La dynastie des Plantagenêts occupa le trône d'Angleterre de 1154 à 1483. » 1483 pour 1485. Et cette autre, (page 577) « Somerset petit-fils du duc de Lancastre, 4^e fils d'Edouard III. — » Le duc de Lancastre était le 3^e fils d'Edouard.

Dans les articles géographiques, il me semble que la longueur de 6000 kilom. donnée au Nil est exagérée, même dans toute l'étendue que les récentes découvertes ont fait connaître. 5000 kilom. me paraissent un maximum bien suffisant. — Pour le Missouri, il y a évidemment une faute d'imprimerie. Ce n'est pas 700, mais 7000 kil. qu'il faut attribuer au cours de cette grande rivière.

Le *Gulf-Stream*, cet immense courant océanique qui a été si bien étudié par le lieutenant Maury est traduit par ces mots français : *Gouffre courant*. — Jusqu'ici on avait toujours traduits les deux

mots anglais par *Courant du Golfe*, et l'on indiquait par là que le golfe du Mexique en était comme le centre ou le réservoir. — Est-ce à dessein que les auteurs ont modifié l'interprétation ordinaire ? Ils auraient dû au moins la faire connaître en même temps que la leur, car elle n'est pas moins raisonnablement admissible et elle est plus généralement admise.

Il y a ainsi certaines opinions avec lesquelles il faut compter. Si on ne les accepte pas, encore convient-il de les saluer au passage. Elles ont droit au respect, pour avoir été longtemps respectées. — Il n'en est pas de même pourtant de cette légende de Xerxès que, depuis les antithèses de l'historien rhéteur Justin, on est habitué à voir traverser la mer sur une misérable barque de pêcheur après sa malencontreuse expédition dans la Grèce. Je vous avoue que malgré les nombreuses générations qui se sont succédé en apprenant et en respectant cette tradition, je ne la trouve pas plus respectable, et je regrette de la voir trop fidèlement adoptée par nos auteurs. « L'héroïque défense des Thermopyles par Léonidas et la défaite de la flotte des Perses à Salamine, est-il dit dans le nouveau Dictionnaire, l'obligèrent, après avoir dévasté la Grèce et brûlé Athènes, de repasser en Asie sur un frêle esquif. » Il m'est certainement impossible d'accepter cette manière sommairement expéditive de raconter la retraite du grand roi. J'aurais volontiers accordé deux lignes de plus pour l'exactitude ; car enfin il est bien différent de repasser d'Athènes en Asie sur un frêle esquif ou de retourner dans ses Etats, par la Macédoine et la Thrace, escorté de 300 à 400 mille hommes jusqu'à l'Hellespont, détroit que l'on pourrait passer à la nage, sur lequel on avait déjà jeté un pont de vaisseaux et que Xerxès traversa sur un bateau, peut-être même sur un grand navire. Sans doute c'est-là une manière moins saisissante de présenter les vicissitudes humaines dont le monarque Asiatique est un des plus mémorables exemples. Mais sa part sous ce rapport sera toujours

assez triste ; et l'histoire d'ailleurs est assez riche en cette matière pour lui faire grâce des épreuves qu'il n'a pas subies.

Je continue, Messieurs, par quelques remarques qui ont trait à des opinions plus ou moins contestables et sur lesquelles la discussion, malgré leur gravité, peut se donner libre carrière. Il y a, vous le savez, de ces faits qui ne seront jamais évidents pour tous, expliqués par ceux-ci d'une manière, par ceux-là d'une autre, sans que ces explications diverses tirent à conséquence pour ou contre la vérité, trop éloignée pour que nous puissions la saisir, trop reculée dans les lointains obscurs de l'histoire pour que nous la voyions briller de tout son éclat.

Du reste, les faits par eux-mêmes ne sont souvent qu'affaire de curiosité, à moins qu'ils ne représentent quelque grand principe qui modifiant leur caractère transitoire et contingent, ne les élève à un ordre de vérités supérieur et ne leur imprime ce caractère d'absolu devant lequel nous devons nous incliner.

Même quand ils se rattachent à l'histoire de la religion, il arrive que les faits sont souvent du domaine de ces probabilités qui peuvent sans doute nous préoccuper à bon droit, mais qui rentrent dans cette catégorie dont il est parlé dans ces mots de l'Evangile : *traditū mundum disputationibus eorum.* »

Je ne veux pas réveiller ici une discussion qui n'est pas encore entièrement terminée. Cependant, il faut bien le dire, j'ai été très-surpris qu'à propos de la mort de S. Firmin le nouveau Dictionnaire se borne à mentionner ceci : « Il prêcha la foi chrétienne en Auvergne, en Anjou, en *Picardie* (expression impropre pour l'époque dont il s'agit). — Il scella sa prédication de son sang et eut la tête tranchée, vers l'an 101, à Amiens, dont il fut le premier évêque. » La tradition si longtemps accréditée, si longtemps reproduite par les meilleurs auteurs, d'après laquelle il aurait été martyrisé vers 287 ou en général dans la seconde partie du 3^e

siècle, n'est pas rappelée par un seul mot, même par un mot d'improbation. Un pareil silence est une lacune regrettable dans un dictionnaire de ce genre, qui doit servir de guide, fournir des explications aux lecteurs et ne pas les jeter dans l'incertitude. Je ne discute pas le fait en lui-même, ni la date du martyre de S. Firmin, mais je trouve que, dans l'état de la question, le Dictionnaire ne pouvait se dispenser d'indiquer les deux opinions qui sont en présence.

Relativement à S. Boniface, Winfrid, le Dictionnaire renferme exceptionnellement une citation du professeur allemand Leo, savant historien protestant : « Ce qu'il a fait de plus grand, écrit-il, c'est d'avoir fondé la nation allemande. L'évêché métropolitain de Mayence est devenu le sol sur lequel s'est élevé l'empire d'Allemagne. Tout ce qui s'est développé plus tard en Allemagne sous le rapport ecclésiastique, politique et intellectuel, s'appuie sur le fondement posé par S. Boniface, qui nous a engendrés nous et notre peuple à la vie spirituelle. » Voilà sans doute une belle phrase et bien élogieuse pour S. Boniface. Dites-moi pourquoi il m'est impossible d'y souscrire ; pourquoi elle contrarie et froisse toutes les idées que je me suis faites et que je me fais encore sur cette époque. Certes je suis loin de contester les glorieux efforts et même les grandes fondations religieuses du saint apôtre de la Germanie. Cependant il me semble que le savant historien a vu les choses à travers le prisme de son patriotisme allemand. L'honneur de la nationalité allemande a été l'une des muses qui l'ont inspiré. Certes, il est à croire qu'un peuple aussi intelligent, aussi uni que le peuple Allemand n'a pu fonder son unité même politique que sur les principes essentiellement moraux de l'intelligence et de la religion ; mais je voudrais pourtant bien savoir ce qu'aurait été cette nationalité allemande, si Charlemagne n'avait pas employé plus tard, quarante ans d'efforts et de lutte acharnée à dompter et à unir ses éléments si divers et si rebelles.

Si je ne craignais d'être trop long, je discuterais bien encore plusieurs articles, qui, malgré le soin avec lequel ils ont été traités, peut-être même à cause de ce soin, pourraient prêter non au reproche ni même à la désapprobation, mais à un débat contradictoire. Ainsi les auteurs me semblent trop sévères envers les Antonins, surtout pour Trajan que S. Grégoire-le-Grand jugeait pourtant avec tant d'indulgence, pour Marc-Aurèle, dont M. l'abbé Freppel a fait naguère dans ses belles leçons de la Sorbonne, un si brillant éloge ; pour l'archevêque de Reims, le célèbre Hincmar, qui l'a peut-être mérité ; pour Pascal dont les torts sont relevés avec bien plus de spin et de complaisance que l'éminent génie.

Mais je m'aperçois, Messieurs, qu'en voulant me montrer consciencieux dans l'examen et l'appréciation de ce long et important ouvrage, je pourrais paraître moi-même prendre plaisir à rechercher des torts plutôt qu'à signaler des qualités. Et nous ne devons pas oublier combien sans un dictionnaire biographique où toutes les opinions s'apprécient et se traduisent souvent par un seul mot, il est difficile de contenter tout le monde. Si j'ai critiqué quelques notices, que d'articles dans leur brièveté aussi concise que juste, rachètent amplement quelques tâches imperceptibles. — *Non ego paucis offendar maculis, ubi plura nitent.*

Je ne puis pas accéder sans doute à ce jugement de M. de Riancey qui s'exprimait ainsi dans le journal l'*Union* il y a un an. « Le nouveau Dictionnaire est, je n'hésite pas à le dire, le meilleur recueil de ce genre qui existe. Il était nécessaire avec les tendances et les besoins du temps ; il laisse infiniment en arrière les livres analogues dont la vogue est considérable ; il vient avec un évident à-propos, et il rendra au bon sens, à l'esprit public, à l'étude des lettres et de l'histoire d'incomparables services. »

Il est inutile de rappeler que dès le début de ce rapport j'ai protesté d'avance, par les éloges que j'ai donnés aux dictionnaires

de Bouillet et de Dezobry, contre une pareille assertion qui me paraît tout-à-fait injuste.

Mais il n'est pas nécessaire, Messieurs, que cet ouvrage soit infiniment supérieur à d'autres ouvrages excellents du même genre, pour être déjà très-estimable. Je ne compare pas ; les comparaisons blessent et ne donnent pas le mérite.

Le nouveau Dictionnaire rendra de réels services, je n'en doute pas. C'est un livre bien inspiré, très-sérieux, d'autant meilleur que dans sa seconde édition il doit renfermer à peu près tout l'atlas de M. Dussieux. Je ne sache pas de louange plus complète comme de recommandation plus puissantes que celles par lesquelles les bons ouvrages se louent et se recommandent ainsi d'eux-mêmes.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 2^m trimestre de 1867.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes tenues les 4, 5 et 6 avril 1866. Paris, 1867, 1 vol. in-8°, fig. —

2^o Revue des Sociétés savantes. Avril 1864. — Archives des missions scientifiques et littéraires, tome IV, 1^{re} liv.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

Revue maritime et coloniale, n^{os} 76, 77, 78.

III. Par les Auteurs.

1^o Jetons de mariage, par M. R. Chelon. Bruxelles, in-8°. —

2^o Eglise St.-Pierre et St.-Paul de Gamaches (Somme), par J. Girard. Paris, 1867, lithog. Goyer, in-4°, pl. — 3^o Recherches historiques sur les armoiries des villes d'Auxerre et de Nevers,

par le D^r P. J. E. de Smyttère. Auxerre, in-8°. — 4° Histoire de cinq villes et de trois cents villages, hameaux et fermes. Quatrième partie. St.-Riquier et les cantons voisins, par Ernest Prarond. Abbeville, 1867, Briez, 1 vol. in-12. — 5° Recueil de documents inédits concernant la Picardie, publiés (d'après les titres originaux conservés dans son cabinet) par Victor de Beauvillé, 2^{me} partie. Paris, 1867, imprimerie impériale, 1 vol. in-4°. — 6° Notice biographique sur M. Lefebvre de Cérisy, par A. De Caieu. Abbeville, 1867, Briez, in-8°. — 7° Les garde-scel, auditeurs ou notables d'Abbeville, 1333-1867, d'après les manuscrits de M. Traullé, annoté et complété par E. Prarond. Amiens, 1867, Lenoël-Hérouart, in-8°. — 8° Amorces, pâles reflets des sciences et des arts. Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette, 69^e liv. Liège, in-18. — 9° Rapport fait le 4 décembre 1866 et 8 janvier 1867, par M. Trouessart, professeur à la faculté des sciences de Poitiers, à la société académique de la même ville, sur un ouvrage intitulé : Qu'est-ce que le soleil ? Peut-il être habité ? Par M. Coyteux. Réponse à ce rapport et note critique, par F. Coyteux. Poitiers, 1867, 1 vol. in-8°. — 10° Statistique monumentale du Calvados, par M. de Caumont. Caen, 1846-66, 5 vol. in-8°. — 11° Sociétés savantes de Marseille, 1867, in-8°. — 12° Notice sur la souscription et liste nominative des souscripteurs pour la médaille offerte à M. de Caumont dans la séance du 26 avril 1863, (par M. Leroyer), in-8°. — 13° Ouvrages offerts par M. J. M. Thaurin, et dont il est l'auteur : 1° Notice historique et archéologique sur la découverte faite en 1841 à Amfreville-sous-les-Monts (Eure) d'un casque en bronze orné d'émaux cloisonnés en or ; — 2° Nouvelle maison. d'arrêt et de correction de Rouen ; — 3° Topographie monumentale et historique des hauteurs nord-ouest de Rouen, sous les Gaulois et sous les Romains ; — 4° Pétrifications antédiluviennes et fossiles diluviens des carrières de Quatre-mares, de Sotteville et de St.-Etienne ; — 5° Antiquités rouennaises ; —

- 6° Louis XIII à Rouen ; — 7° Archéologie rouennaise ; — 8° Mémoires sur les antiquités découvertes à Neubourg et dans les paroisses voisines ; — 9° Notices sur les pierres tombales de l'église Ste-Opportune de Bosc ; — 10° Mémoires d'un pépin de pomme ; — 11° Notice archéologique des monuments historiques des n° au xvi^e siècle trouvés dans le sol de Rouen ; — 12° Note historique et archéologique sur le cippe funéraire antique du batelier Aprius ; — 13° Le vieux Rouen et ses monuments. — 14° J.-B. et C.-J. Pouplin, premiers instituteurs de l'école des sourds-muets de Liège, par Ulysse Capitaine. Liège, 1867, in-12. — 15° Étude sur le mot Pasqueie, nom générique de la chanson Wallonne, par Ulysse Capitaine. Liège, 1867, in-12. — 16° Dernières lueurs. Avant et après la moisson. Essai de tablettes liégeoises, 67° liv. — 17° Encore ! Ça et là. Essai de tablettes liégeoises, 68° liv. — 18° Les vagabondes, pensées sœurs des voltigeuses. Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette, 70° liv. Liège, 1867, in-18. — 19° Supplément aux recherches sur le lieu de la bataille d'Attila en 451, par M. Peigné-Delacourt. Troyes, 1866, in-8°. — 20° Archéologie franque. Note sur trois cercueils de pierre trouvés à Gouville entre Cailly et Fontaine-le-Bourg (arrondissement de Rouen), en 1861, par M. l'abbé Cochet. Rouen, 1862, in-8°. — 21° Note sur les ports et havres dans l'antiquité et au moyen-âge, par M. l'abbé Cochet. Paris, 1866, impériale impériale, in-8°. — 22° Notice sur une sépulture gauloise trouvée dans la basse forêt d'Eu en juin 1865, par M. l'abbé Cochet. Paris, 1867, in-8°. — 23° Archéologie chrétienne. Note sur trois cercueils de plomb trouvés à Dieppe en 1866, par M. l'abbé Cochet. Rouen, 1867, in-8°. — 24° Archéologie des familles de Belgique, par M. F.-V. Goethals, 2° liv. in-4°, fig. — 25° Ouvrages généalogiques attribués à tort à l'officiel Dumont, par M. le Ch^r de Schoutheete de Tervarent, in-8°. — 26° Notice nécrologique sur M. Demarsy, par J. Lefebvre.

Abbeville, 1867, Briez, in-8°. — 27° Des idées innées : De la mémoire et de l'instinct, par M. Boucher de Perthes. Abbeville, 1867, in-8°. — 28° Prix des grains sur le marché d'Abbeville depuis l'année 1590. Abbeville, 1865, Briez, in-8°. — 29° Le choléra, sa guérison et ses antidotes naturels, par Corriez. Amiens, 1867, Yvert, 1 vol. in-12. — 30° Poids du moyen-âge. Une once de Malines, par R. Chalon, in-8°. — 31° La plus grande médaille qu'on ait jamais frappée, par R. Chalon, in-8°, pl. — 32° Méreaux de Tournay, par R. Chalon, in-8°, pl. — 33° Squawar des croisades. Quart de dinar trouvé près d'Ypres, par R. Chalon, in-8°.

IV. Par les Sociétés étrangères.

1° Reale Istituto Lombardo di scienze e lettere : 1° Memorie. Classe di lettere e scienze morali et politiche. Vol. x, fas. III, IV ; — 2° Rendiconti. Classe di lettere e scienze morali et politiche, vol. II, fas. VIII, IX, X, vol. III ; — 3° Classe di scienze matematiche et naturali, vol. II, fasc. IX, X, vol. III ; — 4° Solenni adunanze. Adunanza del 7 agosto 1866 ; — 5° Sull'insegnamento dell'economia politica o sociale in Inghilterra, communicatione del prof. Baldassarre Poli. 5 dicembre 1861 ; — 6° Annuario del reale Istituto Lombardo di scienze e lettere, 1866. — *Revue de la Numismatique belge*, 2°, 3° liv. — 3° *Regeste genevois ou répertoire chronologique et analytique des documents imprimés relatifs à l'histoire de la ville et du diocèse de Genève avant l'année 1312*, publié par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. Genève, 1866, 1 vol. in-4°. — 4° De la Société historique de Styrie : 1° *Mittheilungen*, XIV Hft. ; — 2° *Beiträge zur Kunde Steiermärkischer Geschichtsquellen* 2-3 Jahrgang. — 5° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, tome XVI, 2° liv. — 6° *The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society*. N° XXV. — 7° *Annuaire de la Société libre d'émulation de Liège*, pour l'année 1867. — 8° Par l'académie impériale des

sciences de Vienne : 1° Sitzungsberichte. Lm Band. Heft. 1, 2, 3 ; — 2° Archiv für österreichische Geschichte. xxxvi Band. Heft. 2 ; — 3° Fontes rerum austriacarum. Band xxxvi. Abtheilung 2. — 9° Par la Société d'histoire et des Antiquités frisonnes, à Leuwarde. (Hollande) : 1° De Vrije fries. Deel 1. x ; — 2° Gedenckweerdige geschiedenissen van Fr. Van Vervov. 1 vol. in-8° ; — 3° Onde friesche Wetten. 3 vol. in-8° ; — 4° Worperi Thaboritæ chronicon Frisiæ. 1 vol. in-8° ; — 5° Proeliarius of Strijdboek. 1 vol. in-8° ; — 7° Mémoires relatifs à la guerre de succession de 1706, 1709 et 1711 de Sizzo van Goslinga. 1 vol. in-8° ; — 7° Het leven van Menno baron van Coehoorn. 1 vol. in-8° ; — 8° De lex Frisionum uitgegeven en tvegelicht door Dr Karl Freihert von Richthofen. 1 vol. in-8° ; — 9° Verslagen van het friesch Genootschap, 1828-1841, 1 vol. in-8° ; — Verslagen, 1857-58, 1858-59, 1860-61, 1864-65, 1865-66 ; — Thet freske riim met aantekemingen van E. Epkema. 1 vol. in-4° ; — 12° Gesta Fresonum uit de apographa Juniana. 1 vol. in-4° ; — 13° Jancko Douwama's geschriften. 1 vol. in-4° ; — Die olde freesche chronike. 1 vol. in-4° ; — 15° Catalogus der bibliotheek van het friesch Genootschap. 2 vol. in-8°.

V. Par les Sociétés Françaises.

1° L'*Investigateur*, journal de l'Institut historique de France. liv. 386, 387. — 2° Mémoires de l'Académie impériale de Metz, XLVII, année 1865-1866. — Mémoires de la Société impériale des Antiquaires de France, 3° série, tome ix. — 4° Bulletin du Comité flamand de France, n° 5. — 5° Annuaire de la Société philotechnique, année 1866. — 6° Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille, années 1858, 1864. — 7° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, nos 6, 11, 12, 1867, nos 1, 2, 3, 4. — 8° Mémoires de la Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher. Tome VII. — Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer, 1857, n° 2, 1858, n° 2, 1864,

n° 12, 1865, n° 1, 2, 3, 4, 9, 1866, n° 22, 23, 24, 1867, n° 1, 2, 3, 4. — 10° Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 1866, F. 17-24. — 11° Mémoires de la Société Linnéenne du Nord de la France. Année 1866, Amiens, 1867, Lemer, 1 vol. in-8°. — 12° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 5° liv. — 13° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, n° 4, 5, 6. — 14° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 3° et 4° trim. 1866. — 15° Bulletin de la Société académique de Poitiers, n° 112, 113, 114. — 16° Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du dép. d'Indre-et-Loire, n° 1, 2, 3. — 17° Bulletin des travaux de la Société libre d'Emulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure, n° 3. — 18° Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, Revue, n° 1, 2. — 19° Société archéologique du Limousin. Bulletin, tome XVI.—Registres consulaires, tome I^{er}, f. 13 à 31. — Nobiliaire du diocèse et de la généralité de Moulins, f. 12 à 20. — 20° Découverte d'une fonderie celtique (âge de bronze) dans le village de Larnaud, près de Long-le-Saulnier (Jura) en 1865. — Extrait des mémoires de la Société d'Emulation du Jura. — 21° Précis analytique des travaux de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Rouen pendant l'année 1865-1866. — 22° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1^{er} trim. 1867. — 23° Almanach de l'archéologue français, publié par les membres de la Société française d'archéologie, 3° année. — 24° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, 1867. — 25° Mémoires de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle, 8° volume. — 26° Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle, 9° année. — 27° Mémoires de la Société de statistique, sciences et arts du département des Deux-Sèvres, 2° série, tome VI, 2^e partie 1866. — 28° Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille,

tome XXX°. — 29° Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. Tome IX°, 2, 3, 4 partie. Tome X°, 1^{er} cahier. — 30° Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand. Tome VIII, 1866. — 31° Mémoires de la Société d'Emulation de Montbeliard. 2° série, 3° vol. — 32° Annales de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes maritimes, tome I^{er}. — 33° Annuaire de l'Institut des provinces, des Sociétés savantes et des congrès scientifiques, 2° série, 1^{er} volume, 1859. — 34° Congrès scientifique de France. xxii^e session tenue au Puy en septembre 1855. Tome I^{er}. — 35° Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, n° 54. — 36° Mémoires de l'Académie du Gard, 1864, 1865. — 37° Annales de la Société académique de Nantes, 1866, 2° sem. — 38° Mémoires de la Société archéologique de Touraine. Tome XVII. — 39° Mémoires de la Société impériale d'agriculture, de sciences et d'arts séant à Douai, 2° série, tome VIII. — 40° Bibliothèque de l'Ecole des chartes, 6° série, tome III, 2° liv.

VI. Ouvrages périodiques.

1° Journal des Beaux-Arts, nos 7, 8, 8 suppl. 9, 10, 11. — 2° Messager des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique. Année 1867, liv. 1. — 3° Revue de l'Art chrétien, nos 1, 2, 3, 4. — 4° Le Cabinet historique, liv. 4, 5.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Errata. — P. 385 et 394, au lieu de M. ALBRIA (Albert), lisez ALBRIER. — P. 411, au lieu de M. LELBU, titulaire non résidant, lisez titulaire résidant.

Séance du 9 Juillet 1867.

Présidence de M. Ch. SALMON, Vice-Président.

M. l'Inspecteur d'Académie envoie en communication une lettre de S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique faisant connaître qu'il sera heureux de prendre cette année, en faveur de la Société, les mêmes dispositions qu'il a prises au mois d'août de l'année dernière en ce qui concerne une allocation nouvelle. S. E. ajoute que la Société peut être assurée de tout l'intérêt qu'il porte à ses travaux.

— M. l'Inspecteur d'Académie prévient M. le Secrétaire perpétuel qu'il l'a désigné pour faire partie de la

Commission chargée de juger les compositions finales pour les prix d'histoire au Lycée d'Amiens.

— M. Rembault signale diverses sculptures qui existent dans la maison de M. Gossart sise place de l'Hôtel-de-Ville. Il pense qu'il serait facile à la Société de les obtenir de la Ville qui a acheté cette maison.

— M. Salmon appelle l'attention de la Société sur le déplacement des tombeaux en bronze des deux évêques fondateurs de la cathédrale. Ce qui est à ses yeux le plus regrettable, c'est que l'on ait rompu avec la tradition qui s'était manifestée par la disposition même des tombeaux. L'un, celui de l'évêque Evrard de Fouilloy, était emmurillé, pour rappeler que cet évêque avait posé les fondements de la cathédrale ; l'autre était élevé au dessus du sol sur des lionceaux, pour indiquer que l'évêque Godefroy avait élevé les colonnes et les voûtes. Cette signification est donnée par les historiens De La Morlière et Rivoire.

M. Corblet ajoute que si l'on voulait déplacer les tombeaux, du moins eût-il été convenable de les poser sur les cendres mêmes de ces évêques.

MM. Corblet et Jourdain demandent que la Société exprime le regret de ce déplacement dans les termes suivants :

» La Société regrette que les tombeaux en bronze des
» évêques fondateurs de la cathédrale, au lieu d'être re-
» placés sur le lieu de leur sépulture où ils étaient
» restés pendant plus de 500 ans et d'où on les avait
» enlevés à tort en 1762, aient été transportés dans un
» entre-colonnement de la nef. »

Cette proposition est adoptée.

— M. Pouy rappelle la promesse faite par notre collègue M. Duvette d'un album des photographies de chacun des membres de la Société.

— M. le Secrétaire perpétuel rend compte du degré d'avancement des ouvrages dont la publication se poursuit en ce moment. Le travail de M. Darsy sur les bénéfices du diocèse est arrivé à la feuille 50^e, c'est-à-dire à la moitié environ. Celui de M. Garnier sur la topographie du département en est à la lettre M. Le tirage effectué peut former aujourd'hui un volume complet. — La Société consultée décide que ce volume sera dès à présent mis en distribution.

Séance du 13 Août 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. Dhavernas, maire d'Amiens, assiste à la séance.

— Lecture est donnée d'une lettre de M. Meillet, de Poitiers, lequel propose l'envoi d'un choix d'instruments en pierre qu'il a découverts par milliers dans le Poitou.

— M. de Sailly adresse la photographie d'une médaille satyrique du xvi^e siècle rapportée d'Espagne en 1809 par le colonel d'Esmenard, son oncle, aide de camp du maréchal Ney, et la médaille en argent elle-même.

— M. Ch. Gomart envoie le plan de la ville de Roye, et en propose la publication dans les mémoires.

— La parole est à M. Duval. Au nom de la Commission de cession du Musée Napoléon il rend compte des incidents qui se sont produits depuis la dernière séance et des mesures que la Commission a cru devoir prendre. (Voir le rapport page 489).

La Société décide que le rapport de la Commission, la protestation extra-judiciaire et la lettre à M. le Maire seront transcrits aux registres des procès-verbaux.

— M. le Maire d'Amiens demande la permission d'expliquer sa présence au sein de la Société. Il était venu pour faire des propositions de conciliation, mais il croit avoir aperçu dans des conversations particulières avec quelques uns des membres, et surtout dans le rapport qui vient d'être lu, que son intention n'aboutirait pas. Il ne fera donc point les communications objet de ses démarches.

Plusieurs membres insistent pour que M. le Maire fasse connaître les propositions dont il était porteur, ne fût-ce que par manière de conversation, cela ne pouvant engager en rien.

Cédant à ce désir, M. le Maire annonce tout d'abord que l'intention du Conseil municipal est de donner le Musée à l'Etat.

M. Duval demande si, avant de prendre cette décision, les sommités du Conseil municipal ont bien fait tous leurs efforts pour conserver le Musée à la Ville. Si M. le Maire et ses quatre adjoints avaient pesé en ce sens sur le Conseil, il lui semble bien difficile d'admettre qu'ils n'eussent pas obtenu la majorité.

M. le Maire avoue que personnellement il serait disposé à donner à l'Etat qui garnirait le Musée de tableaux, ce que, quant à lui, il préfère de beaucoup aux objets d'antiquités. Il pense que dans le Conseil la majorité serait assez considérable dans ce sens. Donc c'est de là qu'il faut partir. — M. le Maire comprend toutefois qu'il

faudrait donner une large compensation à la Société.
« Tenez, Messieurs, ajoute-t-il, lorsque vous avez fait
« le Musée, vous ne pensiez pas à lui donner d'aussi
« vastes proportions. Eh bien, si l'on vous laissait la
« possession et la direction d'une partie telle que vous
« auriez pu l'espérer d'abord, en seriez vous satisfaits ?
« Ainsi la Société aurait le rez-de-chaussée, moins la
« galerie des statues et le reste ferait l'objet de négocia-
« tions avec l'Etat. Que la Société accepte cet arrangement, elle ne courra aucun risque, car, si l'Etat
« n'acceptait point, peut-être bien alors le Conseil municipal changerait-il d'avis et se déciderait-il à con-
« server. C'est ainsi que satisfaction serait donnée à la
« fois aux idées actuelles du Conseil et aux aspirations
« de la Société. »

Du reste ce n'est qu'une tentative d'arrangement que M. le Maire conseille. Il redouterait que l'on s'engageât dans une autre voie qui pourrait entraîner des troubles.

M. Antoine ajoute que, dans la pensée du Conseil, la Société poserait conjointement avec lui les conditions à l'Etat, chacun abandonnant ses droits respectifs.

M. Rembault redoute une co-propriété. Elle pourrait devenir l'objet de bien des difficultés.

M. Corblet comprend que, dans la proposition telle qu'elle est formulée, il s'agit d'une jouissance s'appliquant pour chacun à des parties différentes non pas seulement pour les bâtiments. Ainsi la Société conserverait les objets d'antiquités et les tableaux appartenant tant à la Ville qu'à elle-même, et l'Etat aurait le surplus. Du reste tous ces points seraient l'objet de conventions spéciales.

Selon M. Antoine le moyen proposé conserverait suffisamment les intérêts de la Société.

M. Hesse s'adressant à M. le Maire lui demande s'il est ici l'organe de son Conseil. M. le Maire répond que celui-ci l'a chargé de faire la présente démarche et qu'il n'est pas douteux qu'il acceptera tout ce que M. le Maire aura fait. Son vrai désir est de se débarrasser du Musée tout en sauvegardant les droits de la Société.

M. Hesse demande encore si M. le Maire verrait de l'inconvénient à formuler ses propositions par écrit afin que la Société pût en délibérer.

M. le Maire répond qu'il n'en voit aucun sinon que le moindre retard à prendre une décision pourrait faire naître de nouveaux ennuis. Il ne peut répondre qu'il ne vienne à quelque membre du Conseil la pensée de faire une proposition dont les conséquences pourraient être dangereuses.

M. Jourdain propose cependant d'ajourner à trois jours pour délibérer sur les propositions écrites de M. le Maire. La chose est assez sérieuse pour qu'on n'agisse point précipitamment.

M. Duval ne s'inquiète pas des propositions nouvelles que redoute M. le Maire. Il pourrait y être coupé court dans le sein du Conseil en faisant connaître la démarche que vient de faire M. le Maire. La Société est loin de repousser les propositions qui viennent d'être faites, mais il ne faut pas trop précipiter la décision dans une circonstance aussi grave. La Société n'a point encore examiné et pesé en séance les avantages et les inconvénients d'une cession à l'Etat. C'est ce qu'elle devra faire.

M. Hesse demande si M. le Maire verrait quelque inconvénient à ce qu'une commission fût prise tant dans le sein du Conseil municipal que dans le sein de la Société des Antiquaires pour aviser aux moyens d'arriver à une solution. M. le Maire ne le croit pas et la Société peut dès à présent former la Commission.

M. Duval propose en conséquence la délibération suivante :

« La Société des Antiquaires de Picardie, appréciant
« les sentiments de conciliation qui lui ont été exprimés
« dans la séance de ce jour par M. le Maire d'Amiens,
« relativement à la cession du Musée Napoléon, prie M.
« le Maire de vouloir bien choisir au sein du Conseil
« municipal une Commission avec laquelle une Commis-
« sion de la Société des Antiquaires se mettrait en rap-
« port à l'effet d'examiner s'il y aurait lieu pour la Ville
« et la Société d'offrir d'un commun accord le Musée
« Napoléon au Gouvernement, et à quelles conditions. »

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire se retire.

En conséquence de cette décision, il est immédiatement procédé par bulletins secrets à la nomination de la Commission dont il vient d'être parlé.

MM. Duval, Hesse, Jourdain, Vion et Bazot ayant obtenu la majorité, la Commission se trouve composée des mêmes membres que ceux de la précédente Commission dite de cession,

— M. Rembault lit une note sur le lieu de naissance du P. Longueval et conclut à ce que vérification de la date (1680) soit faite sur les registres de naissance de la

commune de Bacquencourt (Somme). — (Voir page 430).

— M. le Vice-Président demande l'autorisation de convoquer extraordinairement la Société, s'il en était besoin, notamment pour la question du Musée, ce qui est accordé.

Séance extraordinaire du 24 août 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

Le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance.
— Lecture est donnée 1° d'une lettre de M. le Préfet qui prie M. le Président de lui faire parvenir sans retard la liste des personnes appartenant à la Société qui désireraient et qu'il jugerait devoir être présentées à LL. MM. II. lors de leur prochaine visite à Amiens. Elles recevront des cartes indiquant le salon où elles devront se réunir. — Il prie M. le Président de lui adresser également la liste des dames mariées à des membres de la Société qui désirent être présentées à S. M. l'Impératrice.

— 2° d'une lettre de S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique qui informe que, par arrêté du 19 août, il a attribué à la Société une allocation de 400 fr.

— 3° de la lettre suivante de M. le Préfet à M. le Secrétaire perpétuel.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL,

Vous avez bien voulu me faire remettre, au nom de la Société des Antiquaires de Picardie, le 1^{er} volume de la 3^e série de ses Mémoires. Je m'empresse de vous prier d'agréer vous-même et de présenter à MM. vos Collègues de la Société l'expression de mes remerciements.

Je viens de parcourir ce volume ; il est entièrement consacré à

la publication de votre savant *Dictionnaire topographique du département de la Somme* : c'est là un de ces travaux sérieux qui ne demandent pas moins de dévouement à la science qu'à la consciencieuse érudition. Permettez-moi de vous dire ici combien j'apprécie vos longues et pénibles recherches, et agréés, je vous prie, mes félicitations bien sincères.

Agréés, etc.

Le Conseiller d'Etat, Préfet,

J. CORNUAU.

Vient ensuite l'ordre du jour.

M. l'abbé Duval donne lecture du rapport de la Commission de cession du Musée. (Voir page 498).

La Société ne se trouvant point en nombre, le vote sur ce rapport est renvoyé à la prochaine séance.

Séance ordinaire du 12 novembre 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

M. le Secrétaire de la Commission d'archéologie de Pesth (Hongrie), et le Président de la Société Dunoise, demandent au nom de leur compagnie l'échange des publications, ce qui est adopté.

— M. Le Roy fils, de Nesle, au nom de sa famille, remercie la Société des bonnes relations qu'elle a bien voulu entretenir avec son père, décédé récemment membre titulaire non résidant. Il met à la disposition de la Société un bénitier en marbre blanc provenant de la chapelle castrale de Nesle et que son père avait manifesté le désir de donner à la Société pour son Musée.

— M. le Conseiller d'Etat, Préfet de la Somme, fait connaître que, sur sa proposition, le Conseil général a voté en faveur de la Société une allocation de 1200 fr.

— Il est donné lecture d'une note de M. Vallois, membre titulaire non résidant, qui confirme, en partie du moins, les renseignements précédemment produits par M. Lefèvre-Marchand au sujet du Grès St.-Martin à Assevillers. M. Vallois a visité ce grès en compagnie de M. Gomart, membre titulaire non résidant, et tous deux se sont accordés à penser que ce monolithe ne pouvait être considéré comme un dolmen. C'est un grès entièrement brut, qui n'a point été équarri, même grossièrement. Ce doit être un bloc erratique tel qu'il s'en rencontre fréquemment dans les environs. Celui-ci doit à sa forme particulière d'avoir été utilisé dès la plus haute antiquité. Au milieu se trouve un bassin rempli d'eau pluviale, non pas creusé de main d'homme, mais qui n'est qu'une anfractuosité naturelle. De chaque côté du récipient, on remarque, ainsi que l'a dit M. Lefèvre-Marchand, deux emplacements presque circulaires usés par le frottement de corps durs. L'un mesure 0,65 c. sur 0,60 ; l'autre 0,48, sur 0,38 ; le bassin 0,80 sur 0,22 et 0,34 de profondeur.

Cette pierre a servi sans aucun doute au polissage des silex, et ce qui le démontre, c'est un sillon qui a échappé à l'attention de M. Lefèvre-Marchand et qui ne peut avoir été produit que par l'aiguisage des haches de pierre. Tout instrument en métal serait plutôt émoussé qu'affiné en passant par ce sillon caractéristique. Le bassin fournissait l'eau nécessaire à l'accomplissement de l'opération. — La pierre est orientée de l'Est à l'Ouest.

En terminant M. Vallois fait observer que le grès St.-Martin, comme la pierre de Ste-Radegonde à Mesnil-

Bruntel , est aujourd'hui entouré de la vénération publique, et placé sous l'invocation d'un saint ; que cette concordance singulière, entre deux monuments ayant servi au même usage, permet de supposer que la fabrication des armes et instruments en pierre était, chez les peuplades primitives, l'objet d'un respect superstitieux qui n'a pu être déraciné que par la substitution d'un culte à un autre, ainsi au surplus qu'il l'a exposé plus longuement dans son mémoire sur la pierre de Ste-Radegonde. — Quoiqu'il en soit, M. Lefèvre-Marchand mérite les félicitations de la Société pour avoir signalé le premier l'existence de cet intéressant monument.

— M. le Maire d'Amiens adresse ampliation d'une nouvelle délibération prise par le Conseil municipal, le 14 septembre, sur la question instantane du Musée.

Après cette lecture M. Hesse a la parole sur la question. La Ville demande la gratuité ; rien dans les propositions qui sont faites n'est contraire à la gratuité. Une délibération qui fut prise à la suite d'un rapport de M. Allou, alors maire de la Ville, doit être rédigée dans l'esprit de ce rapport. Or il y est dit positivement que le Musée sera communal. Donc la Société ne demande aujourd'hui rien de nouveau. Il faut sortir de la position actuelle et savoir définitivement si le Musée restera à la Société ou passera à la Ville. Il faut donc notifier à la Ville que la Société est prête à réaliser ses engagements. Si la Ville refuse, elle sera responsable des conséquences. M. Hesse voudrait que la Commission examinât qu'elles seraient les mesures de conservation à prendre.

— M. Rembault regrette les deux mots *sans condition*

qui terminent l'accusé de réception adressé par M. le Président de la Société à M. le Maire.

— M. D'Herbinghem ne sait pas si le moyen proposé par M. Hesse fera bien sortir de la position délicate où se trouve la Société. Mais il rappelle que M. le Maire assistant à la séance du 13 août aurait fait entendre que si la Ville refusait, la Société aurait à traiter directement avec l'Etat. Ce que nous avons voulu, ajoute M. D'Herbinghem, c'était faire jouir le public du Musée, si l'Etat voulait bien s'en charger à des conditions convenables.

— M. Hesse répond qu'il n'est ni opportun, ni possible de s'adresser à l'Etat. La Ville ne renonce pas à sa prétention ; elle ne veut pas prendre d'engagement, c'est là ce qui nous divise.

— M. Rembault demande s'il ne serait pas possible de faire un travail établissant par les documents municipaux eux-mêmes que le Conseil municipal a toujours entendu que le Musée Napoléon serait un Musée communal.

— Conformément aux conclusions de M. Hesse, l'examen des mesures conservatrices à prendre est renvoyé à la Commission.

— La Société vote des remerciements à cette Commission pour les soins qu'elle a donnés à la question et pour ses travaux.

— M. le Président propose à la Société des félicitations aux trois membres qui ont eu l'insigne honneur d'être décorés par S. M. l'Empereur à l'occasion de sa visite au Musée, et demande qu'il en soit fait mention au procès-verbal. — Adopté.

— M. Duval analyse le rapport de la Commission de

cession du Musée qui a été lu à la séance précédente. La Société en adopte les conclusions. Le texte de ce rapport sera inscrit à la suite de ce procès-verbal.

— Des remerciements sont votés à M. Fuix pour son grand travail sur les Chemins de fer d'intérêt local du Département dont il a fait don à la Société.

— M. Garnier lit une notice nécrologique sur M. Le Roy, mort à Nesle le 23 septembre. (Voir page 452).

Séance du 10 décembre 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

— M. le Secrétaire perpétuel écrit qu'obligé de s'absenter il ne peut assister à la séance.

— M. le docteur Danvin fait hommage à la Société de l'ouvrage qu'il vient de publier sous le titre de : *Vicissitudes, heur et malheur du Vieil-Hesdin*. Des remerciements lui sont votés.

La Société apprend avec un vif regret la mort de M. G. Souquet et celle de M. le Baron Oswald de Caix de St.-Aymour, membres titulaires non résidants, dont les familles lui ont fait part.

— M. le Comte Le Clerc de Bussy adresse quelques observations sur les familles de Mailly et Le Vasseur, à l'occasion d'une note de M. Albrier et d'une notice sur le graveur Ch. Le Vasseur, par M. Delignières.

— M. l'abbé Jumel remercie la Société de son admission et envoie une notice sur Bourdon et ses seigneurs.

— M. Gomart adresse une notice sur son plan de la ville de Roye.

— M. A. Demarsy, une note sur Jacques Rohault.

— La Société, sur le rapport-verbal de M. le Trésorier, accepte la proposition que lui a faite M. Gomart, et consent à publier dans le prochain volume de ses Mémoires le plan de la ville de Roye dont il est l'auteur et la notice qui l'accompagne.

— L'ordre du jour appelle l'élection du bureau. — Il y est procédé immédiatement. En conséquence du scrutin M. l'abbé JOURDAIN est proclamé Président, M. BAZOT, Vice-Président, M. VION, Secrétaire annuel.

— M. Rembault fait la communication suivante :

MM. les répartiteurs des contributions réunis à l'Hôtel-de-Ville, il y a peu de jours, furent appelés par M. le Contrôleur à s'occuper de la question d'impôt du Musée pour 1868. Mais ces Messieurs ont pensé qu'il n'y avait pas lieu parce qu'il s'agit d'un monument destiné au public et duquel d'ailleurs la propriété est actuellement douteuse. M. le Contrôleur insista par le motif que l'entrée du Musée n'était pas gratuite. Il aurait déclaré d'ailleurs qu'il avait des ordres pour passer outre et que l'imposition serait appliquée d'office.

Afin de faire tomber cette prétention M. Rembault propose à la Société de déclarer dès à présent que l'entrée du Musée sera désormais gratuite.

M. Hesse pense que la Société n'a pas ce droit et qu'il pourrait en résulter un conflit avec la Commission du Musée. Avant tout, il faut savoir qui doit administrer. Il voudrait donc que l'on prit un parti à ce sujet aussitôt après l'installation du bureau.

M. Dutilleux dit que la Commission n'a pas été instituée pour administrer, mais pour édifier le Musée. Sa mission est donc terminée.

M. Hesse répond que la Commission a dû nécessairement administrer pendant la construction, mais qu'une pièce officielle doit établir avant tout que celle-ci est terminée.

M. Dutilleux ajoute qu'il serait à désirer que la Commission mit fin à sa gestion.

Séance extraordinaire du 17 Décembre 1867.

Présidence de M. SALMON, Vice-Président.

— M. le Secrétaire perpétuel demande la parole sur le procès-verbal. En ce qui concerne la demande d'échange de publications avec la Commission historique de Lille et la Commission d'antiquités du Pas-de-Calais, M. Garnier fait remarquer que la Société est en relation avec la première de ces Compagnies, dont elle a reçu tous les volumes ; que la deuxième a adressé quelques rares livraisons de ses publications, et n'a point répondu aux demandes qui lui ont été faites de les compléter.

M. Dutilleux pense qu'il faudrait écrire à M. le Préfet du Pas-de-Calais, qui est le président de cette Commission ; il ne doute pas qu'on n'en reçoive une réponse favorable.

Après ces observations, le procès-verbal est adopté.

— Le Secrétaire perpétuel communique la correspondance : 1° Le Trésorier de la Société des Antiquaires de l'Ouest adresse un bon pour retirer ses publications.

2° M. Mathon adresse le chiffre des cotisations des membres du Comité de Beauvais et fait connaître le décès de M. Moisset, l'un d'eux.

La Société fait consigner au procès-verbal l'expression de ses regrets.

— M. Hesse fait, au nom de la Commission du Musée, le rapport sur la question des mesures à prendre, au regard de la ville, pour la conservation des droits de la Société, par suite du renvoi fait à la Commission, le 12 novembre dernier, d'une nouvelle délibération du Conseil municipal.

M. Darsy fait remarquer que la Commission, dans son rapport, ne précise pas les mesures à prendre, ainsi que l'avait statué la délibération du 12 novembre, et il en demande la cause.

Le rapporteur répond que la Commission s'est trouvée en présence de cette alternative : ou de mettre la ville en demeure soit d'accepter le Musée aux conditions formulées, soit d'y renoncer absolument ; ou de peser de nouveau sur elle, en lui rappelant ses engagements antérieurs et les pièces officielles qui les contiennent. Ce dernier moyen lui a paru préférable : c'était un mode de mise en demeure amiable qu'il fallait tenter encore. L'autre moyen aurait été tout simplement le commencement d'un procès.

M. Rembault dit que la conclusion à laquelle s'est arrêtée la Commission lui semble suffisante pour le moment.

La Société approuve le rapport et décide 1° qu'une ampliation en sera adressée à M. le Maire d'Amiens ; 2° qu'il sera inséré dans le Bulletin.

— M. Garnier fait connaître que la Commission nommée par arrêté ministériel pour l'érection du Musée s'occupe du règlement définitif de ses comptes, et que tout aussitôt elle demandera à être relevée de son mandat.

M. Hesse est satisfait de cette communication, car il sait que plusieurs membres de la Société avaient l'intention d'interpeller à cet égard MM. les membres de la Commission. Il fera cependant encore ces deux questions : la Commission continuera-t-elle à se charger de l'entretien du Musée ; à quelle époque M. Garnier pense-t-il que la Commission aura terminé ses comptes et sera relevée de ses fonctions ?

— M. Garnier répond qu'il pense qu'avant la fin de l'année les comptes seront arrêtés et transmis à l'autorité dont la Commission tient son mandat.

— M. Rembault voudrait que dès à présent l'entrée gratuite au Musée fût prononcée par la Société, afin de faire tomber la réclamation de contributions projetée, dont il a entretenu la Société à sa précédente séance.

Cette proposition est ajournée.

— MM. Duval et Hesse demandent que MM. les membres de la Commission du Musée Napoléon présents à la séance soient priés de faire que les salles du Musée soient chauffées toutes les fois que la température le demandera, et notamment les galeries où sont les tableaux ; ceux-ci pourraient se détériorer sous l'action de l'humidité.

— M. Garnier pense bien qu'on ne néglige pas de faire le nécessaire. Toutefois il en fera l'observation à ses collègues, à la première séance qui sera très-prochaine.

— M. Garnier communique une brique plate, en terre rouge, trouvée à Bourdon. C'est un des assez rares échantillons de ces sortes de briques que l'on plaçait au pied des bornes de délimitation. On y voit les noms des

propriétaires voisins, gravés à la pointe avant la cuisson. L'écriture paraît du *xvi^e* siècle. Cette brique a été offerte au Musée par M. l'abbé Jumel, curé de Bourdon.

MEMBRES ADMIS.

Titulaires non résidents :

MM. l'abbé POIRÉ, curé de Herleville (Somme).

GUFFROY (Maxime), sergent au recrutement.

l'abbé JUMEL, curé de Bourdon (Somme).

LE PROUX (Fernand), élève de l'école de Chartes.
(Saint-Quentin. Aisne).

Correspondant :

M. ALBRIER (Albert), membre de la Commission des
antiquités de la Côte-d'Or, etc. Dijon.

NOTE

SUR LE LIEU DE NAISSANCE DU P. LONGUEVAL,

Par M. A. GABRIEL REMBAULT, Membre titulaire résident.

MESSIEURS,

Si j'ai bonne mémoire, plusieurs de nos collègues, il y a quelque temps, ont posé la question de savoir où était né le Père Longueval.

Ayant eu dernièrement l'occasion de faire un compte-rendu, dans la presse amiénoise, d'un ouvrage intitulé : *Essais sur l'histoire de Péronne* par le chanoine Eustache de Sachy, j'ai trouvé à la page 55 ce qui suit : « Le P. Longueval, jésuite, auteur de *l'Histoire de l'Eglise gallicane* déjà citée, lequel étoit de Bacquencourt, village » à trois lieues de Péronne, dit que vers l'an 942 Saint Kadroé,

» Irlandais, vint à Péronne avec douze compagnons visiter le
» tombeau de Saint-Fursi, etc. »

A la page 428 du même ouvrage, je trouve au chapitre des personnages illustres la mention suivante du même auteur :

« IX. — Le R. P. Jacques Longueval, jésuite, n'est pas à la
» vérité de Péronne ; mais on ne l'y regarde pas moins comme
» compatriote, pour être né à Fouquécourt, à trois lieues de cette
» ville. Ce fut l'an 1680 qu'il prit naissance d'une famille obscure,
» etc.... il mourut d'apoplexie le 14 janvier 1735, à cinquante-quatre
» ans, etc. »

L'auteur (auquel je viens de faire ces deux emprunts qui ne concordent pas, quant au lieu de naissance du P. Longueval) a été le contemporain de ce jésuite.

Quant à *Fouquescourt*, commune située dans le canton de Rosières, arrondissement de Montdidier, cette commune est à une trop grande distance de Péronne, puisqu'elle se trouve entre Rosières et Roye.

Reste donc Bacquencourt, commune de Hombleux, près Nesle, qui remplit les conditions de distance (trois lieues) qui se trouvent dans les deux versions du chanoine de Sachy.

Il me semble qu'en s'adressant au Maire de Hombleux on pourrait lui demander s'il existe dans sa commune un registre aux naissances pour l'année 1680. Dans le cas où ce registre manquerait, on pourrait écrire au greffe du Tribunal civil de Péronne et notre collègue M. Vallois, Sous-Préfet de l'arrondissement, nous aiderait sans doute pour élucider ce point d'histoire. Le Père Longueval a une trop grande réputation pour que la Picardie, sa patrie, ne le réclame pas comme une de ses gloires ; à ce titre, Messieurs, c'est à notre Société qu'il appartient de faire des recherches pour que le lieu de naissance de cet homme célèbre soit à l'avenir fixé d'une manière incontestable. En conséquence j'ai l'honneur de vous

proposer 1° d'écrire à M. le Maire de Hombleux ; 2°, dans le cas d'insuccès, d'écrire à notre collègue M. Vallois.

NOTICE

SUR M. D.-M.-F.-E. LE ROY,

Par M. J. GARNIER, Secrétaire perpétuel.

J'ai toujours pensé qu'il était du devoir des Sociétés de consacrer un souvenir à ceux de leurs membres qu'elles avaient perdus, alors surtout qu'ils s'en étaient montrés dignes. C'est un témoignage de bonne confraternité, c'est la seule récompense dont nous disposions et dont nous puissions honorer la mémoire de ceux qui ne sont plus.

Je ne demande point, assurément, une oraison funèbre pour chacun, mais il me semble qu'il convient de rappeler dans une courte notice ce qu'ont fait nos collègues, les services qu'ils ont rendus aux études que nous poursuivons, la part enfin qu'ils ont prise directement ou indirectement à nos travaux.

Je réclamerai donc votre attention pour quelques mots sur M. Le Roy, mort à Nesle le 20 septembre 1867.

Donat-Marc-Frumence-Eugène Le Roy naquit à Ecuville (Oise) le 25 avril 1807. C'est dans l'école de cette commune que dirigeait son oncle Remy Le Roy, qu'il reçut l'instruction primaire. A 14 ans il quittait l'école et devenait l'apprenti de son père qui était un modeste tailleur d'habits.

Mais cette profession convenait peu au jeune Le Roy, il désirait suivre la carrière de son oncle vers laquelle il se croyait appelé. Il aimait l'étude et consacrait tous les instants dont il pouvait disposer non-seulement à n'oublier point, mais à augmenter la petite somme de connaissances qu'il avait acquises.

Reconnaissant après deux années d'épreuve que le goût qu'avait annoncé son fils n'était point une fantaisie d'enfant, mais une vocation réelle, le père consentit à lui laisser quitter sa maison et le plaça à Nesle, chez M. Morel, instituteur des plus habiles, qui lui confia la direction d'une classe de commençants.

Le Roy ne se contenta point de remplir avec autant d'exactitude que d'intelligence les fonctions dont il était chargé. Ecolier et maître tout à la fois, il n'avait pas plus tôt quitté ses élèves, qu'il devenait l'auditeur attentif des leçons données aux plus avancées. Aussi fut-il bientôt en état d'être mis à la tête d'une classe élémentaire.

Dans cette position nouvelle Le Roy continua de travailler ; et, mettant à profit les heureuses dispositions dont il était doué et les conseils de son maître et de ses adjoints, il parvint à acquérir les connaissances exigées pour le brevet de capacité qu'il obtint en 1828. Encouragé par ce succès, il ne lui suffit point d'avoir le droit d'ouvrir une école, il voulut que la sienne fût de premier rang, car la loi du 29 février 1816 en avait, vous vous le rappelez, établi de trois sortes. Il fit donc de nouveaux efforts qui ne furent pas moins heureux. En 1830, il se présentait à l'examen et recevait le brevet supérieur.

La même année il épousait M^{lle} Morel, fille du directeur de l'école à laquelle il était attaché depuis sept ans. Il fut dès lors associé d'une manière plus intime aux travaux de son beau-père, auquel il succéda en 1834.

Depuis cette époque jusqu'au mois d'avril 1858 qu'il fut remplacé par son fils, c'est-à-dire pendant près de 25 ans, M. Le Roy ne cessa de diriger son pensionnat avec le même zèle et le même dévouement. Attentif, laborieux, sans préjugés, comme sans entrainement, il marchait d'un pas tranquille, mais sûr, apportant dans son enseignement toutes les améliorations que l'expérience lui montrait

nécessaires et réalisant ainsi chaque année de véritables progrès. Sévère et bon tout à la fois, il savait concilier la stricte observance du devoir avec la plus affectueuse cordialité, aussi est-il demeuré l'ami de tous ses anciens élèves dont quelques uns, grâce à l'instruction solide qu'ils avaient puisée chez lui, ont su se créer d'excellentes positions.

De 1833 à 1846, dans ces concours de canton et d'arrondissement qui ont si puissamment contribué à élever le niveau de l'enseignement primaire par l'émulation constante qu'ils entretenaient entre les maîtres, concours qu'on a trop oubliés et qu'on ressuscite aujourd'hui comme des nouveautés, M. Le Roy obtint personnellement six premiers prix de canton, un prix et des accessits d'arrondissement; et, par ses élèves, deux premiers prix d'arrondissement, un prix et des accessits de canton.

Quand il quitta en 1858 ses fonctions d'instituteur, M. Le Roy fut choisi à l'unanimité par le Conseil d'administration comme receveur et économiste de l'Hospice et du bureau de bienfaisance de Nesle. Il était fier avec raison de suffrages qu'il n'avait point sollicités et qui étaient pour lui comme la récompense d'une vie de labeur et de dévouement. Quelques années plus tard il était nommé sous-caissier de la caisse d'épargne de Péronne pour la succursale de Nesle. On comprend qu'avec son activité, ce sentiment de devoir auquel il avait toujours obéi, les emplois si différents de son ancienne profession qu'il avait acceptés, ne furent point pour M. Le Roy des sinécures; pour suffire à tout, il se multipliait, et nul doute que l'excès de fatigue n'ait été la cause de la maladie qui le frappa et l'obligea de résigner, au commencement de 1867, une position que sa constitution robuste semblait devoir lui laisser continuer encore pendant de longues années.

Les soins que réclamait une classe nombreuse n'empêchèrent point M. Le Roy de travailler encore pour lui-même. Il avait

choisi pour objet de ses études l'histoire du pays dans lequel il avait toujours vécu, et il recueillait de toutes parts les documents et les traditions qui y avaient trait. On se plaisait à satisfaire sa curiosité, à lui confier les pièces que l'on supposait pouvoir lui être utiles, parce qu'il aimait à rendre compte de ses recherches, et savait, par d'intelligentes analyses, en montrer l'importance et le prix. M. Le Roy avait lu tous les ouvrages imprimés qui parlaient du canton de Nesle et des cantons limitrophes, il avait compulsé les archives de toutes les communes, visité les titres de toutes les églises, et les minutes de tous les notaires.

Ses travaux vous avaient été signalés et vous vous étiez empressés de lui conférer le diplôme de titulaire non résidant dans la séance du 10 janvier 1854. A l'appui de sa candidature on vous avait présenté un manuscrit de M. Le Roy ayant pour titre : *Recherches historiques sur la ville de Nesle et ses environs*. M. Vion vous le fit connaître. Après avoir loué dans ce travail l'exécution calligraphique qui se soutient pendant plus de 300 pages et les ingénieuses enluminures dont il est illustré, le rapporteur félicitait M. Le Roy du bonheur avec lequel il avait su mettre en ordre les matériaux qu'il avait tirés tant des imprimés et des manuscrits que des archives publiques et privées, pour faire suivre l'histoire de Nesle depuis le temps le plus reculé jusqu'à nos jours. Il appelait également votre attention sur les dessins des monuments de tous genres que la ville possède ou qu'elle avait autrefois possédés, et que M. Le Roy avait reproduits avec une habileté de plume des plus remarquables (1).

En 1858 M. Le Roy nous adressa sur le dictionnaire historique, généalogique et géographique du département de l'Aisne par M. Melleville, des observations critiques que nous avons insérées dans notre bulletin (2). Sa nature franche et loyale avait fait à notre

(1) Bull. de la Soc. des Ant. de Pic. V. 489.

(2) *Ibid.* VI. 544.

collègue une obligation de signaler les empiètements de M. Melleville sur le domaine historique des départements de la Somme et de l'Oise. M. Melleville en effet, trompé par la similitude des noms, avait attribué à quelques communes de l'Aisne des faits et des personnages qui appartiennent bien évidemment aux communes de même nom dans la Somme et dans l'Oise.

En 1864, il nous donna une *note sur les tombeaux de la crypte de l'église de Nesle* (1) et les personnages qui y furent inhumés. Mais ce sont plutôt des conjectures à l'occasion des fouilles exécutées en 1863 que des affirmations positives.

Si nous n'avons reçu de notre collègue que ces deux communications, c'est que des engagements antérieurs le liaient à la *Picardie* revue périodique publiée à Amiens par M. Lenoël-Hérouart, dans laquelle il inséra la plus grande partie de ses travaux.

Nous y avons lu en 1856 (2) une *notice sur l'Abbaye-aux-Bois*, abbaye de femmes, de l'ordre de Cîteaux, fondée en 1202 à quelques kilomètres d'Ercheu par Jean, seigneur de Nesle, laquelle fut transférée en 1677 rue de Sèvres, à Paris, dans l'ancien couvent des Annonciades. A la fin du siècle dernier il ne restait plus en Picardie qu'une chapelle rappelant la fondation du seigneur de Nesle et desservie par le curé d'Ognolles. Quant à la maison de Paris, chacun se rappelle la célébrité que lui donnèrent dans la politique et la littérature, les salons de la belle M^{me} Récarnier qui l'habitait.

— Une *notice sur l'ancienne baronnie d'Esmeray-Hallon* publiée en 1857 est de beaucoup plus substantielle. Mais je ne sais sur quelle raison s'est fondée l'auteur pour y faire naître Huon de Méry, poète du XIII^e siècle, auteur du tournoiement de l'Antechrist, sorte de combat entre les vertus et les vices, car on le considère généralement

(1) Bull. de la Soc. des Antiq. de Pic. VIII. 461.

(2) La Picardie II. p. 378.

comme originaire de Mery-sur-Seine, et M. Tarbé, par de bonnes raisons, le compte parmi les poètes de Champagne.

— Le *Dénombrement d'un seigneur de Nesle en 1230*, qu'a donné M. Morel en 1858, est un excellent travail. La topographie a été parfaitement étudiée, les notes historiques et généalogiques y sont courtes et précises et ce document curieux est parfaitement élucidé.

— La *notice historique sur Beaulieu-lès-Fontaines*, publiée la même année, est pleine d'intérêt. Outre de nombreux détails biographiques sur les seigneurs, on y trouve sur les anciens usages observés à Beaulieu aux jours gras, au 1^{er} mai, à la St.-Jean et le jour d'une noce, des particularités des plus curieuses et des chants qui méritaient d'être conservés ; quant aux superstitions du pays, elles n'ont rien qui ne se retrouve ailleurs, la plupart même existent encore aujourd'hui. Il est à regretter seulement que, dans un travail aussi soigné, un titre de 1271 relatif à l'érection de l'église de Beaulieu en paroisse, ait été publié d'une manière aussi incorrecte.

— Enfin la dernière publication de notre collègue (les différentes parties se trouvent dans les tomes IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Picardie), à pour titre : *Recherches généalogiques sur les familles nobles de plusieurs villages des environs de Nesle, Noyon, Ham et Roye et recherches historiques sur ces localités*. L'auteur a suivi le même plan qu'il avait adopté dans le travail précédent. L'histoire des seigneurs occupe la plus grande place, la description des monuments une beaucoup moindre. M. Morel est généalogiste bien plus qu'archéologue. On le comprend, l'étude des monuments ne se fait que par comparaison, il faut avoir beaucoup vu pour apprécier, et ses occupations l'avaient constamment tenu attaché à la ville de Nesle et à ses environs. Aussi n'est-ce point un reproche que j'adresse, mais seulement un fait que je constate et qui prouve combien notre collègue avait de jugement et de modestie, puisqu'il ne donnait que ce qu'il savait avec certitude et ne s'attachait qu'aux

points qu'il avait pu étudier, contrôler et appuyer sur les pièces justificatives qu'il avait eues entre les mains. Je mentionnerai à l'article Cuvilly une traduction en picard de la parabole de l'Enfant prodigue dans le patois des environs de Nesle. C'est une nouvelle pièce à ajouter aux 120 traductions de la même parabole qu'a publiées la Société des Antiquaires de France. Nos amateurs du vieux langage y trouveront encore quelques différences avec le patois de Gosseu et de Crinon, qui sont aussi du Vermandois.

Enfin M. Morel laisse quelques notices manuscrites que sa famille conserve avec un religieux respect et qui probablement seront un jour publiées par son fils.

Les titres de M. Le Roy au souvenir de la Société m'ont paru dignes d'être rappelés; il a contribué, en effet, vous le voyez, pour une large part à la collection des documents à réunir pour notre histoire de Picardie. Aussi devons-nous remercier MM. Coët et Lucas, nos collègues, d'avoir bien voulu représenter notre compagnie au convoi de leur excellent ami. Le clergé, l'administration et toute la ville de Nesle ont tenu à honneur de donner à M. Le Roy une dernière preuve de l'estime et de l'affection qu'ils lui portaient, en l'accompagnant à sa dernière demeure. Puissions-nous adoucir aussi les regrets d'une famille trop tôt privée de son chef, en nous associant à ces témoignages de sympathie, légitime récompense du travail et de la probité.

BIBLIOGRAPHIE.

1. Notice sur l'Abbaye-aux-Bois.

Amiens, 1836. Lenoël-Hérouart. in-8° 6 p.

Extrait de *la Picardie*, tom. II, p. 373, 378.

2. Notice sur l'ancienne baronnie d'Esmery-Hallon.

Amiens, 1857. Lenoël-Hérouart. in-8° 13 p.

Extrait de *la Picardie*, tom. III, p. 6 à 20.

3. Dénombrement d'un seigneur de Nesle dans le XIII^e siècle, avec des notes historiques, suivi de la généalogie de ces seigneurs.
Amiens, 1857. Lenoël-Hérouart. in-8° 17 p.
Extrait de la *Picardie*, tom. III, p. 97 à 111.
4. Notice historique sur Beaulieu-les-Fontaines.
Amiens, 1858. Lenoël-Hérouart. in-8° 33 p.
Extrait de la *Picardie*, tom. IV, p. 197-180-221.
5. Quelques observations critiques sur le Dictionnaire historique, ...du département de l'Aisne, par M. Melleville.
Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, VI, p. 544-548.
6. Recherches généalogiques sur les familles nobles de plusieurs villages des environs de Nesle, Noyon, Ham et Roye et recherches sur les mêmes localités.
Amiens, 1858-1866. Lenoël-Hérouart. in-8°.
Extraits de la *Picardie*, tom. IV, p. 256-353-501-551. — Tom. V, p. 417. — Tom. VI, p. 33-414-472-505. — Tom. VII, p. 117-550. — Tom. VIII, p. 373-458. — Tom. IX, p. 254-322-502. — Tom. XI, p. 166. — Tom. XII, p. 66-319-363.
7. Note sur les tombeaux de la crypte de l'église de Nesle.
Bulletin de la Soc. des Ant. de Picardie, VIII, 461-464.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 3^e et le 4^e trimestre de 1867.

- I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique :
 - 1^o Revue des Sociétés savantes, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre. — 2^o Distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes le 27 avril 1867, in-8°.
- II. Par S. Exc. M. le Ministre des Beaux-arts :
 - 1^o Histoire de l'art égyptien, par M. Prisse d'Avesnes, liv. 25,

26, 27, 28. — 2° Nécropole de Camiros (Ile de Rhode). Journal des fouilles exécutées dans cette nécropole pendant les années 1858 à 1865, par Auguste Salzmänn, in-fol. liv. 1 à 4.

III. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine.

1° Revue maritime et coloniale, nos 79, 80, 81, 82, 83, 84.

IV. Par M. le Préfet de la Somme :

1° Conseil général. Session de 1867. Amiens, 1867. Alf. Caron, 1 vol. in-8°. — 2° Travaux des conseils d'hygiène publique et de salubrité du département de la Somme, tome I, VII, VIII, IX, X.

V. Par les Auteurs :

1° Recherches chimiques sur la patine des silex taillés, par M. A. Meillet, in-8°. — 2° Essai de tablettes liégeoises, par M. Albert d'Otreppe de Bouvette, 9° et 29° livr. — 3° Bataille de Crécy, par J. Lion. Amiens, 1867, Lenoël-Hérouart, in-8°. — 4° Conseil d'arrondissement d'Abbeville (Somme). Session de 1866. Rapport du Sous-Préfet (M. Manessier). Abbeville, 1866. Briez, in-4°. — 5° Conseil d'arrondissement d'Abbeville (Somme). Session de 1867. Rapport du Sous-Préfet (M. H. Manessier). Abbeville, Briez, in-4°. — 6° Recherches généalogiques sur la famille Cheignard, par Albert Albrier, in-8°. — 7° La noblesse de Poitou aux États de Bourgogne, notice par M. Albert Albrier et M. Beauchet-Filleau, in-8°. — 8° Documents et matériaux pour servir à l'histoire de la société libre d'Emulation de Liège, recueillis et publiés par Ulysse Capitaine. Liège, 1867, in-18. — 9° Programme d'un nouveau mode d'enseignement de la géométrie élémentaire, par M. Fuix. Amiens, 1867, Yvert, in-8°. — 10° Notice sur le Majus chronicon Fontanellæ, par M. G. Ch. Roessler. Montauban, in-8°. — 11° Des chemins de fer d'intérêt local du département de la Somme, par J. Fuix. Amiens, 1867. Jeunet, 1 vol. in-4°. cartes et plans. — 12° Exposition universelle. — Les fabriques du parc, par M. le Baron

J. de Verneilh, in-8°. — 13° Etude sur le *Compendiloquium de vita, moribus et dictis illustrium philosophorum* de Jean de Galles, professeur de théologie et de philosophie à Oxford et à Paris, au XIII^e siècle, par M. A. Charma, in-8°. — 14° *Monuments celtiques des environs de Luzarches (Seine-et-Oise)*, par Alexandre Hahn. Paris, in-8°. — 15° *Archéologie gauloise. Note sur un bracelet en bronze trouvé à Caudebec-les-Elbeuf en 1865*, par M. l'abbé Cochet. Rouen, 1867, in 8°. — 16° *Archéologie chrétienne. Le tombeau de sainte Honorine à Gravelle près le Havre*, par M. l'abbé Cochet. Rouen, 1867, in-8°. — 17° — *Congrès archéologique international. Discours prononcé dans la séance d'inauguration tenue à Anvers le 25 août 1867*, par Eug. Dognée. Liège, 1867, in-8°. — 18° *Armoiries des seigneurs d'Abbeville (1657-1789)*, par M. le Comte Le Clerc de Bussey. Amiens, 1867, Lenoël-Hérouart, in-8°. — 19° *Les anciennes magistratures du pays de Waes et leurs titulaires. Recherches historico-biographiques d'Emmanuel-Marie-Jean Van der Vynckt, annotées et analysées par le chevalier de Schoutheete de Tervarent. Ouvrage orné d'un armorial*. S. Nicolas, 1867, in-8°, pl. — 20° *Quelques faits de l'histoire d'Abbeville tirés des registres de l'échevinage suivant des notes de la main de M. Traullé, mises en ordre, complétées et publiées par E. Prarond*. Abbeville, 1867. Briez, 1 vol. in-12. — 21° *Rapport fait à la Société libre des Beaux-arts sur le plan archéologique en relief de la cathédrale d'Amiens donné au Musée Napoléon de cette ville par J. Herbault, et note sur le Musée Napoléon à Amiens*, par M. Ch. Lucas. Paris, 1867, in-8°. — 22° *Vicissitudes, heur et malheur du Vieil-Hesdin*, par le docteur B. Danvin. Saint-Pol, 1866, 1 vol. in-8°. — 23° *Recherches sur la prédication de l'Evangile dans les Gaules au I^{er} siècle*, par M. l'abbé Gordière. Noyon, 1867, 1 vol. in-8°. — 24° *Recherches sur l'introduction de l'imprimerie dans les localités dépendant de l'ancienne principauté de Liège et de la province actuelle de ce nom*, par Ulysse Capitaine. Bruxelles, 1867, in-8°.

VI. Par les Sociétés françaises :

1° Bulletin de la Société académique de Brest, tom. iv, 2° liv. — 2° Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry, année 1866, 2° sem. — 3° *L'Investigateur*, journal de l'Institut historique, nos 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, — 354, 356, 360, 361, 364, 365, 366. — 4° Congrès archéologique de France, xxxii^e session. — xxxiii^e session. — 5° Annales de la Société impériale d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres, du département de la Loire, tom. x. — 6° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 6° liv. — 7° *L'Agronome praticien*, journal de la Société d'agriculture de Compiègne, n° 56. — 8° Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire, nos 4, 5, 6. — 1866, nos 2, 3. — 9° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, nos 4, 5, 6. — 10° Comité archéologique de Senlis. Comptes-rendus et mémoires. Année 1864. — Année 1865. — Année 1866, 3 vol. in-8°. — 11° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 2°, 3° trim. 1867. — 12° Société d'agriculture de Valenciennes. Revue nos 3, 5, 6, 7, 8, 9. — 13° Bulletin de la Société académique de Poitiers, nos 94, 104, 109, 110, 111, 115, 116, 117, 118. — 14° Mémoires de la Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube, 3^e série, tom. iii, année 1866. — 15° Mémoires et documents publiés par la Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie, tom. x. — 16° Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, tom. V, 1^{er} liv. — 17° Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise, tome vi, 2° partie. — 18° Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France. Année 1865. Année 1866, 2 vol. in-8°. — 19° Bulletin du Comice d'Abbeville, nos 7, 8, 9, 10, 11. — 20° Travaux de l'Académie impériale

de Reims, tom. xl et xli. — 21° Mémoires de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Falaise. Année 1866. — 22° Société industrielle d'Elbœuf. Bulletin des travaux, année 1866, n° 6, 7, 8, 9, année 1867, n° 1, 2, 3, 4, 5, 6. — 23° Société libre des beaux-arts. Comité central. Compte-rendu de la 32^e séance annuelle, dimanche 30 juin. — 24° Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Beziers, tom. iv, 2^e liv. — 25° Bulletin du Comité flamand de France, n° 6, 7. — 26° Mémoires de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix, tom. ix. — 27° Bulletin de la Société archéologique de Sens. tom. ix. — 28° Mémoires de la Société impériale archéologique du Midi de la France, tom. ix, 1^{re} liv. — 29° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 2^e et 3^e trim. de 1867. — 30° Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 1^{er}, 2^e trim. de 1867. — 31° Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais, n° 55. — 32° Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, octobre, novembre, décembre 1866, janvier, février, mars 1867. — 33° Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny, n° 5, 6, 7, 8. — 34° Bulletin de la Société des Antiquaires de la Morinie, liv. 61 et 62. — 35° Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 4^e trim. 1866, 1^{er} trim. 1867. — 36° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 7^e liv. — 37° Annales de la Société d'Agriculture, sciences, arts et commerce de Puy, tom. xxvii. — 38° Mémoires de la Société impériale d'émulation d'Abbeville, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865 et 1866, 2^e partie, 1 vol. in-8°. — 39° Recueil agronomique, industriel et scientifique, publié par la Société d'agriculture de la Haute-Saône, tom. ii et iii. — 40° Société littéraire et scientifique de Castres (Tarn). Mémoires, 6^e vol. — 41° Mémoires de la Société d'Emulation de Cambrai, tom. xix, 1^{er} et 2^e partie. — 42° Mémoires de la Société impériale, d'agriculture, sciences et arts d'Angers, tom. x, 1^{er}, 2^e trim. — 43° Département de la Haute-Saône. Mémoires de la Commission

d'archéologie et des sciences historiques, supplément du tom. iv. — 44° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 1867, 1^{re}, 2^e trim. — 45° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse, vi^e série, tom. v. — 46° Bulletin de la Société académique de Boulogne, année 1866, n° 4, année 1867, n° 1, 2. — 47° Société des sciences et arts de Vitry-le-François, 19 février 1861, 14 février 1864. — 48° Mémoires de la Société historique et archéologique de Langres, tom. II, n° 5. — 49° Congrès scientifique de France, xxxiii^e session, 1^{re} partie tenue à Aix-en-Provence, au mois de décembre 1866. Tom. 1^{er}. — 50° Mémoires de l'Académie de Stanislas, 1866. — 51° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, 2^e série, tom. XII et XIII. — 52° Bibliothèque de l'école de Chartres, 6^e série, tom. III, liv. 3, 4. — 53° Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres, arts, agriculture et commerce du département de la Somme, 2^e série, tom. VI, 1^{er} liv. — 54° Bulletin de la Société dunoise, n° 1, 2, 3. — 55° Bulletin de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne, 4^e année. — 56° Annales de l'Académie de Mâcon, tom. VI. — 57° Bulletin de la Société d'émulation d'Allier, tom. IX, 1^{re}, 2^e liv. — 58° Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, n° 5, 6, 7, 8. — 59° Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest, tom. XXXI, 1866. — 60° Mémoires de l'Académie des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille, année 1832, 1^{re} partie, années 1836, 1837 et partie de 1838, année 1866, III^e série, 1^{re} et 3^e vol. — 61° Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille. Publications agricoles, tom. VII, VIII, IX, X.

VII. Par les Sociétés étrangères :

1° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, tom. XXII. — 2° Bulletin de l'Académie impériale

des sciences de St.-Petersbourg, tom. xi, tom. xii, n° 1. — 3° Compte-rendu de la Commission impériale archéologique (de St.-Petersbourg) pour l'année 1864, 1 vol. in-4° avec atlas in-fol. — 4° Recueil d'antiquités de la Scythie, avec un atlas, publié par la Commission impériale archéologique de St.-Petersbourg, 1^{re} liv. — 5° Mémoires de la Société libre d'émulation de Liège. Rapports et pièces couronnés. Nouvelle édit. tom. iii, 1 vol. in-8°. — 6° Transactions of the historic Society of Lancashire and Cheshire. New series, volumes iv et v. — 7° Mémoires et Publications de la Société des sciences, des arts et des lettres de Hainaut, 2° série, tom. 10, 3° série, tom. 1^{re}. — 8° Bulletin de la Société liégeoise de littérature wallonne, tom. viii, 2° liv., tom. ix, 1^{re} liv. — 9° Annuaire de la Société liégeoise de littérature wallonne, 1867, 3° année. — 10° Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. 1° Annuaire 1867, 33° année. 2° Bulletins tom. xxii et xxiii. 3° Mémoires, tom. xxxvi. — 11° Société historique de la Bass-Saxe à Hanovre. 1° Nachricht, n° ii, vi, vii, xxviii. 2° Zeitschrift. Jahrgang 1864. Jahrgang 1866. 3° Urkundenbuch, Heft vii. 4° Katalog der Bibliothek, 1866. — 12° De la Société historique de Styrie. 1° Mittheilungen, xv Heft. — 2° Beitrage. 4 Jahrgang. — 13° De la Société d'histoire et d'antiquités frisonnes, 32, 33, 34° Verslag, 1859-60, 1861-62, 1862-63. — 14° Revue de la numismatique belge, tom. v. 4° liv., tom. vi, 1^{re} liv. — 15° Annales du cercle archéologique de Mons, tom. iv, v, vi. — 16° Annual report of the board of regents of the Smithsonian Institution for the year 1865, Washington, 1866, 1 vol. in-8°. — 17° Inscriptions funéraires et monumentales de la province de la Flandre occidentale, liv. 45 à 53. — 18° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society, n° xxvi, xxvii. — 19° Sitzungsberichte der Königl. bayer. Akademie der Wissenschaften zu München 1862, II, Heft 2, 1863, II, Heft iii, iv. — 20° Mittheilun-

gen der antiquarischen Gesellschaft in Zurich. Band. xiii, Heft 1-
Band. xiii. Abtheilung 2. Heft, 1, 2, 6. Band x. Heft, 1- — 21°
Annales de la Société archéologique de Namur, tom. ix, 4° liv. —
Rapport sur la situation de la Société en 1866. — 22° Bulletins de
la Société historique et littéraire de de Tournai, tom. ix. — 23° de
l'Académie royale des sciences d'Amsterdam. Jaarboek voor 1866.
Processen-verbaal. Afdeeling natuurkunde. Van mei 1866 tot an
met april 1867. — Verslagen. Afdeeling letterkunde, x Deel. — 24°
Société des lettres de Leide, Handelingen over het jaar 1866. —
Levensberichten der afgestorvene medeleden. 1866.

VIII. Revues périodiques.

1° Journal des beaux-arts, n° 12-13-14-15-16-17-18-19-20-22-
23. — 2° Revue de l'art chrétien, n° 6-7-8-9-10. — 3° L'Institut,
n° 375-376-377-378-379-380-381-382-383. — 4° Messager des
sciences historiques ou Archives des arts et de la bibliographie de
Belgique, 2-3° liv. — 5° Le Cabinet historique, n° 6-7-8-9-10.

MUSÉE NAPOLEON.

CESSION A LA VILLE D'AMIENS.

DOCUMENTS.

A.

Rapport fait à la Séance du 22 janvier 1867.

Messieurs,

La Commission que vous avez nommée dans la séance du 8 janvier 1867 à l'effet de préparer un projet de délibération pour la cession du Musée Napoléon à la ville d'Amiens, a l'honneur de vous proposer le projet suivant de délibération :

La Société des Antiquaires de Picardie, considérant que des engagements ont été pris par elle envers la ville d'Amiens, ainsi que le contestent :

1^o Une délibération du Conseil municipal en date du 23 décembre 1854 approuvée par M. le Préfet du département de la Somme, aux termes de laquelle M. le Maire est autorisé au nom de la Ville à permettre à titre gratuit à la Société des Antiquaires de Picardie d'étendre les constructions du Musée Napoléon sur le terrain des Moreaucourt, à la condition que le monument deviendra, comme ses collections, la propriété de la Ville, ainsi que cela a toujours été entendu.

2^o Une lettre adressée le 8 janvier 1855 par M. le Maire d'Amiens à M. le Président de la Société des Antiquaires de Picardie accordant le droit de bâtir sur le terrain des Moreaucourt dans

les termes de la délibération du Conseil municipal ci-dessus énoncée ;

3° Une décision prise à l'unanimité le 16 janvier 1855 par la Société, sur le rapport écrit de M. Dufour, d'offrir sous forme de donation le Musée Napoléon à la ville d'Amiens ;

4° La délibération de la Société du 8 avril 1862 qui maintient l'offre faite, et adopte, à l'unanimité moins un, les conclusions du rapport de son président, sur l'opportunité de se pourvoir auprès de l'Administration municipale afin de faire accepter par la ville d'Amiens, aux conditions les plus avantageuses pour la Société, le transfert à titre de donation de la propriété du Musée Napoléon ;

Confirme les votes successivement émis.

Et, heureuse de pouvoir, aujourd'hui que le Musée Napoléon est terminé, témoigner de nouveau à la Ville ses sympathies patriotiques ;

La Société des Antiquaires de Picardie offre à la ville d'Amiens le Musée Napoléon, sur les bases suivantes :

1° Le Musée ne pourra jamais changer de destination ; et ce, en exécution de la loi du 20 avril 1854.

2° La jouissance exclusive et à perpétuité de la salle des séances et de la pièce qui la précède devant servir de bibliothèque est expressément réservée à la Société des Antiquaires de Picardie.

Les livres composant la bibliothèque, le corps de bibliothèque et le mobilier de ces deux pièces restent la propriété de la Société.

3° Le Musée sera administré par une commission mixte de six membres pris, trois dans le Conseil municipal, trois dans la Société des Antiquaires de Picardie ;

M. Dufour en considération des services qu'il a rendus à l'œuvre du Musée, sera, sa vie durant, l'un de ces trois derniers membres ;

La Commission aura pour président M. le Maire d'Amiens et

pour vice-président le Président en exercice de la Société des Antiquaires de Picardie.

4^e La Commission du 8 janvier 1867 s'entendra avec l'Administration municipale sur l'ensemble du traité et du règlement à intervenir, lesquels seront soumis à l'examen et à l'approbation de la Société avant d'être définitivement arrêtés.

B.

Séance du 12 mars 1867.

**Lettre de M. le Maire de la ville d'Amiens en réponse
à la délibération de la Société du 22 janvier 1867.**

Amiens le 6 mars 1867.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai reçu, avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 15 février dernier, l'expédition de la délibération, en date du 22 janvier 1867, par laquelle la Société des Antiquaires de Picardie réalise officiellement l'offre de remettre le Musée Napoléon entre les mains de l'Administration municipale de la ville d'Amiens. Elle croit toutefois devoir soumettre cette remise à quelques conditions destinées à lui assurer une part officielle et nécessaire dans l'administration de ce grand établissement d'intérêt public qu'elle a si puissamment contribué à fonder.

Avant de porter cette affaire devant le Conseil municipal qui aura à cœur, tout d'abord, de reconnaître et de signaler à la reconnaissance de la cité le bienfait qu'elle doit à la Société des Antiquaires de Picardie et particulièrement à son honorable Président actuel, j'ai dû examiner quelle pouvait être la portée des conditions énoncées dans la délibération du 22 janvier. Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous transmettre à cet égard mes appréciations.

1° La Société des Antiquaires de Picardie demande que le Musée Napoléon ne puisse jamais changer de destination.

Il ne saurait y avoir le moindre doute sur ce point : la loi du 20 avril 1834 contenant concession d'une partie du terrain sur lequel le Musée est édifié, et la nature du contrat solennel fait avec le public auquel la Ville et la Société des Antiquaires se sont adressées pour obtenir les ressources nécessaires à l'édification du monument, donnent à cette clause le cachet d'un principe inviolable.

2° La Société se réserve la jouissance exclusive des deux pièces affectées à ses séances et à sa bibliothèque, avec les livres et les objets mobiliers qu'elles renferment. Le Conseil municipal trouvera là, j'en suis convaincu, une occasion de témoigner à la Société des Antiquaires de Picardie sa haute satisfaction. Je ne puis toutefois rien préjuger ; car il doit avoir toute liberté d'action, lorsqu'il s'agit de disposer à perpétuité d'une dépendance du Musée, placée sur le terrain communal et qui provient de fonds ayant le caractère de deniers publics.

3° La Société demande enfin que le Musée soit administré par une Commission mixte prise dans le sein du Conseil municipal et de la Société des Antiquaires de Picardie, Commission dont le Maire aurait la présidence, et le Président de la Société des Antiquaires de Picardie la vice-présidence, et dont M. Charles Dufour serait l'un des titulaires à vie à titre de témoignage exceptionnel de la reconnaissance publique.

Cette clause, M. le Président, est inadmissible : la loi ne permet pas à l'Administration municipale d'abdiquer ainsi son pouvoir et ses prérogatives. Le jour où une délibération du Conseil municipal, approuvée par l'autorité supérieure, aura consacré la transmission du Musée à la Commune, cet établissement devra être administré au même titre et de la même manière que les autres établissements communaux ; et le Maire, chargé sous sa responsabilité et sous la

surveillance de l'autorité administrative, de diriger le Musée, conformément à la loi et aux délibérations du Conseil municipal, ne pourrait être limité dans son action par aucune convention de la nature de celles que la Société propose.

Ces diverses observations, Monsieur le Président, me dispensent de discuter la quatrième condition.

L'offre contenue dans la délibération de la Société des Antiquaires doit être dégagée de toutes conditions restrictives pour rester fidèle aux conventions premières résultant, tout à la fois, des délibérations du Conseil municipal et de la Société elle-même et des appels faits au public, actes aux termes desquels le Musée, après son achèvement, doit devenir une propriété de la Ville, dont la libre disposition appartiendra sans réserve au Conseil municipal aussi bien dans le présent que dans l'avenir.

Je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien communiquer cette lettre à la Société des Antiquaires de Picardie pour qu'elle puisse délibérer de nouveau sur cette affaire dans sa prochaine séance.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE MAIRE,
Signé : DHAVERNAS.

C.

Rapport lu dans la séance du 9 avril 1867.

MESSIEURS,

Avant de vous soumettre les observations qu'a suggérées à votre Commission l'examen attentif de la lettre de M. le Maire d'Amiens, dont vous avez entendu la lecture dans votre dernière séance ordinaire, nous avons à cœur de remercier l'honorable magistrat de sa bienveillante communication. En nous signalant les objections

que pourraient soulever, selon lui, au sein du Conseil municipal, les conditions que nous avons mises à la cession du Musée Napoléon à la Ville, M. le Maire nous rend un véritable service. Il nous met à même d'expliquer la pensée de la Société, mieux qu'elle ne l'a fait dans sa délibération du 22 janvier, de donner les motifs des résolutions qu'elle contient, de revenir sur celles qui vous paraîtraient susceptibles de quelque modification, et surtout de témoigner de l'esprit de conciliation qui nous anime en présence du but que nous voulons atteindre : la transmission et le maintien aux mains de la cité du plus beau de nos monuments civils.

Vous vous rappelez, Messieurs, les termes de la délibération que vous avez prise le 22 janvier dernier pour rester fidèles aux engagements contractés envers la ville. Vous offrez le Musée à la ville sous la condition : 1° que ce monument ne pourra jamais changer de destination ; 2° que vous conserverez la jouissance de votre salle de délibération et de votre salle de bibliothèque et la propriété du mobilier de ces deux pièces ; 3° que le Musée avec ses collections, sera administré par une Commission composée d'un nombre égal de membres du Conseil municipal et de membres de la Société des Antiquaires, du Maire d'Amiens, Président, et du Président en exercice de la Société des Antiquaires de Picardie, vice-président.

Ces trois conditions sont discutées dans la lettre que M. le Maire nous a fait l'honneur de nous écrire le 6 mars dernier. L'éminent magistrat accepte la première ; il approuve la seconde, sans toutefois rien préjuger sur les intentions du Conseil municipal ; quant à la troisième, il la déclare inadmissible.

En ce qui touche la première clause, savoir le maintien à tout jamais de la destination du monument, M. le Maire s'exprime ainsi :

« Il ne saurait y avoir le moindre doute sur ce point : la loi du 20 avril 1854, contenant concession d'une partie de terrain sur lequel le Musée est édifié, et la nature du contrat solennel fait avec

le public auquel la Ville et la Société des Antiquaires se sont adressées pour obtenir les ressources nécessaires à l'édification du monument, donnent à cette clause le cachet d'un principe inviolable. »

Nous sommes heureux, Messieurs, de nous trouver ici en parfait accord avec l'administration municipale. Nous lui savons gré surtout de signaler parmi les motifs qui donnent à la clause dont il s'agit le cachet d'un principe inviolable « le contrat solennel fait avec le public auquel la Ville et la Société des Antiquaires se sont adressées pour obtenir les ressources nécessaires à l'édification du monument. »

Cette considération nous permet, en effet, de préciser la portée de la clause que nous examinons. Le monument ne doit jamais changer de destination : cela veut dire qu'il doit être et rester le Musée communal de la ville d'Amiens. C'est là ce que la Ville a toujours demandé à la Société ; ce que la Société a toujours promis à la Ville ; ce que la Ville et la Société ont toujours dit au public. Cet accord a le caractère d'un véritable contrat, d'un contrat solennel, non seulement entre la Ville, la Société et le public auquel nous avons fait appel, mais surtout entre la Ville et la Société qui ne se sont réciproquement engagées que dans le but d'assurer à la ville la possession d'un Musée communal.

Si cette interprétation de notre première clause n'était pas fondée sur une sorte de notoriété publique, nous n'aurions qu'à ouvrir, pour la justifier, les registres aux délibérations tant du Conseil municipal que de la Société des Antiquaires. Nous citerons, entre autres pièces officielles, le rapport fait au Conseil municipal par un de ses membres, dans la séance du 4 novembre 1854, au nom d'une Commission chargée de traiter avec la Société de la cession du terrain des Moreaucourt. « Nous ne pourrions oublier, dit le rapport, que l'idée première était celle d'un Musée devant devenir un jour ou l'autre un Musée communal. » Et plus loin : « Dans une délibé-

ration prise le 5 mai 1852, il n'est pas une ligne qui ne témoigne de l'intention formelle de la part de la Société des Antiquaires de faire du Musée qu'elle voulait construire un établissement communal. » L'honorable rapporteur fait remarquer ensuite que, « dans la proclamation par laquelle le premier magistrat municipal annonçait à ses administrés l'ouverture de la loterie picarde, il faisait » appel à leurs sympathies pour les intérêts communaux, « que MM. les Antiquaires étaient représentés comme devant agir dans un intérêt éminemment communal. »

L'habile organe de la Commission municipale va plus loin. Il est persuadé que l'Empereur n'a entendu faire don du terrain de l'arsenal à la Société des Antiquaires, qu'en vue de la création d'un Musée communal. « Nous avons de bonnes raisons de croire, dit-il, que l'Empereur, en promettant lors de son passage à Amiens, le terrain de l'arsenal à la Société des Antiquaires de Picardie, et en réalisant plus tard cette libéralité, a eu en vue la création d'un Musée qui deviendrait, après son achèvement, un Musée communal. »

Enfin, Messieurs, la Commission municipale de 1854 est tellement pénétrée de la pensée de faire du Musée qui commençait à s'élever un établissement communal, que son éminent organe, si habile pourtant à manier notre langue, ne peut trouver que dans un mot de son invention le moyen de mettre cette pensée en relief ; il dit : « Votre Commission a pensé que vous ne pourriez faire autre chose qu'insister avec plus de force pour la communalisation ultérieure du bâtiment du Musée. »

Il est donc évident, Messieurs, que si l'on a égard, comme le demande M. le Maire d'Amiens, à la nature du contrat solennel fait avec le public par les appels qui lui ont été adressés, et, comme nous le demandons, à notre tour, à la nature des conventions intervenues entre la Ville et la Société, le Musée ne peut être affecté à

•

aucune autre destination qu'à celle de Musée communal de la ville d'Amiens.

Nous insistons sur ce point, Messieurs, pour faire cesser toute équivoque et tout malentendu entre les parties contractantes. La Société des Antiquaires n'entend céder le Musée à la Ville que dans les conditions de ses engagements, et dans les termes mêmes de la revendication de la Ville, c'est-à-dire pour qu'il soit et qu'il reste un Musée communal.

Vous trouverez cette déclaration d'autant plus opportune, que vous avez dû remarquer, parmi les observations que M. le Maire nous fait l'honneur de nous soumettre, une proposition, qui, prise à la lettre, serait en contradiction formelle avec notre première clause, telle qu'elle doit être entendue.

Voici les paroles de M. le Maire :

« L'offre contenue dans la délibération de la Société des Antiquaires doit être dégagée de toutes conditions restrictives, pour rester fidèles aux conventions premières résultant, tout à la fois, des délibérations du Conseil municipal et de la Société elle-même, et des appels faits au public, actes aux termes desquels le Musée, après son achèvement, doit devenir une propriété de la Ville, dont la libre disposition appartiendra sans réserve au Conseil municipal, aussi bien dans le présent que dans l'avenir. »

Assurément, Messieurs, vous ne sauriez admettre que la libre disposition du Musée appartiendra sans réserve au Conseil municipal aussi bien dans le présent que dans l'avenir ; car pour rester fidèle aux conditions premières, résultant des délibérations de la Société et du Conseil municipal lui-même, et des appels faits au public, actes aux termes desquels le Musée, après son achèvement, doit devenir une propriété de la Ville affectée à un Musée communal, il n'est pas possible de revendiquer pour le Conseil municipal le

droit de disposer, soit dans le présent, soit dans l'avenir, de la propriété du Musée.

Si la ville d'Amiens, renonçant à la pensée qu'elle a toujours eue d'avoir un Musée communal, pouvait se croire autorisée à aliéner un jour le Musée que la Société ne lui offre, selon les engagements pris de part et d'autre, que pour cette destination, la Société, selon nous, se trouverait dégagée de toute obligation envers la Ville. La promesse de lui offrir le Musée sous forme de donation n'aurait, en effet, aucune valeur, si l'accomplissement de cette promesse ne devait réaliser ni ce que la Ville a demandé ni ce que la Société a promis.

Mais nous ne pouvons croire, Messieurs, que les hommes éclairés auxquels la population amiénoise a confié le soin de ses intérêts et de son honneur comprennent moins bien que leurs devanciers le prix que la ville d'Amiens doit attacher à la jouissance d'un Musée qui lui appartienne et qu'elle puisse ouvrir à son gré, et sans contrôle, à tous les objets d'art et d'archéologie qu'elle jugera intéressants pour la cité, pour le département dont il est le chef-lieu, pour la province de Picardie dont elle est la capitale. Et quand ce Musée est le monument admirable que vous savez, quand il s'appelle le Musée Napoléon, à qui oserions-nous attribuer la pensée de l'aliéner ? Nous sommes donc fondés à croire que l'assertion que nous venons de relever dans la lettre de M. le Maire n'a pas le sens étendu qu'elle semblerait comporter. En revendiquant pour la Ville le droit de disposer du Musée, M. le Maire n'a voulu qu'affirmer son droit et celui du Conseil municipal de gérer sans aucune entrave les intérêts de cet établissement. C'est une question qui se rattache à notre troisième clause. Parlons d'abord de la seconde.

Sur ce point, M. le Maire s'exprime ainsi :

« La Société se réserve la jouissance exclusive des deux pièces affectées à ses séances et à sa bibliothèque avec les livres et les

objets mobiliers qu'elles renferment. Le Conseil municipal trouvera là, j'en suis convaincu, une occasion de témoigner à la Société des Antiquaires de Picardie, sa haute satisfaction. »

Nous n'avons qu'à prendre acte, Messieurs, de cette déclaration. La conviction de M. le Maire au sujet des intentions présumées du Conseil municipal ne sera pas trompée, nous l'espérons.

La demande que nous avons faite, en troisième lieu, que le Musée soit administré par une Commission mixte prise dans le sein du Conseil municipal et de la Société des Antiquaires n'a pas reçu le même accueil.

« Cette clause, nous dit M. le Maire, est inadmissible ; la loi ne permet pas à l'Administration municipale d'abdiquer ainsi son pouvoir et ses prérogatives. Le jour où une délibération du Conseil municipal, approuvée par l'Autorité supérieure, aura consacré la transmission du Musée à la Commune, cet établissement devra être administré au même titre et de la même manière que les autres établissements communaux ; et le Maire, chargé sous sa responsabilité et sous la surveillance de l'Autorité administrative, de diriger le Musée conformément à la loi et aux délibérations du Conseil municipal, ne pourrait être limité dans son action par aucune convention de la nature de celles que la Société propose. »

Nous l'avouerons, Messieurs, ce refus catégorique de faire la moindre part à la Société des Antiquaires dans l'administration d'un établissement qu'elle a créé, des riches et précieuses collections qu'elle a réunies, pendant 30 ans de persévérants efforts, et au prix de son temps, de ses labeurs et de son argent, ce refus nous a surpris et peiné.

Nous avons cru, nous, faire preuve d'une grande déférence pour l'Administration et pour le Conseil de la cité en proposant spontanément de modifier l'état actuel des choses dont la Société bénéficie depuis 30 ans. Jusqu'ici, Messieurs, vous le savez, la So-

ciété seule, sans aucune immixtion du Conseil municipal, si ce n'est pour vérifier l'emploi de la somme de 600 fr. qu'il nous alloue annuellement, la Société seule a administré les collections du Musée. Dans le projet que nous avons soumis à la ville, au contraire, ce sont les membres pris dans le sein du Conseil municipal qui formeraient avec le Maire, la majorité de la Commission administrative.

Nous avons cru aussi rendre un service réel à la Ville en nous mettant, comme par le passé, à sa disposition pour travailler à l'accroissement de nos richesses archéologiques et artistiques, pour conserver et faire valoir celles que nous possédons déjà, pour provoquer des dons et des legs, comme nous l'avons déjà fait, non sans succès, en plusieurs circonstances, pour consacrer une partie de nos ressources au développement de notre œuvre.

Nous avons cru encore que le Musée Napoléon, devant s'ouvrir, bien que communal, aux antiquités recueillies dans l'ancienne province de Picardie, il était naturel de faire participer à sa gestion les membres d'une Société dont les attributions s'étendent, en vertu de sa constitution approuvée par l'Etat, à toute cette province.

Nous avons cru enfin que l'intervention de la Société dans l'administration du Musée pourrait épargner à la Ville des frais d'une certaine importance, notamment le traitement d'un conservateur. A ceux qui s'effraient de la charge que fera peser sur le budget municipal l'entretien du Musée et la conservation de ses collections, nous venions dire : Acceptez le concours de la Société des Antiquaires ; laissez faire les hommes intelligents et désintéressés qui gèrent cet établissement depuis qu'il est fondé. Leur budget vous démontrera que la dépense annuelle n'a jamais dépassé sept mille francs.

Ainsi, nos propositions avaient plutôt le caractère de services à rendre que de droits à exercer. Et, tout en les repoussant, l'Administration n'en méconnaîtra pas, nous l'espérons, la modération et le désintéressement.

Allons maintenant au fond des choses.

Serait-il impossible, Messieurs, comme le déclare M. le Maire, de concilier avec nos modestes prétentions l'exercice légitime des droits attribués aux maires par loi ? Nous ne le pensons pas. Les administrateurs des établissements publics ont, dans bien des cas, leur action limitée par les droits des tiers. Les fabriques des églises, les commissions administratives des hospices ont à compter avec les charges imposées et les réserves faites par les bienfaiteurs et les fondateurs. Les villes elles-mêmes ne possèdent-elles pas des immeubles affectés à des services sur lesquels l'action du maire ne s'exerce que dans des limites fort restreintes ?

Dans une affaire qui n'est pas sans analogie avec la nôtre, la ville de Lille n'a pas cru que sa dignité dût l'empêcher d'entrer en arrangement avec la Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts du département du Nord. En échange de l'usufruit du musée Wicar que lui cédait cette Société savante, elle accorda que, dans la Commission administrative de ce musée, quatre membres sur sept fussent pris dans son sein. Le règlement du musée, qui consacre cette organisation, a été approuvé par le Préfet du Nord, le 27 mai 1863.

Un exemple non moins concluant nous vient d'une autre extrémité de la France. Le fondateur et le bienfaiteur du musée d'Avignon, M. Calvet, s'étant réservé le droit de désigner trois membres pour faire partie de la Commission administrative, avec la clause qu'après le décès de l'un des trois, les deux survivants nommeraient le nouveau titulaire, la ville d'Avignon s'est empressée d'adhérer à cette condition, et l'organisation qui en est résultée a reçu la sanction de l'autorité supérieure après avis du Conseil d'Etat.

Les établissements publics ont sans doute le devoir d'examiner, si les charges et les réserves imposées par un bienfaiteur ne sont

pas hors de proportion avec les avantages résultant de sa libéralité ; mais il est hors de doute que la législation ne met pas plus d'obstacle à ce qu'ils acceptent, s'il y a profit, qu'à ce qu'ils refusent, s'il y a détriment.

La donation du Musée Napoléon à la ville d'Amiens est-elle un bienfait assez insigne pour motiver certaines réserves en faveur du donateur ? C'est une question sur laquelle nous ne demandons pas mieux que d'accepter pour juges les représentants de la cité.

Toutefois, Messieurs, en examinant avec soin la troisième condition que nous avons faite à la Ville, et en nous rendant compte des susceptibilités qu'elle a éveillées, nous sommes portés à croire que nous avons eu le tort de donner à nos vues sur la Commission administrative une forme trop arrêtée. Il eût mieux valu, tout en posant le principe, laisser à l'Administration ou au Conseil municipal une plus grande latitude pour la composition de la Commission, la nomination des membres, ses attributions, etc. Peut-être aussi n'avons-nous pas suffisamment expliqué que nous n'entendions pas placer à côté du Conseil municipal une Commission indépendante, affranchie de toute surveillance et de tout contrôle. Nous n'hésitons donc pas à vous proposer de modifier notre troisième condition.

Quant à abandonner entièrement le principe, nous ne pouvons vous en donner le conseil. Outre les considérations que nous venons de vous soumettre, il en est d'autres qui nous paraissent exiger impérieusement que la Société ne puisse pas être exclue de toute participation à la gestion du Musée.

Le Musée, ce n'est pas seulement le splendide monument que vous avez élevé, ce sont les objets d'art et d'archéologie que vous avez formés, et auxquels votre zèle, votre persévérance et vos sacrifices ajouteront tous les jours de nouvelles richesses. Lorsque d'autres dons, d'autres legs faits à la Société viendront accroître

nos trésors, lorsque la Société aura acheté de ces deniers d'autres objets précieux, veut-on que son droit de propriétaire expire au seuil du Musée ? Faudra-t-il qu'elle n'ait rien à voir, rien à dire, ni sur la place à assigner à ces objets, ni sur les dispositions à prendre pour leur classification, leur exhibition, leur entretien ? Ou bien, serait-elle réduite à leur chercher quelque part un asile où son autorité puisse s'exercer plus librement, où sa vigilance et ses soins ne soient pas repoussés ?

Vous le voyez, Messieurs, il n'est pas admissible que, le jour où la transmission du Musée à la Commune aura été consacrée par un acte régulier, la Société qui a été tout jusqu'ici, puisse alors n'être plus rien. Si la bienveillance des membres de l'Administration et du Conseil municipal ne nous était pas assurée, c'est à leur équité que nous ferions appel, et nous serions certainement entendus.

Pour ces motifs, la Commission a l'honneur de vous proposer de prendre une délibération par laquelle vous déclarerez :

1° Que la Société se référant aux délibérations du Conseil municipal et de la Société des Antiquaires, aux appels faits au public pour la construction du Musée, aux explications contenues dans ce rapport, maintient la première clause de sa délibération du 22 janvier, savoir, que le Musée Napoléon, devenu sous ce titre Musée communal d'Amiens, en vertu de la cession faite à la Commune par la Société des Antiquaires, devra rester affecté à cette destination.

2° Que la Société prend acte de la déclaration de M. le Maire concernant la jouissance exclusive des salles affectées à ses séances et à sa bibliothèque, et la propriété des livres et du mobilier de ces deux pièces.

3° Qu'en ce qui concerne l'administration du Musée et de ses collections, la Société convaincue qu'il est possible d'arriver à une combinaison qui donnera satisfaction aux intérêts communs de la Ville et de la Société, se déclare prête à souscrire à toute proposi-

tion de cette nature que voudront bien lui faire les représentants de la Ville.

4° Que le rapport de la Commission sera joint à la délibération de la Société et adressé à M. le Maire d'Amiens à titre de commentaire et comme l'expression des sentiments de la Société.

Nous avons l'espoir, Messieurs, qu'après avoir pris connaissance de ces documents, le Conseil municipal, ne doutant pas de l'esprit de conciliation qui anime la Société, voudra bien s'entendre avec votre Commission sur les questions à débattre, et que de cette entente, il sortira un règlement du Musée, qui donnera satisfaction à tous les intérêts. Notre vœu le plus cher, celui du Conseil municipal qui n'a pas varié depuis quinze ans, sera ainsi réalisé.

La ville d'Amiens aura son Musée.

Après ce rapport, le projet suivant de délibération est lu et adopté.

La Société des Antiquaires de Picardie,

Vu sa délibération du 22 janvier 1867 ;

Vu la lettre adressée, le 6 mars 1867, au président de la Société par M. le Maire d'Amiens, dans laquelle ce magistrat lui transmet ses réponses et ses appréciations sur la délibération précitée ;

Où il le rapport de la Commission ;

Après en avoir délibéré :

1° En ce qui touche la cession et la destination du Musée :

Convaincue que, dans la circonstance actuelle, il est du devoir et de la dignité de la Société, comme de la dignité du Conseil et de l'Administration municipale, de s'expliquer nettement, avec loyauté, de manière à rendre impossible toute équivoque et tout malentendu.

Considérant qu'un Musée communal est indispensable à Amiens ;

Qu'il y a nécessité pour cette grande et riche cité d'avoir un

local convenable qui lui appartienne, et qui soit assez spacieux pour recevoir non-seulement ses collections déjà nombreuses d'objets d'art, d'archéologie, d'antiquités locales, mais encore celles du département et même de la province de Picardie dont elle est l'ancienne capitale et dont la Société des Antiquaires porte le nom, ainsi que les collections bien plus nombreuses encore que l'avenir y réunira ;

Que la plupart des villes de France, quoique moins importantes qu'Amiens, possèdent un Musée communal et lui consacrent annuellement des sommes relativement considérables ;

Que ce sont ces considérations qui ont déterminé la Société des Antiquaires à entreprendre la construction du Musée Napoléon, devenu, grâce à la munificence de l'Empereur et aux loteries autorisées dans tout l'Empire, et sans qu'il en ait rien coûté à la caisse municipale de la ville d'Amiens, un des plus splendides musées, non pas seulement de la France, mais de l'Europe ;

Que cette nécessité, ce désir d'avoir un Musée communal à Amiens, que l'intention de donner cette destination au Musée Napoléon, ont été reconnus depuis près de quinze ans tant par la municipalité d'Amiens que par la Société des Antiquaires ; que ces faits résultent notamment de la délibération du Conseil municipal du 22 novembre 1854, prise sur les conclusions conformes de la Commission, et dans laquelle le Conseil déclare ne consentir à céder gratuitement à la Société des Antiquaires le terrain des Moreaucourt qu'à la condition que le Musée deviendra, après son achèvement, Musée communal.

Qu'ils résultent également des actes officiels de l'Administration municipale d'Amiens, notamment de la lettre adressée le 8 janvier 1855 par M. le Maire de cette ville au président de la Société des Antiquaires et de la proclamation de M. le Maire d'Amiens, lors de l'ouverture de la loterie picarde ;

Que, de son côté, la Société des Antiquaires n'a pas été moins explicite ; que, dans sa délibération du 16 janvier 1855, elle a accepté la condition qui lui avait été imposée par le Conseil municipal à l'occasion de la cession du terrain des Moreaucourt, et a consenti à ce que le Musée Napoléon devînt, lorsqu'il serait terminé, Musée communal de la ville d'Amiens.

Qu'ainsi il a existé depuis près de quinze ans entre la Ville et la Société accord complet et communauté d'opinion sur la nécessité d'avoir un Musée communal à Amiens et sur cette destination à donner au Musée Napoléon.

Que, dès 1854, la Ville et la Société se sont ainsi trouvées liées par leurs délibérations et leurs engagements réciproques qui constituent entre elles une sorte de contrat synallagmatique, auquel il n'est possible ni à l'une ni à l'autre de se soustraire ;

Considérant qu'il est reconnu par M. le Maire d'Amiens, dans sa lettre du 6 mars dernier, que le Musée Napoléon ne pourra changer de destination ; que cette clause, dit M. le Maire, ne saurait faire l'objet d'un doute, que le contrat solennel résultant des appels successifs faits au public pour les loteries destinées à sa construction, tous les faits, en un mot, qui ont précédé ou accompagné la construction du Musée Napoléon, donnent à cette clause le cachet d'un principe inviolable ;

Qu'il résulte de cette déclaration de M. le Maire d'Amiens combinée avec les déclarations antérieures de ses prédécesseurs et avec les délibérations du Conseil municipal et de la Société des Antiquaires que le Musée Napoléon, devenu Musée communal par la cession qui en sera faite dans ce but à la ville d'Amiens par la Société des Antiquaires et par l'acceptation du Conseil municipal devra à l'avenir consacrer cette destination, et former désormais à perpétuité le Musée communal de la ville d'Amiens, tout en conservant son nom actuel de Musée Napoléon ;

2° En ce qui concerne la jouissance exclusive, demandée par la Société des Antiquaires, de la salle de ses séances, de la bibliothèque qui la précède, ainsi que la propriété des livres et objets mobiliers contenus dans ces deux pièces :

Considérant que M. le Maire d'Amiens a déclaré à la Société, dans sa lettre du 6 mars dernier précitée, qu'il était convaincu que le Conseil municipal s'empresserait de donner dans cette circonstance à la Société des Antiquaires un témoignage de sa haute satisfaction ;

3° En ce qui touche l'administration intérieure du Musée et de ses collections :

Considérant que la Société, en proposant de la confier à une Commission mixte, n'avait en vue que l'intérêt de la Ville et du Musée communal ;

Que cette combinaison lui paraissait offrir pour le budget municipal l'avantage d'économiser le traitement d'un conservateur et assurait à la ville d'Amiens la concours d'hommes zélés et spéciaux pour la conservation du Musée, la classification, l'entretien et l'accroissement de ses collections ;

Que cette participation de la Société à l'administration intérieure du Musée lui semblait d'autant plus équitable que, d'une part, la plupart des collections actuelles proviennent de dons et legs faits à la Société et d'acquisitions faites de ses deniers ; que, d'autre part, on peut prévoir que de nouveaux dons et legs, ou de nouvelles acquisitions ayant le même caractère, enrichiront d'année en année le Musée d'objets d'art, d'archéologie, qui pourront rester la propriété de la Société ;

Considérant, en outre, que la Société n'avait fait que suivre l'exemple donné par d'autres villes de France où des commissions mixtes chargées de l'administration des musées communaux existent avec l'approbation de l'administration municipale et de l'autorité supérieure ;

Considérant toutefois que la combinaison proposée par la Société peut être discutée et modifiée ;

Décide :

La Société des Antiquaires de Picardie,

1° Maintient l'offre par elle faite, dans sa délibération du 22 janvier 1867, de donner à la ville d'Amiens le Musée Napoléon, lequel, devenu par cette cession, Musée communal, devra conserver à l'avenir cette destination et formera désormais à perpétuité le Musée communal de la ville d'Amiens.

2° Prend acte de la déclaration bienveillante de M. le Maire d'Amiens, relative à la jouissance exclusive demandée par la Société des Antiquaires de la salle de ses séances, de la bibliothèque qui la précède, et à la propriété des livres et objets mobiliers contenus dans ces deux pièces, et l'en remercie ;

3° Déclare être disposée à s'entendre avec la ville d'Amiens sur la question de l'administration intérieure du Musée et de ses collections, à l'effet de trouver une combinaison qui, tout en laissant à l'Administration municipale la liberté d'action qu'elle doit avoir, assure sur ce point la légitime intervention de la Société des Antiquaires et lui permette de continuer à offrir à la ville d'Amiens son concours actif et désintéressé.

D.

**Extrait du compte-rendu de la séance du Conseil
municipal de la ville d'Amiens du samedi
6 juillet 1867.**

« M. le Maire expose au Conseil que la Société des Antiquaires de Picardie vient d'offrir à la Ville le Musée Napoléon, aujourd'hui terminé, en imposant à ce qu'elle parait considérer comme étant de sa part un acte de donation volontaire et spontanée, quelque conditions particulières. M. le Maire rappelle avec détails les précédents

de cette affaire, et conclut que, s'il peut être convenable, *en fait*, de laisser aux membres de la Société et particulièrement à leur digne et dévoué Président, le titre légitime et le caractère de bienfaiteurs de la Cité, il est, du moins, certain, *en droit*, que, d'après les conventions originaires passées entre la Ville et la Société, le Musée terminé est de plein droit la propriété de la Ville; que, dès lors, il ne peut être question aujourd'hui que d'une remise pure et simple et non d'une donation pouvant être subordonnée de la part de la Société à des conditions quelconques. La Commune, une fois entrée en possession effective de sa propriété, aura donc à décider, dans la plénitude de ses droits et sans s'être liée par aucune espèce d'engagement, quel parti il lui conviendra de prendre au mieux de ses intérêts en ce qui concerne la destination ultérieure de ce Musée. M. le Maire prie donc le Conseil de vouloir bien se prononcer sur la propriété du Musée Napoléon et sur les conditions dans lesquelles il convient de la consacrer dans les mains de la Ville, en se réservant d'examiner à loisir si ce Musée, reconnu édifice communal, doit indéfiniment conserver ce caractère, ou être offert au gouvernement pour être érigé en Musée impérial.

» Une discussion s'engage au sujet des prétentions de la Société des Antiquaires qui se résument dans cette pensée que la Ville doit prendre vis-à-vis d'elle l'engagement de conserver indéfiniment au Musée Napoléon le caractère d'édifice communal. Un membre soutient, conformément aux conclusions d'un rapport détaillé émanant de cette commission, que la Société des Antiquaires, en acceptant la mission que lui a jadis confiée la Ville de surveiller et de mener à bonne fin la construction du Musée, a entendu en faire exclusivement et à toujours un édifice communal : il ajoute que l'intérêt et la dignité de la Ville lui commandent également de ne jamais se dessaisir d'un aussi splendide monument.

» Un membre répond que le Musée Napoléon appartient de plein

droit à la Ville par le seul fait de son achèvement; que la Société des Antiquaires ne peut, dès lors, qu'en opérer la remise pure et simple entre les mains de l'Administration municipale sans pouvoir donner à cette démarche obligée la couleur d'un acte de libéralité volontaire; que, dès lors, aucune condition ne peut être imposée à cette remise. Il ajoute, en insistant avec force sur ce point, que la conservation de cet édifice comme édifice communal entrainerait la Ville dans des dépenses annuelles considérables, sans compter d'autres frais urgents d'appropriation plus considérables encore, et que le Gouvernement paraissant disposer à accepter le don du monument pour le transformer en musée impérial formant une succursale de celui du Louvre, il y a, tant au point de vue économique qu'au point de vue artistique, un immense intérêt à hâter la conclusion de l'affaire dans ce sens. La Ville conserverait ainsi, sans supporter aucune charge, tous les avantages attachés à la possession d'un des monuments les plus remarquables qui existent en son genre.

» Le Conseil municipal, après avoir délibéré;

» Accepte la remise qui lui est faite, au nom de la Société des Antiquaires de Picardie, du Musée Napoléon, aujourd'hui terminé, et adresse aux membres de cette société savante, et particulièrement à M. Charles Dufour, son Président, à l'intelligence artistique et à la persévérance infatigable duquel est tout particulièrement dû l'achèvement de ce magnifique édifice, des remerciements unanimes et chaleureux.

» Mais, considérant que cette remise ne peut revêtir le caractère d'une donation, puisque le Musée Napoléon, construit par la Société des Antiquaires sous les auspices de la Ville et pour la Ville est, de plein droit, d'après toutes les conventions et décisions antérieures, la propriété de la Ville;

» Considérant, dès lors, que la Ville ne peut accepter de la part de la Société des Antiquaires des conditions qui, si raisonnables

qu'elles puissent paraître, pourraient néanmoins être de nature à entraver le libre et plein exercice de son droit de propriété ;

» Dit que la remise du Musée Napoléon à la Ville, par la Société des Antiquaires, n'est subordonnée à aucune condition quelle qu'elle soit ; et autorise, en conséquence, M. le Maire à en prendre possession pure et simple au nom de la Ville ;

» Déclare, en outre, réserver expressément la question relative soit à la conservation par la Ville de son Musée, comme édifice communal, soit à l'offre qu'il pourrait ultérieurement lui convenir d'en faire au Gouvernement.

E.

Rapport fait à la séance du 13 août 1867.

Messieurs,

« En l'absence du Président de la Commission de cession du Musée, je suis chargé de vous rendre compte des mesures que la Commission a prises pour sauvegarder les intérêts de la Société dans la situation que lui a faite la délibération municipale du 6 juillet dernier.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que, par votre délibération du 31 janvier 1854, vous vous êtes engagés à offrir le Musée à la ville d'Amiens sous forme de donation et que la ville d'Amiens a accepté l'engagement pris en ces termes. — Il est encore nécessaire de constater que, de la part de la Ville comme de celle de la Société, le but de l'engagement de la Société et de l'acceptation de la Ville a été d'assurer à la Ville un musée communal. — C'est en exécution de ce traité et sous ces conditions que vous avez offert le Musée à la ville d'Amiens par votre délibération en date du 22 janvier et que vous avez renouvelé cette offrande par votre délibération du 9 avril et par le rapport y annexé de votre Commission. — Sur le

premier point, il ne nous paraissait pas douteux que la Ville n'acceptât le mode de transmission prévu par la lettre même du traité. — Sur le second, nous devons croire aussi, ou que la Ville accepterait la condition de conserver au Musée son caractère de musée communal, ou que, si elle reculait devant la perspective des charges que cette acceptation pourrait entraîner, elle délierait la Société des Antiquaires de ses engagements et lui laisserait la libre disposition du Musée. — Mais ce qui paraissait naturel, loyal, juste, ce n'est pas ce qui a été fait, vous le savez. Le Conseil municipal, sans tenir compte de notre traité, a déclaré que le Musée appartenait de plein droit à la Ville et a autorisé M. le Maire à en prendre possession pure et simple. — Puis, comme s'il n'avait mis tant d'empressement à s'emparer du Musée que pour pouvoir en dépouiller la Ville, le Conseil municipal, malgré les conventions les plus formelles, s'est réservé le droit de le céder à l'Etat. — Votre Commission, Messieurs, n'aurait pas justifiée la confiance que vos suffrages lui ont maintes fois témoignée, si elle ne s'était hâtée de protester contre l'atteinte portée à vos droits par ce double vote.

« La forme à donner à votre protestation pouvait être discutée. Après un examen sérieux et conformément à l'avis d'hommes éclairés et compétents en ces matières, la Commission s'est décidée pour un acte d'opposition extra-judiciaire. — Vous ne trouverez pas sans doute ce procédé trop rigoureux, si vous le rapprochez de celui du Conseil municipal dans sa séance du 6 juillet, et s'il est constant que, sans cela, un nouveau vote, aussi précipité que le premier, pouvait créer à la Société une position encore plus difficile. — Nous n'avons pas négligé d'ailleurs de prévenir M. le Maire par une lettre empreinte de la courtoisie dont nous ne nous sommes jamais départis dans nos relations avec l'honorable magistrat. — Je vais, Messieurs, vous donner lecture de ces deux pièces. Voici d'abord l'acte d'opposition extra-judiciaire.

L'an mil huit cent soixante-sept, le dix août,

A la requête de :

M^e Bazot, demeurant à Amiens.

Au nom et comme président de la Commission dite de la cession du Musée Napoléon,

J'ai Jean-Baptiste-Adolphe Drobecq, huissier près le Tribunal civil d'Amiens, y demeurant rue du Chapeau-de-Violettes, n° 5, sous-signé ;

Signifié et en tête d'icelles des présentes donné copie à M. Dhavernas, maire de la ville d'Amiens, où étant et parlant à lui-même.

D'un procès-verbal dressé par le président de la Commission de la cession du Musée Napoléon en date du huit août présent mois, contenant délibération de la Commission de la Société des Antiquaires de Picardie.

A ce qu'il n'en ignore,

Et j'ai au sus-nommé en parlant comme dessus, laissé copie du présent.

Coût huit francs et soixante-quinze centimes.

Signé : DROBECQ.

L'an mil huit cent soixante-sept, le huit août, la Commission du huit janvier mil huit cent soixante-sept, dite de la cession du Musée Napoléon, s'est réunie sur la convocation de son président.

M. le Président expose que, dans sa séance du six juillet dernier, le Conseil municipal de la ville d'Amiens, appelé à se délibérer sur le projet de cession à la Ville du Musée Napoléon par la Société des Antiquaires, a adopté les résolutions suivantes :

« Le Conseil municipal après avoir délibéré :

« Accepte la remise qui lui est faite, au nom de la Société des Antiquaires de Picardie, du Musée Napoléon, aujourd'hui terminé ; mais, considérant que cette remise ne peut revêtir le caractère d'une

donation puisque le Musée Napoléon, construit par la Société des Antiquaires sous les auspices de la Ville et pour la Ville est, de plein droit, d'après toutes les conventions et décisions antérieures, la propriété de la Ville ;

« Considérant, dès lors, que la Ville ne peut accepter de la part de la Société des Antiquaires des conditions qui, si raisonnables qu'elles puissent paraître, pourraient néanmoins être de nature à entraver le libre et plein exercice de son droit de propriété ;

Dit que la remise du Musée Napoléon à la Ville par la Société des Antiquaires n'est subordonnée à aucune condition quelle qu'elle soit ; et autorise, en conséquence, M. le Maire à en prendre possession pure et simple au nom de la Ville ;

« Déclare, en outre, réserver expressément la question relative, soit à la conservation par la Ville de son Musée comme édifice communal, soit à l'offre qu'il pourrait ultérieurement lui convenir d'en faire au Gouvernement. »

M. le Président émet l'avis que ces résolutions, qui ne sont venues à la connaissance de la Commission que par la publication des journaux, ne répondent aucunement aux vues exprimées par la Société dans ses délibérations précédentes, et notamment dans sa délibération du 9 avril dernier ; qu'elles sont en contradiction avec tous les faits et engagements antérieurs ;

Qu'en présence des termes de la délibération précitée et des réserves formelles qu'a cru pouvoir faire le Conseil municipal, à l'effet de statuer ultérieurement sur la question relative soit à la conservation du Musée comme édifice communal, soit de l'offre qu'il pourrait lui convenir d'en faire au Gouvernement, il estime qu'il y a lieu de protester, au nom de la Société, pour la réserver dans tous les droits qui lui appartiennent, et de faire connaître officiellement à la Ville cette protestation.

La Commission ayant adopté ces avis, il a été pris les résolutions suivantes :

Vu la délibération du 22 janvier 1867 ;

Vu la lettre de M. le Maire d'Amiens en date du 6 mars suivant ;

Vu la délibération du 9 avril 1867, et le rapport y annexé ;

Considérant que la décision prise par le Conseil municipal de la ville d'Amiens, dans sa délibération en date du 6 juillet, méconnaît expressément les droits appartenant à la Société des Antiquaires sur le Musée Napoléon ;

Que, s'il est vrai que les conventions antérieures ont eu pour objet d'assurer à la Ville la propriété du Musée Napoléon après son achèvement, comme musée communal, il est inadmissible d'autre part que la propriété de ce Musée puisse être considérée comme s'étant trouvée de plein droit transportée à la Ville sans que la Société ait à intervenir pour régulariser cette transmission ;

Que si la Société a pris l'engagement de construire le Musée Napoléon pour la Ville, elle ne l'a fait qu'à la condition constamment réservée que le Musée deviendrait propriété communale ;

Que cette condition qui ne saurait être méconnue, exclut expressément le droit que parait s'attribuer aujourd'hui la Ville de modifier ultérieurement la destination du Musée Napoléon, et de lui enlever son caractère de Musée communal, en en disposant au profit du Gouvernement ;

Qu'il appartient à la Société de veiller à la fidèle exécution du contrat intervenu avec la Ville, et pour le cas où la Ville entendrait passer outre, de réserver formellement son droit ;

Par ces motifs, la Commission, au nom de la Société, maintenant la délibération du 9 avril dernier, déclare :

Qu'elle repousse énergiquement la prétention formée par le Conseil municipal de considérer la propriété du Musée Napoléon comme transmise de plein droit à la Ville ;

Qu'elle n'entend consentir la cession du Musée à la Ville qu'à la condition expresse que le Musée, conformément aux conventions antérieures, conservera à perpétuité son caractère et sa destination de Musée communal ;

Qu'en conséquence, elle proteste de nullité contre tout ce qui pourrait être fait au mépris de ses droits ;

La Commission décide, en outre, qu'un extrait de la présente délibération sera, dans le plus bref délai, signifié par acte extra-judiciaire à M. le Maire de la ville d'Amiens.

Délibéré à Amiens, les jour, mois et an que dessus.

Le Président de la Commission,

BAZOT.

Cette opposition a été signifiée le samedi 10 du courant.

Voici la lettre que nous avons adressée la veille à M. le Maire.

Amiens le 9 août 1867.

MONSIEUR LE MAIRE,

Par une délibération en date du 6 juillet dernier, le Conseil municipal de la ville d'Amiens « considérant que le Musée est de plein droit, d'après toutes les conventions et décisions antérieures, la propriété de la Ville, autorise M. le Maire à en prendre possession pure et simple. »

Par la même délibération, le Conseil municipal, sur votre proposition, Monsieur le Maire, « déclare réserver expressément la question relative soit à la conservation par la Ville de son Musée, soit à l'offre qu'il pourrait lui convenir d'en faire au Gouvernement. »

La Commission que la Société des Antiquaires de Picardie a investie du mandat de traiter avec la Ville pour la cession du Musée Napoléon, manquerait à son devoir si elle ne s'empressait de pro-

tester contre ces décisions qui méconnaissent hautement les droits les mieux établis de la Société des Antiquaires.

La clause en vertu de laquelle vous êtes autorisé à prendre possession du Musée comme appartenant à la Ville de plein droit, est en contradiction formelle avec « toutes les conventions et décisions antérieures » sur lesquelles elle prétend s'appuyer, sans toutefois ni les citer ni les viser.

En effet, les prétentions de la Ville sont consignées dans une délibération du Conseil municipal du 23 décembre 1853, et les engagements de la Société le sont dans une délibération des Antiquaires du 31 janvier 1854.

Or, il ressort jusqu'à l'évidence de ces deux documents que la Ville n'a demandé et que la Société n'a fait qu'une simple promesse de donation, laquelle, aux termes de l'article 931 du Code Napoléon, n'engage le donateur et ne crée aucun droit strict au profit du donataire, que si l'acte portant donation a été passé devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats.

La délibération du Conseil municipal porte que le Musée « *deviendra* comme ses collections la propriété de la ville d'Amiens, lorsque l'édifice sera entièrement terminé par les soins et aux frais de la Société des Antiquaires de Picardie. »

Le Corps municipal était trop éclairé pour supposer que la Ville deviendrait propriétaire d'un immeuble sans un acte régulier qui le fit passer dans ses mains. Il n'ignorait pas que le terrain de l'Arse-
nal dont la Société est propriétaire, que les constructions qui devaient s'élever sur ce terrain au moyen de fonds attribués à la Société des Antiquaires, ne pouvaient pas se transmettre par une simple déclaration de ce corps savant. L'acte authentique, nécessaire, indispensable, d'après la loi, pour la transmission d'un immeuble, n'a été passé ni alors ni depuis. C'est donc de la part de la Ville une prétention insoutenable, aux termes même de la délibération mu-

nicipale du 23 décembre 1853, de se croire autorisée à prendre possession pure et simple du Musée.

Cette prétention ne se soutient pas davantage en présence de la délibération de la Société des Antiquaires du 31 janvier 1854, le seul titre authentique qui consacre les engagements de la Société vis-à-vis de la Ville. Par cette délibération la Société décide « qu'elle *offrira, sous forme de donation* le Musée Napoléon à la Ville d'Amiens, lorsque sa construction aura été entièrement terminée sous sa direction exclusive, dans les termes de la loi du 20 avril 1854 ». Rien de plus clair : la Société *offrira sous forme de donation*, c'est-à-dire que, pour la transmission, tant du terrain de l'Arsenal dont la Société est propriétaire, que des constructions à élever avec des fonds appartenant à la Société, elle passera ultérieurement au profit de la Ville un acte de donation en règle.

La Ville ne serait pas fondée à dire qu'elle n'a pas accepté l'engagement de la Société dans les termes de cette délibération, car elle faisait de cet engagement la condition expresse de la remise à la Société du terrain des Moreaucourt, et aussitôt qu'il eût été pris, dans les termes que je viens de rappeler, la Ville, satisfaite, a livré le terrain des Moreaucourt.

La décision par laquelle le Conseil municipal réserve la question relative « à l'offre qu'il pourrait ultérieurement lui convenir de faire du Musée au Gouvernement » est une violation manifeste de l'esprit et même de la lettre des conventions qui ont eu lieu entre la Ville et la Société. Un traité ne peut avoir d'autre sens que celui qu'y ont attaché les parties contractantes. Or, on ne pourrait le contester sans manquer à la bonne foi la plus vulgaire, la Ville a toujours entendu que le Musée serait un monument communal, et la Société des Antiquaires n'a promis de le lui offrir que pour qu'il ait et qu'il conserve ce caractère.

L'éventualité d'une rétrocession du Musée à l'État, mise en avant

aujourd'hui par la Ville, est de nature à délier la Société des Antiquaires de tous ses engagements envers la Ville.

Les observations qui précèdent, déjà consignées dans la délibération du 9 avril dernier et dans le rapport qui y est joint ne paraissent pas avoir été l'objet d'un examen sérieux de la part du Conseil municipal. La Commission ne doute pas, Monsieur le Maire, que votre administration aussi juste qu'éclairée ne consente à les peser elle-même et à les soumettre de nouveau au Conseil municipal.

Toutefois la situation qui est faite à la Société par la délibération du 6 juillet exige que ses droits soient réservés par un acte authentique, et vous voudrez bien ne pas trouver mauvais, Monsieur le Maire, qu'à cet effet la Commission forme opposition, par la voie extra-judiciaire, aux décisions du Conseil municipal. Je me mets en mesure pour vous faire parvenir cette pièce le plus tôt possible.

Vous ne vous méprendrez pas, je l'espère, Monsieur le Maire, sur le sens de cet acte; la Société est toujours dans la disposition de consommer régulièrement, et le plus tôt possible, la remise du Musée à la Ville. Elle est disposée à s'en rapporter au Conseil municipal pour la part qu'elle devra avoir dans l'administration morale du Musée; ce qu'elle ne reconnaîtra jamais, c'est le droit pour le Conseil municipal de dépouiller la Ville de son Musée au profit de l'État. Son bon droit et le patriotisme qui l'animent la soutiendront dans cette voie, où elle ne désespère pas de voir entrer aussi les mandataires de la cité.

Veuillez agréer, etc.

Le Président de la Commission,

Signé : **HAZOT,**

Vous le voyez, Messieurs, si nous maintenons énergiquement notre droit, nous ne fermons pas la porte à des négociations amiables. A Dieu ne plaise que nous nous laissions guider dans une affaire aussi

sérieuse par un sentiment d'amour-propre mal placé. Nous n'avons en vue que les intérêts de la cité. Nous l'avons dit et nous le répétons, on nous trouvera toujours prêts à souscrire à toutes les combinaisons qui peuvent les sauvegarder. Si M. le Maire avait bien voulu se mettre en rapport avec votre Commission, peut-être fussions-nous parvenus à nous entendre. Aujourd'hui encore, s'il se décidait à le faire, en s'abstenant de donner suite à la délibération du 6 juillet, nous pourrions traiter la question à fond, sérieusement et sans parti pris, et peut-être arriverions-nous à la résoudre. En attendant nous sommes sur un terrain solide, restons-y. »

F.

Rapport fait à la Séance du 24 août 1867.

MESSIEURS,

La Commission que vous avez nommée dans votre dernière séance à l'effet d'examiner, de concert avec une Commission municipale « s'il y aurait lieu pour la Ville et pour la Société d'offrir d'un commun accord le Musée Napoléon au Gouvernement, et à quelles conditions », a été mis en rapport lundi dernier avec la Commission nommée l'avant-veille, et composée de MM. Delaye, Duvette, Ch. Labbé, Legendre et Watteau.

D'après la mission que vous nous aviez confiée, le premier point à discuter était celui de savoir — *s'il y avait lieu de céder le Musée Napoléon à l'Etat*. — Dans l'hypothèse d'une solution négative de la part des deux Commissions l'examen du second point — *à quelles conditions* — aurait été sans objet. Dans l'hypothèse contraire, nous aurions passé immédiatement à cet examen. Enfin, dans l'hypothèse que les deux Commissions se fussent prononcées l'une dans un sens, l'autre dans un autre sens, nous nous serions retirés chacun de notre côté pour étudier de nouveau la question, et, dans le cas où le désaccord aurait persisté, nous vous en eussions référé.

Cette marche aussi régulière que conforme à nos instructions n'a pu être suivie. Dès le début, MM. les membres de la Commission municipale nous ont déclaré qu'il n'entraînait pas dans leurs attributions de discuter l'opportunité de la cession du Musée à l'Etat, mais seulement d'examiner à quelles conditions cette cession aurait lieu.

Une aussi grave lacune dans le mandat de la Commission municipale a dû nous étonner. Aux termes de notre délibération, prise en présence de M. le Maire, il y avait deux questions à traiter : aux termes du mandat municipal, la première était tranchée d'avance. D'après nos instructions, nous étions autorisés à nous prononcer pour ou contre la cession à l'Etat ; d'après celles qu'elle avait reçues, la Commission municipale n'avait pas même le droit d'examiner cette question. En sorte que, tandis que nous avions tout pouvoir pour nous ranger à l'opinion de ces messieurs après une discussion loyale, il leur était défendu, à eux, de se ranger à la nôtre, fussions-nous parvenus à les convaincre. La partie n'était donc pas égale, et la voie de conciliation se trouvait fermée. Comment en effet se rapprocher les uns des autres, lorsque d'un côté on commence par élever une barrière qu'on déclare ne pouvoir franchir ?

A la séance de la Société que M. le Maire a bien voulu honorer de sa présence, l'honorable magistrat a témoigné le désir que nous prissions pour base de la négociation le principe de la cession à l'Etat. Ce principe, vous n'avez pas voulu l'admettre comme point de départ, mais vous avez consenti à le discuter, et c'est de cette pensée qu'est sortie votre Commission. La résolution de la Société est précise, et ne prête pas à l'équivoque ; elle a été lue avant le vote jusqu'à trois fois, et l'attention de M. le Maire a été appelée sur les termes dans lesquels elle est conçue. Elle porte que la Commission est instituée à l'effet d'examiner d'abord *s'il y aurait lieu de céder le Musée à l'Etat*. Nous étions prêts, Messieurs, pour une discussion loyale, consciencieuse et sans parti pris. MM. les membres de la

Commission municipale ont obstinément refusé de nous suivre sur ce terrain. Il est difficile de se rendre compte de cette attitude, ou plutôt de la résolution municipale qui la leur commandait. La Ville venait nous proposer une modification grave aux conventions primitives : était-ce trop exiger que de demander à connaître les motifs de ce changement de vues ? Si le Conseil municipal avait voté la cession du Musée à l'Etat, on comprendrait que sa Commission n'eût pas pu remettre en question la chose jugée ; mais il n'en est rien ; jusqu'ici, il n'y a eu, de la part du Conseil municipal, ni étude sérieuse, ni discussion contradictoire, ni vote sur cette question. L'affaire restant entière, on ne voit pas pourquoi la Commission n'a pas été autorisée à la discuter, chez elle d'abord, et ensuite avec nous. Ce qui est moins concevable encore, c'est qu'après avoir pris connaissance de la résolution de la Société des Antiquaires où les deux points à examiner sont nettement signalés, le Conseil municipal n'ait donné à la Commission que des pouvoirs aussi restreints, et par là même exclusifs de tout moyen de rapprochement. Assurément, Messieurs, votre Commission n'a pas trouvé sous ce rapport dans les honorables municipaux les dispositions bienveillantes sur lesquelles elle comptait.

En présence de la fin de non-recevoir qui lui était opposée, votre Commission n'avait rien à faire. Nous n'aurions pas répondu à votre confiance, si nous avions admis sans discussion, et comme accepté d'avance, le principe de la cession à l'Etat, qui n'a pas été jusqu'ici mis en délibération parmi nous, notre loyauté ne nous ayant pas permis de la faire en présence de nos engagements envers la Ville. Vous aviez fait preuve d'un véritable esprit de conciliation en nous autorisant à traiter cette grave question devant une Commission municipale, avant qu'elle ait été examinée au sein même de la Compagnie. Par malheur, la Commission municipale, faute de pouvoirs suffisants, n'a pas profité de ce bon vouloir ; c'est nous le croyons,

un malentendu qu'elle a dû regretter autant que nous l'avons regretté nous-mêmes.

Les choses se trouvent donc en l'état où elles étaient avant la visite que M. le Maire a bien voulu nous faire.

Pour éviter qu'elles ne prennent une tournure plus fâcheuse, la Commission a pensé que le seul moyen à prendre est de proposer à M. le Maire un ajournement.

Laissons à la réflexion et à l'étude le temps de mûrir une décision.

Laissons aux passions qui sont en jeu le temps de se calmer.

Laissons même aux partisans et aux adversaires de nos idées le temps de développer dans une lutte courtoise leurs moyens de persuasion.

Une autre raison nous décide. La Société est entrée dans la période de ses vacances : nous n'avons pas de séance en septembre et en octobre ; et les membres qui sont absents, ou qui vont s'absenter, pourraient peut-être se plaindre qu'une dérogation soit apportée à nos usages dans des circonstances aussi graves.

L'administration municipale, si l'on en juge par la manière dont elle a conduit cette affaire, ne doit pas être opposée à un court ajournement. On sait que la délibération par laquelle le Musée a été offert à la Ville est du 22 janvier dernier ; ce n'est que le 6 juillet suivant, c'est-à-dire six mois après environ, que le Conseil municipal a été saisi de l'affaire. Le délai que nous proposons ne serait pas aussi long, puisque nous reprenons nos travaux en novembre.

De plus, ce temps d'arrêt pourrait être mis à profit par la Ville et par la Société.

La Ville pourrait donner à la Commission un mandat plus étendu. Cette Commission étudierait à tous ses points de vue la question du Musée, qui n'a pas été tranchée, on est bien forcé de l'avouer, par la délibération municipale du 6 juillet.

Votre Commission ferait de son côté une étude analogue.

Les deux Commissions, qui auraient travaillé isolément, se communiqueraient l'une à l'autre le résultat de leurs études, et des observations seraient échangées s'il y avait lieu.

Ces pièces importantes seraient distribuées aux membres du Conseil municipal, aux membres de la Société des Antiquaires. Et ces deux corps délibérants prendraient en parfaite connaissance de cause une décision.

Nous ne désespérons pas qu'à la suite de ces études consciencieuses l'accord ne puisse s'établir.

Si cette attente était trompée, ou la Ville dégagerait loyalement la Société de sa promesse de donation, ou la Société cédant à une nécessité reconnue, ne s'opposerait plus à ce que la Ville disposât du Musée au profit de l'Etat aux meilleures conditions possibles.

G.

**Lettre de M. le Maire et délibération du Conseil
municipal du 14 septembre 1867.**

Amiens, 8 octobre 1867.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Le Conseil municipal, par délibération prise dans sa séance du 14 septembre 1867, a déclaré qu'en attendant la réalisation régulière de la donation du Musée Napoléon par la Société des Antiquaires au profit la ville d'Amiens, celle-ci n'entend s'immiscer en rien dans l'administration de ce Musée.

» J'ai l'honneur de vous adresser une expédition de cette délibération, vous priant de vouloir bien m'en accuser réception.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Maire,*

» DHAVERNAS. »

CONSEIL MUNICIPAL.

Extrait du Registre des Délibérations.

Séance du 14 septembre 1867.

La séance étant ouverte, M. le Maire fait la proposition suivante relativement au Musée Napoléon :

« MESSIEURS,

» La question du Musée vous préoccupe, je n'en doute pas, et, comme moi, vous vous êtes plusieurs fois demandé comment elle pourra prendre fin. Je ne désire pas aujourd'hui aborder cette difficulté ; je crois qu'il faut laisser au temps le soin de la résoudre. Toutefois les choses ne peuvent rester comme elles sont ; il est nécessaire de les élucider et de préciser à qui appartient, jusqu'à ce qu'une solution intervienne, la surveillance et l'administration de ce monument, ainsi que des objets d'art qu'il renferme, et à qui incombent toutes les charges et les obligations de leur entretien et de leur conservation.

» Quelques explications sont indispensables. Je vais les donner de manière à vous faire comprendre la situation aussi clairement que possible.

» Dans sa séance du 23 décembre 1854, le Conseil municipal d'alors a pris une décision ainsi conçue :

« M. le Maire pourra autoriser, au nom de la Ville et à titre
» purement gratuit, Messieurs les Antiquaires de Picardie à étendre
» dès aujourd'hui les constructions du Musée Napoléon sur le
» terrain des Moreaucourt, à la condition que le bâtiment deviendra,
» comme ses collections, la propriété de la Ville, ainsi que cela a
» toujours été entendu, lorsque l'édifice pourra être ouvert au

» public, entièrement terminé par les soins et aux frais de la
» Société des Antiquaires. »

« Cette délibération a été approuvée par M. le Préfet le 6 janvier 1855, et M. le Maire l'a transmise, le 8 du même mois, à M. le Président de la Société des Antiquaires, en lui disant qu'il s'empressait de lui accorder l'autorisation dont il s'agit.

» Le 17 dudit mois de janvier 1855, M. de Rocquemont, alors Président de la Société des Antiquaires de Picardie, a écrit à M. le Maire, en ces termes :

« J'ai communiqué hier à la Société des Antiquaires la lettre que
» vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date du 8 de ce mois.
» A l'unanimité, la Société a adopté la décision suivante :
» La Société des Antiquaires de Picardie,
» Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23 décembre
» 1851 : « décide qu'elle offrira, sous forme de donation, le Musée
» Napoléon à la ville d'Amiens, lorsque la construction en aura été
» entièrement terminée sous sa direction exclusive, dans les termes
» de la loi du 20 avril 1854. »

» Ainsi que vous le voyez, Messieurs, le Conseil municipal n'a abandonné le terrain de la Ville à la Société des Antiquaires, qu'à la condition que le Musée deviendrait, comme ses collections, la propriété de la Ville, ainsi que cela avait toujours été entendu, et la Société a décidé qu'elle offrirait cet édifice à la Ville *sous forme de donation*, ce qui veut dire à *titre gratuit*. Il suffit, pour s'en convaincre, de rapprocher cette clause de l'article 893 du Code Napoléon, ainsi rédigé :

« On ne pourra disposer de ses biens, à *titre gratuit*, que par
» donation entre vifs ou par testament. »

» La Société des Antiquaires devant avoir, je l'espère du moins, une durée éternelle, ne saurait penser à faire son testament : partant elle ne peut rien céder à *titre gratuit* que par *donation*, d'où

la conclusion que ces mots *sous forme de donation* équivalent à celui de gratuitement. Cela n'est douteux pour personne.

» Au surplus, comme il est de l'essence d'une donation d'être gratuite, la Ville n'a jamais dû supposer qu'alors qu'il était question entr'elle et la Société des Antiquaires d'une donation, sans stipulation de conditions, on pourrait plus tard, contrairement à un engagement pris, venir lui imposer quoi que ce soit.

» Ainsi la loi des parties, le contrat, est bien clair, bien précis, et n'est susceptible d'aucune interprétation dans le sens d'une condition possible.

» Lors donc que la Société des Antiquaires, par sa délibération du 22 janvier 1867, puis par celle du 9 avril suivant, venait offrir d'abandonner à la ville d'Amiens le Musée Napoléon, mais sous diverses conditions que chacun de vous connaît et qu'il est inutile d'énumérer ici, elle outrepassait son droit, elle méconnaissait ses engagements, et nul ne saurait faire un grief au Conseil municipal de ne pas y avoir acquiescé. En déclarant, dans sa séance du 6 juillet dernier, que la remise du Musée par la Société des Antiquaires n'étant subordonnée à aucune condition quelle qu'elle soit, il autorisait le Maire à en prendre possession pure et simple au nom de la Ville, il n'a fait qu'affirmer le droit de cette dernière et le consacrer. Il croyait, en agissant ainsi, mettre fin à un dissentiment existant entre lui et la Société des Antiquaires ; il l'espérait du moins ; mais il n'en a pas été ainsi, puisque, le 10 août dernier, par exploit d'huissier, cinq membres de la Société des Antiquaires, délégués par elle, m'ont fait signifier une décision arrêtée par eux le 8 du même mois ; ils disent :

« Considérant que la décision prise par le Conseil municipal de
» la ville d'Amiens dans sa délibération du 6 juillet dernier, mé-
» connaît expressément les droits appartenant à la Société des
» Antiquaires sur le Musée Napoléon ;

» Que, s'il est vrai que les conventions antérieures ont eu pour
» objet d'assurer à la Ville la propriété du Musée Napoléon après
» son achèvement comme Musée communal, il est inadmissible,
» d'autre part, que la propriété de ce Musée puisse être considérée
» comme s'étant trouvée de plein droit transportée à la Ville, sans
» que la Société ait à intervenir pour régulariser cette transmis-
» sion ;

» Que si la Société a pris l'engagement de construire le Musée
» Napoléon pour la Ville, elle ne l'a fait qu'à la *condition constam-*
» *ment réservée* que le Musée deviendrait propriété communale ;

» Que cette condition, qui ne saurait être méconnue, exclut
» expressément le droit que paraît s'attribuer aujourd'hui la Ville
» de *modifier ultérieurement la destination du Musée Napoléon, et de*
» *lui enlever son caractère de Musée communal* en en disposant au
» profit du Gouvernement.

» Qu'il appartient à la Société de veiller à la fidèle exécution du
» contrat intervenu avec la Ville, et, pour le cas où la Ville enten-
» drait passer outre, de réserver formellement son droit ;

» Par ces motifs, la Commission, au nom de la Société, mainte-
» nant la délibération du 9 avril dernier, déclare :

» Qu'elle repousse énergiquement la prétention formulée par le
» Conseil municipal de considérer la propriété du Musée Napoléon
» comme transmise de plein droit à la Ville ;

» Qu'elle n'entend consentir la cession du Musée à la Ville qu'à la
» condition expresse que, *conformément aux conventions antérieures,*
» il conservera à perpétuité son caractère et sa destination de Musée
» communal ;

» Qu'en conséquence, elle proteste de nullité contre tout ce qui
» pourrait être fait au mépris de ses droits. »

» De tout ce qui précède, il résulte clairement que la Société des
Antiquaires modifie à son gré le contrat intervenu entr'elle et la

Ville ; car il n'y a pas d'autres conventions que celle résultant de la délibération du Conseil municipal du 23 décembre 1854, et de la délibération de la Société des Antiquaires du 16 janvier 1855 ; ces pièces ont établi les obligations et les droits respectifs de la Ville et de la Société, et rien, plus tard, ne pouvait les modifier, à moins de traités spéciaux et formels. Ces traités n'ont jamais été faits, et l'on peut raisonnablement prétendre que la Ville a pris postérieurement au contrat primitif, des engagements qui ne trouvaient aucune compensation dans une obligation réciproque imposée à la Société des Antiquaires.

» On ne contracte pas ordinairement sans trouver un avantage équivalent à la charge qu'on s'impose ; or, ici, depuis la convention première, quelle autre charge s'est imposée la Société des Antiquaires ? Aucune. S'il en est ainsi : 1° la condition que le Musée deviendrait communal, en donnant à cette expression le sens qu'on veut lui attribuer, n'a *donc pas été constamment réservée* ; elle ne pouvait pas l'être, puisqu'elle n'a pas été stipulée. Au reste, le mot *communal*, s'il a été employé voudrait seulement dire appartiendra à la Ville, ce qui n'exclut pas l'idée du droit pour celle-ci de faire du monument dont il s'agit ce que bon lui semble ; 2° la Ville ne s'est donc attribué aucun droit de modifier ultérieurement la destination du Musée Napoléon, et de lui enlever son caractère de Musée communal ; ce droit elle l'a toujours eu ; 3° la Société n'a pas de motif de veiller à la fidèle exécution du contrat intervenu avec la Ville, puisque la tentative de modification de ce contrat ne vient que d'elle, et n'est faite que par elle.

» En résumé, le Musée Napoléon doit, un jour où l'autre, devenir la propriété exclusive et sans conditions de la Ville ; mais, puisque la Société des Antiquaires refuse de consentir qu'elle en prenne, quant à présent, possession, les choses doivent rester en l'état où elles étaient avant la délibération du 6 juillet dernier, et je suis

d'avis, espérant d'ailleurs que vous en jugerez comme moi, qu'il y a lieu d'éviter tous débats avec cette Société et d'attendre son heure pour réaliser la donation qu'elle doit faire à la Ville. Comme conséquence, il convient de lui déclarer que la Ville ne devant provisoirement s'occuper aucunement, ni de la surveillance, ni de l'Administration du Musée Napoléon, elle n'entend être en aucune manière responsable des dépenses occasionnées, soit par le Musée lui-même, soit par les collections qu'il renferme, soit par les objets d'art qui y sont déposés, toutes ces dépenses devant incomber à la Société des Antiquaires de Picardie, ainsi que cela a toujours été jusqu'à présent.

» Par tous ces motifs, je viens vous proposer, Messieurs, d'accord avec la Commission que vous avez nommée, la délibération suivante:

« Le Conseil municipal, après en avoir délibéré ;

« Vu l'opposition formée par la Société des Antiquaires de Picardie à la prise de possession par la ville d'Amiens du Musée Napoléon et des collections qu'il renferme ;

« Autorise M. le Maire :

« 1° A déclarer à la dite Société qu'il n'entend s'immiscer en rien, quant à présent, dans la surveillance et l'Administration du Musée Napoléon ;

« 2° A déclarer, en outre, qu'il ne veut en aucune façon gréver la Ville de tout ou partie des frais d'Administration, d'entretien, ou autres quels qu'ils soient, auxquels le Musée ou ses collections donneront lieu, la Société des Antiquaires de Picardie devant, jusqu'à ce que la donation du monument au profit de la Ville soit régulièrement réalisée, continuer à payer tous ces frais, comme elle l'a fait jusqu'ici ;

« 3° A déclarer enfin qu'il réserve la ville d'Amiens, de la manière la plus expresse, dans tous les droits qu'elle a, pour l'avenir, sur le Musée et tout ce qu'il contient. »

» Un membre combat cette proposition au fond de la quelle il croit reconnaître l'arrière-pensée d'offrir le Musée à l'État. Or, en ce qui le concerne, il repousse cette idée et ne saurait s'associer à une décision qui lui semble, dans une certaine mesure, préjuger la question. Le Conseil doit conserver son entière liberté au lieu de s'engager dans une voie qui paraît à l'honorable préopinant, conduire à la solution, vivement désirée, il le sait, par un certain nombre de membres, mais que d'autres sont décidés à combattre énergiquement.

» Il est répondu que la proposition ne contient aucune arrière-pensée. Elle a seulement pour but de fixer la situation, aujourd'hui indécise, du Musée Napoléon, en remettant les choses en l'état où elles étaient avant la délibération du 6 juillet dernier. Cette délibération autorisait M. le Maire à prendre, sans conditions, possession du Musée. La Société des Antiquaires a déclaré, par acte du 8 du même mois, qu'elle « repousse énergiquement la prétention formulée par le Conseil municipal de considérer la propriété du Musée « Napoléon comme transmise de plein droit à la Ville. » Il y a donc contestation sur le droit de propriété; d'où il suit qu'il ne peut y avoir actuellement possession paisible et effective par la Ville. La prétention de la Société des Antiquaires de Picardie soulève une question qu'il conviendra assurément d'examiner, mais pour la solution de laquelle il ne paraît pas nécessaire, quant à présent, d'entamer un procès. Rétablir la situation qui réglait la position de chacune des parties avant la délibération sus rappelée, est donc ce qu'il y a de mieux à faire en ce moment. De cette manière, toute confusion sera évitée. D'ailleurs les droits de la Ville sont expressément réservés et le Conseil municipal pourra les invoquer lorsqu'il le jugera opportun. On ne saurait voir, dans la délibération que M. le Maire propose de prendre, l'arrière-pensée qu'a cru apercevoir l'honorable préopinant. Rien au contraire n'est

préjugé. Dans les conditions où l'on se trouve, cette délibération sera pour les uns et pour les autres, un acte de bonne administration. »

A la suite de ces explications, le Conseil adopte le projet de délibération présenté par M. le Maire.

H.

**Rapport fait au nom de la Commission chargée de la
cession du Musée Napoléon à la ville d'Amiens.**

MESSIEURS,

» La Société des Antiquaires a renvoyé dans sa séance du 12 novembre dernier, à l'examen de la Commission spéciale nommée par elle le 8 janvier 1867, l'examen du rapport présenté par M. le Maire d'Amiens au Conseil municipal le 14 septembre dernier, ainsi que de la délibération de cette assemblée.

» Votre Commission, après une étude sérieuse de ces documents, m'a chargé de vous communiquer ses appréciations et les résolutions qu'elle a cru devoir adopter.

» Vous vous rappelez, Messieurs, le rapport de M. le Maire suivi de la délibération prise par le Conseil municipal conformément à ses conclusions. Vous en avez entendu la lecture, vous l'avez eu entre les mains ; il peut se résumer ainsi :

» La ville d'Amiens, expose M. le Maire, par délibération du 23 décembre 1854 a autorisé, à titre purement gratuit, les Antiquaires de Picardie, à étendre les constructions du Musée Napoléon sur le terrain communal des Moreaucourt, à la condition que le bâtiment deviendrait, avec ses collections, la propriété de la ville d'Amiens, ainsi que cela a toujours été entendu, lorsque l'édifice pour-

rait être ouvert au public, entièrement terminé par les soins et aux frais de la Société des Antiquaires.

» De son côté, cette Société dans sa séance du 26 janvier 1855, prenant en considération la délibération du Conseil municipal en date du 23 décembre 1854, a décidé qu'elle offrirait sous forme de donation à la ville d'Amiens le Musée Napoléon, lorsque sa construction aurait été entièrement terminée sous sa direction exclusive, dans les termes de la loi du 20 avril 1854.

» M. le Maire en conclut, « que la Société s'étant engagée à » offrir le Musée à la Ville, sous forme de donation, cela veut dire » à titre gratuit : qu'il suffit pour s'en convaincre de rapprocher » cette clause de l'article 893 du code Napoléon ainsi conçu :

» On ne pourra disposer de ses biens à titre gratuit que par » donation entre vifs ou par testament.

» Or la Société des Antiquaires devant avoir, je l'espère du » moins, veut bien ajouter M. le Maire, une durée éternelle, ne » saurait penser à faire son testament, partant elle ne peut rien » céder à titre gratuit que par donation, d'où la conclusion que » ces mots sous forme de donation, équivalent à celui de gratuite- » ment ».

» La Société des Antiquaires, tout en se montrant très-reconnais- » sante de la durée éternelle que M. le Maire veut bien désirer pour » elle et lui promettre, ne peut s'empêcher d'avouer qu'elle a » vainement cherché jusqu'ici le but et la portée de cette argumen- » tation. Il lui a paru bien inutile de chercher à la convaincre qu'elle » ne pouvait céder le Musée à la Ville que par donation, lorsqu'à di- » verses reprises, par ses délibérations du 14 janvier 1855, du 22 » janvier et du 9 avril 1867, la Société a annoncé son intention » d'offrir le Musée à la Ville sous la forme d'une donation.

» Il lui a paru non moins inutile de s'efforcer de lui démontrer » que l'essence d'une donation est d'être gratuite. La Société n'en a

jamais douté et n'a jamais songé à faire payer à la Ville tout ou partie des 15 à 16 cent mille francs qu'a coûté le Musée. Si elle eût agi ainsi, elle eût fait une vente, tandis que sa pensée constante a été de faire une donation.

» M. le Maire ajoute, « qu'une donation étant essentiellement gratuite, la Ville n'a jamais dû supposer qu'alors qu'il était question entr'elle et la Société d'une donation sans stipulation de conditions, on pourrait plus tard, contrairement à un engagement pris, vouloir lui imposer quoique ce soit : que la condition de faire du Musée un Musée communal n'a pas été constamment réservée, puisqu'elle n'a pas été stipulée ; que le mot communal, s'il a été employé, voudrait dire seulement que le Musée appartiendra à la Ville, ce qui n'exclut pas pour celle-ci l'idée du droit de faire du Musée ce que bon lui semble ; que la Ville ne s'est donc attribué aucun droit de modifier ultérieurement la destination du Musée Napoléon, et de lui enlever son caractère de Musée communal ; que la Ville a toujours eu ce droit ; que la Société des Antiquaires n'a donc pas de motifs de veiller à la fidèle exécution du contrat intervenu avec la Ville, puisque la tentative de modification de ce contrat ne vient que de la Société et n'est faite que par elle.

» M. le Maire conclut, et le Conseil municipal adopte ses conclusions, en réservant de la manière la plus expresse la ville d'Amiens dans tous les droits qu'elle a pour l'avenir sur le Musée et tout ce qu'il contient, et en déclarant qu'il y a lieu, quant à présent, d'éviter tous débats avec la Société et de ne pas entamer de procès avec elle, mais que la Ville n'entend s'immiscer en rien, quant à présent, dans la surveillance et l'administration du Musée, et que, jusqu'à la réalisation de la donation, tous les frais d'administration d'entretien ou autres seraient supportés par la Société des Antiquaires ».

» Voilà bien, Messieurs, l'analyse fidèle et complète du rapport présenté par M. le Maire d'Amiens au Conseil municipal le 14 septembre dernier, rapport qui a été suivie d'une délibération conforme à ses conclusions, prise par cette assemblée.

» L'examen attentif de ces documents a convaincu votre Commission que toute cette argumentation, et par conséquent le dissentiment existant entre la Ville et la Société, reposait sur des erreurs de fait et de droit, sur des obscurités et des équivoques de langage et sur une confusion d'idées qu'il importe de signaler et de dissiper.

» Votre Commission a pensé qu'il n'était pas possible à la Société de rester sous le coup des reproches qui lui sont adressés de manquer à un engagement pris, et qu'il était de sa dignité de repousser et de réfuter des allégations complètement dénuées de fondement.

» M. le Maire, ainsi que le Conseil municipal, affirme et réserve les droits de propriété de la Ville sur le Musée et ses collections.

» Votre Commission, d'accord avec vous, Messieurs, soutient au contraire que la Société des Antiquaires est propriétaire du Musée.

» L'Administration municipale déclare que la donation étant essentiellement gratuite, la Ville n'a jamais pu supposer qu'alors qu'il était question entr'elle et la Société d'une donation sans condition, on pourrait plus tard venir lui imposer quoique ce soit, qu'il n'a pas été stipulé que le Musée serait et resterait Musée communal, et que si le mot communal a été employé, cela veut dire seulement que le Musée appartiendra à la Ville, ce qui n'exclut pas l'idée du droit pour celle-ci de faire du monument dont il s'agit ce que bon lui semble.

» Nous soutenons avec vous que si la donation doit être gratuite, la loi permet de la rendre conditionnelle.

» Que la Société propriétaire et donatrice a pu mettre à sa donation une condition non prohibée par la loi.

» Que la condition demandée par la Société de rendre désormais le Musée communal n'est pas une condition nouvelle, imposée arbitrairement et depuis peu à la Ville.

» Que cette condition a été annoncée, stipulée et maintenue par la Société dès l'origine de cette affaire jusqu'à ce jour.

» Que cette condition a été alors non seulement connue de la Ville, mais acceptée et même demandée par elle en 1854.

» Qu'enfin il n'aurait pas été possible à la Ville en 1854 de demander à la Société autre chose que d'assurer à l'avenir le caractère communal au Musée et à ses collections, par ce que la ville d'Amiens était déjà liée à cet égard par des engagements antérieurs qui datent de 1841.

» Nous affirmons d'abord que la Société est propriétaire du Musée Napoléon.

» C'est un fait et un droit qui ne peuvent être contestés.

» La loi du 20 avril 1854 a autorisé la cession faite par l'Etat à la Société des Antiquaires du terrain domanial de l'arsenal pour y construire un Musée public, en stipulant que le terrain et les constructions feraient retour à l'Etat, si le Musée cessait d'exister : en vertu de cette loi la Société des Antiquaires est devenue depuis 1854 propriétaire du terrain et du Musée construit par elle, et elle en restera propriétaire jusqu'à ce que par un acte translatif de propriété et, si c'est une donation, par un acte authentique, elle se soit dépouillée de son droit de propriété et l'ait cédé à un tiers.

» C'est ici le lieu de signaler l'erreur dans laquelle était tombée l'Administration municipale, lorsqu'elle avait provoqué et obtenu du Conseil municipal la délibération du 6 juillet 1867, qui, considérant la ville d'Amiens comme propriétaire dès maintenant du Musée Napoléon, autorisait le Maire à s'en mettre immédiatement

en possession sans condition. Il n'a pas fallu moins que l'énergique protestation de la Société pour faire reconnaître à l'Administration municipale qu'elle s'était trompée. Nous devons avouer, pour être juste, qu'elle n'a pas tardé à revenir sur cette première décision et à remplacer la délibération du 6 juillet par celle du 14 septembre dont le but, est-il dit dans le procès-verbal de cette séance, a été de remettre les choses dans l'état où elles étaient avant la délibération du 6 juillet qui se trouvait ainsi désavouée et regardée comme non avenue.

» Nous disons en second lieu qu'une donation, quoiqu'essentiellement gratuite, peut légalement être conditionnelle.

» Nous hésitons vraiment à venir discuter des points de droit aussi élémentaires, que mieux que personne M. le Maire a été à même d'étudier et d'appliquer : il suffit d'ouvrir le code Napoléon et d'en lire les articles 944 à 954 pour y voir reconnu et consacré de la manière la plus formelle le droit qu'a le donateur de mettre des conditions à sa donation.

» Mais qu'avons nous besoin d'en chercher des preuves ? N'en trouvons nous pas dans cette affaire elle même. L'Etat en donnant gratuitement le terrain de l'arsenal à la Société des Antiquaires de Picardie n'a-t-il pas mis deux conditions à cette donation, la première que la Société y construirait un Musée public, la seconde que si le Musée cessait d'exister le terrain et les constructions retourneraient à l'Etat.

» Cessons donc de confondre deux choses entièrement distinctes, la gratuité qui est de l'essence des donations, et le droit accordé par la loi aux donateurs de rendre leurs donations conditionnelles.

» Hâtons nous d'ajouter que la condition stipulée par la Société que le Musée Napoléon, avec ses collections, resterait Musée communal, n'est pas une condition nouvelle, imposée arbitrairement et depuis peu par la Société à la Ville ; mais que, depuis 1854 et

même avant cette époque, la Société des Antiquaires l'avait fait connaître à la Ville, qu'elle lui avait déclaré positivement que le Musée qu'elle allait construire était destiné à devenir Musée communal, qu'ainsi il est inexact de prétendre avec le rapport que la Ville n'a jamais pu supposer qu'alors qu'il était question entre elle et la Société d'une donation sans stipulation de conditions, on pourrait, plus tard, venir lui imposer quoique ce soit.

» Il suffit pour démontrer et constater ces faits, de consulter les délibérations de la Société, les lettres et actes officiels de ses présidents depuis plus de 15 ans. Bornons nous à citer ici la lettre de M. Dufour, vice-président de la Société, en date du 30 janvier 1852, écrivant, pour le président empêché, ces lignes à M. le Maire d'Amiens. « Je ne veux pas attendre jusque là, M. le Maire, pour vous » garantir qu'il entre dans la pensée de mes collègues, de rendre » l'immeuble communal, ainsi que les collections scientifiques qui » sont destinées à décorer ses galeries. »

» La délibération de la Société du 5 mai 1852 qui avait trait au choix de l'emplacement sur lequel le Musée serait construit, et dont M. Allou disait au Conseil municipal, dans le rapport qu'il lui présentait le 4 décembre 1854 : « il n'est pas une ligne de cette délibération qui ne témoigne l'intention formelle de la part de la Société » des Antiquaires de faire du Musée un établissement communal ».

» La lettre de M. Bouthors président de la Société à M. le Maire d'Amiens du 17 août 1852.

» La délibération du 9 mai 1854, et enfin les délibérations plus récentes du 22 janvier et du 9 avril 1867.

» Qu'on relise ces délibérations et ces lettres officielles, et l'on reconnaîtra que jamais la Société n'a varié dans ses intentions de construire le Musée pour la ville d'Amiens, et de le lui offrir sous forme de donation, lorsqu'il serait achevé, pour qu'il devienne le Musée communal de cette ville.

» Ajoutons de suite que ces intentions de la Société ont été connues dès l'origine par la ville d'Amiens, que non seulement la Ville avait connu et admis cette condition stipulée par la Société, mais qu'elle l'avait demandée elle-même expressément à la Société des Antiquaires.

» Cela résulte d'une manière incontestable des délibérations du Conseil municipal depuis plus de vingt ans; des rapports des Commissions spéciales nommées par cette assemblée et dont les conclusions ont été adoptées par elle; des lettres et des actes officiels des maires d'Amiens depuis 1852.

» Je me bornerai à vous citer, Messieurs, la délibération du Conseil municipal du 27 mai 1854; le rapport qui lui a été présenté le 4 décembre 1854 par M. Allou, au nom d'une commission spéciale, rapport qui nous paraît décisif dans cette affaire, puisque c'est à la suite de ce rapport et conformément à ses conclusions qu'a été prise la délibération du 23 décembre 1854 qui est la base des prétentions de la Ville au sujet du Musée; l'exposé fait au Conseil municipal dans cette même séance du 23 décembre 1854 par M. Porion, qui considérait si bien le Musée comme devant devenir et demeurer Musée communal qu'il voulait y établir des cours publics et l'école communale de dessin. La lettre de M. le Maire d'Amiens au Président de la Société, du 8 janvier 1855: enfin la proclamation de M. le Maire d'Amiens lors de l'émission de la loterie picarde, dans laquelle ce magistrat, faisant appel aux sympathies de ses concitoyens pour les intérêts communaux, représente MM. les Antiquaires comme agissant dans un but éminemment communal « d'où il résulte que bon nombre de souscriptions importantes, » disait M. Allou dans son rapport précité, ont été obtenues dans » une semblable prévision. »

» Nous venons de dire, Messieurs, que le rapport présenté par M. Allou au Conseil municipal le 4 décembre 1854 nous paraiss-

sur lequel nous avons affaire. Permettez nous donc de vous en citer quelques lignes, elles suffiront pour vous faire apprécier, ainsi qu'à nos vœux qui se joignent, qu'elle était en 1853 la pensée de la Commission spéciale au nom de laquelle parlait M. ALOU, et la pensée du Conseil municipal qui en a adopté actuellement les conclusions.

« Cette Commission se composait de MM. PERIN, BÉVERAGES, BUNEAU, LAURENT, VIAL, CACHET et ALOU. Deux de ses membres font encore aujourd'hui partie de l'Administration municipale, et pourrions, s'il était nécessaire, compléter les renseignements fournis par le rapporteur.

« Sans se pouvoir motiver, finit M. ALOU, que l'idée première « était celle d'un Musée devant devenir d'un jour à l'autre un Musée communal. » Il vous aura, après avoir cité la lettre de M. BUNEAU, vice-président de la Société des Antiquaires, du 16 janvier 1853, et la délibération de cette Société du 3 mai 1853 que nous avons rapportées dans notre 1^{er} rapport.

« Nous avons de bonnes raisons de croire que l'Empereur en « promettant, lors de son passage à Amiens, le terrain de l'arsenal « à la Société des Antiquaires de France, et en réalisant plus « tard ce vœu insigne libéral, a eu en vue la création d'un Musée « qui deviendrait avec son achèvement Musée communal. »

Espré clair. Et lorsque le rapporteur ajoute en terminant : « votre Commission pense que vous ne pouvez que persister avec « plus de force pour la communalisation ultérieure du bâtiment du « Musée », ne vous laissez pas de toutes ces paroles de l'honorable rapporteur, la preuve évidente qu'en 1853 la ville d'Amiens, comme la Société des Antiquaires, n'avait qu'une chose en vue, à savoir de rendre le Musée National, jusqu'à présent archivé, Musée communal.

« Si le Conseil municipal n'avait pas eu lors décidé alors à

conserver au Musée ce caractère communal, est-ce que le rapporteur, est-ce que le maire d'Amiens, est-ce qu'un membre du Conseil, n'aurait pas répondu à M. Porion, lorsqu'il insistait dans cette même séance avec tant de force pour installer dans le Musée des cours publics et l'école communal de dessin : Nous repoussons votre proposition, parce qu'elle engagerait dans l'avenir la ville d'Amiens et la mettrait dans l'obligation de conserver le Musée comme Musée communal : or nous ne voulons pas prendre cet engagement, nous voulons conserver notre liberté, et nous réserver le droit de le donner un jour à l'Etat, si nous le trouvons préférable, et si nous voulons nous débarrasser ainsi des frais d'entretien, d'administration et autres qu'entraînera le Musée. Voilà certainement la réponse qui aurait été faite à M. Porion par l'Administration municipale, si elle n'avait pas été bien résolue alors à conserver le Musée. Au lieu de cela personne ne réclame contre la proposition de M. Porion, il n'est pas même fait d'observation, pas la moindre réserve ; le rapporteur se borne à exposer que l'approbation des plans du Musée et leur adoption par le conseil des bâtiments civils ne permettent plus de changer la destination à donner aux divers locaux du Musée. « Nous regrettons, disait M. Allou, que les choses » en soient arrivées là, et nous avons pensé à la presque unanimité » et avec l'Administration municipale qu'il ne fallait pas insister » pour l'école de dessin et qu'il était opportun d'en faire aujourd'hui le sacrifice. »

« C'est donc à la presque unanimité, disait en terminant M. Allou, et d'accord avec l'Administration municipale, que nous venons vous proposer de décider que M. le Maire pourra autoriser au nom de la Ville, et à titre purement gratuit, MM. les Antiquaires de Picardie à étendre dès aujourd'hui les constructions du Musée Napoléon sur le terrain des Moreaucourt, à la condition que le bâtiment deviendrait, ainsi que ses collections, la propriété de la

» ville d'Amiens, ainsi que cela a toujours été convenu, lorsque
» l'édifice aura été entièrement terminé par les soins de la Société et
» sous sa direction, ou du moins lorsqu'il sera assez avancé pour
» être ouvert au public. »

» Ce furent, vous le savez, Messieurs, ces conclusions qu'adopta le Conseil municipal, et qu'il reproduisit textuellement dans sa délibération du 23 décembre 1854. Telle est la base des prétentions de la ville d'Amiens en ce qui concerne le Musée.

» Nous avons cru devoir insister sur le rapport de M. Allou, par ce qu'il renferme la pensée du Conseil municipal et l'esprit de sa délibération ; pour tout homme impartial qui lira ce rapport et la délibération qui l'a approuvé, il restera démontré, nous en sommes convaincus, que la Commission avec son rapporteur, et que l'Administration et le Conseil municipal ne songeaient en 1854 qu'à donner et à assurer dans l'avenir au Musée Napoléon le caractère de Musée communal.

» Mais il y a plus, et nous affirmons, comme nous l'avons dit plus haut, que non-seulement la pensée de l'Administration et du Conseil municipal était de donner et d'assurer désormais au Musée Napoléon et à ses collections le caractère de Musée communal, que tel est le sens de la délibération du 23 décembre 1854, mais que la Ville ne pouvait pas avoir une autre pensée, et que le Conseil municipal ne pouvait demander ni stipuler autre chose dans sa délibération.

» La ville d'Amiens, en effet, en 1854, était déjà liée par un engagement antérieur, par une délibération du mois de mars 1841.

» Cette délibération, qui va bientôt avoir 27 ans de date, est probablement inconnue de la plupart des membres du Conseil municipal actuel ainsi que de la Société des Antiquaires. Nous l'ignorions nous-mêmes et ce n'est que tout récemment qu'une circonstance heureuse nous l'a révélée.

» Au mois de mars 1841, la Société des Antiquaires qui comptait alors cinquante années d'existence, se préoccupait déjà de la construction d'un musée destiné à recevoir ses collections archéologiques et artistiques, provisoirement abritées à la Bibliothèque de la Ville. On n'était pas encore fixé sur l'emplacement où s'élèverait le Musée futur. On avait songé à l'Hôtel-de-Ville, puis à la place Longueville, plus tard enfin à l'Arsenal. La Société naissante avait demandé à la ville d'Amiens une subvention qui lui permît d'accroître ses collections, de subvenir à ses charges, et le Conseil municipal, heureux de trouver une occasion de témoigner son intérêt pour les sciences et les arts, tout en assurant à la ville d'Amiens, à peu de frais, de riches collections qui allaient s'accroître d'année en année, grâce au zèle de la Société des Antiquaires, accorda à cette Société, par une délibération du mois de mars 1841, une subvention annuelle de 600 fr. à la condition que le Musée d'antiquités fondé à Amiens par la Société des Antiquaires sous le titre de Musée communal, resterait *Musée communal*, et que l'existence de ce Musée serait indépendante de la Société des Antiquaires, en ce sens que, si pour une cause quelconque celle-ci cessait d'exister, le Musée ne subsisterait pas moins comme Musée communal.

» Ainsi, par cette délibération de 1841, la Ville s'était engagée à accorder à la Société des Antiquaires une subvention annuelle de 600 fr. qui, depuis cette époque, lui a été en effet très-exactement remise, à la condition que les collections archéologiques et artistiques, que le Conseil municipal appelle le Musée d'antiquités fondé à Amiens par la Société des Antiquaires, resterait Musée communal, non-seulement pendant la durée de la Société, mais même lorsqu'elle aurait cessé d'exister.

» C'est à ces engagements de la Ville et de la Société que M. Allou faisait allusion, lorsqu'il disait dans son rapport : « il était » d'autant plus naturel que nous nous arrétassions à cette idée, que

de la Société que vis-à-vis du public par des engagements qui remontaient à 1841.

» Nous croyons avoir réfuté complètement les arguments développés dans le rapport de M. le Maire, et qui ont motivé la délibération du Conseil municipal du 14 septembre dernier, et avoir démontré :

» 1° Que la Société des Antiquaires est propriétaire du Musée Napoléon depuis 1854.

» 2° Qu'elle a pu mettre une condition à la donation qu'elle a l'intention de faire à la Ville du Musée Napoléon.

» 3° Que la condition que le Musée restera Musée communal, a été annoncée dès l'origine par la Société, et constamment maintenue par elle.

» 4° Que cette condition était connue de la Ville en 1854, et quelle a été admise par elle à cette époque.

» 5° Enfin qu'il n'eût pas été possible en 1854 à la Ville de la repousser et de faire des stipulations contraires, parce qu'elle était déjà liée par la délibération du Conseil municipal du mois de mars 1841.

» Il ne nous reste que quelques mots à ajouter à ce rapport que nous aurions voulu rendre moins long.

» M. le Maire termine son exposé en déclarant que puisque la Société des Antiquaires refuse de consentir à ce que la Ville prenne dès à présent possession du Musée, les choses doivent rester dans l'état où elles étaient avant la délibération du 6 juillet dernier, qu'il y a lieu d'éviter tous débats avec la Société, de ne pas entamer, quant à présent, de procès avec elle et d'attendre son heure pour réaliser la donation qu'elle doit faire à la Ville ; comme conséquence, ajoute M. le Maire, il convient de lui déclarer que la Ville ne devant pas provisoirement s'occuper de la surveillance et de l'Administration du Musée Napoléon, elle n'entend être en

aucune manière responsable des dépenses occasionnées soit par le Musée lui-même, soit par les collections qu'il renferme, soit par les objets d'art qui y sont déposés, toutes ces dépenses devant incomber à la Société des Antiquaires de Picardie, ainsi que cela a eu lieu jusqu'à présent.

» Telles sont les conclusions du rapport de M. le Maire, conclusions que le Conseil municipal a reproduites à peu près textuellement dans sa délibération du 14 septembre dernier. C'est en conséquence un ajournement indéfini de cette question qui a été proposée par l'Administration et adoptée par le Conseil municipal.

» La Société des Antiquaires ne peut pas, nous le croyons, Messieurs, accepter la situation qu'on voudrait lui faire. Ce *Statu quo* indéfini n'est pas possible; il lui serait préjudiciable, il le serait surtout au Musée. Il faut une solution. En 1841 et en 1854 la Ville a fait connaître ses intentions à l'égard du Musée et de ses collections, elle en a revendiqué la propriété en leur attachant désormais le caractère de Musée communal. En 1854 la Société des Antiquaires de son côté s'est engagée à offrir le Musée Napoléon à la ville d'Amiens lorsqu'il serait achevé. Il est aujourd'hui terminé; le moment est donc venu de réaliser cette donation conformément aux stipulations de 1841 et de 1854.

» Loin de méconnaître l'engagement pris par elle, comme on le lui a reproché bien à tort, déjà la Société, par ses délibérations des 22 janvier et 9 avril dernier, avait fait connaître à la Ville qu'elle était prête à réaliser l'acte de donation qui imprimerait désormais au Musée Napoléon et à ses collections le caractère indélébile de Musée communal; vos intentions, nous le savons, Messieurs, sont toujours les mêmes. La Société des Antiquaires serait heureuse de voir terminer le dissentiment regrettable qui tout-à-coup, dans ces derniers temps, s'est élevé entre elle et la Ville, elle serait heureuse d'apprendre que le Conseil municipal est décidé à conserver

désormais à la ville d'Amiens ce magnifique Musée que lui envie plus d'une capitale.

» S'il devait en être autrement, si ces nouvelles propositions de la Société ne devaient aboutir qu'à un refus, si, contre notre espoir, contre l'attente de cette grande cité qui nous écoute et nous jugera, l'Administration municipale, par un singulier renversement de rôles, se montrait moins soucieuse des intérêts communaux qu'elle représente que la Société des Antiquaires de Picardie, votre Commission, usant des pouvoirs que vous lui avez donnés, aurait alors à aviser et à prendre les mesures qui lui paraîtraient nécessaires pour dégager votre responsabilité, la faire peser sur qui de droit, et pour soutenir, avec l'énergie que donne le patriotisme, les droits méconnus de nos concitoyens.

TABLE DES MATIÈRES.

A

- Ablaincourt (M. d'). nommé titulaire non résidant. 281.
- Admission de membres. p. 4. 17. 27. 47. 53. 64. 94. 116. 182.
226. 245. 274. 281. 306. 392. 450.
- Advielle (M.). Demande des renseignements pour la biographie de
Caignez. 117.
- Albrier (M.). Note sur les familles nobles de Picardie qui ont siégé
aux Etats de Bourgogne. 385. 394.
- Nommé titulaire non résidant. 450.
- Allocation de S. E. le Ministre de l'Instruction publique. 97. 299. 440.
- du Conseil général. 97. 297. 441.
- Antoine (M.). Nommé de la Commission de comptes pour 1864. 2.
- Rapport au nom de la Commission. 13.
- Observation à l'occasion du budget de 1865. 15.
- Sur la gloire de la Cathédrale d'Amiens. 35.
- Demande une souscription pour les archives indus-
trielles de M. Gand. 300.
- Son avis dans la cession du Musée. 437.
- Archives industrielles du dép. de la Somme, par M. Gand. 300.
- Archives départementales et communales. Lettre de M. Saint-
Joanny relative à leur conservation. 28.
- Assevillers. Gré Saint-Martin. 357. 360. 442.
- Aubey (M.). obtient le prix d'histoire au Lycée d'Amiens. 299.



Babeuf. Mémoires manuscrits de. 118.

Bailliage d'Amiens. — Sa façade. 242.

Barney. Legs fait par M^{lle}. 54.

Bazot (M.). désigné pour demander un puits en fer. 2.

- Présente ses comptes de 1864. 2.
- Notice sur les fouilles de Noroy. 2
- Demande l'adjonction de M. Pouy à la Commission pour l'acquisition de la collection Bouvier 13.
- Observation à propos du budget de 1865. 14.
- Nommé membre de la Commission du Musée. 13.
- De la Commission du concours. 14.
- De la Commission pour la collection Bouvier. 14. 302.
- Signale deux bombardes rue des Orfèvres. 25.
- Chromolithographies de M. Moncourt. 26.
- Découverte de monnaies carlovingiennes à Glisy. 35.
- Notice sur ces monnaies. 37. 130.
- Négociations avec M. Bouvier. 38.
- Annonce le don fait par la commune de Glisy. 53.
- De la Commission pour l'inauguration du Musée Napoléon. 114.
- Pour visiter le tombeau de Berneuil. 118.
- Pour le questionnaire du Congrès. 120.
- Présente ses comptes de 1865. 191.
- Demande des renseignements sur Charles Daire, chanoine-honoraire d'Amiens. 194.
- De la Commission des recherches. 197.
- Communique une proposition d'échange des médailles trouvées à Glisy. 244.
- Note sur les fouilles de Beuvraignes. 245.

- Bazot (M.) Délégué à la séance générale de Senlis. 278.
- Signale divers objets trouvés à Glisy. 278.
 - Présente un projet de traité avec M. Bouvier. 303.
 - De la Commission pour la cession du Musée. 351.
 - Rapport sur le projet de donation. 354. 467.
 - Compte-rendu de sa gestion pour 1866. 355.
 - Note sur la date de la naissance de Jacques Rohault. 356. 372.
 - Signale une trouvaille de monnaies à Hétomesnil. 387.
 - De la Commission pour s'entendre avec la Commission municipale 439.
 - Nommé Vice-Président. 446.
- Beaumanoir (Philippe de). Recherches sur sa vie et ses travaux. 298.
- Bernay (Claude de), seigneur de Favancourt. Sa pierre tombale détruite. 2.
- Beuvraignes. — Fouilles. 243.
- Berneuil. Tombeau en pierre. 117.
- Blasset. Observations sur son nom. 390
- Bombardes servant de bornes rue des Orfèvres. 25.
- Bordier (M.) demande à publier dans les mémoires ses recherches sur Beaumanoir. 298.
- Bornes de délimitations. 449.
- Boulevard du port. — Trouvaille d'objets antiques. 61.
- Bouvier (M.). Sa collection. 13. 14. 42. 195. 301. 302. 303. 304. 353.
- Boyer de Ste-Suzanne (M.) offre les extraits des pièces qu'il a utilisées pour son histoire des intendants. 121.
- Breuil (M.). De la Commission d'impression pour 1865. 14.
- De la Commission du concours 14.
 - Sa mort. 56.
 - Ses obsèques. 67.
 - Son portrait sera placé dans la salle des séances. 56.

Breuil (M^{me}) offre les copies de deux tableaux de Notre-Dame du Puy exécutées par M. Crauk. 97.

Bureau pour 1865. — Installation. 4. — Sa composition pour 1866. 123. — Pour 1867. 306. — Pour 1868. 446.

Bussy (le C^{te} Le Clerc de). Observations sur les familles de Mailly et Le Vasseur. 445.

— Note sur les seigneurs de Fâmechon. 116. 119.

C

Caignez, auteur dramatique. 117.

Caix (M. le B^{on} Oswald de). Sa mort. 445.

Caix. Objets celtiques. 278.

Calonne (M. de). Note sur une statue de l'église de Ruisseauville par Tamagnino. 242.

Cartes (Jeux de). 197. 198. 386. 393.

Cathédrale d'Amiens. — Gloire et sanctuaire. 35.

— Dégagement du portail. 55.

— Tombeaux des évêques 434.

Cèbe (M.) offre un album photographique des principaux objets du Musée de Douai. 97.

Cocheris (M.). Son catalogue de documents sur la Picardie. 246.

Chaulnes. (Armoiries de) 299. 323.

Collection Bouvier. — Souscription pour l'acquisition. 42.

— Estimation par M. de Sommerard. 301.

— Acquisition par la Société. 302. 303.

— Le récolement. 304.

— Remise à M. Bouvier. 353.

Comité de Senlis. — Il invite à son assemblée extraordinaire du 31 juillet 1866. 278.

— MM. Bazot et Garnier délégués pour y assister. 278.

— Compte-rendu par M. Garnier. 282.

Commission de l'histoire du travail à l'Exposition universelle. Elle demande qu'on lui confie les tableaux de la confrérie du Puy. 354. 358.

Commission d'épigraphie. 14. 195.

Commission de recherches. 195. 197. 352.

Commission d'impression pour 1865. 14.

— pour 1866. 195. 245.

— pour 1867. 352.

Commission du concours. 14.

Commission du Musée pour 1865. 14.

— pour 1866. 195.

— pour 1867. 352.

Commission du Musée Napoléon reçue par l'Empereur. 249.

Commission pour la cession du Musée Napoléon à la Ville. 351.
467. 471.

— pour s'entendre avec la Commission nommée par le
Conseil municipal. 439.

— remerciée de son zèle. 444.

Commission pour l'acquisition de la collection Bouvier. 13. 14. 195.

— Complétée par des adjoints. 302.

— Son rapport. 308.

Compte financier de 1864. 2. — De 1865. 191. — De 1866. 355.

Congrès scientifique de France. Session d'Amiens. — Demande de questions pour y être traitées. 121. 193.

— Demande par M. le Maire du concours de la Société. 244.

— Session d'Aix. — Demandes de questions pour y être traitées. 274.

Conseil général de la Somme. Subvention. 97. 297. 441.

Conseil municipal. Délibération dans l'affaire du Musée Napoléon.
443. 486. 503.

Corblet (M.). De la Commission d'impression pour 1865. 14.

- De la Commission d'épigraphie. 14.
- Du concours. 14.
- Pour l'acquisition de la collection Bouvier. 14. 302.
- Sa mission à Venise pour acquérir les cadres de Notre-Dame du Puy. 9. 26.
- Observations sur la gloire de la Cathédrale. 35.
- Signale une trouvaille au boulevard du Port. 64.
- Note sur une inscription du XI^e siècle. 79.
- Sur une inscription relative à St-Gentien. 115.
- Sur l'utilité des catalogues de Musées. 119.
- De la Commission d'impression pour 1866. 195.
- Note sur une collection de fayences donnée par M. Labitte. 195. 210.
- De la Commission de recherches. 197.
- Note sur un jeu de cartes. 197. 288.
- Notice sur les filles de la Croix de Roye. 254. 302. 356.
- Rappelle l'attention sur la traduction de la légende dorée par M. l'abbé Roze. 299.
- Compte-rendu de la collection des tableaux exposés au Musée Napoléon. 302.
- De la Commission d'impression pour 1867. 352.
- De la Commission pour le portrait du P. Daire. 358.
- Blâme le déplacement des tombeaux des évêques d'Amiens. 434.
- Son opinion dans l'affaire du Musée. 437.

Cornuau (M.). Préfet de la Somme, nommé Grand Officier de la Légion d'Honneur. 281.

Crauk (M.). Sa copie de tableaux de N.-D. du Puy. 97.

- De la Commission pour la collection Bouvier. 302.
- De la Commission pour le portrait du P. Daire. 358.

Crécy. Note sur la bataille. 215.

D.

Daire (le Père.). Son portrait. 358.

Daire (Charles). Demande des documents sur sa personne. 194.

Dallery. Son portrait. 194.

— Son buste, par M. Lévêque. 245.

Danicourt (M.). Signale la découverte d'une statuette. 353.

Darsy (M.). De la Commission des comptes pour 1864. 2.

— Ses recherches sur les bénéfices du diocèse d'Amiens. 2.

— De la Commission d'épigraphie. 14.

— De la Commission du concours. 14.

— Demande le rétablissement du nom de Mauvoisin sur
le Beffroi d'Amiens. 17. 116.

— Elu Secrétaire pour 1867. 345.

— Observation sur le rapport de la Commission de
cession du Musée. 448.

De Cagny (M.). Note sur une trouvaille à Genermont. 190. 198.

Découvertes d'objets antiques à Berneuil. 117.

— — à Caix. 278.

— — au Carcaillot. 197.

— — à Fay. 122. 190.

— — à Fouencamps. 194. 201.

— — à Genermont. 190. 198. 301. 319.

— — à Glisy. 35. 37. 130. 278.

— — à Hétomesnil. 387.

— — à Mesnil-Bruntel. 246.

— — à Noroy. 2.

— — au Port d'Aval. 64.

— — rue Laurendeau. 64.

— — à Ste.-Marguerite. 195.

— — à Vacquerie (Oise). 14.

Delattre (M.). Offre 150 empreintes de sceaux. 190.

Delgove (M.). Signale la découverte d'un tombeau en pierre à Berneuil. 117.

— Notice sur l'abbaye du Gard. 243.

Delignières (M.). Nommé titulaire non-résidant. 355. 392.

Demarsy (M.). Délégué au congrès des Sociétés savantes. 14.

— Note sur deux billets annonçant la mort d'évêques d'Amiens. 120.

— Note sur Jacques Rohault. 443.

Dergny (M. l'abbé). Nommé titulaire non résidant. 226.

Desmaze (M.). Nommé titulaire non résidant. 47.

Desnoyers (M.). S n rapport sur les travaux de la Société. 244.

— Nommé correspondant. 245.

Dons faits au Musée. 15. 17. 22. 27. 28. 37. 97. 122. 188. 190
192. 193. 194. 195. 197. 198. 231. 239. 242.
244. 245. 247. 277. 305. 341. 353. 386. 435.
441.

Dons d'ouvrages. 16. 17. 47. 54. 94. 182. 190. 191. 227. 274. 278.
291. 297. 336. 354. 378. 389. 426. 445. 459.

Doublemard (M.). Son buste de Ramus. 16.

Dubois (M.), ancien professeur. Propose de publier dans les Mémoires le poème sur Jeanne Darc, de Valeran de la Varane, d'Abbeville. 298.

Dubois (M.), chef de bureau de la Mairie. Recherches sur la maison où naquit Du Cange. 118. 119. 121. 123.

— Sur la maison où naquit Voiture. 190. 204.

— Sur les mayeurs d'Amiens. 390.

— Nommé correspondant. 392.

Du Cange. Recherches sur la maison où il est né. 118. 119. 121. 123.

— Inscription commémorative. 121.

Dufour (M.). Président pour 1865. Son discours d'installation. 5.

- Réponse à M. Pruy, récipiendaire. 12.
- Observations à l'occasion du budget de 1865. 16.
- Réponse à M. Lelen, récipiendaire. 33.
- Propose de continuer les fouilles de Longeau. 54.
- Réponse à M. Hesse, récipiendaire. 61.
- Réponse à M. Hénocque, récipiendaire. 103.
- Note sur le lieu de naissance de Du Cange. 119. 128.
- Nommé Président pour 1866. 123.
- Note sur les fouilles de Longeau. 197.
- Nommé Président pour 1867. 305.
- Son discours d'installation. 345.

Dupuis (M.), du Comité de Senlis, désirerait connaître les pièces ou
bons de cette localité que possède le Musée. 304.

Dusevel (M.). De la Commission pour le concours. 14.

- Observations sur le tombeau de Bernueil. 117.
- De la Commission pour visiter ce tombeau. 118.
- Signale des poutres sculptées à Pernois. 119.
- De la Com^m du questionnaire pour le Congrès. 120.

Duthoit (M.). Nommé titulaire non résident. 182.

Dutilleux (M.). Signale un puits en fer, rue St.-Martin. 1.

- De la Commission d'épigraphie. 14.
- De la Commission du Concours. 14.
- De la Commission pour acquérir la collection Bouvier. 14. 302.
- Fait part du don du puits en fer. 15.
- Propose de dresser la statistique des œuvres d'art existant à Amiens et dans le département. 15.
- Propose une fouille dans la cave de l'hôtel de M. de la Motte, rue St.-Louis. 15.
- Note sur quelques objets d'art. 17.

Dutilleux (M.) Nommé Secrétaire annuel pour 1866. 123.

- Note sur le cabinet de M. Terninck. 239.
- Appelle l'attention sur la façade du bailliage. 242.
- Elu Secrétaire pour 1867; il n'accepte pas. 305.
- De la Commission du Musée. 352.
- Note sur un sceau de Gaucourt. 360. 366.
- Propose de changer les jetons de présence. 387.
- Observations dans l'affaire du Musée. 446. 447.

Duval (M. l'abbé). De la Commission d'impression pour 1865. 14.

- De la Commission d'impression pour 1866. 195.
- De la Commission pour la cession du Musée Napoléon. 351.
- De la Commission d'impression pour 1867. 352.
- De la Com^{on} pour le portrait du P. Daire. 352.
- Rapport au nom de la Commission de cession du Musée Napoléon. 385. 435. 489. 461. 441. 444. 498.
- De la Commission qui doit s'entendre avec la Commission du Conseil municipal. 439.

Duvette (Madame). Fait don d'un puits en fer. 15.

Duvette (M. Alcide). Propose de faire les portraits photographiés des membres de la Compagnie. 359. 435.

E.

Etats de Bourgogne. Familles nobles de Picardie. 385. 394.

Exposition de tableaux au Musée Napoléon. 302.

F.

Fay (Trouvailles faites à). 122. 190.

Fayences patriotiques. 195. 210.

Filles de la Croix de Roye. 254. 302. 356.

- Fleury (M.), recteur de Douai. Nommé membre honoraire. 353.
Forceville (M. G. de). Offre une médaille à l'effigie de Lhomond
qu'il a fait exécuter. 305.
Fouencamps. Trouvailles faites à. 191. 201.
Fournier (M.). Signale diverses trouvailles à Ménil-Bruntel. 246.
Froissart. Annonce d'une nouvelle édition. 237.

G.

- Gard (Notice sur l'abbaye du). 245.
Garnier (M.). De la Commission d'impression pour 1865. 14.
— De la Commission d'impression pour 1866. 352.
— De la Commission d'épigraphie. 14.
— De la Commission du Concours. 14.
— De la Commission pour l'acquisition de la collection
Bouvier. 14. 302.
— Notice sur M. Pannier. 37. 38.
— Discours aux obsèques de M. Breuil. 68.
— Notice sur M. Voillemier. 76.
— Note sur Caigniez, auteur dramatique. 117.
— Invite, en qualité de Secrétaire général du Congrès,
à formuler des questions pour y être traitées. 120.
— De la Commission d'impression pour 1867. 195.
— De la Commission du Musée. 195.
— Notice sur Pierre Burry. 196.
— Rapport sur l'ouvrage de M. Perrin : Recherches
bibliographiques sur le dép. de l'Aisne. 244. 269.
— Délégué à la séance du Comité de Senlis. 278.
— Signale une découverte faite à Caix. 278.
— Rapport sur la réunion de Senlis. 280. 282.
— Note sur un jeu de cartes. 386. 393.
— Note sur l'emploi des jetons de présence. 386. 399.

Garnier (M.) Notice sur M. Le Roy. 445. 452.

— Fait connaître que la Commission du Musée Napoléon s'occupe du règlement de ses comptes et demandera à être relevée de son mandat. 448.

— Communique une brique servant de marque pour les délimitations. 449.

Gaucourt (Sceau de). 357.

Genermont (Trouvailles faites à). 190. 198. 301. 319.

Gentien (Inscription relative à St.-). 115.

Glisy. Trouvailles de monnaies carlovingiennes. 35. 37. 53. 244.

— Trouvailles de ligula. 278.

Gloire de la cathédrale d'Amiens. 35.

Goethals (M.) propose l'échange de ses travaux contre les Mémoires de la Société. 16.

Gomart (M.) propose l'insertion dans les Mémoires d'un plan de la ville de Roye. 435.

— Note sur ce plan. 445.

Gosselin (M. l'abbé): Notice sur une trouvaille de monnaies faite à Warsy. 301. 306.

Grattier (M. de), membre honoraire, l'un des fondateurs de la Compagnie, recevra gratuitement les publications. 299.

Gré S. Martin, à Assevillers. 357. 360. 442.

Guffroy (M.). Nommé titulaire non résident. 450.

MM.

Hahn (M.). Annonce une notice sur l'abbaye de Royaumont. 292.

Halloy (Oise). Acte de vandalisme. 2.

Hénocque (M. l'abbé). Notice sur S. Angilbert, abbé de S. Riquier. 54. 146.

— Nommé titulaire résident. 64.

Hénocque (M. l'abbé). Son discours de réception. 98.

- Dissertation sur le mariage de S. Angilbert
avec la princesse Berthe. 190. 243. 250.

- De la Commission des comptes. 191.

Herbault (M.). Mémoire fait avec M. Daullé sur le dégagement du
portail de la Cathédrale. 55.

- De la Commission pour l'inauguration du Musée
Napoléon. 114.

- Demande que le nom du donateur soit inscrit sur
l'arcade de Sarcus. 278.

- De la Commission pour l'acquisition de la collection
Bouvier. 302.

Herbinghem (M. d'). Observations dans l'affaire du Musée. 444.

Hesse (M.). Notice sur l'assemblée provinciale de Picardie. 38.

- Nommé titulaire résidant. 55.
- Son discours d'installation. 56.
- De la Com^m pour la cession du Musée Napoléon. 351.
- De la Commission des comptes de 1866. 355.
- Son rapport sur les comptes. 385.
- Ses observations dans l'affaire du Musée. 438. 439.
- De la Commission qui doit s'entendre avec la Commis-
sion municipale 439.
- Observations sur la délibération du Conseil municipal.
443. 444. 446. 447.
- Rapport au nom de la C^m de cession du Musée. 448.
510.

Hétomesnil (Oise). Monnaies des évêques de Beauvais. 337.

I.

Inscription du XI^e siècle. 79.

- relative à S. Gentien. 115.

Insignes. Renvoi à la Commission d'inauguration du Musée. 116.

— Décision de la Commission. 120. 193.

— Règlement pour le port des insignes. 358.

J.

Jetons de présence. 386. 387. 399.

Jourdain (M. l'abbé). Note sur la gloire de la Cathédrale. 35. 36.

— De la Commission pour acquérir la collection
Bouvier. 302.

— De la Commission pour la cession du Musée
Napoléon. 351.

— Pour le portrait du P. Daire. 353.

— Blâme le déplacement des tombeaux des é-
vêques. 434.

— Observations sur la cession du Musée. 433.

— De la Com^m, qui doit s'entendre avec la Com-
mission municipale. 439.

— Nommé Président pour 1868. 446.

Julien (M.). Considération sur l'archéologie. 64.

— Nommé titulaire non résidant. 116.

— Informe d'une trouvaille de monnaies à Mondicourt. 279.

Jumel (M.). Nommé titulaire non résidant. 445. 450.

L.

Labitte (M.). Fait don d'une collection de fayences patriotiques. 195.

— Nommé titulaire non résidant. 274.

Laborde (M. le C^{te} de), Directeur des Archives, accorde à titre
gratuit la reproduction des sceaux picards. 192. 277.

Le Clerc de Bussy (M. le C^{te} Charles). Voyez Bussy.

Lefebvre (M. Jules). Offre une suite de médailles romaines. 244.

Lefèvre-Marchand (M.). Note pour servir à l'histoire du diocèse d'Amiens. 314.

— Sur quelques trouvailles faites à Genemont. 301. 319.

— Sur un reste de fétichisme dans le Santerre. 322.

— Sur les armoiries de Chaumes. 299. 323.

— Sur le gré de S. Martin à Assevillers. 357. 360.

— Nommé titulaire non résidant 281.

Légende dorée. Traduction par M. l'abbé Roze. 299.

Legrand (Notice sur le général). 247.

Legs de M^{lle} Barny. Démarches à faire. 51.

Leleu (M.). Nommé titulaire résidant. 27.

— Son discours de réception. 28.

— De la Commission pour les questions à proposer au Congrès. 120.

— De la Commission des comptes de 1866. 191.

— Rapport sur le dictionnaire d'histoire et de géographie de MM. D'Ault, Dubeux et Crampon. 390. 411.

Leroy (M. l'abbé). Informe de trouvailles faites à Fay. 190.

Le Roy. Sa mort. 441. — Notice. 443. 452

Le Tellier (M.). De la Commission pour le portrait du P. Daire. 358.

Le Vasseur. Note sur cette famille. 445.

Le Proux (M.). Nommé titulaire non résidant. 450.

Lévêque (M.). Offre le buste en plâtre de Dallery. 245.

Lion (M.). Note sur la bataille de Crécy. 215.

— Sur la voie romaine d'Amiens à Boulogne. 301. 328.

— Sur la bataille de Mons-en-Vimeu. 370.

Longueval (le P.). Lieu de sa naissance. 439. 450.

Loterie du Musée Napoléon. Livres du dernier tirage. 46.

MM.

Mailly. Note sur cette maison. 394. 445.

Maire d'Amiens (M. le). Demande pour le Congrès le concours de la Société. 244.

- Accuse réception de la délibération relative à la cession du Musée à la Ville. 357.
- Sa lettre renvoyée à la Commission. 358.
- Assiste à la séance du 13 août. 435. 436.
- Ses lettres du 6 mars. 409. — du 8 octobre. 502.

Maison Gossart. 434.

Mauvoisin constructeur de l'horloge du Beffroi d'Amiens. 17. 116.

Mayeurs d'Amiens. 390.

Membres admis. 4. 17. 27. 47. 55. 64. 94. 116. 182. 226. 245. 274. 281. 306. 392. 450.

Mercey (M. de). Elu titulaire non résident. 94.

Ministre de l'Instruction Publique (M. le). Il annonce la distribution des récompenses aux Sociétés savantes. 4. 356.

- Accorde une subvention. 97. 297. 433. 440.
- Annonce la réunion des Sociétés savantes. 192.
- Dons d'ouvrages. 278.

Monnaies carlovingiennes découvertes à Glisy. 35. 37. 130.

Monnaies des évêques de Beauvais trouvées à Hétomesnil. 387.

Monnaies françaises trouvées à Warsy. 301. 306.

Monnaies romaines trouvées à Vacquerie (Oise). 14.

Mons-en-Vimeu (Bataille de). 370.

Musée Napoléon. Commission pour l'inauguration. 114.

- Projet de cession. 351.
- Nomination d'une commission à cet effet. 351.
- Discussion et rapports relatifs à cette affaire. 354. 435. 467. et suiv.

Musée Napoléon. Objets acquis pour le Musée. 26. 51. 278. 299.

— Objets donnés. (Voyez Dons).

Musée de Douai. Photographies. 97.

N.

Noroy. Notice sur les fouilles. 2.

Notre-Dame-du-Puy. Cadres des tableaux de cette confrérie. 9. 26.

— Copie des tableaux. 97.

O.

Objets acquis pour le Musée. 26. 51. 278. 299.

Objets donnés (Voyez Dons).

Ognier (M.). Souscrit pour l'achat de la collection Bouvier. 1.

Ourscamp. Histoire de l'abbaye. 66. 246. 247. 352.

Ouvrages acquis. 187.

Ouvrages offerts. (Voyez Dons d'ouvrages.)

P.

Pannier (M.). Notice par M. Garnier. 87. 38.

Paxius de Gazino. Sculpteur. 212.

Pécoul (M.). Délégué au Congrès des Sociétés savantes. 14.

Peigné-Delacourt (M.). Notices sur les expéditions des Normands. 1. 66.

— Sur une chasse en bronze du v^e siècle trouvée
en Algérie. 65. 249.

— Son histoire d'Ourscamps. 66. 246. 247. 352.

— Donation en faveur de la Société. 114. 118. 351.

— Fait don de divers objets. 122.

Pernois. Poutres sculptées. 119.

Photographies des Membres de la Société. 359. 435.

— du Musée de Douai. 97.

Picart (M.). Fait connaître un tableau du Puy à Humbercourt. 301.

— Nommé titulaire non résidant. 306.

Pierre de Ste.-Radegonde. 116. 120. 220. 442.

Poiré (M. l'abbé). Nommé titulaire non résidant. 450.

Pouy (M.). Nommé titulaire résidant. 4.

- Son discours de réception. 5.
- De la Commission pour l'acquisition de la collection Bouvier. 13. 14. 302.
- Notice sur la chapelle du S. Sépulcre dans l'église S. Firmin-le-Confesseur. 27.
- Propose de réclamer le concours de la Ville et de la Compagnie du chemin de fer pour les objets antiques trouvés dans leurs travaux. 65.
- De la Commission du Concours. 114.
- Annonce la vente d'un Mémoire manuscrit de Babeuf. 118.
- Notice sur Donneau. 122.
- De la Commission des recherches. 197.
- Note sur une peinture byzantine. 247.
- Note sur le général Legrand. 247.
- De la Commission des comptes. 355.
- Fait connaître un portrait du P. Daire. 358.
- Note sur les thèses historiques. 359. 364.
- Propose de faire la collection des portraits photographiés des membres de la Société 359. 435.

Préfet (M. le). Annonce l'arrivée à Amiens de LL. MM. II. l'Empereur et l'Impératrice. 440.

— Accuse réception du tome XXI. 440.

— Informe de l'allocution du Conseil général. 97. 297. 441.

Publications. Leur état d'avancement. 435.

Puits en fer, rue St.-Martin. 2. 15.

Q.

Questions pour le Concours. 390.

Questions pour le Congrès. 121. 193.

R.

Radbert (Paschase). Translation de ses reliques. 79

Radegonde (Pierre de Sainte-). 116. 120. 220. 442.

Ramus. Son buste. 16.

Rembault (M.). Signale un acte de vandalisme dans l'église de
Hailoy (Oise). 2.

— De la Commission d'épigraphie. 4.

— De la Commission du Concours. 14.

— Annonce une découverte de médailles à Vacquerie
(Oise). 14.

— Signale un recueil de dessins de Blasset. 37.

— Note sur la famille Caignet. 117.

— De la Commission du Congrès. 120.

— De la Commission des comptes. 191.

— Rapport sur les comptes. 193. 355.

— Rapport sur les questions à poser au Congrès. 193.

— Offre un portrait de Dallery. 194.

— Offre une empreinte du sceau des Prémontrés
d'Amiens. 197.

— De la Commission des recherches. 197.

— Note sur l'ouvrage de Catherine Lévêque de Pé-
ronne intitulé : *Triomphe de la Croix*. 357.

— Signale les sculptures de la maison Gossart. 434.

— Observations dans l'affaire du Musée. 437. 443.
444. 446. 448.

— Note sur le lieu de naissance du P. Longueval.
439. 450.

Renard (M.). Nommé titulaire non résidant. 4.

— Offre divers objets. 27.

— Propose une fouille à S. Aubin-Montenoy. 122.

— Note sur cette fouille 337.

Rehault (Note sur). 356. 372. 445.

Rougé (M. le Marquis). Fait don de pièces d'artillerie. 26.

Roye (Plan de la ville de). 435. 445.

Reze (M. l'abbé). Sa traduction de la légende dorée. 299.

— Notice sur M^{re}. Demandolx. 300.

Ruisseauville (Eglise de). 242.

S.

Saint-Aubin Montenoy (Fouilles à). 122. 237.

Saint-Joanny (M.). Lettre relative à la conservation des Archives départementales et communales. 28.

Sailly (M. de). Offre une médaille. 435.

Salmon (M.). De la Commission d'impression. 14. 195. 352.

— De la Commission d'épigraphie. 14.

— De la Commission du Concours. 14.

— De la Commission du Congrès. 120.

— Elu Vice-Président pour 1866. 123.

— Présente un fac-simile du Ms. de Florence découvert par le P. Maceda et relatif à S. Firmin. 247.

— Elu Vice-Président pour 1867. 305.

— Signale un éloge de M. de la Motte et une complainte sur la mort de cet évêque. 360.

— Blâme le déplacement des tombeaux des évêques. 434.

Santerre (Reste de fétichisme dans le). 322.

Sceaux Picards. 191. 192.

— Aux armes de Gaucourt. 357.

— Des Prémontrés d'Amiens. 197.

Séance générale. Il y en aura point en 1865. 114.

— Fixée au 7 juin pour 1867. 388.

— Compte-rendu. 389.

Senlis. Séance extraordinaire du Comité archéologique. 278. 282

Société archéologique de la Mayenne. Demande l'échange des publications. 305.

— de Mons, même objet. 352.

— d'histoire et d'antiquités frisonnes à Leuwarden, même objet. 353.

— dunoise. Même objet. 441.

Souquet (M. G.). Sa mort. 445.

Souscription à l'inventaire des Archives de la Chambres des comptes de Lille. 189.

— aux Archives industrielles de M. Gand. 300.

Statistique des œuvres d'arts du département de la Somme. 15.

Subventions accordées. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction Publique. 97. 297. 440.

— Par le Conseil général. 97. 297. 441.

T.

Tailliar (M.). Son essai sur l'origine et le développement du Christianisme dans les Gaules. 192.

Tamagnino de Porta, sculpteur milanais. 242.

Ternink (M.). Son cabinet. 339.

Thuillier (M.). Président de section au Conseil d'Etat. Sa mort. 189.

Tombeaux de bronzes des évêques d'Amiens. Leur déplacement. 434.

Trésorier. Cette officier sera toujours appelé dans la Commission des comptes. 13.

V.

Vallois (M.). Notice sur la pierre de Ste.-Radegonde. 116. 120. 220.

— Notice sur une trouvaille à Fay. 122. 190. 201. 442.

— Signale quelques manuscrits relatifs à l'histoire de Péronne. 244.

— Note sur le gré S. Martin. 442.

Vion (M.). De la Commission des comptes. 2.

- De la Commission pour le Concours. 14.
- De la Commission pour l'acquisition de la collection Bouvier. 14. 302.
- Observations sur la gloire de la Cathédrale. 35.
- Propose de traduire la partie relative à la Picardie de la topographie de Gaspard de Meryan. 54.
- De la Commission pour l'inauguration du Musée. 114.
- De la Commission d'impression. 195. 352.
- Signale diverses trouvailles au Carcaillot. 197.
- De la Commission des recherches. 197.
- De la Commission pour la cession du Musée. 351.
- Observations sur la cession du Musée. 351.
- De la Commission pour s'entendre avec la Commission municipale. 439.
- Nommé Secrétaire annuel. 446.

Voie romaine d'Amiens à Roulogne. 301. 328.

Voillemier (M.). Sa mort. 28.

-- Notice par M. Garnier. 76.

Voiture. Recherches sur la maison où il naquit. 190. 204.

Voyage à Amiens de LL. MM. II. 440.

FIN DU TOME IX.

